

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES  
SUISSES

DIPLOMATISCHE DOKUMENTE  
DER SCHWEIZ

DOCUMENTI DIPLOMATICI  
SVIZZERI

19

1. V. 1952–31. III. 1955

COMMISSION POUR LA PUBLICATION DE  
DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG  
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE PER LA PUBBLICAZIONE DI  
DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES  
SUISSES  
DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER  
SCHWEIZ  
DOCUMENTI DIPLOMATICI  
SVIZZERI

VOLUME – BAND 19

(1. V. 1952–31. III. 1955)

GRUPE DE RECHERCHE – FORSCHUNGSGRUPPE – GRUPPO DI RICERCA:

Directeur de la recherche – Forschungsleiter – Direttore della ricerca:

Antoine Fleury

Coresponsable – Mitverantwortlich – Corresponsabile:

Mauro Cerutti

Collaborateurs/Collaboratrices – Mitarbeiter/innen – Collaboratori/Collaboratrici:

Damien Carron

Eric Flury-Dasen

Dario Gerardi

Kathrin Marthaler

Therese Steffen Gerber

Sacha Zala

CHRONOS VERLAG, ZÜRICH  
ARMANDO DADÒ, LOCARNO  
ÉDITIONS ZOÉ, GENÈVE

© 2003 Chronos Verlag, Zürich

ISBN 3-0340-0635-7 (Chronos Verlag, Zürich)

COMMISSION POUR LA PUBLICATION DE  
DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG  
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE PER LA PUBBLICAZIONE DI  
DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

Président	Jean-Claude Favez, Professeur à l'Université de Genève (Bureau)
Vice-Président	Christoph Graf, Direktor des Schweizerischen Bundesarchivs, Honorarprofessor an der Universität Bern (Bureau)
Secrétaire	Markus Zürcher, Generalsekretär der Schweizerischen Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften (Bureau)
Directeur	Antoine Fleury, Professeur à l'Université de Genève (Bureau)
Membres	
Rudolf Bolzern	Sekretär des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung
Daniel Bourgeois	Adjoint scientifique aux Archives fédérales, Berne
Jean-Marc Comment	Gestionnaire de l'intégration informatique aux Archives fédérales, Berne (Bureau)
Pierre Du Bois	Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Pierre-Alain Gentil	Membre du Conseil des Etats
Hans Ulrich Jost	Professeur à l'Université de Lausanne
Georg Kreis	Professor an der Universität Basel
Philippe Henry	Professeur à l'Université de Neuchâtel
François Wisard	Chef du Service historique du Département fédéral des Affaires étrangères
Carlo Moos	Professor an der Universität Zürich
Francis Python	Professeur à l'Université de Fribourg
Alois Riklin	Professor an der Universität St. Gallen
Brigitte Studer	Professorin an der Universität Bern

## TABLE DES MATIÈRES / INHALTSÜBERSICHT

I.	Avant-propos .....	VII
	Vorwort .....	XI
	Prefazione .....	XV
II.	Introduction .....	XVIII
	Einleitung .....	XXIV
	Introduzione .....	XXX
III.	Abréviations / Abkürzungen .....	XXXVI
IV.	Table méthodique des documents .....	XLI
	Thematisches Verzeichnis der Dokumente .....	LXXIII
V.	Documents / Dokumente .....	1
VI.	Annexes / Anhang .....	401
VI.1.	Organigramme de l'administration fédérale concernée par les relations internationales .....	402
VI.2.	Organigramm der für die internationalen Beziehungen zuständigen Stellen des Bundes .....	404
VI.3.	Les postes diplomatiques et consulaires de la Suisse à l'étranger / Die diplomatischen und konsularischen Vertretungen der Schweiz im Ausland .....	406
VI.4.	Les postes diplomatiques et consulaires étrangers en Suisse / Die diplomatischen und konsularischen Vertretungen des Auslandes in der Schweiz .....	418
VII.	Index / Register .....	427
VII.1	Index des noms de personnes / Personenregister .....	427
VII.2	Index des organisations / Organisationenregister .....	442
VII.3.	Index des noms géographiques / Register der geographischen Bezeichnungen .....	447
VIII.	Liste des fonds utilisés des Archives fédérales / Verzeichnis der benutzten Bestände des Bundesarchivs .....	452
IX.	Liste des paraphes des correspondants du Département politique / Paraphenliste der Korrespondenten des Politischen Departements .....	457

## I. AVANT-PROPOS

L'objectif de la collection de *Documents diplomatiques suisses* est à la fois scientifique et pratique. Il s'agit, dans l'esprit de ceux qui en assument la responsabilité, de mettre à la disposition des chercheurs et des praticiens, les sources officielles utiles à la reconstitution et à la compréhension de l'histoire de la politique étrangère de la Suisse, d'un Etat neutre mais profondément impliqué dans le système politique international.

Placée sous le patronage de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales qui a pris, depuis janvier 2000, le relais du Fonds national suisse de la Recherche scientifique dans le financement de la recherche, notre entreprise reçoit, en plus de la collaboration des Archives fédérales et des universités, l'appui du Département fédéral des Affaires étrangères et du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Une Commission pour la publication de documents diplomatiques suisses, comprenant des représentants des instituts d'histoire des Universités et Hautes Ecoles suisses, des Archives fédérales, du Département fédéral des Affaires étrangères, de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales et du Fonds national de la recherche scientifique, assume la responsabilité de la publication. Une convention de collaboration a été signée avec le Département fédéral des Affaires étrangères en vue d'assurer des échanges fructueux entre notre équipe de recherche et les services diplomatiques concernés par les dossiers que nous contribuons à rendre accessibles à la connaissance historique.

Une première série de 15 volumes, couvrant la période 1848–1945, a été publiée sous le patronage de la Société générale suisse d'histoire entre 1979 et 1996. Avant même que le dernier volume de cette série ne soit sorti de presse, la décision a été prise de poursuivre la recherche et la publication pour une nouvelle période 1945–1961, correspondant à «l'ère Petitpierre», du nom du Conseiller fédéral en charge de la diplomatie suisse du 1<sup>er</sup> février 1945 au 30 juin 1961. Cette période est caractérisée par un élargissement considérable des relations internationales et par leur transformation sous l'influence déterminante des deux Grandes Puissances, par la multiplication des acteurs résultant du processus de décolonisation et par la prise en compte de nouveaux domaines d'action, traduisant l'internationalisation croissante de la vie économique, sociale, culturelle et technique. Autant de développements qui posent de nouveaux défis à la diplomatie suisse qui ne cesse d'augmenter ses représentations diplomatiques et ses services internes. Autrement dit, on assiste à une augmentation considérable des dossiers dont notre équipe restreinte de chercheurs, recrutés dans différentes universités du pays, doit rendre compte dans son travail d'édition.

Confrontée aux problèmes communs à tous les éditeurs de «papiers d'Etat» pour sélectionner un nombre très limité de documents significatifs dans la masse sans cesse croissante des dossiers d'archives, la commission s'est proposée de recourir aux techniques de l'informatique. A cet effet, la banque

de données DoDiS – accessible sur Internet par [www.dodis.ch](http://www.dodis.ch) – a été mise au point en étroite collaboration avec les informaticiens de l'Office fédéral de l'informatique et ceux des Archives fédérales. DoDiS a été conçue à la fois pour la publication des documents dans les six volumes prévus et pour rendre accessible une quantité toujours plus importante de documents originaux sous forme électronique. La banque de données fournit d'amples informations sur les personnes (suisse et étrangères), les organisations (structures administratives, associations professionnelles, partis politiques, groupes d'intérêts et autres sociétés ou entreprises) et sur les lieux géographiques (pays, villes, conférences, accords) qui apparaissent dans les documents publiés ou non-publiés.

Les documents sélectionnés proviennent des Archives fédérales où sont conservés les actes du Parlement, du Gouvernement et des départements fédéraux (ministères). La Suisse ayant un gouvernement collégial, toutes les décisions de quelque portée relèvent du seul Conseil fédéral. De plus, les divers départements et offices sont concernés par l'un ou l'autre aspect de la politique étrangère de la Suisse. Il s'ensuit que les documents publiés ne reproduisent pas uniquement les actes du Département fédéral des Affaires étrangères; une part appréciable des textes provient des actes du gouvernement lui-même – ainsi les procès-verbaux des séances et des décisions du Conseil fédéral – de divers départements ou d'offices spécialisés, ou encore de délégations et de commissions spéciales qui ont transmis des rapports au gouvernement, sans oublier des lettres de personnalités officielles ou exerçant des fonctions semi-officielles, voire de représentants d'institutions privées.

La collection ne vise pas à documenter l'ensemble des événements extérieurs intéressant la Suisse ni à reconstituer toute l'évolution de la politique étrangère de la Confédération. Elle s'attache plutôt à illustrer les traits essentiels de la politique extérieure suisse dans ses diverses dimensions ainsi que les conceptions et les données fondamentales des relations internationales. Ont été retenus pour la publication d'abord des textes qui font saisir l'orientation générale de la politique extérieure suisse ou qui ont pu déterminer, à un moment donné, cette orientation; ensuite des textes qui montrent le rôle de la Suisse dans la politique internationale ou qui éclairent son attitude face à tel événement ou face à tel problème; des rapports, des analyses de situation qui contiennent des informations originales ou qui reflètent le point de vue du neutre sur des événements importants; enfin, des instructions, des avis, des notices et des correspondances qui sont indispensables à la compréhension de telle ou telle affaire, notamment du processus de décision et du rôle des acteurs.

Les documents sont présentés dans l'ordre chronologique. Afin d'en faciliter la consultation thématique, on a établi une table méthodique dont une version en français et une en allemand sont publiées. Elles sont divisées en chapitres thématiques (celui sur les relations bilatérales est organisé par ordre alphabétique) et comportent des résumés succincts. En outre, on trouve des index des noms de personnes, des organisations (hormis les structures administratives) et des noms géographiques.

Des organigrammes en fin de chaque volume fournissent des renseignements sur la structure administrative et sur la représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger et des pays étrangers en Suisse.

En règle générale, les documents sont publiés intégralement et dans leur langue d'origine. Les passages supprimés sont indiqués par des points de suspension entre crochets; une note en donne parfois l'essentiel. Les formules de salutations ont été supprimées, sauf dans le cas où elles paraissent avoir une signification particulière.

La partie rédactionnelle est écrite dans la langue du document choisi, soit en français, en allemand et en italien. Elle se distingue du texte du document lui-même reproduit en caractère romain, par l'emploi de *l'italique*. Les passages soulignés ou en caractères espacés du document original sont également rendus par l'italique. Les interventions de la rédaction à l'intérieur du document figurent entre crochets. L'orthographe et la ponctuation ont été modifiées sans autre dans les cas de fautes évidentes ou pour unifier l'écriture à l'intérieur du texte.

L'en-tête des documents comprend les éléments suivants: la cote d'archives, le numéro de référence de la banque de données DoDiS, le titre rédactionnel – pour les auteurs et les destinataires des documents, on indique soit les noms et les initiales des prénoms des personnes avec leur fonction, soit les administrations et les services concernés –, la qualification du texte (copie, minute) dans le cas où l'on n'a pas pu reproduire l'original, le genre du document, sa date et son lieu de rédaction. En outre, lorsque ces indications apparaissent sur l'original, l'en-tête peut comprendre encore: le degré de classification (confidentiel, secret) ou d'urgence du document, son numéro d'ordre, les initiales (ou le paraphe) du rédacteur et du secrétariat, l'objet du texte reproduit. Quand il est repris littéralement, le titre du document lui-même est rendu en PETITES CAPITALES DE CARACTÈRE ROMAIN.

L'appareil critique est délibérément limité. Les notes visent avant tout à corriger les inconvénients de l'indispensable sélection en fournissant notamment des références aux documents non publiés, aux documents enregistrés dans la banque de données et aux imprimés officiels que le lecteur voudrait pouvoir consulter. Dans la mesure du possible, il est fait renvoi aux documents mentionnés dans les textes publiés, sauf dans les cas où leur contenu ressort suffisamment du document. La formule «non reproduit», sans indication de provenance, signifie que les documents en question figurent dans les mêmes dossiers que le texte reproduit. Lorsqu'un document présumé important a fait l'objet d'une recherche approfondie qui aboutit à un résultat négatif, on l'indique par la formule «non retrouvé». Quant à l'indication DoDiS, suivie d'un numéro, elle renvoie soit à des documents reproduits dans la banque de données, soit à des références à des sources.

Par la publication de cette nouvelle série de volumes et l'établissement d'une banque de données sur les relations internationales de la Suisse, les éditeurs souhaitent, tout en contribuant à la connaissance des enjeux et des problèmes internationaux qui se sont posés au gouvernement et au peuple suisses depuis 1945, fournir des points de repère fondamentaux à tous ceux qui se préoccupent – citoyens, chercheurs, analystes, journalistes – ou qui sont



en charge – magistrats, fonctionnaires, diplomates, parlementaires – de la formulation et de la conduite de la politique étrangère.

Genève, Berne, février 2001

Commission pour la publication  
de documents diplomatiques suisses:  
JEAN-CLAUDE FAVEZ, *Président*  
CHRISTOPH GRAF, *Vice-Président*

## I. VORWORT

Das Anliegen der Reihe *Diplomatische Dokumente der Schweiz* ist ein wissenschaftliches und praktisches zugleich. Den verantwortlichen Herausgeberinnen und Herausgebern geht es darum, der Forschung und Praxis die amtlichen Quellen zur Verfügung zu stellen, die nötig sind für die Rekonstruktion und das Verständnis der aussenpolitischen Geschichte der Schweiz, eines neutralen Staates, der jedoch zutiefst ins internationale System eingebunden ist.

Das Unternehmen steht unter dem Patronat der Schweizerischen Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften, welche im Januar 2000 vom Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung die Finanzierung übernommen hat; es kann ferner auf die Unterstützung des Schweizerischen Bundesarchivs, der Universitäten, des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten und des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung zählen. Die Verantwortung für die Publikation trägt die Kommission für die Veröffentlichung Diplomatischer Dokumente der Schweiz, in der die historischen Institute der Schweizer Universitäten und Hochschulen, das Bundesarchiv, das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten, die Schweizerische Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften und der Schweizerische Nationalfonds vertreten sind. Mit dem Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten wurde eine Vereinbarung zur Zusammenarbeit unterzeichnet; dies, um den fruchtbaren Austausch zwischen unserer Forschungsgruppe und den diplomatischen Dienststellen zu sichern, welche von den Dossiers, die wir der historischen Forschung zugänglich machen, betroffen sind.

In den Jahren 1979 bis 1996 wurde eine die Zeitspanne zwischen 1848 und 1945 abdeckende erste Serie von 15 Bänden unter dem Patronat der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz publiziert. Bereits vor Drucklegung des letzten Bandes der ersten Serie fiel der Entscheid zur Fortführung der Forschungsbemühungen und zu deren Publikation. Die neue Periode von 1945–1961 entspricht der «Ära Petitpierre». Sie trägt den Stempel des für die schweizerische Diplomatie zwischen dem 1. Februar 1945 und dem 30. Juni 1961 zuständigen Bundesrates Max Petitpierre. Diese Periode ist gekennzeichnet durch eine beachtliche Erweiterung der internationalen Beziehungen und durch deren Veränderung unter dem bestimmenden Einfluss der beiden Grossmächte; ferner durch die Zunahme der Akteure aufgrund des Dekolonisationsprozesses sowie aufgrund der im Zuge der zunehmenden Internationalisierung des wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen und technischen Lebens neu entstandenen Tätigkeit. So viele Entwicklungen stellten die schweizerische Diplomatie, welche ihre diplomatischen Vertretungen und ihre internen Dienste ständig erweitert, vor neue Herausforderungen. Mit anderen Worten sah sich unsere aus verschiedenen Schwei-

zer Universitäten gebildete Forschungsgruppe vor eine beträchtliche Erweiterung der Dossiers gestellt, welche sie in ihrer Editionsarbeit zu berücksichtigen hatte.

Wie alle Herausgeber von amtlichen Dokumenten sieht sich unsere Forschungsgruppe mit einem grundlegenden Problem konfrontiert: bei der stetig grösser werdenden Menge von aussenpolitisch relevanten Dossiers kann nur eine sehr beschränkte Anzahl von Schlüsseldokumenten veröffentlicht werden. Die Kommission hat aus diesem Grunde beschlossen, Informatikmittel einzusetzen. Zu diesem Zweck wurde in enger Zusammenarbeit mit den Informatikern des ehemaligen Bundesamtes für Informatik und des Bundesarchivs die über Internet zugängliche Datenbank DoDiS ([www.dodis.ch](http://www.dodis.ch)) entwickelt. Sie wurde konzipiert, um einerseits die Dokumente für die sechs vorgesehenen Bände zu publizieren und andererseits eine bedeutende Anzahl zusätzlicher Originaldokumente in elektronischer Form allgemein zugänglich zu machen. Die Datenbank liefert eine Fülle von Informationen zu Personen (in- und ausländischen), Organisationen (Verwaltungsstrukturen, Berufsverbänden, politischen Parteien, Interessenverbänden und anderen Gesellschaften oder Firmen) sowie zu geographischen Orten (Ländern, Städten, Konferenzen, Abkommen), die in den veröffentlichten oder unveröffentlichten Dokumenten erscheinen.

Die abgedruckten Dokumente stammen aus dem Schweizerischen Bundesarchiv, das die Akten von Parlament, Regierung und eidgenössischen Departementen (Ministerien) aufbewahrt. Die Schweiz hat eine Kollegialregierung, und alle Entscheide von irgendwelcher Tragweite fällt der Gesamtbundesrat. Darüber hinaus sind die einzelnen Departemente und Amtsstellen von verschiedenen Aspekten der schweizerischen Aussenpolitik betroffen. Demzufolge stammen die veröffentlichten Dokumente nicht allein aus den Beständen des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten; ein beachtlicher Teil der Texte sind Akten der Regierung selbst – so die Sitzungsprotokolle und Entscheide des Bundesrates –, der verschiedenen Departemente und besonderer Ämter oder gar von Delegationen und Spezialmissionen, die der Regierung Berichte zukommen liessen; selbst Briefe von Persönlichkeiten in amtlicher oder halbamtlicher Funktion oder gar von privaten Institutionen waren zu berücksichtigen.

Die Reihe strebt keine lückenlose Dokumentation aussenpolitischer Ereignisse aus schweizerischer Sicht an und kann auch nicht die ganze Entwicklung der eidgenössischen Aussenpolitik vollständig aufzeigen. Vielmehr versucht sie, die Grundzüge, die Leitlinien und die fundamentalen Gegebenheiten der internationalen Beziehungen der Schweiz in den verschiedenen Sparten zu illustrieren. Abgedruckt werden darum vornehmlich: Texte, die eine generelle Ausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik erkennen lassen oder die zu einem gegebenen Zeitpunkt diese Orientierung nachhaltig beeinflussen konnten; Texte, welche die Rolle der Schweiz in der internationalen Politik zeigen oder Erklärungen bieten für die Haltung der Schweiz gegenüber wichtigen Geschehnissen oder Problemen; sodann Berichte und Lageanalysen, die originale Informationen enthalten oder die den neutralen Blickwinkel zu wichtigen Vorgängen geben; schliesslich Instruktionen, Gut-

achten, Aufzeichnungen und Korrespondenzen, die unerlässlich sind für das Verständnis des jeweiligen Geschehens namentlich des Entscheidungsprozesses sowie der Rolle der Akteure.

Die Dokumente werden in chronologischer Reihenfolge präsentiert. Zur Erleichterung der Benutzung ist jeder Band mit einem thematischen Verzeichnis der Dokumente versehen. Dieses ist in verschiedene thematische Kapitel unterteilt, wobei jenes über die bilateralen Beziehungen alphabetisch geordnet ist. Ausserdem enthält das Verzeichnis kurze Zusammenfassungen in deutsch und französisch sowie ein Register der erwähnten Personen, Organisationen (Amtsstellen ausgenommen) und geographischen Bezeichnungen. Die Organigramme am Ende jedes Bandes geben Aufschluss über die Struktur der Verwaltung und der diplomatischen Vertretung der Schweiz im Ausland und des Auslandes in der Schweiz.

Im allgemeinen sind die Dokumente vollständig und in ihrer Originalsprache abgedruckt. Weggelassene Abschnitte sind durch Auslassungszeichen in eckiger Klammer gekennzeichnet. Mitunter gibt eine Fussnote eine Zusammenfassung der Tilgung. Anrede- und Grussformeln wurden weggelassen, ausser in Fällen, wo sie eine besondere Bedeutung zu haben scheinen.

Der redaktionelle Teil ist in der Sprache des Dokumentes abgefasst, d. h. in französisch, deutsch oder italienisch. Er setzt sich deutlich (*kursiv*) vom Text des Dokumentes (aufrecht) ab. Kursivsatz innerhalb des Dokumentes gibt originale Auszeichnungen an (Unterstreichungen, Sperrungen), Eingriffe der Redaktion in den Dokumenten sind kursiv in eckiger Klammer gesetzt. Orthographie und Interpunktion wurden nur bei offensichtlichen Fehlern stillschweigend bereinigt und die Schreibweise einzig innerhalb des Textes vereinheitlicht.

Der Kopf der Dokumente enthält folgende Elemente: Archivsignatur, Referenznummer der Datenbank DoDiS, redaktioneller Titel – für Absender und Empfänger werden entweder die Initialen des Vornamens, Name und Funktion angegeben oder die betreffenden Amtsstellen –, Kennzeichnung der Textvorlage (Kopie, Minute), falls nicht das Original abgedruckt werden konnte, Gattungsbestimmung des Dokumentes sowie Ort und Datum seiner Entstehung. Der Titel enthält ferner, wenn die Angaben auf der Vorlage stehen: Klassifikation (vertraulich, geheim) oder Dringlichkeitsvermerk des Dokumentes, seine Ordnungsnummer, Paraphen von Autor und Sekretariat und Inhaltsangabe des abgedruckten Textes (Randvermerk). Wörtlich wiedergegebene Titel, die auf dem Dokument selbst stehen, sind in aufrechten KAPITÄLCHEN gesetzt.

Der wissenschaftliche Apparat ist bewusst sparsam gehalten. Die Fussnoten sollen vor allem die Unzulänglichkeiten, die jede Auswahl mit sich bringt, beheben, indem sie die Fundstellen nicht veröffentlichter Dokumente angeben und auf amtliche Publikationen verweisen, welche die Leserinnen und Leser weiterführen können. Soweit möglich, wird auf Dokumente, die in den veröffentlichten Texten erwähnt sind, verwiesen, ausser wenn ihr Inhalt hinreichend aus dem Text hervorgeht. Die Formel «non reproduit / nicht abgedruckt» ohne Angabe der Herkunft heisst, dass sich die betreffenden Dokumente im selben Dossier befinden wie der veröffentlichte Text. Konnte

ein wichtig scheinendes Dokument trotz gründlicher Nachforschungen nicht ermittelt werden, steht die Formel «non retrouvé / nicht ermittelt». Die Bezeichnung DoDiS, gefolgt von einer Nummer, verweist auf Dokumente und Angaben, die in der Datenbank zu finden sind.

Von der Publikation der neuen Serie von Quellenbänden und der Erstellung einer Datenbank zu den internationalen Beziehungen der Schweiz erhoffen sich die beteiligten Editorinnen und Editoren zweierlei: Einerseits soll das Unternehmen dazu beitragen, ein besseres Verständnis für die internationalen Problemstellungen zu schaffen, mit denen sich die schweizerische Regierung und Bevölkerung nach 1945 konfrontiert sahen; andererseits soll es sowohl den interessierten Bürgerinnen und Bürgern, Journalistinnen und Journalisten, Forscherinnen und Forschern, Analytikerinnen und Analytikern als auch den amtierenden Magistratinnen und Magistraten, Beamtinnen und Beamten, Diplomatinen und Diplomaten, Parlamentarierinnen und Parlamentariern Orientierungshilfen zur Formulierung und Führung der schweizerischen Aussenpolitik liefern.

Genf, Bern, Februar 2001

Kommission für die Veröffentlichung  
diplomatischer Dokumente der Schweiz:  
JEAN-CLAUDE FAVEZ, *Président*  
CHRISTOPH GRAF, *Vice-Président*

## I. PREFAZIONE

La collana dei *Documenti diplomatici svizzeri* ha uno scopo sia scientifico che pratico: si tratta, per chi ne assume la responsabilità, di mettere a disposizione dei ricercatori e degli esperti le fonti ufficiali utili per ricostruire e comprendere la storia della politica estera della Svizzera, Stato neutrale ma con profonde connessioni nel sistema politico internazionale.

Patrocinato dall'Accademia svizzera delle scienze morali e sociali che a partire dal 2000 ha preso il posto del Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica nel finanziamento della ricerca, il nostro progetto gode, oltre alla collaborazione dell'Archivio federale svizzero e delle università, dell'appoggio del Dipartimento federale degli affari esteri e del Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica. Responsabile della pubblicazione è una Commissione per la pubblicazione di documenti diplomatici svizzeri, comprendente rappresentanti degli istituti di storia delle università svizzere, dell'Archivio federale, del Dipartimento federale suddetto, dell'Accademia svizzera delle scienze morali e sociali e del Fondo nazionale. Una convenzione di collaborazione è stata firmata con il Dipartimento federale degli affari esteri in vista di garantire scambi proficui tra la nostra équipe di ricerca ed i servizi diplomatici interessati dai dossier che contribuiamo a rendere accessibili alla conoscenza storica.

Una prima serie di 15 volumi, relativa al periodo 1848–1945, è stata pubblicata con il patrocinio della Società generale svizzera di storia tra il 1979 e il 1996. Ancor prima dell'uscita dell'ultimo volume si è deciso di proseguire nella ricerca e con la pubblicazione dei volumi relativi al periodo 1945–1961, detto anche «era Petitpierre» dal nome del consigliere federale che diresse la diplomazia svizzera dal 1° febbraio 1945 al 30 giugno 1961. Questo periodo è caratterizzato da un allargamento considerevole delle relazioni internazionali e da una loro trasformazione sotto l'influsso determinante delle due grandi potenze, da una moltiplicazione degli attori che scaturiscono dal processo di decolonizzazione e da una presa in considerazione di nuovi campi d'azione, che rispecchiano la crescente internazionalizzazione della vita economica, sociale, culturale e tecnica. Questi sviluppi pongono ad una diplomazia svizzera, che non cessa di aumentare le proprie rappresentanze diplomatiche ed i propri servizi interni, nuove sfide. In altre parole, constatiamo un aumento considerevole dei dossier di cui la nostra équipe ristretta di ricercatori provenienti da varie università del paese deve tenere conto nel proprio lavoro di edizione.

Di fronte ai problemi – comuni a tutti coloro che pubblicano «carte di Stato» – posti dalla selezione di un numero ristrettissimo di documenti significativi in una massa sempre crescente di fascicoli d'archivio, la commissione si è proposta di ricorrere alle tecniche informatiche. A tale scopo, in stretta collaborazione con gli esperti di informatica dell'Archivio federale e dell'Ufficio informatico dell'amministrazione federale, è stata messa a punto

la banca dati DoDiS, che è liberamente accessibile in Internet all'indirizzo [www.dodis.ch](http://www.dodis.ch). DoDiS è stata concepita sia per pubblicare i documenti nei sei volumi previsti, sia per registrare e rendere accessibile una quantità maggiore di documenti originali in formato elettronico. La banca dati fornisce informazioni dettagliate sulle persone (svizzere e straniere), le organizzazioni (strutture amministrative, associazioni professionali, partiti politici, gruppi d'interesse e altre società o imprese) e sui luoghi geografici (paesi, città, come pure conferenze e accordi) che compaiono nei documenti, sia in quelli editi nel volume, sia in quelli inediti.

I testi scelti provengono dall'Archivio federale ove sono conservati gli atti del Parlamento, del Governo e dei dipartimenti federali (ministeri). Poiché la Svizzera ha un governo collegiale, tutte le decisioni di una certa importanza dipendono solo dal Consiglio federale; la politica estera svizzera interessa inoltre, per taluni aspetti, i vari dipartimenti e uffici federali. Pertanto, i documenti pubblicati non riproducono unicamente gli atti del Dipartimento federale degli affari esteri: una parte apprezzabile dei testi consiste in atti del Consiglio federale stesso (quali i processi verbali delle riunioni e le decisioni governative), di vari dipartimenti e uffici specializzati, ma anche di delegazioni e commissioni speciali che hanno trasmesso rapporti al governo, senza dimenticare le lettere scritte da personaggi ufficiali o che esercitavano funzioni semi-ufficiali (e perfino da esponenti d'istituzioni private).

La collezione non mira a documentare l'insieme degli eventi esteri concernenti la Svizzera né a ricostruire l'intera evoluzione della politica estera elvetica. Il suo obiettivo è piuttosto illustrare i tratti essenziali di tale politica nelle sue diverse dimensioni, come pure le concezioni e i dati fondamentali delle relazioni internazionali. Si è preferito pubblicare, nell'ordine, testi che consentano di cogliere l'orientamento generale della politica estera svizzera, o che in un momento preciso abbiano potuto decidere tale orientamento; testi che mostrino il ruolo della Svizzera nella politica internazionale o ne chiariscano l'atteggiamento di fronte ad un evento o problema particolare; rapporti o analisi di situazione che contengano informazioni originali o riflettano l'ottica del paese neutrale su avvenimenti importanti; infine, istruzioni, avvisi, appunti e corrispondenza che siano indispensabili per la comprensione di singole questioni e in particolare per il processo decisionale e il ruolo degli attori.

I documenti sono presentati in ordine cronologico. Per facilitarne la consultazione è stata allestita una tavola metodologica con brevi riassunti in tedesco e in francese. La tavola è suddivisa in capitoli tematici: quello dedicato alle relazioni bilaterali elenca gli Stati in ordine alfabetico. Ulteriori strumenti a disposizione del lettore e della lettrice sono gli indici dei nomi, delle organizzazioni (tranne le strutture amministrative) e dei luoghi geografici. Alla fine di ogni volume sono stati aggiunti degli organigrammi che illustrano la struttura amministrativa e le rappresentanze diplomatiche della Svizzera (all'estero) e degli altri paesi (in Svizzera). I documenti sono pubblicati in linea di massima integralmente e nella lingua originale; i passi soppressi sono indicati con puntini di sospensione fra parentesi quadre e sono talvolta riassunti in una nota a piè di pagina. Le formule di saluto sono state soppresse,

tranne quando parevano rivestire un significato speciale. La parte redazionale, scritta nella lingua del documento specifico (francese, tedesco o italiano), si distingue dal testo del documento stesso (che è in carattere tondo) per l'uso del *corsivo*; sono resi con il corsivo anche i passi del documento originale sottolineati o in caratteri distanziati. Gli interventi redazionali all'interno del documento figurano fra parentesi quadre; ortografia e punteggiatura sono state modificate senz'altro nei casi di errore evidente o per unificare la grafia del testo.

L'intestazione dei documenti comprende questi elementi: segnatura d'archivio, numero di riferimento della banca dati DoDiS, titolo redazionale, indicazione degli autori e dei destinatari (cognomi, iniziali dei nomi e funzioni, amministrazione e servizi interessati), tipo di testo (copia, minuta) ove non sia stato possibile riprodurre l'originale, genere del documento, data e luogo di redazione dello stesso. L'intestazione può comprendere, inoltre, grado di classificazione (confidenziale, segreto) o di urgenza del documento, suo numero d'ordine, iniziali o sigla del redattore e della segreteria, oggetto del testo riprodotto (sempre che tali indicazioni compaiano nell'originale). Il titolo del documento, quando viene ripreso alla lettera, è reso in MAIUSCOLETTO TONDO.

L'apparato critico è volutamente limitato. Le note mirano soprattutto a correggere gli inconvenienti dovuti alla selezione (ovviamente necessaria), fornendo in particolare i riferimenti ai documenti non pubblicati, a quelli registrati nella banca dati DoDiS e ai documenti stampati e ufficiali qualora il lettore desiderasse consultarli. Per quanto possibile, si rinvia ai documenti citati nei testi pubblicati, fatto salvo il caso in cui tali testi ne chiariscano a sufficienza il contenuto. La formula «non riprodotto», senza indicazione della provenienza, significa che i documenti in questione figurano negli stessi fascicoli del testo riprodotto. Qualora un documento ritenuto importante sia stato oggetto di ricerca approfondita ma con esito negativo, viene indicato con la formula «non ritrovato».

Pubblicando questa nuova serie di volumi e allestendo una banca dati sulle relazioni internazionali della Svizzera, gli editori auspicano di poter contribuire alla conoscenza delle poste in gioco e dei problemi internazionali che governo e popolo svizzero hanno dovuto affrontare dal 1945; auspicano, per altro, di poter indicare dei punti di riferimento fondamentali anche a tutti coloro che si preoccupano di come viene formulata e condotta la politica estera (cittadini, ricercatori, analisti, giornalisti) o che ne sono responsabili (alte cariche federali, funzionari, diplomatici, parlamentari).

Ginevra, Berna, febbraio 2001

Commissione per la pubblicazione  
di documenti diplomatici svizzeri:  
JEAN-CLAUDE FAVEZ, *presidente*  
CHRISTOPH GRAF, *vicepresidente*



## II. INTRODUCTION

Les textes proposés dans le volume 19 des *Documents diplomatiques suisses*, qui couvre la période de mai 1952 à mars 1955, rendent compte de divers aspects de la situation internationale et de la politique étrangère de la Suisse dans un contexte toujours fortement marqué par la Guerre froide. Certes, un premier mouvement de détente s'amorce après la mort de Staline en mars 1953; il s'affirmera pour un temps lors de la conférence convoquée à Genève au printemps 1954 dans le but de mettre un terme à la guerre de Corée et au conflit en Indochine.

La conférence internationale sur les conflits asiatiques relance le rôle de Genève dans la diplomatie mondiale; elle permet aux responsables suisses de nouer des relations privilégiées avec des hommes d'États de divers horizons; elle fournit ainsi l'occasion de la première visite à Berne d'un haut dirigeant soviétique – Molotov – et de la Chine communiste en la personne de Zhou Enlai. La préparation de cette conférence a procuré aux dirigeants suisses l'opportunité de montrer leur disponibilité à prêter leurs «bons offices» dans toutes les questions susceptibles de menacer la paix.

Dans un contexte international traversé de nombreux conflits nourris de la confrontation Est-Ouest et du mouvement de décolonisation, la Suisse affirme son attachement au principe de neutralité et accepte de prolonger son engagement au sein de la commission internationale de contrôle de l'armistice en Corée, composée d'États qualifiés de Neutres, mais qui ne le sont pas au même titre que la Suisse, notamment en ce qui concerne les États faisant partie du bloc communiste comme la Tchécoslovaquie et la Pologne, également membres de cette commission. La diplomatie suisse saura tirer parti de cet engagement, en sollicitant une reconnaissance explicite de la position particulière de sa neutralité de la part des deux blocs, que ce soit de la part de l'Union soviétique, longtemps publiquement hostile à la «prétendue neutralité» ou des États-Unis qui n'avaient jamais caché leur scepticisme, voire leur hostilité à l'égard d'une politique de neutralité qui avait perdu tout sens à leurs yeux. En tout cas, la participation suisse aux commissions neutres en Corée a convaincu le chef de la diplomatie suisse, Max Petitpierre, soumis par moment à de sévères critiques tant au sein même du Conseil fédéral que dans certains secteurs de l'opinion publique suisse, que la neutralité était mieux défendue «en participant à des actions internationales pacifiques, même présentant des risques et un caractère aléatoire, qu'en restant absolument à l'écart des événements» (Document N° 69).

Comme dans les volumes précédents, plusieurs documents rendent compte des réflexions et des préoccupations du gouvernement fédéral au sujet de la pratique de la neutralité qu'il s'agisse de l'attitude à adopter à l'égard des Nations Unies, des exigences formulées par telle Puissance ou encore de l'opportunité d'un arrangement militaire avec un gouvernement étranger en prévision d'un conflit qui pourrait éclater à nos frontières. Tout en prônant une

politique de réserve par rapport à l'OTAN, le Conseil fédéral se préoccupe des mesures à prendre en cas de guerre: une directive destinée au futur Commandant en chef de l'Armée suisse détaille les dispositions envisagées en 1953 en cas de mobilisation. Dans son souci de conforter la crédibilité universelle de la neutralité, le Conseil fédéral, de plus en plus sollicité de fournir des autorisations pour l'exportation de matériel de guerre, redoute les conséquences politiques d'une exportation trop unilatéralement destinée aux pays du bloc occidental; il en vient ainsi à recommander des mesures de contingentement de livraisons de matériel militaire qu'il juge excessives, notamment par rapport aux commandes américaines. L'achat de matériel militaire aux États-Unis et à la Grande-Bretagne fait aussi l'objet de considérations intéressantes. En revanche, une récrimination américaine au sujet de la livraison de munitions destinées au gouvernement du Colonel Arbenz au Guatemala traduit l'extrême attention avec laquelle les autorités américaines contrôlent les échanges avec une région qu'elles considèrent comme leur chasse gardée: l'insignifiance de la livraison suisse clôt l'incident.

Par rapport au Commerce Est-Ouest, soumis aux mesures de contrôle imposées par les Américains à leurs alliés et auxquelles les États neutres ont été contraints de participer dès 1951, le Conseil fédéral estime en été 1954, à la suite de la fin des hostilités en Corée et en Indochine, que la Suisse serait en droit de revenir à des échanges normaux, plus conformes à sa politique de neutralité universelle, avec les États communistes. Espoir illusoire d'autant plus que les échanges commerciaux avec les pays d'Europe de l'Est ainsi qu'avec la Chine se sont réduits à des volumes insignifiants; néanmoins, des négociations périodiques ont lieu avec chacun des partenaires pour l'adaptation quasi rituelle des accords de commerce et de paiement.

En revanche, les relations se développent avec une intensité grandissante avec les États de l'Europe occidentale que ce soit dans le cadre de l'OECE, en coopérant aux activités de la CECA ou encore en prenant part à diverses conférences de coopération intergouvernementale qui traitent de divers domaines techniques tels que la santé, l'agriculture, les transports etc.; cependant le Conseil fédéral se tient à l'écart d'autres projets de communautés européennes qui sont à l'ordre du jour.

Non membre des Nations Unies, la Suisse dispose néanmoins d'un observateur au siège de New York; pour la période du présent volume, les rapports d'August Lindt, diplomate particulièrement attentif, fournit à Berne des informations et des points de vue de premier ordre sur les grandes affaires en cours et rapporte les appréciations du Secrétaire général Dag Hammarskjöld et les confidences de nombreuses personnalités de divers pays. En outre, par son rôle d'État hôte des organisations internationales ayant leur siège à Genève, la Suisse est associée aux conférences régulières ou spéciales qui y sont convoquées, ce qui lui offre la possibilité d'avoir des informations et des contacts avec les acteurs les plus divers de la politique internationale. Les échanges d'information et d'opinion sur les affaires en cours avec les dirigeants et diplomates suédois sont particulièrement développés durant la période.

Quant aux activités humanitaires, elles se poursuivent non seulement en Europe, mais elles connaissent des développements ailleurs dans le monde.

Durant la période, la diplomatie suisse est confrontée aux attaques virulentes dont est l'objet le CICR de la part des États communistes qui lui reprochent un parti pris pro-occidental dans le conflit coréen. La politique du Conseil fédéral à l'égard des étrangers en Suisse, des conditions d'entrée et de séjour ainsi qu'au sujet des activités en territoire national de personnalités étrangères est illustrée dans quelques documents significatifs.

Une dimension nouvelle de la politique étrangère, celle des relations culturelles, fait l'objet de propositions intéressantes qu'il s'agit de mettre en œuvre, mais les autorités fédérales disposent de moyens dérisoires pour répondre à cette ambition. Quant aux colonies suisses à l'étranger, elles sont confrontées à des situations de plus en plus complexes, notamment quand il s'agit de protéger les intérêts et les conditions parfois de survie de ces colonies, notamment dans les pays qui comme la Chine, mais aussi l'Égypte, sont engagés dans un processus de transformation économique et sociale qui prive les étrangers des privilèges dont ils jouissaient. En Afrique du Nord, où les colonies suisses sont encore en plein développement, les autorités suisses suivent avec beaucoup d'attention le mouvement d'émancipation politique qui s'y affirme durant cette période; elles nourrissent déjà quelques appréhensions sur l'avenir de ces colonies que ce soit en Tunisie, au Maroc et en Algérie où l'autorité de la France est de plus en plus contestée. La question de la sécurité des colons eux-mêmes donne lieu à des considérations et à des informations très instructives sur les réalités coloniales.

C'est aux relations bilatérales que la plus grande partie des documents choisis est consacrée; ils apportent des informations de divers ordres qui varient selon les pays. C'est pourtant les questions d'ordre économique qui représentent toujours le plus grand intérêt, même si dans de nombreux cas il y a interférence entre le politique et l'économique. Par rapport aux précédents volumes, c'est surtout avec les pays d'Amérique latine que la dimension économique nous a paru être la plus intéressante à documenter; c'est en effet vers ces pays que les Suisses ont aspiré à trouver des débouchés intéressants en participant à leur processus d'industrialisation et de modernisation, tout en voulant ainsi illustrer leur détermination à soutenir une présence économique partout dans le monde comme soubassement à l'affirmation d'une neutralité à portée universelle. A vrai dire cette recherche de nouveaux marchés vers l'immense espace latino-américain s'impose avec d'autant plus d'urgence que les échanges avec l'Europe de l'Est, pourtant prometteurs dans l'immédiat après-guerre, se sont pratiquement estompés. Ainsi les échanges avec l'Argentine sont particulièrement importants tandis qu'avec le Brésil où les perspectives paraissaient illimitées, des obstacles techniques et financiers mettent un frein à la mise en œuvre de projets ambitieux.

En ce qui concerne les relations avec les voisins, elles sont abondamment documentées qu'il s'agisse de questions politiques, de problèmes économiques ou d'autres aspects. Ainsi, les échanges de points de vue sur la situation internationale ou sur la politique européenne sont fréquents entre dirigeants et diplomates suisses et leurs partenaires français, allemands, italiens et autrichiens. Avec la France, c'est la négociation d'un nouvel accord financier, le lancement d'un emprunt (Pinay) et la question des permis de travail qui

viennent au premier plan des relations entre les deux pays durant la période. Reste aussi à l'ordre du jour un problème à la fois humain et moral, celui des ressortissants suisses mineurs engagés dans la Légion étrangère que le Département politique fédéral tente à plusieurs reprises et à plusieurs niveaux de libérer de leur engagement dans l'armée française. Cette question apparemment mineure, mais récurrente, pèse durant toute la période et au-delà sur les relations franco-suisse, d'autant plus que l'opinion publique suisse n'y est pas insensible.

Avec l'Allemagne se pose l'épineuse question de la reconnaissance éventuelle de la République démocratique allemande avec laquelle Berne se résout à n'entretenir que des relations pratiques, essentiellement d'ordre commercial. En revanche, avec la République fédérale d'Allemagne les questions sont diverses – le sort des espions allemands du III<sup>e</sup> Reich toujours emprisonnés en Suisse, les déplacements de personnes entre les deux pays, le contrôle des citoyens allemands ayant un passé nazi – et complexes, notamment la question de la liquidation des avoirs allemands en Suisse, celles des dettes de l'ancien Reich, des dommages de guerre et de l'importation de produits allemands dont l'exportation intéresse les Puissances alliées. Cependant, les relations entre les dirigeants allemands et suisses sont régulières et franches.

Quant à l'Italie, le Conseil fédéral lui concède sa revendication d'être représentée à Berne par une Ambassade à l'instar de la France et non plus par une Légation. (D'autres Etats ont transformé leur Légation en Ambassade durant la période: Canada, Etat-Unis, Belgique, Grande-Bretagne, Inde, Turquie et Pakistan). Par ce geste, le gouvernement suisse reconnaît à son voisin du sud l'importance qu'il recouvre pour l'économie suisse. En effet, après l'apurement des dettes de l'Italie fasciste, facilité par l'abandon de prétentions financières suisses non-négligeables, c'est un prêt important qui est consenti au gouvernement italien. Demeure néanmoins le contentieux au sujet de l'application aux ressortissants et capitaux suisses de l'impôt extraordinaire sur la fortune introduit par les autorités italiennes. Des négociations viennent aussi compléter les accords antérieurs sur les contrats de travail des immigrés italiens en Suisse.

Les relations avec les deux Super-Puissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique sont de caractère très inégal. Avec l'URSS, les enjeux sont essentiellement d'ordre politique: Berne prend note avec intérêt du changement de perception de la politique de neutralité par le gouvernement soviétique. Dans ce nouveau contexte, la diplomatie suisse se garde du moindre geste ou engagement qui pourrait contrarier cette nouvelle appréciation de la neutralité par Moscou. Ainsi, la réponse à la note soviétique de novembre 1954, invitant les Etats européens à une conférence internationale sur la sécurité en Europe, incite le Conseil fédéral à proposer une formulation qui laisse ouvertes les perspectives de collaboration à une nouvelle diplomatie de paix et de coopération en Europe.

En ce qui concerne les relations avec les Etats-Unis, la prépondérance américaine dans pratiquement toutes les affaires internationales se traduit aussi sur la manière de traiter toute une série de dossiers bilatéraux. Si Washington n'apprécie guère la détermination suisse à maintenir une voie indé-

pendante par rapport aux deux blocs, Berne réussit par la prestation de «bons offices», notamment en Corée et par la démonstration de la capacité de survie de la démocratie suisse face au défi communiste, à affirmer sa position et à défendre pied à pied ses intérêts économiques face aux exigences américaines, perçues en Suisse comme des manifestations d'hégémonie. Berne parvient ainsi à atténuer certaines mesures tarifaires dont l'industrie horlogère helvétique aurait pu pâtir. La diplomatie suisse doit aussi intervenir pour libérer ses ressortissants établis aux Etats-Unis de l'obligation du service militaire américain. Cependant, la coopération technique, notamment dans le domaine militaire (Bührle), inquiète le Conseil fédéral au sujet du risque d'un engagement trop unilatéralement pro-occidental. La nécessité d'en réguler le flux doit cependant être appliquée avec doigté, car il s'agit de ne pas heurter de front ce partenaire indispensable à l'expansion économique et industrielle de la Suisse. Tout aussi délicate du point de vue de la politique de neutralité est la question d'une coopération dans le domaine de l'énergie atomique que certains milieux suisses souhaitent développer avec les Américains.

Quelques documents montrent aussi l'intérêt croissant des milieux économiques à s'investir dans des pays considérés comme prometteurs: le cas de l'Afrique du Sud est particulièrement intéressant, mais aussi celui de l'Inde qui offre un débouché potentiellement important pour des produits tels que les montres, les colorants et les médicaments. En revanche, avec Israël les perspectives d'échanges économiques souffrent de la dynamique des courants commerciaux résultant des accords germano-israéliens d'indemnisations pour les exactions criminelles du régime nazi.

Sur toutes les questions documentées ou suggérées ici ainsi que sur des thèmes qui ne figurent pas dans ce volume, des documents en nombre, mais aussi souvent d'une grande ampleur, ont été sélectionnés; ils sont accessibles sous forme d'image électronique dans la base de données DoDiS ([www.dodis.ch](http://www.dodis.ch)) qui fournit des informations aussi bien sur les différents dossiers généraux et bilatéraux que sur les personnes, les sociétés et les institutions concernées.

Il nous reste à exprimer notre reconnaissance aux collaboratrices et collaborateurs qui ont pris part régulièrement – ou pour un temps limité – au dépouillement des archives, à la sélection des documents, à leur saisie dans la base de données et à leur annotation: Mauro Cerutti, Damien Carron, Eric Flury-Dasen, Dario Gerardi et Sacha Zala. A la suite du départ de certains d'entre eux, Michele Coduri, Roland Maurhofer et Therese Steffen Gerber, deux nouveaux collaborateurs ont rejoint l'équipe: Kathrin Marthaler et Klaus Ammann. Daniel Bourgeois, dont les conseils sont toujours appréciés, a accompagné les diverses phases de la recherche. La transcription des documents a été confiée à Monika Risse tandis que la saisie par image des documents a été effectuée par Boris Burri et Tina Maurer. Notre reconnaissance s'adresse bien entendu aux collaborateurs des Archives fédérales et à leur directeur, Christoph Graf, pour leur constant soutien. Elle s'adresse aussi à l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSH) qui finance et administre notre projet dans ses programmes de longue durée. Que son secrétaire général, Markus Zürcher, et ses collaborateurs trouvent ici l'ex-

pression de notre gratitude pour leur dévouement. Que le Fonds national de la recherche scientifique qui assure le financement de la publication reçoive aussi la marque de notre reconnaissance qui s'adresse en particulier à Rudolf Bolzern pour son soutien et ses conseils avisés. Enfin, sur la base de la convention de collaboration avec le Département fédéral des Affaires étrangères, renouvelée annuellement, la coopération entre notre équipe de chercheurs et le Centre d'analyse et de prospective, notamment le service historique dirigé par François Wisard, membre de notre commission depuis le départ de l'Ambassadeur Georges Martin, s'est encore étoffée à la suite de l'engagement de Marc Perrenoud. Nous remercions le Département fédéral des Affaires étrangères pour son soutien et sa marque de confiance.

Les synergies développées au sein de l'ASSH, des Universités et de l'Administration fédérale apportent des gages de continuité au programme de recherche DDS, offrant ainsi la possibilité de maintenir et de développer les compétences requises pour la maîtrise d'une des dimensions essentielles que sont les relations internationales pour le devenir d'un pays comme la Suisse.

Genève, janvier 2003

ANTOINE FLEURY

## II. EINLEITUNG

Die im Band 19 der *Diplomatischen Dokumente der Schweiz* präsentierten Dokumente decken die Zeitperiode zwischen Mai 1952 und März 1955 ab. Sie berichten über unterschiedliche Aspekte der internationalen Lage und der Schweizer Aussenpolitik in einer vom Kalten Krieg stark gekennzeichneten Periode. Durch den Tod Stalins im März 1953 wird eine erste Phase der Entspannung eingeleitet. Diese findet auf der im Frühjahr 1954 in Genf einberufenen Konferenz zur Beendigung des Koreakriegs und des Konflikts in Indochina ihre Bestätigung.

Genfs Stellung in der Welt diplomatie wird durch die internationale Konferenz zu den Konflikten in Asien stark aufgewertet; sie erlaubt es den Schweizer Verantwortlichen, privilegierte Beziehungen zu Staatsmännern aus aller Welt zu knüpfen und ermöglicht den ersten Besuch der Regierenden der Sowjetunion – Molotow – und der Volksrepublik China – Zhou Enlai – in Bern. Die Vorbereitung dieser Konferenz gibt der Schweizer Führung die Gelegenheit zu zeigen, dass sie gewillt ist, ihre «guten Dienste» in allen den Frieden bedrohenden Fragen zur Verfügung zu stellen.

Im internationalen Umfeld der zahlreichen aus der Konfrontation zwischen Ost und West genährten Konflikte und der Entkolonialisierungsbewegungen hält die Schweiz an ihrem Neutralitätsprinzip fest und akzeptiert die Verlängerung ihrer Verpflichtung innerhalb der internationalen Neutralen Kommission für die Überwachung des Waffenstillstands in Korea. Diese Kommission setzt sich aus so genannt neutralen Länder zusammen, wobei besonders die dem Ostblock angehörenden Mitgliedstaaten, die Tschechoslowakei und Polen, nicht als neutral im schweizerischen Sinne bezeichnet werden können. Die Schweizer Diplomatie versteht es, aus diesem Einsatz Vorteile zu ziehen. Sie ersucht um die ausdrückliche Anerkennung der Besonderheit ihrer Neutralität durch die beiden Blöcke, sowohl durch die Sowjetunion, die lange Zeit der «angeblichen Neutralität» feindlich gegenübergestanden ist, als auch durch die Vereinigten Staaten, die ihre Skepsis oder gar Feindschaft gegenüber einer Neutralitätspolitik, welche in ihren Augen sinnlos geworden ist, zum Ausdruck bringen. Auf alle Fälle bestärkt die Schweizer Teilnahme an den neutralen Kommissionen in Korea den Chef der Schweizer Diplomatie, Max Petitpierre, welcher nicht nur innerhalb des Bundesrats sondern auch von gewissen Kreisen der Öffentlichkeit stark kritisiert worden ist, in seiner Gewissheit, dass der Neutralität mehr Achtung verschafft werden kann «durch Beteiligung an pazifistischen internationalen Aktionen, auch wenn diese durch Risiko und Zufall geprägt sind, als durch Abseitsstehen» (Dokument Nr. 69).

Wie in den vorhergehenden Bänden setzen sich mehrere Dokumente mit den Überlegungen und Sorgen der Bundesregierung zur Neutralitätspraxis auseinander; zum Beispiel, wenn es um die Haltung gegenüber den Vereinten Nationen, die Forderungen der Grossmächte oder die Zweckmässigkeit einer Militärvereinbarung mit einer fremden Regierung zur Konfliktverhinderung

an unseren Grenzen geht. Gegenüber der NATO betreibt der Bundesrat eine zurückhaltende Politik, er beschäftigt sich aber auch mit Massnahmen für den Kriegsfall. Eine an den zukünftigen Oberbefehlshaber der Schweizer Armee gerichtete Weisung des Jahres 1953 beschreibt die geplanten Vorkehrungen im Falle einer Mobilisierung. Der Bundesrat, der zunehmend um Genehmigungen für die Ausfuhr von Kriegsmaterial ersucht wird, sorgt sich um die Glaubwürdigkeit der Neutralität und befürchtet politische Auswirkungen eines einseitig in westliche Länder führenden Exports. Er entschliesst sich deshalb, Massnahmen zu empfehlen zur Kontingentierung der Lieferungen von militärischem Material, welche er für übertrieben hält. Dies betrifft vor allem amerikanische Bestellungen. Auch der Kauf von militärischer Ausrüstung in den Vereinigten Staaten und Grossbritannien ist Gegenstand interessanter Erwägungen. Der amerikanische Protest gegen die schweizerische Munitionslieferung an die Regierung Arbenz in Guatemala verrät, mit welcher Aufmerksamkeit die amerikanischen Behörden den Handelsverkehr mit einer Region, die sie als ihr Revier betrachten, kontrollieren. Auf Grund des kleinen Umfangs der schweizerischen Lieferung verliert der Vorfall bald seine Brisanz.

Betreffend den Ost-West-Handel auferlegen die Amerikaner seit 1951 ihren Verbündeten Kontrollmassnahmen, an denen sich die neutralen Staaten beteiligen müssen. 1954 vertritt der Bundesrat die Ansicht, dass die Schweiz nach den Konflikten in Korea und Indochina wieder das Anrecht auf einen normalen, ihrer allgemeinen Neutralitätspolitik entsprechenden Handelsverkehr mit den kommunistischen Staaten besitze. Die Hoffnungen sind vergeblich, insbesondere da der Handelsverkehr mit den Ländern Osteuropas sowie mit China auf unbedeutende Mengen gesunken ist. Dennoch finden mit allen Partnern regelmässig Verhandlungen zur Anpassung der Handels- und Zahlungsabkommen statt.

Gleichzeitig entwickeln sich die Beziehungen mit den westeuropäischen Staaten mit zunehmender Intensität, sowohl im Rahmen der OEEC und der EGKS als auch durch die Teilnahme an unterschiedlichen intergouvernementalen Konferenzen für Zusammenarbeit, welche technische Bereiche wie die Gesundheit, die Landwirtschaft, den Verkehr und anderes betreffen. Indessen hält sich der Bundesrat von den anderen Projekten europäischer Gemeinschaften fern.

Obwohl die Schweiz nicht Mitglied der Vereinten Nationen ist, verfügt sie über einen Beobachtersitz in New York. Im Zeitraum des vorliegenden Bandes liefert August Lindt, ein überaus aufmerksamer Diplomat, in seinen Berichten erstklassige Informationen und Einschätzungen zu laufenden Geschäften, Beurteilungen des Generalsekretärs Dag Hammarskjöld und vertrauliche Mitteilungen von zahlreichen ausländischen Persönlichkeiten. Ausserdem beteiligen sich die Bundesbehörden in der Rolle des Gastgebers der internationalen Organisationen mit Sitz in Genf an den hier stattfindenden regelmässigen und ausserordentlichen Konferenzen. Dies ermöglicht ihnen Kontakte mit den unterschiedlichsten Akteuren der internationalen Politik. Der Informations- und Meinungs austausch über laufende Geschäfte mit den schwedischen Regierenden und Diplomaten ist während dieser Periode besonders ausgeprägt.



Die humanitären Tätigkeiten werden nicht nur in Europa weitergeführt, sondern weiten sich auf die ganze Welt aus. In der Zeitperiode des vorliegenden Bandes sieht sich die Schweizer Diplomatie mit heftigen Angriffen auf das IKRK konfrontiert, dem man von Seiten der kommunistischen Staaten eine prowestliche Parteinahme im Koreakonflikt vorwirft. Einige einschlägige Dokumente beleuchten die bundesrätliche Politik bezüglich der Ausländer in der Schweiz, der Einreise- und Aufenthaltsbedingungen sowie der Tätigkeiten ausländischer Persönlichkeiten auf schweizerischem Territorium.

Die kulturellen Beziehungen bilden einen neuen Aspekt der Aussenpolitik und sind Gegenstand interessanter Vorschläge. Doch die Bundesbehörden verfügen über ungenügende Mittel, um den vielen Ansprüchen gerecht zu werden. Im Bereich der Schweizerkolonien im Ausland stehen die Bundesbehörden immer vielschichtigeren Situationen gegenüber, besonders in Ländern wie China oder Ägypten, welche sich in wirtschaftlichen und sozialen Übergangsprozessen befinden und die Privilegien der Ausländer beschneiden. In Nordafrika, wo die Schweizerkolonien noch in der Entwicklungsphase stecken, verfolgen die Schweizer Behörden mit grosser Aufmerksamkeit die politischen Emanzipationsbewegungen, die sich in dieser Zeit klar abzeichnen beginnen. Die Schweizer Behörden machen sich schon jetzt Sorgen um die Zukunft der Kolonien in Tunesien, Marokko und Algerien, wo die französische Staatsgewalt zunehmend umstritten ist. Die Frage der Sicherheit der Siedler führt zu Betrachtungen und sehr informativen Berichten über die Zustände innerhalb der Kolonien.

Die Mehrzahl der ausgewählten Dokumente befasst sich mit den bilateralen Beziehungen und liefert je nach Land variierende Informationen unterschiedlichsten Charakters. Den grössten Niederschlag finden wirtschaftliche Fragen, auch wenn sich in zahlreichen Fällen die Politik mit der Wirtschaft überschneidet. Im Unterschied zu den vorhergehenden Bänden lassen sich die wirtschaftlichen Dimensionen der Aussenpolitik vor allem an den Beziehungen mit den Ländern Lateinamerikas aufzeigen. Tatsächlich hofft die Schweiz, in diesen Staaten bedeutende Absatzmärkte zu finden, indem sie sich an den Prozessen der Industrialisierung und Modernisierung beteiligt. Ausserdem versucht die Schweiz mit ihrer entschlossenen wirtschaftlichen Präsenz in der ganzen Welt, der Neutralität einen universellen Charakter zu geben. Die Suche nach neuen Märkten im sich weit erstreckenden lateinamerikanischen Raum drängt sich mit umso grösserer Dringlichkeit auf, als die Handelsbeziehungen mit den Oststaaten, welche unmittelbar nach dem Krieg viel versprechend waren, nun praktisch zum Erliegen kommen. So ist der Handelsverkehr mit Argentinien von besonderer Wichtigkeit, während mit Brasilien, wo die Möglichkeiten unbegrenzt schienen, technische und finanzielle Hindernisse die Verwirklichung ehrgeiziger Projekte bremsen.

Was die Beziehungen mit den Nachbarländern angeht, so werden diese ausgiebig dokumentiert, ob es sich dabei um politische Fragen, wirtschaftliche Probleme oder andere Aspekte handelt. So tauschen die Schweizer Verantwortungsträger und ihre französischen, deutschen, italienischen und österreichischen Partner häufig Meinungen über die internationale Situation oder die europäische Politik aus.

Mit Frankreich kommt es während dieser Periode zu Verhandlungen über ein neues Finanzabkommen, zur Ausgabe einer Anleihe (Pinay) und zu Diskussionen über die Frage der Arbeitsbewilligungen. An der Tagesordnung bleibt allerdings ein sowohl menschliches als auch moralisches Problem, nämlich jenes der minderjährigen Schweizer in der Fremdenlegion. Das Politische Departement bemüht sich wiederholt und auf verschiedenen Ebenen um die Befreiung der Minderjährigen von ihrem Engagement in der französischen Armee. Diese scheinbar zweitrangige, aber wiederholt auftretende Frage belastet die französisch-schweizerischen Beziehungen über die Zeitperiode des Bandes hinaus, umso mehr als die öffentliche Meinung in der Schweiz dieser Angelegenheit nicht gleichgültig gegenübersteht.

In der Deutschlandfrage stellt sich das Problem der möglichen Anerkennung der Deutschen Demokratischen Republik. Bern entscheidet sich für die Aufrechterhaltung zweckdienlicher, sprich wirtschaftlicher Beziehungen. Mit der Bundesrepublik Deutschland dagegen bestehen unterschiedliche Diskussionspunkte wie das Schicksal der in der Schweiz inhaftierten deutschen Spione des Dritten Reichs, der Personenverkehr zwischen den beiden Ländern und die Einreisesperre gegen deutsche Bürger mit Nazivergangenheit. Weitere sehr komplexe Fragestellungen betreffen die Auflösung deutscher Guthaben in der Schweiz, die Schulden des ehemaligen Reichs, die Kriegsentschädigungen und die Einfuhr deutscher Produkte, für deren Ausfuhr sich die alliierten Mächte interessieren. Indessen pflegen die deutschen und die schweizerischen Regierenden regelmässige Kontakte.

Wie bereits Frankreich gesteht der Bundesrat Italien das Recht zu, anstatt durch eine Gesandtschaft durch eine Botschaft in Bern vertreten zu werden. (Weitere Staaten erheben während dieser Periode ihre Gesandtschaften in den Rang von Botschaften: Kanada, die Vereinigten Staaten, Belgien, Grossbritannien, Indien, die Türkei und Pakistan). Mit dieser Geste anerkennt die Schweizer Regierung die Bedeutung des südlichen Nachbarn für die Schweizer Wirtschaft. Denn nach der Bereinigung der Schulden des faschistischen Italiens, welche durch den Verzicht auf nicht zu vernachlässigende Ansprüche seitens der Schweiz erleichtert wurde, wird der italienischen Regierung ein bedeutendes Darlehen gewährt. Dennoch bleibt ein wichtiger Streitpunkt bestehen, nämlich die Anwendung der ausserordentlichen Vermögensabgabe durch die italienischen Behörden auf Schweizer Staatsangehörige und Kapital. Verhandlungen über die Arbeitsverträge der italienischen Immigranten in der Schweiz ergänzen frühere Abkommen.

Die Beziehungen zu den beiden Grossmächten, den Vereinigten Staaten und der Sowjetunion, sind sehr ungleich. Die Probleme mit der Sowjetunion sind rein politischer Natur. Bern nimmt mit Aufmerksamkeit zur Kenntnis, dass sich die Wahrnehmung der Schweizer Neutralität durch die sowjetische Regierung gewandelt hat. In diesem Zusammenhang hütet sich die Schweizer Diplomatie vor den geringsten Handlungen und Verpflichtungen, welche dieser neuen Einschätzung der Neutralität in Moskau entgegenwirken könnten. So regt die Antwort auf die sowjetische Note vom November 1954, welche die europäischen Staaten zu einer internationalen Konferenz über die Sicherheit in Europa aufruft, den Bundesrat an, eine Formulierung vorzuschla-

gen, welche die Aussicht auf Mitarbeit an einer neuen Friedensdiplomatie und europäischen Zusammenarbeit offen lässt.

Was die Beziehungen zu den Vereinigten Staaten betrifft, so überträgt sich die amerikanische Vormachtstellung in nahezu allen internationalen Angelegenheiten auch auf die Art und Weise, wie eine ganze Reihe zwischenstaatlicher Dossiers gehandhabt wird. Washington missbilligt den Schweizer Entschluss, einen eigenen Weg im Verhältnis zu den beiden Blöcken beizubehalten. Es gelingt der Schweizer Regierung aber mit dem Angebot der «guten Dienste», insbesondere in Korea, und mit der Darstellung der Überlebensfähigkeit der Schweizer Demokratie gegenüber dem Kommunismus, ihre Haltung zu behaupten. Schrittweise verteidigt die Schweiz auch ihre wirtschaftlichen Interessen gegenüber den amerikanischen Forderungen, welche in der Schweiz als Hegemonialanspruch wahrgenommen werden. Es gelingt Bern auf diese Weise, gewisse Tarifmassnahmen abzuschwächen, unter denen die Schweizer Uhrenindustrie gelitten hätte. Zur Befreiung ihrer in den Vereinigten Staaten niedergelassenen Bürger von der amerikanischen Wehrpflicht muss die Schweizer Diplomatie eingreifen. Den Bundesrat beunruhigt auch die technische Zusammenarbeit, insbesondere im Militärbereich (Bührle), und das Risiko eines zu einseitig prowestlichen Engagements. Es ist deshalb notwendig, den Waffenhandel mit Fingerspitzengefühl zu regulieren, da man die Vereinigten Staaten, diesen für das wirtschaftliche und industrielle Wachstum der Schweiz unentbehrlichen Partner, nicht vor den Kopf stossen will. Ebenso heikel aus neutralitätspolitischer Sicht ist die Frage einer Kooperation im Bereich der Atomenergie, welche gewisse Schweizer Kreise mit den Amerikanern eingehen möchten.

Einige Dokumente zeigen das zunehmende Interesse wirtschaftlicher Kreise, in viel versprechenden Ländern zu investieren. Der Fall Südafrikas ist ebenso interessant wie jener Indiens, welches einen bedeutenden potenziellen Absatzmarkt für Produkte wie Uhren, Farben und Medikamente bietet. Dagegen leidet der Handelsverkehr mit Israel unter der Dynamik des deutsch-israelischen Handelsflusses, welcher nach dem Abschluss des Abkommens über die Entschädigung für die Verbrechen des Naziregimes erleichtert wird.

Zu allen hier angeregten und dokumentierten Fragen und zu vielen in diesem Band nicht behandelten Themen wurden weitere umfangreiche Dokumente ausgewählt, welche auf der elektronischen Datenbank DoDiS ([www.dodis.ch](http://www.dodis.ch)) abgerufen werden können. Diese stellt sowohl Informationen zu den verschiedenen allgemeinen und zwischenstaatlichen Dossiers als auch zu Personen, Organisationen und Institutionen zur Verfügung.

Schliesslich möchten wir allen wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern unseren Dank ausdrücken, die sich an der Suche und Selektion von Dokumenten, deren Aufnahme in die Datenbank sowie der Herstellung des wissenschaftlichen Apparats beteiligt haben: Mauro Cerutti, Damien Caron, Eric Flury-Dasen, Dario Gerardi und Sacha Zala. Im Anschluss an die Austritte von Michele Coduri, Roland Maurhofer und Therese Steffen Gerber sind Kathrin Marthaler und Klaus Ammann zum Team gestossen. Daniel Bourgeois hat mit seinen guten Ratschlägen die verschiedenen Phasen der Untersuchung begleitet. Die Transkription der Dokumente hat Monika Risse

besorgt, während die elektronische Erfassung der Dokumente von Boris Burri und Tina Maurer übernommen worden ist. Ihnen allen danken wir an dieser Stelle. Unsere Verbundenheit gilt auch den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des Bundesarchivs und seinem Direktor, Christoph Graf, für ihre Unterstützung. Sie richtet sich auch an die Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften (SAGW), die unser Projekt in ihr langfristiges Programm aufgenommen hat und die Finanzierung garantiert. Dem Generalsekretär Markus Zürcher und seinen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern danken wir für ihren Einsatz. Dem Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF), welcher die Finanzierung der Publikation sicherstellt, sind wir zu besonderem Dank verpflichtet, insbesondere Rudolf Bolzern für seine Unterstützung und klugen Ratschläge. Die Zusammenarbeit zwischen unserem Forscherteam und dem Historischen Dienst des Zentrums für Analyse und prospektive Studien, welcher von François Wisard, dem Nachfolger von Botschafter Georges Martin in der DDS-Kommission geleitet wird, erhält zusätzliche Bedeutung durch die Verpflichtung von Marc Perrenoud. Die Kooperation basiert auf einer Vereinbarung mit dem Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten, die alljährlich erneuert wird. Allen Beteiligten sei hiermit besonders für ihre Unterstützung und ihr Vertrauen gedankt.

Die Synergien, die durch die Zusammenarbeit von SAGW, Universitäten und Bundesverwaltung entstanden sind, sichern den Fortbestand des Forschungsprogramms der DDS und ermöglichen so nicht nur den Erhalt der Fachkenntnisse, sondern deren Weiterentwicklung. Sie liefern einen Beitrag zur vertieften Kenntnis der internationalen Beziehungen der Schweiz, die eine wesentliche Dimension im Handeln und der Zukunft des Landes darstellen.

Genf, Januar 2003

ANTOINE FLEURY

## II. INTRODUZIONE

I testi proposti nel volume 19 dei *Documenti diplomatici svizzeri*, che ricoprono il periodo tra maggio 1952 e marzo 1955, prendono in considerazione diversi aspetti della situazione internazionale e della politica estera della Svizzera in un contesto sempre fortemente segnato dalla guerra fredda. Un primo movimento di distensione ha inizio dopo la morte di Stalin nel marzo 1953 e si consoliderà per qualche tempo all'epoca della conferenza convocata a Ginevra nella primavera 1954 allo scopo di mettere fine alla guerra di Corea e al conflitto in Indocina.

La conferenza internazionale sui conflitti asiatici rilancia il ruolo di Ginevra nella diplomazia mondiale: essa permette ai responsabili svizzeri di allacciare relazioni privilegiate con uomini di Stato di diversi orizzonti; fornisce quindi l'occasione della prima visita a Berna di un alto responsabile sovietico – Molotov – e della Cina comunista nella persona di Zhou Enlai. La preparazione di questa conferenza mette in luce la disponibilità dei dirigenti svizzeri a prestare i propri «buoni uffici» in tutte le questioni suscettibili di minacciare la pace.

In un contesto internazionale attraversato da numerosi conflitti alimentati dal confronto Est-Ovest e dal movimento di decolonizzazione, la Svizzera afferma il proprio attaccamento al principio di neutralità e accetta di prolungare il suo impegno in seno alla commissione internazionale di controllo dell'armistizio in Corea, che si compone di Stati qualificati come neutrali, ma che non lo sono a pari titolo con la Svizzera, in modo particolare, per quanto concerne gli Stati facenti parte del blocco comunista, come Cecoslovacchia e Polonia, membri anch'essi, in egual misura, della suddetta commissione. La diplomazia svizzera saprà trarre profitto da questo impegno, sollecitando un riconoscimento esplicito della particolarità della propria neutralità da parte dei due blocchi: da un lato l'Unione sovietica, da tempo pubblicamente ostile alla «pretesa neutralità», dall'altro gli Stati Uniti, che non hanno mai nascosto il loro scetticismo, perfino la loro ostilità verso una politica di neutralità che ha perduto qualsiasi significato ai loro occhi. Ad ogni modo, la partecipazione svizzera alle commissioni neutrali in Corea convince il capo della diplomazia svizzera, Max Petitpierre, oggetto di critiche severe sia in seno allo stesso Consiglio federale che in taluni ambienti dell'opinione pubblica svizzera, che la neutralità è difesa meglio «partecipando ad azioni internazionali pacifiche, per quanto presentino dei rischi ed abbiano un carattere aleatorio, che tenendosi assolutamente a distanza dagli avvenimenti» (documento n° 69).

Come nei volumi precedenti, da diversi documenti emergono le riflessioni e le preoccupazioni del governo federale in merito alla pratica della neutralità, che si tratti dell'atteggiamento da adottare nei confronti degli Stati Uniti, delle esigenze formulate da tale potenza, o ancora dell'opportunità di un accordo militare con un governo straniero in previsione d'un conflitto che potrebbe scoppiare alle nostre frontiere. Predicando una politica di riserva ris-

petto alla NATO, il Consiglio federale si preoccupa delle misure da prendere in caso di guerra: una direttiva destinata al futuro Comandante in capo dell'Armata svizzera espone nel dettaglio le disposizioni stabilite nel 1953 e da adottare in caso di mobilitazione. Preoccupato di rafforzare la credibilità universale nella neutralità, il Consiglio federale, sempre più sollecitato a fornire le autorizzazioni per l'esportazione di materiale bellico, teme le conseguenze politiche d'una esportazione troppo unilateralmente destinata ai paesi del blocco occidentale. Arriva così a raccomandare misure di contingentamento di forniture di materiale militare giudicate eccessive, in modo particolare se confrontate con le commesse americane. L'acquisto di materiale militare negli Stati Uniti e in Gran Bretagna è anche l'oggetto di considerazioni interessanti. Una recriminazione americana riguardo alla fornitura di munizioni destinate al governo del Colonnello Arbenz in Guatemala mostra invece palesemente l'estrema attenzione con cui le autorità americane controllano gli scambi con una regione che considerano come loro riserva di caccia: l'insignificanza della fornitura svizzera chiude l'incidente.

Quanto al commercio Est-Ovest, sottomesso alle misure di controllo imposte dagli americani ai loro alleati e a cui gli Stati neutrali sono stati obbligati a partecipare a partire dal 1951, nell'estate 1954 il Consiglio federale ritiene che, a seguito della fine delle ostilità in Corea e in Indocina, la Svizzera avrà il diritto di ritornare a scambi normali e più conformi alla sua politica di neutralità universale con gli Stati comunisti. Speranza illusoria tanto più che gli scambi commerciali con i paesi dell'Europa dell'Est, così come con la Cina, si sono ridotti a volumi insignificanti. Negoziati periodici hanno luogo tuttavia con ciascuno dei partner per l'adattamento quasi rituale degli accordi di commercio e di pagamento.

In compenso, le relazioni si sviluppano con intensità crescente con gli Stati dell'Europa occidentale sia nel quadro dell'OECE, cooperando alle attività della CECA, o ancora prendendo parte a diverse conferenze di cooperazione intergovernativa che trattano diversi campi tecnici quali sanità, agricoltura, trasporti, ecc. Nel frattempo, il Consiglio federale si tiene lontano da altri progetti di comunità europee che sono all'ordine del giorno.

Pur non essendo un membro delle Nazioni Unite, la Svizzera dispone di un osservatorio presso la sede di New York. Per il periodo preso in esame nel presente volume, i rapporti di August Lindt, diplomatico particolarmente attento, forniscono a Berna informazioni e punti di vista di prim'ordine sui grandi affari in corso e riferiscono gli apprezzamenti del Segretario generale Dag Hammarskjöld e le confidenze di numerose personalità di diversi paesi. Inoltre, grazie al suo ruolo di Stato ospite delle organizzazioni internazionali che hanno la loro sede a Ginevra, la Svizzera prende parte contemporaneamente alle conferenze regolari o speciali convocate a Ginevra, avendo in tal modo la possibilità di reperire informazioni ed entrare in contatto con gli attori più diversi del panorama della politica internazionale. Gli scambi d'informazione e d'opinione sugli affari in corso con i rappresentanti della diplomazia svedese si sviluppano particolarmente in questo periodo.

Quanto alle attività umanitarie, queste proseguono non solo in Europa, bensì conoscono sviluppi anche in altre aree del mondo. Durante questo

periodo, la diplomazia svizzera deve affrontare attacchi virulenti contro il CICR da parte degli Stati comunisti che gli rimproverano di aver preso partito nel conflitto coreano in direzione filo-occidentale. La politica del Consiglio federale riguardo gli stranieri in Svizzera, le condizioni d'ingresso e di soggiorno così come le attività in territorio nazionale di personalità straniere è illustrata in alcuni documenti significativi.

Una dimensione nuova della politica estera, quella delle relazioni culturali, è l'oggetto di proposte interessanti che si tratta di mettere in opera, ma le autorità federali dispongono di mezzi irrisori per rispondere a tale ambizione. Quanto alle colonie svizzere all'estero, devono affrontare situazioni sempre più complesse, in modo particolare quando si tratta di proteggere gli interessi e le condizioni talvolta di sopravvivenza di queste colonie, soprattutto nei paesi che come l'Egitto, ma anche la Cina, hanno intrapreso un processo di trasformazione economica e sociale che priva gli stranieri dei privilegi di cui godevano. Nell'Africa del Nord, dove le colonie svizzere sono ancora in pieno sviluppo, le autorità svizzere seguono con molta attenzione il movimento d'emancipazione politica che si sta affermando in questo periodo. Nutrono già qualche timore sull'avvenire di queste colonie sia in Tunisia che in Marocco e in Algeria dove l'autorità della Francia è sempre più contestata. La questione della sicurezza dei coloni stessi dà luogo a considerazioni e ad informazioni molto istruttive sulle realtà coloniali.

Il maggior numero di documenti pubblicati in questa edizione riguarda i rapporti bilaterali e apportano informazioni di ordine diverso che variano a seconda dei paesi interessati. Nelle relazioni della Svizzera con i suoi diversi partner sono le questioni economiche che dominano, anche se queste spesso contengono una dimensione politica. Rispetto ai volumi precedenti, appare particolarmente interessante da documentare la dimensione economica, soprattutto per quanto concerne le relazioni della Svizzera con i paesi dell'America latina. In effetti, gli svizzeri hanno aspirato a trovare sbocchi interessanti soprattutto verso questi paesi, partecipando ai loro processi d'industrializzazione e di modernizzazione, e volendo così mostrare la loro determinazione ad affermare una presenza economica in tutto il mondo come base per l'affermazione d'una neutralità di portata universale. A onor del vero, questa ricerca di nuovi mercati in direzione dell'immensa area latino-americana s'impone con tanta più urgenza da che gli scambi con l'Europa dell'Est, pure promettenti nell'immediato dopoguerra, si sono praticamente smorzati. Così, gli scambi con l'Argentina sono particolarmente importanti mentre in Brasile, dove le prospettive erano sembrate illimitate, ostacoli tecnici e finanziari mettono un freno alla messa in opera di progetti ambiziosi.

Per quanto concerne le relazioni con i vicini, sono documentate abbondantemente, sia che si tratti di questioni politiche che di problemi di ordine economico o di altri aspetti. Così, gli scambi di punti di vista sulla situazione internazionale o sulla politica europea sono frequenti fra dirigenti e diplomatici svizzeri e i loro interlocutori francesi, tedeschi, italiani e austriaci. Per quanto concerne le relazioni tra Svizzera e Francia, durante il periodo in esame sono in primo piano i negoziati su un nuovo accordo finanziario, il lancio di un prestito (Pinay) e la questione dei permessi di lavoro. Resta inoltre all'ordine

del giorno un problema sia umano che morale, quello dei connazionali svizzeri minorenni impegnati nella Legione straniera e che il Dipartimento politico federale cerca in più riprese e a più livelli di liberare dal loro vincolo di servizio nell'armata francese. Questa situazione apparentemente minore, ma ricorrente, pesa durante tutto il periodo e oltre sulle relazioni franco-svizzere, tanto più che l'opinione pubblica non si dimostra insensibile al riguardo.

Con la Germania si pone la spinosa questione dell'eventuale riconoscimento della Repubblica democratica tedesca con cui Berna decide di non intrattenere che relazioni pratiche, essenzialmente d'ordine commerciale. Le problematiche relative alla Repubblica federale tedesca sono invece diverse – la sorte delle spie tedesche del III Reich ancora imprigionate in Svizzera, gli scambi di persone tra i due paesi, il controllo dei cittadini tedeschi con passato nazista – e complesse, in modo particolare la questione della liquidazione degli averi tedeschi in Svizzera, quella dei debiti del vecchio Reich, dei danni di guerra e dell'importazione di prodotti tedeschi la cui esportazione riveste un particolare interesse agli occhi delle Potenze alleate. Ciò nonostante si respira un clima di lealtà nei rapporti che si svolgono regolarmente tra i dirigenti tedeschi e svizzeri.

Quanto all'Italia, il Consiglio federale va incontro alla sua richiesta d'essere rappresentata a Berna non più da una Legazione bensì da un'Ambasciata così come la Francia. (Altri paesi hanno trasformato in questo periodo la loro Legazione in Ambasciata: Canada, Stati Uniti, Belgio, Gran Bretagna, India, Turchia e Pakistan.) Con questo gesto il governo svizzero riconosce al suo vicino meridionale l'importanza che ricopre per l'economia svizzera. In effetti, dopo la liquidazione dei debiti dell'Italia fascista, facilitata dall'abbandono di pretese finanziarie svizzere non trascurabili, un prestito importante viene concesso al governo italiano. Rimane nondimeno un contenzioso importante per quanto concerne l'imposta straordinaria sul patrimonio applicata dalle autorità italiane su cittadini e capitali svizzeri. Altri negoziati vanno infine a completare gli accordi precedenti sui contratti di lavoro degli immigrati italiani in Svizzera.

Le relazioni con le due superpotenze, gli Stati Uniti e l'Unione sovietica, sono di carattere completamente diverso l'una dall'altra. Con l'URSS, la posta al gioco è essenzialmente d'ordine politico: Berna prende nota con interesse del cambiamento di percezione della politica di neutralità da parte del governo sovietico. In questo nuovo contesto, la diplomazia svizzera si guarda bene dal fare il minimo gesto che potrebbe contrariare e quindi pregiudicare questo nuovo apprezzamento della neutralità da parte di Mosca. Così, la risposta alla nota sovietica del 1954, in cui si invitano gli Stati europei ad una conferenza internazionale sulla sicurezza in Europa, spinge il Consiglio federale a proporre una formulazione che lascia aperte prospettive di collaborazione ad una diplomazia di pace e di cooperazione in Europa.

Per quanto concerne le relazioni con gli Stati Uniti, la preponderanza americana praticamente in tutti gli affari internazionali si traduce anche nel modo di trattare tutta una serie di dossier bilaterali. Se Washington non apprezza affatto la determinazione svizzera a mantenere una voce indipendente rispetto ai due blocchi, Berna riesce con i suoi «buoni uffici», in modo particolare in



Corea e con la dimostrazione della capacità di sopravvivenza della democrazia svizzera di fronte alla sfida comunista, ad affermare la sua posizione e a difendere a palmo a palmo i suoi interessi economici di fronte alle esigenze americane, percepite in Svizzera come manifestazioni d'egemonia. Berna riesce anche ad attenuare talune misure tariffarie che avrebbero potuto nuocere all'industria orologiera elvetica. La diplomazia svizzera deve inoltre intervenire per liberare i suoi cittadini residenti negli Stati Uniti dall'obbligo del servizio militare americano. Nel contempo, la cooperazione tecnica, in modo particolare nel campo militare (Bührle), preoccupa il Consiglio federale per il rischio di un impegno troppo unilateralmente filo-occidentale. La necessità di regolarne il flusso deve tuttavia essere applicata con tatto e diplomazia in quanto si tratta di non opporsi apertamente a questo partner indispensabile per l'espansione economica e industriale della Svizzera. Pure delicata per la neutralità è la questione della cooperazione nel settore dell'energia atomica, che taluni ambienti svizzeri vorrebbero sviluppare con gli americani.

Alcuni documenti mostrano anche l'interesse crescente degli ambienti economici ad investire nei paesi considerati come promettenti: il caso dell'Africa del Sud è particolarmente interessante, ma anche quello dell'India, che offre uno sbocco potenzialmente importante per prodotti quali orologi, coloranti e medicinali. Al contrario, le prospettive di scambi economici con Israele soffrono per la dinamica delle correnti commerciali risultante dagli accordi tedesco-israeliani d'indennizzo per le estorsioni del regime nazista.

Infine, per quanto riguarda tutti gli argomenti documentati o suggeriti in questa edizione, così come taluni temi che per mancanza di spazio non figurano nel volume, sono stati selezionati numerosi documenti spesso di grande ampiezza; sono accessibili sotto forma d'immagine elettronica nella banca dati DoDiS ([www.dodis.ch](http://www.dodis.ch)) che fornisce informazioni sia sui differenti dossier generali e bilaterali che sulle persone, le società e le istituzioni coinvolte.

Non ci resta che esprimere la nostra riconoscenza alle collaboratrici e ai collaboratori che hanno preso parte regolarmente o per un periodo di tempo limitato allo spoglio degli archivi, alla selezione dei documenti, alla loro implementazione nella banca dati e alla loro annotazione: Mauro Cerutti, Damien Carron, Eric Flury-Dasen, Dario Gerardi, e Sacha Zala. In seguito alla partenza di alcuni collaboratori, Michele Coduri, Roland Maurhofer e Therese Steffen Gerber, l'équipe è stata completata da due nuovi membri: Kathrin Marthaler et Klaus Amman. Daniel Bourgeois, i cui consigli sono sempre apprezzati, ha seguito le diverse fasi della ricerca. La trascrizione dei documenti è stata affidata a Monika Risse, mentre la scansione degli stessi è stata effettuata da Boris Burri e Tina Maurer: anche a loro vanno i nostri ringraziamenti. Per il loro costante sostegno, la nostra riconoscenza va anche alle collaboratrici e ai collaboratori dell'Archivio federale, così come al suo direttore, Christoph Graf. Si ringrazia inoltre l'Accademia svizzera di scienze morali e sociali (ASSMS) che ha integrato il nostro progetto nei propri programmi di lunga durata, assicurandogli in tal modo un finanziamento pluriennale. Il suo segretario generale, Markus Zürcher, e i suoi collaboratori vogliono ricevere attraverso queste righe la nostra amichevole riconoscenza per la loro dedizione. Si ringrazia inoltre il Fondo nazionale per la ricerca scientifica che assicura il

finanziamento alla pubblicazione, e in modo particolare Rudolf Bolzern per il suo sostegno e i suoi consigli accorti. Infine, sulla base della convenzione di collaborazione firmata con il Dipartimento federale degli affari esteri e rinnovata annualmente, la cooperazione tra la nostra équipe di ricercatori e il Centro d'analisi e di prospettiva, specialmente il servizio storico diretto da François Wisard, membro della nostra commissione dalla partenza dell'ambasciatore Georges Martin, si è arricchita ulteriormente grazie all'apporto prezioso di Marc Perrenoud. Al Dipartimento federale degli affari esteri è diretta la nostra riconoscenza per il suo sostegno e la sua fiducia nel nostro lavoro.

È così che nuove sinergie sviluppatasi in seno all'Accademia, alle Università e all'Amministrazione federale assicurano la continuità alla nostra impresa di storici. Queste condizioni consentono al programma di ricerca dei *Documenti diplomatici svizzeri* di mantenere e sviluppare la qualità delle competenze richieste per la conoscenza di una delle dimensioni essenziali per l'attività e il futuro di un paese come la Svizzera, ovvero le relazioni internazionali.

Ginevra, gennaio 2003

ANTOINE FLEURY

## III. ABRÉVIATIONS / ABKÜRZUNGEN

Abs.	Absatz
ACF	Arrêté du Conseil fédéral
AEA	Aide économique américaine
AEC	Atomic Energy Commission
AFL	American Federation of Labour
AFP	Agence France Presse
AG / A. G.	Aktiengesellschaft
a. i.	ad interim
al.	alinea
Anm.	Anmerkung
Art. / art.	Artikel / article
Art.	Artillerie
AS	Amtliche Sammlung der Bundesgesetze und Verordnungen der Schweizerischen Eidgenossenschaft
At	Antrag
B	Bericht
BBl	Bundesblatt
Bd.	Band
BEG	Bundesergänzungsgesetz zur Entschädigung für Opfer der nationalsozialistischen Verfolgung
betr.	betreffend
BIGA	Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit
BIT	Bureau international du travail
BR	Bundesrat
BRB	Bundesratsbeschluss
BRD	Bundesrepublik Deutschland
BR-Prot.	Bundesratsprotokoll
BR-Prot.-V	Verhandlungsprotokoll des Bundesrates
bspw.	beispielsweise
BV	Bundesverfassung
bzw.	beziehungsweise
ca.	circa
c. à d.	c'est-à-dire
C. A. D. E. / Cade	Compañía Argentina de Electricidad
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CED	Communauté européenne de Défense
CEE	Commission économique pour l'Europe
CERN	Centre européen de recherches nucléaires
cf.	confer
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
Cie.	Compagnie

cif.	cost, insurance, freight
CIO	Congress of Industrial Organisations
CoCom	Coordinating Committee for Multilateral Export Controls
Conf.	Conférence
CR	Compte rendu
DAP	Division des Affaires politiques
DCA	Défense contre avions
DDS	Documents diplomatiques suisses / Diplomatische Dokumente der Schweiz
DDR	Deutsche Demokratische Republik
Dep.	Département / Departement
DFEP / DEP	Département fédéral de l'économie publique
DFFD / DFD	Département fédéral des finances et des douanes
DFJP	Département fédéral de justice et police
d. h.	das heisst
Dir.	Directive / Direktive
Dir.	Direktor
DIV	Deutsche Interessenvertretung in der Schweiz
d. J.	des Jahres
DM	Deutsche Mark
DMF	Département militaire fédéral
d. Mts. / d. M. / ds.	dieses Monats
DoDiS	Banque de données des Documents diplomatiques suisses / Datenbank der Diplomatischen Dokumente der Schweiz
DPF	Département politique fédéral (aujourd'hui Département fédéral des Affaires étrangères)
Dr / Dr.	Docteur / Doktor
ebd.	ebenda
EFZD	Eidgenössisches Finanz- und Zolldepartement
EGKS	Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl
Eidg.	Eidgenössisch
EJPD	Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement
EPF	Ecole polytechnique fédérale
EPD	Eidgenössisches Politisches Departement (heute Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten)
EPU	European Payments Union
etc.	et cetera
EUA	Etats-Unis d'Amérique
EVD	Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement
event. / ev. / evtl.	eventuell
EVG	Europäische Verteidigungsgemeinschaft
ex.	exemple
Exp.	Exposé

EZAF	Eidgenössische Zentralstelle für Auslandschweizerfragen
f.	folgende
FAO	Food and Agriculture Organisation
FF	Feuille fédérale
f. f.	faisant fonction
FH	Fédération horlogère suisse
FrFr / ffrs	Francs français
Frs / FS	Francs suisses
GAF	General Aniline & Film Corporation
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GB	Grande-Bretagne
Gde	grande
GG	Gouvernement général
h.	heure
HQ	Head Quarter
ibid.	ibidem
i. Br.	im Breisgau
Ing.	Ingénieur / Ingenieur
insb.	insbesondere
Italo	Compañía Italo-Argentina de Electricidad
janv.	janvier
Kdo	Kommando
Kg	Kilogramme / Kilogramm
KTA	Kriegstechnische Abteilung
L	Lettre
m	mètre / Meter
M. / MM.	Monsieur / Messieurs
m. a. W.	mit anderen Worten
MB	Militärbericht
m. E.	meines Erachtens
Mg.	Maschinengewehr
Mia.	Milliarden
MiB	Mitbericht
Mio. / mio	Millionen / millions
MNR	Movimiento Nacional Revolucionario
MSI	Movimento Sociale Italiano
MTLD	Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques
m. W.	meines Wissens
N	Note
NATO	North Atlantic Treaty Organisation
NNRC	Neutral Nations Repatriation Commission for Korea
NNSC	Neutral Nations Supervisory Commission
N <sup>o</sup> / N <sup>os</sup> / no	numéro / numéros
No	Notiz / notice
Nov.	November

Nr. / Nrn.	Nummer / Nummern
OAS	Organization of American States
OECE	Organisation européenne de coopération économique
OEEC	Organisation for European Economic Cooperation
OFIAMT	Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail
OFSIT	Orange Free State Investment Trust
OIT	Organisation internationale du travail
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
OSEC	Office suisse d'expansion commerciale
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
P	Proposition
p. / pp.	page / pages suivantes
par ex. / p. ex.	par exemple
PB	Politischer Bericht / Politischer Brief
Pol. Mitt.	Politische Mitteilung
PPA	Parti Populaire Algérien
Prof.	Professeur / Professor
Prot.	Protocole / Protokoll
prov.	provisorisch
PS / P. S.	Post scriptum
PTT	Post-, Telegraf- und Telefonverwaltung
PV	Procès-verbal
PVCE	Procès-verbal du Conseil des Etats
PVCF	Procès-verbal du Conseil fédéral
PVCF-D	Procès-verbal des délibérations du Conseil fédéral
Pz. Div.	Panzerdivision
R	Rapport
RCA	Radio Corporation of America
RDA	République démocratique allemande
resp.	respektive / respectivement
Rj	Rapport joint
RM	Rapport militaire
RO	Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse
RP	Rapport politique
S	Schreiben
S.	Seite
SA	Société anonyme
schweiz.	schweizerisch
SE	Son Excellence
SEATO	South East Asia Treaty Organization
sept.	Septembre
Sfr. / SFr. / Fr.	Schweizer Franken
SIG	Schweizerische Industrie-Gesellschaft

SLM	Schweizerische Lokomotiv- und Maschinenfabrik
SM	Sa Majesté
SNCF	Société nationale des chemins de fer français
sog.	so genannt
spez.	speziell
St.	Saint / Sankt
Sten. Bull. SR	Stenographisches Bulletin des Ständerats
T	télégramme / Telegramm
TLT	Territoire libre de Trieste
u. a.	unter anderem
UdSSR	Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken
u. E.	unseres Erachtens
UEO	Union de l'Europe Occidentale
UEP	Union européenne des paiements
UIT	Union internationale des télécommunications
UK	United Kingdom
UNC	United Nations Command
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
UNO	United Nations Organization
UNRRA	United Nations Relief and Rehabilitation Administration
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
USA / US	United States of America
usw.	und so weiter
v.	von
vgl.	vergleiche
v. M.	vorigen Monats
vol.	volume
VSM	Verein Schweizerischer Maschinen-Industrieller
WEU	Western European Union
z. B.	zum Beispiel
Ziff.	Ziffer

## IV. TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

*Plan de la table méthodique des documents*

I.	POLITIQUE GÉNÉRALE ET DOCTRINE DE NEUTRALITÉ .....	XLIV
I.1.	Politique générale .....	XLIV
I.2.	Doctrine officielle de la neutralité .....	XLIV
I.3.	La politique extérieure au sein des institutions fédérales .....	XLV
I.4.	Protection des intérêts étrangers .....	XLV
I.5.	Bons offices .....	XLV
I.6.	La Suisse et la décolonisation .....	XLVI
II.	RELATIONS BILATÉRALES .....	XLVI
II.1.	Afrique du Sud – Relations économiques .....	XLVI
II.2.	Algérie – Relations politiques .....	XLVII
II.3.1.	Argentine – Relations politiques .....	XLVII
II.3.2.	Argentine – Relations économiques .....	XLVII
II.4.1.	Autriche – Relations politiques .....	XLVIII
II.4.2.	Autriche – Relations économiques .....	XLVIII
II.5.	Bolivie – Relations économiques .....	XLVIII
II.6.	Brésil – Relations économiques .....	XLIX
II.7.1.	Chine – Relations politiques .....	XLIX
II.7.2.	Chine – Relations économiques .....	XLIX
II.8.1.	Colombie – Relations politiques .....	L
II.8.2.	Colombie – Relations économiques .....	L
II.9.	Corée .....	L
II.10.	Cuba .....	L
II.11.1.	Egypte – Relations politiques .....	LI
II.11.2.	Egypte – Relations économiques .....	LI
II.12.	Espagne – Relations politiques .....	LI
II.13.1.	Etats-Unis d'Amérique .....	LI
II.13.2.	Etats-Unis d'Amérique – Relations politiques .....	LI
II.13.3.	Etats-Unis d'Amérique – Relations économiques .....	LII
II.14.	Ethiopie.....	LIII
II.15.1.	France – Relations politiques .....	LIII
II.15.2.	France – Relations économiques.....	LIV
II.16.1.	Grande-Bretagne – Relations politiques .....	LIV
II.16.2.	Grande-Bretagne – Relations économiques .....	LV
II.17.1.	Guatemala .....	LV
II.17.2.	Guatemala – Relations politiques .....	LV
II.18.	Inde – Relations économiques .....	LVI
II.19.	Indochine – Relations politiques.....	LVI
II.20.	Iran – Relations politiques .....	LVI
II.21.	Iraq – Relations politiques .....	LVI



II.22.1.	Israël – Relations politiques .....	LVII
II.22.2.	Israël – Relations économiques.....	LVII
II.23.1.	Italie – Relations politiques .....	LVII
II.23.2.	Italie – Relations économiques .....	LVIII
II.24.	Japon – Relations politiques .....	LVIII
II.25.	Maroc – Relations politiques .....	LIX
II.26.	Philippines – Relations économiques .....	LIX
II.27.1.	Portugal .....	LIX
II.27.2.	Portugal – Relations économiques .....	LIX
II.28.	Proche et Moyen Orient .....	LIX
II.29.	République démocratique allemande – Relations politiques .....	LX
II.30.1.	République fédérale d'Allemagne – Relations politiques .....	LX
II.30.2.	République fédérale d'Allemagne – Relations économiques .....	LXI
II.31.	Roumanie – Relations politiques .....	LXII
II.32.	Suède – Relations politiques.....	LXII
II.33.	Thaïlande – Relations politiques .....	LXII
II.34.	Tunisie – Relations politiques .....	LXIII
II.35.	Union soviétique – Relations politiques .....	LXIII
II.36.	Venezuela – Relations économiques .....	LXIV
II.37.	Vietnam – Relations économiques .....	LXIV
III.	RELATIONS MULTILATÉRALES .....	LXV
III.1.1.	La Suisse et l'Europe .....	LXV
III.1.2.	La Suisse et la Communauté européenne du charbon et de l'acier .....	LXV
III.2.	La Suisse et l'ONU .....	LXV
III.3.	La Suisse et les organisations spécialisées des Nations Unies .....	LXVI
III.4.	La Suisse et les organisations internationales gouvernementales .....	LXVI
III.5.	La Suisse et les organisations internationales non gouvernementales .....	LXVII
IV.	ACTIVITÉS ET POLITIQUES ÉCONOMIQUES .....	LXVII
IV.1.	Commerce Est-Ouest .....	LXVII
IV.2.	Relations financières générales .....	LXVII
IV.3.	Exportations et importations d'armes et de matériel de guerre .....	LXVIII
IV.4.	Transit et transports .....	LXVIII
IV.5.	Energie et matières premières .....	LXIX
V.	MOUVEMENTS MIGRATOIRES .....	LXIX
V.1.	Politique suisse face aux étrangers.....	LXIX
V.2.	Politique fédérale à l'égard des Suisses de l'étranger .....	LXX

## TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

XLIII

VI. ACTIVITÉS HUMANITAIRES .....	LXX
VI.1. Documentation générale sur les activités humanitaires ....	LXX
VI.2. Relations avec le CICR .....	LXX
VII. POLITIQUE DE SÉCURITÉ .....	LXXI
VII.1. Documentation générale sur la politique de sécurité .....	LXXI
VII.2. La Suisse et l'OTA .....	LXXI
VIII. QUESTIONS CULTURELLES .....	LXXII
VIII.1. Questions culturelles générales .....	LXXII
VIII.2. La presse et les médias .....	LXXII

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## I. POLITIQUE GÉNÉRALE ET DOCTRINE DE NEUTRALITÉ

## I.1. POLITIQUE GÉNÉRALE

23	5. 9. 1952 Exp	DPF (Petitpierre) lors de la Conférence des Ministres	La neutralité suisse demeure le principe le plus important de politique étrangère. L'antagonisme entre les deux systèmes qui divisent le monde entraîne des implications pour les politiques étrangères des Etats.
45	14. 2. 1953 No	DPF (Micheli)	Attitude du gouvernement suisse au sujet des investigations du gouvernement américain à propos des fonctionnaires des organisations internationales à Genève. Se concerter avec d'autres Etats-hôtes d'organisations internationales.
69	11. 9. 1953 Conf	DPF (Petitpierre) lors de la Conférence des Ministres	L'évolution en Russie et dans le monde à la suite de la mort de Staline est incertaine. Pour le moment, la Suisse n'a pas de problèmes sérieux avec d'autres Etats.
150	22. 3. 1955 RM	Washington (Rieser) au DMF	Entretien du Ministre de Suisse de Torrenté avec le Général-major Willems du service de Renseignement de l'armée américaine au sujet de la neutralité suisse. Willems pense que la neutralité n'apporte plus d'avantages à la Suisse.
<i>Cf. aussi: Nos 47, 86, 97, 115.</i>			

## I.2. DOCTRINE OFFICIELLE DE LA NEUTRALITÉ

31	17. 10. 1952 No	DPF (Petitpierre) à Zehnder	Evaluation de mesures à prendre en cas de guerre et d'une agression contre la Suisse: Pas question d'entente préalable avec un gouvernement étranger. Pas de possibilité d'adhérer à l'ONU avec une reconnaissance explicite de la neutralité suisse. Pas d'inconvénient à rester en dehors de l'ONU.
97	10. 4. 1954 L	DPF (Zehnder) à Mexico (de Bavier)	Intervention du DPF pour empêcher la publication de certains documents de la Légation de Suisse à Athènes portant sur le rôle de celle-ci dans le cadre des négociations entre Allemands et Britanniques concernant la reddition d'Athènes en 1944.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
127	29. 9. 1954 L	(Bernath) au DPF (Zehnder)	Le Professeur Carl Ludwig s'adresse à la Légation de Suisse à Londres pour obtenir du Foreign Office l'autorisation de consulter les documents des archives du Troisième Reich concernant la Suisse.
<i>Cf. aussi: Nos 7, 23, 43, 57, 63, 69, 72, 79, 87, 104, 109, 124, 134, 135, 150.</i>			

## I.3. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE AU SEIN DES INSTITUTIONS FÉDÉRALES

26	25. 9. 1952 PV	Commission des Affaires étrangères du Conseil national	A propos du rapport du Conseil fédéral au sujet de l'accord sur le règlement des revendications suisses à l'égard de l'ancien Reich et des raisons pour lesquelles le Conseil fédéral ne veut pas le soumettre aux Chambres fédérales.
----	-------------------	---	--

## I.4. PROTECTION DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS

75	1. 1. 1953 L	Téhéran (Escher) au DPF (Petitpierre)	La Suisse représente les intérêts britanniques en Iran depuis 1952. Le Général Zahedi demande au Ministre de Suisse comment l'Iran pourrait reprendre des négociations avec Londres sur la question pétrolière.
----	-----------------	---	---

## I.5. BONS OFFICES

63	10. 6. 1953 N	Washington (Département d'Etat) au Gouvernement suisse	Les Etats-Unis comprennent la position de la Suisse par rapport à ses obligations dans la Commission de contrôle des Neutres en Corée. Il s'agit d'une reconnaissance indirecte de la neutralité suisse.
71	1. 10. 1953 No	DPF	Dans quelles conditions la Suisse pourrait être amenée à désigner un administrateur suisse dans le conflit du Cachemire entre l'Inde et le Pakistan.
85	5. 2. 1954 L	DPF (Petitpierre) à New York (Lindt)	Le gouvernement indien n'a saisi que la portée politique de la Commission de contrôle des Neutres en Corée, tandis que la Suisse y voit une obligation humanitaire. Les difficultés proviennent du projet de Conférence politique et du refus des Nord-Coréens de rentrer chez eux et de participer aux consultations.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
107	31. 5. 1954 L	DPF (Petitpierre) à la Délégation suisse de la Commission de Surveillance des Nations Neutres (Gross)	Le DPF prend connaissance avec inquiétude des derniers développements des rapports au sein de la Commission de contrôle des Neutres en Corée. L'attitude des membres de la commission est momentanément conditionnée par la conférence de Genève. Des directives sont adressées au représentant suisse.
129	11. 10. 1954 L	DPF (Zehnder) à Petitpierre	Le Ministre du Canada à Berne, MacLellan exprime la crainte de son gouvernement qu'un retrait précipité de la Suisse de la Commission des Neutres en Corée pourrait avoir des conséquences négatives sur le désarmement. Zehnder explique la position de la Suisse et que celle-ci n'agira pas de façon précipitée.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 23, 29, 56, 62, 69, 93.			

## I.6. LA SUISSE ET LA DÉCOLONISATION

15	22. 7. 1952 No	DPF	La position de la Suisse à l'égard des pays d'Asie et d'Afrique. Mise en place d'une stratégie.
<i>Cf. aussi:</i> N° 8.			

## II. RELATIONS BILATÉRALES

## II.1. AFRIQUE DU SUD – RELATIONS ÉCONOMIQUES

95	5. 4. 1954 L	Pretoria (de Rahm) au DPF (Petitpierre)	Visite en Afrique du Sud de A. Nussbaumer, directeur général de la SBS, à la suite d'un nouvel emprunt émis en Suisse par le gouvernement sud-africain. Problème de l'accord aérien. Questions raciales.
99	8. 5. 1954 R	Société de Banque suisse (Nussbaumer) au DPF (Petitpierre)	Rapport du Directeur général de la Société de Banque Suisse sur son voyage en Afrique. Mention de la question raciale en Afrique du Sud et de son influence sur la stabilité du pays. Dans l'intérêt économique de la Suisse, des crédits doivent toutefois être encore accordés. Informations sur le Mozambique, la Rhodésie et le Congo belge.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## II.2. ALGÉRIE – RELATIONS POLITIQUES

133	12. 11. 1954 R	Alger (Arber) à Paris (von Salis)	Rapport du consul de Suisse à Alger au sujet des événements «terroristes». Il met la situation de l'Algérie en parallèle avec celle de la Tunisie et du Maroc. Pour Arber, le problème général algérien et nord-africain est plus économique et social que politique. La situation des Suisses et leur protection constituent un autre thème important.
-----	-------------------	---	---

## II.3.1. ARGENTINE – RELATIONS POLITIQUES

6	11. 6. 1952 L	Buenos Aires (Fumasoli) au DPF (Petitpierre)	Entretien avec le président Perón: celui-ci estime que les USA finiront par attaquer l'URSS et affirme que son pays se prépare sérieusement à cette éventualité. Perón déclare vouloir étendre la collaboration économique avec la Suisse. Le ministre argentin des Affaires étrangères confie au représentant suisse l'intention de nommer son frère à la tête de la Légation d'Argentine à Berne.
141	27. 12. 1954 No	Buenos Aires (Fumasoli)	Entretien avec Gustave Müller, qui occupe la fonction d'inspecteur général du Mouvement péroniste des étrangers. Critiquant le caractère politique du mouvement, le Ministre de Suisse estime que la colonie suisse en Argentine doit garder ses distances avec Müller, qualifié d'extrémiste de droite.

## II.3.2. ARGENTINE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

76	17. 11. 1953 L	Buenos Aires (Fumasoli) au DPF (Zehnder)	Préoccupations des dirigeants de la CADE et de la Compañía Italo-Argentina de Electricidad concernant l'adoption par le gouvernement argentin d'un décret-loi visant à suspendre les transferts financiers avec l'étranger. L'application d'un tel décret pourrait gravement léser les intérêts suisses en Argentine. Ces préoccupations sont prises au sérieux par le Ministre de Suisse, qui craint une nationalisation des entreprises d'électricité.
----	-------------------	---	--

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
105	28. 5. 1954 L	Buenos Aires (Fumasoli) au DPF (Zehnder)	Entretien avec le Président Perón concernant la conclusion d'un accord commercial avec la Suisse. La conclusion d'un accord se heurte à de nombreuses difficultés, à cause notamment des problèmes liés aux transferts financiers, qui sont interrompus depuis 1951 pour les besoins d'une enquête sur les capitaux dits «anciens». L'Argentine refuse en outre d'importer certains produits typiques suisses, comme les montres. Perón dément son intention de nationaliser l'industrie électrique.
<i>Cf. aussi: N° 6.</i>			

## II.4.1. AUTRICHE – RELATIONS POLITIQUES

142	17. 1. 1955 L	DPF (Petitpierre) à Vienne (Hohl)	Instruction du DPF sur la manière d'obtenir des renseignements.
-----	------------------	--------------------------------------	---

## II.4.2. AUTRICHE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

27	1. 10. 1952 L	Vienne (Feldscher) au DPF (Zehnder)	Dans les négociations avec l'Autriche, il faut exiger le paiement des avoirs suisses résultant de l'accord sur la correction du cours du Rhin.
<i>Cf. aussi: Nos 56, 64.</i>			

## II.5. BOLIVIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

32	22. 10. 1952 L	La Paz (Hauri) au DPF (Zehnder)	La Compañía Aramayo de Mines en Bolivie, dont le siège est à Genève et dont le tiers du capital est entre des mains suisses, se retrouve fortement menacée par l'intention du gouvernement bolivien de nationaliser les mines d'étain.
----	-------------------	---------------------------------------	--

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## II.6. BRÉSIL – RELATIONS ÉCONOMIQUES

54	31. 3. 1953 R	DFEP à Hotz, au DPF (Zehnder) et à l'Union suisse du commerce et de l'industrie (Homburger)	Bilan des relations commerciales entre la Suisse et le Brésil, qui sont tendues à cause des restrictions d'importation décrétées par le gouvernement brésilien. Pour octroyer des permis d'importation à la Suisse, le Brésil réclame un crédit de 20 millions de dollars destiné à liquider les arriérés commerciaux suisses.
----	------------------	--	--

## II.7.1. CHINE – RELATIONS POLITIQUES

110	12. 6. 1954 No	DPF (Petitpierre)	Entretien avec M. Zhou Enlai, Premier Ministre de la République populaire de Chine, portant sur la Conférence de Genève, ainsi que sur l'activité de la Suisse au sein de la Commission neutre de surveillance de l'armistice en Corée.
<i>Cf. aussi: Nos 62, 85, 98.</i>			

## II.7.2. CHINE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

12	25. 6. 1952 L	DPF (Zehnder) à Pékin (Rezzonico)	Point de vue du DPF face aux mesures à prendre pour la protection des intérêts suisses en Chine.
25	10. 9. 1952 No	Délégation permanente pour les négociations économiques avec l'étranger	Discussion sur la situation difficile des relations économiques avec la Chine. La question qui se pose aux exportateurs suisses est de savoir s'ils veulent abandonner la partie et tout perdre à la fois ou tâcher de rester et subir des pertes successives.
114	30. 6. 1954 No	Commission des indemnités de nationalisation (Troendle) aux DFEP (Rubattel) et DPF (Petit- pierre)	Entretien avec le Vice-ministre chinois du commerce extérieur, Lei Min. Les questions de la conclusion d'un traité de commerce, d'un accord sur les échanges commerciaux, du règlement des trafics des paiements ainsi que de l'établissement d'une représentation commerciale chinoise en suisse, sont discutées.
<i>Cf. aussi: N° 124.</i>			



N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## II.8.1. COLOMBIE – RELATIONS POLITIQUES

74	23. 10. 1953 RP	Bogotá (Cuttat) au DPF (Petitpierre)	Le Consistoire de l'Eglise protestante de Genève s'élève contre la persécution des protestants en Colombie. Réactions du clergé colombien contre ces accusations. Un missionnaire suisse serait à la base de la polémique.
<i>Cf. aussi:</i> N° 140.			

## II.8.2. COLOMBIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

140	21. 12. 1954 L	Bogotá (Cuttat) au DFEP (Schaffner)	Les hautes sphères du régime colombien et l'entourage du Président Rojas Pinilla exigent le paiement d'une commission secrète pour la ratification de l'accord commercial colombo-suisse signé en septembre 1954.
-----	-------------------	---	---

## II.9. CORÉE

8	13. 6. 1952 RP	Bogotá (Cuttat) au DFEP (Schaffner)	Informations sur la guerre de Corée concernant les USA ainsi que sur les pressions exercées par la France en Amérique du Sud au sujet de la discussion de la question tunisienne à l'ONU.
93	25. 3. 1954 R	Londres (de Torrenté) au DPF (Petitpierre)	Rapport d'un entretien de Torrenté avec le Sous-secrétaire d'Etat adjoint au Foreign Office, Denis Allen, portant sur l'organisation de la Conférence asiatique de Genève et les différents problèmes qui y sont liés.
<i>Cf. aussi:</i> Nos 16, 29, 53, 62, 63, 69, 107, 110, 124, 128, 131.			

## II.10. CUBA

67	14. 8. 1953 RP	La Havane (Schlatter) au DPF (Petitpierre)	Le récit des événements révolutionnaires du mois de juillet 1953 et leurs conséquences sur le régime militaire du Président Batista. Le Ministre de Suisse à La Havane apprend que le chef des rebelles s'appelle Fidel Castro.
<i>Cf. aussi:</i> Nos 2, 77, 83.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## II.11.1. ÉGYPTE – RELATIONS POLITIQUES

17	29.7.1952 RP	Caire (de Fischer) au DPF (Petitpierre)	Origine et importance du coup d'Etat de Néguib bey. Description de l'attitude des agents diplomatiques anglais et américains. Réflexions sur les événements et sa répercussion sur les intérêts suisses.
----	-----------------	---	--

## II.11.1. ÉGYPTE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

81	24.12.1953 L	Caire (de Fischer) au Ministère du Commerce et de l'Industrie d'E- gypte (Badaoui)	Nouvelle loi égyptienne sur les sociétés anonymes. Intervention de la Légation suisse au Caire pour faire changer un article de la loi préétabliant les sociétés suisses.
<i>Cf. aussi:</i> N° 30.			

## II.12. ESPAGNE – RELATIONS POLITIQUES

72	6.10.1953 RP	Madrid (Zutter) au DPF (Petitpierre)	La signature des accords entre l'Espagne et les Etats-Unis: les réactions dans l'opinion officielle et dans la population espagnole. Remarques d'un haut fonctionnaire espagnol sur la neutralité suisse.
----	-----------------	--	---

## II.13.1. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

149	17.3.1955 L	Washington (de Torrenté) au DPF (Petitpierre)	L'opinion publique américaine et la Suisse. Des critiques sur la neutralité et le secret bancaire sont émises aux USA. Problèmes liés à la concurrence entre les industries horlogères suisse et américaine.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 45, 54, 82, 87, 112, 115, 117, 118, 130, 136, 145, 150.			

## II.13.2. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE – RELATIONS POLITIQUES

86	9.2.1954 PVCF-D	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral délibère au sujet d'une conférence de Miss Willis, Ambassadeur des Etats-Unis à Berne. Le Conseiller fédéral Feldmann relève qu'il s'agit d'un discours politique et que de tels discours affaiblissent la position suisse face aux communistes.
----	--------------------	-----------------	---

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
115	30.6.1954 No	DPF (Petitpierre)	Entretien avec l'Ambassadeur des USA à Berne sur l'intention du gouvernement américain d'envoyer en Suisse et dans divers pays américains une commission chargée d'enquêter sur les fonctionnaires américains travaillant dans les organisations internationales. Opposition suisse. Affaire du Guatemala.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 1, 2, 23, 31, 43, 45, 62, 63, 69, 72, 88, 90, 107.			

## II.13.3. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

10	19.6.1952 No	DPF	Problèmes liés à l'intention des USA d'élever les tarifs sur les montres suisses importées. Craintes suisses concernant l'adoption de contingents.
18	15.8.1952 L	Washington (Bruggmann) au DPF (Petitpierre)	Les propositions de la commission américaine des tarifs relatives à l'augmentation des taxes sur les montres sont refusées. La Légation de Suisse est intervenue auprès des autorités américaines pour provoquer ce refus.
82	29.12.1953 L	DPF (Petitpierre) à Washington (Bruggmann)	Entretien avec M. Vaucher, président de la Fédération horlogère suisse et S. de Coulon, conseiller aux Etats, au sujet de la politique américaine d'importation des montres et des «attaques» menées contre l'industrie horlogère suisse par les USA.
117	20.7.1954 ACF	Conseil fédéral	Arrêté fédéral relatif à la question de la dispense des citoyens suisses d'accomplir le service militaire américain. Les Suisses qui ne veulent pas devenir américains doivent pouvoir résider aux USA, même par périodes, sans devoir accomplir un service militaire actif.
118	28.7.1954 No	DPF (Petitpierre)	Entretien avec Miss Willis, Ambassadeur des USA à Berne, au sujet de la majoration des droits de douane américains sur les produits de l'industrie horlogère. Protestations suisses.
130	20.10.1954 No	DPF (Petitpierre)	Entretien avec Miss Willis, Ambassadeur des USA à Berne, au sujet de la législation antitrust. Des enquêtes sont ouvertes aux USA contre des importateurs de montres suisses et des entreprises ayant leur siège en Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
136	1. 12. 1954 T	Washington (Bruggmann) au DPF	Entretien du Ministre de Suisse Bruggmann avec le Secrétaire d'Etat Dulles au sujet d'une augmentation de la taxe douanière sur les montres. Par cette nouvelle taxe, certaines montres suisses devraient être vendues trois fois plus cher. La Suisse a le sentiment que les Etats-Unis planifient une réduction importante de l'importation de montres.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 13, 21, 23, 24, 59, 108.			

## II.14. ÉTHIOPIE

91	14. 3. 1954 L	Addis Abeba (Graven) au DPF (Petitpierre)	Rapport du Prof. Jean Graven sur la situation en Ethiopie et des possibilités pour la Suisse de s'y développer. Graven annonce le voyage de l'Empereur en Europe et conseille à la Suisse de l'inviter. Son intervention provoque une réaction positive à Berne, qui aboutira à la venue du Négus.
----	------------------	---	--

## II.15.1. FRANCE – RELATIONS POLITIQUES

2	5. 5. 1952 L	Paris (von Salis) au DPF (Petitpierre)	M. Robert Schuman exprime sa préoccupation au sujet de l'évolution des relations franco-allemandes: les problèmes de la Sarre et de la Communauté européenne de défense. Il évoque aussi l'attitude des Occidentaux à l'égard de l'URSS.
83	6. 1. 1954 N	Paris (von Salis) au Ministère fran- çais des Affaires étrangères	Note du Ministre de Suisse au Ministre des Affaires étrangères français, Georges Bidault, présentant la position de la Suisse au sujet des citoyens suisses (mineurs) enrôlés dans la Légion étrangère.
<i>Cf. aussi:</i> N°s 31, 38, 69, 73, 101, 113.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## II.15.2. FRANCE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

19	18. 8. 1952 P	DPF au Conseil fédéral	Proposition du DPF pour la dénonciation, avant le 30 août 1952, de l'accord financier franco-suisse du 16 novembre 1945. Cette dénonciation intervient en raison des charges excessives que l'application de cet accord impose à la Confédération. Les autorités fédérales veulent négocier un nouvel accord afin d'éviter que le trafic réglementé des paiements ne soit trop endetté par des opérations exécutées hors de son cadre.
22	26. 8. 1952 L	DFP (Zehnder) au DFPCF (Kunz)	Précisions données par Zehnder au Directeur de l'Office fédéral des transports, Robert Kunz, au sujet du projet d'emprunt du Ministre français des Finances, Antoine Pinay. Réticences de Zehnder à accéder à la demande de l'Office fédéral des transports d'ajouter des contre-prestations.
44	5. 2. 1953 P	DFJP au Conseil fédéral	Proposition du DFJP: historique, plan et proposition pour la question des permis de travail entre la Suisse et la France.
113	23. 6. 1954 R	DPF (Petitpierre)	Entretien entre Petitpierre et Mendès-France avant la rencontre de ce dernier avec Zhou Enlai. La discussion porte sur l'Indochine, l'OECE, la situation économique de la France, l'aide financière suisse et le commerce Est-Ouest.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 4, 36, 56.			

## II.16.1. GRANDE-BRETAGNE – RELATIONS POLITIQUES

5	9. 6. 1952 L	Londres (de Torrenté) au DPF (Zehnder)	Le Ministre de Suisse a remis au Ministre britannique des Affaires étrangères, Eden, un mémorandum sur la livraison de moteurs saphire. La réponse du gouvernement britannique a tardé du fait que, dans un autre Etat de l'OTAN également intéressé par ces moteurs, des informations secrètes ont filtré.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 30, 53, 75, 94.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## II.16.2. GRANDE-BRETAGNE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

121	19. 8. 1954 No	DPF (Zehnder)	L'Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berne appuie auprès des autorités suisses la demande américaine relative au commerce est-ouest. Il est exigé de la Suisse qu'elle applique avec plus de rigidité encore les nouvelles listes et surveille mieux le transit.
137	7. 12. 1954 L	DPF (Petitpierre) au DMF (Kobelt)	M. Petitpierre est défavorable à l'utilisation de l'UEP par la Suisse pour le règlement de l'achat de chars «Centurion» à la Grande-Bretagne.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 5, 126.			

## II.17.1. GUATEMALA

112	22. 6. 1954 L	New York (Lindt) au DPF (Micheli)	Affaire du Guatemala aux Nations-Unies. Les Etats-Unis font pression pour que la plainte soit rejetée par l'Union Panaméricaine, ce qui provoque de l'irritation au sein de l'ONU.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 111, 144.			

## II.17.2. GUATEMALA – RELATIONS POLITIQUES

144	28. 2. 1955 L	DPF (Petitpierre) au DFJP (Feldmann)	L'ancien Président du Guatemala, J. Arbenz, sollicite auprès de la Police fédérale des étrangers une prolongation de son permis de séjour. Hésitations des autorités suisses sur la décision à prendre.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 68, 108, 111, 115.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## II.18. INDE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

34	7. 11. 1952 No	New Dehli (Campiche) au DFEP	Le Ministre Grässli et le Ministre indien Krishnamachari du Commerce et de l'Industrie discutent sur le commerce de différents articles, comme les montres, les textiles, les colorants et les produits pharmaceutiques.
----	-------------------	------------------------------------	--

## II.19. INDOCHINE – RELATIONS POLITIQUES

38	15. 12. 1952 No	DPF (Decroux) à Petitpierre	Historique de la question du refus de la Suisse de reconnaître les trois Etats associés à la France: Viet-Nam, Laos et Cambodge.
73	15. 10. 1953 RP	Paris (von Salis) au DPF (Petitpierre)	Mendès-France exprime son point de vue sur l'indépendance inévitable des peuples colonisés et sur les dirigeants indigènes qui doivent pouvoir s'imposer.
<i>Cf. aussi: N<sup>os</sup> 107, 110, 124.</i>			

## II.20. IRAN – RELATIONS POLITIQUES

68	23. 8. 1953 RP	Téhéran (Escher) au DPF (Petitpierre)	Le Ministre de Suisse à Téhéran rend compte des événements qui ont conduit au coup d'Etat contre Mossadegh.
<i>Cf. aussi: N<sup>o</sup> 75.</i>			

## II.21. IRAQ – RELATIONS POLITIQUES

148	10. 3. 1955 RP	Bagdad (Kappeler) au DPF (Petitpierre)	Le Ministre de Suisse à Beyrouth rend compte de la signature du pacte irako-turc et des réactions internationales.
-----	-------------------	---	--

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## II.22.1. ISRAËL – RELATIONS POLITIQUES

66	13. 7. 1953 L	Tel-Aviv (Seifert) au DPF (Zehnder)	Visite du Directeur général du Ministère israélien des Affaires étrangères, Eytan, auprès du Ministre de Suisse à Tel-Aviv, Seifert. Eytan aimerait connaître la position suisse au sujet du transfert du M. A. E. de Tel-Aviv à Jérusalem.
<i>Cf. aussi:</i> N° 108.			

## II.22.2. ISRAËL – RELATIONS ÉCONOMIQUES

122	23. 8. 1954 L	Tel-Aviv (Cuénoud) au DFEP (Hotz)	Intérêt d'Israël à la conclusion d'un accord économique avec la Suisse. Opinion négative du Chargé d'Affaires a. i. à la Légation de Suisse à Tel-Aviv, quant à l'opportunité d'un accord. Il y voit «plus d'inconvénients que d'avantages».
-----	------------------	---	--

## II.23.1. ITALIE – RELATIONS POLITIQUES

47	19. 2. 1953 L	Rome (Celio) au DPF (Petitpierre)	Prise de position du Ministre de Suisse à Rome au sujet de la transformation de certaines légations à Berne en ambassades et mise en relief de l'importance de l'Italie pour l'économie suisse dans le cadre de l'élévation de la Légation d'Italie à Berne au rang d'Ambassade.
48	19. 2. 1953 PV	Commission du Conseil national	Une commission spéciale du Conseil national se prononce en faveur de la ratification de l'accord concernant la rectification de la frontière italo-suisse au Val di Lei et au Kriegalppass. Des raisons militaires s'opposaient à la ratification d'un tel accord, le DMF exigeant que l'emplacement d'une digue soit sur territoire suisse.
77	19. 11. 1953 RP	Rome (Celio) au DPF (Petitpierre)	Après avoir décrit les importants débats sur Trieste à la Chambre italienne des députés, le Ministre de Suisse à Rome dresse un constat concernant la conférence du professeur Colonnetti sur la création du Centre de physique nucléaire à Genève (CERN).



N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
103	20. 5. 1954 L	DPF (Zehnder) à Washington (Bruggmann)	Le chef de la Division des Affaires politiques du DPF s'oppose aux projet de l'historien Rudolf von Albertini, qui désire consulter les microfilms américains des documents d'archives italiens concernant les rapports avec la Suisse pendant la période du fascisme et de la Seconde Guerre mondiale.
116	6. 7. 1954 No	DFJP	Remarques au sujet des délibérations de la commission consultative italo-suisse du 28 juin au 1 <sup>er</sup> juillet 1954: problèmes liés aux contrats de travail des immigrés italiens et au regroupement des familles.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 65, 69, 92, 101.			

## II.23.2. ITALIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

52	16. 3. 1953 P	DDFD au Conseil fédéral	Les avoirs de la Confédération en Italie. Décision du Conseil fédéral d'approuver les crédits de 6,5 et 4 millions de liras en faveur des écoles suisses de Florence et de Rome.
65	2. 7. 1953 L	Rome (Celio) au DPF (Petitpierre)	Résumé d'un entretien avec A. De Gasperi au sujet du contentieux qui oppose la Suisse et l'Italie concernant l'application en Italie de l'impôt extraordinaire sur la fortune.
92	18. 3. 1954 RP	Rome (Celio) au DPF (Petitpierre)	L'octroi d'un prêt de 100 millions de francs de la part d'un consortium bancaire suisse à l'Institut italien du crédit moyen (Mediocrito) suscite de nombreux échos favorables dans la presse et les milieux officiels italiens. Le prêt est également salué par les instances américaines présentes dans la capitale italienne.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 26, 47, 56, 64.			

## II.24. JAPON – RELATIONS POLITIQUES

60	25. 4. 1953 L	DPF (von Graffenried) à Tokyo (Hohl)	Aperçu des problèmes qui se posent lors des négociations entre le Japon et la Suisse concernant les compensations de guerre.
----	------------------	--	--

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## II.25. MAROC – RELATIONS POLITIQUES

100	11. 5. 1954 RP	Paris (von Salis) au DPF	Voyage au Maroc du Ministre de Suisse à Paris. Rapport sur la situation de la colonie suisse, sur la situation du Maroc français et espagnol, sur une visite de la base d'aviation américaine, sur la politique française et ses faiblesses.
-----	-------------------	-----------------------------	--

## II.26. PHILIPPINES – RELATIONS ÉCONOMIQUES

21	23. 8. 1952 CR	DFEP (Töndury)	Le président de la chambre de commerce philippine veut réduire la dépendance économique de son pays envers les Etats-Unis d'Amérique. Il est prêt de prendre des mesures pour que les importations suisses augmentent.
----	-------------------	-------------------	--

## II.27.1. PORTUGAL

120	10. 8. 1954 L	DPF aux DFEP (Rubattel), DFI (Etter), DFJP (Feldmann), DMF (Kobelt), DFFD (Streuli) et DFPCF (Escher)	Le Portugal s'adresse à la Suisse lors du conflit avec New Dehli sur les possessions portugaises en Inde, pour que la Suisse fasse une démarche officielle auprès du gouvernement indien. Le Portugal désire également que la Suisse envoie des observateurs en Inde. Les raisons du rappel du Vice-consul français, A. Lhotte, sont également mentionnées dans ce texte.
-----	------------------	---	---

## II.27.2. PORTUGAL – RELATIONS ÉCONOMIQUES

50	5. 3. 1953 No	Lisbonne (Brunner) au DPF (Petitpierre)	Possibilités d'investissements suisses dans les possessions africaines du Portugal, comme l'Angola et le Mozambique.
----	------------------	---	--

## II.28. PROCHE ET MOYEN-ORIENT

14	1. 7. 1952 RP	Beyrouth (Kappeler) au DPF (Petitpierre)	Intervention des Etats arabes en faveur des mouvements d'émancipation en Tunisie et au Maroc devant l'Assemblée générale des Nations Unies.
----	------------------	---	---

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
138	10. 12. 1954 No	DPF	Historique de l'affaire des entreprises suisses placées sur une liste noire par la Ligue arabe.
<i>Cf. aussi:</i> N° 98.			

## II.29. RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE – RELATIONS POLITIQUES

42	15. 1. 1953 No	DPF	Etat de la question de la suppression par les autorités de la RDA du bureau à Berlin-Est de la Délégation suisse à Berlin.
94	31. 3. 1954 L	Londres (de Torrenté) au DPF (Petitpierre)	Rapport du Ministre de Suisse sur l'attitude des Puissances alliées de l'Ouest à propos de la souveraineté de la RDA.
96	9. 4. 1954 No	DPF (Petitpierre)	Entretien de Petitpierre avec le Ministre d'Allemagne à Berne, Holzzapfel. La question de la reconnaissance de la RDA est l'objet de l'entretien. La RFA souhaite que la Suisse ne reconnaisse pas la RDA.
102	17. 5. 1954 No	DPF	Schnyder résume la question des relations avec la RDA et expose celle des représentations commerciales dans les pays respectifs.
<i>Cf. aussi:</i> Nos 69, 84.			

## II.30.1. RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE – RELATIONS POLITIQUES

3	26. 5. 1952 RP	Cologne (Huber) au DPF (Petitpierre)	A la suite de la signature du Traité sur la CED à Paris, la RFA acquiert pratiquement sa pleine souveraineté interne et externe. Demeure le problème de la division de l'Allemagne en deux Etats.
37	3. 12. 1952 L	DFJP (Feldmann) au DPF (Petitpierre)	Entretien du Conseiller fédéral Feldmann avec le Ministre de RFA, Holzzapfel, au sujet des espions allemands arrêtés en Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale.
84	9. 1. 1954 RP	Cologne (Huber) au DPF (Petitpierre)	La politique extérieure, intérieure et économique de la RFA après les dernières élections.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
132	6. 11. 1954 R	DFJP	La question de l'obligation de reprendre des étrangers de pays tiers est un des points les plus importants dans les négociations entre les délégations suisse et allemande.
139	15. 12. 1954 L	DPF (Zehnder) à Cologne (Huber)	Les autorités suisses ont examiné les interdictions d'entrée des citoyens allemands qui ont un passé national-socialiste, et mise en œuvre d'un allègement de la pratique des autorisations d'entrée.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 2, 26, 27, 69, 94, 96, 150.			

## II.30.2. RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

4	3. 6. 1952 L	DFJP à la Représentation des intérêts allemands en Suisse (Frölicher)	Rothmund estime que la position et les tâches du chef de la Représentation des intérêts allemands en Suisse n'ont pas été définies de façon claire.
28	2. 10. 1952 Rj	DPF au Conseil fédéral	Le DPF prend position au sujet de l'accord relatif au règlement des dettes de l'ancien Reich à l'égard de la Suisse; il ne faut pas oublier les aspects politiques.
36	24. 11. 1952 No	Commission des Affaires étrangères du Conseil des Etats	Au sujet de l'aide accordée aux ressortissants respectifs, il s'agit de rembourser les frais engagés par chacun des Etats. L'accord germano-suisse prévoit le remboursement des frais sur cette base.
58	24. 4. 1953 L	Délégué du Conseil fédéral pour des missions spéciales (Stucki) à Cologne (Huber)	Négociations au sujet des crédits en faveur du développement de la métallurgie et de la sidérurgie en Allemagne de l'Ouest: conditions suisses pour les importations et désignation des fournisseurs allemands.
80	18. 12. 1953 R	DPF	Rapport sur la négociation en vue d'une convention sur la double imposition avec la RFA ainsi que sur d'autres aspects des relations germano-suisse.
106	31. 5. 1954 No	Cologne	Pour les prochaines négociations avec la RFA, la Suisse aimerait établir le bilan des dommages à réparer de la période nazie d'avant-guerre et clarifier d'autres questions de nature juridique et financière.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 26, 64, 84, 89.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## II.31. ROUMANIE – RELATIONS POLITIQUES

146	7. 3. 1955 R	DPF	Communication aux représentations diplomatiques et consulaires au sujet de l'agression et de l'occupation de la Légation de Roumanie à Berne (15–16. 2. 1955)
-----	-----------------	-----	---

## II.32. SUÈDE – RELATIONS POLITIQUES

29	6. 10. 1952 No	DPF (Petitpierre)	Petitpierre constate que la Suède adopte une autre position à l'égard de la CECA du fait qu'elle produit du fer et de l'acier. Au sujet de la mission de contrôle des Neutres en Corée, la Suède détient d'autres conditions en tant que membre de l'ONU; elle a une plus grande marge de manœuvre que la Suisse qui doit prendre en compte sa neutralité.
128	6. 10. 1954 L	DPF (Petitpierre) à New York (Lindt)	Petitpierre est d'accord avec la démarche du Ministre suédois des Affaires étrangères, Undén, faite devant la Commission politique de l'ONU en vue de mettre un terme à l'engagement suédois au sein de la Commission des Neutres en Corée. Il faut éviter que l'ONU prolonge le mandat de cette commission de façon indéterminée.
131	30. 10. 1954 L	Stockholm (Daeniker) au DPF (Petitpierre)	Entretien avec le Ministre des Affaires étrangères, Undén: ne pas s'attendre à une décision de l'ONU sur le maintien de la Suède et de la Suisse au sein de la Commission de contrôle des Neutres en Corée. La Suède ne souhaite pas s'éterniser dans cette commission.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 1, 69, 129.			

## II.33. THAÏLANDE – RELATIONS POLITIQUES

11	21. 6. 1952 RP	Bangkok (Christinger) au DPF	Le chargé d'Affaires a. i. à Bangkok porte un jugement critique sur la présence américaine dans le Sud-est de l'Asie.
----	-------------------	------------------------------------	---

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## II.34. TUNISIE – RELATIONS POLITIQUES

143	28. 1. 1953 R	Tunis (Guillaume) à Paris (von Salis)	Voyage de service du Consul suisse auprès de deux familles suisses; reprise du combat par les fellagas; les colons français commencent à quitter le pays de même que les colons suisses; la Suisse bénéficie en Tunisie d'une indiscutable popularité; la présence de quelque 50000 soldats français calme les esprits; inquiétude des Suisses de voir la justice passer en mains tunisiennes.
-----	------------------	--	--

*Cf. aussi:* N°s 14, 120.

## II.35. UNION SOVIÉTIQUE – RELATIONS POLITIQUES

53	20. 3. 1953 L	New York (Lindt) au DPF (Petitpierre)	L'observateur suisse auprès des Nations Unies, Lindt, commente la mort de Staline et les conséquences du changement de pouvoir à Moscou.
55	11. 4. 1953 RP	Moscou (Gorgé) au DPF (Petitpierre)	Rapport du Ministre de Suisse à Moscou sur la visite auprès du Ministre des Affaires étrangères, Molotov.
79	4. 12. 1953 L	New York (Lindt) au DPF (Petitpierre)	L'observateur suisse auprès des Nations Unies, Lindt, commente la question de l'URSS et de la neutralité, des exportations de matériel de guerre aux Etats occidentaux et le commerce Est-Ouest.
104	28. 5. 1954 No	DPF (Petitpierre)	Compte rendu d'un entretien de Petitpierre avec le Ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Molotov.
109	10. 6. 1954 L	Rome (Celio) au DPF (Zehnder)	Le Ministre de Suisse à Rome rend compte de son entretien avec l'Ambassadeur soviétique à Rome, Bogomolov: la neutralité suisse a été traitée.
134	23. 11. 1954 PV	Commissions des Affaires étrangères du Conseil national et du Conseil des Etats	Procès-verbal d'une séance des commissions des Affaires étrangères des Chambres fédérales au sujet de la note soviétique du 13. 11. 1954: invitation à une conférence sur la sécurité collective en Europe et réponse du Conseil fédéral.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
135	24. 11. 1954 N	Moscou (de Haller) au Ministère des Affaires étrangères soviétique	Réponse du Conseil fédéral à la note soviétique du 13. 11. 1954 au sujet de l'invitation à une conférence internationale sur la sécurité en Europe.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 2, 3, 23, 31, 33, 46, 69, 78, 84, 88, 98, 102.			

## II.36. VENEZUELA – RELATIONS ÉCONOMIQUES

51	12. 3. 1953 L	Caracas (Fuchss) au DFEP (Hotz)	Détails sur la conclusion d'un contrat entre le gouvernement vénézuélien et les entreprises Emeg AG et Albiswerk Zurich AG concernant le développement du réseau téléphonique.
61	21. 5. 1953 L	Caracas (Fuchss) au DFEP (Hotz)	Les différents projets d'investissements suisses au Venezuela. Affaire Emeg SA. Informations sur la nature du nouveau gouvernement vénézuélien. Le directeur de la Compagnie suisse de réassurances donne des informations au sujet d'éventuelles fraudes lors des élections présidentielles de l'automne 1952.

## II.37. VIETNAM – RELATIONS ÉCONOMIQUES

151	29. 3. 1955 L	Saigon (Studer) au DFEP (Schaffner)	Entretien entre le Vice-consul suisse, J. Studer, et le Chef du Service des programmes économiques au Ministère de l'Economie nationale du Vietnam sur l'avenir des relations commerciales entre les deux pays.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 37, 85, 111.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## III. RELATIONS MULTILATÉRALES

## III.1.1. LA SUISSE ET L'EUROPE

41	15.1.1953 R	DPF (Petitpierre)	Petitpierre exprime le point de vue suisse au sujet de l'intégration européenne (CECA, CED, etc.): il est superflu de créer des organisations européennes nouvelles.
43	31.1.1953 R	DPF	La politique de neutralité interdit à la Suisse de participer à une communauté politique ainsi qu'à la CECA. La Suisse prendra part à la coopération intergouvernementale dans les domaines de l'agriculture et de la santé.
<i>Cf. aussi:</i> Nos 1, 33.			

III.1.2. LA SUISSE ET LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON  
ET DE L'ACIER

39	19.12.1952 No	DFEP (Hotz) à Rubattel et au DPF (Petitpierre)	Entrée en vigueur de la CECA et conséquences pour la Suisse.
49	2.3.1953 No	DPF (Petitpierre)	Entretien des Conseillers fédéraux Rubattel et Petitpierre avec Spierenburg, membre de la Haute Autorité de la CECA: possibilité de coordination avec les Etats non-membres. Spierenburg se prononce contre l'accord Suetens-Hotz sur la clause de la nation la plus favorisée.
<i>Cf. aussi:</i> Nos 6, 41, 43, 55, 58, 86, 95, 115, 118, 135.			

## III.2. LA SUISSE ET L'ONU

57	24.4.1953 L	New York (Lindt) au DPF (Micheli)	L'observateur suisse auprès des Nations Unies, Lindt, commente la position suisse à l'égard de l'ONU.
62	10.6.1953 L	New York (Lindt) au DPF (Petitpierre)	L'observateur suisse auprès des Nations Unies, Lindt, expose l'activité politique du Secrétaire général Hammarskjöld.



N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
90	12.3.1954 No	DPF (Micheli) à Petitpierre	Les Etats-Unis soulèvent la question du droit de vote des Etats non-membres mais représentés par des observateurs dans la Commission économique pour l'Europe. La Suisse risque d'être dans une position moins indépendante et cherche à dissuader les Américains de poursuivre leur idée.
98	23.4.1954 L	New York (Lindt) au DPF (Petitpierre)	L'observateur suisse auprès des Nations Unies, Lindt, rend compte d'un entretien avec le Secrétaire général de l'ONU, Hammarskjöld, sur la politique des Grandes Puissances occidentales à l'égard de l'URSS.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 7, 23, 31, 45, 69, 107, 108, 111, 119, 128, 129, 131.			

### III.3. LA SUISSE ET LES ORGANISATIONS SPÉCIALISÉES DES NATIONS UNIES

78	20.11.1953 No	DPF	Position de Petitpierre sur l'entrée de l'URSS à l'organisation internationale du Travail.
111	15.6.1954 L	New York (Lindt) au DPF (Zehnder)	Rapport d'un voyage de 10 jours en Amérique centrale. Lindt analyse la situation générale en Amérique centrale et son rapport se concentre surtout sur la situation politique et économique au Guatemala.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 43, 90, 112, 125.			

### III.4. LA SUISSE ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES GOUVERNEMENTALES

35	10.11.1952 No	DPF	Etude interne sur les conséquences de l'établissement à Genève de l'Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire (CERN). Pas de risques que la Suisse soit attaquée à cause de la présence du CERN, car ses travaux sont uniquement scientifiques.
<i>Cf. aussi:</i> N° 90.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

### III.5. LA SUISSE ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES

33	7. 11. 1952 No	DPF (Micheli) à Petitpierre	Selon Rothmund, l'organisation «Europe libre» poursuit des buts politiques dans sa lutte contre le communisme. Elle veut former des cadres qui pourraient être engagés après la libération de la Russie et de l'Europe de l'Est.
46	16. 2. 1953 No	DPF (Petitpierre)	La décision négative du Conseil fédéral au sujet d'une réunion du congrès juif mondial a choqué Goldmann et l'Agence juive. Il argumente en faveur de la réunion qui devrait se tenir en Suisse.

## IV. ACTIVITÉS ET POLITIQUES ÉCONOMIQUES

### IV.1. COMMERCE EST-OUEST

1	1. 5. 1952 L	DPF (Zehnder) à Stockholm (Daeniker)	Les objets de discussion entre la Suisse et la Suède: la situation suisse dans le cadre du commerce Est-Ouest, la représentation suisse à l'OECE et à l'UEP et la politique de l'OECE ainsi que l'achat de matériel de guerre par la Suisse aux USA.
124	26. 8. 1954 R	DPF (Zehnder) aux DFEP (Schaffner), DPF (von Graffenried) et Vorort (Homerger)	La Suisse a conclu le Gentlemen's agreement pour ne pas apparaître comme profiteuse de guerre. Après la fin de la guerre en Corée et en Indochine et des mesures de rationnement et de contrôle des matières premières, les conditions du blocus ne se justifient plus. La Suisse s'en tiendra au courant normal bien qu'elle pourrait prendre des mesures de façon indépendante.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 7, 25, 79, 113, 121.			

### IV.2. RELATIONS FINANCIÈRES GÉNÉRALES

40	12. 1. 1953 L	DPF à Washing- ton (Bruggmann)	Les investissements suisses à l'étranger. Réactions concernant un article paru dans le New York Times.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 76, 92, 99.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

#### IV.3. EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS D'ARMES ET DE MATÉRIEL DE GUERRE

7	12. 6. 1952 P	DPF (Petitpierre) au Conseil fédéral	Document de réflexion sur la politique de neutralité et l'exportation de matériel de guerre.
13	25. 6. 1952 L	DPF (Petitpierre) au Conseil fédéral	Entretien de Petitpierre avec Bührlé au sujet des conditions de l'exportation de matériel de guerre.
30	10. 10. 1952 PVCF-D	Conseil fédéral	Après la chute du Roi Farouk, le Conseil fédéral décide de suspendre les exportations de matériel de guerre vers l'Egypte. Les commandes en cours seront livrées par étapes. Il faut introduire des contingents.
59	25. 4. 1953 No	DMF	Discussion entre les autorités fédérales (DPF, DMF) et les fabriques d'armes (Oerlikon, Hispano, SIG) au sujet du contingentement des exportations.
89	6. 3. 1954 P	DPF au Conseil fédéral	Sur la base d'informations de presse à propos du rôle d'intermédiaire de l'entreprise Octogon, le Conseil fédéral refuse l'autorisation pour l'exportation en Allemagne fédérale de 46 canons anti-aériens d'Hispano-Suiza. L'Allemagne intervient pour confirmer que les armes ne serviront qu'à la défense des frontières et rivages.
108	3. 6. 1954 No	DPF (Zehnder) à Petitpierre et von Graffenried	Entretien avec l'Ambassadeur des Etats-Unis à Berne, Willis. Celle-ci regrette la fourniture de munitions au Guatemala.
<i>Cf. aussi: N° 79.</i>			

#### IV.4. TRANSIT ET TRANSPORTS

101	17. 5. 1954 No	DPF	Mise en perspective du projet de tunnel du Mont-Blanc et de celui du Grand-Saint-Bernard: les milieux économiques suisses intéressés par les deux projets.
-----	-------------------	-----	--

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## IV.5. ENERGIE ET MATIÈRES PREMIÈRES

88	12. 2. 1954 No	DPF (Petitpierre)	Entretien entre Petitpierre, Kobelt, Scherrer, Boveri et Speiser au sujet du discours d'Eisenhower proposant un pool international pour l'atome et l'utilisation de l'énergie atomique à des fins civiles et pacifiques.
126	9. 9. 1954 PVCF-D	DPF au Conseil fédéral	Le Conseil fédéral a décidé de se procurer de l'uranium à des fins civiles, au Congo belge; l'uranium sera traité en Grande-Bretagne. La signature du contrat doit être effectuée rapidement du fait qu'elle a déjà été rendue publique en Belgique.
145	2. 3. 1955 L	Washington (de Torrenté) au DPF	Problème de la collaboration avec les USA dans le domaine de l'énergie atomique. Vers un éventuel accord bilatéral.
<i>Cf. aussi:</i> N° 35.			

## V. MOUVEMENTS MIGRATOIRES

## V.1. POLITIQUE SUISSE FACE AUX ÉTRANGERS

56	14. 4. 1953 No	DFJP	Note sur la situation du marché de l'emploi et les tendances de son développement. Mesures qui pourraient être prises contre un envahissement par les étrangers du marché de l'emploi.
64	19. 6. 1953 PV	DPF	Discussion au sujet de la suppression du visa entre l'Allemagne et la Suisse et d'autres Etats. Subsiste la question des «indésirables» tels qu'extrémistes de droite et les communistes. La décision est reportée.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 116, 132, 139.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## V.2. POLITIQUE FÉDÉRALE À L'ÉGARD DES SUISSES DE L'ÉTRANGER

123	23.8.1954 Rj	DFFD au Conseil fédéral	Le Département des Finances et des Douanes soutient la continuation de l'aide aux Suisses de l'étranger lésés par la deuxième guerre mondiale. Mais il est contre l'utilisation des 121,5 Mio. FS provenant de l'accord de Washington et propose d'autres solutions.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 12, 28, 80, 106, 117.			

## VI. ACTIVITÉS HUMANITAIRES

## VI.1. DOCUMENTATION GÉNÉRALE SUR LES ACTIVITÉS HUMANITAIRES

119	28. 7. 1954 CR	DPF (Petitpierre) à Micheli	Compte rendu d'un entretien avec le député belge Scheyven au sujet de la création d'un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique des pays sous-développés.
147	9. 3. 1955 R	DPF (Micheli) au DFFD (Iklé)	Les actions prévues par l'Aide suisse en Europe en 1955.
<i>Cf. aussi:</i> N° 16.			

## VI.2. RELATIONS AVEC LE CICR

16	22. 7. 1952 L	Londres (de Torrenté) au DPF (Petitpierre)	Dans le cadre de la Conférence de Toronto sur l'Extrême-Orient, les délégués de la Croix-Rouge des pays communistes prévoient d'attaquer le CICR à cause de son rôle dans le conflit de Corée. Position britannique.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 55, 63, 85.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## VII. POLITIQUE DE SÉCURITÉ

## VII.1. DOCUMENTATION GÉNÉRALE SUR LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ

9	18. 6. 1952 L	DMF (Kobelt) au Conseil fédéral	Après consultation du DPF, les autorités militaires ont entrepris des démarches auprès des organisations économiques afin d'autoriser en cas de guerre la sortie à l'étranger de dirigeants importants de l'économie, pour qu'ils puissent intervenir en faveur des intérêts de leurs firmes et de l'intérêt économique du pays. Une telle mesure ne recevrait pas l'appui de l'opinion publique.
24	9. 9. 1952 T	DPF (Petitpierre) à Washington	Le Conseil fédéral demande à la mission technique militaire suisse aux USA de s'en tenir à la discrétion et d'éviter des déclarations publiques.
70	22. 9. 1953 Dir	DMF (Kobelt) aux membres du Conseil fédéral	Projet d'une directive à l'adresse du Général en cas de mobilisation de guerre comportant deux volets. Une partie générale concerne les conditions d'exercice du commandement et de l'attitude du Commandant en chef. Une autre partie stipule la réglementation de la situation de guerre en cas d'attaque.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 1, 27, 31, 35, 48, 134, 137, 139, 142, 145.			

## VII.2. LA SUISSE ET L'OTAN

20	20. 8. 1952 L	DPF (Zehnder) au Délégué du Conseil fédéral auprès de l'OECE (Bauer)	Le gouvernement français a de la peine à offrir des locaux adéquats à l'OTAN. Il est question de libérer à cet effet des locaux occupés par l'OECE. La Suisse demande des éclaircissements à ce propos, car elle craint pour sa neutralité.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 1, 23, 69, 115.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## VIII. QUESTIONS CULTURELLES

## VIII.1. QUESTIONS CULTURELLES GÉNÉRALES

125	*. 9. 1954 No	DPF	Informations sur l'état des relations culturelles de la Suisse avec l'étranger ainsi que sur la prise de position des légations suisses à l'étranger sur ce rapport. Discussion de cette question au sein de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national.
-----	------------------	-----	---

## VIII.2. LA PRESSE ET LES MÉDIAS

87	12. 2. 1954 No	DPF (Petitpierre) à Dubois	Le Conseil fédéral charge Petitpierre de faire une démarche auprès de l'Agence télégraphique suisse pour lui demander de ne pas donner de comptes rendus trop substantiels sur les conférences données en Suisse par des diplomates étrangers.
<i>Cf. aussi:</i> N <sup>os</sup> 32, 46, 115.			

## IV. THEMATISCHES VERZEICHNIS DER DOKUMENTE

*Übersicht über das thematische Verzeichnis der Dokumente*

I.	GRUNDLAGEN DER AUSSEN- UND NEUTRALITÄTSPOLITIK.....	LXXXVI
I.1.	Allgemeine Aussenpolitik .....	LXXXVI
I.2.	Offizielle Neutralitätspolitik .....	LXXXVI
I.3.	Die schweizerische Aussenpolitik in den eidgenössischen Behörden .....	LXXXVII
I.4.	Die Vertretung fremder Interessen .....	LXXXVII
I.5.	Die guten Dienste .....	LXXXVII
I.6.	Die Schweiz und die Entkolonialisierung .....	LXXXVIII
II.	BILATERALE BEZIEHUNGEN .....	LXXXVIII
II.1.1.	Ägypten – Politische Beziehungen .....	LXXXVIII
II.1.2.	Ägypten – Wirtschaftsbeziehungen .....	LXXXIX
II.2.	Äthiopien .....	LXXXIX
II.3.	Algerien – Politische Beziehungen .....	LXXXIX
II.4.1.	Argentinien – Politische Beziehungen .....	LXXXIX
II.4.2.	Argentinien – Wirtschaftsbeziehungen .....	LXXX
II.5.	Bolivien – Wirtschaftsbeziehungen .....	LXXX
II.6.	Brasilien – Wirtschaftsbeziehungen .....	LXXXI
II.7.1.	Bundesrepublik Deutschland – Politische Beziehungen ...	LXXXI
II.7.2.	Bundesrepublik Deutschland – Wirtschaftsbeziehungen ..	LXXXII
II.8.1.	China – Politische Beziehungen .....	LXXXIII
II.8.2.	China – Wirtschaftsbeziehungen .....	LXXXIII
II.9.	Deutsche Demokratische Republik – Politische Beziehungen .....	LXXXIII
II.10.1.	Frankreich – Politische Beziehungen .....	LXXXIV
II.10.2.	Frankreich – Wirtschaftsbeziehungen .....	LXXXIV
II.11.1.	Grossbritannien – Politische Beziehungen .....	LXXXV
II.11.2.	Grossbritannien – Wirtschaftsbeziehungen .....	LXXXV
II.12.1.	Guatemala .....	LXXXVI
II.12.2.	Guatemala – Politische Beziehungen .....	LXXXVI
II.13.	Indien – Wirtschaftsbeziehungen .....	LXXXVI
II.14.	Indochina – Politische Beziehungen .....	LXXXVII
II.15.	Irak – Politische Beziehungen .....	LXXXVII
II.16.	Iran – Politische Beziehungen .....	LXXXVII
II.17.1.	Israel – Politische Beziehungen .....	LXXXVII
II.17.2.	Israel – Wirtschaftsbeziehungen .....	LXXXVIII
II.18.1.	Italien – Politische Beziehungen .....	LXXXVIII
II.18.2.	Italien – Wirtschaftsbeziehungen .....	LXXXIX
II.19.	Japan – Politische Beziehungen .....	LXXXIX
II.20.1.	Kolumbien – Politische Beziehungen .....	XC



II.20.2.	Kolumbien – Wirtschaftsbeziehungen .....	XC
II.21.	Korea .....	XC
II.22.	Kuba .....	XCI
II.23.	Marokko – Politische Beziehungen .....	XCI
II.24.	Naher und Mittlerer Osten .....	XCI
II.25.1.	Österreich – Politische Beziehungen .....	XCI
II.25.2.	Österreich – Wirtschaftsbeziehungen .....	XCII
II.26.	Philippinen – Wirtschaftsbeziehungen .....	XCII
II.27.1.	Portugal .....	XCII
II.27.1.	Portugal – Wirtschaftsbeziehungen .....	XCII
II.28.	Rumänien – Politische Beziehungen .....	XCIII
II.29.	Schweden – Politische Beziehungen .....	XCIII
II.30.	Spanien – Politische Beziehungen .....	XCIV
II.31.	Südafrika – Wirtschaftsbeziehungen .....	XCIV
II.32.	Thailand – Politische Beziehungen .....	XCIV
II.33.	Tunesien – Politische Beziehungen .....	XCIV
II.34.	UdSSR – Politische Beziehungen .....	XCV
II.35.1.	USA .....	XCV
II.35.2.	USA – Politische Beziehungen .....	XCVI
II.35.3.	USA – Wirtschaftsbeziehungen .....	XCVI
II.36.	Venezuela – Wirtschaftsbeziehungen .....	XCVII
II.37.	Vietnam – Wirtschaftsbeziehungen .....	XCVII
III.	MULTILATERALE BEZIEHUNGEN .....	XCVIII
III.1.	Die Schweiz und Europa .....	XCVIII
III.1.2.	Die Schweiz und die Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl .....	XCVIII
III.2.	Die Schweiz und die UNO .....	XCVIII
III.3.	Die Schweiz und die Spezialorganisationen der UNO .....	XCIX
III.4.	Die Schweiz und die internationalen Regierungsorganisationen .....	XCIX
III.5.	Die Schweiz und die internationalen Nichtregierungsorganisationen .....	C
IV.	WIRTSCHAFTLICHE AKTIVITÄTEN .....	C
IV.1.	Ost-West-Handel .....	C
IV.2.	Allgemeine Finanzbeziehungen .....	C
IV.3.	Ein- und Ausfuhr von Waffen und Kriegsmaterial .....	CI
IV.4.	Transit und Verkehr .....	CI
IV.5.	Energie und Rohstoffe .....	CII
V.	MIGRATIONSBEWEGUNGEN .....	CII
V.1.	Schweizerische Ausländerpolitik .....	CII
V.2.	Schweizerische Auslandschweizerpolitik .....	CIII
VI.	HUMANITÄRE HILFE .....	CIII
VI.1.	Allgemeine Dokumentation zur Humanitären Hilfe .....	CIII
VI.2.	Beziehungen zum IKRK .....	CIII

THEMATISCHES VERZEICHNIS DER DOKUMENTE

LXXV

VII. SICHERHEITSPOLITIK .....	CIV
VII.1. Allgemeine Dokumentation zur Sicherheitspolitik .....	CIV
VII.2. Die Schweiz und die NATO .....	CIV
VIII. KULTURELLE FRAGEN .....	CV
VIII.1. Allgemeine kulturelle Fragen .....	CV
VIII.2. Presse und Medien .....	CV

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

I. GRUNDLAGEN DER AUSSEN- UND NEUTRALITÄTSPOLITIK  
I.1. ALLGEMEINE AUSSENPOLITIK

23	5. 9. 1952 Vortrag	EPD (Petitpierre) an der Minister- konferenz	Das wichtigste aussenpolitische Prinzip ist die schweizerische Neutralität. Der Antagonismus zwischen den beiden Weltsystemen findet auch in den nationalen Politiken ihren Niederschlag.
45	14. 2. 1953 No	EPD (Micheli)	Haltung der Schweizer Regierung gegenüber der Untersuchung der amerikanischen Regierung betreffend die Funktionäre der internationalen Organisationen in Genf. Die Schweiz bespricht ihr Vorgehen mit den anderen Gastländern internationaler Organisationen.
69	11. 9. 1953 Vortrag	EPD (Petitpierre) an der Minister- konferenz	Die Entwicklung in der UdSSR und der Welt ist nach dem Tod Stalins ungewiss. Die Schweiz hat momentan keine ernsthaften Schwierigkeiten mit einzelnen Staaten.
150	22. 3. 1955 MB	Washington (Rieser) an EMD	Gespräch des Schweizer Gesandten de Torrenté mit Major General Willems vom Nachrichtendienst der US Army über die schweizerische Neutralität. Willems ist der Meinung, dass die Neutralität der Schweiz keine Vorteile mehr bringe.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 47, 86, 97, 115.			

I.2. OFFIZIELLE NEUTRALITÄTSPOLITIK

31	17. 10. 1952 No	EPD (Petitpierre) an Zehnder	Evaluation der im Kriegsfall oder bei einem Angriff auf die Schweiz zu ergreifenden Massnahmen. Nicht in Frage kommt ein vorübergehendes Bündnis mit einem anderen Staat. Die Möglichkeit, mit der ausdrücklichen Anerkennung der Schweizer Neutralität der UNO beizutreten, besteht nicht und dieser Nichtbeitritt wird von der Schweiz auch nicht als Nachteil betrachtet.
97	10. 4. 1954 S	EPD (Zehnder) an Mexico (de Bavier)	Das EPD interveniert um die Veröffentlichung gewisser Dokumente der Schweizer Gesandtschaft in Athen, über deren Rolle während den Verhandlungen zwischen den Deutschen und den Briten über die Übergabe Athens 1944, zu verhindern.

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
127	29. 9. 1954 S	London (Bernath) an EPD (Zehnder)	Professor Carl Ludwig schreibt der Schweizer Gesandtschaft in London, um vom Foreign Office die Erlaubnis zur Konsultation der die Schweiz betreffenden Dokumente im Archiv des Dritten Reiches zu erhalten.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 7, 23, 43, 57, 63, 69, 72, 79, 87, 104, 109, 124, 134, 135, 150.			

## I.3. DIE SCHWEIZERISCHE AUSSENPOLITIK IN DEN EIDGENÖSSISCHEN BEHÖRDEN

26	25. 9. 1952 Prot	Nationalrätliche Kommission für auswärtige Angelegenheiten	Protokoll betreffend den Bericht des Bundesrates zum Abkommen über die Regelung der schweizerischen Forderungen an das ehemalige Deutsche Reich und warum der Bundesrat dieses der Bundesversammlung nicht vorlegen möchte.
----	---------------------	---	---

## I.4. DIE VERTRETUNG FREMDER INTERESSEN

75	1. 1. 1953 S	Teheran (Escher) an EPD (Petitpierre)	Die Schweiz vertritt seit 1952 die britischen Interessen im Iran. General Zahedi fragt den Schweizer Gesandten an, wie Teheran Verhandlungen mit London betreffend die Ölfrage aufnehmen könnte.
----	-----------------	---	--

## I.5. DIE GUTEN DIENSTE

63	10. 6. 1953 N	Washington (Staats- departement) an die Schweizer Regierung	Die USA zeigen Verständnis für die schweizerische Auffassung der Aufgaben in der Neutralen Überwachungskommission in Korea. Indirekt wurde die schweizerische Neutralität anerkannt.
71	1. 10. 1953 No	EPD	Ausführungen zu den Umständen, unter denen die Schweiz bereit wäre, einen schweizerischen Administrator für den Kaschmirkonflikt zwischen Indien und Pakistan zu ernennen.
85	5. 2. 1954 S	EPD (Petitpierre) an New York (Lindt)	Die indische Regierung nimmt nur die politische Aufgabe der Neutralen Überwachungskommission in Korea wahr, während die Schweiz auch eine humanitäre Seite sieht. Grundsätzliche Schwierigkeiten bilden die anstehende politische Konferenz und die Weigerung der Nordkoreaner, heimzukehren und an den Hearings teilzunehmen.

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
107	31. 5. 1954 S	EPD (Petitpierre) an die Schweizer Delegation der Neutralen Überwachungskommission (Gross)	Mit Besorgnis nimmt das EPD die jüngste Entwicklung der Verhältnisse innerhalb der Neutralen Überwachungskommission in Korea zur Kenntnis. Das Verhalten der Kommissionsmitglieder wird momentan mit den Verhandlungen in Genf in Zusammenhang gebracht. Dem Schweizer Mitglied werden Verhaltensrichtlinien übermittelt.
129	11. 10. 1954 S	EPD (Zehnder) an Petitpierre	Der kanadische Gesandte, MacLellan, äussert die Befürchtung seiner Regierung, dass ein voreiliges Vorgehen der Schweiz gegen die neutrale Kommission für Abrüstung negative Auswirkungen haben könnte. Zehnder erklärt die schweizerische Situation und dass die Schweiz nicht voreilig handeln werde.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 23, 29, 56, 62, 69, 93.			

#### I.6. DIE SCHWEIZ UND DIE ENTKOLONIALISIERUNG

15	22. 7. 1952 No	EPD	Stellung der Schweiz gegenüber den Ländern Asiens und Afrikas. Entwicklung einer Strategie.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 8.			

### II. BILATERALE BEZIEHUNGEN

#### II.1.1. ÄGYPTEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

17	29. 7. 1952 PB	Kairo (de Fischer) an EPD (Petitpierre)	Entstehung und Bedeutung des Staatsstreiches von Neguib bey. Beschreibung des Verhaltens der englischen und amerikanischen diplomatischen Vertreter. Überlegungen zu den Ereignissen und ihren Auswirkungen auf die Schweizer Interessen.
----	-------------------	---	---

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## II.1.2. ÄGYPTEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

81	24. 12. 1953 S	Kairo (de Fischer) an ägyptisches Handels- und Industrieministerium (Badaoui)	In Ägypten tritt ein neues Gesetz zu den Aktiengesellschaften in Kraft. Der Schweizer Gesandte in Kairo interveniert, um einen Artikel des Gesetzes, welcher die schweizerischen Gesellschaften benachteiligt, abändern zu lassen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 30.			

## II.2. ÄTHIOPIEN

91	14. 3. 1954 S	Addis Abeba (Graven) an EPD (Petitpierre)	Bericht von Prof. Jean Graven über die Situation in Äthiopien und die Entwicklungsmöglichkeiten für die Schweiz. Graven kündigt die Europareise des Kaisers an und schlägt vor, dass die Schweiz den Kaiser zu einem Besuch einlädt. Dieser Vorschlag wird in Bern positiv aufgenommen. Dies führt schliesslich zum Besuch des Negus in der Schweiz
----	------------------	--	---

## II.3. ALGERIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

133	12. 11. 1954 B	Alger (Arber) an Paris (von Salis)	Bericht des Schweizer Konsuls in Alger betreffend die «terroristischen» Vorkommnisse. Er vergleicht die Situation Algeriens mit jener in Tunesien und Marokko. Für Arber liegt das allgemeine Problem Algeriens und Nordafrikas eher im wirtschaftlichen, denn im sozialen oder politischen Bereich. Die Situation der Schweizer und ihre Sicherheit ist ein weiteres wichtiges Thema.
-----	-------------------	--	--

## II.4.1. ARGENTINIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

6	11. 6. 1952 S	Buenos Aires (Fumasoli) an EPD (Petitpierre)	Gespräch mit Präsident Perón. Dieser ist der Ansicht, dass die USA die UdSSR angreifen werden und erklärt, dass sich sein Land darauf vorbereitet. Perón wünscht, die Wirtschaftsbeziehungen mit der Schweiz auszubauen. Der argentinische Außenminister vertraut dem Schweizer Repräsentanten an, dass die Absicht besteht, seinen Bruder an die Spitze der Gesandtschaft Argentiniens in Bern zu berufen.
---	------------------	---	---

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
141	27. 12. 1954 No	Buenos Aires (Fumasoli)	Gespräch mit Gustav Müller, der in der peronistischen Bewegung der Ausländer die Funktion eines Generalinspektors inne hat. Der Schweizer Gesandte kritisiert den politischen Charakter dieser Bewegung und warnt die Schweizer Kolonie in Argentinien davor, mit Müller, den er als rechts-extrem bezeichnet, in Kontakt zu treten.

## II.4.2. ARGENTINIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

76	17. 11. 1953 S	Buenos Aires (Fumasoli) an EPD (Zehnder)	Die Leiter der CADE und der Compañía Italo-Argentina de Electricidad machen sich über die Annahme einer Gesetzesverordnung durch die argentinische Regierung Sorgen. Diese Verordnung würde die Schweizer Interessen in Argentinien stark beeinträchtigen. Die Situation wird vom Schweizer Gesandten sehr ernst genommen, denn er befürchtet eine Verstaatlichung der Elektrizitätsunternehmen.
105	28. 5. 1954 S	Buenos Aires (Fumasoli) an EPD (Zehnder)	Gespräch mit Präsident Perón über den Abschluss eines Wirtschaftsabkommens mit der Schweiz. Einem solchen Abkommen begegnen zahlreiche Schwierigkeiten, so die Probleme betreffend des Finanztransfers. Dieser wurde 1951 unterbrochen, um eine Untersuchung der so genannten alten Vermögen zu ermöglichen. Argentinien weigert sich ausserdem, typische Schweizer Produkte, wie Uhren, zu importieren. Perón dementiert die Absicht, die Elektrizitätsindustrie zu verstaatlichen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 6.			

## II.5. BOLIVIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

32	22. 10. 1952 S	La Paz (Hauri) an EPD (Zehnder)	Das Unternehmen Aramayo de Mines in Bolivien mit Sitz in Genf ist zu einem Drittel in Schweizer Händen. Es fühlt sich von der Absicht der bolivianischen Regierung, die Zinnminen zu verstaatlichen, in seiner Existenz bedroht.
----	-------------------	---------------------------------------	--

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## II.6. BRASILIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

54	31. 3. 1953 B	EVD an Hotz, an EPD (Zehnder) und an den schweizerischen Handels- und Industrie- verein (Homberger)	Bilanz der Wirtschaftsbeziehungen zwischen der Schweiz und Brasilien, welche wegen den von der brasilianischen Regierung verordneten Importbeschränkungen angespannt sind. Um der Schweiz Importbewilligungen zu verschaffen, verlangt Brasilien einen Kredit von 20 Mio. Dollar, um die ausstehenden Zahlungen Schweizer Handelspartner zu begleichen.
----	------------------	---	---

## II.7.1. BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

3	26. 5. 1952 PB	Köln (Huber) an EPD (Petitpierre)	Durch die Unterzeichnung des Vertrages über die Europäische Verteidigungsgemeinschaft in Paris erhält die Bundesrepublik praktisch volle Souveränität über ihre inneren und äusseren Angelegenheiten. Ungelöst bleibt das Problem der Zerteilung Deutschlands.
37	3. 12. 1952 S	EJPD (Feldmann) an EPD (Petitpierre)	Gespräch Bundesrat Feldmanns mit dem deutschen Minister Holzapfel betreffend die in der Schweiz inhaftierten deutschen Spione aus der Zeit des Zweiten Weltkrieges.
84	9. 1. 1954 PB	Köln (Huber) an EPD (Petitpierre)	Aussen-, Innen- und Wirtschaftspolitik der BRD nach den Neuwahlen.
132	6. 11. 1954 B	EJPD	Wichtigster Diskussionspunkt zwischen der deutschen und der schweizerischen Delegation ist die Frage der Rücknahmepflicht für Drittausländer.
139	15. 12. 1954 S	EPD (Zehnder) an Köln (Huber)	Die schweizerischen Bundesbehörden haben die Einreisesperren gegen jene deutschen Staatsbürger mit nationalsozialistischer Vergangenheit geprüft und eine Lockerung der Einreisepolitik durchgeführt.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 2, 26, 27, 69, 94, 96, 150.			



Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## II.7.2. BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

4	3. 6. 1952 S	EJPD (Rothmund) an den Vertreter der Deutschen Interessen in der Schweiz (Frölicher)	Rothmund beanstandet, dass die Stellung und Aufgaben des Chefs der Deutschen Interessenvertretung in der Schweiz nicht klar festgelegt wurden.
28	2. 10. 1952 MiB	EPD an den Bundesrat	Das Politische Departement nimmt Stellung zum Abkommen über die Abgeltung der schweizerischen Staatsforderungen an das ehemalige Deutsche Reich und verweist dabei auf die politischen Aspekte.
36	24. 11. 1952 No	Aussenpolitische Kommission des Ständerats	Bei der Frage der Unterstützung der gegenseitigen Staatsangehörigen geht es vor allem darum, ob dem unterstützenden Staat die Kosten zurückerstattet werden. Das Abkommen zwischen der Schweiz und der BRD basiert auf der Grundlage des gegenseitigen Kostenersatzes.
58	24. 4. 1953	Der Delegierte des Bundesrates für Spezialmissionen (Stucki) an Köln (Huber)	Verhandlungen über Kredite zum Ausbau der Eisen- und Stahlindustrie in Westdeutschland, vor allem über die schweizerischen Einfuhrbedingungen und die Auswahl der deutschen Lieferwerke.
80	18. 12. 1953 B	EPD	Bericht über die Verhandlungen zu einem Doppelbesteuerungsabkommen mit der BRD. Es werden auch weitere Aspekte der Beziehungen Schweiz – BRD dargelegt.
106	31. 5. 1954 No	Köln	Die Schweiz möchte während den kommenden Verhandlungen mit der BRD über die Feststellung der noch wiedergutzumachenden Nazischäden aus der Vorkriegszeit und die Klärung weiterer Fragen völkerrechtlicher und finanzieller Natur diskutieren.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 26, 64, 84, 89.			

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## II.8.1. CHINA – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

110	12. 6. 1954 No	EPD (Petitpierre)	Besprechung mit dem Ministerpräsidenten und Aussenminister der Volksrepublik China, Zhou Enlai, über die Genfer Konferenz, sowie über die Aktivitäten der Schweiz im Rahmen der Neutralen Überwachungskommission in Korea.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 62, 85, 98.			

## II.8.2. CHINA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

12	25. 6. 1952 S	EPD (Zehnder) an Peking (Rezzonico)	Das EPD legt seinen Standpunkt zu den Massnahmen, welche zum Schutz der Schweizer Interessen in China getroffen werden, dar.
25	10. 9. 1952 No	Ständige Delegation für Wirtschaftsverhandlungen mit dem Ausland	Diskussion über die schwierigen Wirtschaftsbeziehungen mit China. Es stellt sich für die Schweizer Exporteure die Frage, ob sie aufgeben und somit alles verlieren wollen, oder weitermachen und fortwährende Verluste in Kauf nehmen.
114	30. 6. 1954 No	Kommission für Nationalisierungsentschädigungen (Troendle) an EVD (Rubattel) und EPD (Petitpierre)	Besprechung mit dem chinesischen Vize-Minister für Aussenhandel, Lei Min. Folgende Punkte werden diskutiert: Abschluss eines Handelsvertrags, Vereinbarung eines Warenaustauschs, ein Tarifreglement sowie die Errichtung einer chinesischen Handelsvertretung in der Schweiz.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 124.			

## II.9. DEUTSCHE DEMOKRATISCHE REPUBLIK – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

42	15. 1. 1953 No	EPD	Notiz des EPD (Brügger) betreffend die Auflösung der Ostberliner Aussenstelle der Schweizer Delegation durch die DDR-Behörden.
94	31. 3. 1954 S	London (de Torrentés) an EPD (Petitpierre)	Bericht de Torrentés betreffend die Haltung der westlichen Alliierten zur Souveränität der DDR.

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
96	9. 4. 1954 No	EPD (Petitpierre)	Gespräch Petitpieres mit dem deutschen Gesandten in der Schweiz, Holzapfel. Frage der schweizerischen Anerkennung der DDR wird diskutiert. BRD wünscht keine Anerkennung durch Bern.
102	17. 5. 1954 No	EPD	Notiz Schnyders betreffend die Beziehungen der Schweiz zur DDR. Frage des Austauschs von Handelsvertretungen wird diskutiert.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 69, 84.			

## II.10.1. FRANKREICH – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

2	5. 5. 1952 S	Paris (von Salis) an EPD (Petitpierre)	Robert Schuman äussert seine Besorgnis über die Entwicklung der französisch-deutschen Beziehungen besonders in Bezug auf das Saarland-Problem und die Europäische Verteidigungsgemeinschaft. Er ruft auch die Haltung des Westens gegenüber der UdSSR in Erinnerung.
83	6. 1. 1954 N	Paris (von Salis) an französisches Aussen- ministerium	Die Note betont die Position der Schweiz gegenüber der Anwerbung minderjähriger Schweizer Bürger in die Fremdenlegion.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 31, 38, 69, 73, 101, 113.			

## II.10.2. FRANKREICH – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

19	18. 8. 1952 At	EPD an den Bundesrat	Antrag des EPD für die Kündigung, vor dem 30. August 1952, des französisch-schweizerischen Finanzabkommens vom 16. Nov. 1945. Dieser Schritt erfolgt wegen der übermässigen Belastung, welche die Durchführung des Abkommens der Eidgenossenschaft auferlegt. Die Bundesbehörden wollen ein neues Abkommen ausarbeiten, um eine Verschuldung des reglementierten Zahlungsverkehrs durch andere Geschäfte zu verhindern.
----	-------------------	-------------------------	---

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
22	26. 8. 1952 S	EPD (Zehnder) an EVED (Kunz)	Zehnder legt dem Direktor des Eidgenössischen Amtes für Verkehr das Anleiheprojekt des französischen Finanzministers, Pinay, dar. Er äussert Bedenken gegenüber dem Antrag des Eidgenössischen Amtes für Verkehr, Gegenleistungen anzufügen.
44	5. 2. 1953 At	EJPD an den Bundesrat	Geschichtlicher Überblick, Plan und Antrag zur Frage der Arbeitsbewilligungen zwischen der Schweiz und Frankreich.
113	23. 6. 1954 B	EPD (Petitpierre)	Besprechung zwischen Petitpierre und Mendès-France vor dem Treffen des letzteren mit Zhou Enlai. Diskussion über Indochina, die OEEC, die wirtschaftliche Situation Frankreichs, die Schweizer Finanzhilfe und den Ost-West-Handel.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 4, 36, 56.			

## II.11.1. GROSSBRITANNIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

5	9. 6. 1952 S	London (de Torrenté) an EPD (Zehnder)	Der Schweizer Gesandte hatte dem britischen Außenminister Eden ein Memorandum über die Lieferung von Sapphire Triebwerken übergeben. Die Antwort der britischen Regierung hat sich verzögert, weil bei einem anderen NATO-Staat, der sich für dieselben Motoren interessierte, bezüglich der Geheimhaltungspflicht undichte Stellen bestanden haben.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 30, 53, 75, 94.			

## II.11.2. GROSSBRITANNIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

121	19. 8. 1954 No	EPD (Zehnder)	Der Botschafter von Grossbritannien in Bern stützt gegenüber den Schweizer Behörden den amerikanischen Antrag betreffend den Ost-West-Handel. Es wird von der Schweiz verlangt, dass sie die neuen Listen strenger umsetzt und den Transit besser überwacht.
-----	-------------------	------------------	--

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
137	7. 12. 1954 S	EPD (Petitpierre) an EMD (Kobelt)	Petitpierre stellt sich gegen eine Nutzung der EPU durch die Schweiz für die Reglementierung des Kaufs der «Centurion»-Panzer von Grossbritannien.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 5, 126.			

## II.12.1. GUATEMALA

112	22. 6. 1954 S	New York (Lindt) an EPD (Micheli)	Darstellung der Vorgänge im Sicherheitsrat betreffend den Appell Guatemalas. Amerika setzt sich damit durch, die Behandlung der Klage an die Pan-amerikanische Union abzuschieben. Dies löst bei den Vereinten Nationen Befremden aus.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 111, 144.			

## II.12.2. GUATEMALA – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

144	28. 2. 1955 S	EPD (Petitpierre) an EJPD (Feldmann)	Der ehemalige Präsident Guatemalas, J. Arbenz, sucht bei der Eidgenössischen Fremdenpolizei um eine Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung nach. Die Schweizer Bundesbehörden zögern mit ihrer Antwort.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 68, 108, 111, 115.			

## II.13. INDIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

34	7. 11. 1952 No	New Dehli an EVD	Der Schweizer Gesandte Grässli diskutiert mit dem indischen Minister für Handel und Industrie über den Handel verschiedener Artikel wie Uhren, Textilien, Farben und pharmazeutische Produkte.
----	-------------------	---------------------	--

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## II.14. INDOCHINA – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

38	15. 12. 1952 No	EPD (Decroux) an Petitpierre	Geschichtlicher Überblick der Ablehnung der Schweiz, die drei mit Frankreich assoziierten Staaten – Vietnam, Laos und Kambodscha – anzuerkennen.
73	15. 10. 1953 PB	Paris (von Salis) an EPD (Petitpierre)	Mendès-France erklärt seinen Standpunkt über die unvermeidliche Unabhängigkeit der kolonisierten Völker und die einheimischen Führer, welche sich durchsetzen müssen.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 107, 110, 124.			

## II.15. IRAK – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

148	10. 3. 1955 PB	Bagdad (Kappeler) an EPD (Petitpierre)	Der schweizerische Minister in Beirut berichtet über die Unterzeichnung des irakisch-türkischen Paktes und über die internationale Reaktion.
-----	-------------------	--	--

## II.16. IRAN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

68	23. 8. 1953 PB	Teheran (Escher) an EPD (Petitpierre)	Bericht über die Ereignisse, die zum Putsch gegen Mossadegh geführt haben.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 75.			

## II.17.1. ISRAEL – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

66	13. 7. 1953 S	Tel-Aviv (Seifert) an EPD (Zehnder)	Besuch des Generaldirektors des israelischen Außenministeriums, Eytan, beim schweizerischen Minister in Tel-Aviv. Eytan möchte die Haltung der schweizerischen Regierung zur Frage des Umzugs des israelischen Auswärtigen Amtes von Tel-Aviv nach Jerusalem erfahren.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 108.			

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## II.17.2. ISRAEL – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

122	23. 8. 1954 S	Tel-Aviv (Cuénoud) an EVD (Hotz)	Israel zeigt Interesse an einem Abschluss eines Wirtschaftsabkommens mit der Schweiz. Der Schweizer Geschäftsträger a. i. in Tel-Aviv äussert sich negativ über die Zweckmässigkeit eines solchen Abkommens. Er sieht bei einem Abschluss mehr Nachteile als Vorteile für die Schweiz.
-----	------------------	--	--

## II.18.1. ITALIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

47	19. 2. 1953 S	Rom (Celio) an EPD (Petitpierre)	Stellungnahme des Schweizer Gesandten in Rom betreffend die Umwandlung in Bern von gewissen Gesandtschaften in Botschaften. Aufgrund der Bedeutung Italiens für die Schweizer Wirtschaft rechtfertigt sich aber die Erhebung der italienischen Gesandtschaft in Bern in den Rang einer Botschaft.
48	19. 2. 1953 Prot.	Kommission des Nationalrats	Eine Kommission des Nationalrats spricht sich für die Ratifizierung des Abkommens betreffend die Korrektur der italienisch-schweizerischen Grenze im Val di Lei und am Kriegalpass aus. Militärische Gründe standen der Ratifizierung dieses Abkommens entgegen. Das EMD verlangt, dass der Bau eines Staudammes auf Schweizer Boden erfolgt.
77	19. 11. 1953 PB	Rom (Celio) an EPD (Petitpierre)	Beschreibung der Debatte über Triest in der italienischen Abgeordnetenversammlung und Bilanz des Schweizer Gesandten in Rom über die Konferenz des Professors Colonetti betreffend die Gründung des Zentrums für Kernforschung in Genf (CERN).
103	20. 5. 1954 S	EPD (Zehnder) an Washington (Bruggmann)	Der Chef der Abteilung für Auswärtiges im EPD stellt sich gegen das Projekt des Historikers Rudolf von Albertini. Dieser wollte die amerikanischen Mikrofilme von Dokumenten aus italienischen Archiven, welche die Verhältnisse der Schweiz während dem Faschismus und dem Zweiten Weltkrieg zeigen, konsultieren.

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
116	6. 7. 1954 No	EJPD	Bemerkungen über die Beratung der italienisch-schweizerischen Konsultativkommission vom 28. Juni bis 1. Juli 1954. Es werden die Arbeitsverträge der italienischen Immigranten und die Familienzusammenführung besprochen.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 65, 69, 92, 101.			

## II.18.2. ITALIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

52	16. 3. 1953 At	EFZD an den Bundesrat	Bericht über die Guthaben der Eidgenossenschaft in Italien. In einem Bundesratsbeschluss werden die Kredite von 6,5 und 4 Mio. Lira zugunsten der Schweizer Schulen in Florenz und Rom gutgeheissen.
65	2. 7. 1953 S	Rome (Celio) an EPD (Petitpierre)	Zusammenfassung eines Gesprächs mit A. De Gasperi über den Vollzug der ausserordentlichen Vermögensabgabe in Italien, welcher zu einem Streitfall zwischen der Schweiz und Italien wird.
92	18. 3. 1954 PB	Rome (Celio) an EPD (Petitpierre)	Die Genehmigung eines Darlehens von 100 Mio. Franken des Schweizer Bankenkonsortiums an das italienische Kreditinstitut «Mediocredito» führt zu zahlreichen positiven Äusserungen in der Presse und bei den italienischen Behörden. Das Darlehen wird ebenfalls von den sich in Rom befindenden amerikanischen Instanzen begrüsst.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 26, 47, 56, 64.			

## II.19. JAPAN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

60	25. 4. 1953 S	EPD (von Graffenried) an Tokio (Hohl)	Überblick über die Probleme, welche sich bei den Verhandlungen zwischen Japan und der Schweiz betreffend Kriegsentschädigung stellen.
----	------------------	---	---



Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## II.20.1. KOLUMBIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

74	23. 10. 1953 PB	Bogota (Cuttat) an EPD (Petitpierre)	Das Konsistorium der protestantischen Kirche in Genf prangert die Verfolgung der Protestanten in Kolumbien an. Der kolumbianische Klerus reagiert auf diese Anschuldigungen. An der Spitze dieser Polemik soll ein Schweizer Missionar stehen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 140.			

## II.20.2. KOLUMBIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

140	21. 12. 1954 S	Bogota (Cuttat) an EVD (Schaffner)	Die hohen Kreise des kolumbianischen Regimes und das Gefolge des Präsidenten Rojas Pinilla verlangen die Bezahlung einer geheimen Kommission für die Ratifizierung des kolumbianisch schweizerischen Wirtschaftsabkommens vom September 1954.
-----	-------------------	--	---

## II.21. KOREA

8	13. 6. 1952 PB	Bogota (Cuttat) an EPD (Petitpierre)	Informationen, welche die USA betreffen, zum Koreakrieg und Beschreibung des von Frankreich und den USA ausgeübten Drucks auf Südkorea betreffend die Diskussion der Tunesienfrage in der UNO.
93	25. 3. 1954 B	London (de Torrenté) an EPD (Petitpierre)	Bericht eines Gesprächs zwischen de Torrenté und dem Vize-Unterstaatssekretär des Foreign Office, Denis Allen. Diskutiert wurde über die Organisation der Asienkonferenz in Genf und verschiedene damit verbundene Probleme.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 16, 29, 53, 62, 63, 69, 107, 110, 124, 128, 131.			

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## II.22. KUBA

67	14.8.1953 PB	Havanna (Schlatter) an EPD (Petitpierre)	Bericht über die umstürzlerischen Ereignisse im Juli 1953 und deren Auswirkungen auf die Militärregierung von Präsident Batista. Der Schweizer Gesandte in Havanna vernimmt, dass der Rebellenführer Fidel Castro heisst.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 2, 77, 83.			

## II.23. MAROKKO – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

100	11. 5. 1954 PB	Paris (von Salis) an EPD	Reise des Schweizer Gesandten in Paris nach Marokko. Bericht über die Situation der Schweizer Kolonie, die Lage im französischen und spanischen Teil Marokkos, den Besuch auf einer amerikanischen Luftwaffenbasis und die französische Politik und ihre Schwäche.
-----	-------------------	-----------------------------	--

## II.24. NAHER UND MITTLERER OSTEN

14	1. 7. 1952 PB	Beirut (Kappeler) an EPD (Petitpierre)	Intervention der arabischen Staaten zugunsten der Autonomiebestrebungen in Tunesien und Marokko bei der Generalversammlung der UNO.
138	10.12.1954 No	EPD	Geschichtlicher Überblick der Affäre der Schweizer Unternehmen, die von der Arabischen Liga auf eine schwarze Liste gesetzt wurden.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 98.			

## II.25.1. ÖSTERREICH – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

142	17. 1. 1955 S	EPD (Petitpierre) an Wien (Hohl)	Instruktionen des EPD betreffend die Art und Weise, wie man sich Informationen beschafft.
-----	------------------	-------------------------------------	---

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## II.25.2. ÖSTERREICH – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

27	1. 10. 1952 S	Wien (Feldscher) an EPD (Zehnder)	In Verhandlungen mit Österreich soll über die schweizerische Forderung auf Bezahlung des Guthabens aus dem Rheinkorrektionsabkommen diskutiert werden.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 56, 64.			

## II.26. PHILIPPINEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

21	23. 8. 1952 B	EVD (Töndury)	Der Präsident der philippinischen Handelskammer will die wirtschaftliche Abhängigkeit seines Landes von den USA verringern und zeigt Bereitschaft, sich für vermehrte schweizerische Importe einzusetzen.
----	------------------	------------------	---

## II.27.1. PORTUGAL

120	10. 8. 1954 S	EPD an EVD (Rubattel), EDI (Etter), EJPD (Feldmann), EMD (Kobelt), EFZD (Streuli) und EPED (Escher)	Portugal gelangt mit zwei Ersuchen betreffend den Konflikt mit Dehli über die portugiesischen Besitzungen in Indien an die Schweiz. Die Schweiz soll in Dehli offiziell vorstellig werden und Portugal möchte gerne Schweizer Beobachter nach Indien entsenden. Zweitens werden die Gründe für die Abberufung des französischen Vizekonsuls, A. Lhotte, dargelegt.
-----	------------------	--	--

## II.27.2. PORTUGAL – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

50	5. 3. 1953 S	Lissabon (Brunner) an EPD (Petitpierre)	Möglichkeit für Schweizer Investoren, ihr Geld in den afrikanischen Besitzungen Portugals wie Angola und Mosambik anzulegen.
----	-----------------	---	--

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## II.28. RUMÄNIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

146	7. 3. 1955 B	EPD	Mitteilung an die diplomatischen und konsularischen Vertreter betreffend den Überfall und die Besetzung der Gesandtschaft Rumäniens in Bern (15.–16. 2. 1955).
-----	-----------------	-----	--

## II.29. SCHWEDEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

29	6. 10. 1952 No	EPD (Petitpierre)	Feststellung Petitpieres, dass Schweden gegenüber der EGKS eine andere Stellung einnimmt, da Schweden Eisen und Stahl produziert. Hinsichtlich der neutralen Beobachtungsmission für Korea bringt Schweden andere Voraussetzungen mit, da es Mitglied der UNO ist. Schweden verfügt über mehr Spielraum, während die Schweiz auf ihre Neutralität Rücksicht nehmen muss.
128	6. 10. 1954 S	EPD (Petitpierre) an New York (Lindt)	Petitpierre ist mit dem Vorgehen des schwedischen Aussenministers Undén, der vor der politischen Kommission der UNO dem Engagement Schwedens in der Neutralen Überwachungskommission ein Ende setzen will, einverstanden. Weiter gilt es zu verhindern, dass die UNO die Aufgabe der Kommission auf unbestimmte Zeit festlegt.
131	30. 10. 1954 S	Stockholm (Daeniker) an EPD (Petitpierre)	Gespräch mit dem schwedischen Aussenminister Undén. Zum jetzigen Zeitpunkt kann man von der UNO keine Entscheidung betreffend den Verbleib der Schweiz und Schwedens in der Neutralen Überwachungskommission in Korea verlangen. Schweden möchte aber nicht auf unbestimmte Zeit in der NNSC verbleiben.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 1, 69, 129.			

Nr.	Date – Nature du document	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	---------------------------------	-------------------------	--------

## II.30. SPANIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

72	6. 10. 1953 PB	Madrid (Zutter) an EPD (Petitpierre)	Die Unterzeichnung der Abkommen zwischen Spanien und den USA führt in der spanischen Bevölkerung und in der offiziellen Meinung zu Reaktionen. Bemerkungen eines hohen spanischen Funktionärs über die Schweizer Neutralität.
----	-------------------	--	---

## II.31. SÜDAFRIKA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

95	5. 4. 1954 S	Pretoria (de Rahm) an EPD (Petitpierre)	Der Generaldirektor des Schweizerischen Bankvereins besucht Südafrika, nachdem die Schweiz der südafrikanischen Regierung ein neues Darlehen zugesprochen hat. Bericht über Probleme mit einem Flugverkehrsabkommen und über die Rassenfrage.
99	8. 5. 1954 B	Schweizerischer Bankverein (Nussbaumer) an EPD (Petitpierre)	Bericht des Generaldirektors des Schweizerischen Bankvereins über seine Afrikareise. Ausführungen zur Rassenfrage in Südafrika und über ihre Auswirkung auf die Stabilität des Landes. Es sollen aber weiterhin Kredite, die im Wirtschaftsinteresse der Schweiz stehen, gewährt werden. Informationen über Mosambik, Rhodesien und belgisch Kongo.

## II.32. THAILAND – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

11	21. 6. 1952 PB	Bangkok (Christinger) an EPD	Der Schweizer Geschäftsträger a. i. in Bangkok kritisiert die amerikanische Präsenz in Südostasien.
----	-------------------	------------------------------	---

## II.33. TUNESIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

143	28. 1. 1955 B	Tunis (Guillaume) an Paris (von Salis)	Bericht über eine Dienstreise des Schweizer Konsuls zu Schweizer Familien, die Wiederaufnahme der Kämpfe der Fellagas, die Abreise der Franzosen und Schweizer, die unbestrittene Popularität der Schweiz in Tunesien, die Präsenz von rund 50'000 französischen Soldaten und die Angst der Schweizer vor der Übergabe der Rechtssprechung in tunesische Hände.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 14, 120.			

Nr.	Date – Nature du document	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	---------------------------------	-------------------------	--------

## II.34. UDSSR – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

53	20. 3. 1953 S	New York (Lindt) an EPD (Petitpierre)	Der Schweizer Beobachter bei der UNO berichtet Petitpierre über den Tod Stalins sowie die Folgen des Machtwechsels in Moskau.
55	11. 4. 1953 PB	Moskau (Gorgé) an EPD (Petitpierre)	Politischer Bericht Gorgés über seinen Besuch bei Aussenminister Molotow.
79	4. 12. 1953 S	New York (Lindt) an EPD (Petitpierre)	Stellungnahme zur Haltung der UdSSR gegenüber der schweizerischen Neutralität, zu schweizerischen Waffenlieferungen an die Weststaaten und zum Ost-West-Handel.
104	28. 5. 1954 No	EPD (Petitpierre)	Notiz über eine Unterhaltung mit dem sowjetischen Aussenminister Molotow.
109	10. 6. 1954 S	Rom (Celio) an EPD (Zehnder)	Der Schweizer Gesandte äussert sich zu seinem Gespräch mit dem sowjetischen Gesandten in Rom, Bogomolov. Behandelt wurde u. a. die schweizerische Neutralität.
134	23. 11. 1954 Prot.	Aussenpolitische Kommissionen des National- und Ständerats	Sitzungsprotokoll der national- und ständerätlichen Kommissionen für auswärtige Angelegenheiten betreffend die Note der UdSSR vom 13. 11. 1954: Einladung zu einer Konferenz über die kollektive Sicherheit und die Antwort des Bundesrates.
135	24. 11. 1954 N	Moskau (de Haller) an sowjetisches Aussenministerium	Antwortnote des Bundesrates auf die sowjetische Note vom 13. November 1954 zur Frage einer internationalen Konferenz zur europäischen Sicherheit.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 2, 3, 23, 31, 33, 46, 69, 78, 84, 88, 98, 102.			

## II.35.1. USA

149	17. 3. 1955 S	Washington (de Torrenté) an EPD (Petitpierre)	Die amerikanische öffentliche Meinung und die Schweiz. In den USA werden die Neutralität und das Bankgeheimnis kritisiert. Probleme bestehen wegen der Konkurrenz zwischen der amerikanischen und schweizerischen Uhrenindustrie.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 45, 54, 82, 87, 112, 115, 117, 118, 130, 136, 145, 150.			

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## II.35.2. USA – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

86	9. 2. 1954 BR-Prot- V	Bundesrat	Diskussion in der Sitzung des Bundesrates über einen Vortrag der amerikanischen Botschafterin Willis. Bundesrat Feldmann stellt fest, dass es sich dabei um eine politische Rede handelte und, dass solche Veranstaltungen die Schweizer Position gegenüber den Kommunisten schwächen.
115	30. 6. 1954 No	EPD (Petitpierre)	Besprechung mit der Botschafterin der USA in Bern über die Absicht der amerikanischen Regierung, in die Schweiz und verschiedene amerikanische Länder eine Untersuchungskommission zu senden, welche über die amerikanischen Funktionäre in internationalen Organisationen zu ermitteln hat. Die Schweiz stellt sich gegen diese Absicht. Guatemala-Affäre.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 1, 2, 23, 31, 43, 45, 62, 63, 69, 72, 88, 90, 107.			

## II.35.3. USA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

10	19. 6. 1952 No	EPD	Probleme, die mit der Absicht der USA die Zölle auf Schweizer Uhren zu erhöhen, zusammen hängen. Schweizer Befürchtung vor der Annahme von Kontingenten.
18	15. 8. 1952 S	Washington (Bruggmann) an EPD (Petitpierre)	Die Vorschläge der amerikanischen Zollkommission betreffend die Erhöhung der Uhrenzölle wurden abgelehnt. Die Schweizer Gesandtschaft hatte bei den amerikanischen Behörden alles unternommen, um diese Ablehnung zu erwirken.
82	29. 12. 1953 S	EPD (Petitpierre) an Washington (Bruggmann)	Besprechung zwischen dem Präsidenten des Verbandes der Schweizerischen Uhrenindustrie, Vaucher, und dem Ständerat S. de Coulon über die amerikanische Uhrenimportpolitik und die «Angriffe» auf die Schweizer Uhrenindustrie durch die USA.
117	20. 7. 1954 BRB	Bundesrat	Bundesratsbeschluss betreffend die Frage der Befreiung der Schweizerbürger vom amerikanischen Militärdienst. Schweizerbürger, die nicht Amerikaner werden wollen, sollen die Möglichkeit haben, mit Unterbrüchen in den USA zu bleiben, ohne dass sie aktiven Militärdienst zu leisten haben.

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
118	28. 7. 1954 No	EPD (Petitpierre)	Besprechung mit US-Botschafterin Willis betreffend die Erhöhung der amerikanischen Zölle auf Produkte der Uhrenindustrie. Schweizer Protest.
130	20. 10. 1954 No	EPD (Petitpierre)	Besprechung mit US-Botschafterin Willis betreffend die Antitrust-Gesetzgebung. In den USA werden Untersuchungen gegen Schweizer Uhrenimporteure und Unternehmen mit Sitz in der Schweiz eingeleitet.
136	1. 12. 1954 T	Washington (Bruggmann) an EPD	Gespräch des Schweizer Gesandten mit dem amerikanischen Staatssekretär Dulles über die Uhrenzollerhöhung. Durch diese Zollerhöhung würde der Detailverkaufspreis gewisser Uhren um das Dreifache ansteigen. Die Schweiz habe das Gefühl, dass die USA planmässig eine Schwächung und Drosselung der Uhreneinfuhr betreiben.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 13, 21, 23, 24, 59, 108.			

## II.36. VENEZUELA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

51	12. 3. 1953 S	Caracas (Fuchss) an EVD (Hotz)	Einzelheiten über den Abschluss eines Vertrages zwischen der venezolanischen Regierung und den Firmen Emeg AG und Albiswerk Zürich AG betreffend den Ausbau des Telefonnetzes.
61	21. 5. 1953 S	Caracas (Fuchss) an EVD (Hotz)	Bericht über Schweizer Investitionsprojekte in Venezuela und die Affäre der Emeg AG. Informationen über die Zusammensetzung der neuen Regierung Venezuelas. Der Direktor der Schweizer Rückversicherungsgesellschaft informiert über möglichen Wahlbetrug bei den Präsidentschaftswahlen vom Herbst 1952.

## II.37. VIETNAM – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

151	29. 3. 1955 S	Saigon (Studer) an EVD (Schaffner)	Besprechung zwischen dem Schweizer Vize-Konsul und dem Vorsteher des Dienstes für Wirtschaftsprogramme des nationalen Wirtschaftsministeriums Vietnams über die Zukunft der Handelsbeziehungen zwischen den beiden Ländern.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 37, 85, 111.			



N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
----	---------------------------------	------------------------------	-------

## III. MULTILATERALE BEZIEHUNGEN

## III.1.1. DIE SCHWEIZ UND EUROPA

41	15. 1. 1953 B	EPD (Petitpierre)	Schweizer Standpunkt zur europäischen Integration (EGKS, EVG usw.). Es ist überflüssig, neue europäische Organisationen zu schaffen.
43	31. 1. 1953 B	EPD	Die Neutralitätspolitik verbietet den Beitritt zur politischen Gemeinschaft und zur EGKS. Die Schweiz sieht die Möglichkeit zur zwischenstaatlichen Zusammenarbeit in den Bereichen Landwirtschaft und Gesundheit.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 1, 33.			

III.1.2. DIE SCHWEIZ UND DIE EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFT  
FÜR KOHLE UND STAHL

39	19. 12. 1952 No	EVD (Hotz) an Rubattel und EPD (Petitpierre)	Inkraftsetzung der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS) und Auswirkungen auf die Schweiz.
49	2. 3. 1953 No	EPD (Petitpierre)	Gespräch der Bundesräte Rubattel und Petitpierre mit dem Mitglied der Hohen Behörde der EGKS, Spierenburg; Zusage betreffend Koordinierung mit den Nichtmitgliedstaaten. Spierenburg äussert sich gegen die Übereinkunft Suetens-Hotz bezüglich Meistbegünstigungsklausel.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 6, 41, 43, 55, 58, 86, 95, 115, 118, 135.			

## III.2. DIE SCHWEIZ UND DIE UNO

57	24. 4. 1953 S	New York (Lindt) an EPD (Micheli)	Haltung der Schweiz zur UNO.
62	10. 6. 1953 S	New York (Lindt) an EPD (Petitpierre)	Politische Taktik des UNO-Generalsekretärs Hammarskjöld.

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
90	12.3.1954 No	EPD (Micheli) an Petitpierre	Die USA bringen die Frage des Stimmrechts für Nichtmitglieds-, aber Beobachterstaaten der Wirtschaftskommission für Europa zur Sprache. Die Schweiz kann dadurch ihre unabhängige Stellung verlieren und versucht deshalb, die Amerikaner von der Weiterverfolgung dieser Idee abzubringen.
98	23.4.1954 S	New York (Lindt) an EPD (Petitpierre)	Bericht eines Gesprächs mit UNO-Generalsekretär Hammarskjöld über die Behandlung Russlands durch die westlichen Grossmächte.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 7, 23, 31, 45, 69, 107, 108, 111, 119, 128, 129, 131.			

## III.3. DIE SCHWEIZ UND DIE SPEZIALORGANISATIONEN DER UNO

78	20.11.1953 No	EPD	Stellungnahme Petitpierres zur Aufnahme der UdSSR in die Internationale Arbeitsorganisation.
111	15.6.1954 S	New York (Lindt) an EPD (Zehnder)	Bericht einer 10-tägigen Reise durch Zentralamerika. Analyse der Lage in Zentralamerika, insbesondere der politischen und wirtschaftlichen Situation in Guatemala.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 43, 90, 112, 125.			

III.4. DIE SCHWEIZ UND DIE INTERNATIONALEN  
REGIERUNGSORGANISATIONEN

35	10.11.1952 No	EPD	Interne Studie über die Folgen der Gründung der Europäischen Kernforschungsorganisation in Genf. Es besteht kein Risiko, dass die Schweiz angegriffen würde, da das CERN ausschliesslich wissenschaftliche Ziele verfolgt.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 90.			

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

### III.5. DIE SCHWEIZ UND DIE INTERNATIONALEN NICHTREGIERUNGSORGANISATIONEN

33	7. 11. 1952 No	EPD (Micheli) an Petitpierre	Laut Rothmund verfolgt die Organisation «Europe libre» mit ihrem Kampf gegen den Kommunismus politische Ziele. Sie will Kaderleute ausbilden, die nach einer Befreiung Russlands und Osteuropas dort eingesetzt werden könnten.
46	16. 2. 1953 No	EPD (Petitpierre)	Die bundesrätliche Ablehnung eines jüdischen Kongresses hat Goldmann und die «Agence juive» schockiert. Goldmann liefert Gründe, warum der Kongress trotzdem in der Schweiz abgehalten werden sollte.

### IV. WIRTSCHAFTLICHE AKTIVITÄTEN

#### IV.1. OST-WEST-HANDEL

1	1. 5. 1952 S	EPD (Zehnder) an Stockholm (Daeniker)	Die Diskussionsthemen zwischen der Schweiz und Schweden sind: die Schweizer Situation im Rahmen des Ost-West-Handels, die Schweizer Vertretung in der OECE und EPU und die Politik der OECE sowie die Kriegsmaterialkäufe der Schweiz in den USA.
124	26. 8. 1954 B	EPD (Zehnder) an EVD (Schaffner), EPD (von Graffenried) und den Vorort (Homburger)	Die Schweiz hat das Gentlemen's Agreement abgeschlossen, um nicht als Kriegsgewinnlerin betrachtet zu werden. Nach Ende des Krieges in Korea und Indochina fallen die Voraussetzungen für die Blockade dahin. Obwohl die Schweiz alle autonomen Massnahmen aufheben könnte, will sie am «courant normal» festhalten.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 7, 25, 79, 113, 121.			

#### IV.2. ALLGEMEINE FINANZBEZIEHUNGEN

40	12. 1. 1953 S	EPD an Washing- ton (Bruggmann)	Schweizerische Investitionen im Ausland. Reaktion auf einen Artikel in der New York Times.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 76, 92, 99.			

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

#### IV.3. EIN- UND AUSFUHR VON WAFFEN UND KRIEGSMATERIAL

7	12. 6. 1952 At	EPD (Petitpierre) an den Bundesrat	Grundlagenpapier des EPD zur Neutralitätspolitik und der Ausfuhr von Kriegsmaterial.
13	25. 6. 1952 S	EPD (Petitpierre) an den Bundesrat	Gespräch zwischen Petitpierre und Bührle über das Problem der Kriegsmaterialausfuhr.
30	10. 10. 1952 BR-Prot.- V	Bundesrat	Der Bundesrat entschliesst sich nach dem Sturz des Königs Faruk zur Einstellung der Waffenausfuhrbewilligungen nach Ägypten. Die laufenden Geschäfte werden gestaffelt ausgeführt. Ein System der Kontingentierung soll eingeführt werden.
59	25. 4. 1953 No	EMD	Besprechung zwischen den Behörden (EPD, EMD) und Rüstungsfirmen (Oerlikon, Hispano, SIG) zur Frage der Kontingentierung.
89	6. 3. 1954 At	EPD an den Bundesrat	Der Bundesrat beschloss aufgrund von Pressemeldungen über die Vermittlerrolle des umstrittenen Oktogon-Trusts, die Bewilligung für den Export von 46 Flugabwehrkanonen der Firma Hispano-Suiza nicht zu erteilen. Die deutsche Seite interveniert darauf mit der Versicherung, dass die Waffen nur für den Grenz- und Küstenschutz vorgesehen seien.
108	3. 6. 1954 No	EPD (Zehnder) an Petitpierre und von Graffenried	Gespräch mit der amerikanischen Botschafterin Willis. Diese bedauert die schweizerischen Munitionslieferungen an Guatemala.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 79.			

#### IV.4. TRANSIT UND VERKEHR

101	17. 5. 1954 No	EPD	Beschreibung der Bauprojekte für die Tunneln durch den Mont-Blanc und den Grosse Sankt-Bernhard. Schweizer Wirtschaftskreise zeigen ihr Interesse an beiden Projekten.
-----	-------------------	-----	--

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## IV.5. ENERGIE UND ROHSTOFFE

88	12. 2. 1954 No	EPD (Petitpierre)	Gespräch zwischen Petitpierre, Kobelt, Scherrer, Boveri und Speiser betreffend die Rede Eisenhowers zum internationalen Atompool und zur zivilen Verwendung der Atomenergie.
126	9. 9. 1954 At	EPD an den Bundesrat	Der Bundesrat hat beschlossen, Uran für die zivile Nutzung zu kaufen. Das Uran soll aus dem belgischen Kongo beschafft und in England aufbereitet werden. Da der Vertragsabschluss mit Belgien publik wurde, soll die Unterzeichnung so schnell wie möglich stattfinden.
145	2. 3. 1955 L	Washington (de Torrenté) an EPD	Probleme bei der Zusammenarbeit mit den USA im Bereich der Atomenergie. Aussicht auf ein mögliches bilaterales Abkommen.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 35.			

## V. MIGRATIONSBEWEGUNGEN

## V.1. SCHWEIZERISCHE AUSLÄNDERPOLITIK

56	14. 4. 1953 No	EJPD	Notiz über die Arbeitsmarktlage und ihre Entwicklungstendenzen. Es werden Massnahmen geprüft, die gegen eine Überfremdung des Arbeitsmarktes ergriffen werden könnten.
64	19. 6. 1953 Prot.	EPD	Diskussion über die Aufhebung der Visumpflicht zwischen der Schweiz und Deutschland und anderen Staaten. Probleme bereiten die so genannten «unerwünschten» Elemente, nämlich die Rechts-extremen und die Kommunisten. Der Entscheid wird hinausgeschoben.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 116, 132, 139.			

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## V.2. SCHWEIZERISCHE AUSLANDSCHWEIZERPOLITIK

123	23. 8. 1954 MiB	EFZD an den Bundesrat	Das Finanz- und Zolldepartement befürwortet die Weiterführung der Bundeshilfe an kriegsgeschädigte Auslandschweizer. Hingegen lehnt es den Antrag des EJPD ab, diese Hilfe mit den sich aus der Ablösung des Washingtoner Abkommens ergebenden 121,5 Mio. SFr. zu finanzieren und befürwortet andere Lösungen.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 12, 28, 80, 106, 117.			

## VI. HUMANITÄRE HILFE

## VI.1. ALLGEMEINE DOKUMENTATION ZUR HUMANITÄREN HILFE

119	28. 7. 1954 B	EPD (Petitpierre) an Micheli	Bericht einer Besprechung mit dem belgischen Abgeordneten, Scheyven, betreffend die Schaffung eines Spezialfonds der Vereinten Nationen für die wirtschaftliche Entwicklung von Entwicklungsländern.
147	9. 3. 1955 B	EPD (Micheli) an EFZD (Iklé)	Vorgesehene Aktionen der Schweizer Hilfe in Europa für das Jahr 1955.
<i>Siehe auch:</i> Nr. 16.			

## VI.2. BEZIEHUNGEN ZUM IKRK

16	22. 7. 1952 S	London (de Torrenté) an EPD (Petitpierre)	Im Rahmen der Konferenz von Toronto über den Fernen Osten wollen die Rot-Kreuz-Delegierten der kommunistischen Länder das IKRK wegen seiner Rolle im Koreakonflikt angreifen. Bericht über die britische Haltung.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 55, 63, 85.			

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## VII. SICHERHEITSPOLITIK

## VII.1. ALLGEMEINE DOKUMENTATION ZUR SICHERHEITSPOLITIK

9	18. 6. 1952 S	EMD (Kobelt) an Bundesrat	Das Kriegs-, Industrie- und Arbeitsamt hat mit den Wirtschaftsverbänden und in Absprache mit dem EPD Erhebungen durchgeführt, um bei einer Kriegsmobilmachung führenden Vertretern der Wirtschaft die Ausreise ins Ausland zu ermöglichen. Dort sollten sie die Interessen ihrer Firmen und die wirtschaftlichen Interessen des Landes wahrnehmen. Gegen diese Massnahme würden in der Öffentlichkeit sicherlich Vorwürfe erhoben.
24	9. 9. 1952 T	EPD (Petitpierre) an Washington	Der Bundesrat verlangt von der Schweizer technischen Militärmission in den USA Diskretion.
70	22. 9. 1953 Dir	EMD (Kobelt) an die Mitglieder des Bundesrates	Der Entwurf zu einer Weisung an den General im Falle einer Kriegsmobilmachung schlägt eine Zweiteilung vor. Ein allgemeiner Teil regelt die grundlegenden Fragen bei der Ausübung des Oberkommandos und die durch den Oberbefehlshaber einzunehmende Haltung. Ein besonderer Teil befasst sich mit der Regelung der militärpolitischen Lage im Augenblick eines Überfalls.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 1, 27, 31, 35, 48, 134, 137, 139, 142, 145.			

## VII.2. DIE SCHWEIZ UND DIE NATO

20	20. 8. 1952 S	EPD (Zehnder) an den Delegierten des Bundesrates bei der OEEC (Bauer)	Die französische Regierung hat Probleme, der NATO geeignete Räumlichkeiten zur Verfügung zu stellen. Deshalb sollen frei werdende Gebäude der OEEC an die NATO gehen. Die Schweizer Regierung verlangt wegen ihrer Neutralität eine gewisse Vorsicht bei der Einquartierung der NATO.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 1, 23, 69, 115.			

Nr.	Datum – Gattung des Documents	Herkunft – Empfänger	Inhalt
-----	-------------------------------------	-------------------------	--------

## VIII. KULTURELLE FRAGEN

## VIII.1. ALLGEMEINE KULTURELLE FRAGEN

125	* 9. 1954 No	EPD	Die Aussenpolitische Kommission des Nationalrats prüft den Bericht zum Stand der kulturellen Beziehungen der Schweiz zum Ausland und Reaktionen der schweizerischen Gesandtschaften.
-----	-----------------	-----	--

## VIII.2. PRESSE UND MEDIEN

87	12. 2. 1954 No	EPD (Petitpierre) an Dubois	Der Bundesrat beauftragt Petitpierre, Schritte bei der Schweizerischen Depeschenagentur einzuleiten, um diese zu veranlassen, über die in der Schweiz stattfindenden Konferenzen ausländischer Diplomaten keine zu detaillierten Berichte zu verfassen.
<i>Siehe auch:</i> Nrn. 32, 46, 115.			



## V. DOCUMENTS / DOKUMENTE

## 1

E 2802(-)1967/78/11  
[DoDiS-8274]

*Der Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten  
des Politischen Departements, A. Zehnder, an den schweizerischen Gesandten  
in Stockholm, A. Daeniker*

Kopie  
S AG

Bern, 1. Mai 1952

Bei unserer letzten Besprechung über Ihre Mission in Schweden habe ich Sie auf verschiedene Angelegenheiten aufmerksam gemacht, die ich seit drei Jahren entweder direkt mit Herrn Hammarskjöld oder durch Vermittlung der Schwedischen Gesandtschaft in Bern mit dem schwedischen Aussenministerium behandelt habe. – Ich würde nun grossen Wert darauf legen, dass Sie diese Angelegenheiten in die Hand bekämen. Es handelt sich um folgendes:

*1. Handel West-Ost.*

Infolge der amerikanischen Politik des «Stockpiling» gerieten wir kurz nach dem Ausbruch des koreanischen Krieges in eine schwierige wirtschaftliche Lage, weil wir plötzlich vor eine knappe Rohstoffversorgung der Schweiz gestellt wurden. Versuche, diese Knappheit durch massive Käufe im Auslande zu überwinden, stiessen auf Schwierigkeiten doppelter Natur: Einerseits die Unmöglichkeit der Oststaaten, uns mit Rohstoffen zu versorgen, und anderseits die Weigerung der USA, uns Rohstoffe zu geben, solange wir uns nicht der amerikanischen Blockadepolitik gegenüber der Sowjetunion, China und den Satellitenstaaten angeschlossen haben. Zu unserem Leidwesen mussten wir feststellen, dass zu Ende des Jahres 1950 die Schweiz mit ihrer freien Währung als Drehscheibe für alle unerlaubten Geschäfte zwischen West und Ost benutzt wurde. Zunächst versuchten wir, diesem für uns unerfreulichen Zustand beizukommen, indem wir für besonders empfindliche Waren das Einfuhrzertifikat einführten, d. h. indem der Staat die Garantie dafür übernahm, dass die mit dem Einfuhrzertifikat versehenen Waren aus der Schweiz nicht «en l'état» weiterausgeführt werden<sup>1</sup>. Auf finanziellem Gebiet wurde unter den wichtigsten schweizerischen Banken ein Gentlemen's Agreement abgeschlossen, das Richtlinien für die Mitwirkung bei finanziellen Transaktionen im West-Osthandel enthält<sup>2</sup>. Ferner traten wir der westlichen Rohstofforganisation in Washington bei, wo international die knappen Rohstoffe auf alle westlichen Länder verteilt wurden und heute noch verteilt werden. Zu Ihrer Dokumentation lege ich hier den einschlägigen Antrag an den Bundesrat<sup>3</sup>,

1. Vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 84, Annex (DoDiS-8911), Anm. 7 und 8.

2. Vgl. das Rundschreiben Nr. 51 D. der Schweizerischen Bankiervereinigung an die Direktionen der Mitgliedbanken vom 28. Mai 1951, E 2001(E)1969/121/5. Vgl. auch die Notiz von G. de Rham an M. Petitpierre vom 22. Juli 1952, *ibid.* (DoDiS-10260).

3. Vgl. den Antrag des Volkswirtschaftsdepartements an den Bundesrat vom 25. Januar 1951, E 2200.148(-)1971/93/12. Vgl. auch den publizierten Bundesratsbeschluss Nr. 2 über die Überwachung der Einfuhr (vom 30. Januar 1951), AS, 1951, S. 45 f.

unsere Beitrittserklärung zur Rohstofforganisation<sup>4</sup> sowie das Zirkular der Bankiervereinigung<sup>5</sup> bei.

Mit den Arbeiten der Rohstofforganisation sind wir zufrieden und werden dort ebenso gut behandelt wie andere Länder. Das Einfuhrzertifikat hat sich eingespielt und wird seit einiger Zeit generell von fast allen westeuropäischen Staaten für Rohstoffe und strategisch wichtige Waren verlangt. Die USA erklärten aber, sie seien mit den von der Schweiz getroffenen Massnahmen noch nicht zufrieden, und forderten die Annahme durch die Schweiz der internationalen Listen I & II für strategische Waren<sup>6</sup>. Diese Listen enthielten neben Rohstoffen eine Vielzahl von Waren schweizerischer Produktion, die gemäss amerikanischer Konzeption nicht mehr nach dem Osten verkauft werden dürften (so Werkzeugmaschinen, Kugellager, elektrotechnische und feinmechanische Apparate). Wir weigerten uns aus neutralitätspolitischen Überlegungen, dem amerikanischen Blockadesystem beizutreten, und wurden daraufhin von USA blockiert für Waren, die Gegenstand der internationalen Listen I & II bildeten. Schwierig wurde die Lage für unsere Industrie vom Augenblick an als es klar wurde, dass die Amerikaner die Anwendung der Listen auch in europäischen Staaten, insbesondere in Deutschland, im Direktexport und Transit kontrollierten. Unsere europäischen Freunde erleichterten uns die Sache nicht. Da sie selber nur mit Widerwillen die amerikanische Politik befolgten, erklärten sie in Washington immer wieder, es hätte keinen Zweck, die Listen I & II strikte anzuwenden, solange die Schweiz mit ihrer Weigerung, die Richtlinien der Blockade zu befolgen, ein offenes Loch nach Osten im System darstelle.

Im Juli 1951 fanden schliesslich direkte Besprechungen in Bern statt zwischen einer amerikanischen Delegation (Unterstaatssekretär Linder vom State Department) und uns. Sie führten zu einem Gentlemen's Agreement über die schweizerische Handelspolitik gegenüber den Oststaaten, woraufhin die USA die Blockade gegen die Schweiz aufhoben. Seitdem haben wir keine Schwierigkeiten mehr, die Lager sind wieder ausgezeichnet aufgefüllt, und die Amerikaner geben Ausfuhrlicenzen für alle Waren, die wir benötigen. Ich lege Ihnen hier den Antrag an den Bundesrat nach dem erfolgten Abschluss der Besprechungen mit den Amerikanern bei<sup>7</sup>. Unterschrieben wurde nichts. Verhandlungen mit den Oststaaten nach diesem Termin erbrachten den Nachweis, dass die ausgesetzten Kontingente genügend sind.

In den Jahren 1950 und 1951 hatte Schweden die gleichen Schwierigkeiten zu bestehen wie wir und ging wie wir schliesslich auf ein Gentlemen's Agreement mit den USA ein. Über diesen Fragenkomplex konsultierten wir uns ständig. Herr Hammarskjöld war zweimal in der Schweiz<sup>8</sup>, und ich besuchte Stockholm anfangs März 1951<sup>9</sup>. Herr Vallotton begleitete mich zu allen

4. Vgl. die diplomatische Note des Volkswirtschaftsdepartements an die amerikanische Gesandtschaft in Bern vom 3. März 1951, E 2200.148(-)1971/93/12.

5. Vgl. Anm. 2.

6. Vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 105 (DoDiS-8820), Anm. 2.

7. Vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 106 (DoDiS-7230).

8. Am 30. September/1. Oktober 1950 und am 8. November 1951.

9. Vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 86 (DoDiS-8158).

Besprechungen. Ob er Notizen hinterliess, entzieht sich allerdings meiner Kenntnis.

## 2. OECE-UEP-NATO-Europarat.

Wir sind, wie Sie wissen, im Jahre 1948 der OECE als Vollmitglied beigetreten. Diese Organisation hatte zunächst die Aufgabe, die amerikanische Geldhilfe (Marshallplan) nach wirtschaftlichen Grundsätzen an die in der Organisation zusammengeschlossenen europäischen Staaten zu verteilen. Da die Schweiz kein «recipient country» war, so hat man für sie in Art. 14 des Abkommens eine Désintéressement-Klausel eingefügt. Sie finden beiliegend die Botschaft des Bundesrates an die eidgenössischen Räte<sup>10</sup>.

Das wichtigste Kind der OECE ist die Europäische Zahlungsunion, Union européenne de paiements (UEP). Sie brachte die Liberalisierung des Warenverkehrs und der Invisibles, die Nichtdiskriminierung eines Partners aus Gründen der Zahlungsbilanz und die beschränkte Konvertibilität der Währungen durch die Multilateralisierung der Kompensation der Saldi im gebundenen Zahlungsverkehr. Der Botschaft des Bundesrates an die eidgenössischen Räte, die ich Ihnen ebenfalls beilege, entnehmen Sie alles Wissenswerte. Gegenwärtig ist eine neue Botschaft in Vorbereitung über die Weiterführung der UEP nach dem 30. Juni 1952<sup>11</sup>. Sie werden sie in etwa drei Wochen erhalten. Da sie alles Wissenswerte enthält, brauche ich heute nicht auf Einzelheiten einzugehen. Die UEP hat uns mehr oder weniger befriedigt, trotz der Schwankungen, die sie durch ein zu weit gestecktes Ziel bei der Liberalisierung der Importe und deren teilweiser Rückgängigmachung gebracht hat.

Dringende praktische Fragen sind nun die folgenden:

a) Die EPU als formell selbständiges Organ der OECE wird geleitet durch ein Direktionskomitee, in welchem nicht alle Länder vertreten sind, wohl aber die Schweiz und zwar durch Generaldirektor Rossy von der Schweizerischen Nationalbank. Am 30. Juni erfolgen Neuwahlen. Wir wollen und müssen unbedingt die Vertretung hier beibehalten, entscheidet sich doch in diesem Komitee der Grad der Ausnützung der schweizerischen Quote und damit auch des Bundeskredites.

b) Die Koordination der Handelspolitik erfolgt im Rahmen der OECE im Handelskomitee. Dieses Komitee ist neu und ersetzt die bisherigen Comités restreints, vor welche die einzelnen Regierungen zitiert werden konnten, um sich für Massnahmen zu verantworten, die nicht im Einklang mit den Grundsätzen der OECE standen. Dieser Tage offerierten nun die Mitglieder der OECE Herrn Minister Hotz einen Sitz im neuen Comité commercial. Herr

10. Vgl. *DDS, Bd. 17, thematisches Verzeichnis*: Die Schweiz und Europa / Marshallplan. Vgl. auch die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend den Beitritt der Schweiz zu dem am 16. April 1948 in Paris unterzeichneten Abkommen über die europäische wirtschaftliche Zusammenarbeit (vom 20. August 1948), *BBl, 1948, Bd. 100, II, S. 1177-1222*.

11. Vgl. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die Verlängerung der Mitgliedschaft der Schweiz in der Europäischen Zahlungsunion (vom 20. Mai 1952), *BBl, 1952, Bd. 104, II, S. 221-264*.

Minister Hotz hat angenommen unter der ausdrücklichen Voraussetzung, dass die Schweiz dadurch nicht ihren Sitz im Comité de Direction der UEP verliere.

c) Vor dem 30. Juni ist schliesslich noch das Exekutivkomitee der OECE neu zu bestellen. Hier gilt die Regel der Rotation. Die Schweiz war in ihm 1948/49 vertreten und zwar durch unseren ständigen Delegierten bei der OECE, Herrn Bauer. 1950/51 war Herr Bauer Rapporteur général. Turnusmässig sollten wir nun für 1952/53 wieder Mitglied des Exekutivkomitees werden. Es ist uns klar, dass die Schweiz nicht in allen wichtigen Steeringkomitees vertreten sein kann. Um den Sitz in den beiden erstgenannten Komitees zu behalten, wären wir allenfalls bereit, auf den Sitz im Exekutivkomitee zu verzichten.

d) Eines der wichtigsten Postulate der Schweiz ist die Unabhängigkeit der OECE von allen politischen Einmischungen aller internationalen Organisationen mit militärischem Charakter. Vor etwa zwei Jahren mussten wir den Versuch des Europarates abwehren, sich der OECE zu bemächtigen. Die Schweden unterbreiteten damals eine Kompromissformel, die für uns unannehmbar war. Schliesslich wurde ein Comité mixte gegründet, welches zu entscheiden hatte, ob und welche wirtschaftlichen Fragen von der OECE oder dem Europarat behandelt werden müssen und welche Dokumente gegenseitig ausgetauscht werden können. Vor Jahresfrist begann dann der starke Druck der NATO auf die OECE. Artikel 2 des Nordatlantikpaktes sieht nämlich im Interesse der reibungslosen Abwicklung der Aufrüstung eine Koordination der Handelspolitik der beteiligten Staaten vor. Es wurde beschlossen, ein solches Koordinationskomitee ins Leben zu rufen. Man stellte jedoch sehr bald fest, dass seine Aufgaben analog jenen der OECE wären und es keinen Zweck hätte, von vorne anzufangen. Deshalb tauchte in erster Linie in England die Idee auf, die OECE durch die NATO aufzusaugen. Die «Neutralen» setzten sich zur Wehr. Herr Bundesrat Petitpierre erhielt am 28. März 1952 anlässlich der Zusammenkunft des Rates der OECE à l'échelon ministériel die Zusicherung, dass die OECE unabhängig von der NATO bleiben und sich mit Fragen der Aufrüstung nicht zu befassen haben werde. Praktisch sieht die Sache trotzdem noch recht heikel aus<sup>12</sup>. In der Tat haben alle Länder der NATO beschlossen, seitdem der Sitz nach Paris verlegt worden ist, aus Ersparnisgründen identische Delegationen bei der OECE und bei der NATO für Wirtschaftsfragen zu unterhalten. Die NATO-Länder sind somit durch ein und dieselben Delegierten bei der NATO wie bei der OECE vertreten. Im Interesse des Friedens haben wir dieser Lösung zugestimmt. Herr Hammarskjöld beabsichtigt nun offenbar, den Bock zum Gärtner zu machen und den Engländern das Präsidium der OECE (bisher Stikker, holländischer Aussenminister) vorzuschlagen, damit der Druck der NATO auf die OECE aufhört. Ich glaube, es wäre eine gute Lösung. Der englische Schatzkanzler<sup>13</sup>, der in einem solchen Falle zum Präsidenten gewählt würde, hat auf Herrn Bundesrat Petitpierre den besten Eindruck gemacht und ihm auch persönlich versprochen, die Interessen der «Neutralen» zu schützen.

---

12. Vgl. Nr. 20 in diesem Band.

13. R. A. Butler.

### 3. Kriegsmaterial-Käufe in USA<sup>14</sup>.

Für die Modernisierung der Ausrüstung der schweizerischen Armee brauchen wir amerikanisches Kriegsmaterial. Damit dieses geliefert werden kann, verlangt die amerikanische Regierung einen Briefwechsel gemäss Sektion 408 e des Mutual Security Act. Diese Bestimmungen sind auf Länder zugeschnitten, die amerikanische Militärhilfe erhalten. Alle Länder der NATO haben solche bilaterale Abkommen mit USA unterzeichnet, Schweden und die Schweiz aber nicht. Herr Bruggmann hat darüber Verhandlungen mit dem State Department begonnen und eine Formel gefunden, die annehmbar erscheint. Wenn wir bis heute diese auf einen neutralen Staat zugeschnittene Formel noch nicht unterschrieben haben, so deshalb, weil Schweden versucht, überhaupt ohne schriftliches Engagement durchzukommen. Wir glauben zu wissen, dass dies Schweden nicht gelingen werde. Sobald dieser Punkt endgültig abgeklärt sein wird, werden wir, auch ohne Schweden, die von Herrn Minister Bruggmann vereinbarte Erklärung unterzeichnen. Zu ihrer Orientierung lege ich Ihnen den einschlägigen Antrag an den Bundesrat bei<sup>15</sup>.

Dies sind nun für den Augenblick die wichtigsten Fragen im Verkehr Schweiz–Schweden, über die Sie restlos im Bild sein müssen. Wenn noch etwas unklar ist, können wir es ja bei Ihrem nächsten Besuch in Bern besprechen.

14. Vgl. Nr. 24 in diesem Band.

15. Vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 139 (DoDiS-8296).

## 2

E 2800(-)1967/59/92

[DoDiS-8611]

*Le Ministre de Suisse à Paris, P. A. von Salis,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

L

Paris, 5 mai 1952

Vos services m'ayant chargé d'intervenir en vue d'éviter l'ouverture de nouveaux casinos à St. Gingolph et à Annemasse, j'ai été reçu avant-hier samedi par M. Robert Schuman, Ministre des Affaires étrangères, qui m'a prié de le rappeler à votre bon souvenir. Il s'est félicité de votre récent voyage à Paris pour l'OECE<sup>1</sup>, en soulignant tout l'intérêt que cette organisation avait à voir les ministres des Affaires étrangères eux-mêmes se rendre aux séances et, notamment, aussi ceux des pays comme la Suisse, qui se trouvent dans une situation un peu spéciale. M. Schuman a ajouté que pour lui, l'OECE restait l'organisation internationale, ou plutôt européenne, la plus intéressante et que, jusqu'à maintenant, elle avait donné les résultats les plus satisfaisants.

1. M. Petitpierre s'est rendu à Paris du 27 au 29 mars 1952 pour la réunion du Conseil des Ministres de l'OECE, cf. E 2210.2(-)1973/121/4. Sur l'OECE, cf. DDS, vol. 18, table méthodique: La Suisse et l'Organisation européenne de coopération économique.

M. Schuman m'a retenu pendant une bonne demi-heure et ne m'a pas caché l'appréhension qu'il éprouvait pour l'avenir des relations franco-allemandes. Il me disait qu'étant rentré pour quelques jours à Metz à Pâques, il avait relu les mémoires de M. Stresemann et qu'il avait été frappé de la similitude de la situation entre maintenant et la phase avant la signature de l'accord de Locarno<sup>2</sup>. Il s'est montré très déçu de l'attitude des autorités allemandes et il a convenu que rien n'avait changé depuis les deux dernières guerres et que l'on se demandait ce qui devrait arriver pour amener les Allemands à de meilleurs sentiments et à une attitude plus européenne. Avec beaucoup de bienveillance, M. Schuman a attribué cette situation au fait que les partis politiques allemands n'étaient pas d'accord entre eux, à des rivalités personnelles et à des intrigues fort déplaisantes.

Il s'est montré également déçu du fait qu'il n'avait pas été possible de parapher l'accord sur la communauté de défense<sup>3</sup>, en précisant que, comme dans toutes les organisations internationales, on renvoyait la décision sur les questions importantes jusqu'au dernier moment. Cela permettait le démarrage des problèmes, mais avait l'inconvénient de concentrer sur la fin de la négociation toutes les questions graves à trancher. M. Schuman espérait cependant pouvoir signer l'accord d'ici la fin du mois, mais se faisait de grands soucis quant à la réaction du parlement français et aussi de l'opinion publique qui, à ses dires, se montrait de plus en plus récalcitrante en ce qui concerne le problème franco-allemand.

Pour ce qui est du problème de la Sarre<sup>4</sup>, mon interlocuteur a relevé que le 20 mars, il s'était entretenu avec le Chancelier Adenauer et le Président du Conseil de la Sarre pendant une heure et demie sur les questions communes et qu'il pensait que l'on était arrivé plus ou moins à un accord sur la voie à suivre pour régler ce litige. La sortie violente de M. Adenauer au parlement<sup>5</sup> l'a pris complètement par surprise et depuis lors, les conversations n'ont pas été reprises entre les deux gouvernements. M. Schuman estime que du moment que la France s'était déclarée d'accord de tout temps à avoir des conversations sur le problème, il appartenait maintenant au Gouvernement allemand de prendre l'initiative pour de nouvelles délibérations, mais a-t-il ajouté, du

---

2. R. Schuman fait allusion au *Traité de garantie mutuelle, dit Pacte rhénan, entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, signé le 16 octobre 1925 à l'issue de la Conférence de Locarno (5-16 octobre 1925). Sur la Conférence de Locarno, cf. E 2001(C) -/1/65.*

3. *Le traité instituant la Communauté européenne de défense (CED) est signé à Paris le 27 mai 1952 par la Belgique, la France, la RFA, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. En France, l'Assemblée nationale rejette le projet de loi de ratification le 30 août 1954. Sur cette question, cf. N° 41 dans le présent volume; le rapport politique N° 5 de P. A. von Salis à M. Petitpierre du 10 mars 1953, E 2300(-)/9001/107 (D0D1S-8454). Cf. aussi E 2001(E)1969/121/252.*

4. *Sur la question de la Sarre, cf. E 2001(E)1969/121/250. Cf. également la lettre politique N° 26 de P. A. von Salis à M. Petitpierre du 16 avril 1953, E 2300(-)/9001/107 (D0D1S-8967).*

5. *Le Chancelier Adenauer a déclaré au parlement qu'un Etat allemand unifié ne sera pas nécessairement lié par l'ensemble des obligations contractées envers l'Occident, cf. le rapport politique N° 24 de P. A. von Salis à M. Petitpierre du 29 avril 1952, E 2300(-)/9001/350.*

moment que pour l'Allemagne il semblait que la seule solution était le retour intégral de la Sarre à ce pays, il n'y avait effectivement plus de place pour une négociation ou une discussion. En tous les cas, ce problème n'a pas avancé d'un pas depuis le discours de M. Adenauer.

En ce qui concerne enfin l'attitude vis-à-vis de la Russie, M. Schuman maintient son point de vue qu'il conviendrait de faire un grand effort de la part des Occidentaux pour donner une réponse à l'URSS qui permette de continuer l'entretien<sup>6</sup>. Il semble que les quatre Puissances occidentales étaient d'accord sur la seconde réponse, mais qu'en dernière heure, le Gouvernement américain avait formulé de nouvelles conditions, moins conciliantes. Les discussions se prolongent à Londres; les Américains seraient en voie de se rallier à la thèse des deux autres alliés, mais on ne pense pas que la réponse pourrait être prête avant une dizaine de jours.

M. Robert Schuman n'a pas caché qu'il voyait l'avenir avec une certaine inquiété et qu'il fallait tenir compte, dans une mesure toujours plus grande, de l'opinion publique française qui n'était plus aussi docile et qui voyait avec une certaine animosité, mélangée de peur, le rétablissement de l'Allemagne.

---

6. *Il est question ici de la réponse à la note de Staline du 11 mars 1952 sur le statut de l'Allemagne, cf. DDS, vol. 18, N° 138 (DoDiS-7700), ainsi que le rapport politique N° 14 de C. Gorgé à M. Petitpierre du 17 avril 1952, E 2300(-)/9001/286 (DoDiS-7719).*

### 3

E 2300(-)/9001/192  
[DoDiS-9646]

*Der schweizerische Gesandte in Köln, A. Huber,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

#### DIE UNTERZEICHNUNG DES DEUTSCHLANDVERTRAGES

PB Nr. 12

Köln, 26. Mai 1952

Der Deutschlandvertrag ist heute in Bonn unterzeichnet worden<sup>1</sup>. Morgen findet die Unterzeichnung des Vertrages über die Europäische Verteidigungsgemeinschaft in Paris statt. Viele Anzeichen deuten nunmehr darauf, dass das Vertragswerk auch die Ratifizierung durch die Bundesrepublik finden werde. Die Entscheidungen sollen noch vor den Parlamentsferien (20. Juli) fallen. Die Zustimmung durch den Bundestag ist wahrscheinlich, fraglich aber diejenige des Bundesrats. Nachdem Adenauer in dieser Kammer durch die Fusion von Baden und Württemberg seine Mehrheit verlor, bildet dieses Land das Zünglein an der Waage! So paradox es klingt: Stuttgart ratifiziert!

Eine weitere Klippe besteht beim Bundesverfassungsgericht: Bekanntlich schwebt dort die sozialdemokratische Feststellungsklage, dass der Vertrag über

---

1. *Der Originaltitel lautete:* Vertrag über die Beziehungen zwischen der Bundesrepublik Deutschland und den drei Westmächten – *auch Generalvertrag genannt.*



die Europäische Verteidigungsgemeinschaft (EVG-Vertrag) als verfassungsändernde Norm nur mit Zweidrittelmehrheit ratifiziert werden kann – was ohne die sozialistischen Stimmen unmöglich wäre!

Was die alliierten Vertragspartner anbetrifft, dürfte der amerikanische Senat als erstes Parlament an die Ratifizierung schreiten. Jedenfalls fährt McCloy sofort nach dem Unterzeichnungsakt in Paris nach den USA, um die Ratifizierung durch den Senat zu betreiben, wenn möglich bis Anfang Juli. Das französische Parlament wird sich wahrscheinlich als letztes mit der Ratifizierung befassen, also kaum vor dem Herbst<sup>2</sup>.

Das Vertragswerk ist ein grosser Erfolg für Adenauer; es verändert die Stellung der Bundesrepublik von Grund auf. Sie erhält praktisch ihre volle Souveränität über ihre inneren und äusseren Angelegenheiten. Dem Besatzungsregime wird ein Ende gesetzt: das Besatzungsstatut aufgehoben und die Hochkommission aufgelöst. Aufgabe der in der Bundesrepublik stationierten alliierten Truppen ist nicht mehr die Besetzung, sondern der Schutz des Landes. Als Beschränkungen bleiben nur die sogenannten «Vorbehaltsrechte». Sie ergeben sich aus zwei Umständen: Der Teilung Deutschlands und dem Verbleiben alliierter Truppen in der Bundesrepublik. Die Vorbehaltsrechte wahren die Rechte der Alliierten bei Friedensverhandlungen mit den Sowjets, ihre Stellung in Berlin und geben ihnen die erforderliche Handhabe zur Gewährleistung der Sicherheit ihrer in Deutschland stationierten Truppen. Im übrigen wird Westdeutschland zum unabhängigen, selbständigen und gleichberechtigten Staatswesen!

Die Opposition kritisiert, dass wesentliche Bestandteile des Besatzungsrechts inkraft bleiben und durch die deutsche Zustimmung «versteinert» werden. Inwiefern dies im einzelnen zutrifft, ist anhand der Texte noch zu prüfen; immerhin bringen die Verträge auch in dieser Hinsicht eine ganz wesentliche Erweiterung der deutschen Handlungsfreiheit. Die Einschränkungen sind die Ausnahmen, Schönheitsfehler. Die Bundesrepublik kann grundsätzlich frei darüber entscheiden, welche während der Besatzungszeit erlassenen Vorschriften aufrechterhalten bleiben sollen. Ausnahmen sind vorgesehen für die Verwirklichung der sogenannten «alliierten Programmpunkte», wie: Dekartellisierung, Entflechtung, Wiedergutmachung gegenüber Opfern des Nationalsozialismus<sup>3</sup>, etc.

Trotz dieser Fortschritte ist von Jubel nichts zu sehen. Charakteristisch für die Volksstimmung ist z. B., dass die vom Bundesinnenminister<sup>4</sup> empfohlenen Feierlichkeiten (Beflaggung, schulfreier Tag) mit auffallender Reserve aufgenommen, teilweise sogar nicht befolgt wurden. Diese Zurückhaltung erklärt sich nicht etwa aus Abneigung oder gar Hass gegen den Westen, auch nicht wegen der Vorbehaltsrechte der Alliierten; sie erklärt sich auch nur zum Teil aus der Unsicherheit der Lage und der Sorge um russische Repressalien. In dieser Hinsicht ist vorläufig keine übertriebene Unruhe zu spüren. Ursache der gedämpften Stimmung, eines gewissen Malaise, ist, dass die Frage der

---

2. Vgl. dazu Nr. 2, Anm. 3, in diesem Band.

3. Vgl. Nr. 106 in diesem Band.

4. R. Lehr.

deutschen Wiedervereinigung ungelöst bleibt. Weite Volksteile glauben, dass für die Fortschritte in der Stellung der Bundesrepublik als Preis die Wiedervereinigung Deutschlands bezahlt werde. Man vergisst in Deutschland, dass bei der gegenwärtigen Zweiteilung der Welt es ausgeschlossen erscheint, dass Russland zu beidem: Integration und Wiedervereinigung seine Zustimmung geben würde. Berücksichtigt man diese Grundtatsache der Ost-Westspaltung, so erscheint das von Adenauer Erreichte als Politik im Sinne der Kunst des Möglichen. Das wird im Ausland höher gewürdigt als von den eigenen Landsleuten.

## 4

E 4800.1(-)1967/111/2  
[DoDiS-9489]

*Der Chef der Polizeiabteilung des Justiz- und Polizeidepartements,  
H. Rothmund, an den Chef der Deutschen Interessenvertretung  
in der Schweiz<sup>1</sup>, H. Frölicher*

*Kopie*

S

Bern, 3. Juni 1952

Mit ihrem Schreiben vom 31. Mai<sup>2</sup> teilen Sie mir mit, Sie hätten das Kreisschreiben der Polizeiabteilung an die Armendirektoren der Kantone vom 31. Januar 1952<sup>3</sup> erst erhalten, nachdem Sie Herrn Generalkonsul Wehl gestützt auf ein Gespräch bei uns vom 31. Januar orientiert hätten. Sie hätten es ihm nicht übergeben.

Wie Sie richtig bemerken, wurde Ihnen damals erklärt, wir könnten nur auf der Grundlage des schweizerisch-französischen Unterstützungsvertrages ein Abkommen mit Kostenersatz mit Deutschland verhandeln. Sie vertraten bei unserer Besprechung ganz offensichtlich den deutschen Standpunkt, so wie Sie ihn aus Ihrer Tätigkeit als Chef der deutschen Interessenvertretungen in der Schweiz zu erkennen glaubten. Wir waren deshalb anlässlich jener Besprechung auch zurückhaltend, wenn wir auch zu verstehen gegeben haben, dass wir das uns von Ihnen Vorgetragene prüfen würden.

Wie sich herausgestellt hat, war diese Zurückhaltung angebracht, aber offensichtlich noch zu wenig deutlich. Immerhin hatte ich nicht angenommen, dass Sie dem deutschen Generalkonsulat Ihre vom deutschen Standpunkt aus ja verständlichen Überlegungen übermitteln und dabei in Aussicht stellen würden, wir könnten oder müssten uns diesen anschliessen.

---

1. Die Deutsche Interessenvertretung in der Schweiz war dem Politischen Departement unterstellt. Sie übernahm zwischen 1945 und 1953 die treuhänderische Verwaltung der ehemaligen Gesandtschaft und Konsulate des Deutschen Reiches in der Schweiz und betreute und unterstützte die deutsche Kolonie in der Schweiz. Vgl. auch DDS, Bd. 16, Nr. 6 (DoDiS-1993).

2. Vgl. das Schreiben von H. Frölicher an H. Rothmund vom 31. Mai 1952. Nicht abgedruckt.

3. Nicht abgedruckt.

In Ihrem Schreiben vom 31. Mai bemühen Sie sich, den deutschen Standpunkt noch deutlicher zu vertreten. Die schweizerischen Interessen, für die wir uns in Luzern mit voller Überzeugung und in auch für die deutsche Delegation verständlicher Weise energisch eingesetzt hatten, lassen Sie dabei völlig ausser Betracht<sup>4</sup>.

Obleich mir Ihre Einstellung schon anlässlich unserer Besprechung vom 31. Januar etwas sonderbar erschienen war, sodass ich mich veranlasst sah, Sie nicht zu weiteren Besprechungen beizuziehen, hatte ich doch geglaubt, Ihre Stellung als Chef der DIV beschränke sich auf einige aus dem Untergang des deutschen Reiches sich ergebende treuhänderische Aufgaben nach den Instruktionen des Politischen Departements<sup>5</sup>. Sie scheinen sie jedoch dahin auszulegen, dass Sie die deutschen Interessen ganz allgemein zu vertreten gehabt hätten, selbst im Gegensatz zu schweizerischen, ja sogar gegen diese. Das Urteil darüber, wie Ihre Stellung verstanden ist, muss ich allerdings dem Politischen Departement überlassen, dem unsere Korrespondenz unterbreitet wird.

Ich bedaure, mich derart getäuscht zu haben, und versichere Sie, Herr Minister, meiner ausgezeichneten Hochachtung.

---

4. Vgl. Nr. 36, Anm. 13, in diesem Band.

5. Vgl. den Rechenschaftsbericht der Deutschen Interessenvertretung über ihre Geschäftstätigkeit im Jahre 1952 und bis zu ihrer Schliessung am 30. 4. 1953, E 2001-03(-)/7/4.

## 5

E 2001(E)1972/33/4  
[DoDiS-10218]

*Der schweizerische Gesandte in London, H. de Torrenté,  
an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten  
des Politischen Departements, A. Zehnder*

S

London, 9. Juni 1952

In meinem Schreiben vom 16. Mai<sup>1</sup> hatte ich Ihnen mitgeteilt, dass ich dem britischen Aussenminister Herrn Eden anlässlich meiner Unterredung mit ihm am gleichen Tage ein Memorandum über die Lieferung von Sapphire Triebwerken übergeben hatte. Eine offizielle Reaktion auf meine Intervention ist bisher nicht erfolgt, doch hatte der ehemalige Militärattaché dieser Gesandtschaft, Herr Oberst Rieser, der sich gegenwärtig in London aufhält, Gelegenheit, anlässlich eines zufälligen Zusammentreffens mit Air Marshal Sir John Boothman, Controller of Supplies (Air) des Ministry of Supply, über die Angelegenheit zu sprechen. Er konnte dabei folgendes in Erfahrung bringen.

*1. Grund der Verzögerung.* Die Schwierigkeiten und Verzögerung der Antwort der britischen Regierung auf unser Begehren seien darauf zurückzuführen, dass bei einem der NATO-Staaten, der ebenfalls ein Begehren um

---

1. Nicht abgedruckt.

Lieferung von Sapphires gestellt hatte, bezüglich der Geheimhaltungspflicht undichte Stellen vorhanden waren. Man hätte festgestellt, dass aus diesem Land Informationen hinter den Eisernen Vorhang weitergeben wurden. Es sei aber aus politischen Gründen nicht möglich gewesen, einerseits der neutralen Schweiz Sapphire zu verkaufen und andererseits die Lieferung an einen NATO-Staat zu verweigern.

Jetzt seien diese undichten Stellen aber blossgelegt und würden eliminiert, wodurch eine Lieferung an diesen NATO-Staat nicht mehr abgelehnt werden müsse. Damit sei nun endlich auch die Möglichkeit der Genehmigung unseres Gesuchs gegeben.

[...]<sup>2</sup>

---

2. Punkt 2 betrifft den Liefertermin und Punkt 3 die Offizielle Antwort.

## 6

E 2300(-)/9001/99

[DoDiS-9019]

*Le Ministre de Suisse à Buenos Aires, M. Fumasoli,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

L

Buenos Aires, 11 juin 1952

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai eu hier un entretien avec le président Perón et une entrevue avec M. Remorino, ministre des Affaires étrangères, dont les termes me paraissent présenter quelque intérêt pour vous.

Je n'avais aucune raison spéciale de voir le président de la République, mais le chef du Protocole de l'Etat<sup>1</sup> auquel j'ai annoncé mon départ pour la Suisse dans quelques jours et qui est un ami personnel à moi, me suggéra de demander une audience auprès du général, en ajoutant qu'il savait que celui-ci me verrait avec plaisir. J'observai que je n'avais aucune question importante à soumettre au président, mais que je serais évidemment heureux de le saluer avant mon départ, d'autant plus qu'il m'avait constamment donné des signes de bienveillance. Deux jours après, on me fit savoir que M. Perón me recevrait hier matin. Il m'accueillit avec la plus grande amabilité et il me retint pendant une heure. Je ne reproduirai pas ici – sachant combien votre temps est précieux – tous les termes de la conversation; je me bornerai à résumer les déclarations les plus intéressantes de M. Perón.

Je sais par les quelques collègues qui voient le président à cause de leurs problèmes (surtout les ambassadeurs d'Italie<sup>2</sup> et du Chili<sup>3</sup>) que M. Perón ne laisse guère beaucoup parler ses interlocuteurs et qu'il aime les longs monologues sur ses propres réalisations gouvernementales. J'ai cependant pu l'amener à s'exprimer, d'une façon générale, aussi sur nos relations avec

---

1. R. Margueirat.

2. G. Arpesani.

3. G. V. Donoso.

l'Argentine. Tout d'abord, il me dit combien il admirait la Suisse, sa politique sociale, sa sagesse, sa discipline, sa réussite. Il croit que notre pays a atteint un aussi haut niveau général à cause du souci des Autorités suisses de donner à tous les citoyens le bien-être matériel, l'instruction et une conscience civique, en développant le sens de l'égalité bien comprise, c'est-à-dire avec les droits et les devoirs qu'elle comporte. Il désire suivre la même voie en ce qui concerne l'Argentine. C'est ce que le général Franco, en Espagne, n'a pas compris, dit M. Perón, car il avait la possibilité de réformer son pays socialement très arriéré et il ne l'a pas fait, en laissant subsister une séparation de classes qui est trop en opposition avec la direction que prend partout la politique sociale. De nombreux pays ne se rendent pas encore compte de cette tendance générale et que plus rien n'arrête. La Suisse a évidemment eu la chance de «gagner» deux guerres: elle l'a mérité parce qu'elle a fait les sacrifices qu'il fallait dans ce but. Elle n'a que quatre millions d'habitants, mais leurs qualités les font valoir pour huit. Il ne croit pas que la guerre soit proche et si elle se produit, il se pourrait que l'Europe occidentale en échappe, car il n'est pas dit que la Russie fasse la faute de porter la guerre au dehors de ses frontières. L'histoire démontre qu'elle aurait tort de le faire. Ici, M. Perón a fait un long exposé sur toutes les guerres faites par la Russie depuis deux siècles, en citant les dates de chaque bataille, les lieux, les forces en présence, les routes suivies, les fautes commises, avec un luxe de détails par rapport à l'histoire de la stratégie, ahurissant. Evidemment je n'ai pas pu contrôler l'exactitude de ses affirmations, ni ai-je compris certains détails de stratégie qu'il m'expliqua, mais je ne serais pas sincère si je soutenais qu'il ne m'en a pas imposé car, enfin, il s'agit d'un homme aux prises, depuis six ans, avec une situation politique et économique peu propice aux méditations historiques. Il arrive donc à la conclusion que la Russie n'attaquera pas, mais que les États-Unis devront un jour attaquer puisqu'une politique d'armement et d'aide financière à l'Europe en vue de la défense, comme celle qu'ils pratiquent, doit forcément les amener à l'épuisement et à la ruine. En revanche une guerre, bien qu'infiniment coûteuse, tend à des objectifs précis, positifs et très importants et elle peut donc être une solution meilleure. Mais quel sera l'aboutissement d'une telle guerre? Où attaqueront les Américains? Sur combien de dizaines de milliers de kilomètres de front en Orient et en Occident? Comment atteindront-ils les centres névralgiques russes dispersés sur un territoire immense et inconnu des Américains? Comment défendront-ils, les Américains, une industrie de guerre concentrée dans des lieux connus en détail par la cinquième colonne communiste? La guerre pourra durer quinze ans et anéantir les belligérants, car les Américains n'ont pas compris qu'on ne peut pas chasser deux lièvres à la fois: préparer la guerre et organiser la domination économique du monde. En faisant cela, ils préparent probablement pour eux-mêmes un échec sans égal dans l'histoire, sans vouloir prétendre que les Russes gagneront la guerre. Que doit donc faire un pays comme l'Argentine? Evidemment se préparer à se suffire à elle-même, tant bien que mal – pendant une longue et tragique période. D'où la politique du général: s'indépendiser [*sic*] économiquement pendant les premières six années de gouvernement (1946/52) en rachetant les services publics exploités par les Anglais pendant cent ans, créer une flotte

marchande, organiser une industrie, etc. Malheureusement, deux années de sécheresse ont infiniment entravé ses efforts, dit le général. «Je savais que cette année serait très difficile», ajoute-t-il, «que je resterais sans devises, que je ne pourrais rien importer de non strictement nécessaire. N'avez-vous pas remarqué qu'aucun de mes plans économiques ne parle de l'année 1952? C'est l'année des sacrifices pour le peuple argentin. Mais j'espère que la récolte me donnera ce qu'elle promet. Alors nous aurons des céréales. Comme j'ai mécanisé l'agriculture et favorisé seulement l'ensemencement des terres hautement productives, j'aurai une production bon marché et je pourrai vendre bon marché. Maintenant commence le plan concernant la production des matières premières et même d'une modeste sidérurgie. Je sais ce que cela comporte comme effort, mais l'Argentine doit y arriver, car la guerre peut nous surprendre et il ne faut pas qu'elle nous trouve dépourvus de toute préparation comme en 1939. Je sais que vous, les Suisses, vous vous préparez également pour cette éventualité et vous êtes sages.»

J'interromps M. Perón pour lui dire qu'en Suisse on ne croit pas à la guerre, mais que nous ne voulons pas non plus nous bander les yeux et nier tout danger et que je me demandais si, en cas de guerre, nous ne pourrions pas transférer certains de nos intérêts industriels, peut-être le siège de quelques entreprises, en Argentine. (Votre Département m'a posé la question à titre confidentiel<sup>4</sup>, et j'ai donc fait comme si le problème m'était venu à l'esprit au hasard de la conversation.) M. Perón me répondit qu'il avait une grande sympathie pour la Suisse et que nous aurions immédiatement, en Argentine, toutes les facilités et les garanties; qu'il serait heureux de nous ouvrir les portes et qu'en dehors de toute situation spéciale et en pleine normalité, comme maintenant, il donnerait aux entreprises suisses qui voudraient s'établir ici, toutes les facilités, sur la base de contrats précis et légaux. «Cette année», dit-il, «les circonstances anormales m'ont obligé de suspendre les services financiers<sup>5</sup>, mais j'en reconnais l'importance et la justice et je désire les reprendre. Et il y a un autre fait: je ne désire pas que l'Amérique du Nord installe ici des entreprises, car partout où les Américains placent de l'argent ils amènent en même temps un cuirassé et leurs méthodes impérialistes. En suspendant les services financiers, je les décourage. Mais vis-à-vis de la Suisse je suis disposé à donner toutes les garanties.» Je vous répète ces phrases, mais il ne faudrait pas les prendre trop à la lettre. Si le diable n'est jamais aussi laid qu'on le peint, je ne crois pas non plus que les anges donnent tout ce qui pourrait se cacher dans la grande ombre bleue de leurs ailes puissantes. Mais il n'en reste pas moins que les déclarations de M. Perón ont été des plus amicales. Là-dessus, je lui déclarai que malheureusement son administration n'avait pas cru pouvoir négocier, au printemps<sup>6</sup>, un accord avec nous, ce qui nous avait déçus, mais que j'espérais que vers la fin de l'année, les conditions de l'économie argentine se présentant probablement sous un jour plus favorable,

4. Sur cette question, cf. E 2010(A)1996/397/219.

5. Sur la suspension des transferts financiers, cf. PVCF N° 1263 du 15 juillet 1952, E 1004.1 (-)/1/543 (DoDiS-9005).

6. Sur les négociations économiques argentino-suissees du printemps 1952, cf. E 7110 (-) 1967/32/670.

il serait possible de reprendre des échanges normaux et conformes à nos traditions et qu'alors je me permettrais de rappeler ses déclarations à lui, aux négociateurs argentins. M. Perón me répéta qu'en effet cette année était vide et difficile pour son pays, mais qu'il était certain qu'à la fin de l'année les choses iraient mieux et alors je n'avais qu'à aller le voir lui-même pour arriver rapidement à une entente qu'il souhaitait. Ici aussi, je prends les déclarations de M. Perón pour ce qu'elles valent, en sachant fort bien que le désir d'être aimable, propre aux Latins, les amène facilement à promettre plus qu'ils ne peuvent tenir.

En résumé, sans donner une importance excessive à l'accueil chaleureux du président, j'en tire les conséquences suivantes: M. Perón a une grande considération et de la sympathie pour la Suisse. Ni l'affaire des tomates<sup>7</sup>, ni les écarts de notre Presse<sup>8</sup> ne semblent lui inspirer un ressentiment inquiétant pour nous. Il voudrait sincèrement, je crois, que nos relations commerciales réciproques fussent normales, surtout parce qu'il doit penser que la technique et le capital suisses pourraient beaucoup aider l'Argentine, mais peut-être aussi parce que son orientation très nette vers l'Europe (qui est du reste dans la tradition de l'Argentine) l'amène à estimer une collaboration avec des pays sérieux comme la Suisse. Enfin, le fait de m'avoir reçu immédiatement, bien que je l'eusse déjà vu le cinq juin<sup>9</sup> et de m'avoir invité à aller le voir lorsque je le désire, constitue peut-être une preuve de la sincérité du président en ce qui concerne ses déclarations de sympathie vis-à-vis de la Suisse.

Ma visite à M. Remorino, ministre des Affaires étrangères, a été également positive! M. Remorino est un homme sérieux et moins exubérant que M. Perón. Ses affirmations de sympathie pour la Suisse sont sans doute sincères. Lorsqu'il me dit qu'il tient absolument à ce qu'un accord convenable soit mis sur pied avec la Suisse, il est certainement aussi sincère, de même que lorsqu'il me déclare qu'il est décidé à s'employer dans ce but. Il m'a dit que la réponse que M. Juncosa Séré apportait à Berne, lui paraissait hâtive et qu'il regrettait de ne pas en avoir été informé avant. J'observai que je devais admettre que le directeur général des affaires économiques (aujourd'hui ministre du Commerce Extérieur) de son ministère, était au courant de la question. M. Remorino me dit que les choses étaient changées depuis la constitution du nouveau Cabinet (je vous en ai parlé dans mon dernier rapport politique<sup>10</sup>) et que son ancien collaborateur M. Caffiero, devenu ministre du Commerce Extérieur, avait, en matière de relations commerciales avec l'étranger, des idées très différentes de celles qui avaient eu cours jusqu'ici, de sorte qu'il est certain que nos futures négociations seront beaucoup plus heureuses. M. Remorino pense cependant aussi que cela dépendra en premier lieu de ce

---

7. Lors de la visite à Berne d'Eva Perón en août 1947, certains manifestants ont lancé des tomates contre le cortège officiel. Cf. DDS, vol. 17, N° 17 (DoDiS-296), surtout note 14.

8. Sur les articles de presse parus en Suisse concernant l'Argentine, cf. E 2001(E)1970/217/23.

9. Cf. la lettre de M. Fumasoli à M. Petitpierre du 6 juin 1952, non reproduite.

10. Cf. le rapport politique N° 10 de M. Fumasoli à M. Petitpierre du 6 juin 1952, non reproduit.

que sera la prochaine récolte argentine. Il ne cache nullement que la situation économique actuelle du pays est grave, mais il est persuadé que ça ira mieux vers la fin de l'année. Je voudrais en être aussi sûr que lui! Il est frappant de constater avec quelle tranquille assurance le président et son ministre des Affaires étrangères (qui est sérieux) envisagent l'avenir économique du pays, alors que l'opinion publique fait preuve, à l'unanimité, d'une si grande préoccupation et même, dans certains cas, de tant de désespoir. M. Remorino a relevé que les étrangers qui regardent avec tant d'espoir vers le Brésil ont bien tort; que le Brésil a également eu ses crises et qu'il en aura encore bientôt; qu'il s'agit d'un pays à monoculture et que lorsque la production ou la vente du café va mal, tout s'effondre; que l'Argentine a une économie bien plus stable, à cause de la race des habitants, de la diversité de la production, etc. Bref, je n'allongerai pas davantage ce rapport par les détails d'une conversation forcément étendue à plusieurs sujets. Je désire seulement souligner ici les excellentes dispositions du ministre des Affaires étrangères, au moins en théorie. J'aurai l'occasion de constater plus tard ce qu'elles valent dans la réalité.

J'ai demandé à M. Remorino s'il avait déjà choisi le Ministre qui irait à Berne. Il me répondit, *sous le sceau du secret*, qu'il pensait vous envoyer son frère. Il semble s'agir d'un homme sérieux, très adonné aux études, à l'art et très aimant de la vie tranquille. D'après le ministre des Affaires étrangères, M. Perón aurait déjà offert à Remorino-frère l'Ambassade de Londres, mais celui-ci l'aurait refusée lui paraissant représenter pour lui un trop lourd poids. Le ministre a donc pensé lui offrir, me déclara-t-il, «la plus importante des légations argentines, celle de Berne». M. Perón a donné son assentiment et il n'attend plus que la réponse du candidat. Le ministre espère vivement que son frère acceptera, bien qu'il ait quelques craintes à cause de sa nombreuse famille. D'après les renseignements que j'ai pu recueillir jusqu'ici (notre Légation les complétera plus tard le cas échéant), M. Remorino ne serait pas homme à nous créer des difficultés en Suisse, comme Ministre d'Argentine. Il ne serait probablement pas non plus un diplomate actif, prenant très à cœur le développement des relations économiques entre les deux pays. Au fond, pourquoi veut-on envoyer en Suisse comme Ministre, le propre frère du ministre des Affaires étrangères? Est-ce lui qui désire voyager en profitant en même temps du splendide traitement que l'Argentine octroie à ses chefs de mission, ou bien l'a-t-on choisi dans un but plus précis? Quoi qu'il en soit, j'admets que ce choix peut être considéré comme une marque de considération vis-à-vis de nous et c'est en tout cas comme cela qu'il faudra le prendre, s'il devient définitif, même si à la base de ce choix il n'y a aucun désir de nous flatter, mais uniquement des intérêts personnels. Je vais m'entourer de plus amples renseignements et je reviendrai sur la question au cas où on solliciterait réellement de vous l'agrément pour le personnage en question<sup>11</sup>.

---

11. La demande d'agrément intervient le 3 août 1953 par l'intermédiaire de la Légation d'Argentine à Berne. Cf. la lettre de A. P. Lacu au Département politique du 3 août 1953, E 2001(E)1970/217/88. M. Remorino entre officiellement en fonction le 4 février 1954. Cf. la lettre de A. Bollini au Département politique du 4 février 1954, *ibid.*



P. S. Selon d'autres renseignements que je reçois en cet instant, M. Remorino est le cadet d'une famille de trois garçons. Son père est d'origine italienne et de condition modeste. Il a réussi à gagner quelque argent, ce qui lui a permis de faire faire de bonnes études à ses enfants, dont l'un est un médecin très connu et le second l'actuel ministre des Affaires étrangères. M. Remorino a environ quarante ans; il est marié avec une anglo-argentine et père de cinq enfants. Depuis environ une année, il est établi à Buenos Aires. On ne lui connaît pas d'activité spéciale. Il n'en avait pas non plus à Cordoba, mais il faisait des affaires d'occasion. A Cordoba il avait acheté des antiquités qu'il est venu vendre à Buenos Aires. M. Remorino n'a pas terminé ses études et n'a au fond jamais travaillé sérieusement. C'est la raison pour laquelle il est très peu connu. On dit pourtant qu'il s'agit d'une personne plutôt bien et en tout cas infiniment mieux que M. Llambi. – Politiquement, il est également inconnu: son frère, le médecin, serait antipéroniste. Deux des ses enfants sont asthmatiques. Ce serait peut-être une des raisons pour laquelle M. Remorino voudrait quitter Buenos Aires, à part l'attrait du gros traitement.

## 7

E 2001(E)1969/121/161

[DoDiS-9309]

*Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Conseil fédéral<sup>1</sup>*

POLITIQUE DE NEUTRALITÉ ET EXPORTATION DE MATÉRIEL DE GUERRE

*Copie*

P RP Pas pour la presse

Berne, 12 juin 1952

L'arrêté du Conseil fédéral du 28 mars 1949<sup>2</sup>, qui régleme actuellement la fabrication, le commerce et notamment l'exportation de matériel de guerre, est l'aboutissement d'une politique qui a passé par plusieurs phases sous l'influence des fluctuations de la conjoncture internationale. C'est en quelque sorte le résultat d'une synthèse des points de vue politique et militaire qui s'opposaient. On sait que l'art. 41 de la Constitution fédérale, modifié par votation fédérale en 1938<sup>3</sup>, prescrit que l'importation et l'exportation d'armes et de munitions ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation de la Confédération. En 1944, le Conseil fédéral décréta une prohibition générale d'exportation de matériel de guerre<sup>4</sup>. Cet embargo, approuvé à l'époque par la majorité de l'opinion publique, fut rapporté en 1946<sup>5</sup>. On en vint en 1949 au système actuel qui pose comme principe l'interdiction d'exportation des armes, munitions et explosifs tout en prévoyant que des exceptions ne peuvent être

1. *Il n'y a pas de décision du Conseil fédéral sur cette affaire.*

2. *Sur l'adoption de cet arrêté, cf. DDS, vol. 17, N° 123 (DoDiS-4180).*

3. *Cf. DDS, vol. 12, N° 426.*

4. *Cf. DDS, vol. 15, N° 432.*

5. *Cf. DDS, vol. 16, N° 101 (DoDiS-158) et note 13.*

faites que si elles ne contreviennent pas à des accords internationaux, ni ne nuisent aux intérêts du pays. Seul le Conseil fédéral peut décider d'accorder ces exceptions. Des catégories d'armes, de caractère essentiellement défensif, y compris le matériel démodé de l'armée, peuvent en revanche être exportés au bénéfice d'autorisations délivrées par le Département militaire d'entente avec le Département politique.

A titre d'indication, relevons que nos exportations d'armes se sont élevées, au cours des trois dernières années,

en 1949 à Frs 31 millions

en 1950 à Frs 25 millions

en 1951 à Frs 75 millions

Par rapport à nos exportations totales, les chiffres de nos exportations d'armes ne sont pas élevés, mais si néanmoins ils peuvent impressionner quelques esprits, il ne faut pas oublier qu'il s'agit, dans la règle, de matériel fort coûteux dont le volume n'est pas considérable. Dans le programme d'armement que s'impose maintenant la plupart des Etats, les livraisons de la Suisse ne représentent qu'un apport infime.

Les exportations de certains produits du secteur civil (machines-outils, appareils de haute précision, etc.) sont souvent plus importantes pour la guerre que les armes proprement dites.

Nos exportations qui se sont, nous l'avons vu plus haut, maintenues dans des limites étroites ne sauraient jamais être considérées comme susceptibles d'augmenter sérieusement le potentiel de guerre des armées étrangères. On peut citer, à titre d'exemple, que toute l'exportation suisse de munitions de DCA de 20 mm en Allemagne pendant la dernière guerre ne dépassait pas les quantités de munitions employées pendant une journée de bombardement de Berlin. En outre, toutes les réserves de munition se trouvant en Suisse pendant cette période n'auraient suffi qu'à une seule journée de bombardement sur Cologne.

L'exportation de matériel de guerre présente, pour la Confédération, des aspects politique, militaire et économique.

a) Notre neutralité est une neutralité armée qui nécessite le maintien d'une armée forte et capable d'assurer notre défense nationale. Or, pour remplir cette tâche, l'armée, pour n'être pas tributaire de l'étranger, doit pouvoir être soutenue par une industrie d'armement apte à lui fournir l'équipement moderne indispensable. Mais il est impossible que cette industrie puisse atteindre le développement nécessaire et travailler dans des conditions rentables grâce aux seules commandes du marché intérieur. Elle doit pouvoir compter sur l'exportation qui, en lui donnant les marges de profit suffisantes, lui permet aussi de poursuivre ses recherches scientifiques.

Les règles du droit des gens (Conférence de La Haye 1907) déterminent nettement les devoirs des neutres en temps de guerre relativement au commerce d'armes; elles restent muettes en ce qui concerne le temps de paix. Notre politique dans ce domaine doit s'adapter aux exigences de notre neutralité. La seule exigence que nous voyons, et qui pourrait être considérée comme règle immuable et absolue pour une politique de neutralité perpétuelle, est la règle de la non-discrimination qui découle elle-même des relations

amicales de pays neutres avec tous les pays du monde. *Cette règle devrait donc nous interdire de faire des discriminations entre les Etats désireux de recevoir des armes de fabrication suisse.* Mais en pratique, l'interprétation donnée à l'arrêté du 28 mars 1949 crée des différences marquées de traitement dans la distribution des licences d'exportation. En effet, celles-ci ne sont accordées que selon certains critères qui tiennent compte des conjonctures politiques du moment. C'est ainsi que l'exportation est refusée à des pays se trouvant au carrefour de tension internationale ou qui sont susceptibles de devenir des foyers de guerre.

La situation internationale est actuellement dominée par l'antagonisme des deux blocs d'Etats communistes et non-communistes. La Suisse n'exporte des armes que vers le groupe des Etats non-communistes. Il est vrai que cette situation ne découle pas de l'attitude des autorités fédérales, car seuls les pays du groupe non-communiste ont passé des commandes à nos industries, les pays de l'Est s'étant abstenus jusqu'à présent. Il y a lieu de supposer d'ailleurs que la plupart des maisons suisses travaillant avec l'Ouest n'accepteraient pas de commandes venant de l'Est.

Une question qui du point de vue de notre neutralité poserait un problème particulier est celle de l'exportation d'armes à un groupe d'Etats qui, en application des dispositions de la Charte de San Francisco, se seraient ligués contre l'agresseur en rupture de pacte. Cette exportation aurait évidemment une portée politique plus grande que celle destinée à un seul Etat. Aussi, les licences d'exportation ne devraient-elles dans ce cas être octroyées qu'aussi longtemps que les Etats de l'Est et ceux de l'Ouest continueront à faire ensemble partie de l'Organisation des Nations Unies.

Sur le plan interne, les principaux adversaires de l'exportation d'armes se rencontrent dans les milieux religieux, dans certains groupements socialistes, d'autres étant au contraire favorables à l'exportation de matériel de guerre vu les possibilités de travail qu'elle donne. On fait état notamment du fait que la Suisse ne peut se déclarer pacifique et être le siège de la Croix-Rouge internationale, participer aux œuvres d'entr'aide de reconstruction et en même temps laisser se développer sur son territoire une importante industrie d'armements travaillant pour la guerre. Au point de vue du droit des gens ou de la politique de neutralité, ces arguments ne peuvent être considérés comme décisifs. La Suisse elle-même achète des armes à l'étranger et elle ne peut contester aux autres ce qu'elle fait elle-même; et cependant la Suisse ne se prépare pas à la guerre, mais à la conservation de la paix.

En outre, les autorisations d'exportation ne sont données que si les autorités fédérales sont convaincues que les armes serviront en premier lieu à la défense de l'Etat en cause et non à des buts offensifs.

b) Du point de vue militaire, l'industrie de l'armement se justifie pleinement. Si en temps de paix la collaboration des industries avec les services techniques militaires est précieuse pour permettre l'exécution des programmes d'armement, en temps de crise internationale ou de guerre, notre armée ne peut plus compter que sur la seule production suisse.

Si les besoins de l'armée suisse ne sont pas d'une très grande importance, en revanche, ils sont très divers. Aussi nous paraît-il que l'on n'a pas attaché

suffisamment d'importance à la diversité dans notre production d'armement au détriment de la spécialisation. C'est cette dernière, en effet, qui risque de donner à certaines de nos industries une expansion trop grande et provoquer des commandes étrangères trop importantes. Ainsi peuvent se créer en Suisse des usines dont l'ampleur ne cadre plus avec nos traditions industrielles. Du point de vue de notre neutralité ceci peut présenter évidemment de sérieux inconvénients.

c) Du point de vue économique, on peut d'abord relever le fait que l'industrie des armements, par les nombreuses commandes qu'elle passe à d'autres entreprises, contribue sensiblement à accroître l'activité industrielle du pays. Elle crée aussi des possibilités de travail dans de nombreuses couches de la population. En temps de guerre, son rôle est encore plus important, car elle est alors l'une des seules industries florissantes.

Enfin, l'exportation d'armes peut être utile au ravitaillement du pays. La Suisse a déjà pratiqué cette méthode en exigeant des Etats acheteurs des contreparties en matières premières et produits rares. Si les Etats communistes devaient un jour modifier leur attitude, le Conseil fédéral pourrait subordonner les autorisations d'exportation à la fourniture de matières premières rares. Cette manière de faire ne serait pas contraire au «Gentlemen's Agreement» passé en 1951 avec les Etats-Unis d'Amérique<sup>6</sup>, puisque celui-ci prévoit la compensation de produits de valeur stratégique égale. Il convient aussi de souligner que vu la rareté de la devise suisse, seuls les Etats qui sont poussés par la nécessité font appel à l'industrie suisse d'armement. Ces achats s'effectuent donc sur une assez petite échelle et leur règlement se fait toujours en dehors du trafic lié de paiements, soit en dollars libres. Ils ne posent donc pas de problèmes de transfert.

La réglementation actuelle offre une base légale suffisante pour permettre au Conseil fédéral d'adopter toute politique qu'il estimerait devoir suivre dans ce domaine et notamment pour la maintenir dans la ligne qu'impose notre neutralité.

L'interdiction d'exportation est prescrite par cette réglementation. On peut faire ou ne pas faire les exceptions qu'elle permet. Toute la question est donc de savoir si seule l'interprétation qui a été donnée à l'arrêté est compatible avec notre politique de neutralité. Il y a lieu de relever qu'elle n'a provoqué aucune critique quelconque à l'étranger. Aux yeux des autorités américaines, l'arrêté de 1949 a été considéré comme offrant toutes les garanties qu'elles demandaient à certains pays dans le cadre du problème Ouest-Est.

Il n'apparaît donc nullement nécessaire de modifier, du point de vue de l'opportunité, l'arrêté du 28 mars 1949, et dans les circonstances actuelles, il ne serait guère indiqué de soulever un débat sur cette délicate question. Il convient de rappeler que c'est à la demande qu'a adressée le Chef du Département militaire en 1950<sup>7</sup> que le Département politique avait assoupli cette interprétation, de manière à permettre à nos industries, menacées de chô-

6. Sur cet accord, cf. DDS, vol. 18, N°s 105 (DoDiS-8820) et 106 (DoDiS-7230).

7. Cf. DDS, vol. 18, N° 37 (DoDiS-8683).

mage, d'exporter des armes vers des pays nouveaux. Il s'agissait notamment des pays arabes, d'Israël, des Indes et des pays d'Extrême-Orient, car à l'époque des contrats de vente d'armes n'avaient été conclus qu'avec certains pays de l'Amérique du Sud.

En conclusion nous arrivons à la ligne de conduite suivante plus conforme aux règles de la politique de neutralité et aux intérêts vitaux de la Suisse. Il n'y a qu'une règle de neutralité absolue: celle de la non-discrimination, mais sur le plan interne, il est dans l'intérêt de la neutralité armée suisse que la production soit aussi diverse que possible.

La Confédération accordera donc l'autorisation d'exportation en direction de tous les pays du monde, mais veillera à ce qu'il n'y ait pas d'exportation massive d'une seule espèce d'armements; elle contingentera donc l'exportation.

En conséquence, le Département politique a l'honneur de proposer

1. que les permis d'exportation de matériel de guerre soient dorénavant délivrés pour tous les pays sans discrimination, toutefois dans des limites qui excluent l'exportation massive d'une seule catégorie d'armements;

2. que les dispositions nécessaires soient prises, d'entente avec les départements intéressés, pour contingenter l'exportation de matériel de guerre<sup>8</sup>.

---

8. Lors de sa séance du 27 juin 1952, le Conseil fédéral délibère dans le sens des propositions du Département politique, cf. E 1003(-)1970/343/R 3105.

## 8

E 2300(-)/9001/75

[DoDiS-9175]

*Le Ministre de Suisse à Bogotá, J.-A. Cuttat, au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

### CORÉE ET TUNISIE

RP N° 7

Bogotá, 13 juin 1952

J'ai l'honneur de vous signaler deux informations que j'ai recueillies ici au sujet de la guerre de Corée et la situation tunisienne.

Un colonel colombien<sup>1</sup> revenu du front coréen, où la Colombie a envoyé un bataillon, m'a dit que l'opinion est très répandue parmi les militaires des Nations Unies que les Etats-Unis pourraient parfaitement mettre fin à ce conflit s'ils en avaient réellement l'intention. C'est à dessein qu'ils feraient traîner l'état de guerre, ou du moins ne font pas tout ce qui dépend d'eux pour y mettre fin, parce que les pouvoirs d'ordre financier du Président des Etats-Unis sont sensiblement plus étendus en temps de guerre qu'en temps

---

1. Non identifié.

de paix. La crainte du contre-coup économique de la fin des hostilités ne serait pas non plus étrangère à l'attitude relativement passive des milieux américains responsables.

L'Ambassadeur de France<sup>2</sup> m'a confié que lui-même et ses collègues d'Amérique du Sud sont chargés par le Quai d'Orsay de faire pression sur les Gouvernements d'Amérique Latine pour qu'ils se prononcent contre la discussion de la question tunisienne dans le sein de l'Assemblée des Nations Unies<sup>3</sup>. Il s'agit, comme vous le savez, d'une initiative des pays arabes. Toutefois, le Ministre du Liban<sup>4</sup>, l'unique pays arabe représenté en Colombie, m'a déclaré que le Gouvernement de Beyrouth n'était pas favorable à cette initiative. Quant à la Colombie, l'Ambassadeur a reçu l'assurance qu'elle s'abstiendrait.

---

2. L. A. Verdier.

3. Sur cette question, cf. le N° 14 dans le présent volume.

4. N. Lahoud.

## 9

E 2800(-)1967/59/37  
[DoDiS-10164]

*Der Vorsteher des Militärdepartements, K. Kobelt, an den Bundesrat*

### VORSORGLICHE ERTEILUNG VON AUSLANDURLAUB AN FÜHRENDE PERSÖNLICHKEITEN DER WIRTSCHAFT<sup>1</sup>

S Vertraulich

Bern, 18. Juni 1952

Das Kriegs- Industrie- und Arbeitsamt führte in den Jahren 1950/51 in Verbindung mit einigen wichtigen Wirtschaftsorganisationen und nach Rücksprache mit dem Eidgenössischen Politischen Departement Erhebungen durch, um massgebenden Persönlichkeiten der Wirtschaft (z. B. der Industriefirmen mit Tochtergesellschaften oder grossen Beteiligungen im Ausland, der Grossfirmen der Transit- und Welthandelsbranche, der Versicherungen und Grossbanken) für den Fall einer Pikettstellung oder Kriegsmobilmachung der Armee die sofortige Abreise ins Ausland zu ermöglichen. Diese Persönlichkeiten hätten die Aufgabe, im Auslande, vornehmlich in Übersee, die Interessen ihrer Firmen und damit der schweizerischen Volkswirtschaft wahrzunehmen.

Es handelt sich um die 28 im beiliegenden Verzeichnis aufgeführten Wehrpflichtigen<sup>2</sup>. Der Chef des Personellen der Armee<sup>3</sup> erteilte den 27 Dienst-

---

1. *Handschriftliche Notiz von M. Petitpierre*: Toutes les entreprises ont probablement des chefs non astreints au service militaire.

2. *Nicht abgedruckt.*

3. *I. Gugger.*

und Hilfsdienstpflichtigen zunächst Kriegsdispensationen. Die Landsturmdienstpflichtigen und die Hilfsdienstpflichtigen gehören zudem fast ausnahmslos der Personalreserve an. Die 28 Wehrpflichtigen, von denen einer dienstuntauglich ist, haben demzufolge weder im Falle einer Teilkriegsmobilmachung noch im Falle einer allgemeinen Kriegsmobilmachung einzurücken. Damals wurde mündlich vereinbart, es sei von einer vorsorglichen Erteilung von Auslandurlaub an diese Wehrpflichtigen abzusehen, da es genüge, auf Grund des stets nachgeprüften Verzeichnisses im gegebenen Falle den Urlaub zu erteilen.

Der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins und die übrigen wirtschaftlichen Dachorganisationen scheinen sich indessen mit dieser Regelung nicht begnügen zu können. Durch Vermittlung des Kriegs- Industrie- und Arbeitsamtes richteten sie das Begehren an das Eidgenössische Militärdepartement, es sei allen 28 Kriegsdispensierten schon jetzt Auslandurlaub zu erteilen. In der Urlaubsverfügung wäre zu bestimmen, dass der Auslandurlaub erst im Falle einer Pikettstellung bzw. Kriegsmobilmachung der Armee rechtskräftig wird.

Die Möglichkeit besteht, solchen Auslandurlaub gestützt auf Art. 33<sup>bis</sup> der Verordnung vom 10. April 1945 über das militärische Kontrollwesen, in der Fassung des Bundesratsbeschlusses vom 19. Dezember 1947<sup>4</sup>, zu erteilen. Diese Bestimmung sieht vor, dass in besondern Fällen (z. B. zur Wahrung der Interessen der schweizerischen Volkswirtschaft) das Eidgenössische Militärdepartement besondere Vorschriften über die Regelung und das Verfahren erlassen kann. Das diesem Schreiben ebenfalls beigelegte Verfügungsformular<sup>5</sup> müsste für jeden Einzelfall ausgestellt und dem betreffenden Wehrpflichtigen, seiner Arbeitgeberfirma, dem Kreiskommando des Wohnortes, der eidgenössischen oder kantonalen korpskontrollführenden Behörde sowie dem Chef des Personellen der Armee abgegeben werden.

Das Eidgenössische Militärdepartement hegt gegen diese von den Wirtschaftsverbänden begehrte Sonderregelung schwere Bedenken. Es verschliesst sich dabei keineswegs der Notwendigkeit, dass die Interessenvertretung im Ausland für den Kriegsfall gesichert werden muss. Man kann sich jedoch fragen, ob dies nicht sehr weitgehend durch unsere Gesandtschaften, Generalkonsulate und Konsulate besorgt werden kann. Soweit notwendig, sollten die Grossfirmen ihre eigenen Geschäftsvertreter aus ihrem bereits sich im Auslande aufhaltenden Personal auswählen und mit den nötigen Vollmachten ausrüsten.

Die Beurlaubung ins Ausland führender Persönlichkeiten aus der Wirtschaft für den Fall einer Pikettstellung oder Kriegsmobilmachung der Armee, so gross ihre Vorteile unter Umständen sein könnten, birgt wesentliche Gefahren in sich. Die Verfügungen des Eidgenössischen Militärdepartements über den vorsorglich erteilten Auslandurlaub würden von den Stellen, die sie erhalten, natürlich eingehend studiert und es könnte verhindert werden, dass sie in die Öffentlichkeit gelangen. Sie würden dort zweifellos Aufsehen erregen.

---

4. Vgl. BR-Prot. Nr. 2928 vom 19. Dezember 1947, E 1004.1(-)/1/488.

5. Nicht abgedruckt.

Die öffentliche Meinung würde es kaum begreifen, dass im Augenblick höchster Gefahr, in welchem von jedem Wehrmann die Verteidigung des Landes unter Einsatz des Lebens verlangt wird, die leitenden Männer der Grossunternehmen sich ausser Landes begeben. Es dürfte schwer sein, sich des Vorwurfs zu erwehren, man habe diesen Persönlichkeiten ermöglicht, zunächst sich selbst in Sicherheit zu bringen. Es wäre zu befürchten, dass eine derartige Massnahme den einheitlichen Wehrwillen in Volk und Armee zu beeinträchtigen vermöchte.

Die Angelegenheit ist von grosser Tragweite. Nicht nur das Militärdepartement, sondern auch das Politische Departement, das Volkswirtschaftsdepartement und das Finanz- und Zolldepartement sind daran interessiert. Es erscheint deshalb angezeigt, sie an einer Bundesratssitzung zu behandeln<sup>6</sup>.

---

6. Vgl. das Verhandlungsprotokoll der 47. und 50. Sitzung des Bundesrates vom 27. Juni bzw. vom 11. Juli 1952, E 1003(-)1970/343/R 3105.

## 10

E 2800(-)1990/106/20

[DoDiS-9205]

### *Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

#### NOTICE CONCERNANT L'ENTRETIEN DU CHEF DU DÉPARTEMENT AVEC LE MINISTRE PATTERSON, LE 19 JUIN 1952, À 16 H.

No

[Berne, 19 juin 1952]

Le Chef du Département déclare à M. Patterson que l'affaire qu'il veut lui exposer est assez urgente: il s'agit de la question de l'élévation des tarifs sur les montres suisses importées aux Etats-Unis et du contingentement de celles-ci<sup>2</sup>. Selon les dernières informations reçues, la commission des tarifs aurait préparé un rapport<sup>3</sup> prévoyant ces mesures et, selon la procédure en vigueur, la question doit encore être soumise au Département d'Etat et au Président Truman.

M. Patterson informe confidentiellement M. Petitpierre qu'hier déjà il a envoyé un télégramme à ce sujet, dans lequel il a exprimé la crainte que si ces

---

1. Rédigée et signée par Ch.-A. Dubois.

2. La base légale pour l'augmentation des tarifs et l'introduction du contingentement est donnée par une «escape clause» à l'accord commercial du 9 janvier 1936 entre la Suisse et les Etats Unis. Cette clause échappatoire est acceptée par le Conseil fédéral le 13 octobre 1950 pour éviter la dénonciation de l'accord commercial par les Etats-Unis. Cf. DDS, vol. 18, N° 63 (DoDiS-7803).

3. Pour une analyse du rapport, cf. la notice adressée à J. Hotz du 24 juin 1952: Bericht der amerikanischen Tarifkommission über die Anwendung der «Escape Clause» auf den Uhrenimport in USA, E 7004(-)1971/39/13. Les mesures conseillées par la commission prévoient: die Anwendung der «Escape Clause» und die Heraufsetzung der heute geltenden Zölle um 50% für alle Uhren und Uhrwerke von 0–17 Steinen [...] d. h. für praktisch sämtliche den schweizerischen Uhrenexport interessierenden Kategorien. *Ibid.*



mesures étaient adoptées les relations entre la Suisse et les Etats-Unis risqueraient de devenir tendues. Sa légation et lui-même personnellement sont les avocats du point de vue suisse et il espère que si le Président Truman a un droit de veto en cette affaire, il l'utilisera.

M. Petitpierre expose encore que si les mesures proposées par la commission des tarifs étaient adoptées, celles-ci seraient très difficilement comprises en Suisse. En effet, les Etats-Unis ont toujours vu avec faveur les pays qui couvraient leurs besoins en dollars au moyen d'exportations vers l'Amérique. La Suisse s'en est toujours tenue à cette manière de faire et n'a jamais eu recours à d'autres moyens de s'en procurer. M. Petitpierre serait très reconnaissant à M. Patterson de faire part au Département d'Etat, et si possible au Président Truman, de l'inquiétude que les mesures proposées provoquent au sein du Conseil fédéral. Leur adoption risquerait fort de causer du tort aux relations entre la Suisse et les Etats-Unis, actuellement très amicales.

M. Patterson déclare qu'il ne manquera pas de donner suite au désir exprimé par M. Petitpierre et qu'en plus du télégramme envoyé hier, il va encore téléphoner à Washington. Il ajoute qu'il est entièrement du côté de la Suisse en cette affaire, mais qu'il ne peut évidemment donner aucune assurance sur le succès de sa démarche.

M. Petitpierre remercie M. Patterson en son nom et au nom de son collègue, M. le Conseiller fédéral Rubattel, de tout ce qu'il fera en cette affaire.

## 11

E 2300(-)/9001/31

[DoDiS-9483]

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Bangkok, R. Christinger,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

RP N° 3 RC

Bangkok, 21 juin 1952

J'ai l'honneur de revenir sur la situation dans le Sud-Est de l'Asie et plus particulièrement sur les déclarations faites, la semaine dernière, aux Etats-Unis par M. Norman Thomas. La presse siamoise locale a reproduit plusieurs observations relevées par ce leader socialiste américain à la suite d'un bref voyage de sept semaines en Asie. Si certaines remarques semblent incorrectes ou imprécises l'impression générale que cet observateur a retirée me paraît bonne.

Non seulement M. Thomas mais plusieurs officiers supérieurs américains que j'ai rencontrés à Bangkok et qui vivent depuis plusieurs années en Extrême Orient estiment que les Etats-Unis n'ont jamais manqué l'occasion de commettre une erreur, et souvent de s'y complaire. En Corée et en Chine, les Américains ont appuyé Syngman Rhee et Chiang Kai-Shek, symboles d'un régime corrompu. En Indochine, ils soutiennent les Français que l'on déteste ouvertement ou non, mais cordialement. Leur aide à la Thaïlande a engendré souvent la corruption et provoqué une hausse des prix vertigineuse. Et l'on note qu'en Chine, avec le communisme, la corruption a disparu.

Cette constatation n'est pas faite pour accroître le prestige des Américains. Leur comportement dans la vie privée et officielle renforce encore la piètre opinion qu'ils inspirent. C'est par exemple une erreur, vis-à-vis des autochtones, que d'envoyer un personnel nombreux, qui se fait remarquer par des dépenses inconsidérées et par un manque de tact ou d'éducation. La mission militaire au Siam comprend, avec les femmes et les enfants, plus de 400 personnes; un attaché à la maison économique gagne 20'000 dollars par an, sans taxes, et il est défrayé en plus de tous les frais d'hôtel et de ceux de sa famille. La plupart de ces gens n'a rien à faire et passe son temps au golf ou en villégiature hors de Bangkok. Ce gaspillage agace les Siamois et ne leur inspire pas confiance.

Mais le plus grave handicap dont souffrent les Américains et que M. Thomas n'a pas relevé suffisamment est le fait qu'ils défendent avec enthousiasme et naïveté des idées politiques qui n'ont aucun sens ici. Il existe à Bangkok, pour illustrer ce fait, un monument hideux ne représentant rien et qui est nommé le Monument de la démocratie.

Un ami siamois très lié avec l'Ambassadeur des Etats-Unis<sup>1</sup> m'a déclaré que M. Stanton, peu avant de partir en congé, lui aurait avoué que sa mission à Bangkok se soldait par un échec. Il a pu constater qu'en Thaïlande aujourd'hui, comme en Chine hier, l'aide américaine avait précipité un processus de corruption sans s'attacher comme on l'espérait des débiteurs fidèles et reconnaissants. Malgré ses efforts, l'Amérique n'a pas réussi à exercer une emprise effective sur le Gouvernement siamois; bien au contraire, dans quelques cas où les Américains ont exercé une pression trop nette sur leurs partenaires, ceux-ci ont fait leur poing dans leur poche et se sont promis d'éviter de donner prise, à l'avenir, à leurs «bienfaiteurs».

Il faut admettre à la décharge de Washington que le personnel qualifié est affecté à des pays plus importants que le Siam et qu'on n'a trouvé, pour Bangkok, que des agents de seconde classe. Mais ces derniers, par leur nombre et par leur attitude desservent les causes qu'ils défendent alors que leurs adversaires marquent des points par leur seule présence et leur retenue.

Le secrétaire-général du Ministère des Affaires étrangères m'a déclaré que l'on s'inquiétait du nombre des agents communistes qui pénètrent en Thaïlande en provenance de Malaisie, d'Indochine et surtout de Birmanie. C'est en effet de Rangoon où sont installées d'importantes missions russes et chinoises que semblent venir les directives. La Légation de l'URSS à Bangkok est chargée aussi de maintenir des contacts surtout par l'entremise du chauffeur de l'Ambassade qui, du point de vue du parti, semble être l'homme le plus en vue. C'est lui qui assure la liaison avec les milieux chinois.

C'est en effet la colonie chinoise qui est la plus sensible à la propagande communiste. C'est ainsi que les journaux chinois d'extrême gauche ont environ 75'000 lecteurs, alors que l'organe du Gouvernement de Formose tire à moins de 5000 exemplaires. Du côté siamois on dénombre plutôt des sympathisants tels que le Dr. Charoen Supsaeng et Prasert Sabsunthorn que des membres actifs. La situation des communistes est d'ailleurs assez curieuse, pour un esprit

---

1. E. F. Stanton.

européen. Le parti communiste n'est pas interdit comme tel depuis que la Thaïlande est devenue membre de l'ONU<sup>2</sup>. En théorie aucun parti politique n'a été autorisé par le nouveau Gouvernement. Seuls des clubs, en fait de véritables partis, soutenant le Gouvernement peuvent exercer leur activité. Pourtant le Ministère de l'Intérieur envisagerait d'autoriser trois partis dits «libéral», «socialiste» et «national».

De l'avis de plusieurs hauts fonctionnaires et d'hommes politiques il n'est pas possible aux communistes d'exercer une activité légale, comme c'est par exemple le cas en Inde et à Ceylan. Ils doivent travailler en dehors de la loi, mais ils ne sont poursuivis que lorsqu'ils commettent une infraction aux lois (possession d'émetteurs clandestins par exemple) ou s'ils mettent en danger la sécurité de l'Etat.

Il n'en demeure pas moins que la politique officielle du Gouvernement est anti-communiste comme le démontrent l'envoi d'un corps expéditionnaire en Corée, l'affichage de placards ridiculisant le communisme, l'appui, d'ailleurs très restreint, accordé au clergé bouddhiste etc. Mais il ne faut pas perdre de vue que la Thaïlande n'est pas une démocratie et que le Gouvernement est l'affaire d'une poignée d'hommes qui peuvent soit changer d'avis soit disparaître. M. Norman Thomas a relevé à cet égard que la politique intérieure du Siam rappelait celle de certaines républiques sud-américaines. Cette observation est exacte. L'absolutisme et le régime féodal ont été remplacés par la politique de clans militaires qui tantôt s'allient, tantôt se combattent. A l'heure actuelle l'équilibre est assuré du fait que le chef de la police est le beau-fils du commandant en chef de l'armée<sup>3</sup>. Cet équilibre risque pourtant d'être rompu prochainement en raison de la maladie de ce dernier qui sera probablement remplacé par un autre officier ambitieux et populaire, le général Saridhi Thanarat. Vers la fin de cette année on verra si le maréchal Pibul Songgram est toujours capable de tenir en main ses lieutenants.

L'accroissement du pouvoir de la police qui profite de la situation pour se livrer à la corruption sur une grande échelle a déjà provoqué des remous et le départ d'hommes intègres. Au début de ce mois le ministre de l'industrie a donné sa démission; il a été remplacé par un militaire.

Du point de vue international il ne faut pas s'attendre à un changement de politique ce qui ne veut pas nécessairement dire que le Siam suivra les Etats-Unis en toutes circonstances. Pour le moment le danger vient de la Chine communiste et l'appui américain n'est donc pas à négliger. On estime à Bangkok que le point faible du Sud-Est de l'Asie demeure la Birmanie et que la conclusion d'un armistice en Corée donnerait le signal à des événements graves dans ce pays. On s'attend à ce que la Birmanie soit un jour «libérée» par l'intérieur ce qui enlèverait aux Nations Unies toute possibilité d'intervention. D'après les renseignements dont disposent les autorités siamoises la situation est mûre et il appartiendrait à Pékin de fixer le moment favorable.

En ce qui concerne la Thaïlande le conflit Est-Ouest peut se résumer ainsi. L'URSS reste immobile et enregistre les erreurs que commettent les

---

2. *La Thaïlande devient membre de l'ONU le 16 décembre 1946.*

3. *P. Songgram.*

Américains débordant d'activité. Ceux-ci, comme représentants de la plus grande puissance dite «européenne» mettent en péril sans le vouloir la position de toutes les nations européennes en Extrême-Orient. Il est souvent nécessaire, pour être bien accueilli de l'homme de la rue, de lui dire en siamois que l'on n'est pas américain. Cette attitude populaire n'a rien à voir avec la propagande communiste mais résulte de l'antinomie foncière des points de vue américain et asiatique. Il est clair que le communisme ne peut que profiter de cette situation. La seule barrière est pour l'instant le Bouddhisme, particulièrement ancré en Birmanie, en Thaïlande, au Laos et au Cambodge, ainsi que le nationalisme. Malheureusement, les Européens ne comprennent pas toujours cela et en Indochine par exemple, on semble parfois pousser les patriotes trop sincères dans les bras des communistes.

## 12

E 2001(E)1969/121/95

[DoDiS-8171]

*Der Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten  
des Politischen Departements, A. Zehnder,  
an den schweizerischen Gesandten in Peking, C. Rezzonico*

*Kopie*

S Vertraulich

Bern, 25. Juni 1952

Wir haben Ihnen kürzlich über Ihr weiteres Vorgehen in der Frage des Schutzes der Interessen der in China niedergelassenen schweizerischen Firmen auf schnellstem Wege gewisse Richtlinien erteilt<sup>1</sup> und beehren uns, Ihnen im folgenden unsere Auffassung etwas ausführlicher darzulegen.

Nachdem der gesamte Fragenkomplex in der ständigen Wirtschaftsdelegation eingehend erörtert worden war<sup>2</sup>, unternahm es der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins, die Einstellung der in Frage kommenden Wirtschaftskreise abzuklären. Am 16. d. M. hat in Zürich unter Leitung von Herrn Dr. Homberger, Delegierter des Vorortes und in Anwesenheit von Herrn Minister Dr. Troendle, Delegierter für Handelsverträge, sowie eines Vertreters unseres Departements eine Sitzung stattgefunden<sup>3</sup>, an welcher die Lage besprochen wurde. Ausgangspunkt war die Ihnen bekannte Eingabe vom 19. Juni 1950<sup>4</sup> «der in der Schweiz domizilierten Häuser, die in Shanghai und im übrigen China Niederlassungen unterhalten» an den Chef des Politischen Departements. Die darin erwähnten Ansichten über die

1. Vgl. das Telegramm Nr. 67 des Politischen Departements an die schweizerische Gesandtschaft in Peking vom 18. Juni 1952, E 2001(E)1969/121/95.

2. Als Grundlage dieser Diskussion diente auch eine Notiz von H. Schneebeil vom 10. Juni 1952, E 7110(-)1967/32/808. Für die Aktennotiz vom 13. Juni 1952 zur Sitzung der Ständigen Wirtschaftsdelegation vom 12. Juni 1952 vgl. 2001(E)1969/121/95.

3. Für eine Zusammenfassung dieser Sitzung vgl. eine Aktennotiz von H. Bucher in E 2001(E)1969/121/95.

4. Vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 53 (DoDiS-8182).

mutmassliche Entwicklung in China haben sich in der Zwischenzeit als weitgehend zutreffend erwiesen. In einem ausführlichen Referat kam Herr Generalkonsul Dr. Koch nach anschaulicher Darstellung der heutigen Verhältnisse zu dem Schluss, den er bereits in der Ihnen bekannten Rede vor der Schweizerischen Handelskammer in Shanghai gezogen hatte. Auch in Zürich liess er keinen Zweifel darüber, dass nach seiner Auffassung die Schweizer trotz des Bestehens regulärer diplomatischer Beziehungen zwischen unserem Lande und der Volksrepublik nicht besser behandelt werden als die Angehörigen der alliierten Grossmächte. Seine Empfehlungen lauteten demzufolge entweder auf Rückzug nach Hongkong, oder Bildung einer halb-offiziellen Dachorganisation, welche sowohl den direkten Verkehr mit den chinesischen Stellen, wie auch die allfällige Vorbereitung weiterer Massnahmen anzustreben hätte.

Aus der anschliessenden Diskussion ergab sich alsdann, dass die beteiligten Kreise sich zwar des Ernstes der Lage durchaus bewusst sind, dass sie jedoch mehrheitlich eine Notwendigkeit für die von Herrn Dr. Koch zur Diskussion gestellten Massnahmen noch nicht als gegeben erachten. In der Tat werden auch heute noch in China Geschäfte laufend abgeschlossen und durchgeführt. Sodann scheinen die Berichte, welche einzelne Stammhäuser von ihren Vertretungen erhielten, die Zustände in Shanghai teilweise nicht ganz so pessimistisch zu beurteilen; der individuellen Interessenwahrung wird somit noch eine wesentliche Bedeutung beigemessen. (Auch gemäss einem soeben erhaltenen Bericht der Schweizerischen Vertretung in Shanghai scheint sich die Lage wenigstens vorübergehend etwas gebessert zu haben<sup>5</sup>.) Schliesslich wird es allgemein als ausserordentlich schwierig angesehen, die schweizerischen Interessen auf einen Nenner zu bringen, weil sie, je nachdem es sich um Export, Import oder Fabrikation handelt, völlig anders gestaltet sind.

Sie können dieser summarischen Übersicht entnehmen, dass die interessierten Wirtschaftskreise der Auffassung nahestehen, die Sie uns gegenüber wiederholt vertreten haben. Unter diesen Umständen ist von generellen Interventionen abzusehen; Ihre Gesandtschaft wird sich vielmehr, wie bisher, darauf zu beschränken haben, jeweils dann bei den chinesischen Behörden vorstellig zu werden, wenn man sie in einzelnen Fällen darum ersucht. In diesem Sinne wäre vertraulich auch Herr Britt<sup>6</sup> zu orientieren.

Für das weitere Vorgehen ist begleitend, dass alles zu unterlassen wäre, was das Verbleiben von Firmen, welche sich nicht aus eigenem Entschluss aus China zurückziehen wollen, präjudizieren könnte. Wenn wir aus naheliegenden Gründen zur Zeit auch nicht in Handelsvertragsverhandlungen mit China eintreten können<sup>7</sup>, so muss doch vermieden werden, dass die chinesische Regierung aus unserer abwartenden Haltung für unsere Handels- und Indus-

5. Vgl. den Bericht von M. Meister an C. Rezzonico vom 2. Juni 1952. Nicht abgedruckt.

6. B. Britt war Präsident der Schweizerischen Handelskammer in China und Leiter von Geigy in Shanghai.

7. Vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 102 (DoDiS-8126) und das Schreiben von C. Rezzonico an A. Zehnder vom 23. April 1952, E 2001(E)1969/121/95 (DoDiS-8210).

trie-Interessen abträgliche Schlüsse zieht. Es drängt sich deshalb eine äusserst vorsichtige Haltung nicht nur unserer offiziellen Vertretungen, sondern auch der verschiedenen privaten Interessenten auf. Insbesondere darf, damit unsere allfällige spätere Verhandlungsposition nicht zum vorneherein geschwächt wird, bei den Chinesen nicht der Eindruck erweckt werden, die schweizerischen Firmen wünschten, in Anlehnung an die britischen Entschlüsse, gesamthaft das Land zu verlassen.

Die in Frage kommenden schweizerischen Unternehmen haben sich ihre weitere Stellungnahme vorbehalten; sie werden die Handelsabteilung und uns unterrichtet halten.

### 13

E 2001(E)1969/121/161

[DoDiS-9311]

#### *Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Conseil fédéral*

*Copie*

L Confidential

Berne, 25 juin 1952

Conformément au mandat dont vous m'avez chargé au cours des séances du Conseil fédéral des 20 et 24 juin<sup>1</sup>, j'ai reçu ce matin M. Bührle, chef de la Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon Bührle et Cie<sup>2</sup>. M. le Ministre Zehnder a assisté à l'entretien, qui a duré un peu plus d'une heure et demie.

J'ai commencé par exposer à M. Bührle le point de vue du Conseil fédéral sur le problème de l'exportation de matériel de guerre, en lui rappelant qu'en 1948, des exportations représentant une valeur de 57 millions avaient paru très élevées, ce qui avait engagé le Conseil fédéral à élaborer son arrêté de 1949<sup>3</sup>; qu'en 1951, ces exportations étaient de 75 millions, ce qui avait provoqué des demandes de renseignements de la part de la Commission de gestion du Conseil national. J'ai souligné qu'en 1952, le montant des exportations, compte tenu de la livraison de roquettes aux Etats-Unis, pourrait atteindre 200 millions. J'ai relevé que le problème avait des aspects de politique extérieure, mais aussi de politique intérieure, et que si, du point de vue du droit des gens, rien ne s'opposait à l'exportation de matériel de guerre de la part des entreprises privées d'un Etat neutre, nous devons, pour des motifs politiques, observer une certaine mesure, sans laquelle l'exportation d'armes par la Suisse risquait de provoquer de vives réactions. J'ai ajouté que le Conseil fédéral ne méconnaissait pas que les besoins de notre défense nationale et des raisons d'ordre économique justifiaient une certaine exportation et

---

1. Cf. PVCF-D N° 45 du 20 juin 1952, E 1003(-)1970/343/R 3105 (DoDiS-9310).

2. E. Bührle a conclu un contrat avec les Etats-Unis d'Amérique pour la livraison de 240'000 fusées de 8 cm pour une valeur de plus de 100 millions de francs. Cf. DDS, vol. 18, N° 140 (DoDiS-8298)

3. Sur l'adoption de cet arrêté, cf. DDS, vol. 17, N° 123 (DoDiS-4180).

qu'en ce qui concerne les Etats-Unis, nous ne pouvions prétendre recevoir du matériel de guerre américain sans autoriser des exportations à destination de ce pays.

J'ai ensuite donné connaissance à M. Bührle de la décision du Conseil fédéral<sup>4</sup> tendant à lui demander de réduire sensiblement le volume de la fabrication de roquettes 8 centimètres destinées à l'armée de l'air américaine, et d'espacer les délais de livraison, en précisant que le Conseil fédéral réservait son attitude jusqu'au moment où une nouvelle demande modifiée lui serait présentée.

J'ai enfin attiré l'attention de mon interlocuteur sur le regret qu'éprouvaient les autorités suisses de n'être pas consultées avant que des contrats soient conclus par sa maison avec l'étranger.

M. Bührle a fait valoir notamment ce qui suit:

1) Les autorités fédérales, en particulier le Service technique militaire et le Département politique, étaient au courant des intentions d'Oerlikon de livrer des roquettes aux Etats-Unis dès le mois d'août 1951, c'est-à-dire quatre mois avant que le contrat ait été conclu et la commande passée. Il s'agissait d'ailleurs à ce moment-là de livrer seulement 100 à 150'000 roquettes et non 240'000. M. Zehnder m'a confirmé qu'en effet, lui-même et le Service technique militaire avaient été renseignés par M. Bührle et que le Service technique militaire avait plutôt encouragé la fabrication et la vente de ces roquettes, grâce à quoi le prix payé par la Confédération pour le même matériel pourrait être réduit.

2) Les prix demandés à la Suisse par M. Bührle pour ces mêmes roquettes sont sensiblement inférieurs à ceux qu'il pratique pour l'exportation. Ils représentent le 60% du prix d'exportation.

3) Il est difficile, sinon impossible de fabriquer de petites quantités seulement d'engins de cette espèce. Si la fabrication n'atteint pas un certain volume, les prix s'en ressentent et il n'est pas possible d'amortir les sommes considérables dépensées pour les recherches et la mise au point scientifiques et techniques et pour les machines nécessaires à cette fabrication.

4) Oerlikon est l'objet de discriminations en ce qui concerne les paiements qu'elle doit recevoir de l'étranger, puisque ceux-ci ne peuvent pas passer par le clearing. Elle doit attendre souvent longtemps, voire même une année, pour recevoir un paiement.

5) M. Bührle m'a rappelé assez longuement les conditions spéciales dans lesquelles doit travailler une entreprise qui s'occupe de la fabrication de matériel de guerre.

6) Sur chaque roquette vendue aux Etats-Unis, M. Bührle reçoit une somme de 25 dollars, grâce à laquelle il peut financer la construction aux Etats-Unis d'une usine qui fabriquera ces roquettes. Etant donné le coût de la construction aux Etats-Unis ainsi que des machines destinées à la fabrication des roquettes, cette prestation supplémentaire est indispensable à Oerlikon. Une réduction du nombre des roquettes livrées a automatiquement pour effet de réduire le montant de ces prestations supplémentaires.

4. Cf. *PVCF* N° 1102 du 24 juin 1952, E 1004.1(-)/1542 (DoDiS-9007).

M. Bührle s'est déclaré en définitive d'accord d'examiner avec les autorités américaines la possibilité de réduire le nombre des roquettes qu'Oerlikon livrera et d'espacer les délais de livraison. Il relève que, s'il obtient une prolongation de délai de six mois, les exportations de roquettes figureront néanmoins dans les statistiques de 1953, étant donné que le délai de livraison contractuel expire le 30 juin 1953. M. Bührle ne peut pas discuter ces questions avec les autorités militaires américaines en Allemagne. Il se rendra vers la mi-juillet aux Etats-Unis pour environ trois semaines et discutera avec le Ministère de l'air. Il ne sera pas en mesure de se prononcer jusqu'alors sur la demande du Conseil fédéral. Il sollicite qu'entre-temps l'autorisation lui soit donnée de livrer les roquettes qui sont actuellement fabriquées ou en fabrication et qui doivent être livrées à raison de 5000 en juin et 5000 en juillet 1952. Il demande en outre que nous l'autorisions à fabriquer et à exporter un certain nombre de roquettes supplémentaires jusqu'à ce qu'une décision définitive ait été prise par le Conseil fédéral. Il a articulé le chiffre de 50 à 100'000 roquettes.

J'ai déclaré à M. Bührle qu'en ce qui concerne les 10'000 roquettes, il n'y aurait probablement pas de difficultés, le Département militaire et le Département politique étant d'accord de lui donner l'autorisation, et que le Conseil fédéral prendrait une décision dans sa séance du vendredi 27 juin. Pour le surplus, j'ai ajouté que sa demande serait examinée et qu'une réponse pourrait lui être donnée rapidement.

Je ne me fais pas trop d'illusion sur la possibilité qu'aura M. Bührle d'obtenir de la part des autorités américaines une réduction sensible du nombre des roquettes qu'Oerlikon doit livrer. Toutefois, je pense que le Conseil fédéral devrait, jusqu'à ce qu'il connaisse le résultat des démarches qui seront faites aux Etats-Unis, plutôt faciliter les choses et accorder une autorisation de fabrication pour un certain nombre de roquettes supplémentaires. Il ne m'est pas possible de proposer un chiffre. Celui de 50'000 articulé par M. Bührle lui-même représenterait en tout cas un maximum. Entre temps, nous saurons si le Gouvernement américain est disposé à nous livrer le matériel de guerre dont nous avons besoin<sup>5</sup> et nous connaissons le résultat des démarches que doit faire aux Etats-Unis la commission qui sera déléguée par le Département militaire. Si un lien de fait, sinon de droit, peut être établi entre le matériel que nous recevons et celui dont nous autoriserions l'exportation, cela peut faciliter au Conseil fédéral la décision qu'il aura à prendre et donnera une justification éventuelle à cette décision.

---

5. Sur cette question, cf. DDS, vol. 18, N° 139 (DoDiS-8296).



E 2300(-)/9001/35

[DoDiS-9492]

*Der schweizerische Gesandte in Beirut, F. Kappeler, an den Vorsteher  
des Politischen Departements, M. Petitpierre*

FRANZÖSISCHE DIPLOMATENKONFERENZ IN ISTANBUL

RP Nr. 20

Beirut, 1. Juli 1952

Mein hiesiger französischer Kollege<sup>1</sup>, der ebenfalls an der Konferenz der französischen Diplomaten des Nahen und Mittleren Ostens in Istanbul teilgenommen hat, war so freundlich, mich über deren Ergebnisse zu orientieren.

Es handelte sich auch diesmal, wie im Vorjahr in Beirut (siehe Bericht Nr. 14 vom 5. 5. 1951<sup>2</sup>), um einen Gedankenaustausch zwischen der Zentrale in Paris und den Postenchefs im Ausland, wobei die Information der letzteren über die Auffassungen und Absichten in Paris ebenso wichtig war wie der gepflogene Gedankenaustausch und die Berichterstattung der Missionschefs. Es seien nicht Beschlüsse gefasst, sondern nur gewisse Schlussfolgerungen und Anregungen herausgearbeitet worden. In intensiver Arbeit seien sowohl die politischen und militärischen, wie auch die wirtschaftlichen und kulturellen Probleme behandelt worden.

Im Vordergrund des Interesses scheint die Intervention der arabischen Staaten<sup>3</sup> zugunsten der Autonomiebestrebungen in Tunesien und Marokko gestanden zu haben. Frankreich habe diese Einmischungen der Araber satt, so wurde mir erklärt, und sei entschlossen, ihnen energisch entgegenzutreten. Es sei nicht schwer, den arabischen Staaten entgegenzuhaltend, dass sie besser täten, die Grundsätze, auf die sie pochen, zuerst bei sich zu Hause anzuwenden. Es gebe unterdrückte Minderheiten, wie Puschtuns in Pakistan und die Kurden in Irak<sup>4</sup>. Auch auf die in Syrien angewandten Diktatur- und Polizeimethoden könne verwiesen werden und auf die Unterdrückung der Pressefreiheit im Libanon, wo kürzlich eine Anzahl angesehener Zeitungen wegen der Wiedergabe von Äusserungen eines oppositionellen Abgeordneten in der Kammer, die eine Beleidigung des Staatspräsidenten bedeuteten, auf einen Monat verboten worden sind. Frankreich werde nötigenfalls diese Argumente mit allem Nachdruck vorbringen.

Man habe genug von dem Missbrauch der UNO für die Einmischung in die innern Angelegenheiten eines Mitgliedstaates und wenn diese Umtriebe nicht aufhören oder die UNO darauf eintreten sollte, so würde Frankreich sich gezwungen sehen, mit dem Austritt aus der UNO zu drohen. (So sehr mein Kollege vom Gewicht dieses Arguments überzeugt zu sein schien, so

---

1. G. Balay.

2. Vgl. den politischen Bericht Nr. 14 von F. Kappeler an M. Petitpierre vom 5. Mai 1951, E 2300(-)/9001/35.

3. Zur Intervention der arabischen Staaten vgl. Nr. 8 in diesem Band.

4. Zur Lage der Kurden im Irak vgl. den politischen Bericht Nr. 10 von F. Kappeler an M. Petitpierre vom 28. März 1955, E 2300(-)/9001/36.

wenig glaube ich, dass eine solche Drohung bei den arabischen Staaten ernst genommen und Eindruck machen würde.)

Dagegen sei Frankreich bereit, in Nordafrika Reformen durchzuführen. Die amerikanische Regierung habe in Paris wissen lassen, dass nach ihrer Auffassung die Gestaltung dieser von ihr als notwendig erachteten Reformen im Einzelnen Sache der französischen Regierung sei und dass eine Einmischung der UNO nicht gerechtfertigt wäre.

Die französische Regierung hält weiterhin an der Dreimächteerklärung vom 25. Mai 1950<sup>5</sup> und der darin ausgesprochenen Garantie des status quo im nahen Osten fest. Man ist auf französischer Seite weiterhin der Ansicht, dass am gegenwärtigen Bestand der einzelnen Staaten nichts geändert werden sollte. Dies gelte besonders auch mit Bezug auf die verschiedenen Zusammenschlussbestrebungen zwischen Irak, Syrien und Jordanien. Einzig, wenn sich in Zukunft ergeben sollte, dass die arabischen Bevölkerungen selbst übereinstimmend den tiefen Willen bekunden sollten, sich zu einer grösseren politischen Einheit zusammenzuschliessen, würde Frankreich bereit sein, diesem Willen Rechnung zu tragen. (Unter den heutigen Umständen will diese bedingte Bereitschaft wenig besagen, da die Gegensätze und Rivalitäten zwischen den Dynastien und den politischen Führern viel zu gross sind, als dass eine solche übereinstimmende Willensäusserung sich durchzusetzen vermöchte.)

Was die Errichtung eines gemeinsamen Mittelost-Kommandos betrifft, so scheint auch die Konferenz zum Schluss gekommen zu sein, dass ohne vorgängige Lösung des britisch-ägyptischen Konflikts keine Aussicht bestehe, die Araber für eine Beteiligung zu gewinnen. Das Problem werde gegenwärtig ausschliesslich innerhalb des militärisch-technischen Bereichs bearbeitet. Die Pläne seien zudem immer noch ziemlich vag und unabgeklärt.

Was die Beteiligung Israels an der gemeinsamen Verteidigung betreffe, so sei sie so gedacht, dass die Mächte mit den Arabern einerseits und mit Israel andererseits völlig getrennte Abmachungen treffen würden, sodass jede der beiden Parteien für sich zwar mit dem Mittelost-Kommando verbunden würde, sie aber unter sich keine direkten Bindungen einzugehen hätten.

Man scheint auch auf französischer Seite einstweilen keine Möglichkeit zu sehen, eine Verständigung zwischen den Arabern und Israel herbeizuführen, obwohl von amerikanischer Seite aus mehr sentimentalén Gründen fortgesetzt intensive Bemühungen im Gange seien, eine Lösung zu finden.

Nach wie vor herrsche bei den arabischen Bevölkerungen und auch bei den Regierungen eine starke Tendenz zum Neutralismus, bedingt durch den tiefen Wunsch, sich aus einem west-östlichen Konflikt wenn immer möglich herauszuhalten. Die Regierungen würden daher am liebsten einer Stellungnahme zum gemeinsamen Mittelost-Kommando ausweichen. Doch dürfte Aussicht bestehen, sie durch die Aussicht auf konkrete Vorteile militärischer und

---

5. Mit der Dreimächteerklärung engagieren sich Frankreich, Grossbritannien und die USA, jede Verletzung der Grenzen und des unterzeichneten Feuerstillstandes zwischen Israel und den arabischen Staaten nach dem palästinensischen Konflikt inner- und ausserhalb der UNO zu verhindern.

finanzieller Art auf Grund der zu treffenden Abmachungen doch zu gewinnen. Entscheidend ist nach der Ansicht meines Kollegen, dass die Grossmächte zuerst selbst sich auf eine klare gemeinsame Linie einigen, sodass keine Rivalitäten und Differenzen zwischen ihnen mehr in Erscheinung treten, die von den Arabern ausgenützt werden können, um die eine Macht gegen die andere auszuspielen. Wenn die drei Mächte einig seien, so werden sie so ziemlich machen können, was sie wollen.

Entgegen immer wieder auftauchenden Gerüchten sei gegenwärtig nicht davon die Rede, französische Truppen nach dem nahen Osten zu senden. Dagegen wäre es nicht ausgeschlossen, dass auf Grund zu treffender Abmachungen die Errichtung militärischer Basen für den Kriegsfall vorgesehen würde. Die Truppen der arabischen Staaten fallen militärisch kaum ins Gewicht. Mein Kollege bezweifelt, dass sich daran wesentliches ändern werde. Auch die Syrier werden trotz allen Anstrengungen kaum imstande sein, eine ins Gewicht fallende Streitmacht zu schaffen. Es bestehe somit in den arabischen Ländern ein militärisches Vakuum, das nur von den Grossmächten aufgefüllt werden könne.

Was die technische Hilfe betrifft, so werde sich Frankreich sowohl im Rahmen der UNO weiterhin daran beteiligen, als auch seine Hilfe auf landwirtschaftlichem Gebiet bei der französischen Station in Rayak fortsetzen. Mit Bezug auf den amerikanischen Punkt IV<sup>6</sup> seien die Libanesen, die vor einigen Tagen ein Abkommen mit Amerika über die Gewährung einer Hilfe von 3 Millionen Dollars abgeschlossen haben, tief enttäuscht. Nicht nur hätten sie eine viel grössere Summe erwartet, sondern auch gehofft, mehr Einfluss auf deren Verwendung und Verteilung ausüben zu können. Die Amerikaner haben aber aus begreiflichen Gründen daran festgehalten, die Kontrolle hierüber in ihren Händen zu behalten, damit das Geld wirklich seinem Zweck zugeführt werde und nicht zum Teil in die Taschen von allen möglichen interessierten Persönlichkeiten verschwindet.

Auf wirtschaftlichem Gebiet sei vor allem auch das immer fühlbarer werdende Wiederauftreten der deutschen Konkurrenz und in bisher geringerem Masse auch der japanischen Konkurrenz festgestellt worden. Diese Entwicklung werde jedoch als normal betrachtet.

Im Ganzen können die Beziehungen Frankreichs zu den arabischen Ländern, abgesehen von der Frage von Tunis und Marokko, als recht befriedigend gelten.

---

6. Zum amerikanischen Punkt IV vgl. die Notiz von D. Grandjean an M. Petitpierre vom 12. Januar 1950, E 2001-04(-)/6/11 (DoDiS-8154).

## 15

E 2001(E)1970/217/73  
[DoDiS-9541]

*Notice interne du Département politique*<sup>1</sup>

## NOTICE À L'INTENTION DE MONSIEUR DECROUX

No UG

Berne, 22 juillet 1952

Vous m'avez chargé d'examiner le rapport dans lequel notre Ministre au Caire nous expose les raisons qui pourraient nous inciter à l'accréditer auprès du Gouvernement de l'Arabie Séoudite<sup>2</sup>.

Tout d'abord, je voudrais rappeler qu'en octobre 1951, le Ministre de ce pays à Téhéran<sup>3</sup> avait déjà soulevé auprès de M. Escher la question de l'établissement de relations diplomatiques entre la Suisse et l'Arabie Séoudite<sup>4</sup>. Nous attendions alors la visite de l'un des princes royaux, ministre de la défense nationale<sup>5</sup>. J'ignore si ce sujet a été abordé lors du passage de ce prince en Suisse<sup>6</sup> et si une décision quelconque a été prise; mais, étant donné le présent exposé de M. de Fischer qui apporte des éléments nouveaux et intéressants, je pense qu'il convient d'examiner la question de nos relations avec l'Arabie, non dans leur cadre restreint mais sous l'angle de l'ensemble de nos rapports avec les puissances mineures asiatiques et africaines.

Lorsque la plupart de ces Etats ont accédé à l'indépendance ou l'ont recouvrée, nous avons noué rapidement des relations diplomatiques avec eux. Certes, des intérêts économiques parfois importants justifiaient à eux seuls une telle décision; il n'en reste pas moins que des considérations d'ordre politique ont aussi dicté notre geste.

Nous assistons en Asie et en Afrique à une évolution pareille à celle dont le continent américain fut l'objet au début du XIX<sup>e</sup> siècle lorsque la plupart des nations américaines se libérèrent de la tutelle espagnole. Depuis la dernière guerre mondiale, l'Inde, le Pakistan, la Birmanie, l'Indonésie, les Philippines, Ceylan, la Libye et plusieurs Etats du Proche-Orient ont pris rang parmi les nations indépendantes. D'autres suivront sans doute dans un avenir plus ou moins éloigné: l'Erythrée qui sera rattachée à la couronne éthiopienne; peut-être le Soudan anglo-égyptien; la Rhodésie du Nord et du Sud et le Nyassaland, qui seront groupés vraisemblablement en une fédération; la Côte de l'Or et le Nigéria ont déjà obtenu des gouvernements autonomes; et lorsque la guerre aura pris fin en Indochine, c'est, je crois, la volonté de la France de rendre une entière liberté aux Etats associés du Laos, du Cambodge et du Vietnam.

Nous nous sommes adaptés à cette évolution. En établissant des relations diplomatiques avec une grande partie des Etats qui répondaient aux exigences

---

1. Cette notice est rédigée et signée par J. Humbert.

2. Il s'agit du rapport de B. von Fischer du 17 juin 1952, E 2001(E)1970/217/73 (DoDiS-9540).

3. H. Ghouth.

4. Non reproduite.

5. Prince Michael Al-Saoud.

6. Aucune trace de la visite n'a été retrouvée.

du droit international (communauté d'hommes établie en permanence sur un territoire déterminé, soumise à un gouvernement, indépendante et souveraine), nous avons reconnu non seulement un état de faits juridique mais avons souscrit, dans un esprit conforme à nos traditions, au droit des peuples à disposer librement de leur destinée.

Dans un monde où les nations sont de plus en plus interdépendantes, une politique à longue échéance bien comprise exigerait même que nous entretenions des relations effectives avec tous les pays par l'entremise de représentants accrédités.

Actuellement, notre économie est encore en pleine prospérité; tout au plus remarque-t-on ici et là une petite régression. Mais la lutte pour la conquête des marchés bat son plein. A côté des concurrents que nous avons rencontrés dès la fin de la guerre, de nouveaux sont apparus: les Allemands et les Japonais<sup>7</sup> qui ne négligent aucune possibilité d'étendre leur relations commerciales et ne méconnaissent aucun Etat, si petit soit-il, car il peut être un débouché même modeste pour l'exportation, l'émigration et le placement de capitaux.

Notre extrême dépendance des Etats-Unis pour le commerce extérieur nous met presque à la merci d'une disposition protectionniste de leur part; et il suffirait d'une légère crise pour que l'on s'aperçût aussitôt que les marchés les plus insignifiants en apparence méritent d'être pris en considération.

Certes, l'Asie et l'Afrique qui constituent un potentiel économique immense ne pourront-elles se développer complètement du jour au lendemain et nous ne sommes pas près de voir se réaliser l'idéal contenu dans le Point 4 du Plan Truman<sup>8</sup> relatif aux pays sous-développés. Mais en établissant des contacts avec les milieux officiels des pays qui sont nés, nous aurons manifesté notre présence, nous aurons créé des relations précieuses qui permettront dans une certaine mesure d'ouvrir les portes à nos commerçants et à nos émigrants. Car l'on sait que dans ces Etats encore peu développés c'est une «intelligentsia», au sein de laquelle se recrutent les cadres du Gouvernement et de l'Administration supérieure, qui tient en mains les leviers de commande de l'économie. Et sa susceptibilité est grande, plus encore que ses sentiments nationaux.

D'un autre côté, il est évident que nous ne pouvons ignorer qu'une large part de l'opinion publique, encore insuffisamment informée des raisons qui ont inspiré notre ligne de conduite, est opposée, avant tout pour des raisons financières, à l'extension de notre réseau diplomatique et consulaire. Pas plus que nous ne pouvons oublier que ce fut cette même opinion publique qui, en 1945, sitôt après la fin de la guerre, demanda, à grands cris, par la voix du Parlement<sup>9</sup>, que nous accroissions le nombre de nos postes et augmentions le

---

7. *Note de bas de page dans le texte original:* 1) le rapport de M. de Fischer le confirme encore.

8. *Sur cette question, cf. N° 14, note 5, dans le présent volume.*

9. *La question de la réorganisation et de l'extension du Département politique est discutée au Conseil des Etats dans le cadre d'une réflexion sur la création d'une commission permanente des Affaires étrangères du Conseil des Etats, cf. PVCE du 6 juin 1945, E 1401(-)*

personnel de nos représentations pour renouer les contacts avec l'extérieur. Ce faisant, elle reconnaissait implicitement l'importance du rôle joué par notre Département et nos représentations.

M. Bauermeister, de la Division des Affaires administratives, est en train de préparer à l'intention de M. Hegg un exposé sur l'ouverture d'une série de légations qui sera soumise à l'approbation du Parlement<sup>10</sup>: Afghanistan, Honduras, Birmanie, Nicaragua, Népal, El Salvador, Haiti, Costa Rica, St-Domingue, Guatemala.

Je ne retiendrai que les trois premiers puisqu'ils appartiennent à mon groupe, en proposant toutefois d'y ajouter les Philippines, avec lesquelles nous étudions la possibilité de conclure un traité d'amitié et qui ont l'intention d'ouvrir une légation à Berne vraisemblablement l'an prochain, et l'Arabie Séoudite, objet du présent rapport de M. de Fischer.

Comme il est probable que les Chambres n'accepteront pas la création d'un nombre aussi imposant de nouvelles légations – bien qu'en fait il ne s'agisse que d'accréditer des agents résidant à proximité de ces pays et que le supplément de dépenses qui en résulte soit par conséquent minime – il nous faut faire parmi les postes entrant en ligne de compte un choix basé sur l'importance de nos intérêts économiques et la situation politique des Etats considérés.

J'examinerai donc brièvement selon ce critère les 5 pays suivants:

#### *Afghanistan*

Nos échanges<sup>11</sup> avec ce pays sont restreints (en millions de francs suisses):

	1949	1950	1951
importations	1,2	1,7	2,1
exportations	0,668	0,359	0,911

et je ne pense pas qu'ils soient susceptibles d'être beaucoup développés pour le moment.

La colonie suisse se réduit à quelques personnes.

Politiquement, cet Etat ne présente aucune importance et il est à craindre qu'il ne cède à une pression russe un peu forte. On peut même se demander s'il ne constitue pas un des prochains objectifs de la politique tentaculaire russe<sup>12</sup>. Tout au plus pourrait-on, dans ce lieu de passage des invasions du Nord vers le Sud, recueillir quelques informations politiques intéressantes.

1960/58/272, pp. 11–21. Cf. aussi le rapport Die Zuständigkeit zur Errichtung diplomatischer Vertretungen im Auslande de W. Thalman du 15 septembre 1945, E 2004(B)1971/13/8.

10. Il s'agit de la notice du 12 août 1952, E 2004(B)1971/13/8.

11. Note de bas de page dans le texte original: 1) pour cette étude sommaire je n'ai retenu que les échanges de marchandises, sachant qu'à l'exception des Philippines nos intérêts financiers dans ces pays asiatiques sont insignifiants.

12. Point d'interrogation en marge de ce passage.

*Birmanie*

Nos échanges avec ce pays sont encore plus faibles que pour l’Afghanistan (en millions de francs suisses):

		1949	1950	1951
importations	0,009	0,103	0,226	
exportations	0,198	0,081	2,100	

Je ne possède aucun chiffre sur la colonie suisse.

La situation politique de cet Etat est sérieusement compromise car le Gouvernement ne contrôle qu’une petite partie du territoire. La guerre civile sévit en effet à l’état endémique entre d’une part les forces gouvernementales et de l’autre les Karennes qui revendiquent une position prépondérante au sein du Gouvernement. Signalons en outre la présence de troupes communistes appuyés par le Gouvernement de Pékin et dont l’objectif est la conquête du pouvoir à Rangoon. En outre, la situation économique est très instable.

*Népal*

Suivant vos instructions, je m’étais livré il y a quelque temps à une petite étude sur la question de nos relations diplomatiques avec cet Etat. Il en résultait que nous aurions intérêt à y accréditer notre Ministre à New Delhi afin de faciliter la création de possibilités de travail pour nos experts. Je me réfère à ce propos à l’accord portant sur l’assistance technique que nous avons signé récemment avec le Népal<sup>13</sup>.

Cependant, d’après un rapport récent de New Delhi, les Népalais ne seraient guère favorables à l’ouverture d’une légation car ils craignent que si le nombre des représentations diplomatiques accréditées à Kathmandou augmente, les Chinois ne veuillent à leur tour, et pour d’autres raisons que nous, ouvrir une ambassade. Voilà un point qui remet tout en cause et qu’il s’agit d’éclaircir avant d’aller plus loin<sup>14</sup>.

*Philippines*

Outre le fait que le Gouvernement philippin a l’intention d’ouvrir une légation à Berne – ce qui nous inciterait tôt ou tard à accorder la réciprocité – nous avons dans ce pays des intérêts relativement importants, ainsi qu’il ressort d’une notice que j’ai rédigée à votre intention le 22 janvier dernier<sup>15</sup>.

Il est vrai que nous avons un Consulat à Manille; cependant, je tiens à relever que notre ancien Consul, M. Schneider, était favorable à l’ouverture d’une légation. A supposer que nous soyons autorisés par le Parlement à remplacer le Consulat par une Légation, cette transformation du statut de

13. *Sur l’accord lui-même*, cf. E 2001-04(-)/6/10 (DoDiS-8169), *sur la mission technique suisse au Népal*, cf. DDS, vol. 18, N° 73 (DoDiS-8153).

14. *Sur les tensions entre le Népal et la Chine*, cf. la lettre de S. A. Campiche à A. Zehnder du 12 août 1952, E 2001(E)1970/217/305 (DoDiS-9488).

15. *Non retrouvée.*

notre représentation ne doit pas nécessairement s'opérer immédiatement. Selon M. Manuel Luy, qui a remplacé quelque temps le chef de poste à Manille, il faudrait même tâcher d'obtenir, en contrepartie de l'ouverture d'une légation, un meilleur traitement pour nos compatriotes établis dans ce pays et pour nos exportations entravées par le système des licences à l'importation et le contrôle des changes.

D'autre part, si la situation intérieure de cet Etat n'est pas particulièrement favorable, la présence «indirecte» des Américains est un garant de son évolution économique et politique. Sa position stratégique est trop importante pour que l'on envisage un abandon de la part des USA.

#### *Arabie Séoudite*

Je n'ajouterai que quelques mots au rapport de M. de Fischer. De tous les pays arabes, l'Arabie Séoudite est le plus traditionaliste. Il constitue le point de départ du rayonnement de l'Islam. Ce fait lui a donné une stabilité politique qui est loin d'exister dans les pays précédemment mentionnés.

Notre Ministre a en outre indiqué le montant de nos échanges avec l'Arabie Séoudite. Ils sont sensiblement plus élevés que ceux avec les pays ci-dessus, les Philippines exceptées, ainsi qu'avec l'Ethiopie<sup>16</sup> et la Jordanie<sup>17</sup> où nous avons accrédité récemment un représentant diplomatique. En outre, il est probable que l'exploitation du pétrole par les Américains ouvre des perspectives au développement économique de ce pays et il serait indiqué de consulter la Division du commerce et le Vorort à ce sujet.

Vu ce qui précède, j'établirais, sans tenir compte des pays de l'Amérique centrale où nous projetons d'ouvrir des légations, un «ordre de préséance» parmi ces pays asiatiques.

1. Philippines
2. Arabie Séoudite
3. Népal (? sous réserve)
4. Afghanistan
5. Birmanie

Enfin je proposerais:

1. d'accuser provisoirement réception du rapport de notre Ministre au Caire,
2. de soumettre la proposition à M. Hegg<sup>18</sup> à son retour de vacances,
3. d'écrire éventuellement à la Division du commerce, à laquelle M. de Fischer a destiné une copie de son rapport, selon ce qui aura été décidé avec M. Hegg.

16. Cf. PVCF N° 1968 du 16 octobre 1951, E 1004.1(-)/1/534.

17. Cf. PVCF N° 72 du 12 janvier 1951, E 1004.1(-)/1/525.

18. Non reproduit.



## 16

E 2300(-)/9001/240

[DoDiS-10159]

*Le Ministre de Suisse à Londres, H. de Torrenté,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

## CONFÉRENCE DE TORONTO ET EXTRÊME ORIENT

*Copie*

L

Londres, 22 juillet 1952

I. Au début de notre entretien de ce jour, qui devait porter uniquement sur les problèmes d'Extrême Orient, Mr. R. H. Scott, Assistant Under-Secretary of State au Foreign Office, a tenu à définir en son nom et au nom de son collègue C. G. Kemball, expert des Conventions de Genève, la position de la Grande-Bretagne à l'égard de la *Conférence de la Croix Rouge de Toronto*<sup>1</sup>.

Il est de tradition que l'Etat qui accueille la Conférence des Sociétés de la Croix Rouge invite également les gouvernements.

Londres n'envoie pas en règle générale de mission officielle, mais désigne simplement un observateur du gouvernement. Pour la Conférence de Toronto, cet observateur sera Miss J. A. C. Gutteridge, Assistant Legal Adviser du Foreign Office.

Au cours de ces derniers jours, le Foreign Office a appris que certains pays communistes – dont l'URSS, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Chine – envisageait l'envoi d'importantes délégations.

C'est ainsi que la Chine déléguera deux missions:

a) l'une de la Société de la Croix Rouge chinoise, présidée par le Ministre de la Santé publique lui-même<sup>2</sup>;

b) l'autre gouvernementale, présidée par le Vice-Ministre de la Santé publique<sup>3</sup>.

De ce déploiement de forces, des rumeurs qui circulent et des renseignements communiqués par Washington, il est aisé de prévoir que ces pays, les satellites, ont l'intention de mener grand tapage à propos de la guerre bactériologique, de la convention de 1925, des prisonniers de guerre en Corée etc. et, en outre, de monter une «big attack» contre le CICR.

Dans ces conditions, le Foreign Office a décidé en principe d'envoyer encore deux observateurs supplémentaires. Sir Oliver Franks, Ambassadeur à Washington, a été invité de détacher à Toronto l'un de ses spécialistes de l'Orient et Gladwyn Jebb, délégué à l'ONU, son «deputy» Coulson, expert de la guerre bactériologique à la Commission du désarmement.

Le Foreign Office est de l'avis que la Conférence ne doit traiter que des problèmes de la Croix Rouge, en évitant d'aborder toute question politique.

---

1. Il s'agit de la 18<sup>ème</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Sur cette conférence, cf. E 2200.40(-)1967/128/23.

2. Madame L. Dequan.

3. H. Cheng.

Il est douteux que cette tactique réussisse; cela dépendra surtout de l'attitude des délégations et du savoir-faire du Président de la Conférence.

Quoi qu'il en soit, le Foreign Office aurait vivement désiré connaître l'attitude du gouvernement suisse à l'égard de la Conférence de Toronto et comment le CICR compte faire face à l'attaque communiste. Le Foreign Office est prêt à aider le CICR dont il veut maintenir le prestige.

La tactique à suivre peut être discutée sur place. En revanche, sur le fond, des instructions spéciales doivent être données aux délégués. L'UK prend également contact, à cet effet, avec le Canada et les USA.

Vu l'urgence, je vous ai informé par voie rapide du vœu exprimé par le Foreign Office, en vous laissant le soin de décider si vous jugiez opportun de vous engager dans une voie qui n'apparaît pas sans danger pour le CICR.

## 2. Far East.

a) Le Foreign Office n'est pas encore en possession du texte complet de la note chinoise!<sup>4</sup> S.<sup>5</sup> me le remettra sans retard<sup>6</sup>.

b) La nomination du «Deputy Chief of Staff» britannique sera annoncée à la Chambre des Communes la semaine prochaine. Le choix de la personne et l'élaboration des instructions ont pris un certain temps; des consultations ont été nécessaires avec l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Canada et les USA.

Il est entendu que le «deputy» sera mis purement et simplement à la disposition du Commandant des troupes de l'ONU; son mandat ne comporte aucune tâche spéciale.

c) A Panmunjom, les Chinois continuent à réclamer la reddition de tous les prisonniers<sup>7</sup>.

La presse a fait plusieurs fois état de l'intervention de l'Inde pour hâter l'aboutissement des négociations d'armistice. Or, selon S.<sup>8</sup>, le rôle de New Delhi en cette matière est des plus confus. Indéchiffrables également les propositions communiquées au Foreign Office!

Avant de quitter Pékin, au mois de juin, le Sardar Panikkar eut avec Chou En-lai un entretien sur les négociations de Corée. Il fit savoir à New Delhi que les Chinois tenaient à résoudre le problème des prisonniers et suggéraient à cette fin:

- 1) qu'on leur restitue «a round figure» de prisonniers;
- 2) ou que l'on envoie les prisonniers sans escorte «to a neutral place».

4. Il s'agit d'une note du gouvernement chinois transmise à l'Ambassade de Grande-Bretagne à Pékin concernant le statut des entreprises anglaises à Hongkong. Sur le problème de la nationalisation des entreprises en Chine, cf. la lettre de H. de Torrenté à M. Petitpierre du 2 avril 1952. Non reproduite.

5. R. H. Scott.

6. Un extrait de la note est communiqué au Département politique le 21 août 1952. Dans cet extrait, on peut lire: The Chinese Government regards the promotion of Sino-British trade on equal terms as contribution to the improvement of the standard of living in both countries. Cf. la lettre d'E. Bernath à M. Petitpierre du 21 août 1952. Non reproduite.

7. Sur cette question, cf. la lettre de H. de Torrenté à M. Petitpierre du 8 juillet 1952. Non reproduite.

8. Cf. note 5.

Ce mystérieux message communiqué par le Haut Commissaire de l'Inde à Londres<sup>9</sup> parut au Foreign Office absolument hermétique. Qu'entendait-on par «round figure»? Comment pouvait-on envoyer des prisonniers sans escorte? De quel territoire neutre s'agissait-il? Après deux semaines d'attente et de nouvelles palabres, il apparut que Pékin maintenait intégralement ses exigences: recouvrer la totalité des prisonniers chinois.

d) Les négociations avec le Japon au sujet des bases britanniques et de la juridiction sur les troupes du Commonwealth se révèlent très délicates. Deux matelots britanniques se morfondent toujours dans les geôles japonaises.

e) Pacte du Pacifique. Une conférence aura lieu au mois d'août à Honolulu entre l'Australie, la Nouvelle Zélande et les USA<sup>10</sup>.

---

9. *K. Menon.*

10. *Sur cette conférence, cf. la lettre de H. de Torrenté à M. Petitpierre du 11 août 1952, non reproduite.*

## 17

E 2300(-)/9001/172

[DoDiS-9187]

*Le Ministre de Suisse au Caire, B. de Fischer,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

LE COUP D'ETAT DE NÉGUIB BEY: LES RAISONS DE SA NAISSANCE  
ET SON IMPORTANCE. L'ATTITUDE DES AGENTS DIPLOMATIQUES ANGLAIS  
ET AMÉRICAINS. RÉFLEXIONS SUR LE DRAME QUI VIENT DE S'ACCOMPLIR,  
LA RÉPERCUSSION SUR LES INTÉRÊTS SUISSES

RP N° 22

Le Caire, 29 juillet 1952

Le 22 juillet, le Cabinet Sirry pacha, démissionnaire, avait été remplacé par un cabinet Hilali pacha.

Dans la nuit suivante, le Colonel Néguib bey, leader d'un groupe d'officiers mécontents, occupa la capitale avec des troupes qui lui étaient dévouées. Son action avait été déclenchée, semble-t-il, par le fait qu'au lieu de confier le portefeuille de la guerre à ce haut militaire, comme le désiraient ses camarades, le Roi avait nommé à ce poste son propre beau-frère, Cherine bey, mari de l'ex-impératrice de Perse<sup>1</sup>. Ce jeune homme était loin d'être impopulaire dans l'armée, mais les auteurs du coup d'Etat voyaient dans ce choix une provocation du Souverain et une ingérence intolérable dans les affaires du gouvernement, car Cherine bey devait être, selon toute apparence, l'œil et l'oreille du chef d'Etat dans le cabinet Hilali pacha, qui reprenait, comme celui de Sirry pacha, les allures d'une dictature royale. L'effet immédiat de l'entrée en scène de Néguib bey fut la démission de Hilali pacha qui fut aussitôt remplacé par un gouvernement réduit d'Aly Maher pacha qui semblait du goût des insurgés. De son côté, Néguib bey, après avoir rallié autour de lui la majeure

---

1. *Il s'agit de la Princesse Fawzieh, fille du roi Fouad I et sœur du roi Farouk.*

partie des troupes de terre, de mer et de l'air et avoir été largement applaudi par le peuple, demanda au Roi d'autoriser enfin que les trafiquants d'armes pendant la guerre de Palestine fussent jugés, et de remplacer certains officiers supérieurs par d'autres jouissant de la confiance de l'armée. Le Souverain accepta. Enhardi par ce succès, Néguib bey fit occuper également Alexandrie, investir les palais royaux dans cette ville et exigea du Chef d'Etat qu'il renonçât à certaines de ses prérogatives autocratiques et se contentât de devenir un souverain purement constitutionnel. Cette fois-ci, Farouk 1<sup>er</sup> refusa énergiquement. Il fut alors contraint, sous la pression des armes, d'abdiquer en faveur de son fils et de quitter le pays dans l'espace de quelques heures. Le lendemain, le petit prince Ahmed Fouad fut proclamé par le Cabinet Maher Roi d'Egypte et du Soudan; c'est également le Cabinet Maher qui assumait les prérogatives du Conseil de Régence.

Cela accompli, Néguib bey s'aboucha avec les chefs des partis politiques – dont plusieurs étaient accourus de l'étranger – et souligna devant eux qu'il ne s'occuperait que des intérêts de l'armée, en laissant la politique au gouvernement légal; en outre, il releva, à plusieurs reprises, qu'il désirait que la Constitution fût respectée et que le pays demeurât une monarchie constitutionnelle.

Voilà où en sont les choses au moment où je vous écris. Permettez-moi maintenant de vous exposer quelques réflexions sur ce qui s'est passé.

Le coup d'Etat de Néguib bey est dû à l'insatisfaction profonde de l'armée qui n'a oublié ni la mauvaise conduite des opérations militaires pendant la guerre de Palestine, ni la fourniture d'armes défectueuses, scandale auquel étaient mêlés de très hauts officiers et, croyait-on, l'entourage même du Roi. D'autre part, le changement continu des gouvernements qui se sont succédés au cours de ces derniers mois avait exaspéré certains officiers, parce qu'ils voyaient un caprice du souverain et que l'armée n'y obtenait jamais ce qu'elle désirait. Il semble d'ailleurs que l'exemple de l'armée syrienne ait inspiré ces militaires; on sait aussi qu'en ce moment ils lisent avec enthousiasme la vie d'Arabi pacha qui s'était révolté en 1882 contre le Khédivé Tewfik, accusé de trop de complaisance à l'égard d'éléments étrangers et d'avoir dilapidé les deniers publics.

Néguib bey est-il vraiment le chef de ce mouvement d'insatisfaction? Il semble que non; ce colonel en serait plutôt le porte-parole, une sorte de frère aîné plus expérimenté que les autres. Le mouvement reposerait surtout sur un groupe confus, mais assez nombreux, de jeunes officiers, capitaines et majors, assoiffés d'action et désireux de jouer un rôle; il y aurait des éléments de gauche et des amis des «Frères Musulmans». Mais aucune puissance étrangère ne semblerait – jusqu'ici – exercer une influence sur eux. Le mouvement de Néguib bey est donc, pour le moment du moins, purement national.

Ce mouvement ne semble pas avoir été organisé à l'avance pour un cas ou un jour déterminé, bien que l'on y ait fréquemment songé. Il serait né assez subitement du mécontentement provoqué par la constitution du Cabinet Hilali pacha dont l'arrivée au pouvoir fit déborder la coupe. Aussi, à part certains points concernant l'armée et certaines épurations dans l'administration, ce mouvement ne semble-t-il pas avoir pour le moment un programme politique précis; il agit effectivement au jour le jour, sans méthode, quelquefois même

d'une manière puérile. Il faut reconnaître cependant que jusqu'ici le coup d'Etat s'est opéré dans l'ordre extérieur et que la vie de tous les jours n'a pas été arrêtée un seul instant. Mais aucune garantie n'est donnée pour l'avenir où les extrémistes peuvent prendre le pas sur les éléments modérés. L'armée peut aujourd'hui faire exactement ce qu'elle veut; il n'existe plus aucune force dans le pays qui puisse l'en empêcher: pratiquement, toutes les forces armées et la police sont sous le contrôle de Néguib bey; seules quelques garnisons avaient résisté au début.

Une des caractéristiques du présent mouvement réside dans le fait qu'il s'est déroulé en dehors des vieilles idées de lutte contre l'Angleterre ou de combat pour la réalisation des aspirations nationales et en laissant complètement de côté les questions de partis. D'autre part, c'est la première fois que le pays produit un mouvement capable de destituer le souverain pour des raisons nationales, alors que jusqu'ici ces départs avaient été provoqués par des puissances étrangères et pour des raisons de politique internationale. Ce que l'armée a fait aujourd'hui une première fois, elle peut le répéter dans l'avenir et en vue d'atteindre d'autres buts: c'est là un avertissement à tous ceux qui se croiraient sûrs de leur position parce qu'ils détiennent le pouvoir politique.

Le peuple, dans les deux capitales, a, selon les journaux et selon ce que j'ai pu constater moi-même, accueilli favorablement le mouvement de Néguib bey et la destitution du Roi. Je ne sais pas ce qu'il en est de la campagne. Le Souverain, à la suite de ses extravagances, avait perdu beaucoup de sa popularité dans de nombreux milieux et ses continuelles ingérences dans les affaires publiques, obéissant souvent à des mobiles personnels et intéressés, avaient exaspéré les civils autant que les militaires. Il est certain aussi que de nombreuses réformes auraient pu être au moins tentées si le Souverain lui-même ne s'y était pas opposé parce qu'il en redoutait les répercussions sur ses propres affaires.

Ce qui vient de se produire ces jours derniers est psychologiquement un régicide par le peuple lui-même et on sent que ce dernier s'en rend confusément compte. Pour la première fois, il a agi lui-même par le truchement de l'armée qui se dit d'ailleurs son mandataire exclusif. C'est une nouvelle étape sur le chemin de l'éducation politique du peuple égyptien, qui ne sort que lentement de sa léthargie, en dépit de l'adoption officielle de la démocratie en 1922.

Les étrangers n'ont pas été touchés; les assurances qui leur ont été données à plusieurs reprises par Néguib bey et ses appels répétés à la population de s'abstenir de tout geste inconsidéré de xénophobie, obéissaient en réalité à sa crainte de voir les troupes anglaises intervenir dans les affaires du pays et entraver le mouvement. En assurant un strict respect des biens et de la sécurité des étrangers, on enlevait aux Anglais toute raison d'ingérence. Il est certain que tant l'agent diplomatique britannique<sup>2</sup> que l'Ambassadeur des Etats-Unis<sup>3</sup> tinrent pour nécessaire d'attirer l'attention d'Aly Maher et de Néguib bey sur les conséquences graves que pourrait avoir la molestation des résidents

---

2. R. S. Stevenson.

3. J. Caffery.

étrangers. Les troupes anglaises au Fayed étaient d'ailleurs de piquet et des navires britanniques croisaient au large, à proximité de l'Égypte. L'Ambassadeur des États-Unis intervint, en outre, pour s'assurer que la personne du Roi ne serait pas touchée et que son départ se fit d'une façon digne, ceci pour maintenir à la monarchie un minimum d'autorité.

Avec la destitution du monarque par l'armée, le seul obstacle au désordre est tombé. Si l'armée, qui devait faire respecter l'ordre et maintenir la sécurité fait elle-même la révolution, que va-t-il se passer maintenant? Personne ne le sait encore.

Le mouvement Néguib bey n'a pas de programme précis, autant qu'on sache. Les partis politiques flattent le général vainqueur. Celui-ci est poussé par des jeunes gens et plébiscité par la masse populaire. On ne peut se défendre de certaines appréhensions; tout ce qu'on peut faire, c'est espérer que le mouvement ne glisse pas vers le radicalisme.

De toute façon, beaucoup de travail immédiat est à faire; il y a à constituer un conseil de régence, compléter le gouvernement d'Aly Maher, décider si l'on convoquera le Parlement, voir comment on procédera à l'épuration des «traîtres» et qui sera l'objet de ces mesures, causer avec la Délégation soudanaise arrivée au Caire précisément ces jours-ci, etc. etc. Ce sont là autant de questions fort délicates. Mais pour le moment, la période révolutionnaire n'est pas close et on ne peut encore en prévoir l'évolution exacte. Aly Maher, Président du Conseil de la Régence, gouverne, et Néguib bey agit de son côté; tous deux se disent d'accord, mais l'un est légal et l'autre s'appuie sur les forces de l'armée et on ne sait pas vers quoi la facilité avec laquelle cet officier a obtenu ses succès peut encore le pousser ou pousser son entourage.

Les Suisses d'Égypte perdent en la personne du Roi Farouk un ami qui fut toujours prêt à les aider. L'ex-souverain était un ami fidèle de certaines de nos institutions en Égypte, notamment les sections de tir et les cercles suisses.

D'autre part, il convient de souligner aujourd'hui de nouveau que la sécurité des étrangers en temps de troubles dépend de la présence des troupes anglaises en Égypte.

Enfin, la proclamation du jeune prince Ahmed Fouad comme Roi d'Égypte et du Soudan posera également pour nous la question de la reconnaissance de ce titre, car il faudra sans doute que je présente, le moment venu, de nouvelles lettres de créance<sup>4</sup>.

D'une façon générale, nous ne pourrions que nous réjouir si le mouvement de Néguib bey pouvait aboutir à des réformes saines. Mais nous devrions en craindre de gros inconvénients s'il devait glisser vers la démagogie facile ou vers le radicalisme, deux attitudes également dangereuses pour les étrangers.

Enfin, nous n'avons aucun intérêt à voir tomber la monarchie qui demeurerait jusqu'à maintenant la seule garantie effective d'ordre et de sécurité pour les étrangers.

---

4. *Sur la question de la reconnaissance du titre de Roi d'Égypte et du Soudan*, cf. E 2001 (E)1969/121/67. *Sur la situation politique entre l'Égypte et le Soudan*, cf. les rapports politiques de H. de Torrenté à M. Petitpierre du 22 octobre 1952, E 2300(-)/9001/240 (DoDiS-9538) et du 5 janvier 1953, E 2300(-)/9001/241 (DoDiS-9539).

## 18

E 2001(E)1969/121/346  
[DoDiS-9206]

*Der schweizerische Gesandte in Washington, K. Bruggmann,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

S Streng vertraulich

Washington, 15. August 1952

Die erfreuliche Ablehnung der Vorschläge der Tarifkommission betreffend Erhöhung der Uhrenzölle habe ich Ihnen gestern gemeldet<sup>1</sup>.

Ich beehre mich, über die vorgängigen Demarchen dieser Gesandtschaft in Ergänzung meiner telegraphischen Meldungen noch folgendes auszuführen:

Wie Sie wissen, konnte auf die Tarifkommission vor der Unterbreitung ihrer Vorschläge an den Präsidenten kein Einfluss genommen werden. Eine Diskussion mit andern Behörden war, solange der Bericht nicht vorlag, unnütz. Die Bahn der Diskussionen und Interventionen wurde dann, als der Bericht erstattet war, frei. Die Stellungnahme der Tarifkommission überraschte nicht nur die Assemblers, die geglaubt hatten, die Hearings seien völlig zu ihren Gunsten ausgefallen, sondern auch amerikanische Regierungsstellen, z. B. das State Department.

Der Bericht der Tarifkommission ging an die einzelnen Departemente sowie an die Mutual Security Agency, mit der Einladung, sich dazu zu äussern; mit der Sammlung und Verarbeitung der Antworten zu einem Resumé und Antrag an den Präsidenten war der Direktor des Budget des Executive Office of the President betraut. Es galt nun vor allem, sich mit den Departementen und dem Executive Office in enger Fühlung zu halten, um zu erfahren, welche Schritte unsererseits nützlich wären. Dies gelang so ziemlich vollkommen.

Die erste Antwort erfolgte von der Mutual Security Agency, deren derzeitigen Chef (in Abwesenheit Harrimans, der wegen seiner Präsidentschaftskandidatur aussetzte), Mr. Kenny, [den] ich zufällig an einem Weekend auf dem Lande bei Bekannten traf. Er versprach, unseren Fall zu prüfen und las mir nach einigen Tagen dann Passagen seines Berichtes vor. Das «Budget» meldete mir, dieser sehr günstige Bericht sei eingegangen und regte an, ein wachsames Auge auf das Treasury und das Handelsdepartement zu haben, weil deren Vernehmlassungen viel Gewicht hätten. Die ersten Sondierungen im Treasury Department waren eher beunruhigend. Als ich dann, gefasst auf eine harte Auseinandersetzung, in Begleitung von Herrn Real den zuständigen Assistant Secretary aufsuchte und ihm unseren Fall zu schildern begann, meinte er, wir hielten sein Departement für schlimmer als es sei, und er las mir dessen überaus günstigen Bericht an den Präsidenten vor.

Im Handelsdepartement waren zunächst die Meinungen geteilt. Während die Handelspolitiker sich sehr deutlich gegen die Vorschläge der Tarifkommission aussprachen, befürwortete die National Production Administration eine Zollerhöhung, weil die einheimische Uhrenindustrie aus Gründen der

---

1. Vgl. das Telegramm von K. Bruggmann an M. Petitpierre vom 15. August 1952, E 2200.36 (-)1967/16/2.

Landesverteidigung möglichst stark sein sollte. In einer langen Konferenz mit dem amtierenden Chef des Departements – der Sekretär selber war damals, wie die meisten Regierungsmitglieder, an der Parteikonvention in Chicago – konnte erreicht werden, dass das Departement schliesslich eindeutig zu unseren Gunsten Stellung nahm.

Vom State Department hörte ich, dass die Haltung des Verteidigungsdepartements nicht befriedigend sei. Mein Besuch bei dessen stellvertretendem Chef, Mr. Foster – Mr. Lovett selber war krank – ergab, dass das Munitionsbureau eigenmächtig für das Department an den Präsidenten geschrieben hatte und wie die National Production Administration aus militärischen Gründen die Zollerhöhung wünsche<sup>2</sup>. Er habe aber, so erklärte Mr. Foster, diese Eingabe zurückgezogen und durch eine andere ersetzt, um kundzutun, dass sein Departement an einer Zollerhöhung nicht interessiert wäre. Er wäre bereit, so sagte Mr. Foster, sich noch deutlicher gegen eine solche auszudrücken, wenn uns dies nützlich wäre. Ohne Verzug meldete ich dies dem State Department, das, wie schon aus den obigen Ausführungen hervorgeht, mit aller Entschiedenheit für uns Partei ergriffen hatte. Mr. Thorp hat mir wiederholt gesagt, er werde seine Auffassung im Brief an den Präsidenten sehr nachdrücklich dartun. Später erfuhr ich, dass auch Mr. Acheson dies mündlich in fester Weise getan hat (er, der vor einigen Jahren nicht nur die Annahme der *Escape Clause*<sup>3</sup>, sondern auch die Beschränkung der Einfuhr auf 3 Millionen Uhren im Jahr stürmisch von uns gefordert hatte).

Nach der Ausschaltung der militärischen Gründe für eine Zollerhöhung atmete ich erleichtert auf, einmal, weil solche in der öffentlichen Diskussion vielleicht das stärkste Gewicht hätten, und weil jedenfalls ein Fremder dieselben in einer Aussprache unmöglich widerlegen könnte.

Unheil drohte nun nur noch von seiten eines einzigen Departementes: Labor. Der Budgetdirektor hielt Diskussionen mit dem Labor Department von vorneherein für aussichtslos, während das State Department eine solche für nützlich ansah. In einer Besprechung, die mehr als zwei Stunden dauerte, versuchte ich Sekretär Tobin, der offenbar den Uhrenarbeitern oder den Industriellen oder beiden Versprechungen gemacht hatte, zu einer Meinungsänderung zu bringen. Ich glaube, es fehlte nicht viel dazu; jedenfalls musste sich Herr Tobin zu der absurden Behauptung versteigen, wenn nicht «etwas» geschehe, so müssten in einigen Gegenden die amerikanischen Uhrenarbeiter verhungern, wovor die vorgeschlagene Erhöhung sie vielleicht bewahren könnte. Da er gleichzeitig behauptete, diese Erhöhung würde dem schweizerischen Export in keiner Weise schaden, hielt ich es für angebracht, mich zurückzuziehen. Ein solcher Politicus will nicht bekehrt werden.

Im Gesamtbilde wurde der Widerstand des Labor Department dann aber neutralisiert durch die Haltung der grossen Arbeiterverbände, CIO (Congress of Industrial Organisations) und AFL (American Federation of Labor), die

---

2. Zum militärischen Argument vgl. den vertraulichen Bericht Die Frage der Gefährdung der Wehrbereitschaft der USA durch die Uhrenimporte, E 5001(F)-/13/10 (DoDiS-9212).

3. Zur Ausweichklausel vgl. Nr. 10 in diesem Band, Anm. 2. Vgl. ebenfalls DDS, Bd. 18, Nr. 63 (DoDiS-7803).



Stellung zu unseren Gunsten bezogen, die erstere in einem veröffentlichten Telegramm an den Präsidenten, die zweite in einer Demarche bei Mr. Steelman, Assistant to the President. Wahrscheinlich ist die Haltung der AFL der Aktivität von Nationalrat Grädel zuzuschreiben, der somit in dieser Hinsicht nützlich gewirkt hätte. Nicht richtig hingegen ist, dass, wie schweizerische Zeitungen melden, er mit Mr. Steelman gesprochen hätte. Letzterer hat mir versichert, dass er Mr. Grädel nicht kenne. Möglich ist darnach immerhin, dass Herr Grädel ihn sah, vielleicht im Gespräch mit Dritten, haben sich doch in letzter Zeit sehr viele Leute um Herrn Steelman gedrängt. (Davon später<sup>4</sup>.)

Als sicher zu unseren Gunsten konnte von vorneherein mit dem Landwirtschaftsdepartement gerechnet werden, da nicht einzusehen war, warum es eine Verteuerung der Uhren wünschen sollte. Es konnte aber zu einer ausgesprochen günstigen Stellungnahme veranlasst werden durch Hinweis auf die grossen landwirtschaftlichen Exporte nach der Schweiz. Herr Real unternahm mit Geschick und Erfolg diese Beeinflussung.

Zwecks Orientierung suchte ich sodann auch noch den Präsidenten der Tarifkommission, Mr. Ryder, sowie deren Vizepräsidenten Edminster auf.

Mr. Ryder hatte, wie Sie wissen, im Bericht die Auffassung vertreten, dass die Voraussetzungen<sup>5</sup> zur Anwendung der Escape Clause nicht gegeben seien. Er betonte mir gegenüber mit Nachdruck, dass er eine andere Auffassung als völlig haltlos verwerfe, behauptete aber hartnäckig, dass er keine Möglichkeit habe, diese Meinung ausser Betrieb zur Geltung zu bringen (was aber, wie unten ausgeführt wird, nicht ganz stimmte).

Mr. Edminster war eher in Verlegenheit, seine Auffassung, die gegenwärtige Uhreneinfuhr bedeute einen «threat of serious injury», zu rechtfertigen. Er meinte schliesslich, es wäre auch ihm recht, wenn die Zölle nicht erhöht würden. Ob er sodann diese Meinung auch anderswo vorbrachte, weiss ich noch nicht.

Als schliesslich alle Antworten der befragten Stellen beim Budget eingegangen waren, wurde das Executive Office des Präsidenten der Tatort für meine weitere Aktivität. Den Vorsitzenden des Council of Economic Advisers, Leon Keyserling, hatte ich schon früher ins Bild gesetzt. Er versprach volle Unterstützung nicht nur bei den Bearbeitern der Angelegenheit, sondern beim Präsidenten selber. Dieser, so meinte er, wird nach seinen vielen Bekenntnissen zu internationaler Zusammenarbeit den Vorschlägen der Tarifkommission nicht zustimmen können – mit diesen Worten zeigte mir Mr. Keyserling einen Druckbogen des Rechenschaftsberichts über das erste Halbjahr 1952, den der Präsident unterschrieben habe und der diese Bekenntnisse besonders scharf zusammenfasst.

Zu Mr. Steelman, Assistant to the President, ging ich gemäss Vereinbarung

---

4. Über die Aktivitäten von Nationalrat A. Grädel als Zentralsekretär des Schweizerischen Metall- und Uhrenarbeiter-Verbands vgl. das Schreiben von A. Zehnder an die schweizerische Gesandtschaft in Washington vom 30. September 1952, E 2200.36(-)1967/16/2 (DoDiS-9207). Vgl. auch E 2001(E)1969/121/346.

5. Vgl. die Beilage 2a) zum Antrag EVD vom 12. Oktober 1950, E 1001(-)/1/632. Vgl. auch AS, 1951, S. 413–415.

erst, als dieser sich auf Grund der erwähnten Antworten eine Meinung gebildet haben konnte. Er zeigte sich vortrefflich orientiert und so günstig eingestellt, ganz im Sinne unserer Auffassungen, dass ich fast an seiner Aufrichtigkeit zweifelte. Er erzählte dann aber, Mr. Ryder sei bei ihm gewesen und habe ihn von der Richtigkeit unserer Auffassung überzeugt. Er erzählte auch, dass er von Leuten, die an der Zollerhöhung interessiert wären, überlaufen sei. Es befänden sich darunter frühere Kabinettsmitglieder, die für eine solche Demarche bei ihm ein Honorar von \$10'000.- bekämen. – Er erklärte mir auch, dass, wenn Mr. Acheson, so fest wie er es getan habe, für eine Sache einstehe, und wenn auch er, Steelman, und Mr. Ryder damit einverstanden seien, es sonderbar zugehen würde, wenn der Präsident nicht entsprechend handeln würde: Don't worry.

Es wurde dann noch vereinbart, dass, wenn alle Stricke reissen sollten, ich selber mit dem Präsidenten reden könnte, und dass Mr. Steelman mich rechtzeitig verständigen würde. (Das State Department seinerseits zeigte sich mit dieser Abrede einverstanden.)

Glücklicherweise kam es aber nicht so weit. Sicher fühlte ich mich allerdings erst in den allerletzten Tagen auf Grund einer vertraulichen Mitteilung, die ich für mich selber zu behalten hatte.

Die Versuchung, auf Grund der durch die Tarifkommission geschaffenen Rechtsgrundlage einen politisch nützlichen Entscheid zu treffen, muss für den Präsidenten gross gewesen sein. Durch seine Entscheidung hat er natürlich die Interessenten, aber auch viele Nationalisten vor den Kopf gestossen. Generazzo z. B. wirft ihm öffentlich vor, die amerikanische Industrie verraten zu haben.

Ich habe diese Angelegenheit, deren Verlauf ich nur in groben Zügen schildern konnte, wegen ihrer grundsätzlichen Bedeutung und der Auswirkung auf die Gesamtbeziehungen unseres Landes zu den Vereinigten Staaten als überaus wichtig angesehen und nichts unterlassen, was m. E. förderlich sein könnte. Das Ziel wäre aber nicht erreicht worden ohne die weitgehende Hilfe amerikanischer Behörden, namentlich des State Department. Dessen Vertreter verfolgten den Verlauf wie eine eigene Angelegenheit und zeigten sich über das Resultat, wie mir scheint, ehrlich erfreut. Ich habe mich heute im State Department bedankt. Doch wird es richtig sein, über dessen Hilfe nichts an die Öffentlichkeit gelangen zu lassen, damit der Zorn der Enttäuschten sich nicht etwa gegen das Department wendet.

Meine Mitarbeiter haben zum Erfolg redlich mitgeholfen. Namentlich Herr Real hat zahlreiche Sondierungen unternommen, Besprechungen geführt oder vorbereitet, wobei seine vielen Beziehungen zu Beamten zustatten kamen.

P. S. Soeben hatte ich ein Telefongespräch mit Herrn Steelman, der sich hoch erfreut zeigte über die Reaktion in unserem Lande auf den Entscheid des Präsidenten. Er habe noch festgestellt, dass Herr Nationalrat Grädel nie bei ihm vorsprach und dass ich der einzige Schweizer sei, der mit ihm über die Uhrenfrage redete.

Ich bat Mr. Steelman, welcher dem Präsidenten meinen ev. Besuch angemeldet hatte, letzterem noch meinen persönlichen Dank für sein Wohlwollen auszudrücken.

E 1001(-)/1/94

[DoDiS-8949]

*Le Département politique au Conseil fédéral*DÉNONCIATION DE L'ACCORD FINANCIER ACTUELLEMENT  
EN VIGUEUR AVEC LA FRANCE

P YW Pas pour la presse distribuée

Berne, 18 août 1952

L'accord financier franco-suisse actuellement en vigueur date du 16 novembre 1945<sup>1</sup>, il a été complété depuis par une série de protocoles et procès-verbaux annexes, de sorte que cet ensemble de textes est devenu confus et qu'on a songé depuis assez longtemps à en codifier les dispositions, afin d'en faciliter l'application et d'éliminer, non seulement les articles qui furent expressément abrogés, mais aussi ceux que l'évolution de la situation a rendu inutiles.

En effet, il s'agissait en 1945 d'obtenir de nos partenaires français une libération de leur contrôle des changes, alors très strict, et qui ne manquait pas de handicaper sérieusement la protection des intérêts suisses. Ceux-ci avaient déjà passablement souffert de la guerre et de la dévalorisation de la monnaie française. Il était donc normal que, demandant à la France un assouplissement de ces contrôles et le transfert de sommes plus importantes – revenus, amortissements contractuels ou capitaux –, nous ayons basé tout le système de l'accord sur les restrictions françaises et le besoin que nous avions d'obtenir qu'on y fasse exception en faveur des intérêts suisses.

Depuis bientôt sept ans, la situation financière de la France a subi des hauts et des bas, mais elle a presque continuellement marqué une tendance libérale, dont les intérêts financiers suisses n'ont pas manqué de profiter. Cette politique a contribué à améliorer le crédit de la France en Suisse, et a parfois utilement servi à défendre le franc français, dont la cotation libre sur le marché suisse est parfois considérée, même à Paris, comme un baromètre utile à consulter.

Néanmoins, on devait arriver normalement au point où les facilités consenties par les autorités françaises l'étaient non point dans l'intérêt général de nos deux pays, mais exclusivement dans celui de nos partenaires, notamment lorsqu'il s'agissait de défendre leur monnaie. Dès lors, les mesures de libération prises par les Français, et qui déployaient automatiquement leur effet dans le trafic financier franco-suisse, pouvaient se révéler contraires à l'intérêt général suisse.

A cela il faut ajouter que les Français se sont toujours montrés plus libéraux que nous en ce qui concerne les personnes morales habilitées à participer au service réglementé des paiements, et le fait aussi que certaines instances françaises accordent la qualité de résident suisse, c'est-à-dire la possibilité de bénéficier de transferts financiers de France en Suisse, sans que nous soyons consultés.

---

1. Sur cet accord, cf. *RO*, 1945, vol. 61, pp. 1060–1063.

Le «modus vivendi» ainsi réalisé ne semblait cependant pas devoir présenter d'inconvénient majeur et il aurait été possible de continuer sur cette base dans un système bilatéral. En effet, les autorités françaises, tout en accordant de nouvelles libérations, devaient se préoccuper de l'état du clearing et du remboursement de l'avance consentie par la Confédération, dont plus de 100 millions restaient encore à payer<sup>2</sup>. La mise en vigueur de l'Union européenne de paiements a complètement changé l'aspect du problème et la France, tout en disposant de crédits beaucoup plus considérables dans l'Union que cela n'était le cas anciennement dans les différents systèmes bilatéraux, se voyait en même temps privée du bénéfice de sa balance commerciale très active avec la Suisse et que les invisibles n'arrivaient pas, en général, à rendre négative. Les bénéfices mensuels ainsi réalisés par la France dans son trafic avec la Suisse tombent chaque mois dans la masse de l'Union et, si la France ne peut entièrement s'en désintéresser en raison de l'équilibre général de sa balance de paiement avec les pays de l'UEP, l'importance d'un solde actif en francs suisses présente d'autant moins d'avantage pour elle qu'elle ne reçoit pas ces devises.

Non seulement l'intérêt de la France à se montrer particulièrement économe était moins grand, mais le système de l'Union des paiements permettait d'employer en partie le crédit de la Confédération pour financer les mesures de libération du franc français, ce qui était tout à fait dans le but de l'Union qui cherche à établir un état de chose favorable à la libre convertibilité des monnaies nationales. Il devenait cependant, et pour cette même raison, nécessaire de prendre du côté suisse des mesures de défense et la première fut l'arrêt du Conseil fédéral du 1<sup>er</sup> décembre 1950<sup>3</sup> concernant le transfert de capitaux dans le service réglementé des paiements avec l'étranger, texte qui a permis d'empêcher que les facilités consenties par nos partenaires dans l'UEP qui possèdent un contrôle des changes, ne s'étendent au transfert des capitaux vers la Suisse, sans que nous puissions nous y opposer.

Mais cela ne suffisait pas, et dans le domaine des paiements courants, nous avons dû constater que le système franco-suisse – application automatique au trafic financier des libérations consenties par le seul Office français des Changes – rendait possible des transferts d'intérêts ou d'amortissements contractuels qu'à la longue il ne nous était plus possible d'accepter.

C'est ainsi notamment que les Français, à la recherche de francs suisses libres, ont pris diverses mesures (Avis N<sup>os</sup> 419 et 474 de l'Office français des Changes entre autres) pour que les prêts et investissements suisses s'effectuent en France en devises libres, c'est-à-dire en francs suisses dont les autorités françaises disposent et avec lesquels elles peuvent procéder à des achats d'or ou de dollars. Afin de faciliter ces opérations, des garanties spéciales de change et de retransfert en tout temps ont été accordées par les autorités françaises aux personnes qui faisaient de tels investissements. Mais si nos partenaires acceptaient de rembourser le principal en francs suisses libres, ils

---

2. Sur la question des emprunts consentis par la Confédération à la France, cf. PVCF N° 798 du 24 avril 1951, E 1004.1(-)/1/528 (DoDiS-7937).

3. Cf. RO, 1950, vol. II, pp. 1293-1295.

entendaient que les revenus et, dans certains cas, aussi les amortissements contractuels qui sont considérés par l'UEP comme des paiements courants soient transférés par le service réglementé des paiements. Lorsque la France se trouve débitrice et la Suisse créditrice de l'Union, comme c'est le cas présentement, ce «service» se fait donc aux dépens du crédit que la Confédération consent à l'Union.

La même situation existe dans le cas d'investissements effectués au moyen de montants crédités par les autorités françaises en comptes étrangers suisses, c'est-à-dire transférables, mais comptabilisés sur instructions des autorités suisses en sous-comptes provisoires, c'est-à-dire non-transférables. Il s'agit là de critères différents pour l'admission dans le service réglementé des paiements, les règles appliquées par les autorités suisses étant plus strictes que celles prises en considération par les autorités françaises. Nous ne considérons pas ces avoirs comme des biens purement suisses, mais comme les Français sont prêts à en accepter le transfert, ils admettent qu'ils soient investis en France et transfèrent par le service réglementé les intérêts et les amortissements contractuels qui en proviennent. Or, le fait que ces sous-comptes provisoires ne sont pas acceptés au transfert par les autorités suisses diminue légèrement leur valeur, ce qui se traduit par une différence de cours de change de 1 à 10% selon les époques.

Nous nous trouvons ainsi devant deux catégories d'investissements suisses en France qui, au moment de leur création, n'alimentent aucunement le trafic réglementé des paiements, mais dont les intérêts et les amortissements viennent à la charge du trafic réglementé franco-suisse. Selon les autorisations générales françaises réglementant ces opérations, la date critère du 1<sup>er</sup> septembre 1945 fixée par l'accord n'est plus observée, ce qui crée une masse flottante d'avoirs suisses au détriment des anciens avoirs antérieurs au 1<sup>er</sup> septembre 1945, que nous avions à l'origine l'intention de protéger.

Depuis près d'un an, nos délégués ont cherché à obtenir des autorités françaises la collaboration qui leur permettrait, d'une part de freiner ce que l'on pouvait considérer comme un abus et qui allait en tout cas à l'encontre des intérêts suisses, d'autre part de réaliser un meilleur équilibre des paiements financiers entre nos deux pays, en prévoyant que certains investissements suisses en France, notamment ceux à longue échéance ou à titre définitif, se fassent par le service réglementé des paiements afin d'alimenter le trafic franco-suisse. Il était normal que les autorités françaises n'y voient aucun avantage lorsque leur pays est créancier de l'Union; elles devraient par contre y trouver un certain intérêt maintenant que de telles transactions peuvent contribuer à la fois à diminuer la créance suisse et en même temps à diminuer la dette française. Il ne faut toutefois pas se cacher que cet avantage est relatif, puisqu'il peut paraître plus intéressant de toucher des francs suisses librement convertibles en or ou en dollars, plutôt que des unités de compte transformées partie en or et partie en amortissement du crédit accordé par l'Union au pays débiteur.

Ce sont donc essentiellement ces trois questions des investissements suisses en France, réalisés en francs suisses libres et en sous-comptes provisoires, ainsi que la possibilité d'augmenter les transferts de capital effectués de Suisse en

France par le compte de l'accord, pour lesquelles il est nécessaire de trouver une meilleure solution.

Un quatrième point doit être considéré à part: le lancement sur le marché suisse d'emprunts français privés ou publics. Depuis un certain temps déjà, on envisage la possibilité que la société française «Compagnie de produits chimiques et électrométallurgiques Péchiney» emprunte dans notre pays 25 millions de francs suisses au moyen d'une émission d'obligations. La réussite de cette opération annoncerait éventuellement le lancement sur notre marché d'un emprunt public français qui pourrait peut-être s'élever à 200 millions de francs suisses<sup>4</sup>. Les autorités françaises escomptent que les ressources produites par ces deux opérations seraient mises à leur disposition en francs suisses libres. Dans ce cas, elles accepteraient d'effectuer le remboursement en devises libres, mais voudraient assurer le service des intérêts par l'accord. La position que nous occupons maintenant dans l'Union des paiements, et la charge que constituent déjà les transferts financiers de France en Suisse, qui ont normalement tendance à augmenter étant donné le régime très libéral dont ils bénéficient et l'amélioration de la situation économique française, ne nous permettent plus d'accepter sans autre ces conditions françaises.

D'une façon générale, il nous a paru que nous pouvions accepter le transfert par le service réglementé des intérêts et des amortissements contractuels provenant d'investissements effectués par le service réglementé des paiements. Les remboursements de capitaux devraient être facilités autant que possible, tout en restant peut-être soumis à un certain contrôle, afin d'empêcher que des transferts de capitaux ne se fassent brusquement et à un moment inopportun. Par ailleurs, les opérations réalisées en devises libres devraient se dérouler entièrement en dehors de l'accord et ne pas venir obérer le trafic réglementé. Des exceptions pourraient être consenties. Une solution devrait même être trouvée pour les opérations faites en sous-comptes provisoires, de sorte que tout se déroule en comptes provisoires. Il faudra enfin recevoir l'assurance qu'aucun obstacle ne s'opposera au remboursement des capitaux transférés en France par la même voie, ce que la législation française ne prévoit pas actuellement.

Après avoir longtemps étudié la situation créée par les mesures que les autorités françaises prenaient à titre autonome et les améliorations désirables ainsi que la possibilité de les réaliser d'entente avec les Français en modifiant l'accord de 1945, nous avons dû constater que les divergences étaient trop considérables pour qu'une solution puisse être trouvée sur la base des arrangements en vigueur. C'est pourquoi nous vous proposons aujourd'hui de les dénoncer, en chargeant notre Légation à Paris de remettre au Gouvernement français la communication ci-jointe<sup>5</sup>.

Ce document prévoit que nous sommes prêts à engager des pourparlers pour mettre au point un projet d'accord, il est en effet peu vraisemblable que

---

4. Sur ces différents emprunts, cf. N° 22 dans le présent volume, ainsi que la copie de la lettre de la direction générale du Crédit suisse au Directoire de la Banque nationale suisse du 18 août 1952, E 6100(B)1972/96/19 (DoDiS-8961).

5. Non reproduite.

les deux ou trois semaines que durent en général les négociations pour le renouvellement annuel de l'accord permettent d'arriver, pour le trafic financier, à un texte définitif et entièrement nouveau, ainsi que nous le désirons.

C'est pourquoi, d'entente avec le Département fédéral de l'Economie publique et celui des Finances et des Douanes, nous vous *proposons*<sup>6</sup>:

1. Le Département politique est chargé de dénoncer, avant le 30 août 1952, l'accord financier franco-suisse du 16 novembre 1945, ainsi que les protocoles, procès-verbaux et autres arrangements-annexes, de sorte que cette dénonciation déploie ses effets dès le 1<sup>er</sup> décembre 1952, c'est-à-dire après le délai de trois mois prévu par l'article 10 de l'accord;

2. Cette dénonciation intervient en raison des charges excessives que l'application de l'accord financier franco-suisse de 1945 impose à la Confédération, eu égard à sa position dans l'UEP;

3. Lorsque la réponse des autorités françaises sera connue, le Département politique présentera une nouvelle proposition<sup>7</sup> au Conseil fédéral pour désigner les délégués qui prendront langue avec les autorités françaises afin d'établir le projet d'un nouvel accord.

4. Ce nouvel accord aura pour but d'éviter que le trafic réglementé des paiements ne soit par trop obéré à la suite d'opérations exécutées en dehors de ce trafic. Il ménagera d'autre part la possibilité d'effectuer des investissements et d'autres transferts de capitaux de Suisse en France par le service réglementé des paiements et de les rembourser de la même manière.

---

6. *Ces propositions sont acceptées par le Conseil fédéral lors de sa séance du 26 août 1952, cf. PVCF N° 1459 du 26 août 1952, E 1004.1(-)/1/544.*

7. *Cf. la proposition du Département politique au Conseil fédéral du 12 novembre 1952. Non reproduite. Cette proposition est acceptée par le Conseil fédéral lors de sa séance du 14 novembre 1952, cf. PVCF N° 1903 du 26 novembre 1952, E 1004.1(-)/1/547.*

## 20

E 2001(E)1969/121/251

[DoDiS-10175]

*Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique,  
A. Zehnder, au Délégué du Conseil fédéral auprès de l'Organisation  
européenne de coopération économique à Paris, G. Bauer*

*Copie*

L AG Confidentiel

Berne, 20 août 1952

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 18 août concernant l'installation du siège de l'OTAN<sup>1</sup> dans le bâtiment actuellement propriété de l'OECE.

Nous comprenons très bien l'embarras dans lequel est plongé le gouvernement français pour trouver à toutes les nouvelles organisations internatio-

---

1. *Non reproduit.*

nales les locaux nécessaires à l'accomplissement de leur tâche. Nous nous rendons également compte que dans ces circonstances le gouvernement français n'a pas pu renoncer à s'intéresser à un bâtiment devenu plus ou moins vide à la suite des contractions successives de l'OECE. Nous n'avons donc pas l'intention de créer des difficultés par pur doctrinarisme. Il y a cependant lieu de tenir compte d'une certaine prudence que notre politique de neutralité nous impose à l'égard de l'OTAN<sup>2</sup>. Le voisinage de l'OTAN ne nous est pas agréable, mais il pourrait être rendu supportable si les trois conditions suivantes étaient observées:

1. Délimitation claire et sans équivoque entre les bâtiments occupés d'une part par l'OECE et d'autre part par l'OTAN. Cette condition nécessiterait entre autres la fermeture du passage souterrain reliant le bâtiment principal du Château de la Muette à son annexe.

2. S'il est impossible de mettre tous les fonctionnaires de l'OECE dans le bâtiment principal et s'il s'avérait donc nécessaire de garder 15 bureaux dans l'annexe, il faudrait qu'une disposition rendant cet état de choses passerager soit incluse dans la convention de remise du bâtiment en question.

3. Il conviendrait que la remise des bâtiments de l'OECE à l'OTAN ne se fasse pas directement mais par le truchement du gouvernement français.

C'est dans ce sens que nous vous prions d'exposer la position suisse lorsque vous serez saisi de cette affaire<sup>3</sup>.

2. *Sur la question des contacts entre l'armée suisse et l'OTAN fin novembre 1952, cf. la lettre de M. Petitpierre à K. Bruggmann du 2 décembre 1952, E 2001(E)1972/33/290 (DoDiS-10162).*

3. *Cf. la lettre de G. Bauer à A. Zehnder du 3 septembre 1952. Non reproduite.*

## 21

E 7110(-)1967/ 32/1454  
[DoDiS-6925]

### *Interne Notiz der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements<sup>1</sup>*

#### BERICHT ÜBER DIE BESPRECHUNG MIT HERRN DE LAS ALAS [SCHLUSS]<sup>2</sup>

Kopie

B

Bern, 23. August 1952

1. Herr de las Alas<sup>3</sup> wurde ganz besonders darauf aufmerksam gemacht, dass – was er bei der Einreise in die Schweiz bereits selbst beobachtet hatte – unser Land keine Devisenbewirtschaftung und auch was sie die Einfuhr anbelangt, keine Beschränkungen anwendet, die den Handelsverkehr mit den

1. *Dieser Bericht wurde von J. E. Töndury unterzeichnet.*

2. *Die Besprechung fand im Hôtel des Bergues in Genf am 21. August 1952 statt. An dieser Besprechung waren A. de las Alas, J. E. Töndury und Steinemann anwesend.*

3. *A. de las Alas, Präsident der Philippinischen Handelskammer, kam im August 1952 als Vertreter des philippinischen Präsidenten E. Quirino in die Schweiz.*



Philippinen irgendwie behindern würden. Wir insistieren mehrmals auf diesen Punkt, sowie auf unsere passive Handelsbilanz mit den Philippinen, um eine entsprechende Vergrösserung der *Einfuhrmöglichkeiten in die Philippinen* für unsere Waren zu postulieren.

2. Es zeigte sich, dass Herr de las Alas keine Ahnung von unseren verschiedenen *Liefermöglichkeiten* hatte und man sich unser Land in den Philippinen vornehmlich als einen Produzenten von Milch und Milchprodukten vorstellt [die Philippinen sind unser grösster Kunde von Kondensmilch]. An der nötigen Aufklärung liessen wir es nicht fehlen, insbesondere vor und anlässlich der Besichtigung der Ateliers von Sécheron<sup>4</sup>.

3. Es war somit erfreulich, von Herrn de las Alas zu vernehmen, dass die Philippinen seiner Ansicht nach – im Hinblick auf ihre aktive Handelsbilanz mit der Schweiz – *vermehrte Importe aus der Schweiz* zulassen sollten und dass er sich dafür einsetzen werde, im Gegensatz zur Einfuhr aus den USA, mit welchem Lande sie eine passive Handelsbilanz hätten. Wir werden uns bei Gelegenheit darauf berufen.

4. Für uns wohl am Wichtigsten war die wiederholte Feststellung Herrn de las Alas, dass die Philippinen «wish to break away from the USA», von welchen sie in wirtschaftlicher Hinsicht gegenwärtig fast vollständig abhingen. Dementsprechend soll das 1954 ablaufende *Handelsabkommen mit den USA* nach Ansicht der zuständigen philippinischen Kommission, welcher Herr de las Alas angehört, nicht erneuert werden, damit die Philippinen die Möglichkeit erhielten, mit allen Ländern Handel zu treiben und ihre Bezüge dort zu tätigen, wo es am vorteilhaftesten sei. Sollte sich diese Absicht verwirklichen lassen, würden sich auch für den philippinischen Handelsverkehr mit der Schweiz ungeahnte Aussichten ergeben, da die Philippinen gegenwärtig z. B. rund 92% ihres Textilbedarfes in den USA decken und weitaus den grössten Teil ihrer übrigen Importe in den USA tätigen. Auch auf der Ausfuhrseite geht der grösste Teil [Zucker sogar zu 100%] nach den USA.

5. Herr de las Alas äusserte sich in positivem Sinne zu der von uns aufgeworfenen Frage des allfälligen Abschlusses eines *Handelsabkommens*<sup>5</sup>. Bekanntlich liegt schweizerischerseits ein fixfertiger Entwurf zu einem *Handels- und Niederlassungsvertrag* vor, der jedoch viel zu ausführlich ist, als dass er Chancen hätte, von den Philippinern, die äusserst nationalistisch eingestellt sind, je angenommen zu werden. Deshalb dürfte es, nach Ansicht des Unterzeichneten, zweckmässig sein, sobald als möglich ein, wenn auch nur ganz einfaches Meistbegünstigungsabkommen mit den Philippinen abzuschliessen, das den bestehenden, etwas problematischen diesbezüglichen Briefwechsel von 1946 ablösen würde<sup>6</sup>. Desgleichen sollte ohne weiteren Zeitverlust der von Philippinen anfangs des Jahres vorgeschlagene *Freundschaftsvertrag* abgeschlossen werden<sup>7</sup>. Letztere Angelegenheit liegt in den Händen des EPD.

4. Diese Besichtigung fand am 21. August statt.

5. Vgl. E 2001(E)1967/113/150 und E 7110(-)1967/32/1451.

6. Vgl. BR-Prot. Nr. 2156 vom 23. August 1946, E 1004.1(-)/1472 (DoDiS-1449).

7. Zum Freundschaftsvertrag vgl. E 2001(E)1970/217/69.

6. Über die philippinischen Absichten mit Bezug auf die *Einfuhrzölle* sei auf den Bericht von Herrn Steinemann [Seite 3] verwiesen. Vor 1954 ist jedoch ein neuer Tarif kaum wahrscheinlich, wegen dem bis zu diesem Datum geltenden philippinisch-amerikanischen Abkommen.

7. Die Frage der *Weltausstellung in Manila* vom 1. 2 bis 30. 4. 1953 wurde nicht angeschnitten, da es noch völlig unabgeklärt ist, ob sich die Schweiz daran beteiligen können. An und für sich wäre es – angesichts des unter Ziffer 2 hievor Gesagten – jedenfalls besser, diese Möglichkeit, die philippinischen Interessenten über die schweizerische Produktion zu orientieren, auszunützen.

## 22

E 2001(E)1970/217/460

[DoDiS-8951]

*Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique,  
A. Zehnder, au Directeur de l'Office fédéral des transports, R. Kunz*

*Copie*

L AG

Berne, 26 août 1952

Nous avons bien reçu votre lettre du 26 août concernant l'emprunt que le gouvernement français a l'intention de contracter auprès d'un consortium de banques suisses<sup>1</sup>. Il est exact que l'ordre de grandeur est de 100 à 120 millions de francs suisses. Les départements intéressés sont en train d'examiner s'ils veulent donner l'autorisation du gouvernement fédéral à cette opération. La séance de la délégation économique permanente, présidée par M. le Ministre Hotz et à laquelle assisteront également des représentants du Département des Finances, de la Banque nationale et le soussigné, aura lieu le mercredi 27 août.

L'emprunt dont il s'agit est une idée personnelle de M. Pinay<sup>2</sup>. C'est un emprunt politique. M. Pinay veut voir dans quelle mesure l'économie française inspire confiance à l'étranger et, en même temps, il veut prouver à l'opinion publique française que, cette confiance étant acquise, les milieux économiques et financiers devraient, eux aussi, appuyer le gouvernement actuel. Or, la réussite de cet emprunt n'est pas encore assurée. Elle dépendra essentiellement de la bonne disposition également des sociétés d'assurance suisses. Ces dernières ont en effet certaines revendications à formuler à l'égard du gouvernement français et notamment la demande d'indemnisation pour les assurances sociales nationalisées en France sans qu'une indemnité ait été prévue<sup>3</sup>. A part cela, le Département des Finances demande que cet emprunt

1. Cf. la lettre de J. Haenni à M. Petitpierre du 26 août 1952, E 2001(E)1970/217/460 (DoDiS-8962).

2. Cf. E 6100(B)1972/96/19, ainsi que le N° 19 dans le présent volume.

3. Sur la question des indemnisations, cf. DDS, vol. 18, N°s 38 (DoDiS-8637) et 76 (DoDiS-8712).

passer par le trafic réglementé des paiements, c'est-à-dire que les 100 ou 120 millions déchargent le crédit que la Confédération accorde à l'Union européenne de paiements. Enfin, le Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie émet quelques prétentions au sujet de la politique commerciale de la France et demande la suppression de certains contingentements trop rigides que le gouvernement Pinay a décrétés récemment et qui touchent de près surtout notre industrie de textiles.

Nous ne savons pas encore exactement dans quelle mesure nous pouvons demander des contre-prestations sans compromettre la réalisation de l'emprunt. Pendant les négociations que nous avons eues avec M. Pinay, il nous a déclaré qu'il ne veut pas négocier cet emprunt s'il est lié à des charges commerciales, financières ou techniques qui n'ont rien à voir avec sa conception d'un emprunt politique; si nous les exigeons, il devrait, à son vif regret, renoncer à cette opération. Or l'intérêt majeur de la Confédération pour le moment réside dans le fait que le Conseil fédéral est soucieux des engagements qu'il a contractés envers l'Union européenne de paiements.

Quel que soit le résultat de la conférence de mercredi, nous prenons note du postulat de votre office. Il est cependant de notre devoir de vous prévenir que, à première vue, nous le considérons comme irréalisable dans les conditions actuelles.

Il est possible qu'en même temps ou un peu plus tard le gouvernement français voudra contracter un emprunt public en Suisse également de 100 millions de francs suisses en faveur de «L'Electricité France». Là, naturellement, une liaison entre les transports internes en France et cet emprunt est plus logique, puisqu'on aura, pour le transport du charbon, besoin sans doute de ces fonds pour électrifier les lignes de transit par la France et contourner de cette façon le trafic du Saint-Gothard. C'est à cette occasion-là qu'une négociation dans le sens de votre postulat s'imposerait.

## 23

E 2800(-)1990/106/8  
[DoDiS-9591]

*Exposé du Chef du Département politique, M. Petitpierre, lors de la  
Conférence annuelle des Ministres de Suisse à l'étranger<sup>1</sup>*

CONFÉRENCE DES MINISTRES 1952<sup>2</sup>

Copie

[Berne, 5/6 septembre 1952]

Dans notre opinion publique, il y a un courant en faveur d'une collaboration plus active avec les autres pays de l'Europe occidentale, la politique de neutralité ne répondant plus aux exigences de la situation actuelle. Le discours que le Professeur Beck, de l'Université de Zurich, devait tenir en cette ville le 1<sup>er</sup> août est symptomatique: il contenait une critique très vive de la neutralité

1. Il s'agit d'une version abrégée pour le texte intégral cf. E 2800(-)1967/61/65.

2. L'exposé de M. Petitpierre est suivi de deux exposés sur le problème de l'Allemagne

et reprochait au Conseil fédéral, en somme, de ne rien comprendre aux temps actuels<sup>3</sup>.

A ce courant s'oppose l'opinion de ceux qui pensent que le Conseil fédéral est déjà allé trop loin et ne s'en tient pas à une conception assez stricte de la neutralité en collaborant au sein de l'OECE<sup>4</sup> et de l'UEP<sup>5</sup> avec des pays qui ont constitué entre eux une organisation politique, le Conseil de l'Europe<sup>6</sup>, et conclu entre eux et avec les Etats-Unis d'Amérique et le Canada une alliance militaire: le Pacte de l'Atlantique-Nord<sup>7</sup>.

Je ne suis indifférent aux critiques ni des uns ni des autres: les premières mettent en cause le principe même qui inspire notre politique extérieure, les secondes l'application de ce principe. A vrai dire, les premières me paraissent plus sérieuses et plus graves.

La neutralité n'étant pas une fin en soi, mais le moyen grâce auquel nous espérons, dans l'avenir comme dans le passé, sauvegarder notre indépendance, il s'agit de savoir si ce moyen est toujours efficace, ou s'il y en a un meilleur, qui serait celui d'une adhésion aux organisations politiques et militaires européennes, dont la Suisse ne fait pas partie.

Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue que ce qu'on appelle l'intégration de l'Europe tend à devenir une réalité et qu'un jour viendra peut-être où nous ne pourrions plus garder la réserve que nous avons observée jusqu'à présent, mais où nous devons choisir.

La politique de neutralité se heurte à quelques faits brutaux qui s'imposent objectivement à l'esprit:

Le premier est qu'il y a actuellement deux mondes: le monde occidental ou libre, qui, en dehors de toute alliance, groupe l'ensemble disparate et désuni des pays non communistes, et le monde communiste<sup>8</sup>.

La Suisse n'est pas entre ces deux mondes; elle fait partie du premier, qu'elle le veuille ou non. Certains pays, comme l'Inde, peuvent chercher à rester en dehors, en pratiquant une politique d'équilibre. La Suisse ne le peut pas, ne fût-ce que pour des raisons géographiques. L'Europe occidentale tend à devenir une entité, comme l'Europe orientale. La Suisse en est un des éléments.

Le deuxième fait est que le monde communiste cherche à détruire l'autre, par tous les moyens. A cet égard, la Suisse est menacée autant que tout autre pays de l'Europe. Ce que veulent les Russes, c'est réaliser, avec l'aide des partis communistes nationaux, la révolution *mondiale*.

d'A. Huber et d'A. Zehnder ainsi que d'exposés de J. Hotz sur la politique économique et de Ch. Daniel sur la situation militaire.

3. Cf. la correspondance entre M. Petitpierre et M. Beck, E 2800(-)1967/59/39.

4. Cf. DDS, vol. 18 et présent volume, table méthodique: La Suisse et l'Organisation européenne de coopération économique.

5. Cf. DDS, vol. 18 et présent volume, table méthodique: La Suisse et l'Union européenne des paiements.

6. Cf. DDS, vol. 18, table méthodique: La Suisse et le Conseil de l'Europe.

7. Le Traité de l'Atlantique Nord a été signé le 4 avril 1949 à Washington, cf. DDS, vol. 18 et présent volume, table méthodique: La Suisse et l'OTAN.

8. Cf. N° 69 dans le présent volume.

Le troisième fait est que l'indépendance, ou si l'on préfère l'existence, avec leurs institutions actuelles, des pays de l'Europe occidentale est aujourd'hui assurée presque exclusivement par les Etats-Unis d'Amérique et leur puissance économique et militaire. Ceci s'applique aussi à la Suisse.

Le quatrième fait est que la distinction que nous faisons – et que nous devons continuer à faire – entre la neutralité politique et la neutralité morale est en principe juste, mais *en fait* singulièrement précaire, étant donnée la nature idéologique du conflit qui divise le monde.

Il résulte de ces quelques faits élémentaires que la Suisse a un intérêt vital à ce que l'Europe occidentale s'organise, économiquement, politiquement et militairement, pour devenir plus forte; à ce que l'Europe occidentale continue à être soutenue par les Etats-Unis, non seulement financièrement et économiquement, mais sur le plan militaire.

On comprend donc ceux qui estiment que la neutralité est quelque chose de périmé, de dépassé par les événements actuels, et que la Suisse devrait s'engager résolument dans la voie de la collaboration européenne et occidentale. Ils ont pour eux la logique et, dans une certaine mesure, sur le plan moral, ce sentiment que, si on veut retirer les bénéfices d'une entreprise, il faut aussi participer à ses risques.

L'avenir pourrait leur donner raison, en cas de nouvelle guerre en Europe et si l'URSS gagnait cette guerre. Nous échapperions peut-être à une invasion, mais notre sort serait scellé d'une manière pire. Si la Suisse devait disparaître, il vaudrait mieux que ce fût en se battant que dans les conditions où les pays baltes ont été effacés de la carte du monde. En outre, nous aurions, par notre abstention, réduit les chances de résistance de l'Europe.

Toutefois, nous avons de bonnes raisons de rester fidèles à la neutralité.

Il n'est pas possible de prévoir si, en cas de guerre, elle nous permettra de rester à l'écart des hostilités. Malgré certains avis, je pense que ce n'est pas exclu, que c'est même très possible. Est-ce désirable? C'est une autre question. Si l'URSS l'emporte, elle installera des gouvernements communistes dans les pays qui nous entourent et, au lieu d'une invasion, nous subirons un étouffement politique et économique. Notre neutralité nous aura été temporairement utile. Mais en définitive, elle ne nous sauvera pas. Si les Etats-Unis l'emportent, la neutralité nous aura protégés, à condition que leur victoire ne se fasse pas trop attendre. Quelle serait la position de la Suisse dans un nouvel après-guerre? C'est une question qu'on peut laisser ouverte.

En cas de nouvelle guerre en Europe, il est en somme impossible de prévoir si nous pourrions sauvegarder ou non notre neutralité. Cette incertitude et la chance qu'elle nous laisse doivent déjà nous engager à la garder. C'est une spéculation.

Mais tout ce que je viens d'exposer se rapporte à des éventualités dont il est impossible de prévoir lesquelles se réaliseront. Il est possible que les événements prendront une autre tournure, imprévisible aujourd'hui. Et ce à quoi nous devons nous arrêter, c'est notre politique actuelle, celle que nous devons pratiquer dans la période incertaine où nous vivons – qui n'est ni une période de paix, ni une période de guerre militaire, mais de guerre politique

et diplomatique. Et si cette période se prolonge, un problème fondamental se pose, celui de notre attitude à l'égard de l'intégration de l'Europe. La question de notre neutralité se poserait vraisemblablement, à plus ou moins longue échéance, non plus pour elle-même, mais en fonction de ce problème.

Le principe général que nous appliquons sur le plan de la collaboration internationale est connu: il n'y a pas lieu d'y revenir longuement: refus de collaborer aux organisations internationales – universelles ou européennes – qui poursuivent des fins militaires ou politiques. Collaboration sur tous les autres plans, en particulier économique, à condition que nos intérêts nationaux y trouvent un avantage, général et lointain, ou immédiat.

Nous n'avons pas de raison de modifier notre attitude à l'égard de l'ONU<sup>9</sup>. Le moment ne paraît pas venu de négocier notre adhésion en essayant de faire reconnaître notre neutralité, comme cela fut possible lorsque nous avons obtenu la Déclaration de Londres le 13 février 1920, à l'occasion de notre accession à la Société des Nations<sup>10</sup>. Notre absence de l'ONU affaiblit en rien notre position internationale. Toutefois, nous ne devons pas être trop absolus. Et si l'occasion nous était offerte d'adhérer aux Nations Unies en faisant reconnaître expressément notre statut de neutralité, nous ne devrions pas sans autre la laisser passer.

Dans les appréciations portées sur la neutralité de la Suisse, il faut distinguer:

Il y a d'abord notre propre jugement, qui n'est décisif que pour nous;

il y a l'opinion des autres, qui pour nous n'est pas décisive, mais qui, en fait, est beaucoup plus importante parce que c'est, en partie au moins, de cette opinion que dépendra la valeur réelle de la garantie que représente encore la neutralité pour la Suisse.

Parmi les autres, il faut naturellement distinguer entre ceux de l'Ouest et ceux de l'Est.

Chez les gens de l'Ouest, il y a sans doute toute une gamme d'opinions. La Suisse est considérée par tous comme appartenant au monde occidental, c'est-à-dire en fait du côté des Etats-Unis et de ses alliés, et à cet égard étant au même titre que le reste de l'Europe occidentale menacée par l'impérialisme russe et communiste. Ceux qui savent faire la distinction entre la neutralité morale et la neutralité notion politique et juridique, admettent la réalité de notre neutralité. Les autres, ceux qui simplifient les problèmes, auront tendance à la considérer comme apparente et formelle. Elle ne les gêne pas, parce qu'elle s'appuie sur une armée dont la valeur n'est pas contestée. Elle sert même les intérêts militaires de l'Occident, ce qui explique les déclarations faites naguère par le Maréchal Montgomery<sup>11</sup> et plus récemment par le Général Ridgway<sup>12</sup>, selon lequel la neutralité suisse n'est pas désavantageuse à l'Occident.

9. Cf. *DDS*, vol. 16, 17, 18 et présent volume, table méthodique: La Suisse et l'ONU.

10. Cf. *DDS*, vol. 7-II, N° 247.

11. Cf. *DDS*, vol. 18, Nos 30 (DoDiS-7236) et 35 (DoDiS-7235).

12. *La presse suisse, notamment le Journal de Genève du 12 août 1952, rapporte la conférence de presse du général Ridgway: On a lui a demandé tout d'abord si la neutralité suisse était un*

A ces déclarations on pourrait opposer celles du Général de chars blindés allemand Leo Freiherr Geyr von Schweppenburg, qui, dans une brochure qu'il a publiée sur «Verteidigung des Westens», s'en prend à la neutralité suisse, qu'il considère comme un anachronisme et qui constituerait pour l'Europe une illusion coûteuse. Selon lui, la neutralité de la Suisse favorise l'Est.

L'opinion des chefs militaires alliés explique que les Etats-Unis soient prêts à nous fournir du matériel de guerre, comme à des alliés éventuels<sup>13</sup>. Ce que nous gagnons du point de vue de la défense nationale en nous procurant du matériel de guerre aux Etats-Unis, nous le perdons peut-être du point de vue de la neutralité, puisque, du côté soviétique, la livraison de matériel de guerre par les Etats-Unis est interprétée – d'ailleurs à tort – comme signifiant une collaboration militaire entre les Etats-Unis et la Suisse<sup>14</sup>.

Quoi qu'il en soit, on peut admettre, qu'approuvée ou non, notre neutralité est, d'une manière générale, reconnue par les pays occidentaux et qu'elle sera respectée par eux.

Et maintenant, la neutralité suisse vue par l'Est, en particulier par l'URSS, qui seule compte pour nous. Voici, pour commencer, deux opinions, je ne dirai pas personnelles, mais exprimées personnellement par deux diplomates soviétiques, dans le courant du mois d'août dernier.

L'une à Toronto, par un délégué russe à la Conférence de la Croix-Rouge<sup>15</sup> à notre Ministre au Canada<sup>16</sup>:

«Bei einer persönlichen Rücksprache mit dem russischen Delegierten nach der Plenarsitzung vom 5. August, an welcher ich mein Votum abgegeben habe, erklärte mir der russische Delegierte, dass Russland nie die Neutralität der Schweiz oder seiner Behörden in Frage gestellt habe. Unsere Neutralitätspolitik sei nach russischer Ansicht in jeder Beziehung anerkannt. Anders verhalte es sich in Bezug auf das Internationale Komitee vom Roten Kreuz, welches von der schweizerischen Regierung vollständig unabhängig sei. Dasselbe sei in russischen Augen eben keineswegs neutral und besitze, so wenig wie Herr Paul Ruegger, das Vertrauen des kommunistischen Blocks.»

L'autre de ces opinions a été exprimée à Prague par l'Ambassadeur de l'URSS, Bogomolov, un homme fort intelligent et cultivé, à notre Chargé d'Affaires<sup>17</sup>:

«Botschafter Bogomolov zog hierauf eine interessante Parallele zwischen der Stellung des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz und der schwei-

---

désavantage dans l'organisation de la défense de l'Occident. Le général a répondu par un «non». La seconde question consistait à savoir si l'armée suisse, lors d'une attaque éventuelle contre l'Europe occidentale, serait un avantage ou un obstacle à cette défense. Le général a répondu ce qui suit: «tout peuple qui, comme le peuple suisse, a prouvé sa volonté de défendre ses libertés, constitue un avantage pour la défense de l'Europe.» E 2800(-)1967/59/5.

13. *Dès le 9 janvier 1952, la Suisse est considérée comme pays ayant droit aux exportations de matériel de guerre américain selon le Mutual Defense Assistance Act, cf. la note de la Légation des Etats-Unis à Berne au Département politique du 5 février 1952, E 2001(E)1969/121/2 (DoDiS-10699).*

14. *Cf. N° 24 dans le présent volume.*

15. *Cf. N° 16 dans le présent volume.*

16. *V. Nef.*

17. *E. A. Thalmann.*

zerischen Neutralität. Er meinte, eine internationale humanitäre Institution könnte heute ebensowenig von den bestehenden West-Ost-Spannungen und Differenzen verschont bleiben wie die einzelnen Staaten. Aus diesem Grunde sei seiner Ansicht nach auch die schweizerische Neutralität problematisch geworden.»

Ces déclarations, qui ne sont pas concordantes, – et d’ailleurs pas décisives, – sont intéressantes et symptomatiques et contiennent l’une et l’autre une part de vérité. Elles permettent de penser que les Russes raisonnent ainsi:

La Suisse – pas plus que tout autre pays – ne peut rester à l’écart des tensions nées du conflit Est-Ouest. On ne peut être «au milieu», «entre», on est d’un côté ou de l’autre. La Suisse appartient au monde occidental – opposé au monde communiste: elle est engagée dans le conflit. Elle est donc contre nous. Mais puisqu’elle veut être neutre, qu’elle reste à l’écart du Pacte de l’Atlantique, pourquoi la contredire officiellement? Il y a tout bénéfice pour les ennemis de l’Europe occidentale à ce que celle-ci ne dispose pas d’une armée de plus. Officiellement, on paraît admettre notre neutralité; dans la presse et par la radio, on nous accuse d’y être infidèles, pour toutes sortes de raisons.

Je ne saurais passer sous silence les attaques violentes dirigées contre le Comité international de la Croix-Rouge soit à l’ONU par le délégué soviétique M. Malik, soit à la Conférence de la Croix-Rouge à Toronto, par les délégations des pays communistes, dans le but de justifier le refus de la Chine et de la Corée du Nord d’admettre une enquête impartiale sur la guerre bactériologique. Il ne peut échapper à personne que la neutralité suisse, qui couvre l’activité du Comité international de la Croix-Rouge, est atteinte, au moins indirectement, par ces attaques injustes.

Nous n’avons aucune illusion à nous faire. L’URSS ne nous considère pas comme Etat neutre. Et, dans une guerre, elle se comportera à notre égard selon les besoins immédiats de sa stratégie et de sa politique. Elle ne respectera notre neutralité qu’aussi longtemps que celle-ci servira ses intérêts.

Permanente et absolue, il faut constater que notre neutralité à cet égard est aussi précaire.

Nous avons actuellement à traiter une affaire très délicate du point de vue de la neutralité et qui nous causera sans doute encore des soucis. Il s’agit de la commission de surveillance des nations neutres pour l’armistice en Corée<sup>18</sup>. En décembre 1951, nous étions informés que le Général Ridgway, alors Commandant en chef des forces des Nations Unies en Corée, avait reçu pour instructions de proposer aux Sino-Coréens de faire contrôler l’armistice en Corée par des puissances impartiales<sup>19</sup>. Les Etats-Unis se proposaient de confier cette mission à la Suisse, à la Suède et à la Norvège. Il était précisé qu’une demande officielle ne serait adressée aux pays en question que lorsque les négociateurs de Panmunjom auraient conclu un accord de principe. Le Gouvernement américain désirait savoir quelle réponse nous donnerions à

18. Cf. *table méthodique du présent volume*: Bons offices.

19. Cf. *le télégramme N° 251 de la Légation de Suisse à Washington au Département politique du 13 décembre 1951*, E 2001(E)1988/16/662/5 (DoDiS-7581).



une telle demande. Le Conseil fédéral prit alors une décision de principe affirmative, comme d'ailleurs la Suède et la Norvège<sup>20</sup>.

En définitive, il fut décidé à Panmunjom qu'une commission de surveillance serait instituée et composée de représentants de quatre pays, d'une part la Suisse et la Suède, choisies par le Commandant des forces des Nations Unies en Corée, d'autre part la Pologne et la Tchécoslovaquie, désignées par le Commandant sino-nord-coréen.

Au mois d'avril 1952, nous reçûmes une invitation du Département d'Etat<sup>21</sup>, qui nous pria d'envoyer dans la capitale américaine un représentant de la commission prévue pour la Corée afin de prendre contact avec un porte-parole du Général Ridgway et de mettre au point les questions techniques. Le Département politique répondit qu'il considérait cette proposition comme prématurée, tant que la Suisse n'avait pas été saisie d'une invitation officiellement formulée et officiellement acceptée. Il déclarait néanmoins qu'il ne voyait pas d'objections à ce que l'attaché militaire suisse à Washington<sup>22</sup> participât à ces conversations<sup>23</sup>. La réunion proposée par le Département d'Etat eut lieu à Washington en mai<sup>24</sup>. Elle n'eut qu'un caractère d'information et n'engagea aucun des pays qui avaient été l'objet d'un sondage.

L'examen de la convention d'armistice du 28 avril 1952 et en particulier les clauses fixant le statut et les conditions dans lesquelles la commission neutre doit exercer son activité ont donné lieu à un échange de vues entre nous et le Ministre des Affaires étrangères de Suède<sup>25</sup>. En réalité, la commission neutre ne constitue pas un tout homogène, mais elle comporte deux groupes de représentants, des représentants de la Suisse et de la Suède, qui sont en quelque sorte les neutres des Nations Unies, et des représentants de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, qui sont les neutres des Chinois et des Coréens du Nord. En outre, les conditions dans lesquelles la commission pourra travailler sont extrêmement précaires. L'activité de la commission neutre risque d'être inefficace. La commission a été instituée plutôt à titre de symbole de la bonne volonté des parties à observer l'armistice.

Il est tout à fait clair que la position et l'attitude des représentants suisses et suédois seront très différentes de celles des représentants polonais et tchèques. Alors que les premiers seront impartiaux, les derniers se conformeront aux instructions qui leur seront données par leurs mandants. Dans les cas où il y aurait inobservation des conditions d'armistice par les Américains, les membres de la commission seront sans doute unanimes à la consta-

---

20. Cf. *DDS*, vol. 18, N° 127 (DoDiS-75807).

21. C'est le 28 avril que la Suisse reçut l'invitation. Cf. la lettre de K. Bruggmann à A. Zehnder du 29 avril 1952. Cf. aussi la lettre d'A. Zehnder à Ph. Eter du 30 avril 1952, E 2001 (E)1988/16/662/5 (DoDiS-7623).

22. L. de Bremond.

23. Cf. le télégramme N° 58 du Département politique à la Légation de Suisse à Washington, E 2001(E)1988/16/662/5.

24. Du 16 au 29 mai 1952. Cf. le Rapport sur la réunion au sujet de la Commission de surveillance des Nations Neutres pour l'Armistice en Corée (Neutral Nations Supervisory Commission (NNSC) de L. de Bremond du 5 juin 1952, E 2001(E)1988/16/662/5 (DoDiS-7624).

25. Ö. Undén.

ter. Si des manquements ont été commis par les Sino-Coréens, seuls les Suisses et les Suédois les constateront. Nos représentants risquent donc de se trouver dans une situation difficile, puisque tous les membres de la commission ne rempliront pas les conditions d'impartialité nécessaires. En outre, nous serons en présence d'une conception nouvelle de la neutralité, à laquelle nous ne pouvons guère souscrire, si l'on nous considère comme les neutres d'un des deux belligérants. Il est vrai que notre désignation a été agréée également par l'autre belligérant. Il est vraisemblable que nous ferons une démarche commune avec la Suède pour chercher à obtenir certaines précisions et pour formuler différentes conditions. Pour le moment, nous ne sommes d'ailleurs pas engagés, puisque nous n'avons pas été l'objet d'une démarche officielle. Il serait cependant difficile pour la Suisse de se dérober, malgré les inconvénients qu'entraînerait l'exécution de cette mission, dont le but est de contribuer à l'établissement de la paix en Extrême-Orient.

Une autre affaire – à mon avis la plus désagréable – est la nécessité dans laquelle nous nous trouvons d'acheter du matériel de guerre aux Etats-Unis, en particulier des chars d'assaut<sup>26</sup>. En soi, du point de vue du droit de neutralité, rien ne s'y oppose: nous sommes obligés de nous adresser à l'étranger pour nous procurer les armes que nous ne fabriquons pas nous-mêmes. Les engagements que nous avons dû prendre de ne pas réexporter ce matériel de guerre, de respecter les secrets de fabrication, sont normaux. Mais tout cela est accompagné d'une large publicité: des officiers supérieurs américains et des fonctionnaires du Ministère de la défense viennent en Suisse, assistent à des exercices; une mission militaire suisse doit être envoyée aux Etats-Unis. Il semble – à tort d'ailleurs – qu'une véritable collaboration militaire s'est établie entre les deux pays, et cela d'autant que des personnalités et la presse américaines laissent clairement entendre que les Etats-Unis ont un intérêt à une défense nationale forte de la Suisse. Même des journaux bourgeois suisses d'ailleurs opposés en principe et pour des raisons militaires à l'achat de chars d'assaut (*National Zeitung*, *Basler Nachrichten*) écrivent que cet achat aux Etats-Unis est contraire à la neutralité. Cet ensemble de circonstances, largement exploité par la presse communiste suisse et étrangère, est de nature à éveiller des doutes sur la réalité et la sincérité de notre politique de neutralité.

On est, hélas, obligé de constater que la pratique de la neutralité devient de plus en plus difficile et se heurte à des obstacles que nous aurons de plus en plus de peine à surmonter.

Si j'ai repris une fois de plus devant vous le thème de la neutralité, si j'ai essayé d'analyser les avantages et les faiblesses de la politique de neutralité dans les temps actuels, ce n'est pas pour jeter dans votre esprit le doute sur la légitimité et la nécessité de cette politique. Je suis personnellement convaincu qu'il n'y en a pas d'autre possible pour la Suisse, mais que nous devons renoncer à certaines illusions et à certaines raisons que nous donnions et que nous nous donnions à nous-mêmes pour justifier la neutralité.

Ainsi, après les expériences faites pendant la dernière guerre, – et plus récemment dans la guerre de Corée, par le Comité international de la Croix-

---

26. Cf. N° 24 dans le présent volume.

Rouge, – il est certain que l'activité humanitaire que permet la neutralité en cas de guerre ne présente pas d'intérêt pour les régimes communistes, qu'il s'agisse de l'aide aux prisonniers de guerre ou de la représentation d'intérêts étrangers. Est-ce qu'un jour même un pays comme l'URSS verra un avantage à ce qu'il y ait un pays neutre dont on pourrait solliciter les services dans un conflit? Cela paraît peu probable aujourd'hui, mais n'est pas exclu.

Affirmer dans l'état actuel de l'Europe, comme en 1815 et en 1920, que la neutralité suisse est dans l'intérêt de l'Europe ou dans l'intérêt de la paix me semblerait quelque peu présomptueux. Une telle affirmation supposait l'équilibre européen et le risque de conflits qui auraient opposé nos voisins. De même la Suisse gardienne des cols n'aurait plus la même valeur stratégique que dans une guerre purement européenne.

Le fondement juridique conventionnel de la neutralité: reconnaissance et garantie données par les Puissances signataires du Traité de Paris en 1815 et celles liées par la Déclaration de Londres de 1920 peut toujours être invoqué par nous. Mais il est fragile, et cela d'autant plus que ni l'URSS, qui a répudié les engagements assumés par l'ancien régime, ni les Etats-Unis ne sont liés par ces accords.

Ainsi, en définitive, notre neutralité doit s'appuyer essentiellement sur notre volonté séculaire, sur notre histoire et sur le désir que nous avons de sauvegarder notre indépendance.

En cas de guerre générale en Europe, il n'est pas possible de dire ce qu'il adviendra de notre neutralité, si elle sera respectée ou non.

Mais elle nous a rarement été aussi utile qu'aujourd'hui, dans une période de paix, ou plus exactement dans une période qui n'est pas une période de guerre. Elle nous permet de pratiquer une politique indépendante, de prévenir des pressions ou de résister à des pressions dont nous serions sans doute l'objet si nous n'avions la neutralité pour justifier notre attitude et, dans certains cas, notre abstention. A ce point de vue, elle garde toute sa valeur. Mais, et je reprends ici la formule tirée du message du Conseil fédéral de 1919 sur l'accession de la Suisse à la Société des Nations<sup>27</sup>, elle ne doit nous condamner ni à une politique d'indifférence ni à une attitude timorée. Elle ne nous autorise pas à fermer les yeux sur les dangers qui pèsent sur l'Europe et sur l'intérêt que nous avons à ce que les pays de l'Europe occidentale surmontent leurs difficultés et leurs faiblesses actuelles, à ce que l'Europe encore libre soit en mesure de résister à la menace russe et communiste. Et nous devons contribuer, dans la mesure où notre neutralité le permet, aux efforts qui s'accomplissent pour opérer ce redressement, – en particulier sur le plan économique et social, – un redressement dont il n'y a pas de doute que dépend notre propre avenir. Je vais jusqu'à dire que, quand nos intérêts nationaux immédiats paraissent en opposition avec ceux de l'Europe, nous devons chercher le compromis qui tienne compte des uns et des autres. Ainsi, dans le cas du plan Schuman, je pense qu'il présente pour nous des inconvénients, mais que nous devons néanmoins souhaiter son succès plutôt que son échec, parce que son succès peut être d'un grand prix pour l'Europe.

27. Cf. *DDS*, vol. 7-I, N° 25, note 9.

## 24

E 2800(-)1967/59/58  
[DoDiS-10156]

*Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,  
à la Légation de Suisse à Washington*

*Copie*

T N° 117 XD

Berne, 9 septembre 1952, 16.45

A l'intention délégation militaire<sup>1</sup>. Le Conseil fédéral, préoccupé de la publicité tendancieuse faite autour de la mission militaire suisse, vous prie inviter cette dernière à s'en tenir strictement à l'objet de sa mission et éviter des déclarations, des contacts et toutes autres manifestations pouvant être interprétés comme si, contrairement à la réalité, une collaboration militaire en train de s'instituer entre les USA et la Suisse. Le Conseil fédéral s'est occupé du problème dans sa séance d'aujourd'hui<sup>2</sup> et m'a chargé de vous envoyer ce câble<sup>3</sup>.

---

1. *Sur la mission technique militaire suisse aux Etats-Unis cf. DDS, vol. 18, N° 139 (DoDiS-8296).*

2. *Cf. PVCF-D du 9 septembre 1952, E 1003(-)1970/343/R 3105 (DoDiS-10157). La question a aussi été discutée le même jour dans la commission des Affaires étrangères, cf. la notice de J. Decroux à M. Petitpierre du 2 septembre 1952, E 2800(-)1967/59/4-5 (DoDiS-10173) et N° 23 dans le présent volume.*

3. *Cf. la lettre de R. von Wattenwyl à K. Kobelt du 1<sup>er</sup> octobre 1952, E 2800(-)1967/59/58 (DoDiS-10158).*

## 25

E 7110(-)1967/ 32/808  
[DoDiS-8173]

*Aktennotiz der ständigen Wirtschaftsdelegation*

SITZUNG DER STÄNDIGEN WIRTSCHAFTSDELEGATION VOM 10. SEPTEMBER 1952  
BETREFFEND WIRTSCHAFTLICHE BEZIEHUNGEN ZWISCHEN DER SCHWEIZ  
UND CHINA<sup>1</sup>.

*Kopie*

Bern, 10. September 1952

*Minister Hotz* erteilt *Minister Troendle* das Wort.

*Minister Troendle.* Der Warenaustausch zwischen der Schweiz und China ist in den letzten Monaten zurückgegangen. Er betrug im 1. Halbjahr 1952 beim schweizerischen Import aus China 15,1 Mio. SFr. (1951: 38,5), beim Export nach China 31,7 (1951: 56,3). Importiert wurden vor allem Ölfrüchte, Därme und Seide. Beim Export haben sich die Uhrenpositionen gut gehalten. Dagegen ist die Ausfuhr an Maschinen, Farben und Pharmazeutika erheblich zurückgegangen. Die chinesischen Exportwaren werden offenbar auf polni-

---

1. *Anwesend waren: J. Hotz, A. Zehnder, H. Homberger, C. Rezzonico, A. Koch, M. Troendle, H. Schaffner, B. Dumont, Mlle Gougain.*

schen Dampfern nach Rotterdam verschifft, von wo aus sie teilweise durch sowjetrussische, polnische und tschechoslowakische Vermittlung nach Westeuropa und der Schweiz abgesetzt werden. Auch der schweizerische Export nach China benützt vielfach den gleichen Weg. Die wirtschaftspolitische Verbindung mit dem Westen hält China vor allem über seine Vertretungen in London und Berlin aufrecht. Vom chinesischen Handelsattaché in Bern hört man nur wenig. Die Moskauer Konferenz hat keineswegs die angekündigten Ergebnisse gezeitigt, wenn auch schweizerische Exporteure mit der chinesischen Vertretung in Berlin einige Abschlüsse tätigen konnten. Allerdings läge es eher im schweizerischen Interesse, die wirtschaftlichen Beziehungen mit China über die Schweiz. Gesandtschaft in Peking zu pflegen. Nötigenfalls sollten die schweizerischen Interessenten – wie es kürzlich eine belgische Firma tat<sup>2</sup> – selber Beauftragte nach China schicken. Im übrigen sollte man dem Spielraum, den die derzeitigen Richtlinien betreffend den West/Osthandel im Wirtschaftsverkehr mit dem Osten noch offen lassen, ausnützen, um nicht den USA einen Vorwand zu liefern, die jetzigen Ostkontingente noch mehr herabzudrücken. Bedauerlicherweise hat die vor einiger Zeit eingegangene chinesische Anfrage betreffend Liefermöglichkeiten schweizerischer Investitionsgüter, die seinerzeit an den Verein Schweiz. Maschinen-Industrieller weitergeleitet wurde, zu keinen konkreten Ergebnissen geführt.

Besondere Sorgen bereitet der Rechtsschutz der Schweizerfirmen in China; doch hat ein durch Vermittlung des Vororts und unter Teilnahme von Vertretern des Eidg. Politischen Departements und der Handelsabteilung sowie von Generalkonsul Koch stattgefundenen Meinungsaustausch der schweizerischen Chinainteressenten zu keiner einheitlichen Auffassung geführt<sup>3</sup>. Vom handelspolitischen Standpunkt aus scheint es nicht ratsam, den Abbruch ihrer Position in China zu empfehlen. Der chinesische Markt wird auch in Zukunft für die Schweiz interessant bleiben. Es fragt sich, ob die schweizerischen Firmen nicht nach neuen Wegen suchen sollten, um mit China in Kontakt zu bleiben.

*Minister Hotz.* Das Chinaproblem ist sehr komplex und muss vorsichtig angepackt werden. Es erscheint wohl richtig, wenn man es vorderhand den beteiligten Firmen überlässt, über ihre privatwirtschaftlichen Interessen in China zu bestimmen.

*Homberger.* Aktuell ist vor allem die Frage der schweizerischen Niederlassungen in China. Die Wahrung der schweizerischen Interessen (Erwirkung der Ausreisewilligung, Liquidation der Vermögenswerte usw.) gestaltet sich schwierig. Dieser Umstand hat zu einem Malaise in der Schweizerkolonie in China geführt. Sie empfindet die durch die Heimat gewährte Hilfe bzw. deren Tempo als unzureichend und ist darüber enttäuscht. Deshalb hat, nachdem die Angelegenheit von der ständigen Wirtschaftsdelegation erörtert wurde<sup>4</sup>, der Vorort die von Minister Troendle erwähnte vertrauliche Aussprache der

---

2. Es handelt sich wahrscheinlich um die Firma Ateliers de construction électriques de Charleroi.

3. Vgl. Nr. 12 in diesem Band, insbesondere Anm. 5.

4. Über die Sitzung vom 12. Juni 1952 vgl. Nr. 12, Anm. 2, in diesem Band.

schweizerischen Chinainteressenten veranlasst, in deren Verlauf Generalkonsul Koch die heutige Lage in China realistisch geschildert hat. Dabei stand auch die Frage zur Diskussion, ob sich nicht die Verhältnisse zum bessern wenden würden, wenn die Schweizerfirmen eine zentrale Organisation in China schaffen würden. In der Beurteilung der Lage durch die verschiedenen Interessenten hat sich jedoch eine grosse Differenziertheit ergeben. Einige Firmen haben durchblicken lassen, dass sie gegen eine Einmischung der eidgenössischen Behörden seien. Andere haben den Standpunkt von Generalkonsul Koch geteilt, dass, wer jetzt liquidieren kann, dies auch tun soll. Für die Errichtung einer Kollektivorganisation ist nur die Geigy AG eingetreten, deren Vertreter in Shanghai, Herr Britt, ja geistiger Vater dieses Gedankens ist. Sonst lehnen die Chinafirmen zurzeit grundsätzlich eine Kollektivaktion ab. Immerhin dürften in Zukunft die Firmen in zunehmendem Masse ihre Positionen in China liquidieren wollen.

*Minister Hotz.* Wichtig ist, dass die wirtschaftlichen Beziehungen der Schweiz mit China in keiner Weise die allgemeinen Richtlinien betreffend den West/Osthandel durchkreuzen.

*Schaffner.* Tatsache ist, dass der Export nach China zu 80% über Hongkong geleitet und in diesem Ausmass somit über den Sterlingsblock abgewickelt wird, was eine schwere Hypothek der schweizerischen Position im Rahmen der EPU<sup>5</sup> darstellt. Aus diesem Grund hat die Schweiz voriges Jahr den Export nach Hongkong bremsen müssen. –

*Minister Rezzonico.* La Chine est en pleine révolution. Elle n'a pas de lois ou ses lois sont appliquées de manière contradictoire par les différentes administrations. Dans ces conditions on ne peut effectuer des démarches d'ordre général, mais seulement intervenir dans la mesure du possible en faveur de cas particuliers. Un exode organisé n'est pas à conseiller; désertir, même officiellement, est contraire au caractère suisse. La Légation ne peut pas conseiller aux hommes d'affaires suisses de partir. Les entreprises intéressées devraient se dire que leurs représentations en Chine constituent une carte de visite et que le manque à gagner qu'elles entraînent fait en quelque sorte partie des frais de publicité. Si la Suisse abandonne le terrain, elle céderait la place au Japon, à l'Allemagne, à la Tchécoslovaquie. Même la Grande-Bretagne n'envisage pas de rupture totale. Il ne faut pas oublier que les étrangers établis en Chine jugent la situation de leur perspective personnelle, c'est-à-dire d'une manière subjective. Le communisme chinois n'est pas le communisme soviétique. La Chine est loin d'être un pays satellite. Elle a, il est vrai, besoin politiquement de l'URSS pour faire valoir son point de vue à l'ONU. La politique occidentale, c'est-à-dire américaine, pousse la Chine à s'intégrer de plus en plus dans l'orbite économique soviétique. Cet état de choses ne correspond néanmoins pas aux désirs intimes des Chinois qui tiennent à maintenir leurs relations avec l'Occident, mais se heurtent à des difficultés (embargo). Le véritable sens de la réponse chinoise à la démarche britannique concernant la fermeture d'entreprises anglaises en Chine est que la Chine ne veut pas rompre entièrement avec l'Occident. Quant à la question d'une

---

5. European Payments Union.

organisation collective, M. Britt semble envisager un «club des intérêts suisses», mais on ne voit guère comment une telle solution pourrait être réalisée. Un gros obstacle est l'individualisme suisse. Il est vrai que le monde a changé et que les exportateurs suisses doivent s'adapter à la nouvelle situation. De toutes façons les intéressés en Chine subiront des pertes en Chine; en l'absence d'un accord suisse-chinois l'exportation de capitaux sera impossible. Se pose donc seulement la question si l'on veut abandonner la partie et tout perdre à la fois ou tâcher de rester et subir des pertes successives.

*Minister Hotz* würdigt die vom Vorredner angestellten staatspolitischen Überlegungen auf lange Sicht, fasst allerdings das Problem vor allem kaufmännisch auf und gelangt zur Schlussfolgerung, dass wer in China seine Position aufgeben kann, sollte es auch tun. In dieser Beziehung soll jeder selbst entscheiden.

*Minister Rezzonico*. La discussion aboutit à une conclusion commune: c'est à chacun à décider ce qu'il fera. La Légation et le Consulat général aideront naturellement dans la mesure du possible tous ceux qui veulent partir. Il ne faut toutefois pas s'attendre à des miracles.

*Minister Zehnder*. La conclusion d'un accord commercial avec la Chine aiderait-elle les maisons suisses à subsister?

*Minister Rezzonico*. Un accord commercial faciliterait évidemment la conclusion d'affaires, mais ne supprimerait pas les difficultés d'ordre général inhérentes aux conditions régnant actuellement en Chine. Il vaut mieux ne pas conclure d'accord pour le moment, mais attendre.

*Minister Hotz* warnt ausdrücklich vor dem Abschluss irgendeines Handelsabkommens mit China zum jetzigen Zeitpunkt. Wirtschaftlich ist dies nicht notwendig und politisch wäre es bedenklich. Es ist besser, die Sache auf sich beruhen zu lassen und eine abwartende Haltung einzunehmen.

*Minister Troendle*. Es fragt sich, ob der Abschluss eines nur allgemein gefassten Handelsvertrages (traité de commerce), der die Meistbegünstigungsklausel zu enthalten hätte, die Lage der schweizerischen Vertretungen in China erleichtern würde? Allerdings kommt ein Vertragsabschluss jetzt nicht in Betracht. Immerhin soll die Gesandtschaft in Peking genau verfolgen, was die andern Länder tun, damit die Schweiz nicht etwa ins Hintertreffen gerät. Die Wirtschaftspolitik muss auf lange Sicht angelegt sein; schon aus dieser Überlegung soll die Schweiz den chinesischen Markt nicht aufgeben. Man darf nicht vergessen, dass bei aller Verschiedenartigkeit der sonstigen Verhältnisse die Lage Chinas in politischer Hinsicht unter Umständen eine gewisse Ähnlichkeit mit derjenigen Jugoslawiens erlangen könnte. In diesem Fall darf die Schweiz nicht zu spät kommen.

*Minister Zehnder*. Für einen allfälligen Vertragsabschluss würde die Frage des Zeitpunktes eine grosse Rolle spielen. Irgendein Abkommen mit China ist heute ausgeschlossen.

*Homburger*. Die heutige Diskussion hat im wesentlichen die Schlussfolgerungen bestätigt, zu denen man bereits auf Grund der seinerzeitigen vertraulichen Aussprache im Schosse des Vororts gelangte: Jeder Interessent soll über das weitere Vorgehen selbst entscheiden. –

## 26

E 2800(-)1967/60/2

[DoDiS-9302]

*Sitzung der nationalrätlichen Kommission für Auswärtige Angelegenheiten*

Kopie

Prot Vertraulich

[Bern, 25. September 1952]

[...]<sup>1</sup>

*Der Vorsitzende* (H. Eder) entschuldigt den Präsidenten, Herrn Nationalrat Bringolf-Schaffhausen, wegen Unpässlichkeit.

*H. Bundesrat Weber:* Die Mitglieder der Kommission haben den Bericht des Bundesrates erhalten, der Auskunft gibt darüber, aus welchen Gründen der Bundesrat das Abkommen über die Regelung der Forderungen an das ehemalige Deutsche Reich der Bundesversammlung nicht zur Genehmigung unterbreitet hat<sup>2</sup>. Er wollte damit in keiner Weise die Rechte des Parlaments beschränken, sondern er stützte sich auf das Präjudiz im Falle des Finanzabkommens mit Italien<sup>3</sup>. Damals ist dieses Vorgehen von niemandem beanstandet worden. Das Abkommen wurde den Finanzkommissionen beider Räte vorgelegt und nachher vom Bundesrat ratifiziert. Im Geschäftsbericht 1949 wurde darüber Auskunft erteilt<sup>4</sup>. Der Fall Deutschland liegt ganz ähnlich in juristischer und politischer Hinsicht. Es schien dem Bundesrat nicht erwünscht, über die Entstehung der Forderungen, den Verlauf der Verhandlungen und deren Ergebnis detailliert öffentlich zu orientieren. Das Abkommen wurde den Finanzkommissionen beider Räte vorgelegt<sup>5</sup>. Die juristischen Erwägungen sind im Bericht enthalten.

Da die Kompetenzfrage diesmal umstritten ist, so möchte der Sprechende im Einvernehmen mit dem Chef des Politischen Departements erklären, dass dieser Fall nicht als prinzipieller Entscheid über die Kompetenzabgrenzung zwischen Bundesrat und Bundesversammlung gemäss Art. 102, Ziff. 14, und Art. 85, Ziff. 5, der Bundesversammlung aufgefasst werden soll, sondern die

---

1. An der Sitzung waren folgende Personen anwesend: C. Eder, W. Bretscher, D. Buri, P. de Courten, U. Dietschi, G. Duttweiler, A. Favre, E. Frei, Th. Holenstein, H. Oprecht, F. Perréard, P. Perrin, K. Renold, J. Schmid, R. Schümperli, K. Wick sowie die Bundesräte M. Petitpierre und M. Weber.

2. Anlässlich der Sitzung der nationalrätlichen Kommission für die Ablösung des Abkommens von Washington vom 10./11. September 1952 wurde die Forderung aufgestellt, das Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Bundesrepublik Deutschland über die Regelung der Forderungen der Schweizerischen Eidgenossenschaft gegen das ehemalige Deutsche Reich ebenfalls der Bundesversammlung vorzulegen. Zum Abkommen vgl. E 2801(-)1967/84/94. Vgl. den Bericht des Bundesrates an die Kommission des Nationalrates für die Ablösung des Abkommens von Washington und an die Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Ständerates vom 15. September 1952, E 4110(A)-/38/34.

3. Vgl. DDS, Bd. 17, Nrn. 129 (DoDiS-4262) und 131 (DoDiS-4261).

4. Vgl. den Bericht des schweizerischen Bundesrates an die Bundesversammlung im Jahre 1949 vom 4. April 1950, S. 272–274.

5. Vgl. das Protokoll der nationalrätlichen Finanzkommission vom 11. September für die Sitzung vom 4. September 1952, E 2801(-)1967/84/4.



Frage soll erneut eingehend geprüft werden. Die Bundesversammlung sollte jedoch den Bundesrat nicht veranlassen, ihr das Abkommen noch zur Genehmigung vorzulegen. Es würde dadurch eine unliebsame Verzögerung eintreten und die Auszahlungen an die Alliierten sowie an die deutschen Besitzer von Guthaben in der Schweiz würden erneut hinausgeschoben. Da von niemandem Opposition gemacht wird gegen das Abkommen, dürfte dieses Vorgehen am Platze sein. Wir werden dem Bundesrat beantragen, nach nochmaliger Prüfung einen Bericht über diese Kompetenzfrage zu erstatten und den Kommissionen zu unterbreiten, damit sie dann prinzipiell Stellung nehmen können<sup>6</sup>.

*H. Oprecht* ist der Meinung, dass der Fall Deutschland nicht ganz gleich liege wie bei Italien. Diese Forderungen sind durch Beschlüsse des Parlaments zustandegekommen. Der Bericht des Bundesrates ist oberflächlich. Es geht nicht einfach um eine einmalige Zahlung, sondern um Zahlungen während mehr als 15 Jahren. Die Räte sollten darauf beharren, dass der Vertrag ihnen vorgelegt wird.

*M. Perréard* demande s'il n'était pas possible de soumettre l'accord à l'Assemblée fédérale encore la semaine prochaine.

*M. Favre*: Il suffit d'avoir lu le rapport qui nous a été présenté pour constater que la question juridique n'est pas claire. La Constitution fédérale n'a pas prévu un tel cas. Si nous acceptons aujourd'hui que le Conseil fédéral ratifie l'accord avec l'Allemagne, nous renonçons à une partie de notre droit. Je ne vois donc pas d'autre possibilité que de soumettre la question au Parlement.

*H. Duttweiler*: Es geht nicht nur um den Vertrag von Washington<sup>7</sup>. Es geht darum, ob dem Parlament so viele Möglichkeiten als denkbar eingeräumt werden sollen oder ob so viel als möglich ohne das Parlament entschieden werden soll. Es ist schädlich, dass nur gewisse Kreise eingeweiht sind. Gewisse Wirtschaftsverbände haben mitgewirkt und sind orientiert. Ich glaube, man sollte auch bei den Vorverhandlungen die Kommissionen schon zuziehen. Der Bundesrat sollte danach trachten, die Verantwortung möglichst abzuwälzen auf die Räte. Dann hat er auch eine solidere Position, wenn es einmal wirklich schief gehen sollte. Das rechtliche Problem steht für mich im Hintergrund.

---

6. Vgl. das Schreiben von *M. Feldmann* an *M. Weber* und *M. Petitpierre* vom 31. Juli 1953, E 1004.1(-)/1/558 (DoDiS-9116). Dieses Gutachten der Justizabteilung fand die Zustimmung des Politischen Departements, das am 23. September einen Antrag an den Bundesrat richtete, ebd. (DoDiS-9115). Das Gutachten und der Antrag wurden vom Bundesrat angenommen vgl. BR-Prot. Nr. 1634 vom 2. Oktober 1953, ebd. (DoDiS-9114). Vgl. auch den Antrag des EJPD an den Bundesrat vom 19. und den Mitericht des EPD vom 20. Februar 1954, E 2800(-)1967/59/6 und die Protokolle der nationalrätlichen Kommission für auswärtige Angelegenheiten vom 3. März bzw. 18./19. Mai 1954, E 2800(-)1967/59/6 resp. E 2800(-)1967/60/2.

7. Gemeint ist die vertragliche Ablösung des Abkommens von Washington von 1946 vgl. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die deutschen Vermögenswerte in der Schweiz (vom 29. August 1952), *BBl*, 1952, Bd. 104, III, S. 1–32. Vgl. auch *DDS*, Bd. 16, thematisches Verzeichnis: Allgemeine Finanzbeziehungen und *DDS*, Bd. 17 und 18, thematisches Verzeichnis: Fortsetzung des Abkommens von Washington.

*H. Renold:* Ich möchte nur als Präsident Ihres Rates erwähnen, dass es meines Erachtens praktisch möglich wäre, den Vertrag noch den Räten zu unterbreiten. Am Dienstag könnte man die Sache behandeln.

*H. Bundesrat Weber* glaubt nicht, dass es durchführbar ist, dass jetzt der Bundesrat noch eine Botschaft genehmigt und dem Parlament zustellt. Ferner würde sich die Frage der Unterstellung unter das Referendum stellen. *H. Duttweiler* sagte, gewisse Kreise hätten mitgewirkt. Das war nicht der Fall und war auch nicht möglich. Ein halbes Dutzend Leute waren informiert, und es war unmöglich, darüber hinauszugehen. Ich glaube, das Parlament könnte sich damit abfinden, dass es verlangt, dass er ihm noch unterbreitet wird.

*H. Schümperli:* Das Gutachten des Bundesrates macht es jedem klar, dass es politische Überlegungen sind, die den Bundesrat veranlasst haben, dem Parlament den Vertrag nicht zu unterbreiten. Daneben sind andere Argumente vorgebracht worden, die juristisch äusserst schwach sind. Die politischen Überlegungen überzeugen mich einfach nicht. Nach meiner Meinung gehören die drei Teile zusammen und sollen auch zusammen dem Parlament unterbreitet werden. Da das nicht geschehen ist, müssen wir es verlangen.

*H. Holenstein:* Nach meiner Auffassung bewegen wir uns etwas im luftleeren Raum. Die grundsätzliche Rechtsfrage ist zum allermindesten umstritten. Eine andere Tatsache ist, dass ich keine Stimme gehört habe aus dem Parlament, die gegen die Genehmigung dieses Abkommens wäre. Da der Bundesrat bereit ist, die ganze Frage eingehend abzuklären, scheint es mir angezeigt, dass wir uns mit dieser Regelung für dieses Mal zufrieden geben. Wenn Sie auch erzwingen könnten, dass der Vertrag dem Parlament unterbreitet würde, so wäre der ganze Fragenkomplex damit doch nicht gelöst. Dann haben wir so eine Art Präjudiz geschaffen, aber man weiss immer noch nicht, wie es in Zukunft gemacht werden soll. Mir ist lieber, wir behandeln die Sache einmal gründlich. Auch müssen wir uns darüber klar sein, dass, auch wenn die beiden Räte die Motion<sup>8</sup> annähmen, wir den Bundesrat nicht zwingen können, von seiner Auffassung abzugehen. Dann hätten wir einen Konflikt zwischen Bundesversammlung und Bundesrat über die gegenseitigen Kompetenzen. Ich würde Ihnen beantragen, von der Zusicherung des Bundesrates Kenntnis zu nehmen.

*M. Petitpierre, Conseiller fédéral:* Je ne veux pas reprendre la question juridique. Si nous n'avons pas soumis l'accord au Parlement, c'est parce que le Département politique s'est occupé de deux accords<sup>9</sup> et le Département des finances de l'accord de clearing. Le Conseil fédéral n'a jamais discuté la question de compétence. Ces accords présentent des avantages non seulement

---

8. Es handelt sich um die Motion, die E. Klöti anlässlich der Plenumsdiskussion zur Ablösung des Washingtoner Abkommens in der Herbstsession des Ständerates einreichte. Die Motion wurde am 24. September eingereicht, mit 21 zu 12 Stimmen aber abgelehnt, *Sten. Bull. SR, 1952, S. 301–307, hier S. 307.*

9. Es handelt sich um das Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Bundesrepublik Deutschland über die deutschen Vermögenswerte in der Schweiz und das Abkommen zwischen der Schweiz und Frankreich, dem Vereinigten Königreich und den Vereinigten Staaten betreffend deutsche Vermögenswerte in der Schweiz, *vgl. Anm. 7.*

pour la Suisse, mais aussi pour l'Allemagne et les Alliés. Il serait extrêmement désagréable de devoir dire que nous ne pouvons pas payer maintenant la somme de 121 millions pour les réfugiés parce que la ratification est renvoyée au mois de décembre. Je voudrais donc vous proposer que nous ratifions l'accord financier et le Conseil fédéral vous soumettra un rapport.

In der Abstimmung wird mit 5 : 6 Stimmen (mehrere Herren haben den Saal bereits verlassen) beschlossen, von den Erklärungen des Bundesrates Kenntnis zu nehmen und nicht zu verlangen, dass das dritte Abkommen den Räten zur Genehmigung unterbreitet werde.

## 27

E 2001(E)1969/121/356

[DoDiS-10053]

*Der schweizerische Gesandte in Wien, P. A. Feldscher,  
an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten  
des Politischen Departements, A. Zehnder*

S Streng vertraulich

Wien, 1. Oktober 1952

Den Ausführungen Ihres Schreibens vom 16. v. M.<sup>1</sup> entnehme ich, dass in drei bevorstehenden Verhandlungen die schweizerischen Delegationen den schweizerischen Anspruch auf Begleichung der österreichischen Rückstände aus dem Rheinregulierungsabkommen von 1924 vertreten werden<sup>2</sup>. Ich teile ihre Auffassung, dass es am zweckmässigsten sein dürfte, den Versuch zu unternehmen, anlässlich einer dieser Verhandlungen den Fall mit Österreich zu bereinigen, indem nach den bisherigen Erfahrungen leider von der Fortsetzung diplomatischer Unterredungen mit Mitgliedern der österreichischen Bundesregierung kaum noch positive Ergebnisse zu erwarten sind. Immerhin frage ich mich, ob nicht schon jetzt auf die Note vom 22. Juli d. J.<sup>3</sup> geantwortet werden sollte und dabei die erforderlichen rechtlichen und tatsächlichen Feststellungen anzubringen wären, die sich gegenüber der schwachen österreichischen Erwiderung aufdrängen<sup>4</sup>; ich möchte u. a. nur darauf hinweisen,

1. Vgl. das Schreiben von A. Zehnder an P. A. Feldscher vom 16. September 1952, E 2200.53 (-)1971/145/36.

2. Es handelte sich erstens um Verhandlungen im Rahmen der Konferenz über die Regelung der österreichischen staatlichen Aussenschulden vgl. BR-Prot. Nr. 1904 vom 14. November 1952, E 1004.1(-)/1/547 (DoDiS-9409). Vgl. dazu auch die Frage der schweizerischen Bundesforderungen, BR-Prot. Nr. 896 vom 29. Mai 1953, E 1004.1(-)/1/553 (DoDiS-9469). Zweitens setzten Anfang 1953 Wirtschaftsverhandlungen zwischen den beiden Ländern ein vgl. BR-Prot. Nr. 55 vom 13. Januar 1953, E 1004.1(-)/1/549. Drittens führte die Schweiz mit Österreich Verhandlungen zu den Innwasserkräften vgl. BR-Prot. Nr. 1919 vom 14. November 1953, E 1004.1(-)/1/547. Zu den zwischenstaatlichen Verhandlungen in der Frage der Rheinregulierung vgl. BR-Prot. Nr. 987 vom 15. Juni 1953, E 1004.1(-)/1/554. Zur Rheinkorrektion vgl. auch E 2001(E)1970/1/3/R 5194.

3. Vgl. die diplomatische Note des österreichischen Bundeskanzleramtes an die schweizerische Gesandtschaft in Wien vom 22. Juli 1952. Nicht abgedruckt.

4. Handschriftliche Anmerkung: Ja.

dass das Bundeskanzleramt auf das Argument des Vorliegens der österreichischen Verbindlichkeit aus einem Staatensukzessionsverhältnis gegenüber Deutschland nicht eintrat. Es könnte in unserer Rückäußerung erneut darauf hingewiesen werden, dass schweizerischerseits die Geneigtheit bestehe, vor einem Eintreten in Verhandlungen über ein neues Rheinabkommen die streitige Frage durch eine gegenständliche Besprechung zu liquidieren. Durch eine solche Antwortnote würde der schweizerische Rechtsstandpunkt nochmals klargestellt werden, andererseits aber der Weg zu direkten Erörterungen anlässlich zwischenstaatlicher Verhandlungen offen bleiben.

Ich bin nun allerdings, wie gesagt, der Ansicht, dass man sich keiner Täuschung darüber hingeben darf, dass auf Seite des Bundeskanzleramtes die Bereitwilligkeit nicht vorhanden ist, die schweizerische These anzuerkennen, sondern dass offenbar die Absicht nicht zu verkennen ist, mit Hilfe einer Kompromisslösung sich um die Zahlung des Ausstandes herumzudrücken, wie aus dem drittletzten Absatz der Note vom 22. Juli d. J. genügend hervorgehen dürfte. Wenn ein Staat wie Finnland sich nicht bloss als «Bollwerk gegen Osten» und als «kulturelle Grossmacht» feiern lässt, sondern seit jeher seinen Ehrgeiz und seinen Stolz dareinsetzt, seinen finanziellen Verpflichtungen gegenüber dem Osten wie dem Westen restlos nachzukommen und das gegebene Wort einzulösen, so muss bedauerlicherweise gesagt werden, dass der österreichische Staat bisher eine ähnliche Haltung vermissen lässt. Will man sich schweizerischerseits nicht damit abfinden, so bleibt nichts anderes übrig, als bei geeigneter Gelegenheit den deutlichen Willen zu bekunden, die Streitfrage dem schweizerisch-österreichischen Vergleichsrat zur Entscheidung vorzulegen.

Die Frage, welche Verhandlungen sich am besten als Anlass zur Beilegung des Ausstandes eignen würden, habe ich letzter Tage mit Herrn Minister Troendle besprochen. Ich muss seiner Auffassung recht geben, dass die Wirtschaftsverhandlungen zwischen der Schweiz und Österreich kaum die richtige Grundlage abgeben würden, um dabei die Forderung auf Bezahlung des Guthabens aus dem Rheinkorrektionsabkommen geltend zu machen. Ein solches Vorgehen hätte nur dann einen Sinn, wenn der Abschluss eines neuen Wirtschaftsabkommens von dem Nachgeben der österreichischen Regierung in der Sache abhängig gemacht würde, m. a. W. dass man es auf Biegen und Brechen ankommen lassen würde. Sie werden wohl mit mir darin einig gehen, dass ein solches Prozedere aus verschiedenen Gründen praktisch nicht wohl in Betracht gezogen werden kann. Es ist übrigens nicht ausgeschlossen, dass die Wirtschaftsverhandlungen erst nächstes Jahr aufgenommen werden und möglicherweise, was den Warenverkehr anbelangt, grundsätzlich bloss eine Verlängerung des bisherigen Abkommens zeitigen würden<sup>5</sup>.

Ob die gegenständliche schweizerisch-österreichische Meinungsverschiedenheit im Verlauf der nach Rom einzuberufenden internationalen Konferenz zwecks Bereinigung und endgültiger Regelung der österreichischen Staatsschulden<sup>6</sup> zur Sprache gebracht werden könnte, scheint mir einiger-

---

5. Vgl. *Anm.* 2.

6. Die Schuldenkonferenz dauerte vom 26. November bis 6. Dezember 1952.

massen fraglich zu sein. In der Tat handelt es sich in unserem Fall nicht um eine Staatsschuld Österreichs, die in das Gebiet allgemeiner internationaler Regelung fällt, sondern um eine Verbindlichkeit, die einzig und allein das bilaterale Verhältnis zwischen der Schweiz und Österreich berührt. Herr Minister Troendle hat allerdings in Aussicht genommen, wie ich streng vertraulich bemerken möchte, vom schweizerischen Standpunkt aus dem österreichischen Finanzminister<sup>7</sup> eine Regelung der internationalen Staatsschuldenfrage möglichst zu erleichtern und ihn damit zur Erkenntlichkeit zu verpflichten. Ob aber der österreichische Finanzminister in der Lage wäre, lediglich unter Hinweis auf eine schweizerischerseits gewährte Unterstützung, den Aussenminister<sup>8</sup> und seine Berater dazu zu bringen, den bisher so hartnäckig von ihnen vertretenen Standpunkt aufzugeben, dürfte doch zweifelhaft sein. Übrigens sollen die Romer Verhandlungen nicht unmittelbar bevorstehen, da anscheinend die österreichische Regierung überhaupt noch keine Einladung zu ihnen erhalten hat.

Ich gelange deshalb zum Schluss, dass nach wie vor es am zweckmässigsten erscheint, die uns so lange beschäftigende Angelegenheit mit den Verhandlungen über ein neues Rheinabkommen in Verbindung zu bringen<sup>9</sup>. Ich erkläre mich natürlich gerne bereit, Herrn Bundeskanzler Figl sowie eventuell auch Herrn Finanzminister Kamitz und Herrn Minister Böck-Geissau mit der Sache zu befassen, doch muss man sich bewusst sein, dass der Aussenminister nicht ohne starken Druck, wozu gegebenenfalls die Anrufung des Vergleichsvertrages zu rechnen wäre, sich zu einem Nachgeben bereitfinden würde. In diesem Zusammenhang wäre mir auch damit gedient, zu erfahren, welche praktischen Zahlungserleichterungen bzw. Reduktionen unter Umständen der österreichischen Regierung in Aussicht gestellt werden könnten, wenn sie sich zur Anerkennung der Zahlungspflicht entschliessen würde.

Ich habe mir gestattet, eine Kopie dieses Schreibens Herrn Bundesrat Etter zukommen zu lassen, im Hinblick auf die Möglichkeit, dass gemäss Ihrem Schreiben vom 23. August d. J. an das Eidgenössische Oberbauinspektorat<sup>10</sup> die Angelegenheit Gegenstand einer konferenziellen Besprechung zwischen den beiden Departementen sein wird<sup>11</sup>.

---

7. R. Kamitz.

8. K. Gruber.

9. Vgl. Anm. 2.

10. Nicht abgedruckt.

11. Eine Besprechung zur Vorbereitung der Konferenz zu den österreichischen Aussenschulden fand am 10. November statt.

## 28

E 2001(E)1969/121/310  
[DoDiS-10297]

*Das Politische Departement an den Bundesrat*

MITBERICHT ZUM ANTRAG DES FINANZ- UND ZOLLDEPARTEMENTS  
VOM 1. OKTOBER 1952 BETREFFEND DAS ABKOMMEN MIT DER BUNDESREPUBLIK  
DEUTSCHLAND VOM 26. AUGUST 1952 ÜBER DIE ABGELTUNG  
DER SCHWEIZERISCHEN STAATSFORDERUNGEN  
GEGEN DAS EHEMALIGE DEUTSCHE REICH

*Kopie*

MB TN

Bern, 2. Oktober 1952

Das Politische Departement möchte sich im folgenden zu einzelnen vorwiegend in den politischen Gegebenheiten begründeten Gesichtspunkten äussern.

I. Die *völkerrechtliche Stellung der Bundesrepublik Deutschland* ist gerade auf dem Gebiete der Aussenfinanz bzw. des Devisenverkehrs noch starken Einschränkungen unterworfen. Damit fand sich das Schicksal der durch den deutschen Zusammenbruch in ein völlig neues Stadium getretenen Bundesguthaben gegenüber dem alten Deutschen Reich letztendlich durch die sogenannten «Drei Mächte» (Frankreich, Grossbritannien, USA) bedingt. Dies galt auch mit Bezug auf die von diesen Regierungen in ihrer Eigenschaft als bisherige Besatzungsmächte bzw. künftige Kontrahenten der sogenannten Deutschlandverträge<sup>1</sup> einberufene Londoner Konferenz<sup>2</sup>. So waren die zur Behandlung vorgesehenen Kategorien zum voraus näher abgegrenzt worden, und zwar unter grundsätzlichem Ausschluss aller Forderungen aus der Kriegszeit. Gleichzeitig verlangten diese Mächte eine Priorität für die Deutschland gewährte Nachkriegshilfe, mit dem Hinweis, dass ohne diese Hilfe auf lange Zeit hinaus an keinerlei Bereinigung der deutschen Aussenverpflichtungen zu denken wäre. Entsprechend machten sie die in Aussicht gestellten Abstriche (von insgesamt rund SFr. 17 Mia auf SFr. 7,6 Mia.) von angemessenen Konzessionen seitens der übrigen Gläubiger abhängig. Die nähere Durchführung der Londoner Konferenz war zudem einer aus Vertretern der Drei Mächte zusammengesetzte Kommission («Commission Tripartite») übertragen worden, der in erster Linie die Vertretung dieser Mächte in ihrem besondern Verhältnis zur Bundesrepublik Deutschland oblag.

Damit hatten wir es mit einer Reihe völkerrechtlicher und politischer Umstände zu tun, die einzigartig dastehen. Die Schweiz sah sich bezüglich der praktischen Behandlung ihrer Ansprüche in einer denkbar schwierigen Ausgangslage, während andererseits die schweizerischen Privatgläubiger wesentlich an einer aktiven Teilnahme an der Schuldenkonferenz interessiert waren.

---

1. Vgl. Nr. 3 in diesem Band.

2. Die Londoner Konferenz dauerte vom 28. Februar bis 8. August 1952.

## II. Zulassung und Behandlung der schweizerischen Staatsforderungen.

Die Kernfrage beruhte in der ursprünglichen Grundkonzeption der Drei Mächte auf Ausschluss aller Forderungen gegenüber dem Deutschen Reich aus der Zeit des ersten und zweiten Weltkrieges, bzw. in deren Aufschiebung auf den Zeitpunkt eines Friedensvertrages. Mit Bezug auf die Neutralen erstreckte sich dieser Ausschluss ausdrücklich auch auf Guthaben aus dem Clearingverkehr; diese stellen bekanntlich keine eigentlichen Regierungsdarlehen dar, sondern erscheinen als im Verrechnungsverkehr entstandene Defizitsalden.

Die durch die Schweiz hinsichtlich ihrer Mitwirkung an der Londoner Konferenz mit Nachdruck geltend gemachten Vorbehalte stellten die Drei Mächte vor ein Dilemma. Einerseits mussten sie zufolge der Grössenordnung wie ihrem ganzen politischen Verhältnis zur Bundesrepublik auch den kleinern Alliierten gegenüber am Ausschluss aller Forderungen für Reparationen, Zwangsclearings, etc. festhalten. Andererseits war die aktive Mitwirkung der Schweiz als drittgrösstem Gläubiger und wichtigem Handelspartner Deutschlands für die vorgesehene Schuldenbereinigung unerlässlich<sup>3</sup>. Schliesslich einigten sich die Drei Mächte auf einen Ausweg, und zwar durch Verknüpfung der Bundesforderungen mit dem weitem Schicksal der deutschen Vermögenswerte in der Schweiz. Diese Möglichkeit war denn auch im letzten Moment in das Konferenzprogramm («Scope Document», Ziffer 11, IV c) aufgenommen worden. Den andern Staaten gegenüber wurde eine Ausnahmebehandlung mit den sich aus der Ablösung des Washingtoner Abkommens für die Bundesrepublik ergebenden Vorteilen begründet, d. h. mit dem entsprechenden Nettogewinn für die deutsche Wirtschaft und Devisenlage. Damit war der Schweiz, praktisch als einzigem Lande, der Einbruch in eine der Grundkonzeption der Londoner Konferenz gelungen, wobei das Washingtoner Abkommen – auch in seiner reduzierten Form als Ablösungsabkommen – zur «Brücke» für die Behandlung der Clearingmilliarde wurde.

Im Vordergrund stand vorerst die *eigentliche Clearingmilliarde*. In der alliierten Zulassungserklärung vom 19. März 1952 wurde nach Wiederholung der bekannten grundsätzlich ablehnenden Beurteilung durch die Alliierten ausgeführt:

«Après avoir réexaminé la situation en tenant compte des opinions exprimées par le Représentant de la Suisse, les trois Gouvernements sont maintenant d'accord pour accepter que l'Allemagne, dans ses négociations avec la Suisse ne soit pas tenue de limiter ses paiements à 121,5 millions de francs suisses, en attendant le règlement final de toutes les créances contre l'Allemagne. Bien que les négociations doivent être menées bilatéralement, les conclusions en seraient, bien entendu, *soumises à l'approbation des trois Gouvernements*. Cette approbation sera donnée si le montant convenu et les délais de paiement leur paraissent raisonnables à la lumière des considérations exposées ci-dessus.»

---

3. Vgl. hierzu die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung zum Londoner Abkommen über Deutsche Auslandsschulden (vom 5. Mai 1953), *BBl*, 1953, Bd. 105, II, S. 177–351.

Entsprechend erfolgte die weitere Behandlung der Clearingmilliarde zwar nicht «innerhalb» der Konferenz, sondern «parallel» dazu<sup>4</sup>. Die Zulassung wurde an der Schlussplenarsitzung (8. August 1952) durch eine formelle Erklärung der Drei Mächte offiziell bestätigt.

Die sogenannten «*übrigen Bundesforderungen*» stellten in der Konferenz-Auffassung ebenfalls mehrheitlich «Forderungen aus der Kriegszeit» dar. Im Gegensatz zur Clearingmilliarde wurden diese vorerst den einzelnen Konferenz-Ausschüssen zur tatbeständlichen Prüfung überwiesen. Hierauf erfolgte eine Audition vor den Rechtsberatern der Dreierkommission, die anfänglich ein für uns weitgehend negatives Resultat ergab: d. h. Gleichsetzung des Kohlenkredites mit Clearingvorschüssen (zwecks analoger «geographischer» Kürzung), sowie schematische Verweisung verschiedener Posten auf den Zeitpunkt des Friedensvertrages. Erst nach intensiven Anstrengungen, unter Abhängigmachung der bei der Clearingmilliarde ins Auge gefassten Konzessionen, stimmte die Dreierkommission schliesslich mit Brief an die schweizerische Delegation vom 30. Juli 1952<sup>5</sup> wie folgt einer Behandlung der in London zur Anmeldung gebrachten übrigen Bundesguthaben zu;

«... Dans leur ensemble cependant, ces créances sont d'une nature analogue à celle de la créance suisse à l'encontre de la Verrechnungskasse dont le règlement a été discuté à l'occasion des négociations relatives à l'Accord de Washington.

Pour des raisons pratiques, il semble désirable de tenir compte de toutes ces créances dans le règlement de la créance de clearing de la Suisse à l'encontre de l'Allemagne.

La Commission Tripartite suggère en conséquence que les créances de la Suisse, énumérées dans votre note de mars dernier, soient examinées dans les discussions germano-suisse sur le règlement de la question dite du milliard de clearing, et traitées dans les mêmes conditions.»

Dies bedeutete, vom Standpunkt der Konferenz bzw. der Drei Mächte gesehen, eine Ausweitung der zur Behandlung zugelassenen Forderungen, wodurch der Weg für die deutsch-schweizerische Vereinbarung vom 26. August 1952 frei wurde. Dabei hatten sich die Drei Mächte ihre ausdrückliche Zustimmung nicht bloss bezüglich der Liquidationssumme, sondern auch hinsichtlich der näheren Zahlungsmodalitäten vorbehalten. Diese wurde deutscherseits mit Brief vom 26. August 1952, unter Bezugnahme auf die verschiedenen seitens der Drei Mächte an die Bundesrepublik erteilten Ermächtigungen bei der Hochkommission in Godesberg eingeholt.

III. Bezüglich der einzelnen *Abkommens-Bestimmungen* rufen folgende Punkte unsererseits noch kurzer Erwähnung:

a. Alliiertenseits wurde mit Nachdruck verlangt, dass die Bundesforderungen durch die vorgesehene Lösung nicht bloss im Verhältnis zur Bundesrepublik, sondern überhaupt als endgültig abgegolten zu betrachten seien. Nachdem an der Londoner Konferenz für die auf dem Sektor der Privatfor-

4. Vgl. *DDS, Bd. 18, Nr. 143* (DoDiS-8021).

5. Vgl. *die britische Note an E. von Graffenried vom 30. Juli 1952, E 2801(-)1967/84/4*.



derungen im Vordergrund stehenden Reichsanleihen (insbesondere Dawes und Young) weitgehend auf eine Revisionsklausel im Falle der Wiedervereinigung Deutschlands verzichtet worden war, musste sich die Schweiz zu einer Quittung auch gegenüber allfälligen *Rechtsnachfolgern* der Regierung der Bundesrepublik bereithalten. Dies schliesst grundsätzlich den Fall einer Wiedervereinigung im Wege der Absorption durch Bonn ein, nicht jedoch eine allfällige parallele Geltendmachung gegenüber einer selbständigen Ost-Regierung.

b. Die alliierten *Zulassungserklärungen* vom 19. März und 30. Juli 1952 sind auf die schweizerischerseits zur Anmeldung gebrachten Posten begrenzt. Dabei hat es die Meinung, dass die buchmässig ausgewiesenen Bundesguthaben gegenüber dem ehemaligen Deutschen Reich eine abschliessende Regelung gefunden haben.

c. Erwähnt sei ferner, dass über die Parallelzahlungen aus dem Ablösungsabkommen hinaus zumindest eine teilweise Besserstellung gegenüber der Londoner Konzeption, wonach *Zahlungen mit Kapitalcharakter* frühestens ab 1. Januar 1958 erfolgen dürfen, erreicht wurde.

#### IV. *Beurteilung vom politischen Gesichtspunkte.*

Das erzielte Ergebnis lässt sich nur unter Berücksichtigung der nun einmal obwaltenden aussergewöhnlichen Gegebenheiten, insbesondere der im heutigen Zeitpunkte letzten Endes bei den Drei Mächten liegenden Entscheidungsmacht beurteilen. Die Reaktivierung durch die Umstände weitgehend illiquid gewordenen Guthaben – gegen deren Regelung die Alliierten zu wiederholten Malen während und nach dem Kriege Vorbehalte angebracht hatten – musste von vorneherein gewissen Grenzen unterliegen. In der verständlicher Weise auch gefühlsmässig bedingten Beurteilung durch von Krieg und Besetzung heimgesuchte Länder konnte auch der Umstand wenig helfen, dass die Aufschiebung ihrer eigenen Ansprüche weitgehend politischen Überlegungen entsprang bzw. den am meisten betroffenen kleineren Alliierten weitgehend aus Gründen der höhern Politik auferlegt worden war.

Die Alternative hätte theoretisch in einem weitern Zuwarten unsererseits bis zur vollen Verwirklichung der deutschen Souveränität bestanden. Abgesehen von der damit verbundenen Ungewissheit hätte dies für die namhaften privaten Finanzbelange – die sich während der ganzen Dauer der Londoner Konferenz starken staatlichen Vorbehalten ausgesetzt sahen – wie übrigens auch bezüglich unserer Mitgliedschaft bei der OEEC bzw. EPU heikle Probleme aufgeworfen. Zudem wird die Bundesrepublik in dem durch die Londoner Konferenz vorgesehenen multilateralen Regierungsabkommen ohnehin gewisse Einschränkungen hinsichtlich der in London nicht vertretenen bzw. nicht zur Behandlung zugelassenen Forderungen zu übernehmen haben.

Muss somit die vorliegende Regelung auch in unserer Auffassung als Maximum des den drei Grossmächten gegenüber Erreichbaren bezeichnet werden, so bedeutet sie gleichzeitig einen bedeutsamen Schritt in der Bereinigung unseres Verhältnisses zu Deutschland. Es darf denn auch beigefügt werden, dass die Bundesrepublik, nachdem sie sich über die ganze Tragweite unserer

Beurteilung klar geworden war, soweit an ihr lag, das Möglichste zur Erreichung einer Verständigung tat.

Andererseits wird unser weiteres Verhalten in den übrigen mit Deutschland noch offenen Problemen, im Lichte dieser nur unter grössten Anstrengungen erzielten Verständigung, einer besonders umsichtigen Überprüfung bedürfen. Unter Umständen wird uns dies, zu den bisherigen allgemeinen Überlegungen hinzu, eine gewisse Zurückhaltung, namentlich in zeitlicher Hinsicht, auferlegen. Zu denken ist dabei u. a. an die Verfolgung privater Kriegsschäden in zwischenstaatlichem Wege<sup>6</sup>, sowie an die allfällige völkerrechtliche Geltendmachung sogenannter «Unrechtsschäden» aus völkerrechtswidrigem Verhalten von Organen des Deutschen Reiches<sup>7</sup>. In diesem Zusammenhang sei einerseits die gleichzeitig mit den kürzlichen Vereinbarungen erzielte Gleichstellung schweizerischer Interessen beim innerdeutschen Lastenausgleich mit denjenigen der Vereinigten Nationen, andererseits die deutscherseits (parallel zum Entschädigungsabkommen mit Israel<sup>8</sup>) mit den Jüdischen Weltorganisationen getroffene Verständigung, sowie die offenbar erwogene Ausweitung der Wiedergutmachungs-Gesetzgebung erwähnt<sup>9</sup>. Das Politische Departement wird diesen Fragen, auch im Zusammenhang mit der geplanten neuen Sozialhilfe an die Rückwanderer und Auslandschweizer<sup>10</sup>, weiterhin vollste Aufmerksamkeit schenken und dem Bundesrat gegebenenfalls Antrag stellen.

Das Politische Departement schliesst sich somit den Anträgen des Finanz- und Zolldepartements an<sup>11</sup>.

---

6. Vgl. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung zum Entwurf eines Bundesbeschlusses über ausserordentliche Zuwendungen an kriegsgeschädigte Auslandschweizer (vom 27. März 1953), *BBl*, 1953, Bd. 105, I, S. 721–748. Vgl. auch Nr. 123 in diesem Band.

7. Vgl. Nr. 106 in diesem Band.

8. Der Wiedergutmachungsvertrag mit Israel wurde am 10. September 1952 abgeschlossen.

9. Vgl. Nr. 106, Anm. 10, in diesem Band.

10. Vgl. Anm. 6.

11. Vgl. den Antrag des Finanz- und Zolldepartements vom 1. Oktober 1952, E 1004.1(-)/1547 (DoDiS-9406) und BR-Prot. Nr. 1884 vom 11. November 1952, *ibid.* (DoDiS-9405).

E 2800(-)1990/106/19

[DoDiS-8872]

*Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre*ENTRETIEN AVEC M. HAMMARSKJÖLD, LE LUNDI 6 OCTOBRE 1952, À 17 H.<sup>1</sup>*[Berne, 6 octobre 1952]*

Nous avons examiné avec M. Hammarskjöld les problèmes intéressant les relations entre la Suède et la Suisse, d'une part, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (plan Schuman), d'autre part<sup>2</sup>.

La situation de la Suède est différente de la nôtre puisque c'est un pays producteur de minerai de fer et d'acier. La Suède n'a pas l'intention d'adhérer à la Communauté, pour des raisons politiques et économiques. Elle ne prendra pas d'initiative en vue de négociations avec la Haute Autorité, mais se propose de se faire représenter auprès de celle-ci par une délégation dirigée par un diplomate du rang de secrétaire de légation, accompagné de techniciens.

Nous avons abordé également la question de l'envoi d'une mission neutre en Corée pour contrôler l'observation des conditions d'armistice<sup>3</sup>. La situation de la Suède est différente de celle de la Suisse puisque la Suède fait partie des Nations Unies. La question de la neutralité ne joue, pour elle, pas le même rôle que pour la Suisse<sup>4</sup>. Toutefois, certaines questions, en particulier concernant les conditions dans lesquelles la mission neutre pourra exercer son activité, intéressent les deux pays. Le Gouvernement suédois est en train de préparer un aide-mémoire qui nous sera communiqué<sup>5</sup>. J'ai déclaré que, de notre côté, nous envisagions de faire certaines réserves au sujet de la neutralité<sup>6</sup>.

---

1. Cf. la liste non-datée des entretiens de M. Petitpierre avec des personnalités étrangères, E 2800(-)1990/106/14 (DoDiS-9257).

2. Cf. table méthodique du présent volume: La Suisse et la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Vgl. die nicht datierte Liste der Gespräche M. Petitpieres mit ausländischen Persönlichkeiten, E 2800(-)1990/106/14 (DoDiS-9257).

3. Cf. table méthodique du présent volume: Bons offices.

4. Sur la politique de neutralité de la Suède, cf. N° 69 dans le présent volume.

5. Cf. la lettre d'A. Daeniker à M. Petitpierre du 25 octobre 1952 qui contient le projet d'un aide-mémoire suédois, E 2001(E)1988/16/662/5.

6. Cf. la note suisse du 13 avril 1953 transmise par la Légation suisse à Washington au Département d'Etat américain, le 14 avril 1953, E 2001(E)1988/16/662/5 (DoDiS-9638). Cf. aussi la note suisse approuvée lors de la séance du Conseil fédéral du 9 juin 1953 et adressée aux Etats-Unis d'Amérique et à la Chine, le 9 resp. le 10 juin, E 1004.1(-)/1/554 (DoDiS-9444).

## 30

E 1003(-)1970/343/R 3105  
[DoDiS-9320]

## BUNDESRAT

*Verhandlungsprotokoll der 66. Sitzung vom 10. Oktober 1952<sup>1</sup>*KRIEGSMATERIALLIEFERUNG FÜR ÄGYPTEN<sup>2</sup>

*Herr Petitpierre:* Für 1952 ist vom Total von 43 Millionen Franken an Bestellungen für 39 Millionen noch keine Bewilligung erteilt<sup>3</sup>. Als der Sturz König Faruks erfolgte<sup>4</sup>, fand man es für angezeigt, wegen der unsicheren politischen Lage die bewilligten Bestellungen auszuführen, aber keine neuen Bewilligungen zu erteilen. Das EMD hat diesen Beschluss der Firma Bührlé mitgeteilt. Die KTA schrieb<sup>5</sup>: Angesichts der politischen Entwicklung seien die Lieferungen einzustellen. Bührlé hat das der ägyptischen Gesandtschaft in der Form mitgeteilt, dass er auf Weisung der zuständigen Instanzen nicht mehr liefern dürfe wegen der Lage in Ägypten. Das hat dort grosse Aufregung gegeben, General Naguib hat sich selbst dafür interessiert und es kam zur Demarche des ägyptischen Gesandten<sup>6</sup>.

Es handelt sich zunächst um zwei Aufträge, um eine Bestellung von 120 Raketen und um eine solche von 20 Elektroleitern. Bei der letzteren handelt es sich nicht um eigentliche Waffen, sondern um Einrichtungen für die Flugsicherung der Flugzeuge.

Wir sollten die Bewilligung dafür erteilen und dafür sorgen, dass man eine gewisse Staffelung der Aufträge erhält und eine gewisse Kontingentierung, damit man nicht auf einmal eine starke Anhäufung von bestelltem Kriegsmaterial erhält.

Die ägyptische Gesandtschaft wäre mit einer solchen Lösung einverstanden.

*Herr Escher:* In der letzten Sitzung hat Herr Etter von dieser Angelegenheit gesprochen<sup>7</sup>. Er hat erklärt, das Lieferungsverbot sei erlassen worden auf Druck von Grossbritannien. Dann hiess es auch Ägypten habe die Aufhebung unter Drohungen verlangt. Damit würde sich der heutige Vorschlag nicht gut reimen.

*Herr Weber:* Nach welchen Grundsätzen geht man eigentlich vor bei der Einstellung solcher Lieferungen.

*Herr Petitpierre:* Es handelt sich nicht um einen Druck Englands. Herr Scrivener hat lediglich anlässlich seines Besuches nach der Rückkehr aus den

1. *Abwesend: Ph. Etter.*

2. *Vgl. DDS, Band 18, Nr. 37 (DoDiS-8683) und 122 (DoDiS-8720).*

3. *Vgl. DDS, Band 18, Nr. 122 (DoDiS-8720), Anm. 6.*

4. *Vgl. Nr. 17 in diesem Band.*

5. *Am 19. September 1952, E 2001(E)1969/121/163.*

6. *Vgl. die Note von M. Bey an M. Petitpierre vom 29. September, E 2001(E)1969/121/163.*

7. *Vgl. das Verhandlungsprotokoll der 64. Sitzung des Bundesrates vom 3. Dezember 1952, E 1003(-)1970/343/R 3105 und die Notiz von A. Zehnder an Ph. Etter vom 2. Oktober (DoDiS-9318).*

Ferien erklärt, man sei über die schweizerischen Waffenlieferungen nach Ägypten etwas beunruhigt. Wir haben die Lieferungen ohne jeden Druck und ohne Übernahme einer Verpflichtung eingestellt. Ich wollte lediglich, dass man Bührle ersuchen solle, die Ausführung der Aufträge zurückzuhalten, bis die Lage in Ägypten wieder geklärt sei. Es handelt sich also gar nicht um ein Verbot. Die Pression Ägyptens ist tatsächlich erfolgt. Erste Demarche erfolgte ohne Pression am 29. September. Nachher hat der Minister einem meiner Mitarbeiter gegenüber erklärt, man werde den Schweizern kein Visa mehr erteilen und man prüfe, ob man das schweiz. Grundeigentum in Ägypten nicht in die Landesverteilung einbeziehen wolle, wenn die Schweiz nicht nachgebe. Darauf hat Herr Minister Zehnder erklärt, man verhandle nicht unter Pression und der ägyptische Minister hat alle seine Drohungen zurückgenommen<sup>8</sup>.

Bisher hat man als Kriterium für das Verbot der Ausfuhr abgestellt auf die politische Situation in bestimmten Teilen der Welt. Dieses Kriterium bietet in der praktischen Anwendung Schwierigkeiten. Bei Frankreich und U. S. A. spielt es z. B. nicht. Wir sollten deshalb zum System des Kontingents übergehen.

*Herr Bundespräsident:* Die Vorschläge sind das einzig Mögliche. In der letzten Sitzung stand man noch unter dem Eindruck, dass man unter Druck verhandeln müsse.

*Herr Feldmann:* Ich bin mir nicht im Klaren, was die Demarche Englands für einen Sinn hatte. Sie kann nur Sinn gehabt haben, Schweiz zu beeinflussen.

*Herr Petitpierre:* Wie schon betont, war es keine Demarche, sondern eine Bemerkung, die bei einem der üblichen Anstandsbesuche eingeschaltet wurde, die die meisten Minister machen, wenn sie aus den Ferien zurückkehren oder in die Ferien gehen. Bei unserem Entscheide haben wir verschiedenen Elementen Rechnung getragen, nicht nur der Beurteilung in England. Erste Quelle ist unsere Gesandtschaft in Kairo bei der Beurteilung ägyptischer Fragen.

*Herr Rubattel:* Besteht nicht Gefahr, dass Waffen statt an den Bestimmungs-ort an andere Interessenten geliefert werden?

*Herr Petitpierre:* Wir verlangen Erklärungen, dass Waffen im eigenen Land bleiben. Wir haben aber trotzdem schon in Pakistan für Venezuela bestimmte Waffen gefunden.

*Herr Bundespräsident:* Wir stellen die Bedingung, dass nicht an andere Länder weitergeliefert werden darf immer noch. Auch Schweizerfirmen haben aber schon Waffentransporte umgeleitet.

*Beschluss:* Das Politische Departement wird beauftragt, der KTA Wegleitungen zu geben, wie Briefe über Verbot der Waffenausfuhr etc. an die Firmen zu redigieren sind<sup>9</sup>.

8. Vgl. die Notiz von A. Zehnder an Ph. Etter vom 3. Oktober, E 2001(E)1969/121/163.

9. Vgl. die beiden nicht unterzeichneten und an M. Petitpierre gerichteten Notizen vom 17. und 24. Oktober 1952, E 2001(E)1969/121/163.

## 31

E 2800(-)1990/106/19

[DoDiS-8870]

*Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder*

NOTE CONFIDENTIELLE POUR MONSIEUR LE MINISTRE ZEHNDER

Copie

[Berne,] 17 octobre 1952

J'ai examiné les trois documents que l'Ambassadeur de France vous a remis au cours de l'été dernier. Le premier porte la date du 30 juillet 1952, le second n'est pas daté, le troisième est du 2 septembre 1952<sup>1</sup>. J'ai examiné également votre note du 30 septembre 1952<sup>2</sup>, ainsi que la notice de M. Bind-schedler du 25 septembre 1952<sup>3</sup>.

Il y a deux questions distinctes:

1) La première est celle des mesures préventives qui pourraient être prises par la Suisse, d'entente avec des gouvernements ou des autorités militaires étrangers, en vue d'une agression éventuelle contre la Suisse. Il est difficile de se prononcer sur le risque d'une telle agression. Il ne peut pas être absolument exclu. Toutefois, on peut avoir des doutes sur le caractère qu'aurait une nouvelle guerre en Europe. Ce ne sera vraisemblablement pas une guerre au sens classique, mais plutôt une guerre civile européenne. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, la Suisse a une chance de rester en dehors d'une guerre. Pour aucun belligérant, il ne paraît y avoir une nécessité stratégique à l'occupation de notre pays, puisque nous sommes décidés à défendre notre territoire contre un agresseur, quel qu'il soit. Cette chance serait certainement diminuée, voire même compromise, si nous nous entendions préventivement avec un des belligérants éventuels<sup>4</sup>. Du point de vue de la politique de neutralité, une entente de même nature devrait intervenir avec l'autre belligérant probable. La conclusion d'accords secrets est, en principe, contraire à la conception que nous avons de la neutralité. Celle-ci doit être observée et appliquée d'une manière absolue et sans compromis.

Nous devons donc assumer le risque de la possibilité d'une agression sans qu'une entente préalable ait été conclue sur l'aide que pourrait nous accorder l'adversaire de l'agresseur éventuel. Notre attitude doit être absolument catégorique. Nous ne pouvons pas entrer en matière sur une suggestion qui nous serait faite dans le sens d'un accord à envisager dès maintenant. Notre position doit être la même, que nous restions à l'écart des Nations Unies ou que nous y adhérions<sup>5</sup>.

---

1. Cf. E 2800(-)1990/106/8.

2. Cf. la notice de J. Chauvel du 2 septembre 1952, *ibid.* (DoDiS-10692) et la notice de A. Zehnder à M. Petitpierre du 30 septembre 1952, *ibid.* (DoDiS-9593).

3. *Ibid.*

4. Cf. *DDS*, vol. 18, N° 135 (DoDiS-7228).

5. Cf. N° 57 dans le présent volume.

2) La question d'une adhésion éventuelle aux Nations Unies accompagnée d'une reconnaissance expresse de notre statut de neutralité m'a toujours préoccupé<sup>6</sup>. Les Etats-Unis<sup>7</sup> et l'URSS n'ont pas reconnu la neutralité de la Suisse. Il y aurait intérêt à obtenir une confirmation de la reconnaissance de notre neutralité qui engagerait ces deux grandes puissances. Mais il y a un danger à vouloir solliciter cette reconnaissance. Toute démarche constituerait un affaiblissement de notre position actuelle, en ce sens qu'elle pourrait être interprétée comme la manifestation d'un doute que nous avons nous-mêmes sur la valeur de notre neutralité.

Au surplus, le risque d'échec des démarches que nous entreprendrions me paraît plus grand que les chances de succès. Il semble douteux que l'URSS veuille reconnaître expressément la neutralité de la Suisse. Elle prendrait vraisemblablement une attitude passive en ne se prononçant pas. Les Etats-Unis de leur côté auraient sans doute de la peine à s'associer à une déclaration de reconnaissance, qui pourrait engager d'autres pays, comme les Etats de l'Amérique du sud ou les Etats arabes, ou même certains pays européens, à solliciter une situation analogue à la nôtre. Une brèche serait ainsi ouverte dans le système de sécurité collective créé par la Charte des Nations Unies. De notre point de vue, nous risquerions de perdre la position *exceptionnelle* que nous avons grâce à notre statut de neutralité permanente. Un échec des démarches entreprises compromettrait peut-être irrémédiablement notre position internationale.

*Pour le moment*, nous ne retirerions aucun avantage de notre présence dans l'ONU<sup>8</sup>. Le fait que nous soyons restés à l'écart ne présente aucun inconvénient, toujours pour le moment. La situation peut changer, surtout si des pays actuellement à l'écart, comme l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne, nos voisins, en deviennent membres. A cela s'ajoute qu'une votation populaire serait nécessaire sur la question de notre adhésion. Il faudrait la majorité affirmative du peuple et des cantons. Même si l'acceptation de notre candidature était accompagnée d'une reconnaissance de notre neutralité, le résultat d'une votation populaire serait vraisemblablement négatif. L'affaire se présenterait plus mal qu'en 1920, lors de l'accession de la Suisse à la Société des Nations. A ce moment-là, on avait l'opinion que la création de celle-ci mettait fin, sinon définitivement, du moins pour un temps très long, à la guerre. Aujourd'hui, la crainte d'une troisième guerre mondiale inquiète les esprits. Depuis sept ans, nous sommes restés en dehors des Nations Unies sans que cela présente d'inconvénients pour notre pays. Dans l'opinion publique, on a le sentiment que c'est un bienfait pour la Suisse que de n'en être pas membre. Il serait donc difficile de rallier les électeurs à une adhésion.

Sur cette seconde question, mon opinion est aussi entièrement négative, et j'estime que nous ne devons prendre actuellement aucune initiative.

---

6. Cf. les notices de M. Petitpierre du 16 avril 1953 pour une séance du Conseil fédéral, E 2800(-)1990/106/1.

7. Cf. N° 63 dans le présent volume.

8. Cf. N° 69 dans le présent volume.

## 32

E 2001(E)1972/33/243  
[DoDiS-9098]

*Der Vizekonsul der schweizerischen Gesandtschaft in La Paz, M. Hauri,  
an den Chef der Abteilung für politische Angelegenheiten, A. Zehnder*

L

La Paz, 22. Oktober 1952

Ich habe die Ehre, Ihnen über die Nationalisierung der drei grossen Minen in Bolivien, Patiño, Hochschild & Aramayo, wie folgt zu berichten:

Nachdem in der schweren Revolution vom 9. bis 11. April d. J. die «Junta Militar» gestürzt wurde<sup>1</sup>, und die heutige Partei «Movimiento Nacional Revolucionario» (MNR) eine neue Regierung bildete, lautete das erste Postulat auf die Nationalisierung der erwähnten Minen.

Die anfangs Juni ins Leben gerufene Kommission zum Studium dieser Materie war beauftragt innert 4 Monaten der Regierung Bericht zu unterbreiten. Diese Frist wurde genau inne gehalten, indem am 9. Oktober die Aushängung erfolgte, angeblich in 4 Bänden, mit total 2060 Seiten. Seitdem sind bei den erwähnten Minen Interventore eingesetzt worden und die Nationalisierung nimmt ihren Anfang gemäss einem längst beschlossenen Vorhaben. Doktor Victor Paz Estenssoro<sup>2</sup>, der Präsident der Republik, ist sich der Schwierigkeiten dieses Schrittes bewusst und gibt zu, der Staat sei ein schlechter Verwalter; jedoch sei es vorzuziehen schlecht zu verwalten, bevor man gedemütigt leben muss. Er hat den Minen-Gesellschaften mehrmals gerechte und gesetzliche Entschädigung versprochen, aber gerade in diesem Punkte liegt wohl das schwierigste Problem der Nationalisierung. Die 3 Minen schätzen ihren Besitz auf US\$ 60 Millionen, aber es ist kaum anzunehmen, dass die Regierung damit einig geht, sie wird die Minen noch für angebliche Steuerhinterziehungen und die Nichterfüllung der Gesetze für soziale Abgaben belangen, wobei es möglich wäre, dass diese Strafen eine eventuelle zugesprochene Entschädigung für ihr Eigentum übersteigen.

Wie Ihnen bekannt ist hat die «Compagnie Aramayo de Mines en Bolivie» ihren Sitz in Genf und weist ca. einen Drittel schweizerische Beteiligung auf bei einem Aktienkapital von SFr. 20'160'000.–. In Vertretung der schweizerischen Interessen nehme ich an, dass der wichtigste Punkt der Nationalisierung, die Lösung der Entschädigungsfrage ist, und ich mein Haupt-Augenmerk darauf richten darf. Sobald hierüber nähere Einzelheiten an die Öffentlichkeit gelangen, werde ich Ihnen weiterhin Bericht ablegen<sup>3</sup>.

1. Zu den revolutionären Wirren in Bolivien vgl. das Schreiben von H. Berger an F. Hegg vom 23. Juni 1952, E 2300(-)/9001/203 (DoDiS-9095).

2. Der neue Präsident Boliviens bestätigt die Verstaatlichung der Minen während eines Gesprächs mit dem schweizerischen Geschäftsträger in Lima am 20. Juni 1952. Vgl. das Schreiben von H. Berger an M. Petitpierre vom 23. Juni 1952, *ibid.* (DoDiS-9096).

3. Vgl. das Schreiben von M. Hauri an A. Zehnder vom 12. November 1952, nicht abgedruckt. Zur weiteren Informationen vgl. den politischen Bericht Nr. 2 von H. Berger an M. Petitpierre vom 2. März 1953, E 2300(-)/9001/203 (DoDiS-9097).



Weil alle drei Gesellschaften, spez. Patiño mit Sitz im Staate Delaware, viel amerikanische Aktionäre aufweisen, ist auch die Regierung in Washington<sup>4</sup> ernsthaft durch die Nationalisierung betroffen. Das von diesen Minen geförderte Zinn beträgt 72% der gesamten Produktion von Bolivien und stellt die einzige wichtige Lieferungsquelle dieses strategischen Metalles dar ausserhalb dem kommunistisch bedrohten Südostasien, (Malaischen Staaten). Die grosse Frage ist die, ob Bolivien nach der Nationalisierung sein strategisches Zinn weiterhin in befriedigendem Ausmasse ausbeuten kann.

Mit Dekret vom 4. Oktober 1952 wurde die «Corporación Minera de Bolivia» gegründet, welche mit der Durchführung der Nationalisierung beauftragt ist. Alle Unkosten dieser Intervention fallen zu Lasten der Minen, & die Banken der Republik bei denen die Minen Rechnungen besitzen, dürfen keine Zahlungen vornehmen ohne Ermächtigung der erwähnten Korporation.

Diesem Dekrete vorgehend, hat die Regierung schon am 2. Juni d. J. das Export-Monopol für Erze an ihr Unternehmen die «Banco Minero de Bolivia» übergeben in Vorbereitung der Nationalisierung, und um sich die grösstmögliche Kontrolle über die Devisen zu verschaffen.

Im Berichte der Studien-Kommission wird die Nationalisierung der Minen von jedem Gesichtspunkte aus, voll und ganz gerechtfertigt, d. h. vom gesetzlichen, ökonomischen, sozialen und internationalen.

Es gibt auch eine Anzahl Stimmen führender Leute, die für Expropriation ohne jedwelche Entschädigung einstehen. In diesem Falle dürfte jedoch Bolivia mit erheblichen Absatzschwierigkeiten zu rechnen haben, die teilweise ohnehin schon bestehen infolge Weltüberproduktion und industriellen Gründen.

---

4. Zur Position der USA betreffend die Verstaatlichung der Minen in Bolivien vgl. das Schreiben von J. Decroux an K. Bruggmann vom 17. Januar 1953, nicht abgedruckt (DoDiS-9125). Vgl. auch das Schreiben von K. Bruggmann an A. Zehnder vom 28. Januar 1953, nicht abgedruckt (DoDiS-9126).

### 33

E 2001(E)1970/1/77  
[DoDiS-9283]

*Le Chef de la Division des Organisations internationales du Département politique, P. Micheli, au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

COLLÈGE DE L'EUROPE LIBRE. PROPOSITION TYLER<sup>1</sup>

N

Berne, 7 novembre 1952

Nous nous sommes entretenus hier avec M. Rothmund, Chef de la Division de police, qui souleva de nombreuses objections à l'égard du projet de M. Tyler. Il considère que le Comité national pour une Europe libre est une organisation de caractère politique qui poursuit des buts politiques, soit la

---

1. Dès 1944, R. Tyler fut le représentant officieux de l'UNRRA en Suisse, cf. DDS, vol. 15.

lutte contre le communisme. M. Rothmund, qui était entouré de deux de ses collaborateurs, M. Schürch, qui s'occupe des problèmes des réfugiés, et M. Mäder, de la Police fédérale des étrangers, nous a cité un exemple concret. Le Comité pour une Europe libre exploite un émetteur à Munich et, pour desservir ce dernier, a cherché à s'assurer la collaboration d'une douzaine de réfugiés résidant en Suisse, pour lesquels il aurait voulu obtenir un visa de retour. Le Ministère public fédéral a dû s'opposer à cette prétention, pour éviter que des réfugiés vivant sur notre territoire aille exercer une activité politique à Munich.

En ce qui concerne le Collège de l'Europe Libre, M. Rothmund est d'avis que s'il doit permettre, en principe, à des jeunes gens de terminer leurs études, ses dirigeants n'en ont pas moins une arrière-pensée politique: celle de former des cadres pour le moment où les pays satellites de l'URSS seront libérés. M. Rothmund craint donc que nous ne nous exposions à de graves difficultés. En outre, qu'arrivera-t-il dans trois ou quatre ans, lorsque ces jeunes gens auront terminé leurs études? Trouveront-ils à ce moment un pays qui voudra bien les accepter? Si ce n'est pas le cas, nous risquerions de devoir les garder chez nous et leur permettre de travailler en Suisse. M. Rothmund fait également observer que parmi ces étudiants réfugiés il pourrait y en avoir de suspects qu'il faudrait soumettre à une surveillance de police.

Enfin, M. Rothmund aurait peur de créer un précédent. La Division de Police a connaissance d'un autre projet tendant à l'établissement d'étudiants hongrois à Fribourg. Il serait difficile de répondre affirmativement dans un cas et négativement dans un autre.

Au surplus, le Chef de la Division de Police ne s'est pas refusé à examiner cette question de plus près, d'entente avec le Ministère public fédéral, mais son point de vue était dès l'abord si catégorique que nous ne pensons pas qu'un examen plus approfondi de l'affaire puisse amener la Division de Police à une autre conclusion. Dans ces conditions, nous vous soumettons ci-jointe la réponse que nous avons préparée à l'intention de M. Tyler<sup>2</sup>.

---

*Tyler rencontra M. Petitpierre le 23 septembre, cf. la lettre de M. Petitpierre à Ph. Etter du 6 octobre 1952. Non reproduite.*

*2. Cf. la lettre de M. Petitpierre à R. Tyler du 7 novembre 1952. Non reproduite.*

E 2001(E)1970/217/466  
[DoDiS-9618]

*La Légation de Suisse à New Delhi à la Division du Commerce du  
Département de l'Economie publique<sup>1</sup>*

ENTRETIEN AVEC M. KRISHNAMACHARI, MINISTRE DU COMMERCE  
ET DE L'INDUSTRIE DE L'INDE

*Copie*

*No*

New Delhi, 7 novembre 1952

J'ai accompagné M. le Ministre<sup>2</sup> ce matin chez M. Krishnamachari. L'entretien a duré 45 minutes et s'est déroulé dans une atmosphère de cordialité. Le Ministre du Commerce prononça des paroles aimables pour notre pays. Les sujets suivants furent discutés.

*Montres.*

M. le Ministre Grässli exposa la situation des montres et décrit le désappointement que l'interruption des licences avait créé en Suisse<sup>3</sup>. M. Krishnamachari déclara que cette mesure avait été prise uniquement sur la base de la suffisance de stocks et sur la nécessité d'améliorer la balance commerciale de l'Inde. Il précisa que son principal souci était d'améliorer cette balance qui, dit-il, durant le premier semestre de 1952 était tombée à un niveau très défavorable à l'Inde et même inquiétant. Grâce à ses efforts, il est arrivé à diminuer le déficit commercial durant le semestre courant et il tient à ce que cette amélioration soit maintenue. C'est pour ces raisons que lui-même donne sa signature pour tout changement de politique de licences pour telle ou telle catégorie de marchandises.

Malgré ces considérations, le Ministre du Commerce a l'intention de permettre de nouveau les importations de montres durant l'année prochaine selon un système de contingent dont il essaiera de déterminer l'importance en fonction d'une période plus grande qu'une année afin de permettre l'établissement d'un courant normal durant les quelques années à venir<sup>4</sup>.

A propos des stocks de montres en Inde, M. Grässli releva que certains étaient dûs principalement à des opérations de spéculateurs et non à l'activité normale des «established importers» qui, eux, se trouvent en partie démunis d'inventaires. M. Krishnamachari répondit que les contingents futurs ne seraient donnés qu'aux «established importers».

---

1. Notice rédigée par S. F. Campiche.

2. M. Grässli.

3. Sur la question de l'interruption des licences, cf. E 2001(E)1970/217/466.

4. Pour le premier semestre de l'année 1953 une augmentation des exportations de 20% est réalisée, celle-ci ne satisfait pas l'économie suisse.

*Textiles.*

M. Krishnamachari ne nous permet aucun doute à ce sujet. Il déclara qu'il ne pensait pas que la situation des textiles changerait et n'entrevoit par conséquent aucun espoir de pouvoir nous octroyer une concession dans ce domaine. *Il confirma à M. le Ministre Grässli que ce fut la question des textiles et celle-là seule qui ne permit pas le renouvellement de l'accord.* Comme l'avait fait la semaine passée le Premier Ministre<sup>5</sup>, il nous décrit de nouveau la situation difficile de l'industrie des textiles. M. le Ministre Grässli déclara alors qu'il était heureux de voir l'expansion de l'industrie indienne, car il estime que l'industrialisation de l'Inde, au lieu d'entraver les exportations suisses, permettrait à la longue un plus grand échange de produits entre les deux pays; une solution satisfaisante pour la question des textiles pourrait être trouvée éventuellement sur une base de «give and take» de textiles indiens et suisses.

*Colorants.*

M. Krishnamachari déclara qu'il n'avait pas étudié cette catégorie de produits – très sujette à des spéculations – et qu'il ne pouvait donc pas se prononcer sur les intentions futures du gouvernement.

*Produits pharmaceutiques.*

M. Krishnamachari se montra très dur à l'égard des fabricants et exportateurs étrangers de produits pharmaceutiques en Inde. Il se montra extrêmement franc et déclara sans ambages qu'il avait nommé un comité pour établir les faits sur les pratiques des industriels et commerçants étrangers en produits pharmaceutiques. Il prétendit qu'en règle générale, ces hommes d'affaires ont souvent profité de l'Inde et ont cru qu'ils pourraient agir sans contrôle du gouvernement. *Il cita en particulier Ciba* qui, dit-il, vend une partie de ses produits en Inde à des prix supérieurs à ceux pratiqués en Suisse<sup>6</sup>. Il déclara que les attaques qu'il avait dirigées contre l'industrie chimique-pharmaceutique étrangère lors de son discours de Madras<sup>7</sup>, ne concernaient pas certains pays plus spécialement, mais s'adressaient aux maisons étrangères en général. Il n'avait pas de préjugés [*sic*]<sup>8</sup> à ce sujet; il déciderait uniquement sur la base des faits établis par la commission d'experts. *Lorsqu'il aura la preuve que des maisons étrangères ont trompé le gouvernement indien ou profité de lui, il agira sans pitié en mettant ces maisons sur une liste noire et en leur interdisant à l'avenir toute licence d'importation: «aucune intervention diplomatique ne pourra modifier l'attitude de ce gouvernement»,* ajouta-t-il. M. le Ministre Grässli déclara qu'il était convaincu que l'enquête prouverait qu'aucune maison suisse ne serait impliquée, car il était nullement la pratique de l'industrie suisse de «profiter» de clients ou de gouvernements étrangers ou

---

5. P. J. Nehru.

6. *Sur la question des prix exagérés des maisons suisses pour la vente de produits chimiques, cf. E 7110(-)1967/32/1091.*

7. *Ce discours de T. T. Krishnamachari a été tenu le 3 septembre 1952, cf. ibid.*

8. *Préjugés.*

d'avoir recours à des procédés de «swindle» et de «cheating», termes qui furent utilisés par le Ministre du Commerce.

*Attitude de M. Krishnamachari à l'égard de la Suisse.*

M. Krishnamachari déclara que l'attitude du gouvernement indien à l'égard de la Suisse était empreinte d'un esprit de bienveillance particulière. L'admiration que le gouvernement indien ressent à l'égard de la Suisse est fondée non seulement sur les progrès réalisés dans l'ordre matériel, mais aussi sur sa politique de neutralité qui, à certains égards, rappelle les tendances indiennes<sup>9</sup>. Par conséquent, cette similitude des politiques peut former une base particulièrement solide à nos relations économiques qui sont de nature à se développer toujours davantage<sup>10</sup>. M. Krishnamachari reconnut qu'en période de tension internationale nos deux pays pourraient s'octroyer des avantages mutuels (vous vous souviendrez que cet aspect du problème avait été déjà évoqué à MM. Bhoothalingam et Kaul par M. Campiche au courant de l'été dernier<sup>11</sup>).

L'importance et la bienveillance attribuées par l'Inde à la Suisse se manifesteront bientôt en un exemple concret, espère M. Krishnamachari; il a en effet l'intention de créer une agence commerciale du gouvernement indien à Genève pour toute l'Europe. Les membres de cette mission auront l'occasion d'établir des contacts plus directs et suivis avec nos autorités à Berne et nos milieux industriels. M. le Ministre Grässli se déclara très heureux d'apprendre ce projet.

MM. Krishnamachari et Grässli tombèrent d'accord sur l'opportunité qu'il y aurait de donner à nos relations commerciales une plus grande stabilité. Ainsi, M. Krishnamachari se propose, dans la fixation des contingents futurs d'importation de songer à une période plus longue qu'une année pour éviter les à-coups et les désavantages provoqués par des changements continus de politique.

Pour terminer, M. Krishnamachari a assuré notre Ministre qu'il serait toujours prêt à discuter dans le même esprit de franchise et d'amitié les questions importantes intéressant nos relations économiques avec l'Inde.

---

9. Sur la question de la politique indienne de neutralité, cf. la notice d'A. Zehnder du 17 juin 1953, E 2802(-)1967/78/8 (DoDiS-9620).

10. Cf. les propositions du DFEP au Conseil fédéral du 3 juillet 1952, E 1001(-)/1/639 (DoDiS-8999) et du 23 décembre 1952, E 1001(-)/1/640 (DoDiS-10238).

11. Sur les entretiens entre S. F. Campiche et M. S. Bhoothalingam et K. N. Kaul, cf. E 2200.64(-)1967/101/4 et E 7110(-)1967/32/1092.

## 35

E 2800(-)1967/61/51

[DoDiS-9296]

*Notice interne du Département politique*<sup>1</sup>

## NOTE POUR LE CHEF DU DÉPARTEMENT

No ZC

[Berne,] 10 novembre 1952

M. Tell Perrin vous demandera au cours de la prochaine session de la Commission des Affaires étrangères<sup>2</sup> si l'établissement à Genève du laboratoire international de physique nucléaire n'implique pas des risques pour la Suisse en général et pour Genève en particulier vu l'impossibilité de dissocier les buts militaires et industriels des recherches qui seront effectuées dans le laboratoire.

Cette question a déjà été examinée lorsqu'il s'est agi d'associer notre pays aux travaux préparatoires entrepris dès la fin de l'année passée. Le message du 4 avril<sup>3</sup> relève expressément que le futur laboratoire sera un organisme largement ouvert et que par sa nature même il ne se prêtera pas à des travaux secrets de caractère militaire.

Cette idée est développée dans l'exposé ci-joint du professeur Scherrer que vous connaissez déjà<sup>4</sup>. Il en ressort avec toute la clarté désirable que le laboratoire s'occupera exclusivement de recherches de science pure. Sans doute les résultats acquis pourront-ils trouver des applications industrielles de caractère civil ou militaire, mais celles-ci supposent la mise au point de techniques industrielles qui ne pourront pas s'effectuer dans le cadre du laboratoire.

Le caractère intergouvernemental du laboratoire fournit une garantie quant à la limitation de son activité au domaine de la science pure, mais la Convention qui sera élaborée en décembre devra, semble-t-il, contenir des dispositions en vue d'empêcher que les travaux ne puissent s'orienter dans une autre direction sans l'assentiment de tous les Etats contractants et en vue d'assurer à chacun d'eux les moyens d'exercer un contrôle effectif.

A cet égard l'avant-projet de convention qui nous a été communiqué n'est pas entièrement satisfaisant<sup>5</sup>. Il prévoit que des amendements à la convention pourront être adoptés à la majorité des deux tiers et que s'ils entraînent une

1. Cette notice est rédigée par H.-L. Thévenaz et adressée à M. Petitpierre.

2. Cf. le procès-verbal de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national de la séance du 19 novembre 1952, E 2800(-)1967/60/2.

3. Cf. le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la participation de la Confédération à la recherche nucléaire dans le domaine européen (du 4 avril 1952), *FF*, 1952, vol. 104, I, pp. 695-705. Cf. aussi table méthodique dans le présent volume: Energie et matières premières. Sur le postulat de V. Gütermann du 4 décembre 1946, resté sans réponse pendant des années, cf. PVCF N° 50 du 13 janvier 1953, E 1004.1(-)/1/549 (DoDiS-10695).

4. Cf. la lettre de P. Scherrer à M. Bastian du 31 octobre 1952, E 2001-04(-)1970/346/205.

5. Sur la signature par la Suisse de la Convention du 1<sup>er</sup> juillet 1953 pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire, cf. PVCF N° 1183 du 14 juillet 1953, E 1004.1(-)/1/555 (DoDiS-10696).

modification des buts fondamentaux de l'organisation ou de nouvelles obligations pour les Etats membres ils devront encore être ratifiés par les deux tiers des Etats membres. En outre il serait possible de se retirer de l'organisation moyennant un préavis de trois ans.

Un tel délai est trop long pour un Etat qui ne serait pas en mesure d'accepter un amendement de la convention. De plus pour l'Etat du siège un retrait ne résoudrait pas le problème posé par la présence du laboratoire sur son territoire. Or un déménagement serait une opération compliquée et coûteuse. Il semble donc qu'il serait dans l'intérêt de l'organisation et de l'Etat du siège de poser d'emblée et de façon aussi claire que possible le problème de leurs relations réciproques.

L'octroi d'une sorte de veto à l'Etat du siège serait sans doute irréalisable, mais on pourrait arriver au même résultat en exigeant l'unanimité des Etats contractants pour l'adoption d'amendements à la convention entraînant une modification des buts fondamentaux de l'organisation. Dans le cas particulier la règle de l'unanimité ne risquerait guère de conduire à des résultats désagréables, car une modification des buts fondamentaux paraît impliquer nécessairement la construction de nouvelles installations et il n'y aurait sans doute pas d'inconvénients majeurs à les construire dans un autre Etat membre si l'Etat du siège ne désire pas les avoir sur son territoire. Les nouvelles installations appartiendraient alors à un groupe d'Etats qui ne serait pas identique à celui des membres du laboratoire principal.

Les risques auxquels pense M. Perrin sont apparemment de deux ordres:

a) Les travaux effectués dans le laboratoire pourraient-ils présenter un danger pour les régions avoisinantes en ce sens que les énormes énergies utilisées risqueraient de produire des explosions, des phénomènes radio-actifs ou autres. A notre connaissance, aucun risque de ce genre n'a été signalé pour les appareils du même genre qui existent déjà dans plusieurs pays et notamment à Zurich. D'ailleurs les techniciens qui ont préparé les plans du laboratoire n'envisageraient pas de le construire à proximité d'une ville s'il pouvait comporter un danger quelconque;

b) le laboratoire pourrait-il présenter un intérêt pour un belligérant, soit que celui-ci souhaite se l'approprier, soit qu'il estime nécessaire de le détruire. Il y a lieu d'admettre que si toute ou partie de l'Europe était impliquée dans une guerre, l'assemblée des Etats contractants devrait décider dans quelle mesure le laboratoire pourrait continuer son activité. Elle devrait de même prendre des dispositions en vue d'assurer la protection des locaux et des appareils. Si elle ne pouvait se réunir en temps utile, il appartiendrait sans doute à la direction de s'entendre à ce sujet avec les autorités suisses.

Quoi qu'il en soit, on peut penser qu'en temps de guerre les Etats s'intéresseront moins à des recherches de science pure qu'à la fabrication d'armes nouvelles ou plus puissantes et que la plupart des savants travaillant à Genève seraient appelés dans leurs pays respectifs. Si elle n'est donc pas complètement arrêtée, l'activité du laboratoire serait au moins fortement réduite.

Dans ces conditions on ne voit pas l'intérêt qu'un belligérant pourrait avoir de détruire des installations n'ayant pas de valeur pour la conduite des opérations militaires. Pourrait-il en revanche désirer se les approprier pour la fin

des hostilités? Il faudrait que le déroulement des opérations le mette en quelque sorte à pied d'œuvre et il y aurait alors bien d'autres facteurs plus importants qui pourraient l'inciter à violer notre neutralité<sup>6</sup>.

---

6. *Sur la constitution d'une commission chargée d'examiner toutes les questions juridiques, financières et techniques posées par le choix de Genève comme siège du futur laboratoire international pour la recherche nucléaire, cf. PVCF N° 1970 du 25 novembre 1952, E 1004.1 (-)/1547.*

### 36

E 4800.1(-)1967/111/2

[DoDiS-9485]

*Notiz der Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Ständerates  
über die Besprechung vom 21. November 1952<sup>1</sup>*

SCHWEIZERISCH-DEUTSCHE FÜRSORGEVEREINBARUNG

Kopie

Bern, 24. November 1952

Einleitend orientiert Herr Dr. Rothmund über die Vorgeschichte dieser Vereinbarung. Er führt dabei namentlich folgendes aus:

Die Frage der Unterstützung der gegenseitigen Staatsangehörigen wurde schon im Völkerbund sehr intensiv besprochen. Damals standen sich zwei Gruppen von Staaten gegenüber: die Auswanderungsstaaten, die Unterstützung ihrer Angehörigen im fremden Staat ohne Kostenersatz verlangten, und die Einwanderungsstaaten, die an der Kostenrückerstattung festhalten wollten. Die Schweiz, die sowohl Ein- wie Auswanderungsstaat war und eine gut entwickelte Fürsorge kennt, stand immer auf dem Standpunkt, dass nur eine Lösung mit Kostenersatz durch den Heimatstaat möglich sei. Sie konnte umso deutlicher auftreten, als sie im Jahre 1931 mit Frankreich ein Abkommen abgeschlossen hatte<sup>2</sup>, das erstmals das Wohl des Unterstützungspflichtigen in den Vordergrund stellte und die Interessen der unterstützungspflichtigen Gemeinwesen etwas in den Hintergrund gedrängt hatte. Die anerkannt fortschrittliche und menschliche Lösung verschaffte ihr eine gute Stellung bei den weiteren Verhandlungen der Expertenkomitees in Genf. Sie fand dabei vor allem auch die Unterstützung der Vereinigten Staaten von Nordamerika.

Im Verhältnis zu Deutschland waren die Fürsorgebeziehungen ausschliesslich durch Art. 6 des Niederlassungsvertrages geregelt<sup>3</sup>. Gestützt darauf hat sich dann in der Fürsorge die Übung entwickelt, dass von der Heimschaffung abgesehen wurde, wenn der Heimatstaat vollen Kostenersatz leistete.

---

1. *Diese Notiz wurde von M. Jaccard verfasst.*

2. *Vgl. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Genehmigung des Fürsorgeabkommens zwischen der Schweiz und Frankreich vom 9. September 1931 (vom 12. März 1932), BBl, 1932, Bd. 84, I, S. 585–600.*

3. *Es handelt sich um den schweizerisch-deutschen Niederlassungsvertrag vom 13. November 1909.*



Im Laufe der Jahre wurde wiederholt die Frage des Abschlusses eines eigentlichen Fürsorgevertrages aufgeworfen. Anlässlich von Verhandlungen über fremdenpolizeiliche und arbeitsmarktliche Fragen im Jahre 1927 in München und dann vor allem 1933 in Berlin wurde die Frage besprochen<sup>4</sup>. Deutschland konnte sich damals aber nicht entschliessen, das was übungsgemäss galt, vertraglich festzulegen.

Nach dem Zusammenbruch Deutschlands ermächtigte der Bundesrat, wie aus der Botschaft<sup>5</sup> hervorgeht, die Deutsche Interessenvertretung, den Kantonen aus den gesperrten deutschen Mitteln die Kosten der Unterstützung deutscher Staatsangehöriger zu vergüten und gutzusprechen<sup>6</sup>. Im Herbst 1951 machte der Leiter der Deutschen Interessenvertretung<sup>7</sup> darauf aufmerksam, dass die Mittel nur noch für ungefähr 1 Jahr ausreichten und dass bis zum Herbst 1952 mit Deutschland eine neue Regelung gesucht werden müsste<sup>8</sup>.

Der Zeitpunkt schien zweckmässig, mit der Bundesrepublik in Vertragsverhandlungen über die Fürsorgebeziehungen einzutreten. Vorerst wandten wir uns an die Kantone, wobei wir ihnen in einem Kreisschreiben vor allem die Situation Deutschlands auseinandersetzen<sup>9</sup>. Wir erwähnten, dass Sondierungen ergeben hätten, die Bundesrepublik sehe grosse Schwierigkeiten, die beträchtlichen Beträge für die Unterstützung der Deutschen in der Schweiz aufzubringen. Wir wünschten zu wissen, wie sich die Kantone zu dem Problem stellen würden, allenfalls etwas an die Unterstützung der Deutschen in der Schweiz beitragen zu müssen. Die Antworten der Kantone lauteten im allgemeinen negativ, obschon sie die Schwierigkeiten nicht verkannten, die einer Lösung entgegenstanden. Im allgemeinen hielten sie eine Beteiligung aus schweizerischen Mitteln nur für möglich, wenn der Bund zahlt oder zum mindesten einen wesentlichen Teil davon übernimmt.

Wir liessen die Deutschen wissen, dass wir Verhandlungen auf einer ähnlichen Basis wie das schweizerisch-französische Abkommen<sup>10</sup> führen möchten, währenddem die Deutschen eine im Europarat ausgearbeitete Konvention schickten, die von ganz andern Grundsätzen ausgeht, vor allem jeden Kostenersatz durch den Heimatstaat ablehnt nach einer gewissen Wohndauer des Hilfsbedürftigen.

Inzwischen hatten wir uns auch noch über den Wirtschaftsverkehr erkundigt und erfahren, dass die Schweiz Deutschland in diesem Jahr für über 400 Millionen SFr. Waren abgenommen hat. Die Fühlungnahme mit dem Präsidenten<sup>11</sup> und Vizepräsidenten der Schweizerischen Armendirektorenkon-

---

4. Vgl. die Niederschrift des Ergebnisses der schweizerisch-deutschen Verhandlungen in Berlin über Fragen des Arbeitsmarktes und der Fremdenpolizei (vom 4. Mai 1933). *Nicht abgedruckt.*

5. Vgl. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Genehmigung der Vereinbarung zwischen der Schweiz und der Bundesrepublik Deutschland über die Fürsorge für Hilfsbedürftige (vom 22. September 1952), *BBl*, 1952, Bd. 104, III, S. 85–99.

6. Vgl. *DDS*, Bd. 15, Nr. 441.

7. *Hans Frölicher.*

8. Vgl. Nr. 4 in diesem Band.

9. Vgl. Nr. 4, Anm. 3, in diesem Band.

10. Vgl. Anm. 2.

ferenz<sup>12</sup> und deren ersten Mitarbeitern bestätigten uns in unsern Absichten, wie der Weg zu einer Lösung gesucht werden müsste.

In Luzern fand dann ein erster Meinungs­austausch mit der deutschen Delegation statt<sup>13</sup>. Während vier ausgedehnten Sitzungen versuchten wir den Deutschen zu erklären, was das Fürsorgewesen in der Schweiz bedeutet. Die öffentlichen Gemeinden, da oder dort auch religiöse Gemeinschaften sind Träger des Unterstützungswesens. Wir können nicht durch einen Vertrag am grünen Tisch mit einer Tradition brechen, die bei uns eingewurzelt ist und die intimste Sphäre des Gemeinwesens mit den Einwohnern berührt. Die Deutschen insistierten jedoch und glaubten uns weis machen zu müssen, dass sich die kleine Schweiz nicht einer Regelung entziehen könne, die der Europarat ausgearbeitet habe. Wir mussten immer deutlicher werden und vor allem auf die rund 60'000 Deutsch­landschweizer hinweisen, die in die Schweiz haben zurückkehren und nun hier unterstützt werden müssen. Schliesslich konnten wir auch den ungeheuren Druck während des nationalsozialistischen Regimes, der auf der Schweiz gelastet hat, nicht unerwähnt lassen und mussten der deutschen Delegation vor Augen führen, dass nicht ausgerechnet in diesem Augenblick von der Schweiz höhere Leistungen verlangt werden könnten, als sie früher habe übernehmen müssen.

Dieser Hinweis und die Herbeiziehung des Deutschen Gesandten bewirkten dann eine Umstellung des deutschen Delegationschefs. Er liess sich nun zu einer Kompromisslösung herbei. Er erklärte sich bereit, dahin zu wirken, dass der deutsche Bund einen Zuschuss zu den Länderfürsorgebeiträgen gebe, unter der Voraussetzung allerdings, dass wir unsererseits die der Deutschen Interessenvertretung noch zur Verfügung stehenden Mittel freigeben würden. Nachdem wir noch abgelehnt hatten, dass die Zentralstelle, die diese Mittel zu verwenden hätte, eine schweizerische sein könne, widersetzten wir uns dieser Lösung nicht, betonten aber nochmals mit aller Deutlichkeit, dass wir nicht nach Bonn fahren würden, wenn von deutscher Seite das Prinzip des Kostenersatzes nicht anerkannt werde<sup>14</sup>. In der Niederschrift legten wir in 5 Punkten fest, in welcher Richtung die Vertragsverhandlungen gehen müssten<sup>15</sup>.

In Bonn wurde erneut versucht, bei der Besprechung einer Bestimmung durch ein Hintertürchen wiederum das Prinzip des Kostenersatzes zu durchlöchern. Schliesslich gelang es aber, eine saubere und klare Lösung zu finden. Das Resultat, das erreicht worden ist, darf sich bestimmt sehen lassen. Wir

---

11. J. Wismer.

12. J. Heusser.

13. *Die Verhandlungen fanden vom 13. bis 17. Mai 1952 in Luzern statt. Vgl. die Verhandlungen mit einer deutschen Delegation über die Neuregelung der Fürsorge zwischen der Schweiz und der Bundesrepublik Deutschland vom 13.–17. Mai 1952 in Luzern. Bericht der schweizerischen Delegation vom 24. Mai 1952. Nicht abgedruckt.*

14. *Zu den Verhandlungen zwischen der Schweiz und der Bundesrepublik Deutschland und der getroffenen Vereinbarung vom 14. Juli 1952 vgl. den Antrag des EJPD an den Bundesrat vom 19. Juli 1952. Nicht abgedruckt. Der Antrag wurde am 23. Juli als Präsidialverfügung genehmigt und an der Sitzung des Bundesrates vom 16. August nachträglich gebilligt. Vgl. BR-Prot. Nr. 1317 vom 23. Juli 1952, E 1004.1(-)/1/544.*

15. *Nicht abgedruckt.*

hatten dann übrigens Gelegenheit, im September bei den Verhandlungen über die Verwaltungsvereinbarung in Freiburg i. Br. auch mit den deutschen Ländervertretern Fühlung zu nehmen, von denen wir einen guten Eindruck erhalten haben.

Die piéce de résistance der Vereinbarung ist der Art. 5. Im Gegensatz zum schweizerisch-französischen Abkommen liegt der letzte Entscheid über die Heimschaffung nicht beim Aufenthaltsstaat. In der schweizerisch-deutschen Vereinbarung sollen sich die beiden Staaten verständigen, welche Lösung im Interesse des Hilfsbedürftigen die richtige sei. Wenn sie sich nicht einigen können, entscheidet die in der Vereinbarung vorgesehene Schiedsinstanz. Die Lösung entspricht u. E. den gegenseitigen Bedürfnissen.

Der Pferdefuss dieser Vereinbarung ist Art. 11, Abs. 2. Wir hatten in Bonn eine undenkliche Mühe, in diesem Absatz das Wort Verlängerung hereinzubringen. Es zeigte sich hier, dass die deutsche Delegation hoffte, nach Ablauf der vorliegenden Vereinbarung uns doch zu einer andern Lösung veranlassen zu können. Wir gaben am Schluss der Verhandlungen nochmals deutlich zu verstehen, dass auch in Zukunft ein Abkommen nur auf der Grundlage des gegenseitigen Kostenersatzes basieren könne. Durch eine entsprechende Erklärung unterstützte uns auch der Vertreter der Schweizerischen Gesandtschaft in Bonn, Herr Legationsrat Rebsamen<sup>16</sup>. Umso überraschter waren wir, als wir dann feststellen mussten, dass in der deutschen Botschaft an das Parlament zu Art. 11, Abs. 2 wiederum eine Bemerkung stand, wonach man hofft, dass dannzumal eine Regelung möglich sei, dass nach langdauernder Anwesenheit eines Hilfsbedürftigen im Aufenthaltsstaat nicht nur von der Heimschaffung, sondern auch vom Kostenersatz absehen werden könne. Das zeigt, dass man unsere Versicherungen, dass wir auf eine solche Lösung nicht eintreten könnten, ganz offensichtlich nicht so ernst genommen hat. Wir möchten deshalb sehr bitten, wenn bei der Besprechung dieser Vereinbarung im Ständerat der Herr Referent einen deutlichen Hinweis machen würde, dass auch eine Verlängerung des Abkommens von diesem Grundsatz aus gehen müsste.

In der Eintretensdebatte erklärte Herr Ständerat v. Moos, dass das Abkommen materiell eine sehr erfreuliche Lösung bringe, der er sehr gerne zustimme. Dagegen möchte er die Frage aufwerfen, woraus der Bund seine Kompetenz ableite, einen Staatsvertrag abzuschliessen in einer Materie, die verfassungsmässig den Kantonen zustehe<sup>17</sup>.

Herr Dr. Rothmund wies darauf hin, dass wir vor der Aufnahme der Verhandlungen mit sämtlichen Kantonen schriftlich Fühlung genommen hätten. Ferner hätten wir die Probleme mit dem Präsidenten und Vizepräsidenten der Armendirektorenkonferenz ebenfalls vor Aufnahme der Verhandlungen besprochen, und schliesslich seien der Vizepräsident der Armendirektoren-

---

16. Vgl. das Schreiben von A. Rebsamen an H. Rothmund vom 10. Juni 1952. Nicht abgedruckt.

17. Vgl. auch Sten. Bull. SR, 1952, S. 319–323. Der Ständerat hat die schweizerisch-deutsche Vereinbarung über die Fürsorge für Hilfsbedürftige am 2. Dezember, der Nationalrat am 9. Dezember 1952 genehmigt.

konferenz sowie zwei besonders qualifizierte Sekretäre der Fürsorgedepartemente der Kantone Mitglieder der Delegation gewesen<sup>18</sup>. Vor allem aber sage die Vereinbarung im Grunde genommen ja nichts anderes, als der Niederlassungsvertrag von 1909 in seinem Art. 6 festgehalten habe. Jedenfalls müssten die Kantone heute nicht grössere Leistungen übernehmen, als das nach dem Niederlassungsvertrag der Fall gewesen sei.

Herr Ständerat Klöti gab sich mit dieser Antwort nicht zufrieden und ersuchte, die Frage noch näher zu prüfen.

Herr Bundesrat Petitpierre wies auf Art. 10<sup>19</sup> der Bundesverfassung hin, der dem Bund die Kompetenz gibt zum Abschluss von Staatsverträgen.

Die Kommission beschloss, gemäss Vorschlag von Herrn Bundesrat Petitpierre, die Justizabteilung um ein kurzes Gutachten in dieser verfassungsrechtlichen Frage zu ersuchen<sup>20</sup>. Herr Dr. Rothmund übernahm es, mit der Justizabteilung deswegen Fühlung zu nehmen. Das Exposé, das auf Wunsch der Kommissionsmitglieder ausdrücklich kurz sein soll, wird den einzelnen Herren vor der Behandlung dieses Geschäftes noch zugestellt werden. Eine weitere Sitzung wegen dieses Geschäftes wird nicht vorgesehen, es sei denn, dass aus dem Kreise der Mitglieder das noch gewünscht würde.

---

18. H. Schoch und H. Albisser.

19. Absatz 1 lautet: Der amtliche Verkehr zwischen Kantonen und auswärtigen Staatsregierungen, sowie ihren Stellvertretern, findet durch die Vermittlung des Bundesrates statt.

20. Vgl. das Gutachten der Justizabteilung vom 27. November 1952, E 4001(D)1973/125/21

### 37

E 2001(E)1970/217/60

[DoDiS-9644]

*Der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements, M. Feldmann,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

BETREFFEND UNTERREDUNG MIT DEM DEUTSCHEN MINISTER HOLZAPFEL

Kopie

S

Bern, 3. Dezember 1952

Ihrem Wunsche vom 26. November 1952<sup>1</sup> entsprechend erlaube ich mir, Ihnen nachstehend Kenntnis zu geben von der Unterredung, welche am Samstag, den 29. November, von 10.30–11.30 Uhr zwischen dem Unterzeichneten und dem deutschen Minister Holzapfel stattgefunden hat. Ich rufe in Erinnerung, dass anlässlich eines Mittagessens beim spanischen Gesandten<sup>2</sup> Minister Holzapfel den Wunsch nach einer solchen Unterredung aussprach; als Gegenstand dieses Gesprächs bezeichnete er die «berühmte Sache» der

---

1. Vgl. das Schreiben von M. Petitpierre an M. Feldmann vom 26. November 1952. Nicht abgedruckt.

2. Duc de San Lucar la Mayor.

noch in der Schweiz inhaftierten deutschen Spione aus der Zeit des zweiten Weltkrieges.

Minister Holzapfel begann seine Darlegungen mit der Feststellung, dass er nicht gekommen sei, um irgend einen formellen «Antrag» zu stellen, sondern er möchte sich lediglich darüber informieren, ob überhaupt irgendwelche Möglichkeiten gegeben seien, in der fraglichen Sache zu irgend einem greifbaren positiven Ergebnis zu gelangen.

Minister Holzapfel legte seinen Standpunkt knapp zusammengefasst wie folgt dar:

In Deutschland wird es als eine anormale, widerspruchsvolle Erscheinung empfunden, dass hohe Offiziere, welche seinerzeit die Befehle zur Durchführung der Spionage in der Schweiz erteilt haben, wieder frei herumlaufen können, während ihre Beauftragten in der Schweiz noch im Gefängnis festgehalten werden. Der deutsche Minister betonte, er anerkenne durchaus, dass die Schweiz als neutraler Staat sich in einer besondern Lage befinde, die in der Behandlung dieser Angelegenheit sich auswirken müsse. Er bezeichne aber doch eine positive Regelung dieser Sache als wünschbar.

Der Unterzeichnete vertrat dem deutschen Minister gegenüber folgenden Standpunkt:

In der Tat befindet sich die Schweiz in der vorliegenden Angelegenheit in einer besondern Lage. Auch die Führung des nationalsozialistischen Deutschland wusste genau, dass das Deutsche Reich von der neutralen Schweiz niemals einen Angriff zu gewärtigen hatte. Trotzdem bereitete das nationalsozialistische Deutschland den Angriff auf die Schweiz vor<sup>3</sup>. Einen Bestandteil dieser Vorbereitungen bildete die ausgedehnte militärische Spionagetätigkeit gegen die Schweiz. In der Schweiz ist man fest davon überzeugt – meines Erachtens mit Recht – dass bei einem andern, für Hitler günstigen Verlauf der militärischen Entwicklung die Schweiz früher oder später von Deutschland angegriffen worden wäre und um ihre Freiheit hätte kämpfen müssen. In diesem Falle hätte sich dann die von Deutschland systematisch organisierte Spionage ausgewirkt; für diesen Fall war sie berechnet.

Die von deutscher Seite vertretene Auffassung, dass die noch in der Schweiz inhaftierten deutschen Spione auf militärischen Befehl gehandelt hätten, trifft für die grosse Mehrzahl der noch in der Schweiz befindlichen deutschen Spione nicht zu. Es handelt sich vielmehr um Leute, welche in der Schweiz seit Jahren ansässig gewesen sind, ja in einzelnen Fällen in der Schweiz geboren und aufgewachsen sind und die sich dann zur Spionage gegen ihr Gastland, in dem sie lebten und ihr Brot verdienten, brauchen liessen. Dieser Umstand fällt besonders schwer ins Gewicht bei einem Vergleich mit dem im Laufe des letzten Jahres vorzeitig freigelassenen deutschen Saboteuren. Im weiteren ist nicht zu übersehen, dass die meisten dieser Spione mit Schweizern zusammengearbeitet haben, welche als Landesverräter zum Tode verurteilt und erschossen werden mussten. Ich erinnerte in diesem Zusammenhang Minister Holzapfel daran, dass ich sämtliche geheimen Verhandlungen der Vereinigten Bundesversammlung über die Begnadigungsversuche der zum Tode

3. Vgl. *DDS, Bd. 17, Nr. 108* (DoDiS-5280).

verurteilten schweizerischen Landesverräter persönlich miterlebt habe, dass ich an diesen Entscheidungen auch beteiligt war und dass keiner, der jene Jahre im eidgenössischen Parlament mit Bewusstsein erlebt hat, sie jemals vergessen kann. Man muss schon aus diesem Grunde verstehen, dass eine vorzeitige Freilassung der mit jenen, von Schweizern mit dem Tode gesühnten Verbrechen verbundenen deutschen Spione auf sehr starke gefühlsmässige Schwierigkeiten stossen muss.

Im fernern verwies ich auf einen weitem erschwerenden Umstand: Wären die gegenwärtigen Zeiten als einigermaßen normal zu bezeichnen, d. h. hätte ein wirklicher Friede den Krieg abgelöst, so könnte man mit grösserer Freiheit Restanzen aus der Kriegszeit liquidieren. Die durch den Gang der Weltereignisse gegebene Notwendigkeit, mit besonderer Sorgfalt und Energie über die Wahrung der äussern und innern Sicherheit des Staates zu wachen, muss jedem Versuch entgegenstehen, die *in der Vergangenheit* zum Schutze des Staates getroffenen Massnahmen nachträglich abzuwerten. Ich gab Minister Holzapfel gegenüber auch meinem Befremden darüber Ausdruck, dass durch Legationsrat Zapp versucht worden sei, in dieser Angelegenheit verschiedene Departemente gegeneinander auszuspielen.

Zusammenfassend umriss ich meinen Standpunkt, den ich ausdrücklich und wiederholt als meinen *persönlichen* Standpunkt bezeichnete, in folgender Weise:

Mit Rücksicht auf die Ereignisse der Vergangenheit, die gegenwärtigen Zeitverhältnisse und die besonders persönlichen Umstände, die bei den noch inhaftierten deutschen Spionen vorliegen, muss die Frage einer vorzeitigen Freilassung äusserst behutsam behandelt werden. Ein unvorsichtiges Vorgehen, das den Bundesrat dem Vorwurf aussetzen müsste, aus diplomatischer Gefälligkeit elementare Erfordernisse des Staatsschutzes zu verkennen, könnte in der schweizerischen öffentlichen Meinung eine derart heftige Reaktion auslösen, dass jede weitere konstruktive Behandlung des Problems gewissermassen blockiert wäre. Wem es um eine möglichst konstruktive und positive Gestaltung der schweizerisch-deutschen Beziehungen zu tun ist, muss darauf Bedacht nehmen, nicht durch irgendwelche Forcierungen des fraglichen Problems neue Belastungen zu schaffen. Diese Überlegung ist umso eher gerechtfertigt, als sich die Regierung der deutschen Bundesrepublik im vorliegenden Falle für Delinquenten verwendet, die in sehr exponierter Weise für das nationalsozialistische Deutschland tätig gewesen sind.

Minister Holzapfel dankte in seiner Antwort für die freimütige Darlegung meines Standpunktes; er erklärte dabei, für diesen Standpunkt besitze er schon deshalb volles Verständnis, weil er persönlich davon überzeugt sei, dass Hitler, wenn er militärisch dazu in der Lage gewesen wäre, über kurz oder lang auch die Schweiz überfallen hätte. Der Minister erklärte wörtlich: «Dieser Mann (Hitler) war derart verblendet und grössenwahnsinnig, dass auch dies ihm zuzutrauen gewesen wäre.»

Minister Holzapfel verwies sodann auf die komplizierte innere Situation in Deutschland; er äusserte ernsthafte Besorgnisse über die weitere Entwicklung sowohl nach der kommunistischen wie nach der rechtsextremen Seite. Die Widerstandskraft Westdeutschlands gegenüber dem Kommunismus

machte er abhängig von der Frage, ob es gelingen werde, mit demokratischen Mitteln die wirtschaftlich-sozialen Probleme zu lösen; diesen wirtschaftlich-sozialen Problemen gegenüber ist seines Erachtens die Frage nach der Unterzeichnung des «Generalvertrages» von sekundärer Bedeutung<sup>4</sup>. In der Richtung rechtsextremer Gefahren verwies Minister Holzapfel darauf, dass die rechtsextremen Gruppen (gemeint waren Gruppen mit nationalsozialistischer Tendenz) ihren Agitationsstoff nicht zuletzt aus der unabgeklärten Frage der deutschen Spione in der Schweiz schöpfen; es gehe ihm in erster Linie auch darum, diesen Agitationsstoff zu beseitigen. Abschliessend stellte Minister Holzapfel die Frage, wie nun weiter vorgegangen werden solle; ich empfahl ihm, für alles Weitere mit dem für die Behandlung dieser Angelegenheit in erster Linie zuständigen Politischen Departement zu verhandeln<sup>5</sup>.

---

4. Vgl. Nr. 3 in diesem Band.

5. Vgl. die Notiz von M. Petitpierre vom 9. Dezember 1952, E 2800(-)1990/106/19 (DoDiS-9645).

### 38

E 2001(E)1972/33/78

[DoDiS-9495]

*Le Conseiller de Légation au Département politique, J. Decroux,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre<sup>1</sup>*

#### NOTE POUR LE CHEF DU DÉPARTEMENT

No UG

Berne, 15 décembre 1952

En mars 1950, l'Ambassadeur de France nous avait en effet déjà fait part du prix que son Gouvernement attacherait à ce que nous reconnaissons les trois Etats associés du Viet-Nam, du Laos et du Cambodge. Nous avons alors répondu que nous n'avions pas l'intention de procéder à cette reconnaissance pour le moment<sup>2</sup>.

Notre point de vue se fondait notamment sur une étude des conventions de 1949/50 signées entre la France d'une part et les trois Etats indochinois de l'autre, de laquelle il ressortait que les conditions du droit des gens qui pourraient nous inciter à une reconnaissance n'étaient pas remplies:

1) la transmission de la souveraineté par la France n'avait été ratifiée que par elle, alors que le Viet-Nam, le Laos et le Cambodge ne possédaient pas encore des organes ayant l'aptitude légale pour procéder à une ratification;

2) les relations de ces pays avec l'étranger étaient encore soumises à un droit de contrôle de la part de la France;

---

1. Annotation dans le texte original de J. Decroux: (concerne son entretien du 9. XII 52 avec l'Ambassadeur de France).

2. Cf. DDS, vol. 18, N° 36 (DoDiS-7040).

3) les frontières du Viet-Nam n'étaient pas parfaitement délimitées et l'on pouvait se demander si le Gouvernement de Bao-Daï présentait la stabilité requise pour une reconnaissance.

Enfin, nous étions d'avis qu'en cas de doute, les intérêts de la Suisse sont déterminants. Or, nos intérêts en Indochine ne justifiaient pas une décision précipitée. Il convenait donc d'attendre.

Depuis lors, la situation n'a pas changé. Les rapports de droit existant entre la France et les Etats indochinois ne se sont pas modifiés dans le sens d'une plus large autonomie. Du point de vue militaire, on peut même craindre que la résistance franco-vietnamienne ne soit insuffisante à la longue, à moins d'une aide accrue des Etats-Unis. En outre, si certains Etats ont procédé à la reconnaissance de ces pays, d'autres, comme la Suède, ont également adopté une attitude d'expectative, à telle enseigne que les efforts de la France pour faire admettre ces Etats au sein de l'ONU sont demeurés vains. Au surplus, nos compatriotes résidant en Indochine ne nous ont fait parvenir aucune plainte au sujet du traitement que les fonctionnaires indigènes appliquent aux ressortissants d'Etats n'ayant pas reconnu leur pays et les relations du gérant de notre Consulat à Saïgon avec les autorités vietnamiennes sont bonnes.

Il n'est cependant pas exclu que les circonstances nous obligent tôt ou tard à prendre une décision. Par exemple la nouvelle réglementation vietnamienne en matière d'enregistrement de marques de fabrique et de commerce stipule que les étrangers ne jouissent du bénéfice de celle-ci que si la réciprocité est établie par des conventions diplomatiques. Jusqu'à présent, la conclusion d'une telle convention entre la Suisse et le Viet-Nam n'a pas été nécessaire, mais l'évolution de cette question dépendra de la façon dont les autorités de ce pays appliqueront la nouvelle loi.

En conclusion, à moins d'un événement particulier touchant soit à la situation générale, soit à la sauvegarde des intérêts suisses en Indochine, je ne vois guère la nécessité de déférer à la demande française<sup>3</sup> et vous propose de donner une nouvelle réponse dilatoire à l'Ambassadeur de France<sup>4</sup>.

---

3. Cf. l'Entretien de M. Petitpierre avec J. Chauvel du 9 décembre 1952, E 2800(-)1990/106/20. 2) Le Gouvernement français aimerait que nous reconsidérions notre position à l'égard des pays de l'Indochine qui font partie de l'Union française. Une demande nous avait été adressée à ce sujet.

4. Non retrouvée.



E 2800(-)1967/60/11  
[DoDiS-10155]

*Der Direktor der Handelsabteilung, J. Hotz, an den Vorsteher  
des Volkswirtschaftlichen Departements, R. Rubattel, und an den Vorsteher  
des Politischen Departements, M. Petitpierre<sup>1</sup>*

DIE SCHWEIZ UND DIE INKRAFTSETZUNG DER EUROPÄISCHEN KOHLEN-  
UND STAHLGEMEINSCHAFT

No

Bern, 19. Dezember 1952

Die Europäische Kohlen- und Stahlgemeinschaft wird, nachdem sämtliche 6 Mitgliedstaaten den Vertrag über die Schaffung der Gemeinschaft ratifiziert haben, für Kohle am 10. Februar und für Stahl am 10. April 1953 in Kraft treten<sup>2</sup>. Das Wesen der Gemeinschaft besteht bekanntlich in der Realisierung eines gemeinsamen Marktes für Kohle und Stahl; innerhalb der Gemeinschaft wird es für diese Produkte inskünftig keine Zölle und keine quantitativen Einfuhrbeschränkungen mehr geben, während nach aussen diese Schranken aufrechterhalten bleiben. Mit dieser Neuordnung begeben sich die 6 Staaten in einen eklatanten Widerspruch zu ihren bestehenden vertraglichen Bindungen, die ihnen die Meistbegünstigung auf dem Zollgebiet und die Nichtdiskriminierung mit Bezug auf die mengenmässigen Einfuhrbeschränkungen zur Pflicht machen. Die Kohlen- und Stahlgemeinschaft kann daher nur in Kraft treten, wenn es den 6 Mitgliedstaaten gelingt, von ihren Vertragspartnern, die der Schumanplan-gemeinschaft nicht angehören, vorher einen Verzicht auf ihr Recht zur Meistbegünstigung und zur Nichtdiskriminierung zu erreichen.

Die vertraglichen Bindungen, von denen eine Derogation erforderlich ist, zerfallen in drei Komplexe: 1. Der «*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*» (GATT), der für seine 34 Mitgliedstaaten – zu denen ausnahmslos auch die 6 Schumanplanländer gehören – die gemeinsame permanente Grundlage für ihre Handelsbeziehungen untereinander bildet und sowohl die Pflicht zur Meistbegünstigung auf dem Zollgebiet als zur Nichtdiskriminierung hinsichtlich der quantitativen Restriktionen statuiert. 2. Der «*Code de la libération*» der OECE, der vorschreibt, dass jede Liberalisierungsmassnahme – d. h. jede Befreiung von quantitativen Einfuhrbeschränkungen – die ein Mitgliedstaat der OECE dem andern zugesteht, automatisch auf *alle* Mitgliedstaaten erstreckt werden muss. Diese in den OECE-Handelsregeln ausgesprochene Pflicht zur Nichtdiskriminierung bindet ebenfalls alle 6 Schumanplanländer, da sie sämtlich auch Mitglieder der OECE sind. 3. Für alle Nichtmitglieder des GATT und eventuell der OECE die bilateralen Handelsverträge, deren klassischer und hauptsächlicher Bestandteil überall

1. Dieses von A. Weitnauer verfasste Schreiben wurde als Kopie A. Zehnder, H. Homberger, H. Schaffner, H. Hauswirth, G. Bauer, E. von Graffenried, P. Aebi und dem OECE-Dienst zugestellt.

2. Zum Schumanplan im allgemeinen vgl. die Antwort von M. Petitpierre vom 19. Juni 1952 auf die Interpellation von A. Schaller vom 3. Oktober 1951, E 2800(-)1967/60/11 (DoDiS-10243).

die Meistbegünstigungsklausel ist. – Die Schweiz ist zwar nicht Mitglied des GATT<sup>3</sup>, wohl aber der OECE<sup>4</sup>; sie besitzt überdies mit sämtlichen 6 Schumanplanstaaten bilaterale Handelsverträge.

Die 6 Schumanplanstaaten haben, nachdem der Vertrag über die Gemeinschaft ratifiziert war, zielbewusst und ohne Verzug die erforderlichen Schritte eingeleitet, um rechtzeitig ihre rechtliche Situation im erwähnten Sinne zu bereinigen. Zunächst brachten sie an der 7. Session des GATT, die dieses Jahr vom 2. Oktober– 10. November in Genf stattfand, einen Antrag auf Befreiung von der Meistbegünstigungs- und Nichtdiskriminierungspflicht ein. Diesem Antrag wurde vom GATT nach langen Debatten schliesslich ohne irgendeine Gegenleistung der 6 Länder zugestimmt. Hingegen wurde im ausführlichen Derogationsbeschluss des GATT in aller Form von den Erklärungen der Schumanplanländer, eine liberale Import- und Exportpolitik betreiben und die Interessen der Nichtmitglieder in jeder Weise berücksichtigen zu wollen, Kenntnis genommen; ferner wurden die im GATT-Abkommen enthaltenen vielseitigen Kautelen und Beschwerdemöglichkeiten ausdrücklich auch auf das Verhältnis zwischen der Kohlen- und Stahlgemeinschaft und den übrigen Mitgliedern des GATT als anwendbar erklärt.

Nach Abschluss des Verfahrens vor dem GATT wird nun ein entsprechender Antrag der 6 Länder hinsichtlich der Nichtdiskriminierung für quantitative Restriktionen von der OECE behandelt werden müssen. Ein Unterschied besteht allerdings insofern, als die Schumanplanländer auf dem Standpunkt stehen, dass dank Art. 8 des «Code de la libération» ein formeller Derogationsbeschluss der OECE gar nicht nötig ist. Der erwähnte Artikel 8 gibt die Möglichkeit, dass einzelne Mitglieder, die durch ein «régime douanier particulier» der Organisation notifiziert wird. – Diese Auslegung des Art. 8 wird von der Schweiz *nicht* geteilt; wir sind der Auffassung, dass die Schumanplangemeinschaft, die sich nur auf zwei Produktengruppen erstreckt, nicht als Zollunion im Sinne des erwähnten Artikel angesprochen werden kann.

Bleibt der dritte Komplex: die bestehenden bilateralen Verträge zwischen den 6 Ländern und den Nichtmitgliedstaaten des GATT. Auch in dieser Hinsicht ist die Schumanplangemeinschaft nicht untätig geblieben. So hat der belgische Botschafter Max Suetens, der vor dem GATT und der OECE als Wortführer der 6 Länder aufgetreten ist, schon am 11. November 1952 dem Unterzeichneten einen ersten informellen Besuch abgestattet, um die schweizerische Einstellung zum Wunsch dieser Staatengruppe zu sondieren, von der in den bilateralen Handelsverträgen mit der Schweiz stipulierten Pflicht zur Meistbegünstigung befreit zu werden<sup>5</sup>. Wir haben Herr Suetens sofort klar gemacht, dass dieser Wunsch der 6 Länder uns – bei allem Verständnis für ihre Bestrebungen – vor ein überaus ernstes Problem stellt. Die Schweiz exportiert zwar keine Kohle, und auch ihre Stahlexporte sind nicht von gros-

---

3. Vgl. DDS, Bd. 17 und 18, Thematisches Verzeichnis: Die Schweiz und das Allgemeine Zoll- und Handelsabkommen.

4. Vgl. DDS, Bd. 17 und 18, Thematisches Verzeichnis: Die Schweiz und die Organisation für europäische wirtschaftliche Zusammenarbeit.

5. Vgl. Nr. 49, Anm. 7, in diesem Band.

ser Bedeutung (durchschnittlich 5–10 Millionen Franken pro Jahr). Unsere Bedenken liegen in anderer Richtung; sie sind sowohl prinzipieller als praktischer Natur.

Prinzipiell bedeutet es für uns ein grosses Opfer, den geheiligten Grundsatz der Meistbegünstigung, diese Säule der gesamten internationalen Handelsvertragspolitik aufzugeben oder gar – wie man von uns erwartet – ohne jede Gegenleistung aufzugeben. Dies mag im vorliegenden Fall keine grosse praktische Wichtigkeit haben; jedoch wäre damit ein Präzedenzfall geschaffen, der sich in einem andern Zusammenhang, wenn vielleicht sehr bald, weitere europäische Gemeinschaften für andere, uns sehr viel mehr interessierende Produkte ins Leben gerufen werden, als von grösster Tragweite erweisen könnte.

Aber auch die Errichtung der Europäischen Kohlen- und Stahlgemeinschaft muss bei uns sehr konkrete und praktische Befürchtungen wecken, die mit der künftig von der Gemeinschaft befolgten Handelspolitik zusammenhängen. Diese Befürchtungen beziehen sich 1. auf die Exportpolitik der Gemeinschaft im Falle einer Mangelsituation für Kohle und Stahl, 2. auf die Preispolitik der Gemeinschaft (Problem der «doubles prix»), 3. auf die Transportpolitik der Gemeinschaft, d. h. die Gefahr der Umfahrung der Schweiz als Folge der Aufstellung von degressiven Frachttarifen. Mit Bezug auf diese drei Probleme brauchen wir, sei es von den Regierungen der 6 Staaten, welche die Kohlen- und Stahlgemeinschaft bilden, oder dann von der Gemeinschaft selbst beruhigende Zusicherungen, bevor wir den von uns geforderten Verzicht auf unser Recht zur Meistbegünstigung in Erwägung ziehen können.

Diese Gedankengänge wurden Herrn Botschafter Suetens, als er am 17. Dezember 1952 ein zweites Mal bei uns vorsprach, als im Prinzip unabdingbar neuerdings vorgetragen<sup>6</sup>. Die Stellungnahme des Herrn Suetens, die er nach seinem ersten Besuch mit seinen Auftraggebern sorgfältig abgestimmt hatte, ergibt für uns die folgende sehr enttäuschende Situation: Herrn Suetens' Kompetenzen beziehen sich in seinen Unterhandlungen mit der Schweiz ausschliesslich auf das Problem der Meistbegünstigung; nicht kompetent ist er, uns hinsichtlich der künftigen Handelspolitik der Gemeinschaft irgendwelche Zusicherungen zu machen. Er ist, kurz ausgedrückt, zu uns gekommen, um zu nehmen – d. h. unsern Verzicht auf die Meistbegünstigung einzukassieren – nicht aber, um zu geben. Was er uns bieten zu können glaubt, sind die gleichen unverbindlichen Erklärungen programmatischer Art, die in der Präambel des Derogationsbeschlusses des GATT enthalten sind. Die Handelspolitik im allgemeinen aber ist nach ihm Sache der «Haute Autorité» für den Augenblick und noch auf einige Zeit hinaus für uns nicht zu sprechen sein wird; ihr Arbeitspensum ist mit den durch die Inkraftsetzung des gemeinsamen Marktes bedingten Problemen so stark belastet, dass die Diskussion von Fragen, wie sie uns interessieren, frühestens Ende nächsten Jahres in Betracht kommen kann.

Diese mangelnde Kongruenz zwischen der Leistung, die man von uns fordert – der Aufgabe unseres Rechts auf Meistbegünstigung – und der Abgabe

---

6. Vgl. Nr. 49, Anm. 7, in diesem Band.

von Garantien, deren wir bedürfen, um hinsichtlich des zukünftigen Verhältnisses zwischen der Schweiz und der Kohlen- und Stahlgemeinschaft einigermaßen beruhigt zu sein, hat dazu geführt, dass sich in den beiden Besprechungen mit Herrn Suetens bisher keine für beide Teile annehmbare Formel abgezeichnet hat. Bereits aber ist von Herr Suetens – wenn auch nur beiläufig, so doch nicht minder deutlich – der einzige Ausweg erwähnt worden, der den 6 Ländern noch bleibt, wenn innert nützlicher Frist keine Einigung mit der Schweiz erzielt werden kann: die Kündigung der bestehenden Handelsverträge mit der Schweiz. Der Wortführer der 6 Länder betonte sehr, dass für die Gemeinschaft ein Verzicht oder auch nur eine Verschiebung der Inkraftsetzung des gemeinsamen Marktes für Kohle und Stahl nur wegen des ungelösten Problems mit der Schweiz nicht in Frage kommt. Ebenso grosse Mühe aber verwandte er darauf, unsere Befürchtungen als absolut grund- und gegenstandslos nachzuweisen und um Verständnis für die Anlaufschwierigkeiten der Organisation zu werben, die es unmöglich machen, schon heute konkrete und genaue Antworten auf die konkreten und genauen Fragen zu geben, auf die wir im Landesinteresse unbedingt glauben insistieren zu müssen. – Die Drohung mit der Kündigung der Verträge kann uns, nebenbei bemerkt, für den Augenblick nicht allzusehr beeindrucken, da die 6 Länder sicher ein sehr grosses Interesse daran besitzen, ihre Produkte im Rahmen dieser Verträge wie bisher unbehindert in der Schweiz abzusetzen.

In dieser Situation haben wir uns gefragt, ob ein Kompromiss nicht schliesslich in der Weise gefunden werden könnte, dass die Schweiz auf ihr Recht zur Meistbegünstigung verzichtet, während auf der andern Seite nicht die Gemeinschaft selbst, sondern – trotz des formellen Vorrangs der «Haute Autorité» in der Führung der Handelspolitik – die *Regierungen* der 6 Länder, die allein unsere Partner in den bestehenden Handelsverträgen sind, uns bestimmte Zusicherungen in der von uns gewünschten Richtung machen. Die Regierungen könnten solche Zusicherungen natürlich nur in dem Masse abgeben, als ihnen der Text des Schumanplanvertrages hierzu die Möglichkeit lässt. Doch sind trotz der Ausstattung der Kohlen- und Stahlgemeinschaft mit gewissen Souveränitätsrechten die Kompetenzen, die den Regierungen auf Grund des Vertrages noch verbleiben und ihre rein faktischen Einflussmöglichkeiten auf die Gemeinschaft gewiss gross genug, um ihnen zu erlauben, uns mit einem Text aufzuwarten, der unsern Ansprüchen genügt. In einen solchen Text sollten u. E. aufgenommen werden 1. eine Verpflichtung der Regierungen, uns im Falle einer Mangellage den «courant normal» unserer Bezüge an Kohle und Stahl zu sichern, der allenfalls in den gleichen Proportionen wie die Bezüge der Mitgliedstaaten zu reduzieren wäre; 2. eine Verpflichtung der Regierungen, uns keine höhern Preise zu machen als den Mitgliedstaaten; 3. eine Verpflichtung der Regierungen, die Umgestaltung der Transporttarife, soweit sie für uns von Bedeutung ist, nicht ohne vorherige Konsultationen mit der Schweiz, die uns erlauben würden, unsere Interessen geltend zu machen, in Kraft zu setzen. Mit Bezug auf den letzten Punkt sind wir uns durchaus bewusst, dass noch einige Zeit vergehen kann, bevor das Problem überhaupt praktisch wird. Schliesslich wäre in dem zu vereinbarenden Text ausdrücklich festzustellen, dass die Schweiz sich im Falle einer Verletzung ihrer lebens-

wichtigen Interessen die Ergreifung von Gegenmassnahmen vorbehält. Herr Botschafter Suetens hat uns zugesagt, uns demnächst einen formulierten Entwurf zu übersenden, in dem die Erklärungen, welche die 6 Staaten uns anzubieten in der Lage sind, enthalten wären. Wir werden unsererseits im soeben erwähnten Sinne eine Formulierung vorbereiten, um dann beim nächsten Besuch des Herrn Suetens die beiden Texte miteinander zu vergleichen, im Bestreben, sie auf einen gemeinsamen Nenner zu bringen.

Inzwischen wird das Verfahren der OECE weitergehen. Wir führen dort einen ausgesprochenen Kampf um Zeitgewinn, um eine Beeinträchtigung der bilateralen Unterhandlungen mit den 6 Staaten die durch Herrn Suetens vertreten werden, möglichst zu verhindern. Für unsere Taktik in den Beratungen der OECE wird sich auch darum eine gewisse Vorsicht empfehlen, weil wir nicht gut in der Schumanplan-Angelegenheit die Regel der Nichtdiskriminierung mit Intransigenz vertreten können, wenn wir auf andern Gebieten – mit Bezug auf die Behandlung der kontingentierten- oder exliberalisierten Einfuhr – uns fortgesetzt bemühen, das Nichtdiskriminierungs-Prinzip nicht zu universeller Geltung kommen lassen.

Wir werden uns gestatten, Ihnen wieder zu berichten, sobald in fernen Besprechungen mit Herrn Botschafter Suetens und vielleicht auch Vertretern der «Haute Autorité» die Möglichkeiten zu einer Lösung des Problems Gestalt anzunehmen beginnen<sup>7</sup>.

---

7. Vgl. Nr. 49 in diesem Band.

## 40

E 2001(E)1970/217/347  
[DoDiS-9608]

### *Le Département politique au Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann<sup>1</sup>*

L CY

Berne, 12 janvier 1953

Par lettre du 1<sup>er</sup> décembre<sup>2</sup> vous nous aviez communiqué un article paru le 24 novembre dans le «New York Times»<sup>3</sup> sous la signature de M. George H. Morison et consacré aux investissements suisses à l'étranger sous la forme indirecte d'emprunts extérieurs et de crédits gouvernementaux.

Jusqu'à présent cet article n'a guère suscité d'échos dans notre pays, mais il nous a beaucoup intéressé et nous vous en remercions vivement. M. Morison évalue à 100 millions de dollars par an notre capacité d'investissements indirects. Il n'indique pas comment les experts américains parviennent à établir ce chiffre, mais cette évaluation paraît assez proche des estimations suisses.

---

1. La Lettre est rédigée par Y. Berthoud et signée par A. Matter.

2. Non reproduite.

3. Pour un compte rendu de l'article, cf. la lettre de K. Bruggmann à A. Zehnder du 1<sup>er</sup> décembre 1954, E 2001(E)1970/217/344 (DoDiS-9609). L'article est reproduit en annexe à cette lettre.

Bien qu'en fait il soit fort difficile, notamment en raison du secret bancaire et commercial, de déterminer avec quelque exactitude nos possibilités dans ce domaine, les milieux financiers de notre pays, se fondant sur les travaux du professeur Kellenberger concernant l'exportation des capitaux suisses après la première guerre mondiale, sont enclins à supposer qu'elles doivent être encore aujourd'hui de l'ordre d'un demi-milliard de francs suisses, non compris les crédits avancés par la Confédération à l'UEP<sup>4</sup>.

Si M. Morison fait état, à juste titre, de notre effort en faveur de l'UEP, son article donne tout de même au public américain une image incomplète de la situation, car il ne tient pas compte de la masse considérable des investissements directs que l'économie suisse opère à l'étranger (holdings, augmentation de souscriptions, etc.).

En ce qui concerne les emprunts extérieurs accordés par la Suisse durant l'année 1952, ils se montent au total à 345 millions de francs suisses, soit 60 millions pour l'Union Sud-Africaine<sup>5</sup>, 25 pour l'«Orange Free State Investment Trust» (OFSIT) à Johannesburg, 60 au Congo belge<sup>6</sup>, 50 à la Belgique, 50 à la Banque internationale de Reconstruction et de Développement à Washington et un crédit de 100 millions à la France<sup>7</sup>. M. Morison estime le total de ces prêts insuffisant par rapport à notre capacité d'investissement. Il attribue ce fait à la réserve selon lui excessive manifestée par les banques suisses à l'égard de la Banque internationale qui n'a pu obtenir plus de 50 millions, soit le même montant qu'en 1951. Sans doute, son article reflète-t-il quelque peu le sentiment de déception que ce chiffre semble avoir causé du côté américain. En réalité, la prudence des banques suisses à l'égard de la Banque internationale était dictée en partie par l'état du marché intérieur suisse au moment de l'emprunt, mais surtout par les conditions insuffisamment engageantes offertes par les négociateurs d'Outre-Atlantique. En outre, les institutions internationales telles que la Banque de Reconstruction et de Développement sont peu familières au public suisse, ce qui l'a incité à rester dans une prudente réserve.

Il est à relever d'autre part que M. Morison passe sous silence un fait psychologique essentiel: le public suisse, instruit par l'expérience, est devenu quelque peu méfiant à l'égard des emprunts étrangers et préfère bien souvent placer sûrement ses fonds en Suisse, même à un taux médiocre, plutôt que de courir des risques de transfert, de change, de dévaluation, de blocage, de nationalisation ou de guerre, sans compter les risques commerciaux inhérents à toute spéculation de ce genre. Cependant, si les garanties offertes par les emprunteurs étrangers sont suffisamment sûres, notamment au sujet du transfert des intérêts et du remboursement du capital, si le preneur inspire une

4. Cf. *DDS*, vol. 18, table méthodique: La Suisse et l'Union européenne des paiements.

5. Cf. la lettre de E. von Graffenried à J. de Rahm du 23 avril 1952, E 2200.178(-)1976/181/6 (DoDiS-8484).

6. Cf. l'exposé de P. Keller du 28 avril 1953, E 2001(E)1970/217/344 (DoDiS-9610). Cf. aussi *DDS*, vol. 18, N° 78 (DoDiS-8773), note 5.

7. Cf. N° 22 dans le présent volume. Cf. aussi la lettre d'A. Linder et E. Reinhardt à la Banque nationale suisse du 18 août 1952, E 6100(B)1972/96/19 (DoDiS-8961).

certaine confiance et si l'intérêt proposé est assez élevé pour soutenir avantageusement la comparaison avec celui des emprunts intérieurs, particulièrement ceux de la Confédération, alors les capitaux suisses qui s'accumulent par trop dans notre pays prennent encore le chemin de l'étranger. Ainsi s'explique le fait que les emprunts antérieurs émis en Suisse depuis la fin de la guerre<sup>8</sup> pour un total de 665 millions de francs aient profité pour plus de la moitié à la Belgique et au Congo belge (370 millions) et pour près d'un quart à l'Afrique du Sud (135 millions). Quant au crédit de 100 millions accordé récemment à la France, il a été rendu possible par la confiance qu'inspirait alors le gouvernement Pinay et le redressement français.

Nous espérons que ces quelques commentaires pourront à l'occasion vous être utiles, non pour donner une suite à l'article de M. Morison, qui n'appelle pas une véritable mise au point, mais pour préciser au besoin, voire rectifier les propos d'éventuels interlocuteurs américains.

PS. Nous avons communiqué l'article de M. Morison à l'Administration fédérale des finances, à la Banque nationale, à M. O. Zipfel, Délégué à la Défense nationale économique, et à l'Association suisse des banquiers à Bâle.

---

8. Cf. l'exposé de P. Keller du 28 avril 1953, E 2001(E)1970/217/344 (DoDiS-9610). Cf. aussi la notice du Département politique du 11 décembre 1953, *ibid.* (DoDiS-9611).

## 41

E 2800(-)1990/106/20  
[DoDiS-8615]

### *Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre*

ENTRETIEN AVEC M. CHAUVEL, AMBASSADEUR DE FRANCE,  
LE JEUDI 15 JANVIER 1953, À 16 HEURES

[Berne, 15 janvier 1953]

L'Ambassadeur est appelé en consultation à Paris auprès de M. Mayer, Président du Conseil, et de M. Bidault. Il partira ce soir et a tenu avant à s'informer de l'opinion des autorités suisses sur le problème de l'intégration européenne. Il a le sentiment qu'en ce qui concerne l'opinion publique, celle-ci considère que cette intégration répond à une nécessité. Toutefois elle paraît la craindre, au moins dans une certaine mesure. Quand l'intégration fait des progrès, l'opinion suisse est plutôt négative. Quand elle se heurte à des difficultés, la même opinion éprouve un regret ou une crainte.

Je déclare à l'Ambassadeur qu'on se rend compte en Suisse de la nécessité de chercher à consolider l'Europe et surtout d'arriver à établir sur des bases pacifiques les relations entre la France et l'Allemagne. La Communauté européenne du charbon et de l'acier est aujourd'hui considérée comme un fait avec lequel il faut compter. Les relations de la Suisse avec la Communauté évolueront sans doute d'une manière normale et, le moment venu, la Suisse

sera représentée auprès de la Haute Autorité. En revanche, on est nettement opposé en Suisse aux autres initiatives prises en vue de la création d'organisations comme le pool vert<sup>1</sup>, le pool blanc<sup>2</sup> ou la conférence des transports<sup>3</sup> qui doit se tenir à la fin du mois à Paris. La création de ces nouvelles communautés ne nous paraît pas répondre à un besoin. Il est préférable de charger les organisations existantes de s'occuper des problèmes qui peuvent se poser et être de leur compétence. Ainsi nous estimons que l'OECE devrait s'occuper de tous les problèmes ayant un caractère économique. Les tâches qui seraient assumées par la Communauté européenne de la santé pourraient pour la plupart être confiées à la section européenne de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Nous nous entretenons encore de la Communauté européenne de défense<sup>4</sup>. Je fais des réserves au sujet de l'efficacité de troupes qui devraient combattre dans une armée commandée par des chefs d'autres nationalités. L'opinion suisse n'est d'ailleurs pas contre la création d'une armée européenne, mais elle comprend les réserves que l'on peut faire à son sujet.

Je remets à l'Ambassadeur un aide-mémoire sur les projets relatifs à la navigation du Rhône au Rhin, problèmes auxquels il m'a déclaré vouloir s'intéresser<sup>5</sup>.

L'Ambassadeur pense que la construction du tunnel du Mont-Blanc commencera à relativement brève échéance<sup>6</sup>.

---

1. Appelé également plan Pflümlin, il s'agit du projet européen de marché commun agricole.

2. Il s'agit du projet d'une communauté européenne de la santé, cf. N° 43, note 5, dans le présent volume.

3. La 29<sup>ème</sup> conférence des ministres des transports a lieu du 29 au 31 janvier 1953, cf. PVCF N° 29 du 7 janvier 1953, E 1004.1(-)/1/549 (DoDiS-9417).

4. Cf. N° 2 dans le présent volume.

5. M. Chauvel a fait part de son intérêt à la question du canal du Rhône au Rhin lors de son entretien avec M. Petitpierre du 23 décembre 1952, non reproduit. L'aide-mémoire a été préparé par A. Jaccard du Service fédéral des Eaux et daté du 30 décembre 1952, cf. E 2001 (E)1970/1/127. Sur ce projet de navigation du Rhône au Rhin, cf. E 8170(D)-/1/20-21-22; E 8170(D)-/8/24-25-26-27-28; E 8170(D)1967/45/27-28-29; E 8170(D)1975/16/36; E 8170(D)1986/152/144; E 8170(D)1996/50/119.

6. Sur la question du tunnel du Mont-Blanc, cf. N° 101 dans le présent volume.



E 2001(E)1969/121/240  
[DoDiS-9040]

*Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

NOTE POUR LE CHEF DU DÉPARTEMENT. ORDRE DES AUTORITÉS MUNICIPALES  
DE BERLIN-EST DE FAIRE ÉVACUER LES LOCAUX PAR LA DÉLÉGATION  
DANS LE SECTEUR DE BERLIN-EST<sup>2</sup>

DR

Berne, 15 janvier 1953

Vers la fin de l'après-midi du 12 janvier 1953, M. Schnyder de notre Délégation à Berlin, nous informe par téléphone de ce qu'un fonctionnaire de la municipalité de Berlin-Est est venu déposer, dans le bureau de la Délégation situé dans le secteur soviétique, la copie de la lettre dont le texte est joint (annexe n° 1)<sup>3</sup>.

La lettre, qui ne porte pas de date, est adressée par la municipalité de Berlin-Est à l'administration fiduciaire du même secteur de la ville. Le ton employé est décidément discourtois.

M. Schnyder se propose de donner connaissance de cette lettre à M. Lessing, directeur de la «Deutsche Aussenhandelskammer» de la République démocratique allemande (RDA), dans l'espoir que ce dernier, qui vient de suggérer l'établissement en Suisse d'une Chambre de commerce de l'Allemagne de l'Est, pourrait s'employer à faire lever la mesure dictée. M. Schnyder prévoit également d'entretenir, le même soir, le chef du protocole soviétique de cette affaire.

Si aucun changement n'intervient jusqu'au lendemain matin à 10 heures, M. Schnyder attendra des instructions concernant l'attitude à adopter.

Le mardi (13 janvier) matin à 08.50, M. Schnyder appelle à nouveau pour nous dire que M. Lessing n'a pas voulu recevoir M. Kurmann. Il a fait dire textuellement: «Für Sie bin ich nicht zu sprechen.»

Le chef du protocole soviétique prie M. Schnyder de lui soumettre le cas par écrit. Par sa mission, M. Schnyder expose la situation; en l'absence d'une réponse du chef du protocole soviétique, il considérera que les autorités soviétiques estiment qu'il n'y a pas lieu de donner suite à l'ordre d'évacuation.

M. Decroux vous téléphone pour vous mettre au courant de ce qui s'est passé.

A 12.30 du même jour, M. Schnyder reprend contact avec nous: le chef du protocole soviétique s'est prononcé incompetent pour intervenir, car il appartient au gouvernement de la RDA de prendre position. M. Schnyder

1. Cette notice a été rédigée et signée par P. F. Brügger.

2. Sur la question de l'évacuation des bureaux de la Délégation suisse à Berlin-Est, cf. aussi la lettre de F. Schnyder à A. Zehnder du 3 février 1953, non reproduite (DoDiS-9054).

3. Non reproduit.

nous demande dès lors ce qu'il doit faire; il suggère en tout cas la suppression du train sanitaire qui devra partir le surlendemain pour la Suisse avec 250 enfants.

Nous reprenons contact avec vous pour recevoir vos instructions à l'intention de la Délégation à Berlin, après quoi nous faisons savoir à M. Schnyder de votre part qu'il ne nous reste pas autre chose à faire sinon à attendre les événements. La position de la Délégation à Berlin étant de toute façon délicate, son chef voudra prendre toutes les dispositions pour éviter que son personnel à Berlin-est ne soit molesté. Pour l'instant les meubles resteront dans les bureaux. Tout le monde quittera les locaux à 17 h.

A 17.10 du même jour, nouvel appel téléphonique de M. Schnyder: deux fonctionnaires allemands munis de pièces d'identité se sont annoncés chez M. Kurmann et lui ont déclaré qu'ils venaient dresser l'inventaire des bureaux et apposer les scellés. Un membre de la Délégation voudra bien prêter son concours.

D'accord avec vos instructions, nous faisons savoir à M. Schnyder que nous ne voyons pas d'inconvénients à ce que deux fonctionnaires, délégués de sa part soient présents, mais uniquement comme spectateurs. Ils déclareront que les autorités suisses se réservent encore de prendre position.

Selon M. Schnyder les fonctionnaires allemands ont promis le concours des autorités de l'Allemagne de l'Est pour le transport des meubles en zone Ouest. Le délai pour évacuer définitivement les bureaux est fixé au vendredi 16 janvier.

M. Schnyder ajoute qu'il croit savoir que la Presse s'emparera sans délai de cette affaire, sur quoi nous rédigeons, d'accord avec vous, le communiqué dont le texte est joint (annexe n° 2)<sup>4</sup>.

A 11.10 du 14 de ce mois, nous appelons à nouveau M. Schnyder au téléphone. Il nous dit qu'il a exécuté nos instructions de la veille. L'inventaire a été dressé et les scellés ont été apposés à tous les bureaux.

Il nous demande s'il doit faire usage de l'offre des autorités allemandes de lui faciliter l'accomplissement des formalités pour l'obtention des papiers nécessaires au transport des meubles et des vivres en zone Ouest. Nous lui répondons d'accepter l'aide proposée.

M. Schnyder désirerait également savoir s'il doit renvoyer les vivres en Suisse ou les prendre en zone ouest. Nous l'invitons à les transporter en totalité en zone Ouest, où il pourrait en avoir besoin non seulement pour la Délégation, mais pour les Suisses résidant à Berlin-Ouest ou dans d'autres provinces de l'Allemagne-Ouest (accord avec l'Office central fédéral chargé des questions relatives aux Suisses de l'étranger – EZAF). L'EZAF est également d'accord avec la suppression du train sanitaire.

Quant à la question de savoir si la Délégation suisse à Berlin doit continuer comme intermédiaire pour les affaires commerciales et les questions d'assistance judiciaire intéressant la RDA, nous l'invitons à procéder comme par le passé (accord de la Division du commerce pour ce qui est de sa compétence).

---

4. *Non reproduit.*

(M. Schnyder ignore qui est le porte-parole suisse qui aurait fait la déclaration mentionnée par AFP.)

*Conclusions:* Il semble qu'il est difficile de riposter. Nous étions en zone Est sur un terrain mouvant. Le blocage des avoirs de la RDA en Suisse s'élevant à environ francs 4 millions ne ferait qu'envenimer les choses; la RDA dispose de plus d'atouts que nous autres.

P. S. Incidemment, M. Schnyder relève que les mesures qui nous frappent seraient dues à la mise en pratique d'une politique d'isolement allant en augmentant. A ce sujet, il nous enverra prochainement un rapport.

### 43

E 2001(E)1969/121/223

[DoDiS-10153]

#### *Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

#### ATTITUDE DE LA SUISSE ENVERS LES PLANS D'INTÉGRATION EUROPÉENNE

*Copie*

No LB

Berne, 31 janvier 1953

#### I

Nous sommes prêts à fournir notre contribution à tous les efforts faits en vue de resserrer la coopération européenne. Cependant notre participation devient impossible lorsque cette coopération atteint une limite où notre neutralité se trouverait mise en question.

#### *Exemples:*

- a) Nous sommes membres de l'OECE<sup>2</sup>;
- b) nous ne pouvons envisager une adhésion à la Communauté politique;
- c) nous ne pouvons pas adhérer à la CECA<sup>3</sup>;
- d) nous sommes prêts à étudier le renforcement de la collaboration européenne dans le domaine agricole dans le cadre de l'OECE; nous sommes prêts à adhérer à un nouvel organisme agricole européen de caractère inter-gouvernemental ou à signer un accord général ou des accords particuliers prévoyant une coopération européenne plus étroite dans le domaine agricole, mais nous ne saurions entrer dans une communauté agricole avec autorité supra-nationale<sup>4</sup>;
- e) de même nous sommes prêts à examiner la possibilité de développer la collaboration européenne dans le domaine de la santé dans le cadre de

1. Cette notice est rédigée par S. Masnata et adressée à M. Petitpierre pour la séance de la Commission des Affaires étrangères du 25 février 1953, cf. E 2800(-)1967/60/2.

2. Cf. DDS, vol. 17 et 18, table méthodique: La Suisse et l'Organisation européenne de Coopération économique.

3. Cf. table méthodique du présent volume: La Suisse et la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

4. Sur le plan Pflimlin, cf. E 2001(E)1969/121/282 et 283 ainsi que E 2001(E)1970/1/50; aussi N° 41 dans le présent volume.

l'OMS ou même en dehors de l'OMS, s'il est prouvé qu'un resserrement des liens entre les peuples européens est nécessaire et ne peut se faire au sein de l'OMS<sup>5</sup>. Mais nous serions obligés de rester en dehors d'un organisme à autorité supra-nationale.

## II

Nous ne nous opposons pas aux efforts d'intégration européenne. Nous nous bornons à poser les limites de notre participation. Si ces limites sont dépassées par d'autres Etats européens (Ex.: CECA), nous restons en dehors de la Communauté, mais nous sommes prêts à rechercher les moyens de collaborer avec elle. Il ne s'agit pas d'un lien étroit d'association, qui serait déjà au-delà de la limite jusqu'à laquelle nous pouvons nous avancer aujourd'hui, mais d'autre part nous sommes disposés à dépasser le stade des revendications ou démarches faites en ordre dispersé sur divers points particuliers. Nous désirons trouver une solution d'ensemble et pouvons envisager, par exemple, de signer avec la CECA une sorte de traité de commerce réglant nos relations avec elle.

Autrement dit, nous sommes prêts à considérer la CECA ou les autres communautés qui viendraient à être créées comme une réalité avec laquelle nous devons compter. En réglant nos relations avec la Communauté et non avec les Etats membres pour les affaires qui sont de son ressort, nous admettons l'idée d'un intérêt européen, qui passe avant les intérêts nationaux.

## III

Il reste à expliquer notre attitude réservée à l'égard des plans d'intégration européenne. Il est inutile de vouloir rechercher des justifications humanitaires et altruistes. Nous devons avouer que nous sommes égoïstes et expliquer que nous avons le droit de l'être.

Nous ne devons pas donner aux autres peuples l'impression d'un complexe de supériorité dû à notre longue expérience fédéraliste; nous ne devons pas leur faire sentir qu'à notre avis nous sommes seuls capables de réussir une telle expérience et que nous doutons du succès des efforts des autres. Une telle attitude négative et désabusée de notre part ne serait pas comprise et ne pourrait que nous nuire. Au contraire, l'exemple de la Suisse doit être la preuve que l'expérience fédéraliste est possible et que d'autres que nous peuvent aussi la réussir pour le plus grand bien de l'Europe.

Dès lors, notre absence au sein de l'avant-garde de la fédération européenne ne peut être expliquée que par notre égoïsme, un égoïsme légitime, ou si l'on veut par notre intérêt national.

Les six Etats membres de la «Petite Europe» ont tout à gagner si leur expérience réussit et pas grand' chose à perdre si elle échoue. Ils auront simplement fait un effort inutile, et encore il n'est pas certain qu'il soit complètement perdu, même en cas d'échec.

En revanche, la Suisse jouerait le tout pour le tout en adhérant dès main-

---

5. Sur la création d'une communauté européenne de la santé, aussi appelée «pool blanc», cf. E 2001(E)1970/1/68 et 53.

tenant à une fédération européenne. En cas de réussite de l'expérience fédéraliste européenne, nous n'aurions pas lieu de nous plaindre de notre adhésion, mais en cas d'échec, les conséquences pour la Suisse seraient graves. Car nous aurions renoncé gratuitement à un long statut de neutralité, qui nous a valu l'indépendance, la paix et la prospérité<sup>6</sup>. On ne peut raisonnablement exiger de nous que nous abandonnions ces biens matériels et moraux pour tenter une expérience dont l'issue est encore incertaine.

Il est donc légitime que dans l'intérêt national, par égoïsme si l'on préfère, nous regardions d'abord l'Europe se faire sous nos yeux. Nous voulons d'abord être sûrs qu'elle est viable et constater qu'elle vit.

On ne saurait nous tenir rigueur de notre attitude, car les autres Etats sont également préoccupés de leurs intérêts nationaux. Aucun d'eux n'est partisan de l'intégration européenne par pur désintéressement.

#### IV

Toutefois, nous devons veiller que le souci de notre intérêt national ne corresponde pas à une spéculation sur l'échec des tentatives fédéralistes en Europe et ne nous entraîne pas dans un égoïsme si mesquin qu'il équivale à une complicité de sabotage des efforts fédéralistes.

Si une grande nation comme les Etats-Unis s'attribue le droit de pratiquer un «égoïsme éclairé», c'est bien le droit d'un petit Etat comme la Suisse de songer aussi tout d'abord à ses intérêts nationaux. Mais notre devoir à nous est aussi de pratiquer un «égoïsme éclairé».

Cette politique «d'égoïsme éclairé» doit consister:

- a) à témoigner non un mépris ou un scepticisme qui se retournerait contre nous, mais de la sympathie à l'égard des tentatives de fédération européenne;
- b) à accepter la communauté existante ou celles qui verront le jour comme une réalité et régler nos relations avec elles sur une base contractuelle;
- c) à expliquer que notre intérêt national ne nous permet pas d'aller plus loin pour le moment. Nous aurions trop à perdre en cas d'échec de la fédération européenne, alors que les autres membres de cette fédération ne subiraient nullement les mêmes dommages que nous, l'enjeu n'étant pas le même pour tous les pays;
- d) à nous préparer progressivement à faire un pas de plus, au fur et à mesure des développements de la fédération européenne.

En effet, on ne saurait dire que la Suisse ne fera jamais partie d'une telle fédération. Il se peut que dans quelques années ou quelques dizaines d'années nous constatons que la fédération européenne vit et qu'elle est solide, qu'étant au centre de l'Europe nous ne pouvons rester en marge de la communauté et qu'alors la situation nouvelle justifie un abandon de la neutralité et une adhésion sans réserve.

Mais pour le moment, notre effort doit tendre:

- a) à maintenir la neutralité;
- b) à collaborer avec la ou les institutions européennes;

---

6. Cf. *table méthodique du présent volume*: Politique générale et doctrine de neutralité.

c) à éviter, dans cette première phase des tentatives fédéralistes, de faire un pas qui compromettrait définitivement notre statut d'Etat neutre;  
 d) mais à éviter en même temps de pratiquer une politique hésitante, incohérente, exclusivement égoïste et basée sur l'idée d'un échec de la fédération européenne, car une telle politique nous placerait dans une situation très inconfortable aussi bien dans l'avenir immédiat qu'au cas où plus tard les circonstances devaient nous amener à envisager sérieusement une adhésion pure et simple.

## V

La voie que nous devons actuellement rechercher n'est pas simple à suivre, la politique de neutralité est ingrate à pratiquer, mais nous réussirons dans la mesure où nous saurons poser des principes clairs et nous y conformer.

## 44

E 1001(-)/1/276  
 [DODiS-8957]

### *Le Département de Justice et Police au Conseil fédéral*

P

Berne, 5 février 1953

Depuis trois ans environ, un malaise grandissant existe dans nos relations avec la France. En 1946, il s'est agi de rétablir un régime quelque peu normal avec ce pays, bien que les rumeurs de la guerre ne fussent pas encore éteintes et que l'on redoutât déjà le retour du chômage et le marasme des affaires. De part et d'autre, on entendait faire face à l'immédiat et au proche avenir sans prétendre construire quelque chose de définitif. C'est dans ce sens que des négociations ont été engagées avec les autorités françaises en vue de conclure un arrangement destiné à régler les conditions de séjour et d'établissement des ressortissants d'un pays dans l'autre<sup>1</sup>. Cet arrangement<sup>2</sup>, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1946, a été déclaré confidentiel à la demande des autorités

1. Sur les questions d'immigration entre la Suisse et l'Allemagne, cf. le rapport de H. Rothmund au Conseil fédéral du 13 janvier 1954, E 2001(E)1967/113/136 (DODiS-7900); entre la Suisse et l'Italie, cf. N° 116 dans le présent volume.

2. Il s'agit de l'Arrangement confidentiel entre la France et la Suisse au sujet de la situation des ressortissants de l'un des deux Etats résidant dans l'autre conclu dans le cadre des accords du 1<sup>er</sup> août 1946. Cf. le Rapport sur les négociations franco-suisse de juin 1946 concernant la situation des ressortissants de l'un des deux Etats résidant dans l'autre, ainsi que les échanges de main-d'œuvre entre les deux pays du 15 juillet 1946, E 7170(A)-1/25. Au sujet de la confidentialité de l'arrangement, cf. la proposition commune des Départements fédéraux de Justice et Police et de l'Economie publique, E 1001(-)/1/615: Il faut encore relever que l'arrangement entre la France et la Suisse au sujet de la situation des ressortissants de l'un des deux Etats résidant dans l'autre est confidentiel et ne doit donc pas être publié, ni porté à la connaissance du public par la voie de la presse ou autrement. Rien ne s'oppose en revanche à ce que les autres conventions soient publiées dans le recueil des lois fédérales.

françaises, qui redoutaient que les facilités consenties dussent être concédées à d'autres Etats. Reprenant l'essentiel des dispositions de l'arrangement similaire du 21 juillet 1935<sup>3</sup>, rendu nécessaire en raison du protectionnisme provoqué par la crise économique mondiale, il intervint en marge du traité d'établissement, auquel on ne fit qu'à peine allusion. Il en est résulté quelque incertitude sur la valeur de cet instrument. C'est sans doute la cause d'une gêne qu'il faut maintenant s'employer à dissiper. La France est en effet engagée dans une politique active d'immigration commandée par ses besoins économiques et démographiques. Elle est ainsi amenée en même temps à prendre sur le plan interne des mesures législatives et administratives beaucoup plus strictes que par le passé pour contrôler les étrangers. Enfin, l'organisation professionnelle, qui se développe dans tous les pays, est en France très fortement teintée d'un dirigisme, réprouvé en théorie, mais qui subsiste en fait. On paraît croire du côté français que l'arrangement confidentiel impliquait de notre part une reconnaissance d'un nouvel état de fait et de droit. En effet, les autorités françaises nous donnent de plus en plus l'impression que les textes en vigueur ne les engagent qu'à appliquer à notre colonie les dispositions du droit interne. Les conséquences pour cette dernière risquent d'être désastreuses, car elle est ainsi gravement menacée de vieillissement et d'affaiblissement. Déjà actuellement, on constate une régression sensible de son effectif.

D'autre part, les autorités françaises semblent avoir pris ombrage de certaines mesures administratives suisses. Elles en ont fait abondamment état depuis un an pour souligner un certain malaise régnant dans la colonie française en Suisse. La stagnation de cette colonie à Genève depuis 1946 est-elle peut-être l'objet de préoccupations de la part des autorités françaises? Les doléances de ces dernières, si elles ont pu trouver quelque aliment dans des cas isolés et dans des rigueurs administratives, ne sauraient toutefois mettre en cause l'application régulière par les autorités suisses des principes de l'arrangement confidentiel. L'examen de cas récemment signalés par l'Ambassade de France au Département fédéral de Justice et Police en apporte la confirmation<sup>4</sup>. Il n'en reste pas moins que l'interprétation que l'on semble donner du côté français à certains faits critiquables et dont le consulat général de France à Genève est sans doute l'artisan principal pèse lourdement sur les relations avec notre pays voisin.

Il importe de dissiper ce malaise peu conforme aux traditions d'amitié qui nous lient avec la France. De plus, les intérêts de notre colonie dans ce pays – la plus importante de nos colonies puisqu'elle comprend un tiers de tous les Suisses à l'étranger – postulent que tous les efforts compatibles avec les exigences de la politique interne soient entrepris dans ce sens pour assurer son existence.

Il convient dès lors de revoir les principes mêmes sur lesquels nos relations avec la France sont fondées. Du côté suisse, ce qui doit déterminer ce nouvel

3. Cf. *DDS*, vol. 11, table méthodique: II. Relations bilatérales, 11.2. Questions de travail.

4. *Sur le malaise régnant dans la colonie française en Suisse, cf. la lettre du DPF à l'Ambassade de France à Berne du 2 décembre 1952*, E 2001(E)1969/121/91 (DoDiS-8609) et la réponse de celle-ci du 30 décembre 1952, *ibid.* (DoDiS-8610).

examen, c'est la mesure dans laquelle la présence de la colonie française actuelle et l'accueil de nouveaux venus sont compatibles avec les intérêts économiques de notre pays et la situation du marché de l'emploi. Des sondages effectués auprès de chefs de service de l'administration genevoise, il ressort que les quelques 13'000 Français résidant actuellement à Genève ne posent aucun problème du point de vue de la surpopulation étrangère ni du point de vue du marché du travail. De manière générale, le ressortissant français est un élément qui est le bienvenu dans l'économie genevoise. On ne conçoit guère qu'il puisse en être différemment pour les autres cantons qui, à eux tous, n'hébergent guère plus de Français que le seul canton de Genève.

Cette constatation nous permet d'envisager une solution aux problèmes que posent actuellement nos relations avec la France. Rien ne s'oppose à ce que le statut des ressortissants français en Suisse repose sur des bases très libérales. Les assurances que nous pourrions donner à ce sujet, avec l'assentiment des cantons notamment du canton de Genève, seraient de nature à dissiper toutes les craintes que les autorités françaises ont pu concevoir pour l'avenir de leur colonie en Suisse.

Une délégation suisse devrait rencontrer les autorités françaises le 16 de ce mois à Genève pour faire table rase des griefs qu'elles nous opposent. Nous pensons que cette délégation pourra créer ainsi un climat favorable à la discussion de la situation des Suisses en France, qui doit impérieusement faire l'objet de pourparlers ultérieurs et ceci dans un avenir rapproché. La situation de nos compatriotes ne sera évoquée lors de cette réunion que dans la mesure où les échanges de vues le nécessiteront.

Le premier objectif atteint, il faudra poursuivre, en s'appuyant sur le bénéfice des premières négociations, l'étude des solutions à apporter aux difficultés que notre colonie en France a rencontrées jusqu'ici et que l'interprétation par les autorités françaises de l'arrangement confidentiel du 1<sup>er</sup> août 1946 n'a pas permis de résoudre.

Les autorités françaises proposent aux autorités suisses, à l'occasion de leur rencontre du 16 février, de préparer un accord relatif aux travailleurs frontaliers valable pour toute la frontière franco-suisse. Aucune précision n'a été donnée sur les modalités de la réglementation envisagée. Il importe d'emblée de réserver l'attitude des cantons-frontière. Il convient donc de renvoyer cette étude à une commission spéciale qui devrait faire appel à des représentants des autorités cantonales intéressées.

Les négociations ont été prévues, avec l'accord des autorités françaises, à Genève. Le Département fédéral de Justice et Police a pris contact à ce sujet avec le Conseil d'Etat genevois. Des sondages officieux ont été effectués précédemment auprès de membres de ce gouvernement, qui se sont déclarés disposés à mettre à la disposition des délégués les locaux nécessaires.

Il sied que la délégation française, des représentants du Consulat général de France à Genève, ainsi qu'une délégation des autorités genevoises soient conviés à un repas offert par la délégation suisse au nom du Conseil fédéral, comme il est de coutume en pareille circonstance.

Il convient enfin d'appeler à siéger au sein de la délégation suisse M. Guillermet, secrétaire général du Département de Justice et Police du canton de



Genève, et M. Zurbuchen, directeur du Contrôle de l'habitant qui assument la responsabilité des décisions de ce canton en matière de police des étrangers. M. le Conseiller d'Etat Duboule, dont ils dépendent, y a donné son assentiment.

Le Département politique fédéral<sup>5</sup> et le Département fédéral de l'Economie publique<sup>6</sup> consultés ont donné leur adhésion au présent rapport<sup>7</sup>.

5. Cf. le rapport joint du 9 février 1953. Non reproduit.

6. Cf. le rapport joint du 5 février 1953. Non reproduit.

7. A la suite de ce rapport, le Département de Justice et Police propose: Vu ce qui précède, nous proposons d'entente avec ces départements: 1) d'engager des pourparlers avec la délégation française à la réunion de la commission mixte instituée par l'arrangement confidentiel du 1<sup>er</sup> août 1946 sur les points et dans le sens indiqués par notre rapport; 2) de désigner à cet effet, comme membres de la délégation suisse, les personnes dont les noms et qualités suivent: MM. Heinrich Rothmund, Chef de la Division de police du Département fédéral de Justice et Police, Chef de la délégation, Max Kaufmann, Directeur de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, Paul Baechtold, Chef de la Police fédérale des étrangers, Albert Jobin, Chef de section à l'Ofiamt, Arthur Guillermet, Secrétaire général du Département de Justice et Police du canton de Genève, Georges Chavaz, Conseiller social auprès de la Légation de Suisse à Paris, Walter Zurbuchen, Directeur du Contrôle de l'habitant à Genève, Roger Merlin, 2<sup>ème</sup> Adjoint à l'Ofiamt, Etienne Serra, 2<sup>ème</sup> Secrétaire de légation au Département politique fédéral, Louis Desibourg, Juriste de 1<sup>ère</sup> classe à la Police fédérale des étrangers. 3) d'allouer une indemnité journalière de 50 francs pour le chef de la délégation et de 40 francs pour les autres membres; 4) d'offrir par les soins de la délégation suisse un repas à la délégation française, à des représentants du Consulat général de France à Genève et à une délégation des autorités genevoises; 5) d'aviser les autorités françaises, par l'entremise du Département politique fédéral, de l'objet des négociations et de la composition de la délégation. *Cette proposition du Département de Justice et Police est acceptée par le Conseil fédéral lors de sa séance du 10 février 1953, cf. PVCF N° 231 du 10 février 1953, E 1004.1(-)-1/550.*

## 45

E 2001(E)1969/121/58

[DoDiS-9089]

### *Notice du Chef de la Division des Organisations internationales du Département politique, P. Micheli*

INVESTIGATIONS DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS SUR LE PERSONNEL  
AMÉRICAIN DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

LM

[Berne,] 14 février 1953

Je m'entretiens de cette question avec MM. Chisholm, Pelt et Mulatier et obtiens les renseignements suivants:

M. Ward, chef-adjoint de la Délégation permanente des Etats-Unis à Genève, a demandé à M. Morse, directeur du BIT, à M. Chisholm, directeur de l'OMS et à M. Mulatier, secrétaire général de l'UIT, de distribuer à leurs collaborateurs de nationalité américaine et de faire remplir par ceux-ci des formulaires<sup>1</sup> émanant du Gouvernement américain les interrogeant sur leur

1. Pour le formulaire cf. la notice Enquête des autorités américaines à l'égard de leurs

activité politique et leurs attaches éventuelles avec le parti communiste. Des demandes analogues ont été adressées à M. Taylor, directeur par intérim de l'Unesco à Paris, et à M. Dodd, directeur de la FAO à Rome<sup>2</sup>.

Les directeurs des organisations internationales ne semblent pas s'être concertés entre eux au sujet de l'attitude à adopter. Néanmoins, MM. Morse, Chisholm, Mulatier et Taylor auraient refusé de donner suite à la demande américaine. Ils auraient fait savoir qu'une telle enquête ne pouvait être menée au sein d'une organisation internationale et sous le patronage de son directeur. Si les Américains veulent avoir des renseignements sur les opinions politiques de leurs concitoyens, ils peuvent les interroger au Consulat. En revanche, M. Dodd aurait accepté de distribuer les formulaires à ses collaborateurs américains.

M. Pelt n'a été l'objet, jusqu'à présent, d'aucune démarche, sans doute parce que sa situation diffère de celle des autres: le siège européen des Nations Unies n'est pas une institution autonome, mais dépend du siège américain et M. Pelt ne pourrait en l'occurrence qu'exécuter les instructions de M. Lie. Celui-ci a saisi de l'affaire l'Assemblée des Nations Unies qui s'ouvrira à nouveau à New-York le 24 février<sup>3</sup>.

Quant à M. Swoboda, secrétaire de l'OMM, il n'a pas de collaborateur américain; aussi est-il hors de cause.

Je me suis rendu compte que les investigations américaines préoccupaient vivement les directeurs des organisations internationales. Celles-ci pourraient avoir des effets dont il n'est pas encore possible de mesurer la portée. Ainsi, qu'advierait-il si un ressortissant américain refusait de remplir le formulaire en question? Il n'est pas impossible que les Etats-Unis lui retirent alors son passeport. Dans ces conditions, il deviendrait une sorte d'apatride et solliciterait probablement l'asile du pays de résidence. En outre, si l'organisation qui l'emploie est satisfaite de ses services, pourrait-elle le garder?

M. Ward a demandé également à M. Léopold Boissier de le voir au sujet d'une de ses collaboratrices de nationalité américaine. M. Boissier m'a demandé ce qu'il devait faire. Je lui ai répondu qu'il serait intéressant de connaître exactement la façon de procéder de M. Ward et que s'il était d'accord je lui conseillais de le recevoir en faisant naturellement toutes les réserves qui lui paraîtraient nécessaires puis de nous écrire afin que nous ayons tous les éléments en mains pour fixer notre attitude.

---

ressortissants employés par des Organisations Internationales ayant leur siège en Suisse du 29 avril 1953, E 2210.5(-)1970/17/9 (DoDiS-9090).

2. Cf. N° 115 dans le présent volume. Sur l'anticommunisme, cf. le rapport de la Légation de Suisse à Washington *Verschärfung des nationalen und internationalen Kampfes gegen den Kommunismus du 23 janvier 1953*, E 2001(E)1969/121/236 (DoDiS-9081). Cf. aussi E 2210.5(-)1970/17/9, E 2001(E)1970/1/29 et *DDS*, vol. 18, N°s 57 (DoDiS-8543), 74 (DoDiS-7976) et 79 (DoDiS-8578). *Une éminente victime du maccarthysme est John Carter Vincent, ancien Ministre des Etats-Unis à Berne, cf. les lettres de K. Bruggmann à M. Petitpierre du 23 décembre 1952*, E 2300(-)/9001/502 (DoDiS-9082), et du 6 mars 1953, *ibid.* (DoDiS-9084).

3. Sur le rapport du Secrétaire général de l'ONU, cf. la lettre de J. F. Wagnière à la Division des Organisations internationales du DPF du 6 février 1953, E 2001(E)1969/121/58 (DoDiS-9088).

Je pense que nous devrions procéder de la façon suivante: M. Bindschedler devrait examiner dans quelle mesure les investigations américaines sont admissibles du point de vue suisse et si, le cas échéant, nous devrions protester contre elles. Dans le cas où nous arriverions à une telle conclusion, il me paraîtrait désirable que les pays dans lesquels siègent des organisations internationales aient une attitude commune. Nous pourrions donc prendre contact avec le Gouvernement italien, le Gouvernement français, le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement canadien, lequel s'est déjà enquis de notre manière de voir. L'Assemblée des Nations Unies devant traiter la question à la fin de février déjà, nous devrions d'ici là savoir ce que nous voulons faire.

## 46

E 2800(-)1990/106/19

[DoDiS-8873]

*Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre*

ENTRETIEN AVEC M. GOLDMANN, PRÉSIDENT DU CONGRÈS MONDIAL JUIF,  
LE LUNDI 16 FÉVRIER 1953, À 11 H. 30

*[Berne, 16 février 1953]*

M. Goldmann me rappelle qu'il est déjà venu me voir en 1947, avant la création de l'Etat d'Israël, à propos d'une question intéressant l'Union postale universelle.

La décision du Conseil fédéral de ne pas admettre que la réunion projetée se tienne en Suisse a vivement surpris et heurté les Juifs qui ont été renseignés et M. Goldmann<sup>1</sup>. En effet, ces réunions se sont toujours tenues en Suisse, en particulier sous le régime hitlérien<sup>2</sup>. Le Conseil fédéral et le Département politique ont toujours donné leur assentiment.

La réunion de Zurich rassemblera les représentants d'une quarantaine d'organisations. Il y aura probablement une centaine de participants, au maximum 150. Tous les délégués sont triés sur le volet et constituent une élite. Il ne s'agit pas d'une manifestation de masse. Aucun propos hostile aux pays de l'Est ou à leurs chefs ne sera tenu. Le Gouvernement d'Israël ne sera pas représenté<sup>3</sup>. Tout au plus y aura-t-il des délégués de quelques organisations juives ayant leur siège en Israël.

La réunion durera un jour ou un jour et demi. Il y aura vraisemblablement une seule séance publique. Une résolution sera probablement votée. Elle comportera trois points:

1. Cf. le procès-verbal des délibérations de la 10<sup>ème</sup> séance du Conseil fédéral du 13 février 1953, E 1003(-)1970/343/R 3105. Cf. aussi E 4320(B)1990/266/406.

2. Cf. DDS, vol. 12, N° 53. Sur le congrès de 1948, à Montreux, cf. la lettre-circulaire du Ministère public fédéral aux commandants de police cantonaux du 21 janvier 1948, E 4320 (B)1990/266/406 (DoDiS-8627).

3. Cf. les entrevues de M. Petitpierre avec le Ministre d'Israël à Berne, S. Tolkowsky, les 11 et 17 février, E 2001(E)1970/1/101.

1) protestation contre les accusations portées contre les Juifs dans certains pays; affirmation que les organisations juives n'ont jamais fait d'espionnage;

2) crainte que la propagande antisémite dans certains pays n'ait des conséquences graves pour les deux millions de Juifs qui vivent dans ces pays et qui doivent bénéficier de l'égalité de droit avec les autres citoyens;

3) droit pour les Juifs d'émigrer, non seulement pour l'Etat d'Israël, mais vers d'autres destinations, conformément à la Charte des droits de l'homme, à laquelle les pays de l'Est, notamment l'URSS, ont souscrit.

M. Goldmann demande que la décision prise soit reconsidérée<sup>4</sup>. Il pense que, s'il fallait expliquer pourquoi pour la première fois la Suisse refuse l'hospitalité à un congrès juif, cela serait désagréable et difficile à faire comprendre.

A mon observation qu'aujourd'hui il y a un Etat d'Israël, sur le territoire duquel cette réunion pourrait se tenir, M. Goldmann répond que beaucoup d'organisations juives n'ont rien à faire avec l'Etat d'Israël. Elles ne sont pas d'accord avec sa politique. On ne saurait assimiler le judaïsme mondial à l'Etat d'Israël. La réunion doit se tenir en Suisse pour éviter qu'elle ne soit interprétée comme un acte politique en relation avec la politique générale suivie par les Etats-Unis et leurs alliés.

---

4. Cf. le procès-verbal des délibérations de la 11<sup>ème</sup> séance du Conseil fédéral du 17 février 1953, E 1003(-)/1970/343/R 3105 (DoDiS-9288). Cf. aussi PVCF N° 837 du 19 mai 1953, E 1004.1(-)/1/553. La réunion n'eut pas lieu en mars comme prévu, mais du 4 au 11 août 1953 à Genève.

#### 47

E 2001(E)1970/217/86

[DoDiS-8941]

*Le Ministre de Suisse à Rome, E. Celio, au Chef du Département politique,  
M. Petitpierre*

L

Rome, 19 février 1953

J'ai l'honneur de vous remercier des informations que vous avez bien voulu me donner par votre lettre du 12 de ce mois<sup>1</sup> au sujet de l'élévation au rang d'ambassade de la Légation d'Italie à Berne. A cet effet, je vous dirai que l'on donnait hier pour certaine, au Palais Chigi, la désignation de M. Kennan, ex-ambassadeur à Moscou parti dans les circonstances que vous connaissez<sup>2</sup>, comme ambassadeur des Etats-Unis à Berne. Vous êtes sans doute mieux

---

1. Cf. la lettre de M. Petitpierre à E. Celio du 12 février 1953, E 2800(-)/1967/59/85.

2. Suite à des déclarations à la presse berlinoise concernant les conditions de travail des diplomates occidentaux à Moscou, G. Kennan est contraint de quitter son poste à cause des protestations émises par les autorités soviétiques, qui déclarent l'Américain *persona non grata*. Cf. la communication politique N° 30 de C. Gorgé à A. Zehnder du 8 octobre 1952, E 2300(-)/9001/286. Cf. aussi la lettre de A. Boissier à M. Petitpierre du 7 octobre 1952, E 2300(-)/9001/502.

informé que ces messieurs du Palais Chigi. Cette nouvelle, du reste, a déjà paru dans quelques journaux.

Je connais votre opinion<sup>3</sup> au sujet de la possibilité de transformer quelques légations de Suisse en ambassades et vous connaissez la mienne<sup>4</sup>. Je crois vraiment le moment venu pour le Conseil fédéral d'aborder la question et de prendre une décision, pour ou contre. La polémique dans les journaux<sup>5</sup> commence à devenir nerveuse, ce qui nuit à une évaluation sereine du problème. Quant à l'éventualité d'une solution positive, il ne vous déplaira pas que je vous fasse tenir, en annexe, quelques informations documentées sur l'importance économique de l'Italie au regard de la Suisse et vice-versa et sur le rang de l'Italie au regard des quatre autres pays.

P. S.— Je viens de recevoir le télégramme du Conseil fédéral<sup>6</sup> se déclarant disposé à négocier avec les gouvernements qui estiment devoir changer le rang de leur représentation<sup>7</sup>. La question de la réciprocité est renvoyée à plus tard. C'est bien.

#### ANNEXE<sup>8</sup>

*L'Italie joue un rôle fort important dans le commerce extérieur de la Suisse.*  
Cette importance ressort du tableau statistique ci-après:

Années	Commerce de la Suisse avec l'étranger		Commerce de la Suisse avec l'Italie	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations
1945	1225	1474	47,1	11,1
1946	3423	2676	227,7	156,1
1947	4820	3268	320,6	209,5
1948	4999	3435	299,0	227,0
1949	3791	3456	249,6	255,1
1950	4535	3910	323,2	515,2
1951	5915	4690	397,2	343,5
1952	5205	4748	379,1	438,2
	Importations d'Italie en % du total		Exportations en Italie en % du total	
1945	3,8		0,8	
1946	6,7		5,8	
1947	6,7		6,4	
1948	6,0		6,6	
1949	6,6		7,4	
1950	7,1		13,2	
1951	6,7		7,3	
1952	7,2		9,2	

3. Cf. la lettre de M. Petitpierre à E. Celio du 10 décembre 1952, E 2800(-)1967/59/85.

4. Cf. la lettre de E. Celio à M. Petitpierre du 30 décembre 1952, *ibid.*

5. Cf. E 2001(E)1969/121/70.

6. Cf. le télégramme N° 6 du Département politique à la Légation de Suisse à Rome du 19 février 1953, E 2001(E)1969/121/71.

7. Sur cette question, cf. PVCF N° 257 du 17 février 1953, E 1004.1(-)/1/550.

8. Cette annexe est rédigée par A. Parodi.

Il y a lieu de noter que depuis l'interruption presque totale des échanges commerciaux italo-suisse, causée par la guerre, les produits de notre industrie d'exportation ont trouvé en Italie un débouché toujours plus considérable. La vente de marchandises suisses à notre voisine du sud s'est non seulement développée d'une façon régulière et constante mais la part de l'Italie dans l'exportation totale de la Suisse est, elle aussi, en augmentation continue. L'année 1950 constitue une exception car des circonstances particulières et temporaires ont favorisé à cette époque l'exportation d'or travaillé de Suisse en Italie (216,5 millions de francs) ce qui ne se produit pas normalement<sup>9</sup>.

Bien que le rôle de l'Italie soit un peu moins important en ce qui concerne les importations que les exportations, la République produit des matières premières dont la Suisse ne saurait se passer et parmi lesquelles il convient de mentionner le chanvre, les pyrites, l'alumine calcinée, le soufre, le riz, les peaux et cuirs etc. En tant que pays fournisseur de la Suisse, l'Italie a conservé la place qu'elle avait acquise au lendemain des hostilités et le conflit de Corée a mis en lumière son importance toute particulière pour notre ravitaillement.

A ce propos, il y a lieu de relever que la flotte commerciale suisse ne pourrait se passer des ports italiens en période de tension ou de crise. Le rôle que Gênes a joué lors de la dernière guerre est connu des autorités responsables de l'organisation de notre économie de guerre. En cas de conflit, il faudra maintenir ouverts les ports de la Péninsule aussi longtemps que notre intérêt l'exigera; il sera essentiel alors d'avoir obtenu préalablement à Rome les appuis nécessaires.

Le rang que l'Italie occupe parmi nos principaux fournisseurs et débouchés est un des tout premiers, comme le démontre le tableau statistique ci-après:

[...] <sup>10</sup>

Il ressort ainsi de la statistique suisse du commerce extérieur que l'Italie occupe dès l'année 1946 la 4<sup>ème</sup> place à la fois comme pays fournisseur et comme débouché de la Suisse. Elle passe régulièrement avant la Grande-Bretagne.

Si l'on considère seulement le commerce d'importation de la Suisse avec l'étranger, on constate que l'Italie est le plus souvent au 5<sup>ème</sup> rang et se place ainsi devant certains des plus grand producteurs mondiaux de matières premières.

Pour notre industrie d'exportation, l'Italie est un client fidèle et très important. Malgré le niveau de vie assez bas de sa population, l'Italie est parvenue à la 3<sup>ème</sup> et même, en 1950, à la seconde place dans la liste de nos débouchés. Elle supplante complètement la Grande-Bretagne et même parfois la France en tant que marché pour nos produits nationaux. C'est au surplus le seul pays qui absorbe nos excédents de bétail de boucherie et qui, d'une façon générale, ne mette pas d'entraves à nos exportations agricoles traditionnelles telles que fromages en meules, fromages en boîtes, bétail d'élevage, lait condensé, etc.

9. Cf. *DDS*, vol. 18, No 68, note 7 (DoDiS-8822).

10. *Le tableau statistique reproduit l'évolution du commerce extérieur de la Suisse avec ses principaux partenaires entre 1945 et 1948.*

*En résumé*, l'Italie est un partenaire au moins aussi important pour notre économie que la France ou la Grande-Bretagne. Notre voisine du sud contrôle, au surplus, une des principales voies d'accès à notre pays. Elle nous livre, en outre, des matières premières indispensables à notre ravitaillement et absorbe près d'un demi-milliard de francs de produits suisses. Enfin, lorsque nous avons besoin de main-d'œuvre, nous pouvons toujours puiser dans les vastes réserves humaines de l'Italie, dont la situation démographique joue en notre faveur.

## 48

E 2001(E)1972/33/52  
[DoDiS-9015]

*Protokoll der Sitzung vom 16. Februar 1953 der Kommission des Nationalrates betreffend die Genehmigung der Abkommen über eine Grenzvereinbarung im Val di Lei und am Kriegalppass<sup>1</sup>*

Bern, 19. Februar 1953

*1. Kriegalppass.*

Präsident *Tenchio* erläutert das Abkommen über die Grenzvereinbarung am Kriegalppass<sup>2</sup>. Die bisher auf der Wasserscheide liegende Grenze musste in jenem Abschnitt durch eine gerade Linie ersetzt werden, da der dortige Gletscher die auf einer Moräne stehenden Grenzsteine verschoben hatte.

Herr Bundesrat *Petitpierre* ergänzt die Ausführungen von Herrn Präsident *Tenchio* und antwortet auf dessen Anfrage, dass die Generalstabsabteilung Gelegenheit gehabt habe, der Grenzvereinbarung zuzustimmen<sup>3</sup>.

Die einzelnen Bestimmungen des Vertrages geben zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

*Eintreten* auf den Bundesbeschluss<sup>4</sup> betreffend die Genehmigung des Abkommens ist *unbestritten*.

Präsident *Tenchio* macht darauf aufmerksam, dass in Art. 2 des Beschlussentwurfes irrtümlicherweise von Abs. 3, statt von Abs. 4 des Art. 89 BV<sup>5</sup> die Rede ist. Der Präsident weist darauf hin, dass die *Schlussabstimmung* erst

1. Anwesend: E. Tenchio, W. Allemann, W. Arni, E. Bircher, A. Gadiant, G. Guglielmetti, J. Heinzer, O. Hess, A. Kunz, Ch. Meier, A. Meili, ferner: M. Petitpierre, E. Diez.

2. Vgl. Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Italienischen Republik betreffend die Grenzvereinbarung am Kriegalppass vom 4. Juli 1952, *BBl*, 1952, Bd. 104, III, S. 245 f.

3. Vgl. *BR-Prot. Nr. 74 vom 15. Januar 1952*, E 1004.1(-)-/1/537, insbesondere der *Mitbericht des EMD an den Bundesrat vom 11. Januar 1952*, E 1001(-)-/1/92.

4. Vgl. den Bundesbeschluss betreffend die Genehmigung des zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Italienischen Republik abgeschlossenen Abkommens über die Grenzvereinbarung am Kriegalppass vom 27. März 1953, *BBl*, 1953, Bd. 105, I, S. 698 f.

5. Es handelt sich um den Artikel 89 der Bundesverfassung betreffend die Unterstellung der Staatsverträge unter das Referendum.

vorgenommen werden könne, wenn der Ständerat, der die Priorität hat, seinerseits das Geschäft genehmigt habe.

In diesem Sinne wird die *Schlussabstimmung* bis zur Beschlussfassung durch den Ständerat *verschoben*.

## 2. Val di Lei.

Präsident *Tenchio* lässt eine Broschüre «Kraftwerk Valle di Lei, Hinterrhein, Projekt 1948/1949»<sup>6</sup> der Motor-Columbus A.-G., Baden, verteilen. Darauf weist er auf die Zusammenhänge zwischen dem Abkommen von 1949 über die Verleihung der Wasserkräfte und dem vorliegenden Abkommen betreffend die Grenzvereinbarung hin. Aus militärischen Gründen musste die Schweiz darauf bestehen, dass die Staumauer auf schweizerisches Territorium zu stehen kommt. Die vorliegende Lösung ist für die Schweiz ausgesprochen günstig. Das Zusatzprotokoll<sup>7</sup> regelt verschiedene Zollfragen, die sich im Zusammenhang mit dem Realabtausch der durch den Stausee überfluteten italienischen Weiden ergeben.

Herr Bundesrat *Petitpierre* kommt auf die Vorgeschichte des Abkommens<sup>8</sup> zu sprechen und gibt ergänzende Erläuterungen zu den einzelnen Bestimmungen des Abkommens und des Zusatzprotokolls<sup>9</sup>.

Nationalrat *Gadient* erklärt, im Kanton Graubünden sei man zuerst wegen der Einwendungen der Generalstabsabteilung gegen die ursprünglich auf italienischem Territorium vorgesehene Errichtung der Staumauer bestürzt gewesen. Nachdem es nun aber dem Bundesrat gelungen sei, von Italien die Abtretung zu erwirken, so sei die vorliegende Lösung umso erfreulicher.

Präsident *Tenchio* weist darauf hin, dass kürzlich vor allem rechtsstehende italienische Zeitungen der italienischen Regierung vorgeworfen hätten, sie hätte der schweizerischen Elektrizitätsindustrie ein Geschenk gemacht. Glücklicherweise sind derartige Pressestimmen nur vereinzelt zu hören. Ein «Geschenk» liegt schon deshalb nicht vor, weil das Entgegenkommen Italiens ausschliesslich in der Frage des Hoheitsrechtes, nicht aber des Privateigentums, zu verzeichnen ist.

Auf eine Frage von Nationalrat *Gadient* antwortet Herr Bundesrat *Petitpierre*, dass leider die sofortige Ratifikation des Abkommens kaum wahrscheinlich sei. Aus einem kürzlichen Schreiben<sup>10</sup> der Schweizerischen Gesandtschaft in Rom gehe hervor, dass auch der Versuch, zunächst das Abkommen über die Verleihung der Wasserkräfte gesondert zu ratifizieren, von italienischer Seite abgelehnt worden sei. Im Hinblick auf die italienischen Wahlen

6. Für Exemplar dieser Broschüre vgl. E 2001(E)1969/121/57.

7. Vgl. Zusatzprotokoll zum Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Republik Italien betreffend eine Grenzvereinbarung im Val di Lei vom 25. November 1952, BBl, 1953, Bd. 105, I, S. 267 f.

8. Vgl. Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Italienischen Republik betreffend eine Grenzvereinbarung im Val di Lei vom 25. November 1952, BBl, 1953, Bd. 105, I, S. 265 f.

9. Vgl. Anm. 7.

10. Vgl. das Schreiben von E. Celio an M. Petitpierre vom 5. Februar 1953, E 2001(E)1969/121/57.



sei für die beiden Abkommen der Austausch der Ratifikationsurkunden kaum vor einigen Monaten zu erwarten. Der Bundesrat werde aber weiterhin sein Möglichstes tun, um die Inkraftsetzung der beiden Verträge zu beschleunigen.

Nationalrat *Meili* erklärt, er sei nie ein Freund des Kraftwerkprojektes im Val di Lei gewesen. In erster Linie hege er aber Bedenken aus militärischen Gründen, erscheine ihm doch aus topographischen Gründen der Zutritt zu dem schmalen abgetretenen Landstreifen, auf dem die Staumauer stehe, für das schweizerische Militär ausserordentlich schwierig. Dazu komme, dass sich der Staudamm auf diesem schmalen Streifen praktisch kaum wirksam verteidigen lasse. Nationalrat Meili befürchtet deswegen Komplikationen, vor allem militärpolitischer Natur.

Nationalrat *Gadient* bemerkt als Kenner der Örtlichkeit, dass der Zugang von Campsut durchaus möglich sei. Auf alle Fälle sei er praktisch wesentlich einfacher als der Zugang von Italien her.

Präsident *Tenchio* äussert sich in seiner Eigenschaft als Stabschef der Bündner Brigade. Es kann nicht bestritten werden, dass der Staudamm eine latente Gefahr für das darunter liegende Gebiet bildet, namentlich im Mobilisationsfall. Die Schweiz hat die Abtretung des Gebietsstückes weniger verlangt wegen der Verteidigung des Staudammes, sondern aus der Überlegung, dass derjenige, auf dessen Gebiet der Staudamm steht, über seine Entleerung entscheiden kann.

Herr Bundesrat *Petitpierre* unterstreicht die Ausführungen des Präsidenten. Wichtig ist vor allem der Schutz des Staudammes gegen Sabotage. Im übrigen ist das Risiko in Bezug auf das Kraftwerk im Val di Lei nicht grösser als bei jedem andern Kraftwerk überhaupt: jeder Stausee stellt in Kriegszeiten eine latente Gefahr dar. Im übrigen darf nicht vergessen werden, dass Italien der Schweiz bei der Gebietsabtretung sehr weit entgegengekommen ist. Die italienischen Konzessionen stellen ein Maximum dar.

Zu den einzelnen Bestimmungen des Abkommens und des Zusatzprotokolls werden keine Bemerkungen gemacht. Die Kommission beschliesst hierauf *Eintreten* auf den Bundesbeschluss<sup>11</sup>, und zwar  *einstimmig bei einer Enthaltung*.

Wie im Genehmigungsbeschluss zum Abkommen betreffend den Kriegalppass ist auch hier in Artikel 2 des Bundesbeschlusses richtig zu stellen ist: Art. 89, Abs. 4 BV.

Die *Schlussabstimmung* wird ebenfalls nach Beschlussfassung durch den Ständerat erfolgen.

Als ihren *Berichterstatter* bezeichnet die Kommission ihren Präsidenten.

---

11. Vgl. den Bundesbeschluss betreffend die Genehmigung des zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Italienischen Republik abgeschlossenen Abkommens über eine Grenzvereinbarung im Val di Lei vom 27. März 1953, BBl, 1953, Bd. 105, I, S. 700 f.

E 2800(-)1990/106/19  
[DoDiS-10154]

*Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre*

[Berne], 2 mars 1953

M. Rodolphe Rubattel, Vice-Président du Conseil fédéral, et le soussigné, Chef du Département politique, ont eu le 28 février 1953, de 10 heures 50 à 13 heures 10, un entretien avec M. D. P. Spierenburg, membre de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, accompagné d'un collaborateur, M. Balladore<sup>1</sup>.

M. Spierenburg relève au début de l'entretien qu'il s'est produit des malentendus entre les autorités suisses et la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, qu'en Suisse on s'est montré trop craintif et inquiet et que les garanties et assurances qu'on cherchait à obtenir ne pouvaient être données. Il fait d'emblée un exposé sur les questions qui intéressent particulièrement la Suisse. Après quoi M. Rubattel et le soussigné lui posent des questions. Voici ce qui résulte en substance de cet entretien, qui s'est déroulé dans le meilleur esprit:

1. La Haute Autorité estime que son action doit s'exercer d'entente avec les pays restés en dehors de la Communauté et en tenant compte de leurs vues et de leurs intérêts. On serait heureux d'accueillir la Suisse dans la Communauté, mais on comprend les raisons qui l'empêchent d'adhérer<sup>2</sup>. La présence d'une délégation à Luxembourg règle de façon satisfaisante le problème de nos relations avec la Haute Autorité.

2. La Haute Autorité est prête à discuter toutes les questions qui nous intéressent et à ne jamais nous mettre devant le fait accompli. Notre délégation aura en tout temps accès auprès d'elle et pourra obtenir tous les renseignements qu'elle désire.

3. La délégation suisse peut être itinérante, sans bureau à Luxembourg. Il ne serait pas désirable qu'on veuille combiner les affaires luxembourgeoises avec celles de la Communauté (ce qui exclut d'emblée l'utilisation de notre Consulat). La formule G. Bauer-Hauswirth serait agréée<sup>3</sup>.

4. Longue discussion sur différentes dispositions du traité, à propos desquelles M. Rubattel pose des questions précises. Ainsi il y aura encore à l'avenir une marge assez large pour les négociations bilatérales avec les pays membres. La Haute Autorité n'a pas le pouvoir d'intervenir, si ce n'est lorsqu'un accord avec un pays tiers compromettrait le ravitaillement du marché commun. La libre concurrence continuera à jouer à l'intérieur de la Communauté. Sur les doubles prix, M. Spierenburg fait des déclarations plutôt rassurantes: la Haute

---

1. Cf. la notice de R. Rubattel sur le même entretien, E 2800(-)1967/60/11.

2. Sur la position de la Suisse envers les autres projets européens, cf. N° 43 dans le présent volume.

3. En mars 1953 le Conseil fédéral nomma G. Bauer et H. Hauswirth comme délégués suisses. Cf. PVCF N° 393 du 9 mars 1953, E 1004.1(-)-/1/551.

Autorité est en principe contre. Sur les transports, M. Spierenburg n'a pas encore d'opinion. L'acte de Mannheim<sup>4</sup>, d'ailleurs vieilli, ne saurait faire échec à de nouveaux arrangements: la Suisse aura l'occasion de défendre sa position.

5. La Haute Autorité entend collaborer avec l'OECE, mais sans admettre qu'on se serve de l'OECE contre elle. Dans l'OECE – pour les répartitions d'une manière générale – les six Etats membres de la Communauté doivent être considérés comme une entité et non pris individuellement.

6. L'idée de M. Monnet est la création d'une autorité politique, dont dépendront la Communauté et la Communauté européenne de défense. M. Spierenburg est opposé à la création de plusieurs Hautes Autorités pour d'autres pools: agricole<sup>5</sup>, santé publique<sup>6</sup>, etc. Pour le moment, il n'y a pas de liens organiques entre la Communauté et la Communauté européenne de défense.

7. La répartition de charbon pour le deuxième trimestre par le Comité ad hoc de l'OECE a suscité des difficultés, à cause de la pénurie de fines à coke: sauf pour ce produit la répartition sera probablement à peu près la même que pour le premier trimestre de 1953.

8. Sur une question que nous posons au sujet de l'échange de notes avec les six gouvernements concernant la clause de la nation la plus favorisée, M. Spierenburg déclare ne pas être d'accord avec ce qu'a convenu M. Suetens avec M. Hotz<sup>7</sup>. Une réponse à la note suisse doit être discutée avec les six gouvernements. La Haute Autorité n'admettra en aucun cas qu'on se serve de la «clause» dans les négociations sur les autres questions qui nous intéressent. Il doit y avoir séparation complète. Le soussigné déclare que le Conseil fédéral sera sans doute d'accord avec cette séparation et pour qu'on traite pour elles-mêmes les autres questions. Pour l'opinion publique suisse, il serait préférable de s'en tenir provisoirement à la solution indiquée dans la note suisse (et acceptée par M. Suetens). M. Spierenburg promet de revoir la question. Eventuellement cette note pourrait être laissée sans réponse<sup>8</sup>.

9. Nous arrêtons les termes d'un communiqué à la presse.

---

4. *L'acte de Mannheim de 1868 règle la libre utilisation du Rhin par les Etats riverains.*

5. *Aussi appelé «pool vert». Cf. N° 43, note 4, dans le présent volume.*

6. *Aussi appelé «pool blanc». Cf. N° 43, note 5, dans le présent volume.*

7. *Sur les entretiens entre M. Suetens et la délégation permanente pour les négociations économiques avec l'étranger, du 11 novembre, 17 décembre 1952 et du 3 février 1953 sous la présidence de J. Hotz, cf. PVCF N° 222 du 6 février 1953, E 1004.1(-)/1550 (DoDiS-9368 et 9369). Cf. l'annexe 2 du PVCF qui contient le protocole de l'accord entre M. Suetens et J. Hotz. Cf. aussi N° 39 dans le présent volume.*

8. *Sur la suite de cette affaire, cf. la lettre de H. Hauswirth à M. Petitpierre du 21 février 1953, E 2001(E)1969/121/223 (DoDiS-10250).*

E 2300(-)/9001/214  
[DoDiS-10264]

*Le Ministre de Suisse à Lisbonne, A. Brunner,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

L Confidentiel

Lisbonne, 5 mars 1953

Un séjour de quatre ans au Portugal m'a permis de nouer des contacts avec les milieux les plus divers et en particulier avec de nombreuses personnalités versées dans les questions coloniales. J'ai pu ainsi me rendre compte du rôle que l'outre-mer jouait dans la vie économique et politique du pays et à quel point les problèmes impériaux intéressaient la nation. Cet intérêt devient chaque année plus manifeste, et aujourd'hui, il passe au premier plan.

L'effort considérable que le Portugal entreprend pour mettre en valeur ses possessions d'outre-mer exige d'importants investissements que le pays n'est pas en mesure de faire à lui seul. Mais le gouvernement se méfie du concours financier que les grandes puissances pourraient lui prêter. En revanche, une participation du capital suisse, provenant d'un Etat exempt par définition d'arrière-pensée politique, serait envisagée d'une toute autre manière. Le Ministre des Affaires étrangères<sup>1</sup> lui-même me l'a dit, ajoutant que son gouvernement serait heureux de pouvoir examiner des propositions de notre part.

Dans ces conditions, j'ai estimé qu'il était de mon devoir de vous exposer comment on envisage de Lisbonne les problèmes africains. Le rapport ci-joint<sup>2</sup> ne vise qu'à situer la question, et à relater quelques-uns de ses aspects politiques et psychologiques. Il n'est ni exhaustif, ni technique. Dans mon idée, il ne doit être que le premier jalon d'un chemin qui nous conduirait à une meilleure connaissance de cette bande de terrain qui s'étend grosso modo entre l'équateur et le tropique du capricorne, et qui paraît si lourde d'avenir et de promesses.

Je sais qu'à l'heure où tant de marchés nous sont fermés, notre pays étudie toute nouvelle possibilité d'expansion industrielle et financière. Or, il convient de ne pas sous-estimer les possibilités de l'Angola et du Moçambique et de leur hinterland – les Rhodésies et le Congo belge – si riches en matières premières déjà en cours d'exploitation, qui sont très grandes et très intéressantes pour nous.

Une étude plus approfondie de ce vaste marché me paraît d'autant plus justifiée que, malgré les troubles du Kénia, la domination blanche en Afrique méridionale me paraît assurée pour de nombreuses années encore<sup>3</sup>. En effet, ces territoires sont peu peuplés et les indigènes beaucoup moins avancés que les asiatiques. Une seconde Indochine<sup>4</sup> ne saurait donc s'y constituer. En outre,

---

1. P. Cunha.

2. Cf. le rapport d'A. Brunner à M. Petitpierre du 5 mars 1953, non reproduit (DoDiS-10670).

3. Cf. aussi N° 99 dans le présent volume.

4. Sur le conflit d'Indochine, cf. surtout E 2300(-)/-1415.

et comme je le souligne dans le rapport ci-annexé, les méthodes coloniales portugaises semblent si heureuses qu'elles écartent tout danger d'insurrection dans les possessions lusitaniennes.

Mais il ne me serait loisible de pousser plus à fond mon enquête qu'une fois en possession d'indications et d'instructions de votre part; indications sur les intentions et l'état d'esprit des milieux compétents de notre pays à l'égard de l'Afrique noire, instructions sur les points à élucider, les questions à poser et, éventuellement, les ouvertures à faire.

J'ajoute que l'examen de ce vaste problème devrait être mené assez rapidement pour que nous ne risquions pas de voir l'occasion qui se présente momentanément, nous échapper<sup>5</sup>.

P. S. A toutes fins utiles, je vous signale que des rapports sur le plan de six ans ont été envoyés à la Division du Commerce<sup>6</sup>. De même, en 1950, la même Division avait reçu un exposé détaillé, dû à la plume de M. Maurice, alors mon collaborateur, sur les communications interafricaines.

5. Sur la suite donnée à la proposition d'A. Brunner, cf. (DoDiS-10264).

6. Sur le plan de développement portugais pour la période 1953-1958, cf. les lettres de la Légation de Lisbonne à la Division du commerce, des 12 et 18 septembre 1952, E 7110(-) 1967/32/1466.

## 51

E 7110(-)1967/ 32/1721

[DoDiS-9504]

*Der Geschäftsträger der Schweizerischen Gesandtschaft in Caracas,  
W. Fuchss, an den Direktor der Handelsabteilung  
des Volkswirtschaftsdepartementes, J. Hotz*

### WARENVERKEHR MIT VENEZUELA

S Vertraulich

Caracas, 12. März 1953

Ich beehre mich Ihnen in Ergänzung meines Berichtes vom 3. März<sup>1</sup> über den Abschluss eines Vertrages zwischen der venezolanischen Regierung und den Firmen *Emeg A. G.* und *Albiswerk Zürich A. G.* folgende vertrauliche Einzelheiten bekannt zu geben, welche Sie interessieren dürften:

Die Verhandlungen der Firma *Emeg*, die sich über mehr als ein Jahr erstreckten, haben verschiedene Phasen durchlaufen, bei deren Verfolgung es nicht an Intrigen fehlte. Während die *Emeg A. G.* zunächst beabsichtigte, mit den englischen Besitzern der heutigen Telephongesellschaft von Caracas zusammenzuarbeiten, eine englisch-schweizerische Interessengemeinschaft zu bilden und der Regierung gemeinsame Vorschläge für die Verbesserung und den Ausbau des Telephonnetzes zu unterbreiten, kam es später zu Unstimmigkeiten zwischen den Partnern. Die englische Gesellschaft glaubte die Mög-

1. Vgl. das Schreiben von W. Fuchss an J. Hotz vom 3. März 1953, nicht abgedruckt (DoDiS-9400).

lichkeit zu sehen, mit Hilfe einiger venezolanischer Finanzleute ihre unabhängige Position halten und ohne Beteiligung anderer ausländischer Gruppen ein neues Abkommen mit den venezolanischen Behörden abschliessen zu können. Die Emeg A. G. zog sich daraufhin von den Engländern zurück und unternahm es, den Vertrag für die Lieferungen zugunsten der schweizerischen und deutschen Interessenten zu erlangen.

Die englische Gesellschaft lief bei dieser Veränderung der Verhandlungslage die Gefahr, gänzlich ausgeschaltet zu werden, und sie wehrte sich mit allen Mitteln dagegen. Es fehlte nicht an Demarchen des britischen Botschafters<sup>2</sup> und seiner Mitarbeiter beim Verkehrsminister und bei anderen hohen Regierungsstellen. Wie ich höre, sind diese Vorstellungen in wenig geschickter Weise erfolgt und haben bekanntlich ihr Ziel verfehlt. Die Übertragung des Auftrages an eine neue ausländische Gruppe wird auf englischer Seite als eine empfindliche Niederlage empfunden.

Andererseits hat auch die schwedische Firma Ericsson bis zuletzt versucht, den Kontakt für sich zu erhalten. Ihre Aussichten waren nicht schlecht, da sie schon wichtige Telephoninstallationen in einigen Landesteilen Venezuelas ausgeführt hat. Trotz Versprechungen des schwedischen Gesandten<sup>3</sup>, im Falle der Übergabe des Auftrages an die Firma Ericsson für die Verleihung von Orden zu sorgen, war es nicht möglich, den schwedischen Interessenten zum Erfolg zu verhelfen.

Ich selbst habe mit Bezug auf Schritte bei den venezolanischen Behörden eine gewisse Zurückhaltung beobachtet, jedoch im letzten Stadium der Verhandlungen Gelegenheiten gefunden, dem Verkehrsminister<sup>4</sup> persönlich darzulegen, dass bei einer Übertragung der Lieferungen an das Albiswerk Zürich mit einer ausgezeichneten technischen Ausführung gerechnet werden kann. Ich konnte dabei auf die vorbildlichen Installationen, die vom Albiswerk in der Schweiz ausgeführt worden sind, hinweisen.

Die Anstrengungen des Delegierten der Firma Emeg A. G., Herrn Robert Greif, in Venezuela haben bei Vertretern der schweizerischen Grossindustrien in Caracas eine gewisse persönliche Animosität erzeugt. Diese Haltung gegenüber dieser Firma ist wahrscheinlich auf eine allgemeine Abneigung gegenüber Mittelmännern, die überdies nicht Schweizer sind, zurückzuführen. Tatsache ist, dass die Emeg A. G., namentlich Herr Robert Greif, sehr beachtenswerte Arbeit geleistet und einen grossen Erfolg erzielt hat. Seine Zuhilfenahme seitens des Albiswerkes Zürich A. G. erklärt sich daraus, dass dieses Werk keinen gewiegten Unterhändler besitzt und allein keineswegs in der Lage gewesen wäre, die harten Verhandlungen zu einem erfolgreichen Abschluss zu führen. Vielleicht war es durch den Beizug eines Mittelsmannes auch leichter möglich, gewissen Gepflogenheiten beim Abschluss grösserer Regierungskontrakte (Zahlung von Kommissionen etc.) Rechnung zu tragen.

Diese Notizen über den Verlauf der Verhandlungen sind nur zu Ihrer Orientierung bestimmt, und ich bitte Sie daher, sie als vertraulich zu behandeln.

---

2. R. W. Urquhart.

3. F. C. L. Stackelberg.

4. O. Mazzel.

E 1001(-)/1/512

[DoDiS-8940]

*Proposition du Département des Finances et des Douanes au Conseil fédéral*

## AVOIRS DE LA CONFÉDÉRATION EN ITALIE

PVCF

Berne, 16 mars 1953

*a) L'accord italo-suisse*

Selon convention du 14 mai 1949<sup>1</sup>, le Gouvernement italien s'était engagé à rembourser 145 millions de francs sur les créances de la Confédération en Italie. Sur ce montant, 125 millions ont été payés jusqu'au 31 janvier 1952 dont 39 millions dans le cadre de l'UEP. Quant au solde de 20 millions, il avait été prévu qu'il serait payable en lires, au cours du jour du paiement, à réquisition des autorités suisses pour des investissements à convenir d'un commun accord.

Le Ministère italien des Finances a mis à notre disposition la contre-valeur des 20 millions de francs au cours de 142.90, soit 2858 millions de lires.

Ce montant a servi à la construction de bateaux, à l'achèvement de la Maison Suisse de Milan<sup>2</sup>, ainsi qu'à l'agrandissement et à l'aménagement d'écoles suisses en Italie, de la manière suivante: conformément aux échanges de lettres F 33 du 21 octobre 1950<sup>3</sup> et F 38 du 13 juillet 1951<sup>4</sup>, le Gouvernement italien a mis à la disposition de la Société de navigation Nautilus S. A.<sup>5</sup>, à Lugano, 8 millions de francs pour la construction d'un bateau de transport et à celle de la Société de navigation Delphinia<sup>6</sup>, à Lugano, un même montant pour la mise en chantier d'un navire pétrolier. Sur notre demande, le solde restant après paiement de ces 16 millions, soit 4 millions de francs, a été versé à la Légation de Suisse à Rome<sup>7</sup>. Ce dernier montant représentant 571,6 millions de lires a été utilisé, jusqu'à maintenant, comme suit:

en millions de lires

Société de navigation Nautilus	207,4
Maison Suisse Milan	300,0
Ecoles Suisses en Italie	57,5
Montant disponible	6,7
	571,6

1. Cf. DDS, vol. 17, N° 129 (DoDiS-4262).

2. Sur la Maison Suisse de Milan, cf. DDS, vol. 18, No 123 (DoDiS-8821). La Maison Suisse de Milan est inaugurée en mai 1952, cf. la lettre d'E. Celio à M. Petitpierre du 21 mai 1952, E 2300(-)/9001/409.

3. Cf. la lettre de U. Grazzi à J. Hotz du 21 octobre 1950, E 7110(-)1967/32/1236.

4. Cf. la lettre de U. Grazzi à E. Celio du 13 juillet 1951, E 7110(-)1967/32/1237.

5. Sur le projet d'investissement concernant la société Nautilus, cf. DDS, vol. 18, N° 123 (DoDiS-8821), ainsi que la notice de J. Hotz à R. Rubattel du 6 juin 1950, E 2001(E)1967/113/756 (DoDiS-8826). Cf. aussi PVCF N° 1952 du 27 octobre 1950, E 1004.1(-)/1/522 (DoDiS-7804).

6. Sur le projet d'investissement concernant la société Delphinia, cf. PVCF N° 780 du 20 avril 1951, E 1004.1(-)/1/528 (DoDiS-7935).

7. Ibid.

*b) Les Ecoles suisses en Italie*

Au cours des négociations<sup>8</sup>, les Italiens ont tout spécialement insisté pour que des investissements soient faits dans les bâtiments des Ecoles suisses, ce genre de placement ne nécessitant aucune sortie de devises.

Pour l'agrandissement et l'aménagement des écoles, vous avez autorisé les dépenses suivantes:

	en millions de liras	en francs
Ecole Suisse Rome (ACF. 21. 10. 47) <sup>9</sup>	45,0	345'000
Ecole Suisse Gênes (ACF. 22. 07. 49) <sup>10</sup>	54,0	358'200
Ecole Suisse Milan (ACF. 20. 01. 50) <sup>11</sup>	22,0	132'000
Ecole Suisse Catane (ACF. 20. 01. 50) <sup>12</sup>	5,0	30'000
	126,0	865'200
En plus de ces montants il a été versé		
à		
l'Ecole Suisse à Florence	6,5	39'000
l'Ecole Suisse à Rome	4,0	24'000
de sorte que le total des investissements en faveur des écoles s'élève à	136,5	928'200

Pour ces investissements, 57,5 millions de liras ont été prélevés sur les 20 millions de francs auprès de la Légation de Suisse à Rome, comme indiqué ci-dessus.

Le crédit susmentionné de 6,5 millions de liras en faveur de l'Ecole de Florence a été accordé, sur la demande du Département fédéral de l'intérieur, à l'Associazione Scuola Svizzera à Florence pour achever la construction d'une annexe au bâtiment de l'Ecole. Comme la Confédération a pu acquérir ce bâtiment au moyen des fonds appartenant à la Colonie Suisse de Florence (ACF du 24. 01. 47)<sup>13</sup> et que, d'autre part, le compte d'exploitation pour 1947 de cette école s'était soldé par un déficit d'environ 1,5 million de liras, le département précité a demandé que la Confédération renonce au remboursement du prêt, ce qui se justifie en raison des sacrifices faits par la colonie.

Les 4 millions de liras versés en supplément du prêt de 45 millions que vous avez alloué à l'Ecole de Rome ont été destinés à la construction d'une salle dans le bâtiment acheté pour l'école. Il est prévu que la «Cooperativa Edilizia Castro Pretorio» transférera à la Confédération la propriété de cet immeuble. Les frais de mutation et de notaire s'élèveront approximativement à 300'000'000 liras. A cet effet, 2'298'106 liras seront prélevés sur le solde d'un fonds constitué par le produit de la vente d'une parcelle de terrain que la société coopérative précitée avait cédée en son temps au Lycée français Chateaubriand. Quant à la différence, soit environ 900'000 liras, elle devra être versée par la Confédération.

8. Sur les négociations économiques italo-suisse de 1950, cf. E 7110(-)1967/32/1235 et 1236.

9. Non retrouvé.

10. Cf. PVCF N° 1483 du 22 juillet 1949, E 1004.1(-)/1/507.

11. Cf. PVCF N° 157 du 20 janvier 1950, E 1004.1(-)/1/513.

12. Ibid.

13. Cf. PVCF N° 200 du 24 janvier 1947, E 1004.1(-)/1/477.



Par ailleurs, il est probable que le crédit de 54 millions de liras accordé à l'Ecole Suisse de Gênes pour la transformation et l'aménagement de son bâtiment soit dépassé de 1 million de liras en raison du renchérissement, de sorte que le solde de l'avoir de la Confédération auprès de la Légation se réduira de 6,7 à environ 4,8 millions de liras.

*c) Les autres investissements*

Le crédit de 1 milliard de liras que vous avez accordé au Centro Svizzero à Milan pour la construction de la «Maison Suisse» s'est révélé insuffisant en raison de la hausse du coût de la vie en Italie et, notamment, du fait qu'il a fallu renforcer les fondements de l'édifice et y apporter certaines modifications.

Le crédit alloué à la Société Nautilus pour la mise en chantier du bateau de transport «Helvetia» s'est également révélé insuffisant par suite de la hausse des prix des matériaux et de la main-d'œuvre. Nous avons l'intention d'utiliser le solde de 4,8 millions de liras au paiement des dépassements concernant le bateau qu'a fait construire la société Nautilus.

Un rapport spécial vous sera soumis dès que les comptes définitifs concernant la Maison Suisse de Milan et le bateau de transport «Helvetia» seront établis.

Vu ce qui précède, le Département fédéral des Finances et des Douanes a l'honneur de vous *proposer*:

1. D'approuver les crédits de 6,5 et 4,0 millions de liras en faveur des Ecoles Suisses de Florence et Rome pour la construction d'une salle dans leurs bâtiments scolaires et de 1 million de liras pour l'achèvement des travaux de transformation de l'Ecole Suisse à Gênes.

2. D'autoriser l'Administration fédérale des Finances:

à payer le solde des frais de mutation et de notaire concernant le transfert de la propriété de l'immeuble de la Cooperativa Edilizia Castro Pretorio, à Rome, au nom de la Confédération, solde qui s'élèvera approximativement à 900'000 liras et

à mettre à la disposition de la Société Nautilus pour les frais de construction du bateau «Helvetia» le solde des avoirs de la Confédération en Italie d'environ 4,8 millions de liras<sup>14</sup>.

---

14. Ces deux propositions sont approuvées par le Conseil fédéral lors de sa séance du 10 avril 1953, cf. PVCF N° 585 du 10 avril 1953, E 1004.1(-)/1/552 (DoDis-8968).

E 2300(-)/9001/307  
[DoDiS-9021]

*Der schweizerische Beobachter bei der Organisation  
der Vereinten Nationen in New York, A. Lindt, an den Vorsteher  
des Politischen Departements, M. Petitpierre*

S Vertraulich

New York, den 20. März 1953

In den letzten Tagen ergab sich mir Gelegenheit, die allgemeine Lage mit M. Georges-Picot, beigeordneter Generalsekretär der Vereinten Nationen, ehemaliger französischer Botschafter, und mit einem Angehörigen der russischen Delegation zu besprechen.

1. M. Georges-Picot gehört zu denjenigen Beobachtern, die glauben, der Regimewechsel in Moskau werde bewirken, dass sich die Sowjetunion stärker mit innenpolitischen Problemen befassen werde. Malenkov wird versuchen, auf aussenpolitischem Gebiet Ballast abzuwerfen. Dies bedeutet nicht, dass Russland auf denjenigen Gebieten konzessionsbereiter würde, wo für die Sowjetunion ein unmittelbares, erstklassiges Interesse besteht. Weder in Korea noch in Deutschland ist deshalb ein Entgegenkommen Moskaus zu erwarten. Andererseits ist denkbar, dass Russland bereit wäre, daraufhin zu wirken, Spannungsfelder, die für Moskau untergeordnete Bedeutung haben, zu beseitigen. In diese Kategorie könnte Indochina fallen, vielleicht auch Malaja. Fraglich ist aber, ob Moskau diese Auffassung China gegenüber durchsetzen könnte, das darauf ausgeht, Konzessionen, die es im Norden Russland gegenüber macht, durch Gewinne im Süden zu kompensieren.

2. Ein Angehöriger der russischen Delegation mass der Erklärung Malenkovs vom 15. März<sup>1</sup> grosse Bedeutung bei, setzte aber sogleich hinzu, dass sie einzig eine Weiterführung der Politik Stalins darstelle. Russland wünscht eine Verständigung mit Amerika, die aber nur auf der Basis von «do ut des» möglich ist. Die amerikanische Forderung, dass die Sowjetunion vor dem Beginn der Verhandlung Konzessionen mache, ist unannehmbar. Nach der Meinung der Russen widerspricht sie allen Gepflogenheiten diplomatischer Gespräche zwischen ebenbürtigen Mächten.

Mein Gesprächspartner ist überzeugt, dass die republikanische Administration Washingtons keine Verständigung wünscht. Sie arbeitet zielbewusst und Schritt für Schritt daraufhin, Russland so stark in die Enge zu treiben, dass es die amerikanischen Forderungen annehmen muss. Da Russland nie kapitulieren wird, treibt die Politik Washingtons auf den Krieg zu. Die Aktivität des amerikanischen Geheimdienstes in den Volksrepubliken ist Moskau ein Beweis dafür, dass die Vereinten Staaten bewusst den Krieg vorbereiten. Sie wissen aber, dass ihre Rüstung einstweilen noch ungenügend ist.

Eine wesentliche Rolle misst mein Gesprächspartner der Rolle Englands bei. Dieses versucht, einen mässigen Einfluss auf Washington auszuüben.

---

1. Vgl. den Politischen Bericht Nr. 10 von C. Gorgé an M. Petitpierre vom 18. März 1953, nicht abgedruckt.

«Ohne diesen englischen Einfluss, hätten wir vielleicht heute schon Krieg.» Amerika ist aber bestrebt, Englands Stellung zu schwächen, indem es die von Eden und Butler verlangte Hilfe verweigert. Die Bremswirkung Grossbritanniens auf die amerikanische Aussenpolitik ist deshalb im Rückgang begriffen.

## 54

E 2001(E)1969/121/359  
[DoDiS-9158]

*Rapport de la Division du commerce du Département  
de l'Economie publique à la Délégation permanente  
pour les négociations économiques avec l'étranger<sup>1</sup>*

ECHANGES AVEC LE BRÉSIL

R

Berne, 31 mars 1953

Le 10 octobre 1952 j'ai eu l'honneur de vous exposer l'état de nos échanges avec le Brésil<sup>2</sup>. Le 21 novembre vous avez décidé de maintenir une attitude d'expectative faute de moyens propres à remédier au déséquilibre des paiements<sup>3</sup>.

*I. Evolution du commerce extérieur brésilien.*

Depuis lors l'état du commerce extérieur brésilien a encore empiré. La dette commerciale extérieure est de près d'un milliard de dollars, contre environ 500 millions en octobre 1952.

Le Gouvernement brésilien a institué en janvier un marché libre du cruzeiro dont il ne semble pas que l'on puisse attendre un redressement rapide de la situation. Il vient de signer avec l'Argentine un arrangement<sup>4</sup> par lequel il s'assure pour 4 ans la fourniture de 1,5 millions de tonnes de blé par an. Ce sont là, à notre connaissance, les deux seuls faits récents de nature à atténuer dans un avenir assez lointain, en corrélation avec les restrictions draconiennes de l'importation, la pénurie de devises au Brésil.

L'Allemagne et l'Italie continuent à s'assurer une exportation courante et le transfert des arriérés par une importation accrue (avec ajustement de prix en Allemagne).

Les Etats-Unis, après de longues négociations, viennent d'accorder au Brésil un crédit de \$ 300 mio uniquement réservés au règlement des arriérés commerciaux américains actuels. (L'introduction du marché libre du cruzeiro semble être la conséquence directe de ces négociations. – Le crédit est remboursable en 3 ans et porte intérêt à 3 1/2%).

1. Ce rapport, signé par P.-H. Aubaret, est adressé à H. Homberger, J. Hotz et A. Zehnder.

2. Cf. la lettre de P.-H. Aubaret à J. Hotz, A. Zehnder et H. Homberger du 10 octobre 1952, non reproduite.

3. Cf. le compte rendu Sitzung der Ständigen Verhandlungsdelegation vom 21. November 1952 betreffend Brasilien und Uruguay d'A. Matter du 22 novembre 1952, non reproduit.

4. Il s'agit de l'accord argentino-brésilien du 23 mars 1953. Sur cet accord, cf. E 7110(-) 1967/32/671.

L'octroi de permis d'importer des produits suisses au Brésil est suspendu depuis le début de 1952, sauf pour quelques *rare*s machines et installations essentielles pour l'économie brésilienne qui sont livrées contre paiements échelonnés sur 3 ans, 5 ans ou plus. Selon la statistique suisse notre exportation, basée sur d'anciens permis, est en très forte régression. Au rythme actuel, elle n'atteindra que 80 millions de francs cette année, contre 150 en moyenne de 1947 à 1952 (1951: 204 millions).

A fin décembre 1952 l'engagement de la Confédération pour les affaires Brésil [*sic*] était de FS 102 mio représentant des affaires au montant de FS 175,5 mio<sup>5</sup>. La répartition en est la suivante:

(en millions de francs)	total	1953	1954	1955	1956	1957	1958
somme garantie:	102	53	17,6	10,6	7,5	5,7	7,5
montant des affaires:	175,5	90	31,2	19	13,6	10,4	13,7

Des 175,5 mio précités, 65 mio concernent des offres.

Les délais de transfert pour le franc suisse sont aujourd'hui 12 1/2 à 18 mois, selon les catégories établies «par ordre de nécessité». Pendant la crise brésilienne de devises de 1948/50 ils avaient atteint 10 à 18 mois. Pour le moment, rien ne permet de prévoir un redressement; les délais de paiement continuent à s'allonger.

## II. *Projet pour améliorer les échanges avec la Suisse.*

Le 27 mars, M. S. Schweizer, Directeur Général de la Société de Banque Suisse, est venu avec M. Seiler, son représentant à Rio de Janeiro, nous renseigner sur les conversations que M. Seiler a eues au Banco do Brasil la veille de son départ et nous en remettre le compte rendu ci-joint<sup>6</sup> qui se résume à ceci:

1. Le Brésil ne peut pas utiliser le crédit américain pour régler les arriérés commerciaux suisses. Il serait maintenant sur le point de dissocier les comptes en dollars et ceux en francs suisses, confondus jusqu'à ce jour dans une même masse. Nous perdriions ainsi le bénéfice du règlement de nos exportations et des arriérés au moyen de dollars<sup>7</sup>. L'importation de produits suisses et le règlement des arriérés seraient limités au niveau des recettes du Brésil en francs suisses. Ces recettes étant minimes du fait que la majeure partie de nos achats se fait par voie indirecte, les conséquences de cette décision imminente seraient très graves.

Très bien disposé à l'égard de la Suisse, toujours selon M. Seiler, le Banco do Brasil n'entend pas priver la Suisse du bénéfice de paiements en dollars

5. Il s'agit de garanties à l'exportation accordées par la Confédération. Sur cette question, cf. le rapport intermédiaire du Secrétariat pour la garantie contre les risques à l'exportation à la Commission pour la garantie contre les risques à l'exportation du 30 juin 1953, E 7110 (-) 1967/32/41.

6. Non reproduit.

7. Sur le règlement en dollars des exportations suisses au Brésil, cf. la lettre d'E. Feer à J. Hotz du 10 octobre 1952, non reproduite (DoDiS-9157).

quand les entrées courantes en dollars le permettront. Mais la situation serait actuellement telle que «le Brésil sera contraint d'insister pour l'établissement d'un clearing avec la Suisse».

2. Le chef de l'Office des changes du Banco do Brasil<sup>8</sup> a questionné M. Seiler sur la possibilité d'obtenir en Suisse un crédit d'environ 20 millions de dollars, remboursable dans un délai de 3 ou 5 ans<sup>9</sup>. Ce crédit servirait uniquement au paiement des arriérés suisses, estimés à environs FS 80 mio par le Banco do Brasil.

3. Sans nous en avoir jamais informé, la maison André & Cie. à Lausanne aurait fait à plusieurs reprises au Banco do Brasil des propositions pour la liquidation de l'ensemble des arriérés suisses. Elle offrait d'acheter et revendre aux importateurs «traditionnels» les quantités de café nécessaire pour débloquer les créances suisses. En contre-partie, les créanciers suisses intéressés auraient dû sacrifier 15% de leurs créances, cette différence correspondant à la prime nécessaire pour l'achat direct.

Toujours selon M. Seiler, il serait grand temps de faire quelque chose.

Questionné par nous sur la forme du crédit auquel pense le Banco do Brasil, M. Seiler a déclaré qu'il pourrait se faire sous forme d'emprunt émis en Suisse. M. Schweizer se demande personnellement s'il ne pourrait pas être souscrit en majeure partie par les principaux créanciers commerciaux, sans exclure une participation des banques suisses.

Il estime toutefois qu'un tel crédit ne saurait être envisagé que si la Confédération en assumerait la garantie. A son avis, la Confédération pourrait donner cette garantie sans prendre à sa charge un risque additionnel très important, puisqu'elle assume déjà, pour la grande partie des arriérés, la garantie des risques à l'exportation. Enfin, M. Schweizer estime que le remboursement du crédit par le Brésil devrait être échelonné sur 5 ans et non sur 3 ans, délai qu'il estime trop court dans le cas du crédit des USA.

### *III. Problème actuel.*

1. La crise brésilienne ayant atteint un haut degré d'acuité, il semble que la «position suisse» soit actuellement l'objet d'une attention spéciale au Brésil: la Légation nous a déjà signalé la séparation probable des comptes dollars et francs suisses, même au marché libre. En outre, le Banco do Brasil lui a demandé de le renseigner sur le montant des arriérés suisses. Avant même la visite de M. Seiler, la Légation de Belgique a été chargée par Bruxelles de vérifier l'exactitude de l'information suivante reçue de Rio de Janeiro: «La Suisse se préparerait à suivre l'exemple des EUA et à consolider sa créance commerciale sur le Brésil, le ducroire (?) intervenant à 65%.»

2. Nous constatons que le Banco do Brasil a recouru aux bons offices de M. Seiler pour faire un premier sondage officieux en Suisse. En effet, la Légation à Rio ne sait encore rien de cette initiative et M. Seiler, convoqué par le Banco do Brasil la veille de son départ, n'a pas pu tenir M. le Ministre

8. F. Cadaval.

9. Sur la démarche de la Banque nationale du Brésil, cf. la lettre d'E. Feer à H. Homberger du 6 mai 1953, non reproduite (DoDiS-9159).

Feer au courant. Cette initiative du Banco do Brasil paraît cependant faite en accord avec le ministre des Finances, puisque M. Seiler fut invité à aller demander confirmation du point de vue brésilien à Monsieur Lafer, ministre des Finances. M. Seiler doit rencontrer M. Lafer en rentrant à Rio; il a retardé son départ de Suisse jusqu'au 11 avril pour connaître votre réaction.

3. Nous constatons que volens nolens le Brésil doit

a) utiliser les \$ 300 mio de l'Eximbank uniquement pour le paiement des arriérés américains;

b) utiliser ses ressources courantes en \$ US pour assurer d'abord le paiement des prestations courantes aux USA, – l'excédent seul pouvant servir au règlement des autres arriérés et des autres prestations courantes payables en dollars ou francs suisses.

c) en ce qui concerne la Suisse, non seulement allonger les délais de paiement faute de moyens, suspendre l'octroi de permis d'importer, – mais encore envisager l'introduction d'un clearing pour régler les arriérés et équilibrer les échanges. Comme première mesure destinée à lui procurer plus de francs suisses, le Brésil va apparemment mettre fin aux achats suisses de café par des pays tiers.

4. Ce n'est pas la première manifestation brésilienne de ce genre à notre égard, mais c'est certainement la première fois que les autorités brésiennes nous placent aussi nettement devant l'alternative ou bien de contribuer à redresser le déséquilibre des échanges ou bien de faire face à une situation très préjudiciable à nos intérêts. Jusqu'ici, nous avons pu repousser le problème par des moyens dilatoires. Il faut sérieusement se demander si le moment n'est pas venu d'entrer en matière, ou au moins d'examiner sous quelles conditions préalables nous pourrions envisager d'entrer en matière.

5. La somme des arriérés commerciaux suisses ne pourrait être connue qu'après *enquête*, – enquête qu'il vous a paru jusqu'ici préférable de ne pas ordonner.

Faute de données, une estimation même approximative du total des arriérés suisses est très sujette à caution. A titre d'indication, nous notons que depuis les dernières autorisations de transfert données par le Banco do Brasil en mars 1952, nos statistiques indiquent environ FS 120 mio d'exportations à ce jour. En considérant ce montant simplement comme une indication d'ordre de grandeur, il faut songer qu'il s'y ajoute des paiements échelonnés pour des livraisons faites avant ou à faire après cette période de 12 mois, des frais accessoires, des invisibles, etc.; il en faudrait déduire les paiements partiels déjà intervenus, la contre-valeur des produits exportés sans permis brésiliens (p. ex. des montres et des textiles), la contre-valeur des rares importations faites directement du Brésil, etc. Ces dernières observations soulignent assez le caractère hasardé d'une estimation. A première vue, le montant de \$ 20 mio mentionné par le Banco do Brasil ne paraît nullement excessif.

6. L'octroi d'un crédit suffisant au règlement des arriérés ne saurait prétendre remédier définitivement au déséquilibre des paiements, même accompagné de mesures assurant l'importation directe en Suisse des produits brésiliens, si l'on envisage de maintenir l'ordre de grandeur et la structure des exportations suisses au Brésil depuis la guerre. La contre-valeur des impor-

tations directes, qui diminuerait sensiblement sous un régime de contrainte, ne dépasserait probablement guère le montant des remboursements annuels de l'emprunt. On en serait donc réduit à tabler sur l'excédent très hypothétique de dollars dont disposerait bon an mal an le Brésil.

7. En admettant que nos intérêts justifient néanmoins l'idée d'un crédit au Brésil, il conviendrait de recevoir de Rio un minimum d'assurances quant au traitement qui serait fait dorénavant au règlement de nos prestations. Ainsi par exemple, obtenir (pour ce qu'elle pourrait valoir) l'assurance d'un traitement non moins favorable que celui fait aux USA soit pour l'octroi des permis d'importer, soit pour le règlement des paiements courants une fois les arriérés liquidés.

La garantie qui serait demandée à la Confédération exigerait évidemment un examen très approfondi. A première vue, elle constituerait pour le «Bund»<sup>10</sup> une charge additionnelle bien plus importante que ne paraît l'imaginer M. le Directeur Général Schweizer. En effet, elle dépasserait largement l'actuelle garantie des risques à l'exportation, puisque le montant articulé de \$ 20 mio ne couvrirait que la petite partie de la garantie des risques à l'exportation comprise dans les seuls arriérés. Ceci, sans commenter les risques inhérents au remboursement du crédit par le Brésil.

A ne manifester aucune réaction au sondage fait par l'intermédiaire de M. Seiler, nous risquons de précipiter des décisions préjudiciables à nos intérêts. C'est pourquoi je me permets de vous suggérer de convoquer M. Seiler (qui quittera la Suisse le 11 avril) pour entendre ses déclarations et lui faire comprendre votre manière de voir avant qu'il reprenne contact avec les autorités brésiliennes<sup>11</sup>.

10. *La Confédération. Dans ce cas, il s'agit des finances fédérales.*

11. *Th. Seiler est reçu par J. Hotz le 8 avril 1953. Sur cet entretien, cf. la lettre de P.-H. Aubaret à E. Feer du 13 avril 1953, E 7110(-)1967/32/760.*

## 55

E 2300(-)/9001/287

[DoDiS-9020]

*Le Ministre de Suisse à Moscou, C. Gorgé,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

VISITE À M. MOLOTOV

RP N° 12

Moscou, le 11 avril 1953

Comme mes collègues, j'ai demandé une audience à M. Molotov, le nouveau Ministre des Affaires étrangères de l'URSS. Il m'a reçu hier, à 17 heures, dans un vaste bureau clair sis au septième étage du gratte-ciel où sont logées depuis quelque temps les Affaires étrangères. Il était assisté d'un interprète en uniforme, le même d'ailleurs qui avait déjà traduit mes propos en russe lors de la remise de mes lettres de créance et lors de ma visite à M. Vychinski.

On connaît M. Molotov. Qui ne le connaît pas? Il ne rappelle en rien le bolchevik à mine patibulaire, couteau entre les dents; il est impeccablement vêtu, comme le plus bourgeois des bourgeois, et il en a quelque mérite, lui qui a joué, des années, au révolutionnaire sous un Lénine en casquette et qui a travaillé, des lustres, aux côtés d'un chef affublé d'une pauvre petite vareuse. On le sait froid et secret, peu communicatif, encore moins expansif, peu sensible aux sentiments, porté aux refus et capable de n'importe quoi, mensonge ou mauvaise action, s'il estime que c'est dans l'intérêt de la cause qu'il défend. On lui dénie toute qualité de cœur. Il aurait une pierre dans la poitrine. En revanche, il peut être fort poli, moins sans doute que M. Vychinski, mais plus qu'un Gromyko ou un Malik, à condition, bien entendu, qu'on ne lui fournisse pas l'occasion d'une réponse cinglante ou d'un propos agressif.

Ma visite n'est que de courtoisie, mais il faudra bien que je l'entretienne de nos affaires, moyen commode et tout naturel d'ailleurs de remplir les quinze ou vingt minutes qui me seront rituellement accordées. Aussi, sachant ce que je sais, ne puis-je me défendre de lire sur la porte que m'ouvre un des secrétaires du Protocole: «Vous qui entrez, laissez toute espérance.»

M. Molotov m'a serré assez cordialement la main et m'a désigné une chaise au bout d'une longue table où il s'assied lui-même, dos à la lumière. Je commence par lui exprimer encore ma sympathie personnelle pour la mort du chef qu'il a perdu et dont il a été un des plus intimes collaborateurs. Mon interlocuteur n'a pas l'air d'être tout à fait indifférent à mon propos et il me remercie gravement. Cela fait, j'aborde la question des relations entre nos deux pays<sup>1</sup>. Je lui dis qu'elles ne sont pas mauvaises, ce dont il prend acte avec une satisfaction qui me paraît à peu près égale à la mienne. Mais j'ajoute aussitôt qu'il n'y a pas moins – ce qui n'a rien d'extraordinaire – un certain nombre de questions en suspens que nous serions heureux de voir aboutir à une solution. La plus importante est celle des dommages de guerre subis par nos compatriotes. J'en expose les grandes lignes en insistant plus particulièrement – pour que mon interlocuteur comprenne mieux – sur les pertes injustement causées à des citoyens suisses établis dans les territoires où progressaient les armées soviétiques<sup>2</sup>. L'interprète a traduit et j'attends la réaction de M. Molotov. Elle ne vient pas ou plutôt elle vient sous la forme d'un petit geste évasif qui m'a l'air de signifier qu'il n'est pas au courant ou que de telles choses peuvent se produire. Je conclus en disant que, bien entendu, nous aurons encore des échanges de vues à ce sujet avec les services compétents de son Ministère, ce à quoi il me paraît acquiescer bien volontiers.

J'en viens ensuite à parler du cas d'un certain nombre de compatriotes qui ont fait, depuis des années, l'objet de multiples démarches de ma Légation, démarches restées malheureusement infructueuses. Il s'agit ou de Suisses dont nous désirons avoir des nouvelles ou de Suisses qui demandent leur rapatriement. Je laisse entendre que nous nous sommes heurtées jusqu'ici à

1. Cf. *table méthodique du présent volume*: Union soviétique – relations politiques.

2. Cf. *la lettre de M. Petitpierre à C. Gorgé du 21 novembre 1952*, E 2001(E)1969/121/122 (DoDiS-9026) et *la notice de S. Stiner à A. Zehnder du 12 novembre 1954*, *ibid.* (DoDiS-9034).



l'intransigeance des Autorités compétentes, autorités locales sans doute; aussi me suis-je demandé, ajouté-je, si, vu l'amnistie décrétée récemment en faveur de certaines catégories de condamnés, mes compatriotes ne pourraient pas bénéficier, à leur tour, d'une mesure d'indulgence de la part des Autorités soviétiques. Je n'entre pas dans les détails, car M. Molotov me fait tout de suite observer qu'il n'a aucune idée des affaires dont je l'entretiens. Je précise que mon but était simplement de l'informer, mais que je me réserve de reprendre la discussion à ce propos avec le service des Affaires étrangères qui traite plus spécialement des affaires suisses, ce qu'approuve pleinement mon éminent interlocuteur. Je ne suis pas mécontent de cet acquiescement exprès, car j'y vois une arme de plus pour les conversations que j'aurai à cet égard la semaine prochaine avec le bureau compétent.

Au cours d'un tour d'horizon comme celui-là, je m'en serais voulu de ne pas revenir brièvement sur l'attitude du Gouvernement soviétique envers le Comité international de la Croix-Rouge. Je ne cachai pas qu'en Suisse, nous avions regretté les attaques injustes dont il avait été l'objet<sup>3</sup>. Quoi qu'on dise à Moscou, le Comité est neutre et il le restera. On lui a contesté, d'autre part, son caractère international. Sans doute, il est de composition exclusivement suisse, mais est-ce un empêchement à l'exercice d'une activité purement internationale? On s'étonne, au demeurant, qu'en URSS, il lui soit fait grief de sa composition suisse. Si le Comité n'était pas composé seulement de citoyens suisses, comment pourrait-il jamais fonctionner en temps de guerre générale? Or l'institution, créée sur le territoire et par des ressortissants d'un petit pays neutre, aurait précisément, du fait même de sa composition, des chances de survivre et de pouvoir exercer sa mission bienfaisante si, par malheur, une nouvelle conflagration venait désoler l'humanité. J'exprime le vœu, vu le caractère universel que doit revêtir l'œuvre de la Croix-Rouge, que le Gouvernement soviétique pourra revenir un jour à des sentiments plus équitables envers l'organisation dont le siège est à Genève.

Je brûle de connaître l'opinion de M. Molotov; je suis vite refroidi. Il ne se dérobe nullement en excipant de son ignorance. Il répond hargneusement, au contraire, que «le prétendu Comité international» (sic) ne s'est pas comporté convenablement envers l'URSS au cours de la dernière guerre. Le ministre a pris une attitude hostile; je le vois buté, boutonné dans son parti pris, condamnant sans même vouloir entendre. Je ne reprends pas moins la défense du Comité en faisant valoir, entre autres, qu'en se montrant intransigeant dans ses exigences envers le gouvernement hitlérien, il aurait fini par compromettre toute l'activité qu'il pouvait encore exercer en Allemagne en faveur des prisonniers. Eût-ce été dans l'intérêt de ces derniers? Je me permets de citer à cet égard ma propre expérience au Japon<sup>4</sup>. Que de fois aurais-je pu tout gâter, dans mes multiples négociations avec le gouvernement japonais, en frappant du poing sur la table! Il fallait savoir parfois se contenter de peu pour être à même de faire encore quelque chose. M. Molotov reste toutefois obstinément fermé à mon argumentation et s'en tient malheureuse-

3. Cf. *DDS*, vol. 18, N° 141 (DoDiS-8026).

4. *De 1939 à 1945*, C. Gorgé était Ministre de Suisse à Tokyo.

ment à sa condamnation toute sommaire du CICR, sans circonstances atténuantes.

Vous qui entrez, laissez toute espérance...

L'audience, qui dépassait le quart d'heure prévu, touchait à sa fin. M. Molotov, radouci, me dit encore, sur un ton tout protocolaire, qu'il était heureux de l'état satisfaisant des relations entre les deux pays et qu'il faisait des vœux pour qu'elles soient toujours meilleures. A ce propos, je glissai qu'une amélioration serait sans doute souhaitable, en particulier, dans nos relations économiques, sur quoi M. Molotov déclara qu'on serait certainement désireux, dans son pays également, de voir se développer les échanges commerciaux entre l'Union soviétique et la Suisse. Déclaration qui ne l'engageait guère.

Si j'en avais eu le temps, j'aurais pu poser une ou deux questions à mon interlocuteur sur la situation internationale. Je suis persuadé toutefois que je n'y ai rien perdu et que tout ce que j'aurais recueilli de l'homme prudent qu'est le nouveau Ministre soviétique des Affaires étrangères eût consisté en quelques lieux communs sur la politique invariable de paix poursuivie sans défaillance par le généralissime Staline et ses premiers commis.

## 56

E 4001(D)1973/125/39

[DoDiS-9430]

### *Interne Notiz des Justiz- und Polizeidepartements<sup>1</sup>*

#### NOTIZ ÜBER DIE INTERDEPARTEMENTALE KONFERENZ VOM 9. 4. 1953 ÜBER VORSORGLICHE MASSNAHMEN GEGEN DIE ÜBERFREMDUNG DES ARBEITSMARKTES

Bern, 14. April 1953

Zur Vorbesprechung des zweiten an der Konferenz vom 16. April 1953 zur Sprache kommenden Traktandums<sup>2</sup> hat das BIGA das Politische Departement, den Delegierten für Arbeitsbeschaffung sowie die Polizeiabteilung zu einer Konferenz einberufen<sup>3</sup>.

Es ging darum, sich über die Lage des Arbeitsmarktes und die Entwicklungstendenzen klar zu werden, um prüfen zu können, ob und welche Massnahmen gegen die heute feststellbare Überfremdung des Arbeitsmarktes ergriffen werden könnten. Als Diskussionsgrundlage wurde den Konferenzteilnehmern ein Exposé des BIGA<sup>4</sup> vorgelegt, das einleitend das nötige Zahlenmaterial über die Zuwanderung der ausländischen Arbeitskräfte enthielt.

1. Diese Notiz wurde von E. Mäder verfasst und unterzeichnet.

2. Vgl. das Kreisschreiben des Justiz- und Polizeidepartements an die Direktoren der Polizei und das für den Arbeitsmarkt zuständige Departement der Kantone, vom 27. März 1953. Nicht abgedruckt. Für die Resultate der Konferenz vom 16. April vgl. Anm. 9.

3. Vgl. das Schreiben von M. Kaufmann an A. Zehnder, O. Zipfel und H. Rothmund vom 31. März 1953. Nicht abgedruckt.

4. Es handelt sich um ein Exposé von M. Kaufmann Vorsorgliche Massnahmen gegen die Überfremdung des Arbeitsmarktes vom 31. März 1953. Nicht abgedruckt.

Anhand dieses Zahlenmaterials kann festgestellt werden, dass der Bestand der erwerbstätigen Ausländer trotz hoher Einreiseziffern nicht sehr stark zugenommen hat, und dass der Wechsel unter den ausländischen Arbeitskräften gross sein muss. Die Besorgnis bleibt aber, ob nicht mit einem längeren Verbleiben zahlreicher dieser Ausländer und ihrem allmählichen Hineinwachsen in die Niederlassung zu rechnen sei. Diese Gefahr wächst von Jahr zu Jahr, solange die aussergewöhnliche Beschäftigungslage anhält. Der Bestand der zusätzlich zugezogenen Arbeitskräfte entspricht einem Höchstbedarf infolge der aussergewöhnlich guten Konjunktur und müsste in normalen Zeiten, wenn er bis dahin nicht beträchtlich abgebaut werden könnte, die Aufnahmefähigkeit unseres Arbeitsmarktes weit übersteigen. Das dauernde Verbleiben von 10'000en ausländischen Arbeitskräften würde die Arbeitslosigkeit beträchtlich vermehren, was zu sozialen Spannungen und einer starken Beanspruchung öffentlicher Mittel führen könnte.

Um ein allzurashes Hineinwachsen dieser Konjunkturarbeiter in die Niederlassungsbewilligung zu vermeiden oder wenigstens zu erschweren, wurden schon früher vorsorgliche Massnahmen getroffen, wie beispielsweise im Abkommen von Rom von 1948<sup>5</sup> und im Abkommen von Wien von 1950<sup>6</sup>, wo gegenseitig vereinbart wurde, dass die italienischen und österreichischen Arbeitskräfte erst nach einem 10-jährigen ununterbrochenen Aufenthalt in der Schweiz in den Genuss der Niederlassungsbewilligung kommen sollten.

Da die Hochkonjunktur nun fast ununterbrochen schon 7 Jahre dauert, rückt die Wahrscheinlichkeit eines dauernden Verbleibens vieler ausländischer Arbeitskräfte, auch für die Angehörigen von Staaten mit hinausgeschobenem Niederlassungsanspruch immer näher. Die im Herbst 1952 angeordneten statistischen Erhebungen zeigen, dass damals rund 13'000 erwerbstätige Ausländer 5 oder mehr Jahre hier weilen, während fast 29'000 2–4 Jahre hier arbeiten. Diese Ergebnisse zeigen, dass die Situation heute noch keineswegs als alarmierend betrachtet werden muss, dass aber im Laufe der nächsten Jahre doch eine ganz erhebliche Anzahl von Ausländern auf einen derart langen Schweizeraufenthalt zurückblicken kann, dass ihre Entfernung fraglich wird.

Die kantonalen und eidgenössischen Behörden, die sich bisher mit der Prüfung der Frage befasst haben, wie der Gefahr der Überfremdung begegnet werden könnte, mussten feststellen, dass eine Lösung äusserst schwierig ist, solange die Hochkonjunktur anhält. Die Frage wurde dann auch an verschiedenen Konferenzen der kantonalen Fremdenpolizeichefs und Chefs der Arbeitsämter besprochen. Im Exposé des BIGA<sup>7</sup> werden die Vorschläge, die aus diesen Diskussionen hervorgegangen sind, im einzelnen aufgeführt. Wir werden darauf noch zurückkommen.

---

5. Vereinbarung zwischen der Schweiz und Italien über die Einwanderung italienischer Arbeitskräfte in die Schweiz, vom 22. Juni 1948. Vgl. DDS, vol. 17, N° 69 (DoDiS-4183), Anm. 2, sowie BR-Prot. Nr. 1361 vom 4. Juni 1948, E 1004.1(-)/1/494 (DoDiS-2864) und den Bericht der schweizerischen Verhandlungsdelegation vom 2. Juli 1948, E 4300(B)1969/122/9 (DoDiS-2717).

6. Vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 64 (DoDiS-8281).

7. Vgl. Anm. 4.

*Herr Dr. Rothmund* bezeichnet es als sehr wertvoll und nützlich, dass man einmal eine Zusammenstellung von Massnahmen gemacht habe, welche das Fremdenpolizeirecht biete, um der Überfremdung des Arbeitsmarktes zu begegnen. Wertvoll vor allem deshalb, weil die Aufzählung all dieser Massnahmen zeigt, dass man wohl eine riesige Arbeit aufziehen könnte, dass aber der Erfolg nicht dementsprechend wäre. Wir müssen uns daher auf das Wichtigste beschränken, das auch zahlenmässig von Bedeutung ist. Man muss sich von der Auffassung loslösen, dass man mit bürokratischen Massnahmen dem Problem begegnen könnte.

Es ist klar, wir müssen damit rechnen, dass wir nach Abflauen oder bei weiterbestehender Konjunktur einen gewissen Prozentsatz mehr Ausländer in der Schweiz haben werden. Mit den wichtigsten Ländern, die in grossen Massen Arbeitskräfte schicken, sind Verträge abgeschlossen worden, nach denen der Niederlassungsanspruch erst nach 10 Jahren entsteht. Eine Abänderung dieser Frist im Sinne einer Ausdehnung über 10 Jahre hinaus, wäre sinnlos, weil praktisch undurchführbar. Wenn ein Ausländer 8 und mehr Jahre hier ist, kann man ihn bei Arbeitslosigkeit fast nicht mehr hinausstellen. Wir müssen sehen, dass wir Leute bekommen, die von selbst wieder gehen. Je höher sie qualifiziert sind, umso eher gehen sie auch wieder, wenn sie arbeitslos sind und unterstützt werden müssen.

Ausserordentlich wichtig ist es, dass man die Arbeitgeber richtig aufklärt und überzeugt, dass sie selbst darauf schauen, nur hochqualifizierte Arbeitskräfte zu nehmen; das werden auch charakterlich und politisch die besten sein. Neben der Aufklärung der Arbeitgeber hält Herr Dr. Rothmund zwei Vorschläge unter all den genannten Massnahmen als wertvoll:

1. Die Beschränkung der Aufenthaltsbewilligung von ausländischen Arbeitskräften auf die Saison. Wir müssen sehen, dass möglichst viele ausländische Arbeitskräfte als Saisoniers behandelt werden, die nach Ablauf der Saison wieder in ihr Heimatland zurückkehren. Dies gilt vor allem im Baugewerbe, dann auch in der Hotellerie, muss aber auch im Bekleidungs-gewerbe (Kürschner, Schneider, Pelznäher etc.) und anderen Industrien wieder eingeführt werden.

2. Bei einem Rückgang der Konjunktur und einem zahlenmässig bedeutenden Abbau ausländischer Arbeitskräfte muss mit allen Mitteln darnach getrachtet werden, dass diese Ausländer die Schweiz auch effektiv verlassen, damit ein Unterbruch des Aufenthaltes bewirkt wird.

Bei der Anwendung dieser Vorschläge ist darauf Bedacht zu nehmen, dass nicht alle Ausländer gleich behandelt werden können. So müssen beispielsweise die Franzosen, Belgier, Holländer, Schweden und Engländer, aus deren Länder keine Massenzuwanderung besteht, larger behandelt werden als die Angehörigen unserer Nachbarstaaten Italien, Deutschland und Österreich.

*Herr Dr. Zipfel*: Die Situation ist ziemlich ähnlich wie 1949. Damals ist die Wirtschaftskurve abgesunken. Wir erreichten im ersten Quartal 1950 einen Tiefstand. Damals sah es nach Kriseneinbruch aus. Dann kam aber Korea und alles ging wieder bergauf. Im Baugewerbe ist heute wieder eine Zunahme

des Bauvolumens zu verzeichnen, 6% höher als 1952. Die Zunahme in diesem Jahre wird auf 160–170 Millionen gerechnet.

In der Uhrenindustrie ist keine Änderung vorauszusehen. In der Maschinenindustrie ist der Rückgang nicht sehr stark, aber von Quartal zu Quartal geht der Auftragsbestand zurück. Grosse Firmen, die für Elektrizitätswerke im Ausland arbeiten, verzeichnen noch einen Auftragsbestand von 2–3 Jahren. In mittleren und kleineren Betrieben für Werkzeuge und Textilmaschinen geht es sehr rasch bergab: Auftragsbestand für 7 Monate. In kleinern und mittlern Giessereien ist die Lage schon prekär. In der Textilindustrie nicht gut aber auch nicht schlecht. Nur modische Sachen gehen relativ gut, aber die Stapelartikel nicht. Die allgemeine Tendenz in der Industrie ist rückläufig mit Ausnahme des Baugewerbes. Die Überkonjunktur ist vorbei. In der Maschinenindustrie kam es trotz stark rückläufigem Auftragsbestand dieses Jahr noch zu keinen Entlassungen, weil vorerst kürzere Lieferfristen angestrebt werden.

Kommt eine Verständigung mit Russland zustande, so müssen wir damit rechnen, dass die Wirtschaft schlechter gehen wird. Die Rüstung wird sowohl im Ausland wie auch in der Schweiz verlangsamt. Eine Periode der politischen Beruhigung wird unserer Wirtschaft Schaden bringen. Die ausländische Wirtschaft wird Friedensartikel herstellen, und wir werden die ausländische Konkurrenz stärker spüren.

Es ist unter diesen Umständen richtig, dass man Massnahmen für den Abbau der ausländischen Arbeitskräfte ergreift, und man sollte unbedingt die Arbeitgeber aufklären. Die Gewerkschaften werden sofort bei Eintreten von Arbeitslosigkeit den Behörden Vorwürfe machen.

*Herr Dir. Kaufmann:* Die rückläufige Tendenz, wie sie Herr Dir. Zipfel geschildert hat, kam auch in der Kommission für Exportrisikogarantie sehr deutlich zum Ausdruck. Die Aufträge gehen zurück. Wir gehen einer Normalisierung entgegen. Wegen grossen Risiken musste man jetzt an den Bundesrat gelangen, im Gegensatz zu den letzten Jahren. Es ist auch Herrn Dir. Kaufmann wie Herrn Dr. Rothmund unsympathisch, irgendwelche bürokratische Massnahmen ergreifen zu müssen. Es scheint ihm aber doch der Mühe wert, die einzelnen Vorschläge eingehender zu prüfen.

*Herr Minister Zehnder:* sieht die Sache immer unter dem Gesichtspunkt der Reziprozität. Beim Politischen Departement stellt sich die Frage: Was geschieht mit den Schweizern im Ausland? Es zeichnen sich 3 grössere Kreise ab.

1. Italien
2. Deutschland und Österreich
3. Frankreich und andere Länder.

Italien hat einen grossen Überschuss an Arbeitskräften, die es nicht selbst absorbieren und auch nicht leicht absetzen kann. Vom Standpunkt der Neutralität und Solidarität aus besteht eine gewisse Verpflichtung, den Italienern zu helfen. Sonst riskieren wir den Kommunismus einmal in Italien, also entlang unserer langen Südgrenze, zu haben. Ich würde dafür plädieren, dass

man den Italienern gegenüber sehr large ist, wenn sie hauptsächlich für die Saison kommen. Es handelt sich hier um eine schweizerische Verpflichtung im internationalen Rahmen. Unsere Liberalität geht aber nicht dahin, dass die Italiener hier sesshaft werden, sondern dass wir den Überfluss der Arbeitslosen zeitweise abnehmen helfen.

Eine Entwicklung, die Sorge bereitet, ist der zunehmende Strom aus Deutschland und Österreich. Die Deutschen und Österreicher haben im Gegensatz zu den Italienern nicht die geringste Tendenz, in ihr Heimatland zurückzukehren, im Gegenteil. Zurückhaltung drängt sich hier deshalb auf.

Frankreich<sup>8</sup> und andere Länder sind für unseren Arbeitsmarkt weniger von Bedeutung, weil keine Masseneinwanderungen zu befürchten sind. Wir können und müssen hier large sein, zum Teil auch mit Rücksicht auf unsere Kolonien in den betreffenden Staaten Frankreich, Belgien und Schweden.

*Herr Jobin:* Wir werden nicht nur die Arbeitgeber aufklären, sondern auch den kantonalen Behörden, den Arbeitsämtern und den Fremdenpolizeien Weisungen geben müssen. Im Anschluss an die Konferenz vom 16. April 1953 müssen gemeinsam Instruktionen aufgestellt werden<sup>9</sup>, worin zum Ausdruck kommen sollte, dass wir die Situation sorgfältig beobachten, abbauen wo dies möglich ist, aber doch auch eine gewisse Grosszügigkeit zeigen. Die Spitzenverbände der Arbeitgeber müssen zur Mitverantwortung herangezogen werden. Aber auch die Gewerkschaften wird man orientieren müssen.

*Vorschläge:*

1. *Beschränkung der Aufenthaltsbewilligung für ausländische Arbeitskräfte auf die Saison in allen Berufen mit Saisoncharakter.*

Diese Massnahme ist wichtig und kann auch zahlenmässig ins Gewicht fallen.

2. *Entfernung der ausländischen Arbeitskräfte, die beruflich oder charakterlich nicht befriedigen.*

Dies ist weitgehend Sache der Arbeitgeber. Die Behörde muss aber bei der Entfernung solcher Elemente nach Kräften mitwirken und dies den Arbeitgebern zusichern.

3. *Ausschaltung der ausländischen Arbeitskräfte, deren Aufenthaltszweck erfüllt ist.*

Grundsätzlich richtig, aber wir dürfen nicht jedem einzelnen Ausländer jede Entwicklungsmöglichkeit nehmen. Nur durchgreifen, wo dies zahlen-

---

8. Vgl. Nr. 44 in diesem Band sowie das Rundschreiben von H. Rothmund an die kantonalen Polizeidirektoren und die für den Arbeitsmarkt zuständigen Departemente der Kantone vom 28. Mai 1953 (DoDiS-10598).

9. Zur Konferenz vom 16. April unter der Leitung von M. Feldmann mit den kantonalen Polizeidirektoren und den Direktoren der kantonalen Arbeitsämter vgl. das Protokoll des Justiz- und Polizeidepartements vom 22. April 1953 (DoDiS-10599), dem auch die Vorträge von H. Rothmund, M. Kaufmann und A. Jobin beigelegt sind.

In seinem Vortrag schlug M. Kaufmann eine Reihe von Massnahmen zur Eindämmung der sich vergrössernden Anzahl von ausländischen Arbeitskräften vor, wobei er die Mehrzahl der in der Notiz vom 9. April eingebrachten Vorschläge übernahm.

mässig ins Gewicht fällt, also bei Rückgang eines bestimmten Industriezweiges.

4. *Gesuche um Berufswechsel*

sollten in der Regel abgelehnt werden. Einverstanden, wenn nicht etwas besonderes am Falle liegt.

5. *Heranbildung von einheimischem Nachwuchs durch die Arbeitgeber.*

Nützt unseres Erachtens nicht viel; gibt viel Arbeit und Unannehmlichkeiten. Wichtig ist dagegen die Aufklärung der Arbeitgeber durch die Berufsberatung. Aufnahme von Lehrlingen und Anlernkräften.

6. *Bevorzugung der ledigen Arbeitskräfte; Zurückhaltung bei der Zulassung von Familienangehörigen.*

Sehr schwierig; dürfte nicht in dieser kategorischen Formel aufgestellt werden. Zulassung von Familienangehörigen kommt nicht in Frage für Saisonarbeiter und Konjunkturarbeiter. Zurückhaltung in der Zulassung von Familienangehörigen ist dort geboten, wo nicht Daueraufenthalt vorgesehen.

7. *Beschränkung der Bewilligung auf Fälle, wo die Zulassung des Ausländers aus Gründen des Arbeitsmarktes sachlich notwendig ist.*

Dieser Grundsatz sollte nur für Deutsche, Österreicher und Italiener streng gehandhabt werden, woher Masseneinwanderungen bestehen.

8. *Auswechslung der ausländischen Arbeitskräfte durch die Arbeitgeber.*

Es ist dies ein sehr wichtiger Punkt. Es kann nur etwas erreicht werden durch intensive Aufklärung der Arbeitgeber.

9. *Anpassung der Niederlassungspraxis an die aussergewöhnliche Entwicklung der wirtschaftlichen Verhältnisse und des Arbeitsmarktes.*

Mit Deutschland soll versucht werden, auf alle Fälle den Niederlassungsanspruch erst nach Ablauf von 10 Jahren entstehen zu lassen. Mit Italien und Österreich ist diese Frist bereits vereinbart. Über diese Frist hinauszugehen, ist sinnlos. Für Frankreich, Belgien und Holland besteht der Niederlassungsanspruch nach 5 Jahren. Eine Besserstellung dieser Staatsangehörigen kann ohne weiteres verantwortet werden, weil sie arbeitsmarktlich wenig ins Gewicht fallen.

57

E 2210.5(-)1976/193/1

[DoDiS-9571]

*Der schweizerische Beobachter bei der Organisation der Vereinten Nationen in New York, A. Lindt, an den Chef der Abteilung für Internationale Organisationen des Politischen Departements, P. Micheli*

Kopie

S

New York, 24. April 1953

Nachdem ich den Beigeordneten Generalsekretären<sup>1</sup>, dem Leiter des Exekutivbüros des Generalsekretärs<sup>2</sup> und den Direktoren für Koordina-

1. *Es handelt sich um fünf beigeordnete Generalsekretäre.*

2. *A. W. Cordier.*

tion<sup>3</sup> und der Technical Assistance Administration<sup>4</sup> Besuche abgestattet habe, möchte ich meine allgemeinen Eindrücke dieser Gespräche zusammenfassen.

1. Ausnahmslos erklärten meine Gesprächspartner, wie sehr sie bedauerten, dass die Schweiz nicht Mitglied der Vereinten Nationen sei, dass sie aber die schweizerischen Gründe für diese Haltung durchaus verstanden und würdigten<sup>5</sup>.

2. Sie äusserten sich sehr anerkennend über die aktive Mitwirkung der Schweiz bei den U. N. Organisationen, die keinen politischen Charakter haben<sup>6</sup>. Überall, wo die Schweiz mitwirke, übe sie einen ausgezeichneten Einfluss aus, der sehr geschätzt werde.

3. Immer wieder wurde die Haltung gerühmt, welche die Schweiz als Gastland gegenüber dem europäischen Sitz der Vereinten Nationen und verschiedener U. N. Organisationen einnimmt. Verschiedentlich wurde angedeutet, dass diese Haltung in beträchtlichem Gegensatz zu derjenigen des Gastlandes des Hauptquartiers stehe.

Es ist nicht zu verkennen, dass die Schweiz heute in den Vereinten Nationen eine ausgesprochene Sonderstellung einnimmt, die sich in keiner Weise mit derjenigen anderer Staaten vergleichen lässt, die nicht Mitglieder der U. N. sind. Das Ansehen, das sie hier bei allen Chefbeamten der U. N. genießt, ist überaus hoch. Es ist wahrscheinlich nicht zu viel gesagt, dass dem kaum so wäre, wenn die Schweiz als Mitgliedstaat der U. N. in die täglichen Kämpfe der Kommissionen verwickelt wäre.

---

3. Nicht ermittelt.

4. H. L. Keenleyside.

5. Vgl. Nrn. 23, 69 in diesem Band.

6. Vgl. DDS, Bde. 16–18, thematisches Verzeichnis: Die Schweiz und die Spezialorganisationen der UNO.

## 58

E 2801(-)1968/84/5

[DoDiS-10299]

*Der Delegierte des Bundesrates für Spezialmissionen, W. Stucki,  
an den schweizerischen Gesandten in Köln, A. Huber<sup>1</sup>*

### INVESTITIONEN IN WESTDEUTSCHLAND

Kopie

S OC

[Bern,] 24. April 1953

Es dürfte Sie interessieren, zu vernehmen, was in den letzten hier geführten Verhandlungen über schweizerische Investitionen in Westdeutschland gegangen ist<sup>2</sup>. Ich beehre mich deshalb, Ihnen darüber folgende Mitteilungen zu machen:

---

1. Das Schreiben ging als Kopie an M. Petitpierre, M. Weber, J. Escher.

2. Die Verhandlungen zwischen den beiden Regierungsdelegationen über die Ausführung des Abkommen[s] zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Bundesrepublik



Die deutsche Delegation war geführt von Ministerialdirektor Wolff, wobei aber die dominierende Rolle bei Ministerialdirektor Professor Müller-Armack lag. Die beiden Herren waren durch verschiedene Mitarbeiter aus den beiden Ministerien und durch den Handelsattaché der hiesigen Gesandtschaft, Haas, begleitet. Auf schweizerischer Seite nahmen an den Verhandlungen teil ausser mir Herr Direktor Dr. Iklé, ein Vertreter der Handelsabteilung sowie Nationalrat Dr. Bühler als Chef der Sektion Eisen und Metalle, sowie sein erster Mitarbeiter.

Wir gingen von der Annahme aus, dass der Bundesrat aus den bekannten Fr. 200 Mio. einen Betrag von Fr. 140 Mio. für die Elektrifizierung der Linie Karlsruhe–Basel zur Verfügung stellen werde, wie dies in Besprechungen, die wir noch kürzlich hier mit Professor Frohne und andern Mitgliedern der Leitung der deutschen Bundesbahnen hatten, als absolutes Minimum dargestellt worden ist. Dabei müssten erst noch zusätzlich Fr. 30 Mio. durch ein Industrie- und Bankensyndikat in der Schweiz an neuem Geld aufgebracht werden.

Da sich das Programm für die Investitionen in der Montanindustrie gestützt auf die restlichen Fr. 60 Mio. kaum befriedigend durchführen liesse, so nahmen wir im weitem an, dass der Bundesrat bereit sein wird, die Gesamthöhe des Investitionskredits von Fr. 200 Mio. auf Fr. 240 Mio. zu erhöhen, was, nebenbei gesagt, für uns auch finanziell vorteilhafter ist, als wenn der Differenzbetrag von Fr. 40 Mio. in den grossen Topf der Amortisationssumme fällt.

Mit Bezug auf die von uns geforderten Garantien betreffend Lieferung in Mangelzeiten und Ausschluss von Doppelpreisen<sup>3</sup> wurde deutscherseits, wie zu erwarten war, ein Vorschlag gemacht, der uns in keiner Weise befriedigen konnte. Entgegen einer in schweizerischen Industriekreisen mit Nachdruck vertretenen Forderung, dass solche Garantien in absolutester Form gegeben werden müssten einmal von den Lieferwerken, sodann von der Bundesregierung und endlich auch ausdrücklich von der hohen Behörde der Montan-Union, ging die schweizerische Delegation, unter ausdrücklichem Vorbehalt der Stellungnahme des Bundesrates, davon aus, dass diese Forderungen zu weit gehen, und dass man sich mit dem praktisch Erreichbaren begnügen müsse. Nach längeren Diskussionen haben wir deshalb den nachfolgenden unverbindlichen Gegenvorschlag gemacht:

«In Berücksichtigung der schweizerischen Kredite, die zum Ausbau der Eisen- und Stahlindustrie in Westdeutschland gegeben worden sind, wird die Deutsche Bundesregierung das ihr mögliche tun, um den schweizerischen Einfuhrbedürfnissen auf dem Sektor von Eisen und Stahl auch in Zeiten einer Mangellage auf der Basis der Liefermengen und -sorten der jeweils letzten

---

Deutschland über die Regelung der Forderungen der Schweizerischen Eidgenossenschaft gegen das ehemalige Deutsche Reich vom 26. August 1952 fanden am 8. und 9. Dezember 1952 in Bern statt und wurden am 26. und 27. Januar 1953 in Bonn fortgesetzt. Vgl. Nr. 28 in diesem Band.

3. Zur Problematik der Lieferung und der Festlegung der Preise von Kohle- und Stahlerzeugnissen durch die EGKS und die schweizerischen Reaktionen vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band: Die Schweiz und die Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl.

drei Jahre Rechnung zu tragen. Sie wird in diesem Rahmen eingegangene privatwirtschaftliche Verpflichtungen deutscher Werke mit Bezug auf Mengen, Sorten und Preise in keiner Weise hindern.»

Wir gingen dabei von der deutschen Erklärung aus, dass die Lieferwerke mit Bezug auf die von uns geforderte Preisklausel (nicht höhere Preise als Unionspreise) frei seien, eine solche Klausel angesichts der offerierten Kredite annehmen werden und in deren Innehaltung durch die deutschen Behörden weder direkt noch indirekt gehindert werden dürfen. Die deutsche Delegation hat unserem Vorschlag zugestimmt mit Ausnahme der Bestimmung über die Preise. Wir haben aber gerade darauf mit grösstem Nachdruck beharrt und sind überzeugt davon, dass man schlussendlich in Bonn zustimmen wird. Allerdings dürfte man dort versuchen, die Werke dahin zu beeinflussen, eine solche Preisklausel abzulehnen. Wir liessen aber keinen Zweifel darüber, dass in einem solchen Falle das ganze Investitionsprogramm für die Industrie für uns undurchführbar würde und wir es dann vorziehen müssten, den Gesamtbetrag den Eisenbahnen zur Verfügung zu stellen.

Viel zu reden gab noch die etatmässige Aufbringung der Summen durch das deutsche Finanzministerium. Die Aufzeichnung vom 27. Januar 1953<sup>4</sup> sieht bekanntlich hiefür 6 Haushaltsjahre mit je DM 35 Mio. vor. Es würde dies bedeuten, dass die Lieferwerke die Mittel nicht sofort, sondern erst im Verlaufe einiger Jahre zur Verfügung erhielten, was die ganze Operation für sie viel weniger attraktiv macht. Wir haben nun vereinbart, dass einerseits die deutsche Regierung versuchen wird, die Aufbringung zu konzentrieren auf 3, höchstens 4 Jahre – was angesichts der Milliardenbeträge, die der deutsche Voranschlag für Investitionen vorsieht, nicht schwierig sein sollte – und dass wir andererseits die Frage einer kurzfristigen schweizerischen Vorfinanzierung prüfen werden.

Der zweite Teil der Verhandlungen bezog sich auf die Auswahl der deutschen Lieferwerke. Von deutscher Seite waren uns schon vor einiger Zeit zwei Listen direkt übermittelt worden mit 13 Werken der eisenschaffenden Industrie mit 8 Werken, die Koks liefern. Wir haben zunächst darauf hingewiesen, dass die volle Berücksichtigung zu einer viel zu grossen Zersplitterung der Aktion führen würde und wollten uns auf 4 bis 5 Stahl-Lieferanten und einen Koks-Lieferanten beschränken. Nach langen Erörterungen haben wir schliesslich in Aussicht genommen 6 Stahlwerke und 2 Kokereien und es ist auch, aber ganz provisorisch und unverbindlich, mit den deutschen Herren eine ungefähre Verteilung der Gesamtsumme auf diese Werke besprochen worden. Dem deutschen Wunsch, die ehemaligen Reichswerke Hermann Göring sowie die Finanzminister Schäfer nahestehende Max-Hütte in Bayern mitzuberechnen und die Gesamthöhe der Industrie-Investitionen auf Fr. 110 Mio. zu beziffern, konnten wir, wenigstens vorläufig, nicht entsprechen.

Das weitere Vorgehen ist nun so in Aussicht genommen, dass sich unser Finanzdepartement zunächst noch, wenn nötig unter deutscher Mithilfe, über die Bonität der in Aussicht genommenen Lieferwerke möglichst genau erkundigen wird, um dann, unter Beizug schweizerischer Experten, in direkte Verhandlungen mit diesen Werken zu treten. Das weitere wird davon abhän-

---

4. Nicht abgedruckt.

gen, ob letztere bereit sind, die schweizerischen Bedingungen betreffend Mengen, Sorten und Preise zu akzeptieren.

Was die Eisenbahnfrage anbelangt, so besteht zwischen den beteiligten hiesigen Departementen Übereinstimmung, dass Fr. 140 Mio. zugesagt werden müssen. Da die deutschen Bundesbahnen begreiflicherweise grossen Wert darauf legen, in dieser Hinsicht möglichst bald eine verbindliche schweizerische Erklärung zu bekommen, so wird dem Bundesrat beantragt werden, diese Erklärung schon jetzt abzugeben, d. h. nicht die Verhandlungen mit den deutschen Werken der Industrie abzuwarten<sup>5</sup>.

---

5. Vgl. BR-Prot. Nr. 793 vom 5. Mai 1953, E 1004.1(-)/1553 (DoDiS-9109 und 9110). Am 2. September schloss die Schweiz mit der BRD zwei nichtpublizierte Abkommen ab, das eine zur Investition zur Elektrifizierung der Strecke Basel-Karlsruhe mit 140 Millionen Schweizer Franken und das andere zur Investition in die deutsche Stahlindustrie mit 110 Millionen Schweizer Franken.

## 59

E 5155(-)1971/202/101

[DoDiS-9317]

### *Interne Notiz der Kriegstechnischen Abteilung<sup>1</sup>*

#### AKTENNOTIZ ÜBER DIE BESPRECHUNG VOM 23. 4. 1953 BETR. AUSFUHRBEWILLIGUNGEN FÜR 8 CM OERLIKON-RAKETEN NACH DEN VEREINIGTEN STAATEN

*Kopie*

*No*

Bern, 25. April 1953

In einem einleitenden Referat hat Herr Minister Zehnder die Situation betreffend den jährlich zunehmenden Kriegsmaterialexport erläutert und mitgeteilt, dass der Bundesrat beabsichtige, diese Exportangelegenheit nunmehr zu limitieren, wobei in erster Linie an eine Plafonierung gedacht wurde<sup>2</sup>. Es handle sich nicht vor allem darum, zahlenmässig ein Maximum festzulegen, sondern einen Plafond, wohl am zweckmässigsten durch einen Prozentsatz des totalen schweizerischen Exportes.

In der Diskussion wurden folgende Betrachtungen geäussert:

Herr Bührle: Die Ausfuhr von Oerlikon war 1938 40 Millionen Franken und erreichte 1941 ein Maximum mit 180 Millionen Franken. Die Plafonierung scheint Herrn Bührle offenbar nicht sehr sympathisch zu sein.

Herr Jaggi von Hispano-Suiza erklärt, dass seine Firma sich bei grossen Exportaufträgen immer vorerst beim Politischen Departement hinsichtlich der politischen Verhältnisse erkundigt habe. Hispano ist der Ansicht, dass bei

---

1. Die Sitzung wurde von A. Zehnder geleitet. Anwesend waren: J. Hotz, E. Speiser, H. Bracher, Ph. Clerc, H. Homberger, C. Meylan, E. Bührle, A. Gerber, M. Jaggi, O. Frey.

2. Zu den Kriegsmaterialexporten seit dem Ende des Zweiten Weltkrieges vgl. Nr. 7 in diesem Band.

einer Kontingentierung dem Export in den letzten 5 Jahren Rechnung getragen werden sollte. Im übrigen wäre Hispano mit einer Kontingentierung einverstanden. In einer zweiten Äusserung schlägt Herr Jaggi einen Plafond von ca. 200 Millionen Franken vor.

Herr Direktor Frey von der SIG teilt mit, dass seine Firma keine Ausdehnung ihrer Fabrikationsmöglichkeiten für Kriegsmaterial beabsichtige, sondern wie Oerlikon Unterlieferanten beiziehen würde. Die Exportaufträge seien für sie eine wesentliche Arbeitsbeschaffung, SIG habe aber volles Verständnis für die Absicht einer Beschränkung.

Es sei noch erwähnt, dass Herr Direktor Frey angefragt hat, wie es mit den Kriegsmaterialexporten der KTA stehe, ob dieselben auch in dem zu plafonierenden Betrag untergebracht werden müssen.

Oberst Kradolfer teilt mit, dass nach Auffassung der KTA die Ausfuhr von obsoletem Kriegsmaterial die Exportmöglichkeiten der Industrie nicht beschränken sollte, dass auch nicht zum voraus ersichtlich sei, ob in einem Jahr für bedeutende oder ganz unbedeutende Beträge Material abgestossen werden könne und dass deshalb die Liquidation von altem Kriegsmaterial ausserhalb der Plafonierung ermöglicht werden sollte.

Direktor Frey teilt darauf mit, dass er nicht altes, sondern neues von der KTA hergestelltes Kriegsmaterial meine. Die KTA beabsichtige ja an Schweden und andere skandinavische Staaten Mg. 51<sup>3</sup> zu verkaufen, und es wurde zu diesem Zweck von der KTA eine schwedische Militärkommission empfangen.

Herr Minister Zehnder hat diese Diskussion abgebrochen, da sie nicht zu den vorliegenden Geschäften gehört.

Herr Dr. Homberger teilt in längeren Ausführungen mit, dass sich der Bundesrat zu grundsätzlichen Betrachtungen durchringen müsse, dass eine Klärung und Stabilisierung der Exportverhältnisse notwendig sei. Die Bestimmung des Plafond scheint ihm zweckmässig.

Herr Minister Hotz führt in verschiedenen Ausführungen an, dass die Klärung nötig sei. Der öffentlichen Opposition würde am besten durch Limitierung der Exportverhältnisse begegnet; das Volk muss den Eindruck haben, dass der Bundesrat zum Rechten sieht.

Herr Minister Zehnder erklärt, dass nach Ansicht des Bundesrates ein Plafond auf alle Fälle unter 5% des bisherigen Exportes festgesetzt werden müsste und dass der KTA eine Reserve für unvorhergesehene Geschäfte zu schaffen sei, über die erst gegen Jahresende verfügt werden dürfte. Bei einer solchen Plafonierung könnten auch die einzelnen Geschäfte der Privatfirmen leichter und rascher behandelt werden.

Abschliessend gibt Herr Minister Zehnder folgende Stellungnahme:

Für die Plafonierung ist nicht in erster Linie die Höhe des Plafond massgebend, sondern die Absicht, die Sache zu regeln, als Rechtfertigung nach aussen und nach innen. Der Bundesrat erachte es als nötig, einen «courant normal» in Abhängigkeit des Gesamtexportes vorzusehen, ungefähr in der Höhe von 175–180 Millionen Franken pro Jahr, wobei diese Zahlen als

Mittelwerte für 2–3 Jahre betrachtet werden könnten. Er fragt den VSM an, ob evtl. die Zuteilung für die einzelnen Firmen vom VSM vorgeschlagen werden könnte, da ja der VSM in dieser Sache Erfahrung besitze.

Der Vertreter des VSM ist einverstanden, die Sache in einer separaten Sitzung zu behandeln.

Herr Minister Zehnder und Herr Minister Hotz geben anschliessend noch ihren Standpunkt bekannt hinsichtlich der Notwendigkeit, Kriegsmaterial-exporte ohne Ausnahmen ausserhalb des Clearings zu bezahlen. Für Material, das nicht unbedingt als Kriegsmaterial angesprochen werden kann, könnten aber Erleichterungen geschaffen werden.

Anschliessend wurden in einer kurzen Besprechung zwischen den Herren Minister Zehnder, Bührle, Dr. Gerber und Oberst Kradolfer die Wünsche der Firma Bührle bezüglich Export von Raketen nach USA für das Jahr 1953 besprochen<sup>4</sup>.

Herr Bührle teilt mit, dass die erhoffte Anschlussbestellung von 100'000 Raketen nach den bisher gemachten Schwierigkeiten nicht mehr in Betracht komme und er demzufolge noch eine Anschlussbestellung von 25'000 Stück erhalten könne unter der Bedingung, dass sie anschliessend an die erste Bestellung geliefert würde, d. h. also in den letzten Monaten 1953.

Herr Minister Zehnder teilt im Auftrag des Bundesrates Herrn Bührle mit,

1. der Bundesrat wolle sich zukünftig von seiner Firma nicht mehr unter Druck setzen lassen;

2. die Lieferung der ursprünglich für 1954 vorgesehenen 90'000 Raketen würde für 1953 bewilligt unter der Bedingung, dass Herr Bührle 1953 keine Arbeiterentlassungen vornehme;

3. die in Aussicht stehende weitere Bestellung (in Frage standen noch 100'000 Raketen) würde erst 1954 in Betracht gezogen.

Herr Bührle teilte mit, dass er einverstanden wäre, sich zu verpflichten, keine Arbeiterentlassungen pro 1953 vorzunehmen, falls ihm ausser den 90'000 noch weitere 25'000 Raketen (die noch in Aussicht bestehende Bestellung) pro 1953 bewilligt würden. Damit käme Herr Bührle auf einen Raketenexport an USA pro 1953 von 200'000 Stück entsprechend einem Betrag von 100 Millionen Franken.

Herr Minister Zehnder wird diesen Vorschlag von Herrn Bührle seinem Departementschef weitergeben, damit wenn möglich bei der Bundesratssitzung vom 24. 4 die Angelegenheit geregelt werden kann<sup>5</sup>.

---

4. Vgl. *DDS, Band 18, Nr. 140 (DoDiS-8298) und Nr. 13 in diesem Band.*

5. Vgl. *den Bundesratsbeschluss vom 24. April 1953, BR-Prot. Nr. 689, E 1004.1(-)/1/552:*

1. Das Militärdepartement wird ermächtigt, der Firma Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon, Bührle & Co., Zürich-Oerlikon, gemäss getroffener Vereinbarung vom 23. April 1953, die Bewilligung für die Fabrikation und Ausfuhr nach USA von 200'000 8 cm Pulverraketen im Jahre 1953 im Einvernehmen mit dem Politischen Departement zu erteilen. Die dieses Material betreffende, für 1954 erteilte Bewilligung fällt dahin. 2. Von der Erklärung der Firma Bührle & Cie. im Jahre 1953, keinen Abbau bei der ständig beschäftigten Arbeiterschaft vorzunehmen, wird Vormerkung genommen. Vgl. auch E 1003(-)1970/343/R 3105 und E 2001(E)1969/121/161.

## 60

E 2200.136(-)/6/3

[DoDiS-10200]

*Der stellvertretende Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten  
des Politischen Departements, E. von Graffenried,  
an den schweizerischen Gesandten in Tokio, R. Hohl*

S DT Vertraulich

Bern, 25. April 1953

Mit Brief vom 13. d. M.<sup>1</sup> haben wir Ihnen eine Kopie unserer am 10. April der japanischen Gesandtschaft in Bern übergebenen Note<sup>2</sup> betreffend die hängigen Finanzprobleme übermittelt. Im folgenden beehren wir uns, Sie im einzelnen über die Entwicklung zu unterrichten. Der fraglichen Note lag der Gedanke zu Grunde, unsere Stellungnahme sowohl materiell wie punkto Prozedur niederzulegen und weiterhin nach Möglichkeit für eine Gesamtbehandlung aller Probleme einzutreten.

*1. Freigabe der japanischen Guthaben:*

Die Japaner hatten in ihrer Note vom 3. März<sup>3</sup> aus grundsätzlichen Überlegungen die Aufhebung der Sperre postuliert. Eine solche separate Freigabe liesse sich jedoch im jetzigen Zeitpunkt kaum verantworten. Zudem wäre zweifellos mit Versuchen zu Arrestnahme auf den Guthaben der Yokohama Specie Bank<sup>4</sup> zu rechnen, namentlich für die bekannten Lizenzforderungen<sup>5</sup>. Der japanische Gesandte<sup>6</sup> gibt sich von diesen Umständen Rechenschaft, war jedoch offensichtlich mit dem grundsätzlichen Begehren beauftragt. Vermutlich wird er sich nach den von uns angedeuteten «Präzedenzfällen» erkundigen.

Auch eine nur teilweise Aufhebung, begrenzt auf die eigentlichen privaten Guthaben, scheint uns jedenfalls zurzeit verfrüht. Wir werden uns vorläufig darauf beschränken, auf Gesuch hin einzelne private Guthaben nur teilweise freizugeben. So haben wir vor kurzem auf Wunsch der japanischen Gesandtschaft in Bern Fr. 10'000.– aus dem Guthaben des Herrn Shô Kurihara, ehemaliger japanischer Botschafter in Ankara, deblockiert<sup>7</sup>.

Was andererseits die alliierten Ansprüche gemäss Art. 16 des Friedensvertrages von San Francisco<sup>8</sup> betrifft, haben wir einer *vertraulichen* Mitteilung

1. Vgl. das Schreiben des Politischen Departements an die schweizerische Gesandtschaft in Tokio vom 13. April 1953. Nicht abgedruckt.

2. Vgl. die Note des Politischen Departements an die japanische Gesandtschaft in Bern datiert vom 9. April 1953, E 2001-06(-)1968/248/1.

3. Vgl. die Note der japanischen Gesandtschaft in Bern an das Politische Departement vom 3. März 1953, E 2001(E)1969/121/386.

4. Vgl. die Notiz von H. Vischer an H. Frölicher vom 11. August 1952, E 2001-06(-)1968/248/1 (DoDiS-7387).

5. Zu den Lizenzforderungen von O. Wyss, A. Schmid, E. Maurer und J. Rochat vgl. E 2200.136(-)/6/3, E 2001(E)1969/121/384 oder E 2001(E)1970/217/477.

6. T. Hagiwara.

7. Zu den gesperrten Vermögenswerten japanischer Diplomaten vgl. E 2001(E)1969/121/386.

8. Artikel 16 des Friedensvertrages von San Francisco vom 8. September 1951 lautet: As an

der Schweizerischen Gesandtschaft in London<sup>9</sup> entnommen, man beabsichtige, von den Japanern eine Globalsumme zugunsten des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz zu verlangen. Wir wissen nicht, wie sich diese Angelegenheit unterdessen entwickelt hat. Jedenfalls lässt sich aber daraus schliessen, dass die Japaner wieder vermehrtes Interesse an einer baldigen Freigabe der in der Schweiz gesperrten Guthaben besitzen, was von uns verhandlungstaktisch ausgenützt werden sollte.

### 2. Schweizerische Gegenforderungen:

Die Schweizerische Verrechnungsstelle wurde von uns beauftragt, sich mit einem Zirkular an alle diejenigen Schweizergläubiger zu wenden, die seinerzeit Forderungen gegenüber Japan angemeldet hatten, um deren heutigen Stand kennen zu lernen. Es wird darin ausdrücklich hervorgehoben, dass es grundsätzlich Sache des Gläubigers bleibt, nicht nur seine Forderungen gegenüber dem Schuldner selbst geltend zu machen, sondern auch letzteren zu veranlassen, die zur Zahlung seiner Schuld notwendigen Schritte bei den zuständigen Devisenbehörden zu unternehmen. In der Anlage übermitteln wir Ihnen eine Kopie des betreffenden Zirkulars<sup>10</sup>.

Die alten Lizenzforderungen gegenüber dem japanischen Marineministerium werden dabei besondere Probleme darstellen. Wenn wir auch die Interessenten grundsätzlich auf den Weg der direkten Geltendmachung verweisen werden, so wird es sich kaum vermeiden lassen, dass wir uns früher oder später mit einzelnen Fällen zu befassen haben werden. In diesem Zusammenhang ist denn auch Herr Nationalrat Duft, Präsident des Verwaltungsrates der Bank für Anlagewerte, erneut an uns gelangt. Wir übermitteln Ihnen beiliegend eine «Aktennotiz»<sup>11</sup> mit unserer Antwort vom 1. April<sup>12</sup>, aus welchen unser Verhalten hervorgeht.

### 3. Kriegsschäden:

a) *Annexe A*<sup>13</sup> unserer Note vom 10. April betrifft die Verwendung eines Betrages von rund SFr. 2,4 Millionen, welche im Jahre 1948 den Guthaben der ehemaligen japanischen Gesandtschaft in Bern entnommen und an die

---

expression of its desire to indemnify those members of the armed forces of the Allied Powers who suffered undue hardships while prisoners of war of Japan, Japan will transfer its assets and those of its nationals in countries which were neutral during the war, or which were at war with any of the Allied Powers, or, at its option, the equivalent of such assets, to the International Committee of the Red Cross which shall liquidate such assets and distribute the resultant fund to appropriate national agencies, for the benefit of former prisoners of war and their families on such basis as it may determine to be equitable. E 2001-06(-) 1968/248/1.

9. Vgl. das Schreiben von H. de Torrenté an A. Zehnder vom 12. März 1953, E 2001(E)1969/121/386.

10. Vgl. das Zirkular Japan der Schweizerischen Verrechnungsstelle (undatiert). Nicht abgedruckt.

11. Vgl. die Akten-Notiz, Schweizerische Forderungen gegenüber Japan und japanische Guthaben in der Schweiz vom 24. März 1953. Nicht abgedruckt.

12. Vgl. das Schreiben von E. von Graffenried an E. Duft vom 1. April 1953. Nicht abgedruckt.

13. Vgl. Annexe A. Dommages causés à des ressortissants suisses à la suite de sévices

an Leib und Leben geschädigten Landsleute verteilt wurden<sup>14</sup>. Wir haben es vermieden, darin auf die japanischen Grausamkeiten während des Krieges genauer einzugehen, aus der Überlegung, dass die heutige japanische Regierung wohl ebenfalls ein Interesse daran haben wird, nicht mehr auf die unrühmliche Vergangenheit zurückzukommen. Wenn sich Japan mit unseren Erklärungen nicht begnügt, besteht immer noch die Möglichkeit zu Präzisionen.

*Annexe B*<sup>15</sup> stellt die eigentliche Basis für unsere Verhandlungen über Requisitions- und Plünderungsschäden mit den Japanern dar. Da bisher immer die Rede von ca. Fr. 9 Millionen war, werden Sie wohl durch die Erwähnung von Fr. 12–15 Millionen überrascht sein. Dazu ist jedoch zu sagen, dass bisher erst 2/3 der Dossiers endgültig bearbeitet wurden; ferner muss mit der Möglichkeit gerechnet werden, dass noch neue Fälle in Erscheinung treten, die bisher unbekannt waren; dazu kommt noch die taktische Überlegung im Hinblick auf die Festsetzung eines Forfait-Betrages. Nach wie vor sehen wir nämlich in der Bezahlung einer Globalabfindung die einzige Lösung<sup>16</sup>. Unter allen Umständen muss verhindert werden, dass die Japaner sämtliche Einzelfälle überprüfen, was nicht nur ausserordentlich zeitraubend und mühsam wäre, sondern zweifellos auch zu einer ganzen Reihe von Kontroversen führen würde. Wir sind uns jedoch bewusst, dass wir den Japanern wahrscheinlich Einblick in eine Anzahl Unterlagen geben müssen, damit sie wenigstens einige Beispiele kennen lernen und sich vergewissern können, dass unsere Überprüfung objektiv durchgeführt wurde<sup>17</sup>.

Der Hinweis, dass wir bereit sind, Einblick in einige Einzelfälle zu ermöglichen, entspricht gleichzeitig dem Bestreben, eine Abtrennung von den übrigen Fragen, wie sie in der japanischen Note angedeutet war, zu vermeiden. Es liegt uns besonders viel daran, so lange wie möglich alle Probleme gesamthaft zu behandeln und deshalb in Bern zu zentralisieren; die Frage der Kriegsschäden soll daher auch nicht ausgeschieden werden.

Die durch eigentliche Kriegshandlungen (Bombardierungen, Beschießungen usw.) verursachten Schäden wurden im Betrag von Fr. 12–15 Millionen nicht berücksichtigt.

b) Wie Sie wissen, galt in Japan während des Krieges ein vom 19. 12. 1941 datiertes Gesetz, das die Versicherung gegen Kriegsschäden regelte und das auch auf Schweizerbürger anwendbar war. In der Folge zeigte es sich, dass

imputables à des organes japonais *der Note des Politischen Departements an die japanische Gesandtschaft in Bern vom 9. April 1953*, E 2001-06(-)1968/248/1.

14. Vgl. *DDS, Bd. 18, Nr. 103* (DoDiS-7402).

15. Vgl. *Annexe B. Dommages causés à des ressortissants suisses à la suite de pillages et réquisitions imputables à des organes japonais der Note des Politischen Departements an die japanische Gesandtschaft in Bern vom 9. April 1953*, E 2001-06(-)1968/248/1.

16. Vgl. *die Notiz von R. Bindschedler an W. Weingärtner vom 17. August 1953*, *ibid.* (DoDiS-10201).

17. *Am 10. und 12. März 1954 übergab die Schweiz der japanischen Regierung die Unterlagen zu insgesamt 50 Schadensfällen. Die Japaner forderten nach der Durchsicht dieser Einzelfälle, dass die Schadenssumme von 22 Mio. um rund die Hälfte gesenkt werde vgl. die Notiz von W. Weingärtner an A. Zehnder vom 14. Oktober 1954, ibid.*



die von den Versicherten zu leistenden Prämien sehr hoch waren, während die Entschädigungen zum grössten Teil auf Sperrkonti überwiesen wurden. Die Versicherung hatte praktisch somit weitgehend einen spoliativen Charakter. Ob sie jetzt noch in irgendeiner Form besteht, entzieht sich unserer Kenntnis, weshalb wir über diesen Punkt und insbesondere über das Schicksal der von den Versicherten einbezahlten Prämien und der von der Versicherung auf Sperrkonti geleisteten Entschädigungen näher orientiert werden sollten. Ausserdem wäre uns gedient, eine Übersetzung eines allfälligen japanischen Kriegsschadengesetzes zu erhalten, gleichgültig ob es nur auf das Mutterland oder auch auf die früher besetzten Gebiete anwendbar ist<sup>18</sup>. Möglicherweise ist die Geltendmachung von Ersatz für Ausschreitungs-, Plünderungs- und Requisitionsschäden, für die bekanntlich ein völkerrechtlicher Wiedergutmachungsanspruch grundsätzlich besteht, besonders geregelt, weshalb wir Sie bitten, dieser Frage Ihre Aufmerksamkeit zu schenken. Schliesslich ersuchen wir Sie, nach Möglichkeit abzuklären, ob und welche Abkommen Japan mit Drittstaaten in der Kriegsschadenfrage in der letzten Zeit abgeschlossen hat<sup>19</sup>.

#### *4. Japanische Aussensschuld:*

Diese Frage schien bisher sowohl für die Japaner, die alles Interesse daran haben, ihre Kreditwürdigkeit wieder herzustellen, als auch für uns, da die Banken eine rasche Lösung forderten, am dringendsten. Die Japaner wollen jedoch weiterhin mit uns darüber keine Besprechungen führen so lange sie mit den Franzosen keine Einigung über ähnliche Probleme gefunden haben. Wie Ihnen bekannt ist, wurden die Verhandlungen in Paris<sup>20</sup> unterbrochen und sollen erst im Monat Juni wieder aufgenommen werden. Es wäre bedauerlich, wenn aus diesem Grunde auch die Besprechungen mit der Schweiz erneut verschoben werden müssten.

Schweizerischerseits hat jedoch das praktische Interesse an einer raschen Lösung etwas nachgelassen, indem zufolge der heutigen geringen Kursdifferenz zwischen dem Abkommens-Pfund und dem freien Pfund (sog. B-Pfund) eine Abwicklung ausserhalb des Clearings mit kleinem Verlust möglich ist. Dies kann jedoch nur als eine provisorische Lösung angesehen werden.

In Vorbereitung eventueller Verhandlungen haben wir die Schweizerische Bankiervereinigung beauftragt, eine Enquete über den Gesamtnominalbetrag der von schweizerischen Banken verwalteten japanischen Pfundtiteln durchzuführen. Wir legen zu Ihrer Kenntnisnahme eine Kopie des Zirkulars an die Banken bei<sup>21</sup>.

18. Vgl. das Schreiben von E. V. A. de Becker an R. Hohl vom 9. Juni 1953. Dieses enthält eine englische Übersetzung des japanischen Kriegsschadengesetzes vom 19. Dezember 1941, *ibid.*

19. Vgl. die Schreiben von R. Hohl an A. Zehnder vom 14. Juli 1953, E 2001(E)1969/121/384 und E. von Graffenried an O. K. Seifert vom 24. Februar 1955, E 2001(E)1976/17/483 (DoDiS-10090).

20. Die Verhandlungen zwischen der japanischen und der französischen Regierung betreffend die Bezahlung der japanischen Schulden begannen am 5./6. Februar 1953 und wurden am 28./29. März 1953 unterbrochen vgl. E 2001(E)1969/121/384.

21. Vgl. das Zirkular Japan / betr. auf £ lautende äussere Anleihen vom 1. April 1953. Nicht abgedruckt.

Wir wollten nicht verfehlen, Sie über den heutigen Stand der Lage zu orientieren und erwarten nun mit grossem Interesse die japanische Reaktion auf unsere Note<sup>22</sup>.

---

22. Am 21. Januar 1955 unterzeichneten Japan und die Schweiz die Vereinbarung zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und Japan über die Regelung gewisser schweizerischer Ansprüche gegenüber Japan vgl. AS, 1955, S. 344–346 (DoDiS-10172).

## 61

E 7110(-)1967/ 32/1721

[DoDiS-9385]

*Le Chargé d’Affaires de Suisse à Caracas, W. Fuchss, au Directeur  
de la Division du commerce du Département de l’Economie publique,  
J. Hotz*

L Confidential

Caracas, 21 mai 1953

J’ai l’honneur d’accuser réception de votre lettre du 28 avril<sup>1</sup> par laquelle vous m’avez mis au courant d’une démarche de M. Robert Greif de l’Emeg SA à Zurich, concernant la participation éventuelle de l’industrie suisse aux nouveaux projets de développement au Venezuela. Vous me demandez de vous renseigner d’une part sur la nature des projets dont M. Greif vous a entretenu et, d’autre part, sur la situation politique au Venezuela qui pourrait avoir une influence sur la réalisation de ces projets.

Les principaux projets d’industrialisation au Venezuela qui peuvent intéresser l’industrie suisse sont les suivants:

1. Le projet d’une *industrie sidérurgique* basée sur l’exploitation des importantes mines de fer situées au sud du fleuve Orénoque, de chaque côté de son affluent Caroni. Il vous est connu par les divers rapports que je vous ai adressés à ce sujet<sup>2</sup>, notamment ceux concernant les voyages au Venezuela du Professeur Robert Durrer, directeur général des Usines von Roll à Gerlafingen qui a été consulté à plusieurs reprises par le Syndicat du fer vénézuélien.

2. *Le plan d’électrification*. La production d’électricité ne suffisant pas pour les besoins du pays, le Venezuela s’efforce depuis de nombreuses années de mettre en valeur les grandes ressources hydrauliques du pays. Plusieurs nouvelles usines hydro-électriques ont été projetées ces dernières années, dont celle de la rivière *Uribante* dans les Andes vénézuéliennes, à laquelle s’est intéressée particulièrement la Compagnie des grands travaux de Marseille. Afin de mettre au point ce projet, un expert suisse, le Professeur Stucki, directeur de l’Ecole polytechnique de l’Université de Lausanne, a été consulté.

Le plus important projet d’électrification dont la «Corporación venezolana de Fomento», entité autonome gouvernementale, s’est occupée, est celui du

---

1. Cf. la lettre de P.-H. Aubaret à W. Fuchss du 28 avril 1953, non reproduite.

2. Cf. notamment la lettre de W. Fuchss à J. Hotz du 11 novembre 1952 et la lettre de W. Fuchss à J. Hotz du 26 mars 1953, non reproduites.

Caroni, affluent de l'Orénoque dont diverses chutes offrent des possibilités presque illimitées de production d'énergie électrique (voir les rapports de la Légation des 3 novembre<sup>3</sup> et 19 décembre 1950<sup>4</sup>). Le plan de la création d'une grande usine électrique dans cette région se trouve en étroite liaison avec les projets de l'établissement d'une industrie sidérurgique et d'une industrie d'aluminium. La mise au point de ce projet de grande envergure n'a guère fait de progrès depuis deux ans. D'autre part, la construction de lignes de transmission à grandes distances destinées à relier entre elles les différentes centrales électriques existantes et futures du Venezuela est un problème qui n'a pas encore été résolu.

3. *Les chemins de fer.* Le réseau ferroviaire actuel du Venezuela est extrêmement limité et les lignes existantes sont délabrées et ne répondent plus aux exigences de nos jours. Quelques voies de chemin de fer, notamment celles entre Caracas et Valencia et entre Valencia et Puerto-Cabello, sont en voie d'être modernisées. Un plan d'extension des chemins de fer a été établi, mais n'a pas encore été étudié en détail. Etant donné les grandes distances à couvrir et la structure accidentée du terrain, l'établissement d'une ligne de chemin de fer reliant les principaux centres économiques du Venezuela exigerait un capital extrêmement important. Le rendement d'une nouvelle ligne n'étant nullement assuré, la réalisation de ce projet reste problématique. Ajoutons que la compagnie Schindler et la fabrique de wagons Schlieren s'intéresseraient à la livraison de matériel de chemins de fer et ont pris contact avec les autorités vénézuéliennes par l'entremise de leurs représentants à Caracas.

Ces trois grands projets de développement sont de nature à rendre indispensable la collaboration et les conseils techniques d'industries étrangères. Quant à leur financement, il serait d'une envergure nécessitant le recours aux marchés de capitaux étrangers, bien que le gouvernement vénézuélien soit disposé à faire de grands apports et que le capital privé du pays y participerait.

#### *Attitude du gouvernement vénézuélien*

Le gouvernement vénézuélien appuie par principe dans la mesure du possible toute initiative tendant à renforcer le potentiel industriel du pays. Le Président constitutionnel, le Colonel Marcos Perez Jimenez, récemment installé<sup>5</sup>, a déclaré dans son discours inaugural, qu'il compte vouer son attention toute particulière aux projets précités. Il est connu qu'il s'intéresse vivement aux projets d'industrialisation et qu'il a l'intention d'accroître le plus rapidement possible la puissance économique du pays. Le gouvernement ayant un caractère autoritaire, la Présidence aura le mot décisif à dire dans tous les projets aussi bien lorsque leur réalisation est proposée par l'un ou l'autre des Ministères, que ceux qui seront réalisés par l'industrie privée.

3. Cf. la lettre de W. Fuchss à J. Hotz du 3 novembre 1950, E 2001(E)1967/113/796.

4. Cf. la lettre de W. Fuchss à J. Hotz du 19 décembre 1950, E 2200.123(-)1971/49/8.

5. Sur la nomination de M. Perez Jimenez, cf. le rapport politique No 8 de W. Fuchss à M. Petitpierre du 20 avril 1953, E 2300(-)/9001/114.

### *Méthodes de réalisation*

Il existe en ce moment une controverse en ce qui concerne les méthodes de réaliser l'industrie sidérurgique. Tandis que la première initiative avait été prise par une institution gouvernementale, la «Corporación venezolana de Fomento», celle-ci abandonna ses projets après une étude superficielle. Depuis une année environ des industriels privés se sont activement occupés de la question et ont formé un Syndicat vénézuélien du fer qui met actuellement au point des projets en collaboration avec un expert suisse<sup>6</sup>. Entre-temps, le Ministère pour l'industrie et le commerce, ainsi que celui des mines, ont repris de leur côté les études dans ce domaine. Il existe dès lors actuellement une concurrence entre l'initiative gouvernementale et l'industrie privée et il est à prévoir que la solution devrait être trouvée dans la formation d'une corporation mixte dans laquelle l'industrie privée conserverait l'initiative et travaillerait avec un fort appui du gouvernement. En ce qui concerne les projets d'électrification et des chemins de fer, c'est nettement l'initiative gouvernementale qui domine et il est probable que l'un ou l'autre de ces projets soit exécuté par des instituts officiels autonomes auxquels le gouvernement accorderait certains privilèges.

Pour ce qui est de la collaboration des industries étrangères dans la réalisation de ces projets de développement, il paraîtrait que le moment actuel soit particulièrement propice pour s'assurer une participation. Le nouveau gouvernement vénézuélien étant maintenant installé pour cinq ans, il est à prévoir que l'étude de ces projets va être poussée. Les industries étrangères qui réussiront à prendre part au stade initial des études et à faire examiner dès le début leurs projets et suggestions auront le plus de possibilités d'obtenir plus tard des contrats importants.

Reconnaissant ces possibilités, plusieurs gouvernements ont envoyé récemment des missions au Venezuela. Les Américains s'intéressent aux trois projets. Une des grandes aciéries américaines, la US Steel Corporation, cherche à être appelée par le Venezuela dans le but d'y établir une industrie sidérurgique. Par ma lettre du 25 février dernier<sup>7</sup>, je vous ai mis au courant de la récente visite au Venezuela du Président de cette compagnie<sup>8</sup>.

D'autres pays, comme par exemple la France, s'intéressent également à ce projet; je me réfère à ce sujet à ma lettre concernant la visite ces derniers jours du Président de la Banque franco-italienne pour l'Amérique du Sud, M. Burnier (qui est d'ailleurs Suisse), qui, dans des entretiens avec plusieurs ministres d'Etat, a offert au Venezuela l'aide financière et technique de la France. L'Allemagne de son côté envoie fréquemment des experts au Venezuela, afin d'étudier sous ses divers angles l'établissement de nouvelles industries dans ce pays.

---

6. H. Gallusser. *Sur la constitution du Syndicat du fer vénézuélien, cf. la lettre de W. Fuchss à J. Hotz du 26 mars 1953, non reproduite.*

7. Cf. la lettre de W. Fuchss à J. Hotz du 25 février 1953, non reproduite.

8. B. Fairless.

*Négociations avec le gouvernement vénézuélien –  
le rôle d'un intermédiaire:*

Comme j'ai eu l'occasion de vous l'exposer lors de la conclusion du contrat des téléphones par la maison Emeg SA avec le gouvernement vénézuélien, le rôle de cette maison consistait notamment dans la coordination des divers intérêts (suisses, allemands et vénézuéliens) et dans la conduite des négociations en leur nom dans le but de la réalisation du projet dans son ensemble<sup>9</sup>. Je ne vous ai pas caché que les représentants permanents des industries suisses au Venezuela (comme aussi ailleurs) n'aiment pas les intermédiaires et préfèrent des négociations individuelles qui se limitent aux livraisons de leur propre usine. Il est vrai cependant que le contrat des téléphones n'aurait pas été obtenu en partie par l'industrie suisse, sans l'intervention tenace d'un négociateur habile<sup>10</sup> qui a réussi à coordonner les propositions de plusieurs intéressés et à élaborer un plan complet de développement dans ce domaine, agissant quasi comme conseiller technique et économique du gouvernement vénézuélien.

L'exclusion de l'intermédiaire exigerait de l'industrie suisse qu'elle se charge elle-même des négociations et de l'élaboration des projets de développement et de la coordination des différents intérêts suisses. Je n'ai pas besoin de souligner qu'il serait d'une extrême importance que la Suisse présente, le cas échéant, des propositions uniques, que la concurrence entre plusieurs maisons soit évitée par une entente préalable entre les fabricants et que les banques suisses appuient dès le début le projet de développement auquel l'industrie de notre pays compte participer.

*Collaboration Suisse-Allemagne dans le domaine économique*

La collaboration avec l'Allemagne dans la question de la modernisation et de l'extension du réseau téléphonique du Venezuela provient du fait que l'Albiswerk à Zurich est étroitement liée à la maison allemande Siemens-Halske. Durant les négociations, les intérêts suisses occupaient le premier plan, mais l'exécution du contrat sera partagée entre les industries suisses, allemandes et vénézuéliennes. J'ignore dans quelle mesure l'Allemagne contribuera au financement de ce contrat; j'ai l'impression que l'Emeg AG compte plutôt sur les banques suisses pour ouvrir les crédits nécessaires à sa réalisation.

Il est difficile d'apprécier les possibilités d'une collaboration germano-suisse dans les projets de la création d'une industrie sidérurgique et de l'électrification. J'hésiterais à me prononcer à ce sujet, car il s'agit dans ce domaine avant tout d'une entente entre les intérêts privés et une répartition équitable du rôle que chacun d'eux devrait jouer.

*La situation politique au Venezuela*

Par une série de rapports confidentiels<sup>11</sup>, j'ai tenu le Département politique au courant de la récente évolution de la situation politique au Venezuela.

9. Cf. No 55 dans le présent volume.

10. R. Greif.

11. Cf. E 2300(-)/9001/113.

Fréquemment des considérations d'ordre économique ont été mentionnées dans ces rapports, car la situation de l'industrie du pétrole et les relations commerciales avec les Etats-Unis d'Amérique jouent le rôle décisif dans la politique extérieure du pays. Je me demande s'il ne serait pas possible que le Département politique mette à votre disposition, à titre d'information, les rapports de la Légation qui vous permettraient d'apprécier la situation politique au Venezuela, afin de juger de la stabilité du régime et de la prospérité économique dont jouit actuellement le pays<sup>12</sup>.

Vous mentionnez une information qui vous a été communiquée par M. Plinio Pessina, directeur de la Compagnie suisse de réassurances au sujet de la situation intérieure au Venezuela, dans laquelle il était question d'un «redressement du résultat favorable à la tendance nationaliste des élections présidentielles de l'automne dernier»<sup>13</sup>. Il m'intéresserait de prendre connaissance de ce rapport et je vous serais obligé dès lors de bien vouloir m'en faire parvenir le texte<sup>14</sup>.

Comme vous le savez, le Venezuela est gouverné depuis quatre ans et demi par un régime militaire qui, grâce à l'absence de tout problème monétaire, est à même de poursuivre une politique économique libérale. En favorisant l'industrialisation du pays dans la mesure du possible, le gouvernement souligne à toutes occasions, les garanties qu'il accorde au capital étranger investi au Venezuela. Cependant, la méthode américaine de placer des capitaux au Venezuela et de rapatrier presque entièrement les bénéfices, a souvent suscité des critiques. Le gouvernement cherche dernièrement à attirer de nouvelles industries d'Europe, les autorités favorisant les efforts d'industries européennes tendant à établir des succursales au Venezuela et encourageant l'entrée des capitaux non-américains pour participer aux grands travaux de développement. Le climat pour les investissements européens au Venezuela est dès lors actuellement des plus favorables.

Quant à la stabilité du régime politique du pays, il est difficile de faire des pronostics. Cependant, les tentatives de changer la politique économique dans un sens nationaliste avec tendance vers la gauche ont jusqu'à présent toujours échoué et il est à supposer que le gouvernement au pouvoir veillera sur la stabilité économique du pays et sur la réputation de solidité dont il jouit actuellement à l'étranger. Le Président Pérez Jiménez, dont l'installation comme chef d'Etat constitutionnel a eu lieu le 19 avril 1953 a été reconnu sans hésitation dès son avènement provisoire au mois d'octobre 1952 par le Gouvernement de Washington qui considère le régime actuel au Venezuela comme le gouvernement fournissant les meilleures garanties pour une conti-

---

12. *Annotation dans le texte original*: nous les recevons.

13. *Cf. note 1.*

14. *Dans sa réponse, la Division du commerce donne les précisions suivantes*: En ce qui concerne les déclarations de M. Pessina au sujet des dernières élections présidentielles, il convient de relever que nous n'avons pas de rapport écrit. M. Pessina nous a donné quelques informations verbales au cours d'une conversation plutôt générale sur divers pays d'Amérique latine. *Cf. la lettre de P.-H. Aubaret à W. Fuchss du 23 juin 1953, non reproduite.*

nuité du régime<sup>15</sup>, pour la sauvegarde de leurs investissements, pour le maintien des tendances libérales économiques et pour la lutte contre le communisme.

---

15. *Annotation dans le texte original: et pour cause!*

## 62

E 2210.5(-)1970/17/5  
[DoDiS-9574]

*Der schweizerische Beobachter bei der Organisation der Vereinten Nationen in New York, A. Lindt, an den Vorsteher des Politischen Departementes, M. Petitpierre*

*Kopie*

S

New York, 10. Juni 1953

Ich beehre mich, Ihnen über mein heutiges Gespräch mit Herrn Hammar-skjöld zu berichten, der gestern nach New York zurückgekehrt ist.

Der Generalsekretär erzählte zuerst von seiner Europareise und sagte, dass die erfreulichsten Ergebnisse seiner Fahrt die Besprechungen in Bern<sup>1</sup> und London gewesen seien. Er hätte wieder einmal feststellen können, dass zwischen den Auffassungen des Eidgenössischen Politischen Departementes und des Foreign Office Ähnlichkeit besteht. Seine Unterredungen mit dem Quai d'Orsay litten unter dem Umstand, dass seine Gesprächspartner ihre Gedanken mehr auf die Bildung einer neuen Regierung als auf die aussenpolitischen Probleme konzentrierten.

### *1. Die politische Taktik des Generalsekretärs.*

H.<sup>2</sup> ging daraufhin dazu über, zu erläutern, wie er sich seine Stellung als Generalsekretär vorstelle. Indes sein Vorgänger<sup>3</sup> sich in den Fragen der Tagespolitik stark zurückgehalten hatte und sich darauf beschränkte, in grossen Abständen die Initiative für allgemeine politische Démarchen zu ergreifen, ist H davon überzeugt, dass es die Aufgabe des Generalsekretärs sein müsse, ständig einen politischen Einfluss auszuüben. Um dies zu verwirklichen, gibt es zwei Wege:

- a) die Beeinflussung der öffentlichen Meinung durch öffentliche Stellungnahmen, die mit allen Mitteln der modernen Propaganda verbreitet werden;
- b) die Einwirkung auf die Haltung von Delegationen und Regierungen durch persönliche Gespräche.

H. glaubt, dass nur einer dieser beiden Wege gewählt werden kann. Er hat sich für den zweiten entschieden und damit bewusst auf jedes öffentliche

---

1. Hammar-skjöld traf am 28. Mai 1953 mit M. Petitpierre zusammen.  
2. Dag Hammar-skjöld.  
3. Trygve Lie.

politische Auftreten verzichtet. Ohne es ausdrücklich gesagt zu haben, beabsichtigt H. seine grössere Aktivität den Beziehungen zwischen den Vereinigten Nationen und Amerika, und den Beziehungen zwischen den beiden Blöcken zu widmen. Jede öffentliche Stellungnahme, sei sie auch noch so objektiv, müsste ihn in Konflikt mit diesem oder jenem Staate und auf alle Fälle mit einem Teil der amerikanischen öffentlichen Meinung bringen. Er ist deshalb bestrebt, durch vollständige Diskretion in seiner persönlichen Einflussnahme eine Vertrauensbasis zu schaffen. Er fasst diese seine politische Taktik mit folgenden Worten zusammen: vollständiges Schweigen nach aussen, höchste Aktivität in den persönlichen Beziehungen.

Dabei weiss er, dass die öffentliche Meinung der Welt wahrscheinlich enttäuscht sein wird über die scheinbare Passivität des Generalsekretärs. Aus der Überzeugung heraus, dass in der gegenwärtigen Konstellation keine andere Möglichkeit einer politischen Wirksamkeit für ihn besteht, nimmt er dies in Kauf. Es ist ihm auch bewusst, dass er seine Wahl zum grossen Teil der Tatsache verdankt, dass er aus dem Beamtendienst hervorgegangen ist. Er fürchtete deshalb, dass unter Umständen das Foreign Office nicht mit der Auffassung seiner Stellung als einer politischen einverstanden sein werde. Seine Gespräche mit Selwyn Lloyd, dem britischen Minister of State im Foreign Office, haben aber erwiesen, dass London mit ihm vollständig übereinstimmt. Schliesslich befolgt ja das Foreign Office dieselbe Taktik der Diskretion nach aussen und der starken Aktivität in der vertraulichen Diplomatie.

H. hat seine Auffassung des Postens des Generalsekretärs auch mit Vyshinski anlässlich seiner Unterredungen über die Neubesetzung des einem Russen zustehenden Postens eines beigeordneten Generalsekretärs (siehe meinen Brief vom 22. Mai<sup>4</sup>) besprochen. Nach ziemlich langen und harten Diskussionen hat Vyshinski der Auffassung Hammarskjölds zugestimmt. Damit glaubt H. die Voraussetzungen für eine klare, jeder Zweideutigkeit baren Zusammenarbeit mit der Sowjetunion geschaffen zu haben.

2. *Korea*<sup>5</sup>. Syngman Rhee treibt ein politisches Spiel, das durch eine starke Beimischung orientalischer Taktik besonders schwer verständlich ist. Wenn H. auch nicht vollständig die Möglichkeit ausschliesst, dass Rhee in seiner «Steckköpfigkeit» selbst eine Selbstmordpolitik ins Auge fasst, glaubt er doch, dass sich das Problem lösen lasse.

Am stärksten beschäftigt ihn gegenwärtig eine technische Frage. Seiner Auffassung nach kann die nach dem Waffenstillstand<sup>6</sup> einzuberufende Generalversammlung ihre Aufgabe – die Organisierung der Politischen Konferenz<sup>7</sup> – nur dann erfüllen, wenn sie ständigen Kontakt mit einer Delegation

---

4. Nicht ermittelt.

5. Vgl. *Thematisches Verzeichnis in diesem Band*: Die Guten Dienste.

6. *Der Waffenstillstand trat am 27. Juli 1953 in Kraft.*

7. Vgl. Nr. 69, Anm. 12, in diesem Band. Auf die Anfrage D. Hammarskjölds nach der Bereitschaft der Schweiz, die politische Konferenz über Korea in der Schweiz durchzuführen, erhielt A. R. Lindt eine positive Antwort. Vgl. das Telegramm des EPD an A. R. Lindt vom 16. Juni 1953. Nicht abgedruckt.



Pekings unterhält. Selbstverständlich komme es nicht in Frage, dass diese Delegation in der Generalversammlung selbst sprechen werde. Sie müsse aber in New York zur Besprechung aller technischen Fragen vorhanden sein. Obwohl wissend, wie unpopulär seine Forderung im State Department sein muss, ist er entschlossen, auf dieser Einreise einer Peking Delegation gegenüber Amerika zu bestehen. Den Ausweg, die Generalversammlung, wie von einzelnen Delegationen in Aussicht genommen worden war, an einen Ort ausserhalb der USA einzuberufen, lehnt er als unwürdiges Ausweichen von Schwierigkeiten ab.

## 63

E 2200.36(-)1967/17/6

[DoDiS-9605]

*Le Département d'Etat américain au Gouvernement suisse<sup>1</sup>*

## AIDE-MÉMOIRE

N

Washington [D. C.], 10 juin 1953

The Department of State refers to the communication left with the Département by the Minister of Switzerland<sup>2</sup> on June 9 1953<sup>3</sup> in regard to the role which Switzerland might play on the neutral nations repatriation commission to be established as part of a Korean armistice<sup>4</sup>. The Department of State appreciates fully the considerations which motivated the government of Switzerland in reaching the preliminary views expressed in this communication. This communication from the Swiss Legation however seems to reflect certain misapprehensions which the Department of State desires to clarify.

(1) The government of the United States sympathizes with the desire of the government of Switzerland to maintain policies of neutrality and impartiality. It is indeed because of these known policies that Switzerland was among the first countries to be considered for a role in the implementation of a Korean Armistice. In the exercise of any functions which the government of Switzerland may assume pursuant to the Korean Armistice Agreement, the government of the United States would expect Switzerland to act entirely in

1. *L'aide-mémoire a été transmis par la Légation de Suisse à Washington au DPF comme radiogramme ouvert par l'intermédiaire de RCA Communications, Inc. à Radio-Schweiz AG le 10 juin, à 21 h. 34. Pour la version reçue par le DPF, cf. E 2001(E)1988/16/684. Pour la traduction française non-datée de la note américaine par R. P. Christinger, ibid.*

2. *K. Bruggmann.*

3. *La note suisse a été remise le 9 juin au Département d'Etat. Non reproduit. Pour la note suisse aux gouvernements américain et chinois approuvée par le Conseil fédéral le 9 juin 1953, cf. E 1004.1(-)/1/554 (DoDiS-9444). Pour la décision elle-même, cf. PVCF N° 968 du 9 juin 1953, ibid. (DoDiS-9442).*

4. *Le 8 juin 1953 a été signé à Panmunjon un accord entre le Commandement des Nations Unies et du Commandement chinois et nord-coréen sur le rapatriement des prisonniers de guerre. Le 9 juin, le Département d'Etat remit une note au Gouvernement suisse pour l'inviter à donner son accord au mandat prévu dans l'accord. Non reproduit.*

accord with the untrammelled dictates of its own judgment. It would not expect Switzerland to act as a representative of any party or point of view but as an impartial neutral agency faithfully carrying out the functions which it will have undertaken.

(2) The agreement of prisoners of war of June 8 does indeed give the government of India responsibilities greater than those proposed for the other four members of the commission. India is to be the executive agent of the commission and is to supply the forces necessary for carrying out the work of the commission. The Department notes that the government of Switzerland has no objection to this additional role for India. Apart from these additional duties however India while chairman of the commission will be merely the fifth member of the commission. So far as the operations of the commission are concerned there is no difference in the functions which the five members are intended to perform or the attitudes of impartiality which should guide them all.

(3) The communication from the Swiss Legation<sup>5</sup> makes particular note of the provision in the agreement of June 8 designating India as the umpire in accordance with the provisions of article 132 of the Geneva Convention relating to the Treatment of prisoners of war dated August 12 1949<sup>6</sup>. This provision was proposed by the communist commanders and was not discussed during the negotiations although this provision might perhaps have benefited from clarification. The United Nations command delegation felt that in the interests of expediting the negotiations it would take this provision at its apparent meaning. The United States does not consider that this provision in any way modifies the fundamental concept of the commission as consisting of five equal and impartial members operating by majority vote. The United States does not consider that India is to be an umpire between the other members of the repatriation commission.

(4) The Swiss government also states that its acceptance of membership on the repatriation commission would depend on adherence to the prisoner of war Agreement by all the belligerent countries including the Republic of Korea. This statement reflects a misapprehension as to the character of the United Nations command and the status of the prisoners. The forces of the Republic of Korea like the forces of the fifteen members of the United Nations in Korea are all under the United Nations command. The armistice is therefore being negotiated by the commander in chief of the United Nations command who clearly has authority to negotiate an armistice on behalf of all the forces under his command. As regards the prisoners of war in particular, prisoners are held not by individual belligerents but by the UNC which alone is responsible for the<sup>7</sup> control and custody of all the prisoners.

The government and people of the United States like governments and peoples throughout the world have long considered Switzerland as the

---

5. Cf. note 3.

6. *Sur la ratification de la Convention de Genève par la Suisse, cf. PVCF N° 565 du 20 mars 1950, E 1004.1(-)-1/515 (DoDiS-7181).*

7. *Dans le texte their a été biffé et remplacé par the.*

government to be looked to for the impartial services frequently so essential to the settlement of wars and international disputes. The Department of State is confident that the government of Switzerland will again be able to perform its traditional role and by accepting membership on the NNRC in accordance with its terms of reference will contribute to an early armistice in Korea and to a solution of the prisoner of war problem on a humanitarian basis<sup>8</sup>.

---

8. *Sur l'accomplissement de ce mandat par la délégation suisse, cf. N° 85 dans le présent volume.*

## 64

E 2802(-)1967/78/6

[DoDiS-9273]

*Protokoll der interdepartementalen Sitzung des Politischen Departements,  
des Justiz- und Polizeidepartements und des Volkswirtschaftsdepartements*

SITZUNG VOM 19. JUNI 1953 9.00–11.15 UHR BUNDESHAUS WEST

Kopie

LU

[Bern, 19. Juni 1953]

[...]¹

*Der Vorsitzende* gibt die Traktandenliste für die Sitzung bekannt.

1. Gegenseitige Aufhebung der Visumpflicht zwischen der Schweiz und Deutschland, dem Saarland sowie Griechenland, der Türkei und Pakistan.
2. Stagiaire-Abkommen mit Österreich.
3. Commission-mixte zwischen der Schweiz und Italien betreffend italienische Arbeitskräfte in der Schweiz.

*Aufhebung der Visumpflicht zwischen der Schweiz und der Bundesrepublik Deutschland*<sup>2</sup>.

*Der Vorsitzende* hat das vage Empfinden, es sei noch nicht alles reif für einen solchen Schritt, andererseits wäre es wohl wenig opportun, Staaten wie der Türkei<sup>3</sup>, Griechenland<sup>4</sup>, Pakistan usw. die Befreiung von der Visumpflicht

---

1. Anwesend waren: A. Zehnder (EPD, Vorsitz), M. Holzer, A. Jobin (beide BIGA), H. Tzaut (Fremdenpolizei EJPD), F. Dick (Bundesanwaltschaft), H. Marti, P. Jolles (beide Handelsabteilung EVD), J. Decroux, P. Brügger, R. Maurice und H. Müller (alle EPD).

2. Das Abkommen über die Aufhebung des Visumszwangs wurde am 19. November 1953 geschlossen. Vgl. den Bericht über die Verhandlungen mit der Bundesrepublik Deutschland über die gegenseitigen Niederlassungsverhältnisse und Verlängerung des Fürsorgevertrages von H. Rothmund vom 13. Januar 1954 vgl. E 2001(E)1969/121/136 (DoDiS-7900). Zu den verschiedenen Abkommen mit Deutschland vgl. auch Nr. 132, Anm. 7, in diesem Band.

3. Das Abkommen mit der Türkei wurde am 11. Juli 1954 in Kraft gesetzt. Vgl. E 2001(E)1970/217/205.

4. Das Abkommen mit Griechenland wurde am 9. Juni 1954 abgeschlossen und trat am 1. Juli 1954 in Kraft.

zu gewähren, bevor man unserem grossen Nachbarn und Handelspartner Deutschland gegenüber ein solches Entgegenkommen erweist.

Die hauptsächlichste Gefahr, welche eine solche Massnahme mit sich bringen würde: Man müsste damit rechnen, dass unerwünschte Elemente und vor allem Ostflüchtlinge in grosser Zahl in die Schweiz einreisen könnten<sup>5</sup>. (Unsere Gesandtschaft in Köln ist zwar der Meinung, die Flüchtlinge aus der DDR würden in Westdeutschland sehr schnell absorbiert, da landwirtschaftliche Arbeitskräfte [und um solche handelt es sich vorwiegend] in der BRD gesucht seien.)

*Herr Holzer:* Das BIGA ist an der Aufhebung der Visa nicht besonders interessiert. Für uns stellt sich die Frage, wie sich eine solche Massnahme auf den Arbeitsmarkt (z. B. Landwirtschaft, Hotellerie) auswirken würde. Von diesem Gesichtspunkt aus gesehen könnte einer Befreiung von der Visumpflicht zugestimmt werden. Voraussetzung dafür wäre, dass man für jene deutschen Staatsangehörigen, die bei uns Arbeit suchen wollten, den Visumzwang beibehalten würde, oder dass diese vor ihrer Einreise im Besitze einer Arbeitsbewilligung sind. Auf jeden Fall müsste man von den Kantonen konsequentes Handeln verlangen. Wer ohne Bewilligung in der Schweiz arbeitet, sollte rücksichtslos abgeschoben werden. Wenn der Drang der Deutschen, in die Schweiz zu kommen, sehr gross wäre – was nicht abzuschätzen ist –, so ist eine gewisse Gefahr nicht von der Hand zu weisen.

*Herr Jobin* hat mit dem Arbeitsministerium in Bonn betreffend den Zuzug von landwirtschaftlichen Arbeitskräften aus Ostdeutschland verhandelt und dabei folgendes festgestellt: Unter den Ostflüchtlingen herrscht wohl Überfluss an geschulten landwirtschaftlichen Arbeitskräften (Gutsbesitzer, Gutsverwalter etc.), doch kann Westdeutschland mit diesen nicht viel anfangen<sup>6</sup>. Sie sollen deshalb anderswo (z. B. in Kanada) untergebracht werden. Die Hilfskräfte aber benötigt man in Deutschland selbst. Zur polizeilichen Seite der Angelegenheit: Man ist wohl sehr aufmerksam, doch ist es auch für die deutschen Instanzen schwer, alle auswanderungswilligen Leute zu durchleuchten. Ein bedeutender Teil der Ostflüchtlinge – in Berlin waren es letztes Jahr schon auf über 125'000 – hält sich ohne Bewilligung in Deutschland auf. Meistens handelt es sich um Leute, die sich den Kontrollorganen nicht gestellt haben, oder die von diesen zurückgewiesen worden sind. So besteht denn die Gefahr, dass solche zum Teil unsaubere Elemente «schwarz» von Berlin wegkommen und schliesslich dank einer freizügigen Einreisep Praxis bei uns eindringen können.

*Herr Dick* sieht der Aufhebung der Visumpflicht nicht mit Freude entgegen. Es sind vor allem zwei Kategorien von Leuten, die uns Sorge bereiten: die Rechtsextremisten (Nazi und Neonazi) und die Kommunisten.

Was die Rechtsextremisten anbelangt, so muss man feststellen, dass eine

---

5. Vgl. den Vortrag von A. Jobin zu den Ostflüchtlingen in der schweizerischen Landwirtschaft vom 16. April 1953, E 4300(B)1971/4/24.

6. Die Verhandlungen führten am 20. März 1953 zu einer zwischenstaatlichen Vereinbarung. Vgl. auch das Schreiben von A. Huber an M. Kaufmann vom 14. März 1953, E 2001(E)1969/121/152.

Reaktivität der Nazi nicht von der Hand zu weisen ist<sup>7</sup>. Unsere Bevölkerung ist in dieser Beziehung sehr empfindlich. Es ist aber fast unmöglich, alle diese Leute zu erkennen und zu fassen. Wie die Verhältnisse jetzt liegen, so ist eine Abschirmung bis zu einem gewissen Grade möglich, denn Extremisten bekommen ihr Visum auch von deutscher Seite nicht ohne weiteres.

Inbezug auf die Linksextremisten ist zu sagen, dass, ähnlich wie seinerzeit unter dem faschistischen und dem national-sozialistischen Regime, die aus Deutschland kommenden kommunistischen Propagandisten ernster zu nehmen sind als diejenigen aus Italien<sup>8</sup>.

Als mögliche Gegenmassnahme liesse sich folgendes vorsehen: Man könnte die Kantone einladen, verdächtige Leute zu beobachten und wenn nötig zu entfernen. Hierfür würden jedoch die vorhandenen Polizeikräfte nicht ausreichen. Es ist ziemlich schwierig, Leute abzuschieben, die sich schon einige Zeit in unserem Lande aufgehalten haben. Im übrigen sind nicht diejenigen die gefährlichsten, die sich für längere Zeit in der Schweiz niederlassen; mehr Vorsicht ist jenen gegenüber geboten, die nur vorübergehend und zur Erfüllung bestimmter Missionen einreisen. Nach einer gänzlichen Aufhebung der Visaformalitäten könnten solche Agenten unseren Kontrollorganen weitgehend ausweichen. Die Bundesanwaltschaft ist der Meinung, man sollte mit der Aufhebung der Visumpflicht gegenüber Deutschen noch einige Zeit zuwarten.

*Herr Marti:* Es ist schwer, in dieser Sache eindeutig Stellung zu nehmen. Vom Standpunkt des Reiseverkehrs aus gesehen ist es wichtig, ob die deutschen Reisenden ein Visum benötigen oder nicht. Die Argumente der Hoteliers können nicht ohne weiteres von der Hand gewiesen werden. Die Handelsabteilung hat sich deshalb für die Aufhebung der Visa eingesetzt. Entscheidend ist eine solche Massnahme im Hinblick auf den ohnehin wachsenden Strom deutscher Feriengäste zwar nicht. Wir stellen uns deshalb eher indifferent zum Problem. Es wäre nicht ausgeschlossen, dass die besagte Flut so stark würde, dass man sogar gewisse Erschwerungen im Devisentransfer einbauen müsste (gestaffelte Auszahlung). Solche Erschwerungen wären für den deutschen Reisenden eher die bittere Pille als sie der Visumzwang darstellt. Solange Einschränkungen von der Zahlungsseite her notwendig sind, ist psychologisch gesehen die Aufhebung der Visumpflicht nicht so dringend. Die Handelsabteilung überlässt die Entscheidung den andern interessierten Stellen und Departementen.

*Herr Brügger:* Es besteht kein Zweifel, dass Deutschland aus politischen Gründen unsere Zusage gerne sähe, würde doch dadurch ein für die Bundesrepublik günstiger Präzedenzfall geschaffen. Doch haben auch wir dabei zu gewinnen. So sind wir daran interessiert, dass im Hinblick auf zwischenstaatliche Verhandlungen (z. B. Wiedergutmachung von nationalsozialistischen Unrechtschäden<sup>9</sup>) ein gutes Klima herrsche.

7. Vgl. das Protokoll der Konferenz vom 31. März 1952 über die Behandlung von politisch belasteten deutschen Staatsangehörigen vom 3. April 1952, E 4300(B)1969/78/6 (DoDiS-8892).

8. Vgl. E 2001(E)1970/217/48.

9. Vgl. Nr. 106 in diesem Band.

*Monsieur Maurice* se demande, si l'on ne pouvait pas adopter une solution provisoire en acceptant d'accorder aux touristes allemands la suppression des visas, mais de maintenir ces derniers pour ceux qui viennent travailler en Suisse.

*Der Vorsitzende* spricht im Namen von Herrn Dr. Rothmund: Die Polizeibehörde sieht nicht ohne Sorge, wie gross die Zahl von deutschen Touristen ist, welche in letzter Zeit in die Schweiz einreisen (und notabene, nachdem sie sich mit Schweizergeld versorgt haben, ihre Ferien in Italien verbringen). Man darf nicht vergessen, dass die Denazifizierung in Deutschland nicht etwa gemäss unseren Wünschen durchgeführt wurde. Es gibt «entnazifizierte» Leute, die auf unserer Sperrliste figurieren und die sich bei einer Aufhebung der Visumpflicht bei uns breit machen könnten.

Persönlich ist Minister Zehnder der Meinung, die deutschen Propagandisten seien heute kaum gefährlich. Gegen die Rechtsextremen sind wir immun; die deutschen Kommunisten sind international nicht von Bedeutung, denn Deutschland verfügt über keine prominenten kommunistischen Führer.

*Der Vorsitzende* rekapituliert: Niemand ist für ein unbedingtes Ja oder für ein unbedingtes Nein. Die Bedenken gegenüber einem absoluten Ja sind grösser. Könnte man den Deutschen gegenüber nicht erklären, man sei grundsätzlich nicht gegen die Aufhebung der Visumpflicht, sondern wolle zuwarten, bis sich die politische Situation (Berlin)<sup>10</sup> geklärt habe? Ein anderes Argument, das sich anbringen liesse: Es gibt immer noch Schweizer, denen bei der Erteilung des Sichtvermerks für Deutschland Schwierigkeiten gemacht werden. Die deutschen Stellen weisen darauf hin, diese Leute ständen auf den alliierten schwarzen Listen. Man könnte also mit Recht darauf hinweisen, Deutschland habe auf diesem Sektor noch nicht die volle Bewegungsfreiheit, so dass es für eine eventuell von schweizerischer Seite getroffene Liberalisierungsmassnahme nicht unbedingt Gegenrecht gewährleisten könnte. Im übrigen gibt es bis zur Stunde keinen europäischen Staat, der bereit wäre, die Visumpflicht gegenüber Deutschland ohne weiteres aufzuheben. Man hat sich darauf beschränkt, Visa gratis zu gewähren (England). Man kann sich fragen, ob eine derartige Geste opportun wäre. Hierzu ist zu sagen, dass es keinem deutschen Reisenden schwer fällt, die berechnete Gebühr von DM 5.– zu bezahlen. Wenn wir, wie England, die Befreiung von der Visumpflicht für Diplomaten vorsehen, so laufen wir Gefahr, den notorischen Nazi und Neonazi unter ihnen – und es gibt deren viele – den Weg zu ebnen.

*Herr Dick* teilt diese Ansicht. Unter den deutschen Diplomaten sind viele «entnazifizierte» Leute, die für uns gefährlich sind (z. B. Herr von Bibra). Die Bundesanwaltschaft hat gerade im Hinblick auf die Diplomaten Bedenken gegen die Aufhebung der Visa. Unter den heutigen Verhältnissen ist doch noch eine gewisse Kontrolle möglich. Jedenfalls müsste man innenpolitisch gesehen davor warnen, die Aufhebung der Diplomatenvisa vorwegzunehmen.

*Herr Minister Zehnder* ist derselben Meinung. Die Diplomaten, welche eine saubere Gesinnung haben, erhalten ihr Visum ohne Schwierigkeiten.

Der Entscheid über die Aufhebung der Visumpflicht gegenüber Deutsch-

---

10. Gemeint ist der Arbeiteraufstand in Ost-Berlin und Ost-Deutschland vom 17. Juni 1953. Vgl. Nr. 84, Anm. 3, in diesem Band.

land soll also noch einige Zeit hinausgeschoben werden. Das Departement wird die deutsche Note in diesem Sinne beantworten und auch die OECE entsprechend informieren.

*Aufhebung der Visumpflicht zwischen der Schweiz und dem Saarland.*

*Herr Decroux* orientiert über die entsprechende, von französisch-saarländischer Seite ausgegangene Anregung und stellt fest, dass im Reiseverkehr zwischen den beiden Ländern keine Schwierigkeiten beständen.

*Der Vorsitzende:* Die Situation des Saarlandes ist völkerrechtlich nicht umstritten. Politisch gehört die Saar zu Deutschland. Frankreich hat denn auch nie von einer politischen, sondern nur von einer wirtschaftlichen Integration gesprochen. Die Schweiz anerkennt jedenfalls eine politische Integration nur dann, wenn sie auch international anerkannt wird. In diesem Sinne muss wohl auch das Problem der Aufhebung der Visa gelöst werden. Man darf nicht den Eindruck erwecken, die Schweiz würde de facto den gegenwärtigen Zustand anerkennen. Wir können Frankreich jederzeit eine negative Antwort erteilen.

Wie ist die Aufhebung der Visa gegenüber dem Saarland vom wirtschaftlichen Standpunkt aus zu beurteilen?

*Herr Holzer:* Es ist möglich, dass eine grössere Anzahl Saarländerinnen als Dienstmädchen in die Schweiz zu kommen wünscht. Von Bedeutung ist dieser Punkt jedoch in bezug auf die Erteilung von Einreisevisa nicht. Die Angehörigen des Saarlandes werden hier mit den deutschen Staatsangehörigen gleichgestellt.

*Der Vorsitzende:* Die Angelegenheit kann also ohne Bedenken zurückgestellt werden.

*Aufhebung der Visumpflicht zwischen der Schweiz, Griechenland, der Türkei und Pakistan.*

*Monsieur Decroux:* Le problème de la suppression des visas avec la Grèce et la Turquie s'est posé depuis longtemps. Une demande analogue a été faite récemment par le Pakistan. En ce qui concerne ce dernier, la présence de voyageurs pakistanais en Suisse ne cause pas de danger. Mais, si l'on accorde la suppression des visas à ceux-ci, il faut attendre que l'Inde nous soumette également une telle demande ce qui pourrait nous mettre dans une situation difficile (le communisme est beaucoup plus fort en Inde).

*Monsieur Jobin:* Dans certains milieux on craint beaucoup l'infiltration de la part de colporteurs venant des pays du Proche Orient. Mais ce n'est pas un danger national.

*Herr Dick:* Die Einreise von türkischen Staatsangehörigen in unser Land bietet vom polizeilichen Standpunkt aus keine Schwierigkeiten. Auch die Verhältnisse in Griechenland haben sich so weit konsolidiert, dass von dieser Seite nicht mit einer akuten Gefahr zu rechnen ist. Griechenland gibt an Extremisten ohnehin keine Reisepässe ab.

*Der Vorsitzende* ist der Meinung, dass, gerade weil eine Gleichstellung Indiens nicht zu umgehen wäre, die Visumpflicht für Reisende aus Pakistan noch nicht fallen gelassen werden darf, umso mehr als das Problem in bezug auf Deutschland noch ungelöst ist.

Vielleicht könnte man früher oder später Griechenland und der Türkei gegenüber Erleichterungen ins Auge fassen, sind doch beide Staaten Mitglieder der OEEC und geniessen deshalb eine Sonderstellung.

*Monsieur Jobin*: La situation de la Grèce est un peu analogue à celle de l'Allemagne occidentale. Il y a surpopulation et le pays héberge beaucoup de réfugiés. Des réserves sont donc indiquées.

*Monsieur Maurice* ne croit pas que la Suisse peut présenter aux Grecs un marché de travail intéressant, sauf peut-être pour les marchands.

*Monsieur le Ministre Zehnder* est d'accord que la situation de la Grèce et de la Turquie comme membres de l'OEEC est autre que celle du Pakistan. Mais il y a le problème de l'Allemagne qui prime le tout. Pourrions-nous quand même faire le geste auprès de la Grèce et de la Turquie? Monsieur Rothmund est d'avis qu'il faudrait encore une fois ajourner le règlement définitif de cette question. Un premier pas que l'on pourrait envisager serait la suppression du visa pour les diplomates grecs et turcs. Quant au Pakistan: attendons une seconde demande.

#### *Stagiaire-Abkommen mit Österreich*

*Der Vorsitzende*: Das unbedingte Bedürfnis, ein derartiges Abkommen mit Österreich zu treffen, besteht nicht<sup>11</sup>. Anders verhält es sich in bezug auf Deutschland<sup>12</sup>. Man könnte zuwarten, bis die Vorarbeiten für eine schweizerisch-deutsche Vereinbarung weiter fortgeschritten sind und dann die beiden Fragen verkoppeln.

*Herr Jobin*: Die Schweiz hat aus dem Austausch von Stagiaires grossen Nutzen gezogen. Die Sache lässt sich nicht ewig verschieben. Wir können solche Abkommen ohne Bedenken abschliessen. Auch Herr Rothmund hat seine Opposition aufgegeben. Es empfiehlt sich jedoch, die beiden Länder gleichzeitig zu berücksichtigen. Als Zeitpunkt hierfür dürfte der Herbst dieses Jahres gegeben sein.

*Der Vorsitzende* freut sich, solche Nachrichten zu vernehmen. Die Bereitschaft, Stagiaire-Abkommen abzuschliessen, ist also allseitig vorhanden, so dass wir in absehbarer Zeit in Verhandlungen eintreten können.

#### *Commission-mixte zwischen der Schweiz und Italien*<sup>13</sup>.

*Der Vorsitzende*: Das Problem stellt sich folgendermassen: Entgegen dem mit Italien getroffenen Abkommen halten sich in der Schweiz italienische Arbeitskräfte auf, die als Touristen bei uns einreisen und hier zu niedrigeren als den im Vertrag vorgesehenen Löhnen arbeiten. Minister Reale ist der Meinung, die Schweiz sollte dafür sorgen, dass dieser vertragslose Zustand nicht weiter toleriert werde. Zur Behandlung dieses Problems soll nun an-

11. Vgl. E 2001(E)1970/217/115.

12. Vgl. E 2001(E)1969/121/152 und E 2001(E)1970/217/115.

13. Zur ersten Sitzung der Commission consultative mixte, die erst im Jahre 1954 durchgeführt wurde vgl. Nr. 116 in diesem Band und den Bericht vom 7. Juli 1954 über die Sitzungen der Commission consultative mixte, E 4300(B)1969/121/9 (DoDiS-8944). Vgl. auch E 2001(E)1969/121/153.



scheinend eine Commission mixte eingesetzt werden. Es fragt sich, ob wir auf diesen Vorschlag eintreten wollen.

*Herr Holzer:* Italien hat verlangt, dass eine solche Kommission so rasch als möglich einberufen werde, doch ergaben sich bei der Aufstellung der zu behandelnden Traktanden Schwierigkeiten, so dass die Angelegenheit auf den Herbst verschoben werden musste.

*Herr Jobin:* Wir müssen tatsächlich zuerst wissen, was die Italiener behandeln wollen und was für ein Ziel sie verfolgen. Die Italienische Gesandtschaft geht in der Auslegung des Abkommens sehr weit, sie schaltet sich sogar in die Abfassung von Anstellungsverträgen ein. Ihre Politik läuft derjenigen des Bundesrates zuwider. Wir dürfen uns solche Eingriffe in unsere Lohnpolitik (z. B. in der Landwirtschaft) nicht gefallen lassen.

*Der Vorsitzende* dankt für die erhaltenen Auskünfte. Der Zweck seiner Anfrage war vor allem, sich über die Angelegenheit informieren zu lassen, damit er wenn nötig Herrn Minister Reale gegenüber mit einschlägigen Argumenten auftreten kann.

Es gibt immerhin eine Möglichkeit, Korrektur zu schaffen, und zwar gerade im Hinblick auf die Frage der Visumbefreiung gegenüber Deutschland. Wenn wir die Einreise deutscher Arbeitskräfte erleichtern, so bilden diese für die italienischen Saisonarbeiter ohne Zweifel eine nicht zu unterschätzende Konkurrenz.

Von diesem Gesichtspunkt aus gesehen besteht also selbst für uns ein gewisses Interesse an einer Aufhebung der Visumpflicht gegenüber Deutschland. Es sollte aber möglich sein, den gegenwärtigen Zustand noch eine Zeit lang zu ertragen.

*Herr Jobin:* Italien verliert durch seine Lohnpolitik immer mehr Boden gegenüber Deutschland und Österreich, so dass man feststellt, dass die Italienische Gesandtschaft letzten Endes gegen die italienischen Interessen arbeitet.

*Der Vorsitzende:* Nachdem die Konkurrenz schon unter den gegebenen Verhältnissen zu spielen beginnt, drängt sich auch von dieser Seite eine Aufhebung der Visumpflicht Deutschland gegenüber nicht unbedingt auf.

## 65

E 2001(E)1969/121/117

[DoDiS-8942]

*Le Ministre de Suisse à Rome, E. Celio, au Chef du Département politique,  
M. Petitpierre*

L

Rome, 2 juillet 1953

Je reviens en ce moment de l'audience que m'a accordée M. De Gasperi, président démissionnaire du Conseil<sup>1</sup>. Il m'a reçu dans sa demeure privée de Castel Gandolfo.

1. A. De Gasperi, chef de file du parti démocrate-chrétien, donne sa démission le 29 juin 1953, suite aux résultats des élections législatives (où les communistes alliés aux socialistes

La conversation fut cordiale; elle fut même amicale. Personne n'aurait dit que mon illustre interlocuteur devait, le lendemain, décider d'accepter ou non la charge que lui offrait le président de la République de former le nouveau cabinet. On dit que l'une des meilleures qualités de De Gasperi consiste à ne jamais s'emballer. J'en ai eu la preuve aujourd'hui. Pour faciliter l'entrée en matière sur le scabreux argument de l'impôt sur la fortune<sup>2</sup>, je lui portai l'hommage et les vœux de Monsieur Etter, président de la Confédération, et les vôtres. Il en a été très touché et me pria de vous présenter les siens bien cordiaux.

Je vous transcris ci-après le texte du pro-memoria qu'en prenant congé je lui ai laissé. Ce pro-memoria ne contient, bien entendu, que l'essentiel. Comme vous me l'avez suggéré, je n'ai pas abordé les questions techniques<sup>3</sup>. J'ai cependant développé le sujet de la meilleure façon. Voici le document:

1. Les négociations italo-suisse, commencées en automne 1950<sup>4</sup>, n'ont pas permis d'arriver jusqu'à ce jour à un accord qui donne satisfaction aux Autorités fédérales chargées de la défense des contribuables suisses en ce qui concerne les impôts extraordinaires sur la fortune, créés et disciplinés par les lois et décrets italiens du 29 mars (no 143), 1<sup>er</sup> septembre (no 828), 11 octobre 1947 (no 1131), 10 novembre 1949 (no 805), 9 mai 1950 (no 203) relatifs à l'impôt extraordinaire progressif sur la fortune et l'impôt extraordinaire proportionnel sur la fortune des sociétés et des institutions morales.

2. Les commissions parlementaires suisses qui ont examiné dernièrement la Convention italo-suisse en matière d'assurances sociales<sup>5</sup> n'ont pas pu en recommander la ratification pour la raison qu'un accord fiscal satisfaisant avec l'Italie n'a pas encore pu être atteint, malgré de laborieuses négociations avec les Autorités italiennes<sup>6</sup>.

3. Le Gouvernement suisse, depuis le début de ces négociations, a toujours résisté à la requête du Gouvernement italien tendant à ce que les personnes physiques et les sociétés suisses en Italie, les personnes physiques et les sociétés suisses en Suisse avec investissements en Italie, fussent tenues au paiement d'un tribut fiscal en raison des décrets susmentionnés sur la fortune, et ceci à l'appui du Traité d'établissement et consulaire conclu entre la Suisse et l'Italie le 22 juillet 1868, qui prévoit à son article 5:

---

atteignent 36% des voix). Sur les élections italiennes de juin 1953, cf. la lettre de G. Keel à M. Petitpierre du 13 août 1953, E 2300(-)/9001/409. Sur la chute du gouvernement italien et la crise qui s'ensuit, cf. la lettre de G. Keel à M. Petitpierre du 30 juillet 1953, *ibid*.

2. Pour un résumé du litige qui oppose la Suisse et l'Italie au sujet de l'impôt extraordinaire sur la fortune en Italie, cf. l'aide-mémoire de E. Diez du 9 mai 1953, E 2001(E) 1969/121/116. Cf. aussi le rapport du Département politique du 10 avril 1954, E 2001(E)1970/217/144.

3. Cf. la lettre de M. Petitpierre à E. Celio du 29 juin 1953, E 2001(E)1969/121/116.

4. Sur ces négociations, cf. E 2001(E)1967/113/241.

5. Il s'agit de l'accord italo-suisse sur les assurances sociales du 25 octobre 1949. Pour le texte de l'accord, cf. RO, 1950, pp. 365-373. Un nouveau texte est approuvé le 17 octobre 1951. Cf. RO, 1954, pp. 250-256.

6. Cf. le compte rendu de la séance de la commission du Conseil national chargée d'examiner l'accord italo-suisse sur les assurances sociales du 3 juin 1953, E 2001(E)1969/121/116.

«Ni en temps de paix, ni en temps de guerre, on ne pourra, en aucune circonstance, ni imposer, ni exiger pour les biens d'un citoyen de l'un des deux pays dans le territoire de l'autre des impôts, droits, contributions ou charges diverses plus élevées que celles qui seraient imposées ou perçues pour la même propriété si cette dernière appartenait à un citoyen du pays ou à un citoyen de la nation la plus favorisée. Il est, en outre, entendu qu'il ne pourra ni être perçu, ni exigé d'un citoyen de l'un des deux Etats [des impôts] qui soient différents ou plus élevés que ceux qui pourront être imposés ou perçus d'un citoyen du pays ou de la nation la plus favorisée.»

Aujourd'hui comme hier, le Gouvernement suisse insiste vivement auprès du Gouvernement italien pour que ce dernier veuille bien réexaminer cet aspect juridique de la divergence en cours et veuille, en connaissance de cause, décider que les personnes physiques et les sociétés suisses en Italie, les personnes physiques et les sociétés suisses en Suisse avec investissements en Italie sont exonérées du paiement de l'impôt extraordinaire sur la fortune, plaçant la Suisse au même niveau que la nation la plus favorisée conformément au Traité d'établissement et consulaire de 1868: la France, l'Angleterre, la Belgique, etc. etc. sont exonérées de ces impôts.

4. Au cas où le Gouvernement italien n'estimerait pas pouvoir adhérer à la thèse juridique suisse, il resterait toujours la possibilité d'un accord entre les deux pays, basé sur le principe de l'égalité de traitement fiscal entre Italiens et Suisses et entre Suisses et Suisses en Italie. Et plus précisément dans le sens

a. que les contribuables suisses en Italie (personnes physiques et sociétés de personnes constituées en Italie selon le droit italien) déjà taxées définitivement à la date du 15 décembre 1951, puissent bénéficier des mêmes facilités prévues pour les autres contribuables suisses qui n'ont pas encore été taxés. Par conséquent, les mots suivants devraient être supprimés de l'article 3, après la lettre c): «à condition qu'ils (contribuables) n'aient pas été définitivement taxés à la date du 15 décembre 1951». Cette condition limitative établit une discrimination entre citoyens et entreprises suisses en Italie.

Les Autorités fédérales estiment que les contribuables suisses qui se sont empressés de régler leur situation vis-à-vis du fisc italien, soit en payant tout ou partie de l'impôt sur la fortune, soit en concluant un concordat fiscal, ne doivent pas être frappés plus durement que les autres contribuables qui ont fait preuve de moins d'empressement;

b. que le traitement fiscal des sociétés et entreprises morales ayant leur siège en Suisse devrait être équivalent à celui de leurs sœurs italiennes, c'est-à-dire qu'il soit appliqué à leur égard seulement la taxe proportionnelle du 2 au 4% prévue pour les sociétés italiennes au lieu de la taxe progressive allant jusqu'au 15% maximum fixée pour les sociétés étrangères. La suppression de cette discrimination à l'égard des contribuables suisses dont il s'agit trouve elle aussi amplement sa base juridique dans le Traité d'établissement et consulaire entre la Suisse et l'Italie déjà mentionné plus haut.

5. Vu la nouvelle situation créée par le refus des commissions parlementaires suisses de ratifier la Convention italo-suisse sur les assurances so-

ciales<sup>7</sup>; vu également le malaise qui s'en est suivi et ne fit que s'accroître entre la population suisse en Italie et en Suisse au fur et à mesure que les nouvelles prescriptions fiscales italiennes furent connues, le Conseil fédéral estime absolument nécessaire que de nouvelles négociations soient ouvertes entre l'Italie et la Suisse afin de trouver une solution répondant juridiquement, politiquement et pratiquement aux intérêts et aux traditionnelles relations d'amitié entre les deux pays.

Je n'ai pas eu l'impression que mon interlocuteur ait suivi avec le désir d'en être convaincu notre thèse principale de «la Suisse nation la plus favorisée»<sup>8</sup>. Il craint de créer un précédent dangereux, d'autant plus, a-t-il souligné, que sous le nom de certaines sociétés suisses doivent se cacher des capitalistes italiens fraudeurs du fisc. J'ai fait cependant de mon mieux pour l'assurer tout d'abord que s'il en était ainsi le Gouvernement suisse ne protégerait jamais ces fraudeurs, puis que l'adhésion de l'Italie à la thèse principale suisse serait dans l'intérêt des deux pays: du nôtre, c'est évident – il ne paierait plus rien – mais aussi du Gouvernement italien car, une fois la Suisse admise au bénéfice de la nation la plus favorisée, le Gouvernement italien, à la suite d'un rapport d'un juriste de son choix, n'aurait plus à investir de cette affaire le Parlement, l'exécution de la loi étant de la compétence du pouvoir exécutif et non du législatif.

M. De Gasperi m'a paru, au contraire, convaincu que, pour des raisons d'égalité de traitement, tous les Suisses en Italie soient traités de la même façon, donnant ainsi satisfaction aux revendications de M. Beeler, président du Comité de liaison des Suisses en Italie<sup>9</sup>.

Il m'a paru aussi convaincu que, toujours conformément au principe de l'égalité de traitement, les sociétés suisses avec siège en Suisse dussent obtenir davantage que ce que l'Italie était disposée à leur accorder jusqu'à présent. Abaissement du taux de 15% à 2–4% ou réduction de plus d'un tiers du montant imposable? Sur ce point, De Gasperi n'a pas voulu se prononcer.

Le président s'est réservé, en outre, d'interpeller encore M. Vanoni, ministre des Finances, le «diabulus ex machina» de toute cette ennuyeuse affaire. A ma remarque ironique qu'interpeller Vanoni équivalait à ne rien obtenir, il me rassura par ces mots: «Je suis encore là... si je suis encore président du Conseil.» Et nous restâmes d'accord que, s'il continuait à présider le Conseil,

7. *La ratification de l'accord italo-suisse sur les assurances sociales interviendra le 28 décembre 1953. Cf. FF, 1953, vol. 105, I, p. 603. Pour plus de détails, cf. le compte rendu de la séance de la commission des Affaires étrangères du Conseil des Etats du 16 décembre 1953, non reproduit (DoDiS-8943).*

8. *Consulté par le Conseil fédéral sur l'interprétation de la convention d'établissement entre la Suisse et l'Italie du 22 juillet 1868, le professeur français Ch. Rousseau tranche en faveur du point de vue suisse, concluant dans son expertise du 27 août 1953 que la Suisse jouit pleinement de la clause de la nation la plus favorisée dans l'application de l'impôt extraordinaire sur la fortune en Italie. Pour le texte de l'expertise réalisée par Ch. Rousseau, cf. E 7800(-)/1/24.*

9. *Sur les revendications du président du Comité de liaison des Suisses en Italie, cf. la lettre de C. Beeler à M. Petitpierre du 10 mai 1953, E 2001(E)1969/121/116.*

je pourrais lui rappeler l'affaire dans une semaine. Lorsque je lui proposai de nommer une commission de trois membres pour chaque partie, qui pourrait être convoquée en Suisse cet été, la chaleur à Rome étant suffocante, il me répondit en souriant: «Et pourquoi pas dans le Val d'Aoste?» A quoi je répliquai par un chaleureux «D'accordo!».

Nous nous sommes quittés sur ces mots. Je suis certain que la «vexata quaestio» a fait un pas en avant. Si cela ne dépendait que de De Gasperi, nous aurions obtenu ou obtiendrions probablement tout ce que nous désirons. Il a été sensible à l'argument moral que j'ai avancé: qu'il est injuste que la Suisse, neutre et bienveillante pour l'Italie, paie l'impôt sur la fortune pour sa reconstruction alors que ceux qui ont contribué à la détruire et presque tous les Etats du globe terrestre en sont exemptés<sup>10</sup>.

Si M. De Gasperi ne devait pas accepter de former le nouveau cabinet, nous perdrons un ami. J'espère qu'il finira par se soumettre au désir présidentiel et à l'attente de la majorité du pays<sup>11</sup>.

10. *En vertu de l'article 78 du Traité de paix entre l'Italie et les Alliés du 10 février 1947, tout ressortissant d'un pays membre des Nations Unies est exclu de l'impôt extraordinaire sur la fortune en Italie. Sur cette question, cf. la notice de E. Diez à R. Rubattel du 30 mai 1953, ibid. Cette situation, considérée comme anormale du point de vue des autorités fédérales, amènera ces dernières à introduire une procédure de conciliation et de règlement judiciaire à propos de l'impôt italien sur la fortune. Cette décision s'appuie notamment sur un rapport du Département politique, qui, suite à l'expertise du professeur Ch. Rousseau, recommande de rejeter les propositions italiennes de compromis, qualifiées d'insuffisantes. Cf. PVCF N° 1671 du 2 octobre 1953, E 1004.1(-)/1558 (DoDiS-8945).*

11. *Après plusieurs jours de crise, A. De Gasperi accepte de former un nouveau gouvernement. La durée de ce gouvernement (qui est le neuvième gouvernement dirigé consécutivement par A. De Gasperi) sera brève. Dès le 17 août 1953, A. De Gasperi est remplacé par G. Pella à la tête du Conseil des ministres.*

## 66

E 2001(E)1970/217/320

[DoDiS-9436]

*Der schweizerische Gesandte in Tel-Aviv, O. K. Seifert,  
an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten  
des Politischen Departements, A. Zehnder*

S Persönlich. Vertraulich

Tel-Aviv, 13. Juli 1953

In Ergänzung meines Berichts von heute<sup>1</sup> über die Verlegung des Aussenministeriums nach Jerusalem möchte ich zu Ihrer persönlichen und vertraulichen Orientierung noch folgendes berichten:

Durch einen Zufall erfuhr ich die Nachricht aus israelischer Quelle bereits am Donnerstagnachmittag. Mittwochvormittag hatte mich Generaldirektor

1. *Vgl. den Politischen Bericht von O. K. Seifert vom 13. Juli 1953, nicht abgedruckt (DoDiS-9450).*

Eytan telephonisch eingeladen, ihn Freitag um 11.30 Uhr aufzusuchen. Ich nahm an, es handle sich um die offizielle Bekanntgabe des Regierungsbeschlusses. Meine Vermutung war unrichtig. Keiner meiner Kollegen ist in dieser Sache vorgeladen worden. Eytan wollte den Fall Paillard A. G.<sup>2</sup> mit mir besprechen (Schreiben Ihrer Abteilung vom 22. Mai<sup>3</sup> – s.B.51.322. Lig.arba.O – auf das ich am 7. Juni<sup>4</sup> eingehend geantwortet habe).

Zu Beginn der Besprechung sagte mir Eytan, er werde mir nachher noch ein Geheimnis verraten. Ich werde der erste sein, der es erfahre. Er blickte mehrere Male während des Gesprächs auf seine Uhr und rückte schliesslich um 12.15 h. mit der Sprache heraus. Das Ministerium würde Sonntag nach Jerusalem verlegt. Ein Brief an mich und an alle andern Missionschefs sei unterwegs. Für die erste Zeit werde noch eine Art Verbindungsbureau hier bleiben. Wenn ich ihn einmal sprechen müsste, aber nicht nach Jerusalem kommen könne, wäre er bereit, ein Rendez-vous in Tel-Aviv zu vereinbaren. Im übrigen werde die Schweiz bestimmt keine Schwierigkeiten machen. Er habe die Frage anlässlich seines Besuchs «ganz zufällig» mit Ihnen besprochen<sup>5</sup>. Sie hätten ihm erklärt, die Schweiz sei natürlich interessiert, ihre hiesige Vertretung so nahe als möglich beim Aussenministerium zu haben. Unser Land könne nicht das erste sein, werde aber seine Gesandtschaft nach Jerusalem verlegen, wenn andere Missionen sich dort niederlassen. Darauf habe er sie gefragt, was die Schweiz tun würde, wenn eine «östliche» Vertretung als erste nach Jerusalem übersiedle. Sie hätten ihm etwas ausweichend geantwortet, aber er habe den Eindruck gewonnen, dass die Schweiz «jedenfalls keine Schwierigkeiten machen werden».

Dieser kleine Vorfall ist für die israelischen Methoden bezeichnend:

Ich habe dem Chef der Abteilung West-Europa Herrn Amiel Najar die im letzten Absatz von Seite 5 meiner Pol. Mitt. No. 7 vom 20. Februar<sup>6</sup> dargelegte Erklärung gemacht und ihn ausdrücklich ersucht, sie Herrn Aussenminister Sharett und Herrn Eytan zur Kenntnis zu bringen, was er m. W. getan hat.

Anlässlich des Besuchs Eytans bei Ihnen wurde über das Thema Jerusalem so oberflächlich gesprochen<sup>7</sup>, dass es in Ihrem Gedächtnis anscheinend

2. Vgl. das Dossier Paillard & Cie. SA, Yverdon, E 2001(E)1970/217/234 und Nr. 138 in diesem Band.

3. Vgl. das Schreiben von J. Decroux an O. K. Seifert vom 22. Mai 1953, *ibid.* Nur die Kopie wurde ermittelt.

4. Vgl. das Schreiben von O. K. Seifert an das Politische Departement vom 7. Juni 1953, *ibid.*

5. A. Zehnder trifft W. Eytan am 17. Juni 1953.

6. Die Erklärung lautet: Die Schweizerische Gesandtschaft wird in nächster Zeit schon aus technischen und finanziellen Gründen nicht nach Jerusalem umsiedeln, selbst wenn andere diplomatische Vertretungen dies tun sollten. Der schweizerische Gesandte wird an offiziellen Anlässen in Jerusalem teilnehmen, doch darf aus dieser Teilnahme nicht geschlossen werden, dass die schweiz. Regierung damit irgendeine Stellungnahme in der noch ungelösten Jerusalem-Frage bekunden will. Diese Stellungnahme könne schweizerischerseits nur erwartet werden, wenn das Verhältnis zwischen Israel und seinen Nachbarstaaten durch Unterzeichnung eines Friedensvertrages endgültig bereinigt worden sein wird. Vgl. den Politischen Bericht Nr. 7 von O. K. Seifert vom 20. Februar 1953, E 2300(-)/9001/458.

7. Handschriftliche Anmerkungen von A. Zehnder: stimmt.

überhaupt keine Spur zurückliess, was ich daraus schliesse, dass Sie es in Ihrem persönlichen Schreiben vom 24. Juni<sup>8</sup> an mich nicht einmal erwähnen.

Trotzdem wird Ihre Bemerkung nun hier so interpretiert, als ob die Schweiz eine de facto-Anerkennung Jerusalems als Hauptstadt Israels ausgesprochen hätte, und man wird keine Druckmittel scheuen, um uns zum Umzug nach Jerusalem zu bewegen.

Die Bemerkung Eytans habe ich etwa wie folgt beantwortet. Es sei mir von einer Änderung des schweizerischen Standpunktes in dieser Frage nichts bekannt. Ich hätte Herrn Najar seinerzeit diesen Standpunkt sehr klar dargelegt und so lange ich nicht im Besitze anderer Instruktionen sei, bleibe es bei dieser Formulierung.

Immerhin drängt sich mir die Frage auf, ob dieser Standpunkt nicht nochmals, und zwar diesmal dem israelischen Gesandten in Bern, durch Übergabe eines Aide-Mémoires bekanntgegeben werden könnte, so dass bei den arabischen Staaten nicht der Eindruck entsteht, die Schweiz habe in der Jerusalem-Frage eine ihrer traditionellen Neutralität nicht entsprechende pro-israelische Haltung eingenommen<sup>9</sup>.

---

8. Nicht ermittelt.

9. Zur Entwicklung der Frage vgl. das Schreiben von O. K. Seifert an A. Zehnder vom 10. Januar 1954. Nicht abgedruckt (DoDiS-9437).

## 67

E 2300(-)/9001/155

[DoDiS-9201]

*Le Ministre de Suisse à La Havane, E. Schlatter,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

LES TROUBLES RÉVOLUTIONNAIRES À CUBA ET LEUR SIGNIFICATION INTERNATIONALE

RP N° 4

La Havane, 14 août 1953

La presse mondiale a rapporté dans leurs grandes lignes les troubles révolutionnaires qui ont agité Cuba dans les derniers jours de juillet. Voici en deux mots ce qui s'est passé:

Dans les premières heures du matin du dimanche 26 juillet, un groupe de révolutionnaires vêtus d'uniformes militaires attaqua par quatre points différents la garnison militaire et les casernes de Moncada, à Santiago de Cuba, dans la partie orientale de l'île. Une bataille rangée, caractérisée par une violence et une cruauté extraordinaires, s'en suivit; les assaillants auraient utilisé des armes «dum-dum» et auraient froidement abattu des civils et des malades hospitalisés dans une clinique militaire dont les fenêtres commandaient une position stratégique. Quand les forces de l'armée régulière se furent ressaisies et rendues maîtresses de la situation, on compta plus de 80 morts et des centaines de blessés.

Ce même dimanche, le Président Batista se trouvait à Varadero, une plage à la mode à une distance d'environ 3 heures de La Havane, pour y procéder à

la remise des prix aux gagnants de régates. Prévenu à temps d'un complot contre sa vie qui devait être exécuté pendant les cérémonies, Batista fit séquestrer à Varadero même un dépôt secret d'armes qui aurait, paraît-il, suffi à massacrer une grande partie du public qui s'était aggloméré.

Tandis que ces événements se déroulaient dans les parties orientale et centrale de l'île, il semble que des chargements d'armes et de munitions furent introduits clandestinement dans la partie occidentale de la République, dans la région de Pinar del Rio. Des bateaux étrangers furent séquestrés et leur équipage arrêté. Les communiqués sur cet épisode sont laconiques et il est donc difficile de savoir exactement ce qui s'est passé là.

Immédiatement, le Président Batista décréta la suspension des garanties constitutionnelles, ce qui revient à déclarer le pays en état de siège. Interdiction de réunions, censure de la presse, de la correspondance postale et télégraphique sont les effets les plus apparents de ces mesures qui doivent rester en vigueur pendant trois mois. Grâce à la fidélité et à l'appui de l'armée, condition primordiale pour n'importe quel régime de se maintenir au pouvoir à Cuba, et grâce à un service secret évidemment fort bien organisé, Batista réussit à sortir indemne de cet incident dangereux.

Actuellement, le pays semble être revenu à la normalité; cependant la censure de la presse est appliquée de façon tellement stricte que les journaux et la radio ne publient aucune nouvelle politique du pays. La proclamation du Président, par laquelle il faisait savoir que sa tolérance passée ayant été interprétée comme faiblesse, il allait maintenant changer de tactique, a aussi eu son effet. Devant l'attitude nettement menaçante de Batista et les mesures de rétorsion annoncées, des personnalités politiques qui se sentaient particulièrement visées, se sont empressées de chercher refuge comme asilés politiques dans diverses ambassades de La Havane, notamment celles du Mexique, du Guatemala et du Brésil.

Malgré le silence apeuré et la réserve que chacun s'impose jusque dans les conversations privées, de nombreux indices permettent de se rendre compte que le peuple est profondément troublé et mécontent.

La question que chacun se pose et à laquelle personne n'est en mesure de donner une réponse satisfaisante, est celle de savoir quels sont les auteurs des troubles du 26 juillet. La version officielle en accuse l'ex-président Prio Socarrás qui vit en exil à Miami, donc aux portes de Cuba; aidé par les membres du parti «autentico» dans le pays et au dehors, on prétend qu'il a préparé et financé ce plan de révolution. Beaucoup des armes découvertes par Batista dans les dépôts clandestins viennent du Mexique; or, on connaît les attaches de Prio avec le Mexique et avec certains dirigeants politiques de ce pays. Prio s'est empressé de réfuter publiquement cette accusation. Le parti «ortodoxo» est aussi soupçonné d'avoir collaboré avec les «autenticos» dans cette entreprise révolutionnaire. On rappelle à ce propos que des exilés à l'étranger de ces deux partis politiques se sont récemment réunis à Montréal au Canada d'où ils publièrent un manifeste protestant contre la dictature anticonstitutionnelle de Batista. (Comme les principes exposés dans ce document ne trouvèrent pas l'appui unanime des membres des partis en cause, la situation put être habilement exploitée par Batista dont la politique a toujours consisté à



diviser autant que possible ses adversaires). Enfin, dans une déclaration publique, le Président Batista a affirmé que de nombreux pamphlets et livres communistes ont été découverts en même temps que les armes dont il est question ci-dessus. Cela porterait à croire à un complot ourdi par le communisme international; les politiciens cubains en exil ne seraient alors que les instruments de Moscou. Un fait est venu à ma connaissance qui tendrait à confirmer cette opinion: le chef des rebelles et principal responsable des troubles sanglants de Santiago de Cuba, le nommé Fidel Castro, écroué il y a quelques jours après une chasse à l'homme spectaculaire, avait joué un rôle important dans la révolution du 9 avril 1948 à Bogotá<sup>1</sup>. Poursuivi à l'époque par les autorités colombiennes comme agitateur étroitement lié à la révolution, le Cubain Fidel Castro réussit à fuir de Colombie grâce à l'appui de la délégation cubaine à la Conférence Panaméricaine de Bogotá dont il surprit la bonne foi. Le révolutionnaire de Bogotá et responsable des troubles récents à Cuba s'avère spécialiste en la matière, technicien de la révolution, et se trouve donc vraisemblablement aux ordres d'une organisation subversive internationale.

Le Président Batista est sans contredit un des anticommunistes les plus en vue de l'Amérique centrale et des Antilles. Il ne serait donc pas étonnant, comme l'affirme «Intelligence Digest», que Moscou considère son élimination comme un des premiers objectifs de sa politique dans cette région et que, par conséquent, des efforts considérables soient entrepris pour fomenter à Cuba des troubles révolutionnaires qui pourraient même mener à l'assassinat du chef d'Etat «de facto».

En fait, les éléments favorables à une révolution existent à Cuba; le mécontentement populaire, auquel je faisais allusion ci-dessus, est fondé sur des griefs réels et concrets qu'il est facile d'exploiter. La situation économique du pays, axée entièrement sur la production et la vente du sucre, est difficile: surproduction de sucre en 1952 et pendant les années antérieures, d'où danger de chute des prix sur les marchés internationaux, danger auquel Batista fait face par un décret limitant la production à 5 millions de tonnes, d'où augmentation du chômage, contre laquelle on lutte en instituant des sources artificielles de travail et, en conséquence directe, déficit très grand dans les comptes de l'Etat. Inévitablement, le Gouvernement devra avoir recours à l'augmentation des impôts après avoir déjà dû réduire de 10% les salaires des fonctionnaires de l'Etat. – Le commerce réagit délibérément par une inactivité quasi totale, d'où il résulte non seulement une diminution du chiffre d'affaires, mais aussi une misère croissante des classes ouvrières et pauvres. Dans le domaine politique, Batista n'a pas réussi, comme il l'avait promis, à éliminer la corruption dans le gouvernement, un des principaux griefs qu'on adressait au régime de Prio Socarrás. Au contraire, il se voit obligé d'offrir à nombre de ses amis des positions officielles lucratives et de fermer les yeux sur des abus de toutes sortes. A l'encontre d'une autre promesse qu'il avait faite au peuple, Batista n'a pas encore pris les dispositions nécessaires pour redonner au pays un régime constitutionnel. Le seul moyen de faire cela serait d'organiser des élections générales, tant présidentielles que parlementaires. Vu la situation

---

1. Cf. *DDS*, vol. 17, N° 72 (DoD1S-4185).

actuelle, Batista n'aurait pratiquement aucune chance de réunir les suffrages populaires suffisants pour se faire porter constitutionnellement à la présidence. Il a donc remis à juin 1954 les élections qu'il avait antérieurement fixées à novembre 1953.

Batista se trouve dans une impasse dont il est difficile de voir comment il pourra sortir autrement que par l'institution d'une dictature de plus en plus marquée dans laquelle l'armée devra jouer un rôle prépondérant. Or, le peuple cubain, qui n'a pas oublié l'époque encore relativement récente de la domination espagnole, a toute contrainte en horreur; il se qualifie dès lors de démocratique. Poussé à bout, offensé dans ses sentiments légitimes d'amour de la liberté et de l'indépendance, accablé par l'injustice d'un régime corrompu et souffrant une crise économique angoissante, le peuple cubain représente une proie trop facile pour des agitateurs professionnels, formés à l'école de Moscou.

## 68

E 2300(-)/9001/455

[DoDiS-9715]

*Der schweizerische Gesandte in Teheran, A. Escher,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

PB Nr. 24

Teheran, 23. August 1953

Obschon sich der durch die Ereignisse der letzten acht Tage aufgewirbelte Staub inzwischen einigermaßen gelegt hat, sind die Tatsachen auch jetzt noch teilweise unübersichtlich und schwer genau zu beurteilen. Die Redaktionen fast aller massgebenden Zeitungen haben schwer gelitten und die Blätter erscheinen teils überhaupt noch nicht, teils in reduziertem Umfang. Es hält schwer aus den tausenden sich widersprechenden Gerüchten die wenigen echten Perlen herauszupicken. Es sei immerhin heute ein Versuch gemacht, die Hauptlinien, die als wahr gelten können, herauszuschälen.

Die Ereignisse der Nacht vom 15. auf den 16. August sind immer noch nicht ganz klar. Einwandfrei steht fest, dass der Schah<sup>1</sup> zwei oder drei Tage vorher die Firmane betreffend Absetzung Mossadeghs<sup>2</sup> und die Ernennung Zahedis zum Ministerpräsidenten unterzeichnet hatte und dass der Kommandant<sup>3</sup> der königlichen Garde die Absicht hatte, Mossadegh den ihn betreffenden Firman zu überbringen. Ferner scheint mir sicher, dass Mossadegh und seine Gruppe darüber vorgängig unterrichtet gewesen sein müssen. Ob die Verhaftung Fatemis und zweier weiterer Anhänger Mossadeghs in der Nacht wirklich durch die königliche Garde veranlasst worden, oder ob es ein auf-

---

1. *Muhammad Riza Pahlavi.*

2. *Über die Politik von M. Mossadegh vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 100 (DoDiS-7201). Vgl. auch den politischen Brief von P. A. von Salis vom 18. Juli 1951 an M. Petitpierre, E 2300(-)/9001/350 (DoDiS-8433).*

3. *Nematallah Nasiri.*

gezogener Theatercoup war, scheint mir noch nicht ganz abgeklärt; jedenfalls fiel mir Sonntagmorgen das gesunde und ruhige Aussehen Fatemis auf und ich war etwas beeindruckt, als er mir auf die Frage nach dem Befinden seiner Gattin schmunzelnd erklärte, sie habe sich nicht im geringsten über die Zwischenfälle in der Nacht aufgeregt!

Mossadegh hat den angeblichen Putschversuch und die Abreise des Schahs sofort benützt um ein die Auflösung des Madjliss verfügendes Dekret zu erlassen, was ihm noch am Sonntag die Verhaftung der Oppositionsführer gestattete. Kachani blieb einstweilen anscheinend vollständig unbeteiligt; Fatemi hat uns am Sonntagmorgen erklärt, dass der Mollah mit den Ereignissen der Nacht nichts zu tun gehabt habe.

Der Aussenminister<sup>4</sup> hat sich in der Pressekonferenz am Sonntag sowie in einem von ihm unterzeichneten Artikel in seiner Zeitung «Bakhtar Emrouz» in inflätigster Weise gegen den Souverän ausgesprochen, was viel böses Blut gemacht hat.

Am Montag wurde es sowohl in der Presse als auf der Strasse deutlich, wie weit die Ziele Mossadeghs und der Tudeh auseinander gingen. Der Regierungspräsident wollte sich über die weiteren Schritte noch in keiner Weise festlegen und scheint mit seinen eigenen Leuten Schwierigkeiten bei der Ausarbeitung eines gemeinsamen Programms gehabt zu haben; die Tudeh-Partei demonstrierte wie wild gegen die Dynastie, begann die königlichen Denkmäler herunterzureissen, die Photographien des Souveräns in den Läden zu vernichten und die mit der Dynastie zusammenhängenden Strassennamen zu entfernen und durch neue Namen wie «Strasse der Republik», «Strasse des Friedens», «Strasse der Revolution», etc. zu ersetzen. Sie verlangte die Einberufung einer verfassungsgebenden Versammlung und die Beseitigung der Monarchie.

Am Dienstag führten diese Meinungsverschiedenheiten zwischen den beiden Parteien bereits zu sehr ernsthaften Schlägereien, wobei die Tudeh-Partei es insbesondere auf die Parteispitze und Redaktionen der Anhänger Mossadeghs abgesehen hatte. Dienstagabend war man sich für die nächsten Tage auf das schlimmste gefasst: es musste mit einem Kampf bis aufs äusserste um die Macht zwischen Mossadegh und Tudeh gerechnet werden. An eine mögliche Reaktion der Royalisten konnte nicht mehr gedacht werden.

Umso überraschter war man Mittwochmorgen, als die Meldung einging, im Süden der Stadt hätten royalistische Kundgebungen begonnen und sie dehnten sich aus. Diese Tatsache war umso überraschender, als es sich wirklich um eine rein spontane Reaktion der Bevölkerung gehandelt zu haben scheint; die Exzesse der Linksparteien gegenüber der Dynastie, die widerlichen Artikel Fatemis, vor allem aber wohl die Erkenntnis einer sehr ernsthaften kommunistischen Gefahr, scheinen auch bisher lau gebliebene Bevölkerungskreise aufgeschreckt zu haben. Aus einer Gruppe von wenigen Dutzend Leuten scheinen in kürzester Zeit Hunderte, dann Tausende geworden zu sein; die Bewegung hat sich schneeartig ausgebreitet und unerwartet rasch auf Truppen und Polizei übergegriffen. Es war fast unbegreiflich zu sehen,

---

4. Hossein Fatemi.

wie dasjenige Element, mit dem man nicht mehr rechnen zu können glaubte, sich plötzlich als das stärkste erwies und innert wenigen Stunden mit beiden Gegnern, den Mossadeghanhängern und den Kommunisten, fertig wurde. Gegen 11 Uhr machte ich einen kurzen Besuch auf dem Aussenministerium; der Minister hatte sich bereits entfernt und die Beamten zeigten unverholen ihre Freude über die Tatsache, dass die Redaktion der Zeitung ihres Ministers als erste zerstört worden war.

Von einer General Zahedi sehr nahe stehenden Seite werde ich versichert, dass ein Versuch der Royalisten, die Herrschaft in Teheran zu erringen, keineswegs vorgesehen war. Die Pläne konzentrierten sich auf die Provinz, wo man sich der Herrschaft und der Kontrolle über die Truppen zu bemächtigen gedachte, um alsdann gegen die Hauptstadt zu marschieren. Zahedi hat aber nicht verfehlt aus der unerwartet günstigen Entwicklung in Teheran sofort die Konsequenzen zu ziehen: schon am frühen Nachmittag hat er einige wenige Worte über das Radio an die Bevölkerung gerichtet und am späteren Nachmittag war die ganze Stadt mit Ausnahme des Hauses Mossadeghs im Besitz der Royalisten. Gegen 17 Uhr habe ich eine kurze Fahrt durch die Strassen gemacht und feststellen können, dass die Gegner der Royalisten vollständig verschwunden waren; das Haus Mossadeghs wurde von allen Seiten durch Tanks umstellt, die, da die Wache sich tapfer gewehrt zu haben scheint, von ihren Kanonen Gebrauch machen mussten. Das Haus des Ministerpräsidenten und das benachbarte seines Sohnes, Dr. Gholam Mossadegh, sind vollständig zerstört. Mossadegh hat sich im letzten Moment geflüchtet und ist erst Donnerstag verhaftet worden. Über seinen Sohn und den Aussenminister Fatemi fehlen bis heute genaue Nachrichten. Unser in nächster Nähe des umkämpften Quartiers gelegener Neubau ist von Demonstranten überzogen worden, die glaubten, dass ein bekannter Anhänger Mossadeghs sich dort versteckt halte. Der entstandene Schaden ist gering, es ist einiges Baumaterial gestohlen worden.

Donnerstag scheinen noch einige Ansammlungen von Anhängern Mossadeghs im Bazar stattgefunden zu haben, doch haben die Sicherheitsmassnahmen der Armee genügt um den Ausbruch von Kämpfen zu verhindern. Die Nachrichten der Provinz waren anfänglich widersprechend, lauteten aber mehr und mehr zu Gunsten der Anhänger der Dynastie. Besondere Bedenken bestanden hinsichtlich Isfahan und Schiraz, doch scheint es dem neu ernannten und per Flugzeug nach Isfahan abgereisten Generalgouverneur gelungen zu sein, die Situation sofort in die Hand zu bekommen.

Am Freitag versuchte eine Gruppe von etwa 50 jungen Royalisten in unsere Residenz einzudringen, da sie behaupteten vernommen zu haben, dass sich Dr. Gholam Mossadegh bei mir verstecke. Die sofortige Reaktion unserer Wache und das überaus prompte Eingreifen der Polizei und der Armee haben jeden ernstesten Zwischenfall verhindert und ich bin eine Stunde später von einem höheren Beamten des Hofes angerufen worden, der sich in aller Form bei mir entschuldigte und mich bat, das ganze als ein «excès de zèle» einiger junger Royalisten zu betrachten.

Auf Samstagmorgen waren wir ursprünglich auf das Aussenministerium gebeten worden, um General Zahedi vorgestellt zu werden. Im letzten Moment

wurden wir auf den Flugplatz umdirigiert, wo der Schah kurz nach 11 Uhr im eigenen Flugzeug von Bagdad herkommend, eintraf.

Und die Bilanz? Die Gefahr einer Diktatur Mossadeghs, der das Land bis auf Haaresbreite nahe gekommen war, dürfte menschlichem Ermessen nach endgültig erledigt sein. Die Tudeh-Partei hat eine schwere Schlappe erlitten und dürfte bis auf weiteres alles Interesse daran haben, sich still zu verhalten. Das bedeutet aber keineswegs ihre endgültige Ausschaltung und je nach Entwicklung der Dinge ist mit einem Wiederauftreten der Kommunisten in mehr oder weniger langer Frist zu rechnen. Der Schah ist nicht nur zurückgekehrt, sondern geht ausgesprochen gestärkt aus der Krise hervor. Ob es ihm gelingen wird positive Erfolge daraus zu ziehen, muss abgewartet werden. Es wäre zu wünschen, dass der Souverän in Zukunft eine etwas energischere Haltung zeigen würde, selbst wenn er dabei einige Konzessionen an seine für einen asiatischen Herrscher etwas übertrieben entwickelte Verfassungstreue machen müsste.

Mehr ist bei diesem unerwartet glücklichen Ausgang der Krise nicht gewonnen und alle politischen und wirtschaftlichen Probleme mit denen Mossadegh nicht fertig werden konnte, bestehen weiter. Von den neuen Leuten, denen im ganzen ein guter Ruf vorausgeht und die rein sachlich besser qualifiziert sein dürften als mancher der Lakaïen Mossadeghs, darf zum mindesten erwartet werden, dass sie eine sachliche und nicht ressentimentgeladene Politik verfolgen werden.

Laut einer in den Zeitungen von heute morgen erschienenen provisorischen Liste, deren Richtigkeit ich nicht für erwiesen halte, soll sich das neue Kabinett wie folgt zusammensetzen:

Dr. Ali Amini, Ministre des Finances,  
 M. Ali-Asghar Hekmatt, Ministre d'Etat,  
 Ing. Meykadeh, Ministre des Voies et Communications,  
 M. Ahmad-Hosseïn Adle, Ministre de l'Agriculture,  
 Dr. Djahanchah Saleh, Ministre de la Santé Publique,  
 M. Abol-Ghassem Panahi, Ministre du Travail,  
 Dr. Sadigh, Ministre de l'Education Nationale,  
 Général Farzanedan, Sous-Secrétaire d'Etat aux PTT,  
 Général Vossough, Ministre de la Défense Nationale,  
 Général Mohammad-Hosseïn Djahanbani, Sous-Secrétaire d'Etat à l'intérieur,  
 M. Meftah, Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,  
 M. Sourouri, Ministre de la Justice,  
 Dr. Djamchid Mofakham, Ministre de l'Economie Nationale.

Das Aussenministerium ist Entezam angeboten worden, doch hat er es abgelehnt, da er vorzieht im Ausland – das bedeutet wohl bei den Vereinigten Nationen in New-York – zu bleiben.

Unter den höheren Beamten in Teheran und den Diplomaten im Ausland treten zahlreiche Änderungen ein. Der amtierende Hofminister Amini, der vor einer Woche durch Mossadegh verhaftet worden war, hat seine Freilassung durch einen wenig würdigen Brief erkaufte, in dem er den Schah angriff;

seine Karriere dürfte damit endgültig ruiniert sein. Er ist von den Royalisten wieder in Haft gesetzt worden. Die mit Mossadegh eng verbunden gewesenen Botschafter in Paris, Washington und Brüssel haben bereits demissioniert. Demjenigen in Bagdad, der den Schah auf Befehl Mossadeghs bei seiner ersten Durchreise nicht empfing, dürfte sein Verhalten ebenfalls seine Stelle kosten. Meines Erachtens dürfte auch Nawab seinen Posten in Bern nicht antreten können; aus Kreisen des Hofes verlautet das Gerücht, dass Forouhar erneut zum Gesandten in Bern ernannt werden könnte.

## 69

E 2800(-)1967/61/65

[DoDiS-9557]

*Exposé du Chef du Département politique, M. Petitpierre,  
lors de la Conférence annuelle des Ministres de Suisse à l'étranger<sup>1</sup>*

Confidentielle

Berne, 11 septembre 1953

Il est difficile de décrire la situation actuelle. Elle se présente sous l'aspect d'un tableau confus, avec peu de lignes très marquées, avec des couleurs indécises. Cette situation est très changeante, très mouvante, au moins en apparence. Il est malaisé de déterminer la signification réelle de certains faits, de certaines décisions.

Quoi qu'il en soit, ces derniers mois ont été très remplis d'événements dans le domaine politique et diplomatique. En particulier, deux faits n'ont pas encore développé toutes leurs conséquences: la mort de Staline le 5 mars 1953<sup>2</sup> et l'armistice signé en Corée le 27 juillet 1953<sup>3</sup>.

La mort de Staline est importante, non seulement parce qu'elle signifiait la disparition d'un demi-dieu pour une partie de l'humanité et parce que la succession d'un dictateur crée nécessairement un élément d'incertitude, mais aussi et surtout parce qu'elle a eu des suites immédiates sur le plan de la politique internationale. Elle a marqué la fin d'une politique et le commencement de quelque chose d'autre: peut-être, quoi qu'on pense, d'une nouvelle politique.

Il est difficile de dire si le changement d'attitude de l'URSS a été arrêté avant la mort de Staline et d'accord avec lui, ou s'il est le fait de ses successeurs. Il est plus probable qu'il a été voulu délibérément par ces derniers (ou imposé à ces derniers) pour des motifs tirés de la politique intérieure et pour des raisons de politique étrangère.

---

1. L'exposé de M. Petitpierre est suivi de l'exposé de J. Hotz sur la politique économique et de l'exposé de L. de Montmollin sur la situation militaire.

2. Cf. N° 53 dans le présent volume. Cf. aussi le rapport politique de C. Gorgé à M. Petitpierre du 10 mars 1953, E 2300(-)/-1/287 (DoDiS-9028).

3. Cf. table méthodique dans le présent volume: Bons offices.

Les motifs de politique intérieure peuvent être multiples. Nous en sommes réduits pour essayer de les déterminer, d'une part, à des suppositions, puisque, pas plus que Staline, ses successeurs ne renseignent personne sur leurs motifs d'agir ni sur leurs intentions; d'autre part, à quelques signes extérieurs, dont certains sont d'ailleurs des événements d'importance. Si l'on s'en tient aux signes extérieurs deux raisons paraissent dominer, l'une: les difficultés inhérentes à la succession d'un dictateur comme Staline, l'autre: la nécessité d'assouplir le régime de fer auquel les masses sont soumises depuis si longtemps, de le rendre plus acceptable. Cela est vrai pour l'URSS et pour les Etats satellites.

Les difficultés inhérentes à la succession de Staline, un événement les a soulignées: la destitution et la chute de Beria, c'est-à-dire l'élimination de la police comme élément autonome du pouvoir. Est-ce simplement une première brèche dans le système collégial, qui sera suivie plus tard d'autres brèches? La lutte se déroule-t-elle maintenant entre le parti et l'armée, entre les chefs civils et les chefs militaires, entre Malenkov et Joukov ou un autre? Cela n'est pas certain. La chute de Beria tend à consolider plutôt qu'à affaiblir le régime, étant donné la rapidité avec laquelle elle est intervenue et le fait qu'une police est par essence impopulaire. En revanche, il est évident que Malenkov, même avec une situation renforcée, n'a pas pris la place de Staline. La succession du dictateur n'est pas encore réglée. Tous ceux qui sont intéressés au maintien du régime – même s'ils sont destinés à être demain des adversaires – doivent avoir le souci d'éviter des aventures à l'extérieur.

Sur l'amélioration du niveau de vie de la population, Malenkov, dans un discours du 8 août, a donné des précisions intéressantes. Il faut noter d'abord que ce discours a été enregistré et radiodiffusé. Jusqu'alors, de tels discours étaient lus par un speaker à la radio. Ici c'est la voix même de Malenkov qui a annoncé aux auditeurs que leur sort matériel serait amélioré dans un délai de deux ou trois ans. Cette voix donnait quelques précisions: La quantité des biens mis à la disposition des consommateurs serait, pour la période avril-décembre 1953, augmentée de 10% par rapport à l'an dernier. Avant 1955, la production des biens de consommation serait de 65% plus élevée qu'en 1950 et leur qualité améliorée. Malenkov enfin a fait une déclaration qui est peut-être la plus importante de la partie de son discours consacrée à la politique intérieure. «Pour améliorer le standard de vie de la population, il est indispensable, a-t-il souligné, de vouer plus d'attention aux besoins de l'agriculture, laquelle fournit les denrées alimentaires et les matières premières nécessaires à l'industrie des biens de consommation. L'Etat paiera un meilleur prix pour les produits qu'il achète aux fermes collectives, cela pour inciter les paysans à produire davantage de viande, de légumes, de laine. En outre, le lopin de terre que les membres des kolkhozes sont autorisés à cultiver pour leur propre compte ne doit plus être considéré comme un reliquat des temps capitalistes.» Si l'on rapproche ces déclarations des concessions faites aux paysans au cours de ces dernières semaines en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Pologne, en Bulgarie et en Roumanie, on ne peut s'empêcher de penser que le régime a été contraint de modifier sa politique économique et sociale.

Il n'est pas excessif d'affirmer que, sur le plan intérieur, dans les démocraties populaires un changement est en train de se produire: l'élévation du niveau de vie devient une nécessité plus urgente qu'elle ne l'a été jusqu'à présent.

Quant aux raisons extérieures de la nouvelle attitude de l'URSS, elles peuvent se résumer en une seule: l'échec de la «guerre froide» menée par Staline contre l'Occident et de toutes les tentatives faites par lui d'atteindre certains buts en recourant à la violence en dehors des pays et des régions occupés par l'armée de l'URSS après la guerre: blocus de Berlin<sup>4</sup>, guerre civile en Grèce<sup>5</sup>, tentative d'intimidation vis-à-vis de la Turquie<sup>6</sup>, guerre de Corée<sup>7</sup>, fomentation de grèves en France et en Italie; autant d'échecs. Au contraire, les effets de la guerre froide ont été: le redressement économique de l'Europe grâce au plan Marshall<sup>8</sup>, le réarmement des USA, le Pacte de l'Atlantique-Nord et l'élaboration du traité sur la Communauté européenne de défense<sup>9</sup>, le redressement économique et politique de l'Allemagne<sup>10</sup>, la sécession de la Yougoslavie, l'isolement de l'URSS dans l'ONU. Cette politique stalinienne comportait en outre un risque de guerre et ne rapprochait pas du but: la révolution mondiale et la destruction du capitalisme, ou plus exactement des régimes non communistes.

Un changement était donc objectivement raisonnable: non pas dans l'intérêt de la paix générale, mais de l'URSS elle-même et des buts que poursuivent ses dirigeants.

Il y avait d'ailleurs pour les successeurs de Staline un autre problème que celui des rapports de l'URSS avec l'Occident, celui des relations de Moscou avec les Etats satellites.

Staline avait lui-même proclamé la coexistence possible entre régimes communiste et capitaliste, d'abord pour un temps limité, puis sans limitation dans le temps; mais il se comportait comme si cette coexistence était impossible ou comme s'il ne la désirait pas. Ses successeurs ont confirmé les déclarations de Staline sur la coexistence des régimes et ont cherché à les matérialiser. Ils ont fait une série de gestes: libération de prisonniers et d'internés, octroi de visas, invitation à des journalistes occidentaux à venir en Russie, facilités accordées aux diplomates accrédités à Moscou, déclaration sur l'abandon de revendications envers la Turquie, reprise des relations diplomatiques avec Israël, échange d'ambassadeurs avec la Yougoslavie et la Grèce, langage moins injurieux vis-à-vis des USA et de leurs alliés, attitude moins intransigeante à l'ONU, notamment lors de l'élection du nouveau secrétaire général, signature de l'armistice en Corée. On a souligné avec raison que ces concessions n'étaient pas très onéreuses pour leurs auteurs, qu'aucune ne constituait un acte décisif et

4. Cf. *DDS*, vol. 17, Nos 88 (DoDiS-4362) et 115 (DoDiS-4429).

5. Cf. *DDS*, vol. 17, Nos 75 (DoDiS-4040) et 116 (DoDiS-4080).

6. Cf. *DDS*, vol. 17, N° 103 (DoDiS-4560).

7. Cf. *table méthodique dans le présent volume*: Bons offices.

8. Cf. *DDS*, vol. 17, *table méthodique*: La Suisse et l'Europe/Plan Marshall.

9. Cf. N° 20 dans le présent volume.

10. Cf. *table méthodique du présent volume*: République fédérale d'Allemagne – Relations politiques.



probant. Sans doute, mais il fallait commencer. C'est tout de même une nouvelle tendance qui se manifestait.

Quelle que soit la valeur attachée à ces gestes, il faut reconnaître qu'ils ont eu des effets immédiats: Les résultats négatifs – du point de vue soviétique – de la politique intransigeante de Staline sont en voie d'être, au moins partiellement, annulés par l'attitude qu'ont prise ses successeurs. Ceux-ci ont fait un coup de maître, peut-être même sans imaginer que cela leur réussirait si bien, en éveillant dans une partie de l'opinion publique de leurs adversaires le sentiment, ou l'illusion, qu'à un changement de personnes correspondrait un changement de politique, qu'à une période de «guerre froide», qui paraissait ne jamais devoir se terminer, allait succéder une période de négociations diplomatiques qui pourrait aboutir à un règlement pacifique des problèmes en suspens.

De même que nous sommes mal renseignés sur la politique intérieure soviétique, nous manquons d'informations sûres sur la politique faite actuellement par l'URSS en Extrême-Orient. Il n'est pas exclu qu'il y ait des difficultés entre Chinois, Coréens du Nord et Russes, et qu'ainsi, comme avec ses satellites européens, l'URSS ait à résoudre des problèmes, mais d'une autre nature, avec ses alliés asiatiques. Il y aurait peut-être aussi là une raison pour qu'elle cherche à détendre la situation en Europe.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle politique soviétique a suscité des réactions assez différentes dans le monde occidental: elle a même provoqué une rupture du front commun des Alliés occidentaux.

L'attitude des USA a été immédiatement négative. Les Américains n'ont pas confiance; ils ne pensent pas que la nouvelle attitude soviétique soit sincère. Ils ne croiront à un changement que lorsque des actes auront succédé aux gestes.

La Grande-Bretagne et la France ne croient peut-être pas davantage à la sincérité des Russes, mais ont pensé qu'il y avait dans leur nouvelle attitude une occasion à saisir pour chercher à se rendre compte de ce que veut réellement l'URSS, si elle est disposée à faire des concessions de fond, de la mettre au pied du mur et d'éprouver sa sincérité. D'où l'initiative de M. Churchill en vue de la réunion d'une conférence des quatre chefs de Gouvernement des grandes puissances<sup>11</sup>.

On sait comment les choses ont tourné. L'initiative de M. Churchill a créé une divergence profonde entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. On s'est mis d'accord sur une conférence préliminaire qui devait se tenir aux Bermudes entre les chefs de Gouvernement français, britannique et américain. La conférence a été renvoyée, puis annulée. En définitive, les alliés ont proposé à l'URSS une conférence des ministres des affaires étrangères avec un ordre du jour limité.

Il faut, me semble-t-il, regretter que l'initiative de M. Churchill ait échoué, malgré son caractère un peu aventureux. Elle n'avait guère de chance de succès, mais elle donnait à l'Occident l'occasion de reprendre la direction des

---

11. *Il s'agit de l'initiative prise par W. Churchill lors d'une séance du Parlement britannique, le 11 mai 1953.*

opérations diplomatiques et surtout de faire la démonstration qu'il ne négligeait aucune possibilité de chercher à réaliser une entente. Il n'est pas exclu que les alliés occidentaux, en hésitant, en tergiversant, aient laissé passer une occasion.

Dans l'affaire de Corée, les débats qui ont eu lieu au sein de la Commission politique des Nations Unies ont fait apparaître des divergences plus profondes encore et plus graves entre les Occidentaux sur la politique à suivre en Extrême-Orient et sur les méthodes à appliquer pour chercher à régler le problème de la Corée. Ces divergences se sont cristallisées sur un point particulier: la participation de l'Inde à la conférence politique prévue par la convention d'armistice<sup>12</sup>.

En définitive, la question s'est réglée suivant le désir des Etats-Unis puisque l'Inde a renoncé à prendre part à cette conférence. C'est sans doute à l'instigation du Gouvernement de la Corée du Sud et de son président Syngman Rhee que les Etats-Unis se sont montrés si intransigeants dans cette question. On a tendance en Europe à être injuste vis-à-vis de Rhee, qui fut l'âme de la résistance en Corée, d'abord contre le Japon, puis contre le communisme. Par ailleurs, l'attitude de l'Inde dans le conflit de Corée a été assez équivoque. Elle a pris parti plutôt contre la Corée du Sud et, sinon pour la Corée du Nord, en tout cas pour la Chine communiste. Mais même si l'attitude américaine est explicable, elle a eu comme conséquence d'isoler les Etats-Unis dans les Nations Unies; elle a suscité des doutes sur leur désir que la Conférence politique ait lieu ou, si elle a lieu, qu'elle aboutisse à des résultats positifs. Les Etats-Unis donnent l'impression qu'au lieu de fonder leur politique sur les Nations Unies – comme ils affirment le faire – ils se servent des Nations Unies comme d'un instrument de leur politique.

Il n'y a guère de doute qu'il n'y a plus actuellement une seule politique occidentale à l'égard de l'URSS et de son alliée la Chine, mais deux politiques: l'une est celle des Anglais et aussi des Français; elle cherche à voir ce qu'il y a derrière la nouvelle attitude adoptée par l'URSS, à tirer partie de cette nouvelle attitude, si c'est possible, à engager pour cela la discussion, que ce soit en Europe ou en Asie. On ne saurait contester que la Grande-Bretagne, malgré ses difficultés et son affaiblissement, reste une puissance mondiale et n'a pas renoncé à faire une politique indépendante, mais elle risque ainsi d'être de plus en plus en opposition avec les USA.

En effet, l'intransigeance de la politique américaine prend un caractère inexorable. Cette politique paraît opposée à toute espèce de compromis. Elle cherche en Asie ses appuis et ses alliés chez les adversaires les plus résolus du communisme: la Corée du Sud, la Chine de Formose<sup>13</sup>, les Philippines, le Siam<sup>14</sup>, le Japon, sans se préoccuper de leur force réelle. Elle n'hésite pas, s'il

---

12. *La décision d'organiser une conférence asiatique sur les questions de la Corée et de l'Indochine est prise lors de la conférence de Berlin du 18 janvier au 15 février 1954. Sur la conférence qui se tient à Genève du 26 avril au 21 juillet 1954, cf. No 93 dans le présent volume.*

13. *Taiwan.*

14. *La Thaïlande.*

y a lieu, à couper les ponts; c'est elle qui a inspiré la décision selon laquelle les USA se retireraient des Nations Unies si la Chine de Mao Tsé Tung y était admise. Cette politique aura vraisemblablement de moins en moins d'égards aux tendances et aux vues de la Grande-Bretagne et de la France. Il semble qu'elle ait de la peine à s'adapter à des circonstances qui changent. Son objectif exclusif est la lutte contre le communisme et les pays qui l'incarnent: l'URSS et la Chine. Or une politique étrangère qui refuse de tenir compte des contingences est toujours dangereuse.

On ne peut donc s'empêcher de faire des réserves, non seulement sur le principe de cette politique, mais encore sur la manière dont elle est menée par le Gouvernement républicain. Alors que le Président Eisenhower paraît toujours vouloir se réserver, son Secrétaire d'Etat prend des initiatives discutables, notamment en multipliant des déclarations publiques ou en improvisant des voyages qui souvent n'aboutissent à aucun résultat concret. Tout cela fait un peu peur.

Les divergences entre Américains et Européens sur l'attitude à prendre vis-à-vis de l'URSS et dans l'affaire de Corée risquent de détourner les USA de l'Europe. Alors que le programme de sécurité prévoyait pour 1953 73% des prestations en faveur de l'Europe, pour 1954 la part de celle-ci est réduite à 50%, tandis que la part de l'Asie est portée de 15% en 1953 à 37% en 1954.

Vis-à-vis de l'Europe, la politique des USA n'a en principe pas changé; elle est la même que celle de M. Truman. Mais le cœur n'y est plus. La politique européenne des USA est devenue administrative.

Il faut reconnaître d'ailleurs que les USA ont des raisons de ne pas être satisfaits de l'Europe et des Européens. Ils ont supporté pendant ces dernières années le poids de la «guerre froide» menée par Staline; c'est à eux presque exclusivement que sont dus ses échecs, en Europe et en Asie. Après avoir assuré le relèvement économique du continent, ils ont organisé sa défense militaire; ils ont inspiré son intégration. Tout cela reste aujourd'hui en suspens: l'Europe ne suit pas, ou suit de mauvais gré. Le traité sur la Communauté européenne de défense n'est pas ratifié<sup>15</sup>. Le sentiment antiaméricain se développe en Europe, où l'on ne croit plus à un danger soviétique immédiat, au moins sous une forme militaire. Les Européens apparaissent de plus en plus aux USA comme des quémandeurs qui n'ont pas la volonté de faire eux-mêmes l'effort nécessaire pour leur propre défense. La France donne une impression de faiblesse; le neutralisme s'y développe. L'Italie avait un homme d'Etat fermement attaché à l'idée européenne<sup>16</sup>; les électeurs le font tomber. La Grande-Bretagne se met constamment en travers des initiatives des USA, invoquant ses relations avec le Commonwealth pour se soustraire à des responsabilités vis-à-vis du continent. En définitive, la République fédérale allemande d'Adenauer est considérée comme l'alliée la plus sûre, celle sur qui on peut compter. A cet égard, l'Allemagne rendra peut-être service au continent en y retenant les USA. Il est assez symptomatique qu'il y a quelques jours, le chef du groupe des sénateurs démocrates, M. Johnson, se soit exprimé

---

15. *Sur ce projet de traité, cf. Nos 2 et 3 du présent volume.*

16. *Alcide De Gasperi.*

ainsi: «Le peuple américain n'est ni désireux ni capable d'aider indéfiniment ceux qui ne sont pas aptes à se soutenir eux-mêmes. Un gouvernement italien ami des Etats-Unis est tombé et le peuple italien semble incapable de former un nouveau gouvernement qui soit mené d'une main ferme. Les Français se noient dans une mer de grèves et peuvent sombrer sous une vague de fond communiste. Les autorités officielles semblent incapables d'intervenir. La clé de l'Europe est l'Allemagne, a ajouté M. Johnson, le peuple allemand se tient au milieu de l'Europe comme la seule force unifiée autour de laquelle puisse se concentrer la défense du continent. Sans lui il est impossible de mettre sur pied un système de défense capable de résister aux assauts communistes.»

Pas de doute, il y a désaffection des USA vis-à-vis de l'Europe. Mais cela ne signifie pas qu'ils vont se retirer ou se désintéresser complètement de l'Europe. L'OTAN fonctionne de manière satisfaisante. Les USA y ont engagé de gros capitaux, construit de nombreuses installations. Tout cela subsiste et continuera. Mais, en dehors du domaine militaire, l'Europe devra de plus en plus ne compter que sur elle-même, ce qui n'est pas nécessairement un mal et ce qui lui permettra peut-être de retrouver un peu de l'indépendance qu'elle avait perdue au cours de ces dernières années.

Le redressement allemand, sous la direction du Chancelier Adenauer, éveille de nouveau, surtout en France, la crainte du danger allemand. Une Allemagne forte peut faire renaître la nostalgie de l'alliance franco-russe et faire revenir l'Europe à une situation très différente de celle de l'après-guerre. Depuis 1945, – le danger allemand disparu, – il y avait le danger communiste, qui s'identifiait au danger russe. Aujourd'hui, le danger russe s'atténue, cesse d'être visible, alors que le danger communiste subsiste intégralement. Je serais tenté de dire que pour l'Europe le danger communiste subsiste intégralement. Je serais tenté de dire que pour l'Europe le danger communiste grandit et s'accroît à mesure que le danger russe diminue et s'efface. Une URSS apparemment pacifique est plus dangereuse qu'une URSS militairement menaçante.

Le conflit entre l'Occident et l'Est tend à prendre deux formes:

l'une, politique, celle d'une lutte entre les USA, d'une part, la Chine en Asie, l'URSS en Europe, d'autre part. L'enjeu pour ces deux derniers pays est la conservation de leurs conquêtes, c'est-à-dire le maintien de régimes communistes à leur dévotion là où ils ont pu en établir par la force: Etats satellites de l'Europe orientale, Corée du Nord. Ils n'ont pas besoin d'une guerre pour cela. Quant aux Etats-Unis, ils ont le désir d'élargir les frontières du monde libre. Iront-ils jusqu'à la guerre pour déloger le communisme là où il a été imposé à des peuples qui, libres de leurs décisions, le rejetteraient? C'est peu probable; l'autre forme du conflit Est-Ouest est idéologique. Ici le conflit est, me semble-t-il, ramené dans les limites de chaque Etat: il se déroulera sur le plan intérieur, sur le terrain économique et social. Après les échecs subis par le régime communiste dans les Etats de l'Europe orientale depuis la mort de Staline et l'effacement que lui font subir ses successeurs, l'élément dynamique qu'il tirait de l'extérieur sera sans doute moins virulent. Il ne peut, en définitive, remporter la victoire que par l'incapacité des gouvernements et des classes dirigeantes de donner une solution satisfaisante aux

problèmes sociaux. Il y a là, pour des pays comme la France et l'Italie, un problème beaucoup plus important que celui de l'unité européenne.

La question se présente de manière analogue en Asie et en Afrique, où – comme en Europe – la lutte contre le communisme s'identifie à la lutte contre la misère. C'est pourquoi nous devons attacher une si grande importance à l'aide en faveur des pays sous-développés<sup>17</sup>.

En Europe même, le problème de l'Allemagne reste entièrement ouvert: aucune solution pacifique n'est en vue. Après les événements de Berlin de juin dernier<sup>18</sup>, on peut affirmer qu'il n'y a en réalité pas deux Allemagnes, mais une seule, dont le territoire est partiellement occupé par les troupes soviétiques<sup>19</sup>. Est-ce que cette situation peut se perpétuer? N'y a-t-il pas là le germe de guerres futures?

L'Allemagne, indépendamment du problème qu'elle est en soi, – après la victoire du Chancelier Adenauer, va redevenir aussi un problème pour l'Europe. La question va se poser d'une manière plus aiguë et plus urgente de son intégration dans la communauté occidentale. Il n'est pas exclu que la crainte de voir les USA réarmer militairement l'Allemagne n'engage la France à ratifier en définitive et de mauvais gré le traité sur la Communauté européenne de défense. Le Chancelier Adenauer aurait, semble-t-il, un plan pour régler la question de la Sarre, qui irait assez loin dans les concessions faites à la France et qu'il aurait l'intention de présenter à M. Bidault. La crainte de la puissance renaissante de l'Allemagne peut avoir deux effets: ou d'éloigner d'elle des pays comme la France, ou au contraire de redonner vie à l'idée de l'unité européenne.

On arrive ainsi à la conclusion qu'aujourd'hui, on se trouve dans une période d'incertitude et d'attente. La guerre a pris fin en Corée, mais on n'a fait aucun pas dans la direction de la paix.

Les chances de succès des deux conférences qui sont en vue – sans qu'on sache encore si elles se tiendront – sont très minces<sup>20</sup>. Si elles échouent, les éclaircies ouvertes par la nouvelle attitude soviétique et l'armistice de Corée auront été de courte durée et l'on retombera, ou plus exactement on restera, peut-être pour longtemps, dans l'ornière de la «guerre froide».

Et la Suisse? La position internationale de notre pays n'est pas affectée par les développements récents, par la nouvelle attitude de l'URSS. Nous subissons passivement l'évolution actuelle, nous n'avons aucune prise sur elle. Avec aucun Etat, qu'il soit à l'est ou à l'ouest, nous n'avons de difficultés sérieuses, tout au plus quelques problèmes litigieux, sans caractère politique. Avec le règlement des créances publiques et privées de la Confédération contre

---

17. Cf. N° 119 dans le présent volume.

18. Il s'agit du soulèvement des travailleurs de Berlin-Est et des villes industrielles de l'Allemagne de l'Est autour du 17 juin 1953. Cf. la notice de M. Petitpierre pour la séance du Conseil fédéral du 19 juin, E 2800(-)1990/106/1, le rapport politique N° 17 d'A. Huber à M. Petitpierre du 22 juin 1953, E 2300(-)/9001/193 (DoDiS-10331) et la communication politique de F. Schnyder à A. Zehnder du 23 juin 1953, E 2300(-)/9001/71 (DoDiS-9045).

19. Sur la politique suisse à l'égard des deux Allemagnes, cf. DDS, vol. 18, N° 88 (DoDiS-7927).

20. Cf. note 12.

l'ancien Reich<sup>21</sup>, nous avons terminé la liquidation des principaux problèmes nés de la guerre ou en relation avec elle.

Je ne crois pas qu'actuellement la Suisse ait à prendre des initiatives, soit pour intervenir dans la politique internationale<sup>22</sup>, soit en vue de son adhésion à une organisation politique mondiale ou européenne<sup>23</sup>.

On constate qu'aujourd'hui, – comme ce fut d'ailleurs presque toujours le cas, – la politique internationale est l'affaire des grandes puissances et que les petits pays ne sont presque jamais appelés à y jouer un rôle important. Tout au plus certains de leurs hommes d'Etat peuvent-ils se faire remarquer et apprécier dans des réunions internationales. Ce sont rarement eux qui inspirent les décisions importantes. Je pense que notre réserve traditionnelle continue à se justifier.

La question de notre adhésion aux Nations Unies n'est pas devenue actuelle<sup>24</sup>. Elle ne le sera, à mon avis, qu'au moment où nous pourrions, comme en 1920, faire confirmer par un nouvel acte international notre statut de neutralité perpétuelle. Aussi longtemps que la situation reste confuse, que des pays comme l'Allemagne et l'Italie sont tenus à l'écart des Nations Unies, il n'y a aucun inconvénient à ce que nous demeurions en dehors. Et cela d'autant moins que nous avons des liens assez étroits avec les Nations Unies, grâce à la présence à Genève de leur siège européen.

Sur le plan de l'Europe aussi, je ne pense pas que nous ayons à modifier notre attitude<sup>25</sup>. Celle-ci est assez nuancée et peut-être, du point de vue de l'esprit, pas entièrement satisfaisante. Nous sommes réticents à l'égard de l'intégration européenne, qu'elle soit politique ou économique. Nous ne pouvons cependant guère contester qu'il y a dans l'idée de donner une forme matérielle à la solidarité européenne, inscrite dans les faits, quelque chose de juste, en raison de la faiblesse de chaque Etat européen et aussi pour mettre fin à des antagonismes qui ont mené l'Europe où elle se trouve aujourd'hui. Ce serait, à mon avis, une erreur de prendre une attitude négative devant les efforts qui s'accomplissent en vue de la création d'une unité européenne. Je pense même qu'il est utile que notre opinion publique s'intéresse à ce problème. Actuellement, la menace soviétique s'étant atténuée, les USA s'étant découragés de prêcher l'unification de l'Europe, l'idée européenne paraît reculer. Il n'est pas exclu que la renaissance allemande et les craintes qu'elle peut inspirer lui redonnent de l'actualité. Mais les problèmes les plus graves et les plus importants pour l'Europe sont d'un autre ordre: ce sont des problèmes qui concernent des pays déterminés: le règlement de la question allemande avec l'URSS, la situation intérieure en France et en Italie, les relations de la France avec ses Etats associés, la question de Trieste. L'unification de l'Europe ne permettrait de résoudre aucun d'eux.

---

21. Cf. N° 26, note 9, dans le présent volume.

22. Cf. la réponse négative du Conseil fédéral au Mouvement suisse de la paix du 30 juin 1953, E 2001(E)1969/121/221.

23. Cf. N°s 31 et 43 dans le présent volume.

24. Cf. table méthodique du présent volume: La Suisse et l'ONU.

25. Cf. N° 43 dans le présent volume.

Si nous nous tenons à l'écart de la politique mondiale et de la politique européenne, ce n'est pas que nous nous désintéressions des événements qui se déroulent autour de nous et que nous nous déroberions devant toute espèce de responsabilité. Au contraire, le Conseil fédéral est d'avis que nous devons participer à des tâches internationales qui s'accomplissent en faveur de la paix et qui ne sont pas incompatibles avec notre neutralité.

C'est ainsi que dans l'affaire de Corée, nous avons accepté de jouer un rôle actif<sup>26</sup>.

Il est inutile de refaire ici l'historique de notre participation aux deux commissions d'Etats neutres chargées, l'une de contrôler l'armistice, l'autre du rapatriement des prisonniers de guerre. Les missions qui nous étaient proposées avaient un caractère entièrement nouveau: elles étaient, sauf erreur, sans précédent dans notre histoire. Elles n'étaient et ne sont encore pas exemptes de certains risques. Ce ne sont, en effet, pas des tâches strictement humanitaires que nous avons assumées, bien qu'elles soient – et que nous les ayons comprises – comme une contribution au rétablissement de la paix en Extrême-Orient. Il y a un aspect particulier de cette affaire qu'il convient de souligner et qui doit nous donner à réfléchir. La Suisse n'a pas été seule chargée de ces mandats. Dans les deux commissions, elle est associée à d'autres Etats, aussi considérés comme neutres, mais dont la neutralité est très différente de la sienne. La Tchécoslovaquie et la Pologne ne sont pas des Etats neutres. Ils ne sont pas indépendants. Ils sont liés par des alliances militaires avec l'URSS, qui elle-même a conclu une alliance avec la Chine communiste, partie au conflit de Corée. En réalité, la Pologne et la Tchécoslovaquie se comporteront vraisemblablement, dans ces deux commissions, non comme des membres neutres et, par conséquent, objectifs et impartiaux, mais comme des mandataires aux ordres d'un des belligérants.

La neutralité de la Suède<sup>27</sup> et celle de l'Inde, bien qu'elles s'apparentent à la nôtre, sont cependant différentes. Ces deux pays ne cherchent pas à se tenir à l'écart de la politique internationale. Pourtant la neutralité est le principe fondamental de leur politique extérieure. Ce n'est pas seulement une neutralité occasionnelle, mais elle n'a pas la rigidité de la nôtre. Celle de la Suède est plus opportuniste; elle s'adapte plus facilement à des nécessités passagères; elle est disposée aux concessions. La position de l'Inde est plus particulière. Alors que la Suisse et la Suède appartiennent au monde occidental anticommuniste, opposé au monde communiste, l'Inde, puissance asiatique, entend rester en dehors. Elle cherche à garder ses distances à l'égard du monde occidental, où se recrutent les Etats coloniaux, comme à l'égard du monde communiste: elle essaie même de se rapprocher de ce dernier – avec un succès très relatif – et bien qu'elle soit menacée par lui. Sur le plan idéologique, dans la mesure où elle est moins impliquée que la Suisse dans le conflit Ouest-Est, l'Inde serait ainsi plus neutre que notre pays. En revanche, sur le plan politique, elle n'observe pas notre réserve: elle n'hésite pas à prendre parti, officiellement,

---

26. Cf. *table méthodique dans le présent volume: Bons offices et DDS, vol. 18, table méthodique: Corée.*

27. Cf. *table méthodique dans le présent volume: Suède – Relations politiques.*

notamment dans toutes les affaires qui mettent aux prises les puissances coloniales de l'Occident et les pays qui leur sont assujettis. Il n'est pas sans intérêt de relever que le gouvernement de la Corée du Sud met en doute la neutralité de l'Inde, comme celle de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, et que les Etats-Unis ne sont pas loin d'en faire presque autant.

On peut toutefois admettre que, dans les commissions d'Etats neutres en Corée, la Suisse, la Suède et l'Inde se comporteront réellement comme des Etats neutres, c'est-à-dire objectivement, ce qui ne sera probablement le cas ni de la Pologne ni de la Tchécoslovaquie.

Une autre particularité – et une nouveauté – de ces commissions neutres, c'est que, à l'exception de l'Inde, les autres Etats ont été choisis, deux par un des belligérants, deux par l'autre. Chacun des belligérants a ainsi ses propres neutres, comme il aurait ses propres mandataires. Cette conception de la neutralité n'est évidemment pas conforme aux idées que nous avons sur le caractère de notre neutralité permanente. C'est pourquoi nous avons précisé, notamment dans un aide-mémoire remis au Gouvernement américain le 14 avril<sup>28</sup>, que nous considérons le mandat que nous étions prêts à accepter comme à nous confié par les deux parties belligérantes et devant être exécuté pour le compte des deux.

Quelques soucis nous ont été donnés ensuite, d'un côté par la manière dont toute cette affaire s'est déroulée avant la signature de l'armistice, de l'autre côté par l'opposition faite à l'armistice, à un certain moment, par le Gouvernement de la Corée du Sud et le Président Syngman Rhee. En définitive, toutes les difficultés ont été surmontées. Il n'est pas exclu – il est même probable – qu'il s'en présentera de nouvelles, surtout pour la commission chargée du rapatriement des prisonniers de guerre non-communistes. Il pourrait y avoir au sein de la commission de sérieuses divergences entre les délégations communistes et non-communistes.

Quoi qu'il en soit, je suis convaincu que le Conseil fédéral devait accepter ces deux mandats. Dès l'instant où la neutralité était la condition fondamentale posée pour le choix des Etats chargés de ces mandats, on n'eût pas compris que l'Etat neutre par excellence se dérobat, et cela d'autant moins que ces mandats étaient liés au rétablissement de la paix et que les deux parties avaient un intérêt égal à ce que qu'ils fussent acceptés. En outre, la note que nous avons remise aux Gouvernements américain et chinois le 9 juin et dans laquelle nous indiquions les conditions de notre acceptation nous a valu du Département d'Etat une réponse qui n'était pas sans intérêt<sup>29</sup>. C'est la première fois, à ma connaissance, que le Gouvernement américain s'exprimait d'une manière aussi positive sur notre neutralité.

Enfin, je vois aussi un avantage – qui pourrait évidemment se transformer en inconvénient, suivant les circonstances – à ce que, dans une affaire internationale, nous ayons l'occasion de collaborer avec des pays à régime communiste et à faire la démonstration de notre objectivité. Je ne surestime pas

28. Cf. l'aide-mémoire remis au Gouvernement américain le 14 avril, E 2800(-)1988/16/662/5 (DoDiS-9638).

29. Cf. N° 63 dans le présent volume.



ce côté positif de notre mandat: on peut, en effet, douter de ce que, du côté communiste, on soit très sensible à l'objectivité.

Je pensais que l'opinion publique en Suisse pourrait se diviser à propos de la participation de notre pays aux deux commissions neutres. Quelques voix se sont élevées contre: on s'est intéressé dans certains milieux plus aux frais que cela nous imposerait qu'au principe même de notre participation. Cette attitude généralement positive de notre opinion publique me paraît démontrer qu'elle comprend aussi que nous défendons mieux notre neutralité en participant à des actions internationales pacifiques, même présentant des risques et un caractère aléatoire, qu'en restant absolument à l'écart des événements, lorsque ceux-ci ne nous touchent pas directement.

Je devrais terminer cet exposé par quelques conclusions. Or, j'ai de la peine à en formuler. La guerre froide était quelque chose de précis, de défini: il y avait des positions prises, établies. On ne voit pas clair dans ce qui se passe actuellement. On a le sentiment qu'à part peut-être celui de l'Allemagne, qui a un programme et qui l'exécute, les gouvernements – je pense à ceux des grands pays – ne savent ni ce qu'ils veulent ni où ils veulent aller. On a l'impression que tout est possible et que peut-être rien de décisif ne se passera. C'est comme si nous étions entrés dans une de ces périodes incertaines, où il semble que le monde soit mené par le hasard plus que par des volontés humaines, individuelles ou collectives.

Cela n'est d'ailleurs pas une raison pour que la Suisse – en toute modestie – ne cherche pas à faire exception. Elle demeure dans une situation privilégiée. Elle doit faire son possible pour s'y maintenir. Sur le plan international, je suis convaincu qu'elle doit, pour cela, rester fidèle à la politique qui jusqu'à présent lui a permis de sauvegarder son indépendance<sup>30</sup>.

---

30. Cf. N° 23 dans le présent volume.

## 70

E 2800(-)1967/59/36  
[DoDiS-10212]

*Der Vorsteher des Militärdepartements, K. Kobelt,  
an die Mitglieder des Bundesrates*

### WEISUNGEN AN DEN GENERAL

*Kopie*

*Dir Geheim. Persönlich!*

Bern, 22. September 1953

Als Grundlage zu einer Aussprache im Bundesrat, die wenn möglich kurz nach Abschluss der Herbstsession der eidgenössischen Räte durchgeführt werden könnte, beehre ich mich, Ihnen einen Entwurf in deutscher und französischer Sprache zu Weisungen an den General im Falle einer Kriegsmobilmachung vorzulegen.

Zu diesen Weisungen gestatte ich mir die folgenden, erläuternden Bemerkungen:

1. Bis zur Revision des 5. Teiles der Militärorganisation im Jahre 1949 bildete Artikel 204, Absatz 2, der Militärorganisation von 1907 die hauptsächlichste Grundlage für die Weisungen an den General. Diese Bestimmung lautete:

«Der General führt den Oberbefehl über die Armee. Er erhält vom Bundesrate Weisung über den durch das Truppenaufgebot zu erreichenden Endzweck.»

Auf Grund dieses Textes war es sowohl in den Jahren 1914 wie 1939 möglich, die Weisungen des Bundesrates an den General als ein allgemein gehaltenes und daher einmaliges und vollständiges Dokument zu redigieren.

2. In der Fassung des Bundesgesetzes vom 1. April 1949 über die Abänderung der Militärorganisation (Heeresklassen, Ausbildung, aktiver Dienst), lautet die entsprechende Bestimmung in Artikel 208 der Militärorganisation:

«Der Bundesrat ist auch nach der Wahl des Generals die oberste vollziehende und leitende Behörde. Er bestimmt die vom Heere zu erfüllenden Aufgaben.»

Der Bundesrat kann sich auf Grund dieser Neufassung nicht mehr wie früher damit begnügen, allgemein gehaltene Instruktionen in Bezug auf den durch das Truppenaufgebot zu erreichenden Endzweck zu erlassen; er muss vielmehr den durch die Armee zu erfüllenden Auftrag präzisieren und sich zu diesem Zweck auf die politische und militärische Lage des Augenblickes stützen.

3. Da einerseits am Grundsatz festzuhalten ist, später zu ergreifende Massnahmen in ruhigeren Zeiten weitgehend vorzubereiten, andererseits aber nicht die Möglichkeit besteht, heute schon Aufträge an die Armee zu formulieren, welche jeder Situation gerecht werden, hat sich eine Zweiteilung der Weisungen des Bundesrates an den General in der nachstehenden Weise aufgedrängt:

a) Ein *allgemeiner Teil* der Weisungen, in jeder Lage gültig und daher heute schon vorbereitet, regelt die grundlegenden Fragen bei der Ausübung des Oberkommandos und die durch den Oberbefehlshaber einzunehmende Haltung im Falle eines überfallartigen Angriffs auf unser Land, bei welchem sich eine Fühlungnahme zwischen General und Bundesrat vorgängig der Anordnung tiefgreifender Massnahmen als unmöglich erweisen könnte.

b) Ein *besonderer Teil* wird sich mit jenen Fragen, deren Regelung von der militärpolitischen Lage des Augenblicks abhängig ist, zu befassen haben. Dieses Schriftstück schon heute zu redigieren, ist nicht möglich.

4. Das beiliegende Dokument<sup>1</sup> stellt den ersten, allgemeinen Teil der Weisungen des Bundesrates an den General dar und spricht sich über alle jene Fragen aus, auf deren Regelung die Tagesereignisse keinen Einfluss haben. Sie erhalten in der Beilage die Nr. 4 des geheimen Entwurfes zu Weisungen an den General.

---

1. Vgl. den Entwurf der Weisungen des Bundesrats an den General vom 5. Mai 1953, nicht abgedruckt (DoDiS-10214).

E 2001(E)1969/121/68  
[DoDiS-9509]

*Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

NOTIZ ZUR FRAGE DER ERNENNUNG EINES SCHWEIZERISCHEN ADMINISTRATORS  
IM KASCHMIKONFLIKT ZWISCHEN INDIEN UND PAKISTAN

JK

Bern, 1. Oktober 1953

1. Für den Posten des Plebiszitverwalters in Kaschmir stand bereits im Jahre 1949 eine schweizerische Kandidatur zur Diskussion<sup>2</sup>. Vorgeschlagen wurden damals die Herren alt Bundesrat Pilet-Golaz und Minister Walter Stucki. Der Generalsekretär der Vereinten Nationen, Trygve Lie, lehnte jedoch einen entsprechenden Vorschlag Indiens ab.

2. Als Plebiszitverwalter wurde in der Folge der amerikanische Admiral Nimitz bezeichnet. Er konnte aber sein Amt nicht antreten, weil zwischen Indien und Pakistan über die Art und Weise der Durchführung der Volksbefragung in Kaschmir keine Einigung zustande kam. Als Angehöriger einer Interessen- und Block-Politik treibenden Grossmacht ist Admiral Nimitz dem indischen Ministerpräsidenten Nehru nicht genehm. Nehru's Antwort auf das kürzliche Memorandum des pakistanischen Ministerpräsidenten Mohammed Ali über die baldige Aufnahme der Tätigkeit des Plebiszitverwalters wird deshalb möglicherweise den Vorschlag enthalten, anstelle von Admiral Nimitz einen Schweizer als Plebiszitverwalter zu bezeichnen (Schreiben der Schweizerischen Gesandtschaft in Pakistan vom 12. September 1953)<sup>3</sup>.

3. Ein solches Mandat sollte von einem schweizerischen Staatsangehörigen nach konstanter Praxis nur unter folgenden Voraussetzungen übernommen werden:

a) Übereinkunft zwischen den am Kaschmirkonflikt beteiligten Staaten (Indien und Pakistan), ihre Differenzen in der Form einer Volksbefragung in Kaschmir zu bereinigen;

b) Zustimmung aller beteiligten Regierungen, nämlich jenen von Indien und Pakistan sowie auch jenen von Kaschmir und Azad Kaschmir, einen Schweizer zum Plebiszitverwalter zu haben und dessen Anordnungen anzuerkennen;

c) Die Funktion des Plebiszitverwalters darf keine politischen Aspekte aufweisen (nur technische Überwachungsfunktion);

d) Die Schweiz hat sich jeglicher Initiative zur Bestimmung eines Schweizer als Plebiszitverwalters zu enthalten.

---

1. Diese von W. Jäggi erstellte Notiz wurde von E. Diez unterzeichnet und an A. Zehnder, R. Bindschedler und M. Petitpierre weitergeleitet.

2. Vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 27 (DoDiS-8434).

3. Vgl. das Schreiben von W. Hofer an M. Petitpierre vom 12. September 1953. Nicht abgedruckt (DoDiS-9508).

4. Die Übernahme einer solchen Aufgabe entspricht der üblichen Bereitschaft der Schweiz, als neutrales Land im Sinne der Erhaltung des Friedens seine guten Dienste zur Verfügung zu stellen. Es besteht kaum eine Gefahr, dass dadurch die Schweiz in einen Krieg hineingezogen werden könnte. Die dauernde Neutralität der Schweiz wird keiner Gefahr ausgesetzt.

5. Eine ähnliche Mission durch schweizerische Staatsbürger ist ohne nachteilige politische Folgen anlässlich der Durchführung der Abstimmung über das zukünftige Schicksal der vier französischen Niederlassungen in Indien (p.B.15.61.4)<sup>4</sup> bereits übernommen worden. Als schweizerische Mitglieder der 12-köpfigen internationalen neutralen Überwachungskommission waren tätig Herr Albert Perréard, Conseil d'Etat de Genève, und Herr Staatsrat Malche<sup>5</sup>.

6. Der Entscheid ist in erster Linie ein politischer. Rechtliche Hindernisse stehen der Wahl eines Schweizlers zum Plebiszitverwalter in Kaschmir keine entgegen<sup>6</sup>.

---

4. *Zur Frage der Entsendung schweizerischer Beobachter vgl. E 2001(E)1967/113/157 und das Schreiben von A. Daeniker an A. Zehnder vom 16. April 1949 (DoDiS-7380).*

5. *Hier wurden die Vornamen und Funktionen verwechselt. F. Perréard war 1950 Staatsrat in Genf und Nationalrat, A. Malche war Ständerat vgl. ibid.*

6. *Die Angelegenheit blieb ohne weitere Folgen.*

## 72

E 2300(-)/9001/262  
[DoDiS-10262]

*Le Ministre de Suisse à Madrid, Ph. Zutter,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

RP N° 19

Madrid, 6 octobre 1953

La conclusion de l'Accord avec les Etats-Unis avait si souvent été ajournée qu'on commençait à douter de sa réalisation. Aussi la signature soudaine des trois traités a-t-elle été accueillie avec un certain étonnement<sup>1</sup>. Pourquoi est-elle intervenue si brusquement? Cette hâte intrigue d'autant plus que certains points importants semblent n'avoir pas été définitivement éclaircis. Les bases dont les Américains doivent assurer l'établissement en Espagne et qui étaient l'enjeu des pourparlers ne sont pas encore indiquées. Dans certains milieux on prétend même qu'elles ne sont pas définitivement fixées.

Selon une personne qui est très proche du Gouvernement, la décision d'aboutir a été prise lors du dernier Conseil des Ministres que Franco a tenu en septembre à Saint-Sébastien. La situation économique du pays rendait

---

1. *Pour le texte de ces accords (Mutual Defence Assistance Agreement, Economic Aid Agreement et Defence Agreement), signés à Madrid le 26 septembre, cf. E 2300(-)/9001/262. Sur ces accords, cf. aussi E 2001(E)1969/121/249.*

nécessaire l'apport des dollars que l'on escomptait depuis si longtemps. Selon cet informateur, le Généralissime aurait décidé d'en finir le plus rapidement possible et aurait donné des ordres pour que l'Ambassadeur d'Amérique, Mr. Dunn, en vacances hors d'Espagne, revînt incessamment pour un échange de vues décisif. Ainsi fut fait, mais alors que Mr. Dunn était encore en voyage, le Chef du Gouvernement jugea plus expéditif d'adresser une lettre personnelle au Président Eisenhower. Cette lettre aurait été conçue en des termes si habiles et convaincants que le Président des Etats-Unis aurait immédiatement convoqué Mr. Dunn aux Etats-Unis où la décision finale aurait été arrêtée. Cette explication paraît plausible. Les finances espagnoles ont effectivement besoin d'une injection de forces nouvelles et les Américains, de leur côté, n'avaient pas de raisons de se dérober à l'Accord en discussion depuis si longtemps. Tergiverser eût même été à fins contraires et des voix au Congrès auraient pu invoquer la détente réelle ou illusoire de la politique internationale pour demander un ajournement «sine die» de l'arrangement avec l'Espagne. Or, les militaires américains considéraient comme nécessaire de combler le vide que formait la péninsule ibérique dans le dispositif défensif de l'Europe. L'ensemble de ces raisons aurait incité les partenaires à conclure.

L'opinion officielle en Espagne démontre beaucoup d'enthousiasme. La presse, inspirée par le Gouvernement, proclame que le peuple espagnol a négocié en sauvegardant son honneur et sa liberté sans que Franco ait cédé une parcelle de la souveraineté nationale. On souligne d'autre part que l'Espagne est restée fidèle à ses propres convictions, c'est-à-dire au point de vue qu'elle avait en 1946 et qui lui a valu l'hostilité presque générale car elle était contraire aux vues politiques de Moscou et de nombreux autres pays qui s'employèrent, plus ou moins consciemment, à mobiliser l'opinion publique mondiale contre Franco<sup>2</sup>. Toutefois, grâce à son inébranlable position anticommuniste, l'Espagne a peu à peu gagné la confiance des Etats-Unis, dès que ce pays se mit à discerner les intentions occultes du Kremlin. La presse espagnole conclut en disant qu'un peuple, qui a su vaincre le communisme sur son sol et résister ensuite à toutes les pressions extérieures, ne peut qu'être un bon allié. Tels sont les commentaires officiels.

L'opinion générale du pays ne partage guère cette jubilation. L'Espagnol a toujours considéré qu'il était injuste de le mettre à l'écart après la guerre et il ne ressent aucune reconnaissance pour une réhabilitation qu'il considère comme naturelle et tardive. Dans le peuple, les Américains ne sont pas populaires. Un ouvrier me disait : «Nous n'aimons pas beaucoup les Français ni les Anglais mais nous n'aimons pas du tout les Américains car ils veulent profiter de leur puissance matérielle pour dominer le monde. Nous nous étions bien tirés d'affaire sans eux jusqu'ici, pourquoi faut-il leur demander une aumône? On parle d'entraide mais probablement nous aurons à donner de notre sang plus tard. Tout cela pour des dollars ce n'est pas très digne.» Certains militaires de leur côté, bien qu'ils apprécient la possibilité d'un renforcement de l'armée, voient avec souffrance venir le jour où des soldats américains fouleront le territoire national et, en dépit des apaisements qui ont été donnés, auront

---

2. Cf. *DDS*, vol. 16, N° 106 (DoDiS-1702).

leur mot à dire dans la conduite des opérations. On entend déjà prononcer le terme de «troupes d'occupation».

Les commerçants enfin ne sont pas plus enthousiastes. Du moment que le 60% de l'Accord américain sera utilisé pour des buts exclusivement militaires, que le 30% sera à peu près à disposition du Gouvernement espagnol et que le 10% sera imputé à des dépenses administratives, ils ne voient guère comment ces fonds pourront donner plus d'essor à l'économie du pays. Ils craignent au contraire, en exagérant probablement ce danger, que la présence de soldats et surtout de fonctionnaires américains et de leurs familles en Espagne ait pour conséquence de provoquer une inflation qui, à l'heure actuelle, est déjà menaçante. Ils se demandent au surplus par quel procédé le Gouvernement espagnol bloquera dans un compte spécial la contrevaletur en pesetas des dollars américains. S'il s'agit de faire fonctionner la planche à billets, comment éviter une dévaluation? En effet, les dollars ne constitueront pas une couverture puisque leur destination est déjà arrêtée.

L'ensemble de ces considérations populaires contrarie quelque peu le Gouvernement qui s'attendait à une réaction plus positive. C'est sans doute pour ce motif que le Général Franco a fait, dans son message aux Cortès, un exposé dans lequel il explique la genèse des accords qui, dit-il, coïncident avec la politique extérieure suivie par le régime depuis la guerre civile jusqu'à présent et qui tend à «servir la puissance, la grandeur et le progrès de la Nation en interprétant loyalement la volonté et les aspirations du peuple espagnol». Le Caudillo dans ce message relève que pendant les périodes difficiles, l'Espagne a conservé des relations amicales avec toutes les nations et qu'elle a même renforcé ses liens avec le Portugal. Seuls les rapports avec la Grande-Bretagne ont déçu les espoirs que l'on croyait permis et les tentatives de rapprochement faites par l'Espagne furent accueillies avec incompréhension. En conclusion, le Chef de l'Etat se déclara heureux de savoir que son pays n'avait pas la moindre responsabilité dans les erreurs commises et dans les tribulations qui ont assailli tant de nations de l'Europe.

Est-ce pour infuser de l'optimisme au peuple que le 1<sup>er</sup> octobre, jour anniversaire de l'accès au pouvoir de Franco<sup>3</sup>, une cérémonie plus brillante que de coutume fut organisée? J'eus l'occasion de contempler la file de trois mille hauts fonctionnaires de l'Etat qui passaient dans la salle du trône devant le Caudillo debout sous le dais, pour lui apporter leur hommage. Costumes d'apparat, uniformes, toges et camails se succédaient sans interruption, ne faisant qu'un bref arrêt devant le Chef de l'Etat qui, au garde à vous, recevait avec impassibilité ces témoignages en service commandé. Le Gouvernement, pour la circonstance, avait décrété la fermeture des fabriques et des bureaux pendant quelques heures. Cette mesure ne fut pas vaine car une masse compacte, bien qu'assez inerte, encombra les abords du Palais. Les journaux parlèrent d'une démonstration fougueuse du peuple pour son chef. Les échos n'en parvinrent pas jusqu'au corps diplomatique qui était sur place.

Les divers commentaires locaux sur l'accord avec les Etats-Unis reflètent des raisons qui sont presque toujours d'ordre sentimental. En réalité,

---

3. En 1936, à la tête des autorités de Burgos.

l'Espagnol réfléchi reconnaît qu'il s'agit d'un succès remarquable et que le jugement des pays étrangers à cet égard est plus juste que celui du peuple intéressé lui-même. J'ai eu un long entretien avec un haut fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères dont la science juridique unanimement reconnue s'allie à un sens politique avisé. Il reconnut d'emblée que l'Espagne ne pouvait plus prétendre à la neutralité au sens classique de ce terme mais, me dit-il, la neutralité est-elle encore possible dans le monde actuel? «Vous autres Suisses vous avez échappé à deux guerres et il est vrai que votre neutralité vous a épargné en grande partie le sort de pays moins heureux mais à vrai dire géographiquement plus exposés. La neutralité sans l'appui géographique ne saurait plus guère se concevoir; d'ailleurs l'exemple de la Belgique et de la Hollande le prouve. La Suisse a ses montagnes et ses tunnels. En plus, elle a su tisser patiemment tout un réseau d'institutions d'entraide qui rend service aux belligérants. Il s'agit donc de tout un système et non plus d'un concept dont un pays pourrait se prévaloir de manière inopinée ou occasionnelle. L'Espagne, ajouta-t-il, aurait bien, par sa position géographique, une situation lui permettant de conserver une certaine neutralité mais sa profession de foi anticommuniste, qui n'a pas varié depuis 1936, l'empêche absolument de ne pas s'associer au mouvement de défense de l'Europe contre les entreprises du Kremlin. Si l'on ne peut parler de neutralité en ce qui concerne l'Espagne, on peut en revanche souligner qu'il s'agit d'un accord où elle sauvegarde sa liberté. Nous sommes, ajoutait-il, partenaires des Etats-Unis et non pas satellites. Tous les pays d'Europe ne peuvent en dire autant.»

Je me réserve de revenir sur l'ensemble du problème lorsque les esprits se seront reposés et que les effets pratiques des accords pourront mieux être discernés. Dès maintenant je vous en envoie ci-joint le texte officiel<sup>4</sup>.

---

4. Non reproduit, cf. note 1.

### 73

E 2300(-)/9001/350  
[DoDiS-8528]

*Le Ministre de Suisse à Paris, P. A. von Salis,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

M. MENDÈS-FRANCE ET L'INDOCHINE

RP N° 57 Confidentielle

Paris, 15 octobre 1953

Un de mes collaborateurs a eu ces jours l'occasion de rencontrer M. Pierre Mendès-France à une table où l'on discutait avant tout la question des relations entre l'Europe et l'Asie. J'ai l'honneur de transcrire ci-après à votre intention les principales déclarations de l'homme politique français:

D'après M. Mendès-France, tous les peuples sous domination européenne ont développé des mouvements nationalistes ou vont le faire prochainement. Ces mouvements seraient irrésistibles et il n'y aurait aucun moyen de s'y opposer. La tâche de la puissance coloniale serait de mettre en place à temps les

cadres indigènes aptes à reprendre l'administration d'abord, puis le gouvernement, et qui jouissent – condition primordiale – de la confiance de leur peuple. Il est absolument inutile et néfaste de vouloir imposer des dirigeants indigènes choisis selon le goût de la puissance coloniale. En ce qui concerne l'Indochine, c'est exactement ce qui aurait été fait avec l'Empereur Bao Dai. M. Mendès-France a déclaré sans ambages que le régime actuel du Viêt-nam était entaché du péché originel d'avoir été choisi et imposé par la France. Selon lui, il n'existe aucune possibilité de voir le peuple se rallier à ce régime. J'ajoute que deux collègues français de mon collaborateur, travaillant à la direction d'Asie du Ministère des Affaires étrangères, qui assistaient à cet entretien, ont protesté vivement en faisant état des ralliements au régime Bao Dai qui se produiraient à un rythme assez encourageant. Ils ne purent ébranler la conviction de M. Mendès-France.

Interrogé sur la manière dont il fallait procéder pour choisir parmi plusieurs groupes alors que chacun prétendait parler au nom d'un peuple opprimé, l'homme politique français répondit que c'était une simple question de fait. Le groupe qui a le peuple derrière lui et qui a la force pour lui doit être reconnu; qui n'a pas l'influence voulue doit être négligé. Il déclara expressément qu'il serait vain de vouloir rejeter, pour des raisons idéologiques, tel groupe important en fait parce qu'il était, par exemple, communiste et ne cherchait pas à assurer la liberté et un avenir démocratique au peuple. Il n'y a, selon lui, que les seuls rapports de force qui comptent. Il a répété qu'on devrait laisser tomber sans autre Bao Dai pour négocier immédiatement avec Ho Chi Minh. Sans se laisser arracher des précisions à ce sujet, M. Mendès-France a quand-même laissé entendre qu'on devrait essayer de séparer les éléments purement nationalistes du Viêt-minh des communistes inféodés à Moscou. Cela est très joli sur le papier, mais serait certainement difficile sinon impossible en réalité.

A la question de savoir si la même acceptation réaliste des faits ne devait pas s'appliquer aussi au problème de la reconnaissance de la Chine communiste, M. Mendès-France a refusé de répondre.

Je vous ai fait connaître il y a quelque temps l'opinion de M. Pierre-Etienne Flandin sur M. Mendès-France<sup>1</sup>, – opinion somme toute assez négative –. Mon collaborateur a eu également l'impression d'un homme habitué à tirer des conclusions logiques jusqu'au bout de prémisses qui, bien entendu, peuvent être justes ou fausses, et à dire ses pensées même dans des cas où d'autres se tairaient. Mais ce courage a nettement des limites et M. Mendès-France n'a pas fait l'impression d'être un chef, mais plutôt un théoricien et un politicien, plus habile et plus original peut-être que la majorité d'entre eux. On dit que parmi les aveugles, les borgnes sont rois. M. Mendès-France sort nettement de la moyenne des politiciens de la IV<sup>e</sup> République sans que cela me semble suffire pour faire de lui un grand homme d'Etat.

---

1. Cf. la lettre politique N° 55 du 5 octobre 1953, non reproduite. M. Flandin, qui connaît M. Mendès-France de longue date, l'estime intelligent, d'une bonne formation économique mais d'une énergie purement verbale. Lui, comme les autres, aurait tendance à confondre discours et réalisations. A peu près toutes les réformes préconisées par le député radical resteraient sur le papier.



E 2300(-)/9001/75

[DoDiS-9178]

*Le Ministre de Suisse à Bogotá, J.-A. Cuttat,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

LA QUESTION PROTESTANTE

RP N° 10

Bogotá, 23 octobre 1953

La presse colombienne a largement diffusé la déclaration par laquelle le Consistoire de l'église protestante suisse à Genève s'élève énergiquement contre la « persécution catholique » des protestants en Colombie, et formule le souhait que Rome prenne des mesures pour y mettre fin.

Cette protestation n'a pas encore été commentée publiquement. Suivant la Nonciature, le clergé colombien préparerait une documentation pour y répondre. Cette réponse viserait notamment à montrer que les faits évoqués par le Consistoire de Genève lui ont été communiqués d'une manière déformée et que, d'autre part, leur interprétation se révèle beaucoup moins simple qu'il ne paraît à première vue si l'on tient compte des mœurs politiques du pays.

Quoi qu'il en soit, on se demande ici pourquoi le Consistoire a choisi le moment actuel pour publier cette protestation. En effet, la situation telle que je vous l'ai décrite dans mon rapport politique N° 5 du 2 mars 1953<sup>1</sup> a nettement tendance à s'améliorer depuis l'accession au pouvoir du Président Rojas Pinilla. Le nouveau régime ayant mis fin à la tension politique à l'intérieur du pays, les manifestations anti-protestantes ne pouvaient pas ne pas diminuer, le 50% de celles-ci étant, de l'avis général, imputables à des causes d'ordre politique. Dans ces conditions, pourquoi la protestation paraît-elle en ce moment?

Une explication qui vient tout naturellement à l'esprit est d'en chercher l'origine dans les deux voyages effectués en Colombie au cours de ces derniers mois par M. Jean Nussbaum, secrétaire de l'Association internationale pour la liberté religieuse<sup>2</sup>.

J'ai eu de fréquents entretiens avec ce compatriote fervent, actif et cultivé. Si mes informations sont exactes, ses nombreux voyages en Europe, en Amérique et en Proche-Orient seraient défrayés par une organisation religieuse américaine. On n'a pas pu me donner de détails sur cette organisation, mais M. Nussbaum n'a pas caché au soussigné qu'il était « Fondamentaliste ». On peut donc se demander si M. Nussbaum ne s'efforce pas avant tout, par son zèle quelque peu intempestif, de justifier les déplacements qu'il effectue pour le compte de ce mouvement religieux américain de fondation récente et que dirige actuellement M. Gresham Machen<sup>3</sup> à Philadelphie.

---

1. Non reproduit.

2. L'Association internationale pour la défense de la liberté religieuse a été créée en 1946 par J. Nussbaum en personne.

3. Fondateur de la Orthodox Presbyterian Church, J. Gresham Machen décède le 1<sup>er</sup> janvier 1937.

Si tel est le cas, il est à craindre que le Consistoire de Genève n'ait pas été suffisamment informé du point que voici. L'animosité colombienne n'a pas pour objet les protestants comme tels, mais les missionnaires américains. Les protestants européens établis en Colombie – qui s'abstiennent de toute «propagande» –, ne sont pas entravés dans l'exercice de leur culte et n'ont été victimes d'aucune espèce de persécution. Les manifestations de fanatisme anti-protestant coïncident avec l'apostolat que déploie en Colombie depuis quelques années un nombre croissant de missionnaires américains, apostolat dont l'ancien Ambassadeur des Etats-Unis<sup>4</sup>, un protestant, m'avait déclaré qu'il ne l'approuvait pas et refusait de le protéger. Ce diplomate se rendait compte que l'opinion colombienne n'acceptera jamais le *principe* suivant lequel l'analphabétisme de ce pays doit être combattu moyennant la conversion du catholicisme au protestantisme des couches illettrées de la population. La réaction, souvent appuyée par le clergé, a été assurément d'une violence que l'on réproouve à juste titre, mais l'on a peut-être pas attiré suffisamment l'attention des membres du Consistoire de Genève sur le fait que la cause de ces réactions doit être cherchée moins dans les convictions religieuses – souvent mal assurées – que dans l'amour-propre national, amour-propre particulièrement vulnérable envers la puissante Amérique du Nord. Il ne s'agit pas seulement d'un conflit religieux, mais du heurt de deux civilisations antagonistes.

---

4. C. M. Waynick.

## 75

E 2001(E)1969/121/86  
[DoDiS-9550]

*Der schweizerische Gesandte in Teheran, A. Escher,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

S Persönlich und vertraulich

Teheran, 1. November 1953

Wie ich Ihnen am gleichen Tage kurz telegraphisch mitgeteilt habe, hat General Zahedi mich am 27. Oktober in Gegenwart von Herrn Entezam – der gleichzeitig als Dolmetscher fungierte, da Zahedi nicht geläufig französisch spricht – empfangen, um den genauen Wortlaut der Deklarationen entgegenzunehmen, die Mr. Eden am 20. Oktober im Unterhaus über die britischen Beziehungen zu Iran abgegeben hat<sup>1</sup>. Der Regierungschef würdigte gebührend

---

1. Die iranische Regierung brach am 22. Oktober 1952 die diplomatischen Beziehungen zu Grossbritannien ab. Vgl. das Telegramm Nr. 23 der schweizerischen Gesandtschaft in Teheran an das Politische Departement vom 22. Oktober 1952, E 2200.141(-)/1971/104/1. Die Schweiz übernahm gleichentags die Verantwortung für die Wahrung der britischen Interessen im Iran. Vgl. das Telegramm Nr. 49 des Politischen Departements an die schweizerische Gesandtschaft in London vom 23. Oktober 1952. Nicht abgedruckt. Vgl. die Notiz einer internen Konferenz des EPD vom 27. Oktober 1952, E 2001-02(-)/19/6 (DoDiS-9553) und den Bericht Nr. 1 von M. König an A. Zehnder vom 4. November 1952, *ibid.* (DoDiS-10085). Vgl. auch E 2200.40(-)/1967/128/41.

den freundschaftlichen Ton dieser Erklärungen und teilte mir mit, dass, da das Parlament zur Zeit nicht tagt, in Aussicht genommen sei, in einer Pressekonferenz darauf zu antworten. Diese Pressekonferenz ist gestern um 12 Uhr durch Aussenminister Entezam einberufen worden; ich schreibe Ihnen darüber noch separat.

General Zahedi brachte das Gespräch alsdann auf die am 11. Oktober an Entezam übermittelte erste Botschaft Mr. Eden's und wollte meine Ansicht darüber wissen, in welcher Weise die persische Regierung darauf antworten sollte. Ich gab der Meinung Ausdruck, dass der Vorschlag Mr. Eden's auf jeden Fall eine grundsätzlich positive Antwort verdiene; falls, wie mir Entezam zu wiederholten Malen erklärt hatte, Bedenken wegen der öffentlichen Meinung beständen, die diplomatischen Beziehungen ohne Rücksicht auf das Ölproblem<sup>2</sup> wieder aufzunehmen, so schein es mir angezeigt, dies in Form eines Vorbehalts betreffend den Zeitpunkt der gleichzeitig zu veröffentlichenden Erklärung zu berücksichtigen. Falls von iranischer Seite eine solche zeitliche Verkoppelung der beiden Fragen für notwendig erachtet werde, sei es die Sache der persischen Regierung, ihren Willen, Verhandlungen betreffend die Ölfrage raschmöglichst einzuleiten, zum Ausdruck zu bringen. Auf die Frage Zahedi's, in welcher Form dies geschehen könnte, erklärte ich, meines Erachtens bestände die Möglichkeit jemanden nach London zu delegieren, ein Zusammentreffen von Vertretern beider Parteien auf neutralem Boden zu veranlassen, London um die Entsendung eines Experten nach Teheran zu ersuchen, oder endlich London zu bitten, einen geeigneten Vorschlag zu unterbreiten. Zahedi erklärte mir darauf, dass er über keine geeignete Persönlichkeit verfüge, die er nach London oder zu einem Treffen auf neutralem Boden delegieren könne, weswegen die beiden ersten Möglichkeiten ausfielen. Hingegen wäre er damit einverstanden, einen englischen Vertreter hier zu empfangen oder London um einen anderen Lösungsvorschlag zu bitten.

Zum Schluss ersuchte mich der Regierungschef, ein Projekt für eine Antwort an Mr. Eden auszuarbeiten. Dieses Projekt habe ich tags darauf Herrn Entezam vorgelegt; dieser teilte mir schon zwei Stunden später bei einem von uns zu seinen Ehren organisierten Mittagessen mit, dass der Entwurf, abgesehen von einer minimalen Änderung – «croit opportun» anstatt «vous propose» – die volle Zustimmung Zahedi's gefunden habe. Entezam bat mich, die Absendung bis Donnerstagmorgen zu verschieben, um den Schah und eventuell auch das Kabinett noch konsultieren zu können<sup>3</sup>. Den Herrscher hat er am Mittwochnachmittag noch gesprochen; ich glaube aber zu wissen, dass der Text, wohl aus Gründen der Geheimhaltung, dem Kabinett nicht vorgelegt worden ist, da ein Mitglied der Regierung, das ich tags darauf traf, von der Anregung betreffend die Entsendung eines britischen Experten keine Kenntnis zu haben schien.

---

2. Zur Ölproblematik vgl. E 2001(E)1969/121/254.

3. Im August gelangte der Schah an A. Escher, um mit ihm über die Wiederanknüpfung der Beziehungen mit Grossbritannien zu sprechen. Vgl. das Schreiben von A. Escher an M. Petitpierre vom 27. August 1953. Nicht abgedruckt (DoD1S-9549).

Zur Illustrierung der Tatsache, dass die Regierung mit der öffentlichen Meinung noch einige Schwierigkeiten hat, übersende ich Ihnen in der Beilage eine französische sowie eine für London bestimmte englische Übersetzung eines offenen Briefes, den Hossein Maki an den Regierungschef gerichtet und am 26. Oktober im «Chahed» veröffentlicht hat<sup>4</sup>. Maki wird zwar in weiten Kreisen nicht mehr sehr ernst genommen und dürfte über keinen grossen Einfluss mehr verfügen, doch werden die in diesem offenen Brief zum Ausdruck kommenden Gedanken immerhin noch von vielen Leuten geteilt.

Ich bin soeben in den Besitz Ihres Telegrammes<sup>5</sup> gelangt, mit welchem Sie mir den Empfang der Botschaft durch Mr. Eden bestätigt und weitere Nachrichten für die nächsten Tage in Aussicht gestellt haben, und werde Herrn Entezam noch heute entsprechend unterrichten<sup>6</sup>.

P. S. Der Ihnen letzte Woche noch kurz gemeldete Ausweisungsfall des Herrn Walker, Korrespondent des «New Chronicle»<sup>7</sup> konnte anlässlich meines Besuches bei General Zahedi ebenfalls geregelt werden. Da Walker bereit war, freiwillig am gleichen Tage nach Amman abzureisen, gab General Zahedi meinem Wunsche nach, die Atmosphäre nicht durch eine Ausweisung zu trüben und zog seinen Beschluss trotz einigen Bedenken zurück. Ein detaillierter Bericht darüber geht heute an die Abteilung für Internationale Organisationen ab<sup>8</sup>.

4. Nicht abgedruckt.

5. Vgl. das Telegramm Nr. 108 des Politischen Departements an die schweizerische Gesandtschaft in Teheran vom 31. Oktober 1953. Nicht abgedruckt.

6. Zur Würdigung der Vermittlung von A. Escher zwischen Iran und Grossbritannien vgl. das Schreiben von H. de Torrenté an M. Petitpierre vom 1. Dezember 1953. Nicht abgedruckt (DoDiS-10086).

7. Vgl. das Schreiben von A. Escher an P. Micheli vom 27. Oktober 1953, E 2200.141(-) 1971/106/1.

8. Vgl. das Schreiben von A. Escher an P. Micheli vom 12. November 1953 mit Ausschnitten aus zwei iranischen Zeitungen, *ibid.*

## 76

E 2200.60(-)1968/231/10

[DoDiS-9066]

*Le Ministre de Suisse à Buenos Aires, M. Fumasoli, au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder*

CAPITAUX SUISSES EN ARGENTINE. TRANSFERTS FINANCIERS

Copie

L Confidentielle

[Buenos Aires,] 17 novembre 1953

Il me paraît utile de vous informer de ce qui suit.

Je viens de rencontrer les dirigeants de la CADE<sup>1</sup>, en particulier M. Brosens, ancien directeur général à Buenos Aires et actuellement remplaçant de M. Heinemann à Bruxelles. Ces messieurs sont extrêmement préoccupés à

1. *Compañía Argentina de Electricidad.*

cause de certaines intentions qu'ils croient pouvoir attribuer au Gouvernement argentin et qui se traduiraient dans une très grave menace pour les capitaux étrangers placés en Argentine antérieurement à la Loi n° 14222 du 26 août dernier. M. Brosens serait même venu exprès de Bruxelles pour entretenir le président argentin de cette affaire. Il a reçu quelques indications dans le sens que les Autorités argentines – afin de «régler» une fois pour toutes la question relative aux anciens capitaux étrangers dans le pays – étudieraient la mise en vigueur d'une disposition qui consisterait à dire: depuis de très longues années, les capitalistes étrangers ont reçu de gros dividendes sur les capitaux qu'ils ont placés en Argentine. Or, la rémunération normale et juste du capital ne doit pas dépasser le 8%. Dans ces conditions nous considérons que les pourcentages transférés à l'étranger au-delà du 8%, doivent être considérés comme amortissements, autrement dit comme des remboursements des capitaux eux-mêmes. Il en résulte que si une entreprise étrangère avait placé en Argentine, par exemple, une somme de cent millions de francs sur lesquels elle a transféré des dividendes dépassant le 8%, l'Argentine considèrera que la somme constituée par le dépassement représente un rapatriement du capital. Pour la C. A. D. E., par exemple, la mise en vigueur d'une telle disposition équivaldrait – d'après les dirigeants avec lesquels je viens de m'entretenir – à la suppression pour l'avenir de tout droit de transfert d'intérêts et de dividendes. En effet, mes interlocuteurs m'ont exposé que pendant plusieurs années ils ont transféré des dividendes de 14 et 16% de sorte que le dépassement en prenant comme base le 8%, représente probablement le total du capital placé en Argentine. Tel étant le cas, l'Argentine ne reconnaîtrait plus à la CADE qu'un capital complètement nationalisé, en pesos argentins, sans droit de transfert. D'autres compagnies étrangères se trouveraient dans un cas analogue. Mes informateurs – qui ont d'ailleurs exposé leur crainte aux dirigeants du Crédit Suisse au cours d'une réunion qui a eu lieu récemment à Bruxelles – n'ont évidemment pas la certitude que les Argentins entendent réellement appliquer une pareille disposition, mais ils craignent fortement qu'une telle mesure soit à l'étude. M. Brosens a donc intérêt à faire savoir dès maintenant au Président Perón et aux ministres du Cabinet intéressés aux questions financières, qu'une telle mesure produirait un effet on ne peut plus désastreux à l'étranger. Il ne désespère pas d'arrêter la mesure si elle était réellement à l'étude. Il voudrait que tous ceux qui sont intéressés à cette question – et nous en particulier – prennent la même position. La CADE a également mis sur le qui-vive les dirigeants de la Compagnie Italo-Argentina de Electricidad dont le président, M. Carosio, qui est venu me voir hier, ne m'a d'ailleurs pas soufflé mot. La CADE craint que cette mesure, si elle était prise, ne jouerait que contre les compagnies assurant des services publics. Dans ce cas et vu que les chemins de fer, le gaz, les téléphones, ont déjà été nationalisés, il n'y aurait pratiquement que les compagnies d'électricité qui seraient frappées.

Il va sans dire que lorsque je verrai soit le ministre Gomez Morales, soit le ministre des Affaires étrangères<sup>2</sup>, je ne manquerai pas de souligner vis-à-vis

---

2. J. Remorino.

d'eux l'intérêt qu'a le Gouvernement argentin à démentir des bruits aussi dangereux pour son prestige. Je ferai naturellement semblant de ne même pas douter un instant qu'il puisse songer à mettre en vigueur une disposition aussi injuste et aussi grave pour lui en relation avec ses besoins de capitaux à l'avenir.

Bien que les craintes dont la CADE vient de me faire part paraissent à première vue absurdes, on peut malheureusement s'attendre à tout du Gouvernement de la «nouvelle Argentine». Trois faits me font craindre le pire dans le domaine qui nous intéresse ici: 1. L'article 8 de la Loi du 26 août 1953 dont le texte vous a été remis<sup>3</sup> stipule: «Les bénéfiques dont le transfert n'aurait pas été demandé – malgré les dispositions de l'article 6 –, ceux qui n'auraient pas été capitalisés et inscrits comme capitaux étrangers, de même que tous les revenus dépassant le pourcentage cité, seront considérés comme non étrangers et ne pourront être transférés en aucun cas.» Il peut paraître facile à des hommes comme ceux avec lesquels nous avons à faire, de trouver que la disposition que nous craignons – si jamais ils pensaient réellement à la mettre en vigueur – ne fait qu'appliquer aux anciens capitaux le régime prévu pour les nouveaux. Ils demeureront imperméables à l'argumentation juridique très précise que nous ferions valoir, le cas échéant contre une telle attitude. 2. En dépit des promesses formelles que le Président Perón a faites l'année dernière à M. Carosio en présence de l'Ambassadeur d'Italie<sup>4</sup> et même du Conseil économique, il n'a jamais autorisé l'augmentation des tarifs: vous savez qu'il s'agit là d'un problème fondamental et je ne m'y arrête pas. Ce fait important et grave m'incline à penser que le Président a réellement quelque chose derrière la tête en ce qui concerne les gros capitaux des compagnies d'électricité: il ne peut pas les exproprier parce qu'il n'a pas les devises pour les payer, mais s'il arrivait par une mesure que je suis tenté d'appeler satanique à leur attribuer uniquement un capital exclusivement en pesos sans droit de rapatriement (le rapatriement aurait déjà eu lieu par les dépassements dans les transferts de dividendes) la spoliation serait évidemment facile. 3. La Presse de ce matin annonce que la Banque centrale entreprend le recensement de tous les capitaux étrangers entrés dans le pays avant le 26 août dernier. Il est vrai que cette disposition découle du règlement de la Loi du 26 août, mais néanmoins l'enquête qu'on vient de nous annoncer ne semble à personne de bon augure.

Cette lettre ne veut pas être un cri d'alarme. Je me borne à vous informer de craintes qui préoccupent très vivement des personnages sérieux. Le Crédit Suisse, comme déjà dit, est au courant. Je ne crois pas qu'il y ait lieu de mettre au courant de ce qui précède l'Association suisse des banquiers, par exemple, qui risquerait d'en faire un drame avant que cela soit nécessaire. Il suffit pour le moment que nos Autorités soient à connaissance de cette question et qu'elles jugent elles-mêmes de l'opportunité de faire part au Conseiller commercial Remorino de l'opportunité pour le Gouvernement argentin de démentir des bruits «qui sont sans doute faux, mais qui lui font tant de tort». Il est fort possible que des avertissements venant de plusieurs endroits à la fois, soient de

3. Cf. la lettre d'A. Dominicé à J. Hotz du 31 août 1953, E 2001(E)1969/121/352.

4. G. Arpesani.

nature à retenir les Autorités argentines de commettre une grave erreur et, pour nous une insupportable injustice.

Je vous tiendrai au courant du développement de cette question.

P. S. 18. XI. 53. – Je viens d’avoir sur la question exposée ci-dessus un long entretien avec notre compatriote Paul Kilcher de la Société Générale<sup>5</sup> et membre du conseil d’administration de la Compagnie Italo-Argentina de Electricidad. M. Kilcher m’a affirmé que d’après lui, le Gouvernement argentin n’a aucune intention de mettre en vigueur la disposition que craignent les dirigeants de la CADE; que les prescriptions parues hier au sujet du recensement des capitaux n’ont pour but que de mettre le Gouvernement parfaitement au courant des fonds en devises dont il aurait besoin pour reprendre les services financiers des capitaux anciens; le Gouvernement argentin agit avec une parfaite honnêteté et bonne foi dans toute cette affaire concernant les capitaux. Je laisse à M. Kilcher la responsabilité de ces déclarations à mon avis beaucoup trop positives. Il m’a aussi affirmé que la «Italo» n’a jamais transféré des dividendes et intérêts dépassant le 8% de sorte que – même si le pire était à craindre – elle ne serait pas frappée. – Je continue à suivre cette affaire avec la plus grande attention.

---

5. *Société générale pour l’industrie électrique.*

## 77

E 2300(-)/9001/409

[DoDiS-8929]

*Le Ministre de Suisse à Rome, E. Celio,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

GLOSES SUR LES DISCUSSIONS SUR TRIESTE À LA CHAMBRE ITALIENNE

RP N° 34 Confidentiel

Rome, 19 novembre 1953

Personne ne pouvait prétendre que M. Pella fit hier à la Chambre des déclarations importantes et qui l’engageaient sur le développement du problème de Trieste; personne, toutefois, n’eût supposé qu’après son discours on en aurait moins su qu’avant. Et cependant, si l’on y pense, il ne pouvait en être autrement.

La seule raison qui eût pu justifier un débat sur Trieste était les faits sanglants qui, ces jours passés, ont endeuillé la ville<sup>1</sup>. Mais le gouvernement Pella devait bien prévoir que les nationalistes et les représentants à la Chambre des divers partis de l’extrême gauche et de l’extrême droite – missiniens<sup>2</sup>, communistes et aussi monarchistes – auraient saisi cette occasion pour donner libre cours à leurs rancœurs, vieilles et récentes, contre l’Angleterre. Le gou-

---

1. Les 5 et 6 novembre 1953 à Trieste, la répression policière d’une manifestation estudiantine de la part des autorités d’occupation alliées provoque la mort de 10 jeunes Italiens. Cf. le rapport politique N° 32 de E. Celio à M. Petitpierre du 7 novembre 1953, non reproduit.

2. Membres du parti Movimento Sociale Italiano (M. S. I.).

vernement devait prévoir aussi qu'en l'état actuel des choses il n'aurait pas été en mesure de fournir sur Trieste les informations que l'opinion publique et le Parlement attendaient anxieusement. Si Pella avait prévu tout cela, le nouvel ambassadeur de Gde Bretagne à Rome, Sir Ashley Clarke (qui, pour la première fois, se trouvait dans la tribune réservée au corps diplomatique) n'aurait pas eu à en entendre de vertes sur le compte et à l'adresse de son pays. En sa présence, en effet, les orateurs missiniens, monarchistes et communistes se laissèrent aller à dire des choses désagréables et laides, comme les suivantes par exemple: que l'on ne pouvait tolérer davantage que l'Angleterre et l'Amérique se partagent le monde en zones d'influence respectives et qu'à l'Italie soit échu le sort d'être sous la domination anglaise; que les temps de la domination anglaise sur les mers étaient révolus, et pour toujours; que l'Asie est pratiquement perdue pour l'influence politique et l'expansion commerciale anglaises; mais que l'orgueil de la classe dirigeante d'outre-Manche n'a pas changé et que cette classe cherche aujourd'hui à affirmer la supériorité qu'elle a perdue ailleurs en imposant à l'Europe des hommes de la stature de Winterton, ce qui doit prendre fin. L'Italie restera fidèle au Pacte atlantique – ce ne sont, naturellement, pas les communistes qui l'ont dit –, mais à cette condition seulement: qu'il n'y ait, entre alliés, ni hiérarchie ni sujétion. Et de la bouche de l'orateur monarchiste Viola (président de la grande association des anciens combattants qui compte plus de 5 millions d'inscrits) est même sortie cette phrase: «On peut se demander s'il ne faut pas faire confiance plus à Tito qu'à M. Eden.» A ce moment, l'ambassadeur de Grande-Bretagne quitta sur la pointe des pieds la tribune...

Et les communistes de renchérir: la politique atlantique et l'adhésion de l'Italie au Pacte ont rendu Tito et les Alliés crâneurs, au détriment de l'Italie. Si l'on avait appliqué le traité de paix<sup>3</sup> et créé par conséquent le T. L. T.<sup>4</sup> avec un gouverneur suisse – n'est-ce pas l'Angleterre qui, la première, avait proposé le colonel Flückiger comme gouverneur de Trieste<sup>5</sup>? Ou les Alliés et l'Italie craignent-ils déjà le neutre Flückiger? – nous ne nous trouverions pas aujourd'hui dans cette impasse. Vous ne voulez pas le T. L. T.? Alors, M. Pella, persistez à demander le plébiscite et, s'il est nécessaire, allez jusqu'au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais ne vous prêtez pas au jeu de Tito et des Alliés qui, en échange de la proposition tripartite<sup>6</sup>, maintiennent ce territoire séparé en deux zones<sup>7</sup> et, en échange de la décision du 8 octobre<sup>8</sup>, veulent partager en

3. *Le traité de paix signé à Paris le 10 février 1947.*

4. *Territoire libre de Trieste. Il s'agit d'un territoire neutre et démilitarisé placé sous la protection de l'ONU.*

5. *Sur la candidature de H. Flückiger, cf. E 2001(E)1969/121/249.*

6. *Il s'agit de la Déclaration tripartite du 20 mars 1948 émise par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique. En vertu de cette déclaration, les gouvernements italien et soviétique doivent s'entendre sur la restitution à l'Italie du territoire libre de Trieste. Pour plus de détails concernant le problème de Trieste, cf. la lettre de H. de Torrenté à M. Petitpierre du 6 novembre 1952, *ibid.* (DODIS-9622).*

7. *Une zone A est attribuée à l'Italie, une zone B à la Yougoslavie. Sur les problèmes liés à l'attribution des zones, cf. la lettre de Ch. Masset à M. Petitpierre du 11 juin 1953, *ibid.**

8. *Il s'agit de la déclaration du 8 octobre 1953 prévoyant le retrait des troupes alliées pour le passage de l'administration de la zone A à l'Italie.*



deux aussi la zone A. Le T. L. T. est inséparable. Ainsi s'exprima M. Pajetta, habituellement fort agité, hier très calme, persistant et complétant ce que, peu auparavant, les missiniens avaient formulé en termes moins précis.

Seuls les libéraux et les démo-chrétiens – les républicains et les nenniens restèrent silencieux – manifestèrent – tout en désapprouvant le comportement de la police de Winterton – leur confiance dans les efforts actuels du gouvernement pour dénouer l'écheveau compliqué de Trieste.

C'est après ces interventions que M. Pella prit la parole. Et ce fut une désillusion. Même pas: ce fut la conclusion logique d'une situation. Qu'eût pu dire, en effet, l'honnête président du Conseil, l'intelligent mais trop frais chef de la politique étrangère de l'Italie, qui avait beaucoup trop laissé espérer en une solution satisfaisante et rapide de la question de Trieste? S'il avait pu parler à cœur ouvert de la tribune, il aurait dû avouer que la dernière solution envisagée par les Alliés comportera de nouvelles mutilations à la décision qu'ils ont prise il y a un peu plus d'un mois. Mais ceci, M. Pella n'eut pas le courage de le dire explicitement; il le laissa entrevoir, et bien timidement encore. Il se borna donc à répéter, sous une forme nouvelle, ce qu'il avait déjà proclamé auparavant: qu'une enquête objective devait être faite sur les tristes événements de Trieste et que, pour le reste, les diplomaties étaient en train de travailler. Il n'osa pas davantage parler de la «conférence préventive des seuls techniciens». Et pourtant ce n'est un mystère pour personne que l'on en parle à Washington, à Londres, à Paris et même à Rome. Il est vrai qu'aucune proposition écrite dans ce sens n'est parvenue jusqu'à présent au Palais Chigi. M. Pella dit bien que la conférence à cinq est assujettie au maintien de la décision alliée du 8 octobre<sup>9</sup>, mais chacun sait désormais que cette décision, même si elle a été deux fois confirmée par qui l'avait prise, est, elle aussi, en train d'être rectifiée, réduite, écorchée, et ceci aux seuls dépens de la zone A, c'est-à-dire de l'Italie. La prudence a imposé à M. Pella un langage qui a eu pour effet de ne satisfaire personne. C'était fatal. J'ignore, au moment où je vous écris, quels seront les commentaires de la presse aulique ou de l'opposition. Un fait est certain, malgré les circonlocutions qui accompagneront tous commentaires: c'est que la question de Trieste est non seulement en haute, mais en très haute mer. A moins que le gouvernement italien n'ait le courage d'aller à contre-sens, en acceptant une solution qui donne à l'Italie Trieste seulement, ou guère plus. Un repliement sur le territoire libre prévu par le traité de paix et à temps déterminé? Peut-être, si Tito ne se refusait pas à restituer la zone B au Territoire libre.

Bref! M. Pella, à mon avis et à celui de beaucoup de mes collègues, a commis une grave erreur en acceptant un débat à la Chambre italienne en ce moment incertain et crucial.

### *Le triangle adriatique*

Un grand relief a été donné ici à la visite de Pella, la semaine passée, à Ankara. Ce qui est bien compréhensible, étant donné que les rapports entre l'Italie et la Yougoslavie intéressent énormément la Turquie et la Grèce. On

---

9. Cf. note 6.

souligne à Rome, dans les milieux officiels, que ces deux Etats comprennent que sans l'Italie – qui fonctionne comme suture du triangle adriatique – l'avant-muraille balkanique vers l'Orient serait gravement lésée. On ne s'explique pas autrement pourquoi, dans la controverse pour Trieste, *la Turquie a cherché à maintenir, et maintient, une position qui soit à égale distance entre Rome et Belgrade*. En effet, le ton du langage adopté par Koproulou et De Gasperi à Rome en décembre 1952, et plus encore par Koproulou et Pella à Ankara, était et est celui de deux partenaires dont les relations sont basées sur des intérêts communs et sur une confiance réciproque. On a même, à Ankara, adopté l'expression euphorique d'«amitiés perpétuelles»!!!

### *La Suisse et la science nucléaire*

Sous ce titre, le professeur Colonnetti, président du Conseil National des Recherches, a tenu à Rome, à Palazzetto Venezia, sous les auspices de l'«Association italo-suisse de culture», une conférence<sup>10</sup> à laquelle a fait l'honneur d'assister le président de la République italienne, M. Einaudi. L'insigne orateur, après avoir rendu hommage à la Suisse, toujours à l'avant lorsqu'il s'agit de faire progresser les recherches scientifiques, a illustré l'initiative de l'UNESCO de laquelle est sortie la Convention stipulée par la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Gde Bretagne, les Pays-Bas et la Suisse pour la création d'un Conseil européen de recherches nucléaires ayant son siège dans les environs de Genève<sup>11</sup>.

Les recherches nucléaires – a dit le professeur Colonnetti – ne sont pas toujours synonymes de bombes atomiques et moins que jamais le seront dans le cas du Centre de physique nucléaire de Genève. La coopération européenne en matière de physique nucléaire est née et se développera par l'œuvre d'hommes qui ont uniquement pour but la recherche pure. Ces hommes sont fermement décidés à exclure de leur programme de travail les applications de nature belliqueuse. Dans les statuts du Centre européen de recherches nucléaires, ils ont, en effet, inclus l'engagement de publier tous les résultats de leurs études, de les mettre, c'est-à-dire, à la disposition de tous. L'idée du secret est donc explicitement exclue.

Les contributions des divers Etats participants se montent déjà à un million de francs suisses; mais de plus fortes sommes seront encore versées par la suite, afin de permettre la réalisation d'un Centre de recherches qui puisse être de pair [*sic*] et rivaliser avec ceux d'outre-Océan. Le Conseil, en effet, construira deux grandes machines accélératrices, dont un synchrocyclotron de 600 mille électrovolts et un synchrotron pour protons capable d'accélérer les parcelles élémentaires jusqu'à des énergies de l'ordre de 30 milliards d'électrovolts.

Le professeur Colonnetti a donné d'intéressantes et suggestives informations sur cette deuxième machine gigantesque qui, a-t-il dit, représentera une nouvelle étape dans la construction des accélérateurs.

10. Sur cette conférence, cf. E 2200.19(-)1969/46/24.

11. Sur le Conseil européen de recherches nucléaires (CERN), cf. le N° 35 dans le présent volume.

Dans la dernière partie de sa conférence, l'orateur a choisi du message du Conseil fédéral<sup>12</sup> les arguments les plus décisifs tendant à démontrer que la création du Centre de physique nucléaire à Genève n'est pas en contradiction avec [la] conception et la pratique de la neutralité helvétique.

---

12. Cf. N° 35, note 3, dans le présent volume.

## 78

E 2001-04(-)1970/346/197

[DoDiS-9584]

### *Notice interne du Département politique*<sup>1</sup>

#### ADHÉSION DE L'URSS À L'OIT

*Copie*

LM Vertraulich

[Berne,] 20 novembre 1953

Comme convenu, le Chef du Département a de nouveau reçu, le 12 novembre, M. Morse, directeur de l'OIT, pour lui faire part, à titre strictement confidentiel, des renseignements qu'il a recueillis sur les raisons probables de l'adhésion de l'URSS à l'OIT<sup>2</sup>. M. Morse était accompagné du chef de son service juridique, M. Bancroft.

M. Petitpierre déclare tout d'abord que ses informations émanent de deux sources différentes<sup>3</sup>. Elles ne sont pas très concluantes, mais peuvent cependant intéresser M. Morse. Il semble bien que l'adhésion de l'URSS à l'OIT entre dans les lignes de sa nouvelle politique générale. Le Gouvernement soviétique cherche à développer ses relations avec les autres pays. Il considère qu'à cet effet il doit collaborer d'une façon plus active avec les organisations internationales. Son adhésion à l'OIT pourrait être suivie de son adhésion à d'autres organisations internationales.

D'autre part, il semblerait que les expériences faites par les Soviets ces derniers mois leur auraient montré qu'ils tirent plus de bénéfice en étant présents dans des organismes internationaux qu'en étant absents. Ils ont avantage à chercher, comme membres de ces organisations, à transformer celles-ci selon leurs vues, plutôt que de les attaquer du dehors.

M. Morse est très reconnaissant au Chef du Département de ses renseignements. Il voudrait savoir si M. Petitpierre pense que le désir de l'Union soviétique d'entrer à l'OIT est sincère. Il se rend compte qu'il est presque impossible

---

1. Cette notice est rédigée par P. Micheli.

2. La Légation de l'URSS à Berne remet le 4 novembre une note à l'OIT, concernant l'adhésion de l'URSS à l'organisation en renonçant à certaines obligations. Morse répond le 16 novembre à cette note. Sur ce sujet, cf. le rapport de W. Rappard du 26 juin 1954. Non reproduit (DoDiS-9585).

3. L'une des sources est l'OFIAMT, cf. la notice de M. Kaufmann à R. Rubattel du 8 novembre 1953 dont une copie est adressée à M. Petitpierre. Non reproduit. L'autre source est le télégramme N° 87 du 11 novembre de la Légation suisse à Moscou au DPF. Non reproduit.

de répondre à cette question mais, celle-ci a de l'importance pour lui. Il n'a pas encore décidé en quels termes il répondra à la lettre par laquelle le Ministre d'URSS à Berne<sup>4</sup> lui communiquait l'adhésion de son pays à l'OIT. Il est cependant d'avis qu'il doit arrêter sa propre attitude avant la réunion du Conseil d'administration qui se réunira la semaine suivante.

M. Petitpierre déclare qu'il lui est en effet impossible de dire si l'Union soviétique veut vraiment entrer dans l'OIT ou non. Il a plutôt l'impression qu'elle y tient. Son adhésion correspondrait bien à sa nouvelle politique<sup>5</sup>. M. Petitpierre a examiné si, du point de vue juridique, les réserves apportées par les Soviets rendaient son adhésion inacceptable<sup>6</sup>. Il est arrivé à la conclusion qu'en annonçant son intention de chercher à obtenir une modification de la structure de l'Organisation ou en déclarant qu'elle ne se considère pas liée sans autre par les décisions prises avant son adhésion, l'Union soviétique ne contrevient à aucune disposition de la constitution de l'OIT. Il en est autrement lorsqu'elle déclare ne pas se considérer liée par l'article 37 concernant la soumission à la Cour internationale de justice de tout différend relatif à l'interprétation de la convention. On créerait un précédent fâcheux en admettant un nouveau membre qui, contrairement aux dispositions expresses de la constitution, ne s'engagerait pas à accepter toutes les obligations découlant de celle-ci. Chaque membre de l'organisation est toujours libre de proposer la réforme de la constitution, mais cette réforme doit alors être soumise à la procédure prévue dans ce cas.

En conclusion, M. Petitpierre, s'il était à la place de M. Morse, chercherait à éviter que sa réponse puisse être considérée comme ayant un caractère hostile à l'égard de l'URSS. Il attirerait néanmoins l'attention du Ministre soviétique à Berne sur le fait que les membres de l'OIT doivent accepter toutes les obligations qui découlent de sa constitution et ne peuvent, de leur propre chef, en rejeter certaines.

M. Morse remercie encore M. Petitpierre de ses conseils. Ils les considérera comme tout à fait confidentiels et n'en fera part à personne. Il doit cependant expliquer sa présence à Berne, il aimerait savoir si M. Petitpierre aurait des objections à ce qu'il dise qu'il a eu une entrevue avec lui, sans, bien entendu, rapporter ce qui s'est dit au cours de cette entrevue. M. Petitpierre est d'accord.

---

4. *Fedor Molotchkov.*

5. *Cf. N° 69 dans le présent volume.*

6. *Cf. la notice d'E. Diez à P. Micheli du 11 novembre 1953. Non reproduite.*

E 2001(E)1979/28/1

[DoDiS-9022]

*Der schweizerische Beobachter bei der Organisation der Vereinten Nationen in New York, A. Lindt, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

## UDSSR UND SCHWEIZERISCHE NEUTRALITÄT

S Vertraulich

[New York,] 4. Dezember 1953

Ein russischer Botschaftssekretär, der für die Dauer der Generalversammlung vom Aussenministerium in Moskau an die Sowjetdelegation abgeordnet worden ist, lud mich zum Mittagessen ein. Er leitete das Gespräch sogleich auf die Schweiz. Drei Themata beschäftigten ihn:

1. Er frage sich, sagte mein Gastgeber, ob die Formulierung «Neutralität und *Solidarität*» eine Änderung der aussenpolitischen Haltung der Schweiz andeute. Ich erklärte ihm, dass die beiden Begriffe keinen Gegensatz bildeten, da der zweite die logische Folge des ersten sei. Immer lasse sich unsere Haltung in dem sicher leicht verständlichen Satz zusammenfassen: Die Schweiz wird sich gegen jeden Angreifer, gleich wer es sei, zur Wehr setzen<sup>1</sup>.

Besteht aber, fragte der Russe, nicht die Gefahr, dass eine ausländische Mächtegruppe es gar nicht notwendig hätte, einen militärischen Angriff gegen die Schweiz einzuleiten, sondern dass es ihr gelingen könnte, über den Weg der Solidarität allmählich und schrittweise eine Eingliederung der Schweiz in das politische System dieser Gruppe zu verwirklichen. Die Umzingelung der Schweiz durch Nachbarn, die entweder dem Atlantikpakt angehörten oder von Truppen der Staaten besetzt seien, die in diesem Pakt eine führende Rolle spielten, könnte den schweizerischen Willen dämpfen, sich einer derartigen Eingliederung zu widersetzen. Ich antwortete, der Begriff «Solidarität» könne für uns Schweizer nie vom Ausland ausgelegt und bestimmt werden. Ihre Definition liege einzig und allein an der Schweiz, die sich dabei von der Staatsmaxime der Unabhängigkeit und der Neutralität leiten lasse. Was dagegen die Umzingelung anbelange, sei die Schweiz während einem beträchtlichen Teil des letzten Krieges von den Achsenmächten umschlossen gewesen. Auf unsere aussenpolitische Haltung hatte dies keinen Einfluss.

2. Mein Gastgeber ging nun zur Erörterung der schweizerischen *Waffenlieferungen* über<sup>2</sup>. Herr Bührle leiste heute einen nicht unwesentlichen Beitrag zur Wiederaufrüstung des Westens und sei sogar bereit, sich an der Wieder-

1. Vgl. hierzu das Schreiben von M. Petitpierre an A. Lindt vom 29. Dezember 1953, nicht abgedruckt. Petitpierre äussert sich darin u. a. zur Frage der Solidarität. La solidarité, au sens où nous l'entendons, ne peut être comprise comme pouvant impliquer des engagements d'ordre militaire ou politique. En revanche, elle nous engage à accepter des mandats comme ceux qui nous ont été confiés en Corée, malgré tous les désagréments qui en résultent pour nous. La solidarité est l'élément actif de notre politique de neutralité. Elle se manifeste comme une force au service de la paix.

2. Zu dieser Frage vgl. *Thematisches Verzeichnis in diesem Band*: Ein- und Ausfuhr von Waffen und Kriegsmaterial.

aufrüstung Deutschlands zu beteiligen. Als ich ihn darauf aufmerksam machte, dass der Bundesrat die Bewilligung der Waffenlieferungen an Deutschland verweigert hatte<sup>3</sup>, gab er zu, dass er dies nicht gewusst hätte. Diese Tatsache sei interessant.

3. Russland bedaure, fuhr er fort, dass die Schweizerindustrie nicht gewillt scheine, an die Sowjet-Union Maschinen und Maschinenbestandteile zu liefern. Die Schweizerindustrien schienen sich an die *amerikanische Schwarze Liste* zu halten<sup>4</sup>. Es seien derartige Vorfälle, die in Russland gewisse Zweifel darüber aufkommen liessen, ob die schweizerischen Neutralitätsbeteuerungen volle Gültigkeit besässen. Ich entgegnete dem, das russisch-schweizerische Handelsvolumen halte sich seit Jahren in ungefähr gleich kleinem Umfange, da offenbar Russland wenig Exporte offerieren könne, die für die Schweiz interessant seien. Ich fragte ihn um genaue Angabe über Fälle, wo eine russische Bestellung zurückgewiesen worden sei. Mein Gesprächspartner gab zu, dass vielleicht keine direkten Zurückweisungen von Bestellungen vorlägen, aber es sei Tatsache, dass die Sowjet-Union keine wichtigen Aufträge placieren könnte.

---

3. Der Bundesrat beschloss am 18. September, ein Waffenausfuhrgesuch der Hispano-Suiza nach Deutschland abzulehnen. Vgl. BR-Prot. Nr. 1543 vom 18. September 1953, E 1004.1(-)/1/557.

4. Zu dieser Frage vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band: Ost-West-Handel sowie DDS, Bd. 18, Nrn. 25 (DoDiS-7202), 105 (DoDiS-8820) et 106 (DoDiS-7230).

## 80

E 2001(E)1969/121/111  
[DoDiS-9506]

### *Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

JF

Bern, 18. Dezember 1953

1. Vom 9. bis 11. Dezember 1953 fanden in Bonn *Doppelbesteuerungsverhandlungen* statt, die zur Unterzeichnung des beiliegenden Verhandlungsprotokolls führten<sup>2</sup>. Es handelte sich zur Hauptsache um die Durchführung des Verständigungsverfahrens nach Artikel 13 des Doppelbesteuerungsabkommens. Das Verhandlungsprotokoll regelt eine Reihe von Einzelfällen, die mehr technischer Natur sind.

Nicht gelöst ist die Frage, ob die Kirchensteuern unter das Doppelbesteuerungsabkommen fallen. Die Deutschen wollten die Frage verneinen, während schweizerischerseits die gegenteilige Auffassung vertreten wurde. Die beiden Delegationen stellten aber mündlich fest, dass dem Problem keine grosse Tragweite zukommt, so dass davon abgesehen wurde, den Versuch zu

---

1. Die von M. Jaccard verfasste Notiz war an R. Bindschedler gerichtet.

2. Vgl. das schweizerisch-deutsche Verhandlungsprotokoll vom 11. Dezember 1953. Nicht abgedruckt.

unternehmen, schriftlich irgend etwas zu fixieren. Möglicherweise wird später eine Regelung getroffen werden müssen.

Eine praktisch wichtige Auskunft wurde von den Deutschen in dem Sinne gegeben, dass Berlin betreffende Doppelbesteuerungsfälle direkt von der schweizerischen Delegation in Berlin vertreten werden müssen, ohne dass die Behörden in Bonn zu begrüßen sind.

Die beiden Delegationen waren sich einig darüber, dass die Verhandlungsprotokolle und Notenwechsel aus den Jahren 1931, 1940 und 1943 weitergelten. Leider war es nicht mehr möglich, das Auswärtige Amt dazu zu bringen, den bestätigenden Notenwechsel sofort zu vollziehen. Im Auswärtigen Amt scheinen personelle und organisatorische Fragen im Vordergrund zu stehen, so dass mit raschen Reaktionen nicht zu rechnen ist. Herr Legationsrat Rebsamen und ich haben einen schweizerischen Notenentwurf vorbereitet. Die Gesandtschaft wird die Sache weiterhin beim Auswärtigen Amt, das den Entwurf besitzt, vertreten.

2. Die schwierigste Frage, die während der Verhandlungen aufgeworfen wurde, betraf das Verhältnis zwischen *Doppelbesteuerungsabkommen und Lastenausgleich*. Sie konnte nicht abschliessend bereinigt werden. Die Deutschen vertraten die Auffassung, (m. E. zu Unrecht), die Lastenausgleichsabgaben seien nicht Steuern im Sinne des Doppelbesteuerungsabkommens. Über diese Meinungsverschiedenheit konnte keine Einigung erzielt werden. Deutscherseits wurde mit Energie die Ansicht vertreten, das schweizerisch-deutsche Abkommen vom 26. August 1952 über die deutschen Vermögenswerte in der Schweiz<sup>3</sup> sei nur verständlich, wenn die Lastenausgleichsabgaben nicht unter das Doppelbesteuerungsabkommen fallen. Das würde praktisch bedeuten, dass jenes Abkommen dieses abgeändert hat. Ich habe delegationsintern mich dagegen gewendet, dass wir in diesen recht komplizierten Fragen irgend etwas präjudizieren. Wir haben auch kein Interesse daran, um jeden Preis eine sofortige Lösung zu provozieren, nachdem vorläufig die Schweizerbürger die Lastenausgleichsabgaben nicht zahlen müssen.

3. Nebenbei erwähnte die deutsche Delegation das Rechtshilfeproblem, ohne aber irgend welche Begehren zu stellen<sup>4</sup>.

4. In einem Brief vom 25. November 1953 hatte der Vorort die Frage aufgeworfen<sup>5</sup>, ob nicht unter gewissen Voraussetzungen ausländische Buchsachverständige in der Schweiz Kontrollen durchführen könnten. Herr Dr. Herold, der der Delegation als Experte zugeteilt war, kam aber auf die Sache nicht zu sprechen, so dass ich mich hütete, dieses Problem zu dem wir wohl nur eine negative Haltung einnehmen könnten, aufzugreifen. Deutscherseits wurde es im Zusammenhang mit der Rechtshilfe (Ziffer 3) angedeutet.

5. Delegationsintern wurde der Fall *Sandoz* besprochen. Der Vorort ist im Besitz einer sehr langen Eingabe der Firma. Nach Auffassung von Herrn Dr. Locher, Steuerverwaltung, handelt es sich um einen Fall, den – weil dubios – der Bund nicht vertreten sollte. Mit der Gesandtschaft wurde vereinbart,

---

3. Vgl. Nr. 28 in diesem Band.

4. Vgl. Nr. 132 in diesem Band.

dass sie vorläufig nichts unternehmen soll. Sie hat übrigens früher schon vom Departement Instruktionen erhalten, wonach sie zunächst den angekündigten Besuch eines Sandoz-Vertreters abwarten solle. Dieser ist bis jetzt nicht erschienen. Im übrigen wurde festgestellt, dass solche Fälle (das gilt auch für die Ciba) nur bearbeitet werden können, wenn konkrete Unterlagen vorliegen.

6. Ich habe mich während der Verhandlungen mehrmals gefragt, ob es richtig sei, dass ein Vertreter des Politischen Departementes an solchen Besprechungen teilnimmt, die ja zum grössten Teil technischen Charakter haben. Der Vertreter der Steuerverwaltung liess dann auch gelegentlich durchblicken, dass er bessere Ergebnisse zu erzielen pflege, wenn die Gespräche nur unter «fachkundigen Spezialisten» geführt werden. Es hat sich aber auch diesmal gezeigt, dass es nicht gut ist, wenn dem Fiskus allzu viel Freiheit eingeräumt wird. Der Vertreter der Steuerverwaltung wäre beispielsweise ohne weiteres bereit gewesen, eine sogenannte «praktische» Vereinbarung über das Verhältnis Lastenausgleich / Doppelbesteuerungsabkommen / Abkommen betreffend die deutschen Vermögenswerte abzuschliessen, obwohl diese Probleme nicht nur steuerlicher Natur sind.

7. Die Frage, in welcher Form die *Weitergeltung des schweizerisch-deutschen Vertragswerkes* festgehalten werden müsse, habe ich mit Herrn Legationsrat Rebsamen besprochen<sup>6</sup>. Er hält es für ausgeschlossen, jetzt vom Auswärtigen Amt die Zustimmung zur Publikation eines entsprechenden Notenwechsels zu erhalten. Bis eine solche Zustimmung erhältlich gemacht werden kann, dürfte noch längere Zeit verstreichen. Das Auswärtige Amt vermeidet es peinlich, solche Angelegenheiten mit den Alliierten zu besprechen. Wir sind zum Schlusse gekommen, es wäre am besten, die Sache auf sich beruhen zu lassen und abzuwarten, bis irgend eine Lösung, die publik gemacht werden kann, reif sei. Eine «diskrete» Bekräftigung jetzt abzuschliessen, hat wenig Sinn, nachdem schon heute hüben und drüben Einverständnis über die Weitergeltung des Vertragswerks besteht.

8. Auf der Gesandtschaft war zu erfahren, dass die baldige Inkraftsetzung des Bundesbeschlusses über die Verteilung der 121,5 Mio. SFr. für die *Kriegsgeschädigten* dringend erwünscht ist<sup>7</sup>. Ein Brief an das Departement ist unterwegs über die schon früher erörterte Frage der Bevorschussung von Lastenausgleichsleistungen. Die Gesandtschaft hat Muster von Darlehensverträgen verfasst. Da unsere Konsulate von Deutschland als Devisenausländer aufgefasst werden, müssen solche Darlehen grundsätzlich eine Bewilligung der deutschen Devisenbehörde erhalten. Über all diese Fragen werden m. E. Verhandlungen mit den deutschen Behörden geführt werden müssen. Auch unter diesem Gesichtspunkt wirft der Lastenausgleich schwierige Probleme auf.

9. Herr Minister Huber liess mich zu sich rufen, um mich zu fragen, wie meiner Auffassung nach die Einstellung der öffentlichen Meinung in der Schweiz gegenüber der Bundesrepublik Deutschland mit einem Wort zu

---

5. Nicht ermittelt.

6. Vgl. BR-Prot. Nr. 1637 vom 2. Oktober 1954, E 1004.1(-)/1558 (DoDiS-9117).

7. Vgl. Nr. 123 in diesem Band.



umschreiben sei. Er habe den Eindruck, dass diese Einstellung – leider – nicht immer als positiv bezeichnet werden könne. Ich habe geantwortet, dass meiner rein privaten Ansicht nach in der öffentlichen Meinung eher ein Misstrauen gegenüber Deutschland herrsche. Auch in der letzten Sitzung der nationalrätlichen Kommission für auswärtige Angelegenheiten sei diese Tendenz deutlich hervorgetreten<sup>8</sup>. Immerhin sei es schwierig, die Haltung des breiten Publikums mit einem Wort zu umschreiben. Herr Minister Huber erwiderte, die Regierung Adenauer sei aus ehrenwerten Männern zusammengesetzt und verdiene Vertrauen. Jedenfalls seien die demokratischen Ideen in West-Deutschland fest verankert. Sollte die Regierung Adenauer stürzen, dann käme die sozialistische Opposition ans Ruder, welche wiederum demokratisch eingestellt sei. Dies sei auch der wahre Grund, warum der Bundeskanzler es abgelehnt habe, mit dem Sozialisten eine Koalitionsregierung zu bilden; die Sozialisten bildeten so eine Reserve und stünden für alle Fälle zur Verfügung. Die Verhältnisse seien also ähnlich geartet wie in England, während in Frankreich und Italien die wirkliche Opposition eben nicht demokratisch geartet sei. Es gäbe zwar in Deutschland «Betriebsunfälle». Es sei aber nicht wahr, dass ehemalige Nazi oder andere nationalistische Extremisten in Schlüsselpositionen (z. B. Bureau Blank) anzutreffen seien<sup>9</sup>.

8. Vgl. das Protokoll der nationalrätlichen Kommission für auswärtige Angelegenheiten der Sitzung vom 19. November 1952, E 2800(-)1967/60/2.

9. Vgl. das Protokoll vom 3. April 1952 der interdepartementalen Konferenz vom 31. März 1952, E 4300(B)1971/4/22 (DoDiS-8892). Vgl. auch Nr. 64 in diesem Band.

## 81

E 2001(E)1969/121/363

[DoDiS-9191]

*Le Ministre de Suisse au Caire, B. de Fischer, au Ministre égyptien  
du Commerce et de l'Industrie, B. Badaoui*

*Copie*

L

Le Caire, 24 décembre 1953

Lors d'un entretien que vous avez bien voulu accorder à un de mes collaborateurs au courant de l'été passé<sup>1</sup>, vous lui avez déclaré que la nouvelle loi sur les sociétés anonymes ne serait applicable qu'aux sociétés anonymes et sociétés en commandite par actions, mais non pas aux sociétés simples. C'est avec beaucoup de satisfaction que j'avais pris connaissance de cette nouvelle, étant donné l'intérêt que présente cette question pour les affaires et la communauté suisses en Egypte.

Malheureusement, l'article 14 du nouveau projet de loi qui a récemment été publié a de nouveau suscité des craintes parmi mes compatriotes. Cette disposition rend en effet applicables les articles 6 et 11 de la loi aux succursales,

1. Cf. lettre de B. de Fischer au DPF du 17 juillet 1953, non reproduite.

bureaux et agences permanents des sociétés anonymes et des sociétés en commandite par actions qui ont leur siège à l'étranger.

Or, presque toutes les maisons exportatrices, en Suisse, sont des sociétés anonymes, alors que la plupart des maisons suisses qui les représentent en Egypte sont des raisons sociales individuelles ou des sociétés de personnes. Si l'article 14 du projet de loi était maintenu dans son texte actuel, ces maisons se verraient appliquer, malgré leur forme différente de celle des sociétés indiquées, les restrictions prévues pour ces dernières en ce qui concerne l'emploi de main-d'œuvre égyptienne. Cela ne me semble pas être dans l'intérêt des deux pays.

En pratique, l'application de la loi envisagée forcerait les représentations constituées en sociétés de personnes à licencier des employés suisses qu'elles ont formés au cours de très nombreuses années et qui, en fait, sont irremplaçables. A leur tour, les représentations constituées en raisons sociales individuelles devraient engager des employés non égyptiens pour se conformer aux proportions prescrites; dans la plupart des cas, une telle augmentation du personnel ne serait pas possible pour des motifs d'ordre financier et les agences en question se verraient donc contraintes de cesser leur activité. Il est hors de doute que les relations commerciales existant entre nos deux pays auraient à pâtir d'un tel état de chose.

D'une façon générale, la représentation d'une maison étrangère doit se baser, à mon avis, non seulement sur une confiance mutuelle absolue entre la maison représentée et le représentant, mais encore sur une connaissance approfondie du travail de la maison représentée d'une part et du marché étranger d'autre part. La confiance est une chose très personnelle et elle ne peut s'imposer. Quant aux connaissances techniques et à l'expérience professionnelle, elles ne sauraient s'acquérir en peu de temps. Il est donc souhaitable que dans ce domaine la plus grande liberté soit laissée au commerce.

Dans le cas particulier de la Suisse, le licenciement d'employés suisses et la fermeture d'agences suisses porteraient en outre un coup dur à la communauté suisse dans la Vallée du Nil, qui verrait son effectif, déjà très restreint, diminuer encore; cela rendrait également plus difficile le maintien des institutions suisses qui ont été créées au cours des cinquante dernières années et qui sont indispensables pour conserver dans ce pays une colonie suisse, colonie qui est, comme vous le savez, un des facteurs les plus importants pour le développement des échanges entre la Suisse et l'Egypte.

J'ai donc l'honneur de proposer que l'article 14 ne soit pas appliqué aux raisons sociales individuelles ou aux sociétés de personnes et que, pour éviter toute équivoque, il ait le texte suivant:

«Art. 14. – 1) Les sociétés anonymes ou en commandite par actions constituées à l'étranger et auxquelles ne s'appliquent pas les dispositions de l'art 1<sup>er</sup> sont néanmoins soumises aux dispositions des articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11 lorsqu'elles possèdent en Egypte une ou plusieurs succursales ou agences dont elles assurent elles-mêmes directement la gérance par leur propre personnel.

2) Pour l'application des dispositions du premier alinéa du présent article, toute société étrangère dont le capital est recueilli par voie de souscription

publique ou qui est divisé en tout ou partie en actions au porteur sera considérée, selon les cas, comme une société anonyme ou comme une société en commandite par actions.»

C'est pour cette raison que j'avais pris la liberté de transmettre à M. Ali Chamsy, Président de la Banque Nationale, à votre intention, une suggestion émanant de la Maison Reinhart & Cie et soutenue par la Chambre de Commerce Suisse en Egypte<sup>2</sup>, tendant à modifier le texte de l'article 14 du projet de loi. Cette question a entre-temps été discutée entre des représentants de cette maison et M. Boghadi, Vice-Ministre du Commerce et de l'Industrie. Je vous saurais vivement gré de vouer à cette affaire toute l'attention qu'elle mérite; en effet, elle n'intéresse pas la maison Reinhart seulement, mais encore bon nombre d'autres maisons suisses en Egypte. Permettez-moi d'exprimer l'espoir que ce problème sera résolu par le Gouvernement égyptien d'une façon qui ne portera préjudice ni au commerce entre nos deux pays, ni à l'effectif de la communauté suisse en Egypte<sup>3</sup>.

2. Cf. la lettre de B. de Fischer au DPF du 13 mars 1953, non reproduite.

3. L'affaire est en effet résolue dans le sens des attentes suisses, cf. la lettre de B. de Fischer au DPF du 2 mars 1954, non reproduite.

## 82

E 2200.36(-)1970/71/2

[DoDiS-9209]

### *Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann*

L

Berne, 29 décembre 1953

J'ai eu ce matin un long entretien avec M. Maurice Vaucher, Président de la FH, et M. Sydney de Coulon, Conseiller aux Etats, Directeur général d'Ebauches S. A.

Les milieux horlogers sont très alarmés par l'offensive menée actuellement aux Etats-Unis contre l'industrie horlogère suisse. Ils ont d'ailleurs été alertés par les milieux intéressés aux Etats-Unis, qui leur demandent de faire intervenir les autorités suisses auprès du Gouvernement américain. L'avis a été émis dans ces milieux que l'attitude actuelle des autorités américaines serait, au moins dans une certaine mesure, inspirée par le désir de contraindre la Suisse à une transaction dans l'affaire Interhandel<sup>1</sup>. Cette affirmation me paraît sujette à caution.

J'ai renseigné mes interlocuteurs sur les démarches entreprises par vous-même et par M. Real<sup>2</sup>, en soulignant qu'il serait inopportun d'envisager l'envoi

1. Sur Interhandel cf. DDS, vol. 16, N° 65 (DoDiS-66); vol. 17, N° 76 (DoDiS-5640); vol. 18, N° 2 (DoDiS-4680), note 9, N° 6 (DoDiS-4722), note 1. Cf. aussi le rapport de révision dit Rees-Bericht du 8 mars 1946, E 7160-07(-)1968/54/1064 (DoDiS-9266).

2. Cf. N° 10 dans le présent volume.

aux Etats-Unis d'une mission spéciale ou d'une personnalité politique suisse. J'ai déclaré qu'en revanche, je serais d'accord de soumettre à M. Rubattel, Chef du Département de l'économie publique, et à vous-même la suggestion de recevoir Miss Frances Willis, Ambassadeur des Etats-Unis à Berne, de chercher à l'intéresser aux problèmes horlogers, qu'elle me paraît d'ailleurs connaître, et à obtenir d'elle qu'elle se fasse l'interprète de notre point de vue auprès de son Gouvernement<sup>3</sup>. Cette démarche auprès de Miss Willis pourrait être synchronisée avec une nouvelle démarche de votre part. On peut faire valoir que les mesures envisagées par les autorités américaines, notamment par le Département de justice, ont le caractère d'une immixtion dans les affaires intérieures suisses et dans l'organisation de notre économie, ce qui nous oblige à réagir vivement.

J'ai prié MM. Vaucher et de Coulon de me remettre un bref rapport<sup>4</sup> en vue de mon entretien éventuel avec Miss Willis.

Je suis convaincu que vous avez déjà entrepris à Washington toutes les démarches qui pouvaient être faites. Vous voudrez néanmoins bien me dire si vous estimez qu'un entretien avec Miss Willis vous semble utile (ce que je crois) et si vous envisagez que d'autres mesures pourraient être prises par le Conseil fédéral pour défendre le plus efficacement possible les intérêts de notre industrie horlogère.

Je vous écris cette lettre d'entente avec M. le Conseiller fédéral Rubattel.

3. Cf. N° 118 dans le présent volume.

4. Cf. l'Aide-Mémoire relatif aux attaques américaines contre l'industrie horlogère suisse de M. Vaucher et S. de Coulon remis à M. Petitpierre le 30 décembre 1953, non reproduit, (DoDiS-9210).

### 83

E 2200.41(-)/39/37

[DoDiS-8956]

#### *Note du Ministre de Suisse à Paris, P. A. von Salis, au Ministère français des Affaires étrangères*

N

Paris, 6 janvier 1954

La Légation de Suisse a l'honneur de rappeler à l'attention du Ministère des Affaires étrangères les nombreuses démarches qu'elle a entreprises depuis plusieurs années pour protester contre l'enrôlement de ressortissants suisses dans la Légion étrangère<sup>1</sup>.

L'engagement de ses ressortissants dans ce corps de troupe constitue pour la Suisse un affaiblissement de ses propres forces de défense. L'interdiction de servir dans une armée étrangère, sans autorisation préalable du Conseil

1. Sur cette question, cf. DDS, vol. 18, N° 81 (DoDiS-8634), la réponse de M. Petitpierre aux interpellations A. Boner et O. Schütz du 23 et 24 mars 1953, E 2800(-)1967/59/41 (DoDiS-10697) ainsi que le rapport du DMF du 26 mars 1955, E 2001(E)1970/217/190 (DoDiS-8976).

fédéral, concerne tous les Suisses et ne se limite pas aux seules personnes astreintes au service militaire en Suisse. Le code pénal militaire suisse prévoit par conséquent la punition des coupables. Les Autorités fédérales déplorent que, par ces engagements dans la Légion étrangère, des ressortissants suisses soient mis en contradiction avec les lois de leur propre pays et encourrent des poursuites pénales.

Dans cet ordre d'idées, l'engagement de Suisses mineurs dans la Légion étrangère constitue un problème particulièrement grave. Plutôt que d'intervenir dans la question de principe de l'engagement de ressortissants suisses dans la Légion, la Légation s'est employée – malheureusement en vain jusqu'à présent – à obtenir qu'au moins les Suisses mineurs ne fassent pas l'objet d'un engagement.

Sans vouloir répéter les arguments déjà exposés dans d'innombrables notes et aide-mémoires, la Légation rappelle qu'aux termes de la législation suisse, un mineur, jusqu'à l'âge de vingt ans, ne peut s'obliger sans l'assentiment de son représentant légal. Le même âge est déterminant en droit public. Or, les Autorités militaires françaises, tout en s'inspirant de ce principe pour leurs propres nationaux, n'en tiennent aucun compte pour les étrangers.

Les Autorités fédérales regrettent vivement que les excellentes relations qui existent entre les deux pays n'aient pas permis jusqu'ici de trouver une solution à ce conflit, qui est tout autant politique que de droit. Elles espèrent vivement qu'il sera possible au Ministère des Affaires étrangères d'amener les Autorités compétentes françaises à une modification de leur réglementation, qui interdirait l'acceptation par la Légion d'engagements de ressortissants suisses mineurs.

La Légation a été chargée d'attirer tout particulièrement l'attention du Ministère sur le prix que le Gouvernement fédéral attache à un règlement satisfaisant et rapide de ce problème, qui suscite beaucoup de mécontentement dans l'opinion publique suisse. Elle se plaît à espérer qu'une réponse favorable pourra lui être donnée très prochainement; en attendant, le Conseil fédéral apprécierait vivement si le Gouvernement français pouvait consentir à donner à l'administration française compétente des instructions tendant à surseoir à tout engagement de Suisses mineurs dans la Légion étrangère jusqu'à ce qu'une décision de principe intervienne au sujet de la requête formulée dans la présente note.

## 84

E 2300(-)/9001/193  
[DoDiS-9647]

*Der schweizerische Gesandte in Köln, A. Huber,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

## DIE BUNDESREPUBLIK AN DER JAHRESWENDE 1953/54

PB Nr. 1

Köln, 9. Januar 1954

Westdeutschlands Konsolidierung machte 1953 auf allen Gebieten bedeutende Fortschritte. Es gab keine Belastungsproben in der Art der Zahlungsbilanzkrise von 1951 oder der heftigen Verfassungs- und Parteikämpfe um den Wehrbeitrag. Die Neuwahlen brachten vielmehr der bisherigen Aussen-, Innen- und Wirtschaftspolitik eine plebiszitäre Bestätigung. Das Land, seit vier Jahren ohne Regierungskrise, kann einer weiteren Ära der Kontinuität entgegensehen. Der schwache Punkt ist, dass alles zu stark auf den Kanzler abgestellt ist. Obwohl die Frische und Arbeitskraft des 78-Jährigen ans Naturwunder grenzen, lastet doch das Problem seiner allfälligen Nachfolge als Hypothek auf der Zukunft.

Die Aufwärtsentwicklung der Bundesrepublik bewirkte eine beachtliche Hebung ihres internationalen Ansehens. Fast alle Staaten diesseits des eisernen Vorhangs stehen mit ihr in diplomatischen Beziehungen. Insbesondere arriodierten sich die Verhältnisse zu Südamerika, Afrika und Asien. Nach Abschluss des Wiedergutmachungsvertrags<sup>1</sup> kam es sogar mit Israel zur Anbahnung von Beziehungen und trotz der Verstimmung, die darüber bei den arabischen Staaten entstand, konnten schliesslich mit fast allen reguläre Beziehungen aufgenommen werden.

Parallel mit dieser universellen Anerkennung der Bundesrepublik ging ihre Behandlung als gleichberechtigte Macht. Schon längst unternehmen die westlichen Grossmächte in Fragen, die deutsche Interessen tangieren, keinen Schritt, ohne Adenauer zu konsultieren und – meistens – nicht ohne seinen Rat zu befolgen. Virtuell gehört Adenauer bereits zum Konzert der Mächte. Zu dieser Geltung steht im Gegensatz, dass die im «Generalvertrag» vom 26. Mai 1952 vorgesehene Wiederherstellung der deutschen Souveränität noch nicht Rechtens wurde, weil in Frankreich die Ratifizierung des Vertrags über die Europäische Verteidigungsgemeinschaft stagniert. Diese Diskrepanz zwischen der de jure und der de facto Lage wird von den Staaten, die reguläre Beziehungen unterhalten, mehr und mehr als Anomalie empfunden. Vor allem könnte dies im deutschen Volk Unzufriedenheit entfachen, auf die Adenauer mit Recht aufmerksam macht.

Ausser dieser – nur halbgelösten – Frage blieben noch zwei aussenpolitische Hauptpunkte ungelöst: Die Wiedervereinigung und die Sicherung des Landes durch das Bündnis mit dem Westen. Was Letzteres anbelangt, wurden deutscherseits die Vorbedingungen erfüllt: Der EVG-Vertrag ist von beiden

---

1. Der Vertrag wurde am 10. September 1952 abgeschlossen.

Kammern ratifiziert. Die Frage ist nur noch wegen des französischen Widerstands in Schwebelage.

So sehr die Europäische Verteidigungsgemeinschaft totgesagt wird, Adenauer hält an ihr unentwegt fest. Von den vielen Gründen, die ihn bewegen, sind drei entscheidend: a) Die Rücksicht auf die Sicherheit; Deutschland liegt nicht nur auf der Scheidelinie zwischen West und Ost, sondern auf einem der hauptsächlichsten strategischen Durchmarschwege. Bei dieser prekären militär-geographischen Lage wird die Neutralisierung, also der Verzicht auf das westliche Bündnis, für zu gefährlich gehalten. Eine unzulänglich bewaffnete Neutralität (mehr würden die Sowjets nicht konzederieren) und erst recht eine unbewaffnete Neutralität würde ein bedenkliches Vacuum schaffen; Deutschland liefe Gefahr, das Schicksal Prags zu erleiden. b) Adenauer hält an der Europäischen Verteidigungsgemeinschaft fest, weil er keine andere Alternative zu ihr sieht. Weder der Beitritt zur NATO, noch ein deutsch-amerikanisches *tête à tête* könnten die Europäische Verteidigungsgemeinschaft ersetzen, weil ohne Frankreich – ohne seine Häfen, Bahnen, Strassen und seine aktive Mitwirkung eine westliche Armee in Deutschland einfach in der Luft hängen würde. c) Adenauers dritter Beweggrund ist innenpolitischer Natur: Er hegt Misstrauen in die deutsche Generalität; von deutschen Divisionen, als Kontingent in die Europaarmee eingebaut, ohne eigenen Generalstab und Infrastruktur, hofft er, dass sie keinen verhängnisvollen Einfluss auf die Aussenpolitik gewinnen könnten.

Noch entfernter von der Verwirklichung ist die Frage der Wiedervereinigung Deutschlands – trotz der bevorstehenden Konferenz!<sup>2</sup> Was die hiesige Öffentlichkeit von ihr erwartet, ist nicht viel mehr als ein Hoffnungsschimmer! In amtlichen Kreisen herrscht Sorge, ja Unbehagen! Man warnt vor Optimismus, um einer gefährlichen Enttäuschung in der deutschen Bevölkerung vorzubeugen. Man glaubt an keinen Gesinnungswandel der Sowjets; bei scheinbarer Bereitschaft zu Gesprächen über die Wiedervereinigung Deutschlands denkt der Kreml nicht ernsthaft an eine Herausgabe der Ostzone<sup>3</sup>. Hauptziel der Russen bleibt die Verhinderung der Europäischen Verteidigungsgemeinschaft! Wohl werden sie viel von Wiedervereinigung sprechen, aber dafür untragbare Bedingungen aufstellen: 1. Neutralisierung; 2. Demilitarisierung (totale oder quasi totale); 3. Anerkennung der Oder-Neisse-Linie; 4. Ablehnung des Kernstücks des westlichen Wiedervereinigungsprogramms: «zuerst freie Wahlen, dann erst Bildung gesamtdeutscher Regierung». Kaum eine dieser Bedingungen liesse sich im deutschen Parlament durchsetzen. Das Fatale ist, dass der Westen für die Wiedervereinigung vorläufig keine anderen Gegenleistungen den Sowjets anzubieten hat. Die Zeitungen sprechen viel von einem Sicherheitspakt als Preis, doch dürfte dieser den Sowjets kaum

2. Es handelt sich um die Berliner Konferenz der vier Aussenminister Grossbritanniens, Frankreichs, der USA und der UdSSR vom 25. Januar bis 18. Februar 1954. Die Konferenz brachte in der Deutschland-Frage keine Ergebnisse.

3. Zur Stalin-Note vom März 1952 vgl. den politischen Bericht Nr. 14 von C. Gorgé an M. Petitpierre vom 17. April 1952, E 2300(-)/-1286 (DoDiS-7719). Zum Arbeiteraufstand in Ostberlin und Ostdeutschland vom Juni 1953 vgl. den politischen Brief Nr. 19 von A. Huber an M. Petitpierre vom 1. Juli 1953, E 2300(-)/-1193 (DoDiS-10333).

genügen. Übrigens ist Bonn in diesem Punkt merkwürdig einsilbig. Man verweist, dass eine in die Europäische Verteidigungsgemeinschaft eingebaute deutsche Armee den Sowjets Sicherheit vor deutscher Aggression biete. Die weiteren Varianten (Locarnopakt und sogenannter van Zeeland-Plan) begegnen in Bonn grossen Vorbehalten<sup>4</sup>.

Prognosen über den Konferenzverlauf will man hier nicht stellen. Sie wären bloss Kombinationen, umso mehr als mit Sicherheit russische Schachzüge zu erwarten seien, die auf Verwirrung und Spaltung der deutschen und französischen Meinung ausgehen. Man glaubt, die Sowjets werden die Konferenz in die Länge ziehen wollen, weil, solange in Berlin debattiert wird, in Paris kein Schritt zur Verwirklichung der Europäischen Verteidigungsgemeinschaft – der *bête noire* der Russen – unternommen wird. Mit einem völligen Scheitern der Viererkonferenz wird nicht gerechnet. Die Russen könnten sich eventuell zu Teilkonzessionen – Lockerungen im Waren- und Personenverkehr – bequemen, um nicht durch ein Scheitern der Viererkonferenz die für sie wichtige Fünferkonferenz zu kompromittieren.

Die in den vergangenen Jahren realisierte innenpolitische Konsolidierung manifestierte sich deutlich in der Bundestagswahl. Der in absoluter Freiheit verlaufene Wahlakt brachte den Regierungsparteien 60 Prozent der Stimmen! Durch Aufnahme der Flüchtlingspartei in die Regierung und Neuwahlen in Hamburg erreichte Adenauer die für Verfassungsänderungen erforderliche Zweidrittelmehrheit im Bundestag und Bundesrat! Diese Mehrheitsverhältnisse versprechen nicht nur eine Kontinuität des Regierens, sondern eine weitere politisch-moralische Konsolidierung, denn die Wahl ist eine deutliche Absage an die antidemokratischen Kräfte. Der Zusammenbruch der Extremisten von rechts wie von links – es verblieben ihnen je 2 Prozent der Stimmen – ist das Erfreulichste an der Wahl.

Der Erfolg birgt aber auch Gefahren. Die Geringste ist, dass Adenauer mit dieser Mehrheit im Parlament frei schalten und walten würde. Dass die Bäume nicht in den Himmel wachsen, dafür sorgt die Zweidrittel der Wählerschaft umfassende Koalition, die noch uneinheitlicher ist, als sie es schon war. Der innere Zusammenhalt ist schwächer geworden. Die innenpolitischen Spannungen sind nicht beseitigt, sie haben sich bloss verlagert: Während sie bisher auf der äusseren Front mit anderen Parteien ausgetragen wurden, findet das jetzt innerhalb der Regierungsparteien statt. Dies gilt besonders für die Christlich Demokratische Union, welche allein mehr als die Hälfte der Stimmen errang. In diesem Mammutgebilde liegen auch die Keime künftigen Zerfalls. Und noch eine Gefahr ist gewachsen: Nicht jedem ist es gegeben, ein so schwieriges Ross wie diese heterogene Koalition zu regieren. Das Problem der Nachfolge Adenauers stellt sich für die Zukunft noch schwieriger.

Mit dem Aufgehen rechtsgerichteter Splitter in den Regierungsparteien hat sich ein Rutsch nach rechts vollzogen. Doch ist dies keine Gefahr. Sollte

---

4. W. S. Churchill schlug in seiner Rede am 11. Mai 1953 im britischen Unterhaus eine Gipfelkonferenz zur Deutschland-Frage vor und brachte eine Lösung im Sinne eines neuen Locarno-Vertrags ein.



die gegenwärtige Koalition auseinanderfallen, so wäre deswegen die Demokratie nicht in Gefahr, da dann die Sozialdemokratische Partei zur Regierung käme und diese ist gut demokratisch. Dadurch unterscheidet sich die Bundesrepublik vorteilhaft von anderen europäischen Staaten, dass der Regierung eine demokratische Opposition gegenübersteht, sodass eine Regierungskrise nicht gleich eine Krise der Demokratie heraufbeschwört.

Das Jahr brachte eine ganze Reihe von Gesetzen und Staatsverträgen, welche die Konsolidierung fördern. Dies gilt von der sogenannten «Kleinen Steuerreform» und ihren beachtlichen Steuersenkungen; sie soll 1954 durch die Grosse Steuerreform erweitert werden. Mit dem 1953 angelaufenen Lastenausgleichsgesetz und dem Bundesvertriebenengesetz wird die Eingliederung der Flüchtlinge wirksam gefördert und diesem Problem viel von seiner Schärfe genommen. Von grosser Tragweite für die Wiederherstellung des internationalen Kredits ist das Londoner Schuldenabkommen<sup>5</sup>, durch das Verzinsung und Rückzahlung von rund 2/3 der deutschen Auslandsschulden geregelt werden. Dem gleichen Ziel dient der Wiedergutmachungsvertrag mit Israel.

Die Wirtschaft stand wiederum im Zeichen grosser Prosperität. Der befürchtete Rückschlag trat nicht ein. Vielmehr vermochten sich Produktion und Absatz noch über den Stand des Vorjahres zu erheben und weisen neue Höchstzahlen auf. Allerdings ist mit einem weiteren Aufsteigen kaum zu rechnen. Die Exporte sind mit 18 Milliarden um 8 Prozent höher als im Vorjahr und ergeben einen Überschuss von 2,3 Milliarden gegenüber 700 Millionen in 1952. Diese sprunghafte Entwicklung sichert einerseits die Verwirklichung der übernommenen Finanzverpflichtungen und stellt weitere Lockerungen in Aussicht, andererseits wird – ähnlich wie bei uns – das Problem der Überschüsse in der EPU zu einer Hauptsorge. Die Zahl der Beschäftigten stieg auf 16 Millionen, die der Arbeitslosen sank im Oktober auf 900'000. Bei einer Bevölkerung von 49 Millionen bedeutet das praktisch Vollbeschäftigung. Ebenso wichtig ist, dass der Arbeitsfriede während des ganzen Jahres gewahrt blieb. Es waren keine Streiks von Belang zu verzeichnen.

Sehr bemerkenswert ist die Konsolidierung der Währung. Dank einem ausgeglichenen Staatsbudget, einer soliden Währungsreserve von 1685 Millionen Dollars (die dem Einfuhrwert von 4 1/2 Monaten entspricht) und den Überschüssen der Handelsbilanz wurde die Deutsche Mark zu einer der härtesten Währungen in Europa.

Das rasche Tempo der Aufwärtsentwicklung in Deutschland, besonders nach dem Tiefstand von 1945/46, hat das Selbstbewusstsein des Volkes enorm, bisweilen ungesund, gesteigert. Es ist unvermeidlich, dass diese psychische Situation auf die politischen Tagesfragen ausstrahlt und nicht immer glücklich! Die Regierung Adenauer verstand, auf diese Kräfte mässigend einzuwirken. Falls ihr vergönnt ist, die neue Legislatur zu Ende zu führen, so wäre nach einer achtjährigen Periode der Kontinuität und der wirtschaftlichen Stabilisierung für die moralische Konsolidierung des deutschen Volkes viel gewonnen. Es hätte zumindest wieder einigermassen festen Boden unter den Füßen.

---

5. Vgl. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung zum Londoner Abkommen über Deutsche Auslandsschulden (vom 5. Mai 1953), *BBl*, 1953, Bd. 105, II, 177–351.

## 85

E 2001(E)1988/16/685  
[DoDiS-9601]

*Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, à l'Observateur  
de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York,  
A. Lindt*

L Confidentielle

Berne, 5 février 1954

J'ai bien reçu votre lettre confidentielle du 28 janvier dans laquelle vous me rapportez l'entretien que vous avez eu récemment avec M. Krishna Menon, Délégué de l'Inde auprès des Nations Unies<sup>1</sup>. On ne peut qu'être reconnaissant au diplomate indien de sa franchise. En revanche, on peut mettre en doute sa perspicacité et l'on doit contester formellement son opinion sur les motifs de l'attitude adoptée par les délégués suisse et suédois dans la Commission neutre de rapatriement des prisonniers de guerre en Corée<sup>2</sup>. Cette opinion est dépourvue de tout fondement. Elle méconnaît que la Suisse, en admettant la participation d'un délégué suisse à la Commission neutre, a entendu accomplir un devoir strictement humanitaire en faveur des prisonniers de guerre qui refusaient d'être rapatriés et n'avaient pas été libérés<sup>3</sup>. L'Inde, au contraire, s'est vraisemblablement laissé guider aussi par d'autres considérations. Il est évident que le Gouvernement de La Nouvelle Delhi, dans les instructions qu'il a données à son délégué, surtout à la fin de son mandat, s'est inspiré de considérations essentiellement pour ne pas dire exclusivement politiques.

Le but de l'accord sur les prisonniers de guerre conclu par les belligérants en juillet 1953 était la libération de ces prisonniers, soit qu'ils fussent rapatriés, soit qu'ils refusent de l'être, ce qui impliquait le changement de leur statut de prisonniers en celui de civils.

La situation qui s'est présentée résultait de deux circonstances qui n'avaient pas été prévues par les belligérants: l'impossibilité où s'est trouvée la Commission neutre de soumettre aux explications tous les prisonniers de guerre et le fait que la Conférence politique ne s'est pas réunie dans les délais prévus<sup>4</sup>. La Commission neutre devait donc chercher à agir de la manière la plus conforme au mandat qui lui avait été confié et au but dans lequel elle avait accepté ce mandat. On peut discuter la question de savoir si la Commission neutre devait libérer elle-même les prisonniers de guerre le 22 janvier ou si, comme le délégué indien l'a décidé, ces prisonniers devaient être remis aux belligérants. Quoi qu'il en soit, la Commission neutre n'avait pas qualité pour

1. *Non reproduit.*

2. *Pour les procès-verbaux de la Commission neutre de rapatriement en Corée, cf. E 9500.188-01(A)1992/37/26 et 27.*

3. *Sur la réponse négative par la Suisse à une demande informelle américaine pour l'organisation du rapatriement proprement dit, cf. la lettre d'A. Zehnder à K. Bruggmann du 13 avril 1953, E 2001(E)1988/16/684. Sur l'acceptation du mandat par la Suisse dans une note adressée au Département d'Etat américain et au gouvernement chinois, le 9 resp. le 10 juin, ibid. Cf. aussi N° 63 dans le présent volume.*

4. *La conférence aurait dû se tenir dans les trois mois suivants l'armistice du 27 juillet 1953.*

prolonger les délais stricts convenus par les belligérants<sup>5</sup>. Et c'est pour des considérations de pure politique et en outrepassant son mandat que la délégation indienne a entendu prescrire aux belligérants qu'après avoir repris les prisonniers de guerre, ils devaient garder ceux-ci comme prisonniers et non les libérer. La Commission neutre n'avait, en effet, pas à se prononcer sur cette question.

Je suis d'avis qu'en définitive, le problème des prisonniers de guerre a été réglé de la manière la meilleure ou, si l'on veut, la moins mauvaise possible, compte tenu des circonstances. La solution intervenue était celle qui s'inspirait le mieux tant de l'accord de juillet 1953 que de la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre. La délégation suisse n'avait pas à faire de politique. Elle n'en a pas fait<sup>6</sup>. Elle s'est comportée d'une manière absolument objective et sans que les autorités civiles ou militaires américaines aient cherché en quoi que ce soit à l'influencer. Elle aurait manqué à la neutralité et à l'objectivité qu'elle devait observer si elle avait refusé d'admettre une solution simplement parce que celle-ci était plus conforme aux vœux du Commandement militaire des Nations Unies qu'à ceux du Commandement militaire sino-coréen.

Je mets d'ailleurs en doute que le comportement de la délégation suisse ait réellement eu comme conséquence de porter atteinte à la considération dont la Suisse jouissait en Asie. L'opinion de M. Krishna Menon est une opinion personnelle. Elle n'est pas nécessairement celle de tous les Asiatiques.

Il est exact que des considérations juridiques ont aussi été déterminantes pour la délégation suisse. M. Krishna Menon aurait cependant tort de le lui reprocher et vous pourrez peut-être le lui dire à l'occasion. Dans cette affaire, comme d'ailleurs dans toute son activité internationale, la Suisse s'est efforcée d'agir conformément au droit et non suivant des motifs de caractère politique. Il n'y a eu aucune pression exercée sur la délégation suisse par le Gouvernement des Etats-Unis, comme l'a prétendu M. Chou En Lai dans une récente déclaration<sup>7</sup>. Aucune démarche n'a été faite par les Américains auprès de nous, ni directement, ni indirectement. M. Daeniker<sup>8</sup> a agi en pleine indépendance et selon ses convictions.

Ces renseignements vous permettront à l'occasion de réfuter les critiques injustifiées faites par M. Krishna Menon à notre pays<sup>9</sup>.

5. C'est dans un délai de six mois que l'affaire des prisonniers aurait dû se régler.

6. Cf. N° 107 dans le présent volume.

7. Sur l'entretien de Zhou Enlai avec M. Petitpierre en Suisse lors de la conférence de Genève, cf. N° 110 dans le présent volume.

8. A. Daeniker est le chef de la délégation suisse auprès de la Commission neutre de rapatriement des prisonniers de guerre en Corée (NNRC). Sur les différents rapports d'A. Daeniker et le rapport final d'A. Daeniker à M. Petitpierre du 20 mars 1954, cf. E 2001(E)1988/16/687. Sur ses impressions et expériences de la situation politique en Corée, cf. la lettre d'A. Daeniker à M. Petitpierre du 20 avril 1954, *ibid.* Le Conseil fédéral prend acte de ces deux rapports, le 4 juin, PVCF N° 1002 du 4 juin 1954, E 1004.1(-)/1/566. Sur son exposé Erfahrungen der schweizerischen Korea-Missionen im Lichte der schweizerischen Neutralitätspolitik du 10 septembre 1954, cf. E 2004(E)1968/217/2-5 (DoDiS-9594).

9. Cf. la lettre d'A. Lindt à P. Micheli du 12 février 1954. Non reproduit.

## 86

E 1003(-)1970/344/R 3106  
[DoDiS-9078]

## BUNDESRAT

*Verhandlungsprotokoll der 10. Sitzung vom 9. Februar 1954*

[...]¹

## VORTRAG VON MISS WILLIS

Der Text der Rede hat bei den Mitgliedern des Bundesrates zirkuliert<sup>2</sup>. In der Diskussion stellt Herr Feldmann fest, dass es sich um eine politische Rede gehandelt habe und dass wir unsere Position gegenüber den Kommunisten schwächen, wenn wir solche Veranstaltungen dulden. Man sollte Miss Willis in diskreter Weise auf diese Konsequenzen hinweisen. Im übrigen sei der BRB über die politischen Reden von Ausländern noch in Kraft<sup>3</sup>. Er wird oft vergessen. Das wäre ein Geschäft für die Konferenz mit den kantonalen Regierungspräsidenten. Herr Petitpierre findet, dass nicht die ausländischen Diplomaten, sondern die schweizerischen Veranstalter solcher Vorträge zu kritisieren sind. Miss Willis würde eine solche Bemerkung zweifellos übel aufnehmen. Herr Etter findet, dass die Presse in der Wiedergabe solcher Veranstaltungen mehr Zurückhaltung üben sollte. Unlängst habe ihm ein Schweizer den Plan unterbreitet, in Bern eine Vortragsreihe über die Integration Europas durchzuführen, zu dem er ausländische Politiker, wie Adenauer, de Gasperi und andere beiziehen wollte. Er habe dringend abgeraten, aber wenig Verständnis gefunden.

Abschliessend stellt Herr Rubattel fest, dass einmütig die Ansicht bestehe, von der Durchführung der Veranstaltung in Bern über die Integration Europas abzuraten, dass eine Intervention bei Miss Willis unterbleiben soll, dass aber Herr Petitpierre die Möglichkeit habe, bei günstiger Gelegenheit eine Bemerkung über dieses Problem fallen zu lassen, der Pressedienst des Politischen Departementes sollte bei der Depeschenagentur intervenieren<sup>4</sup>, damit solche Angelegenheiten mit mehr Diskretion behandelt werden und schliesslich, dass die Frage der politischen Reden von Ausländern auf die Traktandenliste der Regierungspräsidentenkonferenz gesetzt wird<sup>5</sup>. Herr Petitpierre stellt gegen-

1. *Vorliegende Traktanden*: Schweiz. Gesandtschaft in Israel, Englisches Botschaftsgebäude, Korea, Botschaft betreffend Gewässerschutz, Transportkostenausgleich / Berggebiete, Eidg. Luftfahrtkommission, Rheinauinitiativen, Kleine Anfrage Oprecht betr. Katzen- und Hundefleischkonsum.

2. *Für die Intervention des EPD bei der Schweizerischen Depeschenagentur vgl. Nr. 87 in diesem Band, bes. Anm. 2.*

3. *Vgl. den Bundesratsbeschluss betreffend politische Reden von Ausländern vom 24. Februar 1948, AS, 1948 S. 119 f. Vgl. auch DDS, Bd. 18, Nr. 44 (DoDiS-7280).*

4. *Vgl. Nr. 87 in diesem Band.*

5. *Die Tagesordnung der Konferenz der kantonalen Regierungspräsidenten vom 8. April 1954 enthält keinen Punkt zur Frage der politischen Reden von Ausländern vgl. das Schreiben des Bundesrates an die Regierungspräsidenten vom 16. März 1954, E 2800(-) 1967/59/22.*

über einer Bemerkung von Herrn Streuli fest, dass ein Unterschied zu machen sei zwischen der Behandlung wirtschaftlicher und politischer Probleme.

[...] <sup>6</sup>

---

6. *Folgende Traktanden:* Spende für Lawinengeschädigte, Rekurse der abgebauten Beamten, Korea, Geschenk für Herrn Bundesrat Weber, Oberstkorpskommandant Frick, Pilatusschwebbahn, Essen für die Experten der Bereinigten Gesetzessammlung, Vortrag Minister Mansholt, Protokoll der letzten Sitzung.

## 87

E 2001(E)1969/121/32

[DoDiS-9192]

*Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,  
au Chef du Service Information et presse, Ch.-A. Dubois*

No

[Berne, 12 février 1954]

Au cours d'une discussion qui a eu lieu au sein du Conseil fédéral<sup>1</sup> au sujet de la conférence donnée récemment à Genève par Miss Willis, Ambassadeur des Etats-Unis, l'opinion a été émise que la presse suisse donnait trop d'importance à des manifestations comme celle de Genève. En effet, la conférence n'était pas publique. Elle était donnée dans un cadre privé. Il n'était pas nécessaire de la résumer. On aurait pu se borner à signaler que Miss Willis avait parlé à l'occasion d'une assemblée d'une association américaine de Genève.

Le Conseil fédéral m'a chargé de faire une démarche auprès de l'Agence télégraphique pour lui demander de ne pas donner, dorénavant, de comptes rendus trop substantiels de manifestations comme celle de Genève<sup>2</sup>.

Vous voudrez bien examiner la question et me dire s'il convient que j'écrive ou que je téléphone à M. Frey.

---

1. Cf. N° 86 dans le présent volume.

2. Note en marge de Ch.-A. Dubois du 15 avril 1954: A l'occasion d'un entretien avec M. Gossin je l'ai prié d'éviter des compte[s] rendus trop substantiels. Avisé Chef du Dep. de ma démarche.

E 2800(-)1990/106/18  
[DoDiS-9343]

*Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre*

LE 12 FÉVRIER 1954, J'AI DÎNÉ AVEC MON COLLÈGUE M. KOBELT,  
LE PROFESSEUR SCHERRER, M. WALTER BOVERI ET M. SPEISER,  
CONSEILLER AUX ETATS

*Copie*

*[Berne, 12 février 1954]*

Nous nous sommes entretenus du discours prononcé il y a quelques semaines par le Général Eisenhower, Président des Etats-Unis, devant l'Assemblée générale des Etats-Unis<sup>1</sup>, sur l'énergie atomique<sup>2</sup>. Dans ce discours, le Président Eisenhower a proposé la constitution d'un pool atomique international auquel tous les pays, y compris l'URSS, pourraient s'associer et qui aurait pour but de créer, d'une part un instrument de recherche, d'autre part un dépôt de matières fissibles, celle-ci devant être à la disposition de tous les pays qui voudraient s'en servir dans un but pacifique.

Les Américains voudraient établir en Belgique l'instrument de recherche, à cause des sources d'uranium dont la Belgique dispose au Congo<sup>3</sup>. Les Français et les Anglais préféreraient qu'il soit installé en Suisse (Genève)<sup>4</sup>.

Etant donnée l'importance que prendra l'utilisation industrielle de l'énergie atomique dans les années à venir, le Professeur Scherrer et M. Boveri sont d'avis que la Suisse ne saurait sans danger prendre une attitude négative. Au contraire, le Conseil fédéral devrait manifester dès maintenant l'intérêt qu'il porte au projet du Président Eisenhower et se déclarer prêt à collaborer avec d'autres pays en dehors de toute considération politique et sur le plan strictement technique, non seulement dans le domaine des recherches scientifiques, mais aussi dans celui de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, en particulier industrie, etc.<sup>5</sup> Le contact devrait être établi avec le Gouvernement américain en ce sens que celui-ci serait informé de nos intentions favorables à une collaboration<sup>6</sup>. Celle-ci n'impliquerait pas nécessairement que la Suisse devrait accepter que le dépôt de matières fissibles ait lieu sur son territoire.

1. *Il s'agit de l'Assemblée générale des Nations Unies.*

2. *Eisenhower tient ce discours le 9 décembre 1953.*

3. *Sur l'achat d'uranium du Congo belge par la Suisse, cf. N° 126 dans le présent volume. Sur les considérations d'acheter de l'uranium en Afrique du Sud, cf. la lettre de P. Scherrer à P. Micheli du 28 mai 1954, E 2001(E)1969/121/2 (DoDiS-10694).*

4. *L'Agence internationale de l'énergie atomique va être créée le 26 octobre 1956 et aura son siège à Vienne. Cf. le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'adhésion de la Suisse à l'Agence internationale de l'énergie atomique (du 1<sup>er</sup> mars 1957), FF, 1957, vol. 109, I, pp. 853-892.*

5. *Cf. N° 126, note 2, dans le présent volume.*

6. *Sur la collaboration entre la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique dans le domaine de l'énergie atomique, cf. N° 145, dans le présent volume.*

M. Kobelt pense que le problème est aujourd'hui trop peu éclairci pour qu'il soit possible de prendre position.

De son côté, le soussigné relève que le Conseil fédéral a pris une décision provisoire selon laquelle la Suisse ne pourrait guère admettre l'installation en Suisse du pool atomique avant que l'on sache si l'URSS et ses alliés sont disposés à participer à ce pool<sup>7</sup>. En attendant, l'attitude que nous avons à prendre sur ce point spécial doit être négative. Cela ne signifie pas que nous ne puissions manifester d'une manière tout à fait officieuse et sans prendre aucune espèce d'engagement l'intérêt que nous portons à ce problème<sup>8</sup>.

7. Cf. le procès-verbal des délibérations du Conseil fédéral de la 8<sup>ème</sup> séance du 2 février 1954, E 1003(-)1970/344/R 3106.

8. Pour la suite de cette question, cf. le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant un article constitutionnel sur l'énergie atomique et la protection contre les radiations (du 26 avril 1957), FF, 1957, vol. 109, I, pp. 1169–1192.

## 89

E 1004.1(-)/1563

[DoDiS-8938]

### *Antrag des Politischen Departements an den Bundesrat*

#### LIEFERUNG VON WAFFEN UND MUNITION AN DIE BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

*Kopie*

ZF/UT Nicht für die Presse

Bern, 6. März 1954

#### I.

Die Firma Hispano-Suiza, Genf, hat im Sommer 1953<sup>1</sup> um die Bewilligung ersucht, 46 Flugabwehrkanonen, Kaliber 20 mm, mit Zubehör und Munition, im Gesamtwert von 2'878'636 Franken, an die Bundesrepublik Deutschland zu liefern. Gemäss Mitteilung der Kriegstechnischen Abteilung des Eidgenössischen Militärdepartementes hat die Genfer Unternehmung die fraglichen Geschütze auf Grund einer sogenannten «Fabrikationsbewilligung Stock» hergestellt. Sie war somit berechtigt, ein Gesuch um Ausfuhr dieser Waffen samt Zubehör und Munition nach Deutschland einzureichen, ohne hiefür noch einer speziellen Fabrikationsbewilligung zu bedürfen.

Im Zusammenhang mit den damaligen Pressemeldungen über den Oktogon-Trust entschied der Bundesrat am 18. September 1953<sup>2</sup>, dass diesem Gesuch vorerst nicht zu entsprechen und bis auf weiteres keine Waffenlieferungen nach Deutschland zu bewilligen seien. Vorher waren lediglich kleinere Lieferungen, z. B. solche an Musterstücken und Prototypen, genehmigt worden, um es den bekanntlich auf ein gewisses Exportgeschäft angewiesenen schweizerischen Waffenfabriken zu ermöglichen, ein Minimum an Fühlungs-

1. Zum Gesuch vom 21. Juli 1953 vgl. E 2001(E)1969/121/161.

2. Vgl. BR-Prot. Nr. 1543, E 1004.1(-)/1557 (DoDiS-9322).

nahme mit dem west-deutschen Markt aufrechtzuerhalten und sich dort von der ausländischen Konkurrenz nicht von vorneherein verdrängen zu lassen.

Seither erkundigte sich die deutsche Seite wiederholt nach den Möglichkeiten und Aussichten einer Wiedererwägung des genannten Gesuches: das Auswärtige Amt sondierte bei der Schweizerischen Gesandtschaft in Köln, die deutsche Delegation erkundigte sich während der Wirtschaftsverhandlungen, und schliesslich sprach auch der deutsche Gesandte in Bern vor<sup>3</sup>. Es wurde unsererseits jeweils dargetan, dass neben der politischen Beurteilung, die sich unter den gegebenen Umständen der Bundesrat selbst vorbehalten habe, auch gewisse technische Voraussetzungen erfüllt sein müssten. Im besondern sei eine deutsche Bestätigung erforderlich, wonach der Liefervertrag unter Ausschluss von Agenten direkt zwischen den Organen der Bundesrepublik und einer unserer Waffenfabriken abgeschlossen würde. Des weitern müsse die Stellungnahme der Besetzungsmächte abgeklärt werden, angesichts der noch beschränkten Zuständigkeit der Bundesrepublik auf diesem Gebiete. Schliesslich müsse Gewissheit darüber herrschen, dass die Waffen nur zu Defensivzwecken für den Grenz- und Küstenschutz bestimmt seien. Die Bezahlung hätte zudem ausschliesslich in freien Devisen zu erfolgen.

Die Gesandtschaft der Bundesrepublik bestätigte hierauf dem Politischen Departement, dass es sich «um einen unmittelbar zwischen dem Bundesinnenministerium und der Firma Hispano-Suiza abgeschlossenen Vertrag» handle (Note der deutschen Gesandtschaft vom 18. Dezember 1953; Beilage 1)<sup>4</sup>. Als Käufer der Waffen trete direkt das Bundesinnenministerium auf. Diesem sind die Polizeikräfte einschliesslich des Grenz- und Küstenschutzes unterstellt, zu dessen Aufbau die fraglichen Flugabwehrkanonen bestimmt sind. Auch eine nähere Überprüfung durch die Schweizerische Gesandtschaft in Köln hat ergeben, dass die betreffenden Geschütze tatsächlich zu polizeilichen Zwecken und zur Verhinderung von Zollumgehungen (in den Küstengewässern) dienen sollen.

Die deutsche Gesandtschaft brachte dem Politischen Departement ferner zur Kenntnis, dass die Bundesrepublik, die in Rüstungsfragen noch der Aufsicht der Alliierten untersteht, von diesen die Genehmigung zum Ankauf der fraglichen Waffen erhalten hat. Unsere Gesandtschaft in Köln besitzt ausserdem eine vom 31. Oktober 1953 datierte schriftliche Mitteilung des Bundesinnenministeriums, wonach das alliierte militärische Sicherheitsamt in Koblenz sich mit dem Ankauf der 20 mm-Geschütze einverstanden erklärt hat (Beilage 2)<sup>5</sup>.

Schliesslich liegt noch eine Erklärung des Bundesinnenministeriums in Bonn vom 15. Mai 1953<sup>6</sup> vor, wonach die fraglichen Waffen samt Munition

---

3. Es handelt sich um F. Holzapfel. Zu diesen Demarchen von Seiten deutscher Regierungsvertreter vgl. das Schreiben von M. Petitpierre an M. Feldmann vom 22. Dezember 1953, E 2001(E)1969/121/161.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*



ausschliesslich für den eigenen Gebrauch in Deutschland bestimmt sind und unter keinen Umständen zur Wiederausfuhr gelangen (Beilage 3)<sup>7</sup>.

## II.

Bei der politischen Beurteilung gehen wir davon aus, dass im Verhältnis zur Bundesrepublik nunmehr weitgehend geregelte Beziehungen bestehen und auch die aus der Kriegszeit stammenden Fragen, bis auf einige Restgebiete, bereinigt werden konnten. Die Bundesrepublik ist zu unserm Hauptlieferanten nicht nur lebens-, sondern auch versorgungswichtiger Waren geworden. Damit werden wir Westdeutschland auf die Dauer auch von einer Berücksichtigung in unserem Export von Kriegsmaterial nicht ausschliessen können.

Es dürfte ferner feststehen, dass die fragliche Lieferung für an sich normale Bedürfnisse vorwiegend polizeilicher Natur bestimmt ist. Die Befürchtung einer direkten schweizerischen Mitwirkung beim Wiederaufbau einer neuen deutschen Wehrmacht dürfte somit nicht zutreffen. Eine Bewilligung dieses auch zahlenmässig relativ bescheidenen Auftrages kann auch nicht ein Präjudiz für die Zukunft bilden, bleiben wir doch im Einzelfalle zu einer Beurteilung durchaus frei. Selbstverständlich könnte Bonn den fraglichen Auftrag heute ohne weiteres in einem anderen Lande unterbringen. So sehr auch für die Zukunft gegenüber Aufträgen aus Westdeutschland besondere Vorsicht am Platz sein wird, so darf doch auch auf die scharfe Konkurrenz anderer Länder hingewiesen werden; zudem ist unsere zurückhaltende Bewilligungspraxis allgemein bekannt.

Die gegen den Oktogon-Trust eingeleitete Untersuchung dürfte nach Mitteilung der Bundesanwaltschaft noch geraume Zeit andauern. Im vorliegenden Fall dürfte jedoch bereits feststehen, dass der Waffenkäufer, nämlich das Bundesinnenministerium, weder vom Oktogon-Trust noch von einem andern Vermittler, sondern direkt von der Hispano-Suiza kauft und den Liefervertrag bereits direkt mit dieser Genfer Unternehmung abgeschlossen hat. Die Bedenken hinsichtlich einer allfälligen Einschaltung des Oktogon-Trusts, die im vergangenen Jahr zur Ablehnung des Gesuches der Hispano-Suiza geführt haben, sind somit unseres Erachtens nicht mehr gegeben.

Damit, so scheint uns, ist nun der Zeitpunkt für eine Wiedererwägung des Entscheides vom 18. September 1953, bzw. für die Bewilligung der eingangs erwähnten Lieferung von rund 2,9 Millionen Franken nach der Bundesrepublik gekommen.

Wir sind dabei der Auffassung, dass neben dem zur Diskussion stehenden Einzelgeschäft gegebenenfalls auch weitere Gesuche ähnlicher Art, soweit unsere jeweils gestellten Bedingungen vom deutschen Partner akzeptiert und die von uns geforderten schriftlichen Garantien geleistet werden, in begrenztem Ausmasse genehmigt werden sollten. Gesuche dieser Art liegen jedoch zur Zeit nicht vor.

Die Öffentlichkeit wäre durch ein Communiqué zu informieren, in welchem insbesondere zu betonen wäre, dass die Regierung der Bundesrepublik

---

7. *Ibid.*

sämtliche von den schweizerischen Behörden an diese Lieferung geknüpfte Bedingungen angenommen hat (Beilage 4: Entwurf für Communiqué)<sup>8</sup>.

Nach erneuter gründlicher Prüfung beehren wir uns somit, zu beantragen,

- 1) von den vorstehenden Ausführungen sei in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen;
- 2) das vorliegende Geschäft der Hispano-Suiza betreffend 46 Flugabwehrkanonen mit Zubehör und Munition, im Gesamtwerte von rund 2,9 Millionen Franken, zu genehmigen;
- 3) weitere Gesuche dieser oder ähnlicher Art bis auf weiteres jeweils dem Bundesrat durch besonderen Antrag zu unterbreiten;
- 4) das im Entwurf beiliegende Communiqué zu veröffentlichen.

---

8. *Ibid.*

## 90

E 2001-04(-)1970/346/154  
[DoDiS-9581]

*Le Chef de la Division des Organisations internationales du Département politique, P. Micheli, au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES. – DROIT DE VOTE

*Copie*

No AM

[Berne,] 12 mars 1954

Nous recevons de notre Légation à Washington le télégramme ci-joint nous informant que la délégation des Etats-Unis soulèvera la question du droit de vote des Etats non membres mais représentés par des observateurs dans la Commission économique pour l'Europe<sup>1</sup>.

La question est déjà ancienne. Elle a été soulevée régulièrement par l'Union Soviétique, la Pologne et la Tchécoslovaquie au cours des années précédentes. N'étant pas membres des Nations Unies, 8 Etats qui participent aux travaux de la Commission économique pour l'Europe n'y ont pas droit de vote. Ce sont la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie, l'Italie, l'Autriche, la Finlande et la Suisse. Sans doute les pays de l'Europe orientale espéraient-ils renforcer leur position lors des votes puisque quatre de ces huit Etats font partie du camp communiste, alors que sur les quatre autres la Suisse et, dans une certaine mesure, la Finlande et l'Autriche, ne suivraient pas forcément le camp occidental. Leur tentative s'est heurtée à l'opposition des autres pays. Ceux-ci ont fait valoir que le droit de vote était lié à la qualité de membre et qu'il n'était pas justifié en conséquence de l'accorder aux Etats non membres.

---

1. Cf. le télégramme N° 3 du 10 mars 1954. Non reproduit.

Pour notre part, nous avons toujours déclaré que nous ne refuserions pas le droit de vote s'il nous était offert; toutefois, nous ne le demandons pas. Nous considérons en effet pouvoir collaborer utilement avec la CEE même sans l'avoir. Le droit de vote s'exerce d'ailleurs plus sur des questions politiques que techniques et nous serions souvent embarrassés de prendre position si nous avions à le faire. Le problème a été réglé en 1952 en ce sens que le Conseil économique et social a autorisé les comités techniques de la CEE, mais pas la Commission économique elle-même, à accorder le droit de vote aux Etats non membres.

L'initiative actuelle des Etats-Unis est fâcheuse. Les deux solutions qu'elle nous offre comportent chacune des inconvénients. Si les Etats-Unis demandent que la Suisse ait le droit de vote comme l'Italie, nous sommes englobés dans le bloc occidental; si au contraire les Etats-Unis ne font pas mention de la Suisse, nous sommes rejetés dans l'autre bloc. De toute façon, nous risquons d'être dans une position moins indépendante que nous ne l'avons été jusqu'à maintenant. Il me semble que, dans ces conditions, nous devrions chercher à dissuader les Américains de poursuivre leur idée. J'ai préparé à cet effet le projet de télégramme ci-joint que je me permets de soumettre à votre approbation<sup>2</sup>.

---

2. Cf. le télégramme N° 5 du Département politique à la Légation suisse à Washington du 10 mars 1954. Non reproduit.

## 91

E 2001(E)1969/121/89  
[DoDiS-9265]

*Le Professeur J. Graven, au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

L

Addis Abeba, 14 mars 1954

A la fin du mois de novembre dernier, en vue de mon prochain départ pour l'Ethiopie, je vous avais écrit pour vous dire que je me mettais volontiers à la disposition de notre pays si je pouvais lui rendre service par ma présence et ma situation à Addis Abeba<sup>1</sup>.

Vous m'avez répondu<sup>2</sup> aimablement en prenant acte de cette offre et en me disant que vous vous en souviendriez et l'utiliserez au besoin, si l'occasion devait s'en présenter, en dehors de la mission officielle incombant à notre Ministre au Caire et à notre Agent consulaire à Addis Abeba, auxquels vous avez eu la bienveillance de me recommander<sup>3</sup>.

---

1. Cf. la lettre de J. Graven à M. Petitpierre du 23 novembre 1953, E 2001(E)1970/217/121. Le Professeur Graven est appelé par le Gouvernement impérial d'Ethiopie comme jurisconsulte pour rédiger le Code pénal et le Code de procédure pénale.

2. Cf. la réponse de M. Petitpierre à J. Graven du 28 novembre 1953, *ibid.*

3. Cf. la lettre de M. Petitpierre à B. de Fischer du 28 novembre 1953, *ibid.*

Je les ai vus tous deux en effet, et n'ai eu qu'à m'en féliciter. M. le Ministre de Fischer, que j'ai vu lors d'un détour d'Alexandrie à Port-Saïd, m'a accueilli avec beaucoup de courtoisie, dans sa demeure où sa classe et son goût font vraiment honneur à notre pays. Il a pu me préparer à mon séjour à Addis Abeba, me donner des renseignements qui m'ont été précieux, me mettre au courant de certains problèmes intéressant notre pays et la colonie suisse ou la situation de certains ressortissants suisses en Ethiopie, problèmes dont il me serait peut-être donné de trouver les éléments d'une solution juridique opportune. Après cette entrevue, je désirais vivement revoir M. de Fischer lors de sa venue espérée à Addis Abeba, ce printemps, avant son départ du Caire pour son nouveau poste.

Ici, après mon arrivée, j'ai rencontré plusieurs fois notre agent M. Nicod, et j'ai eu avec lui des conversations approfondies, tout à fait libres et confiantes, sur la situation de notre pays et des Suisses en Ethiopie. J'ai pu me rendre compte que M. Nicod connaît à fond le pays, ses mœurs et ses problèmes, qu'il a beaucoup observé et réfléchi, qu'il est plein de bon sens, de patriotisme et de dévouement, et qu'on peut placer en lui toute la confiance dont M. le Ministre de Fischer m'avait prévenu qu'il était digne.

Ainsi préparé et instruit, j'ai observé et écouté moi-même, depuis le début du mois de février où je suis arrivé à Addis Abeba. J'ai eu le privilège aussi d'être reçu en audience privée, assez longuement, tour à tour par S. M. l'Empereur<sup>4</sup> et par S. E. le Ministre de la Plume (Chancelier impérial) et Ministre de la Justice. Tous deux m'ont parlé avec beaucoup de confiance, et avec beaucoup d'intérêt, d'estime et de sympathie pour la Suisse, et pour l'œuvre de progrès qu'un nouveau Suisse (après Ilg<sup>5</sup>) venait accomplir en Ethiopie.

S. M. l'Empereur aussi bien que S. E. le Ministre de la Plume ont bien voulu me faire part de leur désir de voir se développer toujours plus les relations amicales entre nos deux pays. J'ai la conviction qu'un courant nouveau de relations et d'échanges, à l'avantage de nos deux pays, est non seulement possible et très désirable, mais urgent. Je crois savoir que notre Agent consulaire, M. Nicod, s'est prononcé plus d'une fois dans le même sens, et que M. le Ministre de Fischer était arrivé à la même conviction.

J'espérais pouvoir m'entretenir ouvertement avec ce dernier à ce sujet, lors de son prochain voyage d'adieu, à l'intention de son rapport au Conseil fédéral, et lui ai fait part de mon intention. Mais je viens d'apprendre, ces jours derniers, de M. Nicod, que M. de Fischer allait bientôt quitter son poste et ne pourrait sans doute venir à Addis Abeba. On n'a pas su me dire si son successeur était déjà désigné, ou quand il le serait.

Ce sont les raisons pour lesquelles, M. le Conseiller fédéral, je me permets de vous écrire en me référant à notre correspondance de novembre, convaincu que ma démarche est opportune et nécessaire, et peut être utile à mon pays.

---

4. *Empereur Hailé Sélassié 1<sup>er</sup>.*

5. *Il s'agit d'Alfred Ilg, ingénieur thurgovien, appelé en 1878 comme conseiller par l'Empereur Ménélik II. Cf. DDS, vol. 10, N° 79.*

Je suis obligé de vous dire ma conviction que celui-ci pourrait jouer un rôle important très heureux dans le développement actuel de l'Ethiopie, qui est en plein essor. Je crois qu'on ne s'en rend pas compte suffisamment en Suisse, où – restés sous l'impression d'articles tendancieux et superficiels au moment de la guerre et de l'occupation italiennes – on ne sait pas ce qu'est l'Ethiopie nouvelle, quels sont ses efforts d'équipement et de transformation modernes, l'enthousiasme de sa jeunesse intellectuelle, et les immenses possibilités d'avenir qu'offre ce grand pays riche et salubre.

D'autres le savent. A côté des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, bien présentes et qui développent à qui mieux mieux leur influence, la Suède et, tout récemment, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, la Yougoslavie, font un effort dont je vois l'ampleur et l'effet sous mes yeux. Légations et visites officielles, propagande politique, militaire, culturelle, touristique et économique, films, revues, etc., tout est mis en œuvre pour conquérir une place solide dans cette lutte d'influence et d'intérêts.

La visite du général Dapcevic, envoyé spécial du maréchal Tito, en Ethiopie, les manifestations récentes qui ont eu lieu à cette occasion, les déclarations officielles échangées, le personnel yougoslave resté ici, ne laissent pas de doutes sur la compréhension que les autres pays manifestent pour l'avenir de leurs intérêts en Ethiopie, et sur les sacrifices qu'ils lui consentent. Je viens d'être témoin aussi de l'influence de la Suède dans le domaine de l'équipement des communications téléphoniques du pays, où les offres suisses, faute d'appuis assez forts et tenaces, sont évincées malgré leur valeur.

Car la Suisse reste malheureusement tout à fait en dehors de ces efforts et de cette compétition officiels. Elle a des capitaux, des industries d'exportation réputées et prospères, une technique avancée, une économie agricole, viticole et forestière qui pourrait trouver ici son emploi, aussi bien que les Pays-Bas sont en train de le faire dans l'industrie sucrière. Notre travail et notre main d'œuvre ont une qualité universellement reconnue; elle pourrait, dans de nombreux domaines, trouver des débouchés d'avenir. Il faudrait organiser des échanges systématiques, envoyer ici les meilleurs de nos compatriotes désireux de s'expatrier et de trouver du travail, les aider et les appuyer efficacement: spécialistes de l'enseignement, pour lequel l'Ethiopie fait un effort magnifique, représentants de nos industries, monteurs-électriciens, mécaniciens, horlogers, chefs de coopératives agricoles, ingénieurs, etc.

C'est pourquoi, arrivé aux mêmes conclusions que notre Agent consulaire ici, et ne pouvant plus m'en ouvrir à notre Ministre au Caire, comme je me le proposais, je crois de mon devoir de vous avertir que quelque chose doit absolument être fait pour nos intérêts, de manière neuve et hardie, avant que ce soit trop tard. L'observateur qui se trouve sur place n'aurait pas de peine à faire des suggestions utiles, et je ne doute pas que notre Agent, M. Nicod, en ait déjà faites, conformément à son devoir. Il m'a paru avoir des idées, et des idées fort justes.

La presse et le public suisse devraient d'abord être plus exactement informés de la situation réelle, et abandonner leur indifférence ou leurs préjugés. L'Ethiopie moderne est un grand pays d'avenir, et non un sujet d'his-

toires ou de plaisanteries plus ou moins saugrenues, et peu avisées. Un bulletin régulier d'informations sûres et précises ne serait pas difficile à mettre sur pieds.

Il existe d'autre part, sur le papier, un «Institut de recherches géographiques et géologiques pour l'Afrique orientale», avec siège à Addis Abeba, et un programme intelligent de travail et d'influence. Il se propose précisément de bien faire connaître l'Ethiopie et ses ressources, et de favoriser les contacts et les échanges avec elle. Son Secrétaire général et animateur est un Suisse, M. Louis Roubaty, ancien fonctionnaire au Département de l'Economie publique à Berne, employé de banque à Fribourg, domicilié à Villars-sur-Glâne. M. Paul Rossy, membre de la Direction de la Banque nationale Suisse, à Berne, le connaît et pourrait répondre de lui. Cet effort et ce programme devraient être connus, aidés, encouragés.

Il serait sans doute heureux aussi qu'au Caire, M. le Ministre de Suisse trouvât, aussi rapidement que possible, un successeur aussi clairvoyant et qualifié que lui, qui prît sans tarder contact avec les autorités éthiopiennes, s'intéressât réellement à ce pays, à ce qui se fait de nouveau et d'important ici, à l'avenir de nos relations et de nos intérêts.

On peut même se demander, on doit se demander, devant le nombre et l'importance des ambassades et légations qui s'ouvrent ici, si notre plus que modeste Agence consulaire ne devrait pas être transformée, et bientôt, en un poste diplomatique plus important, ce qui pourrait entraîner la création d'une légation éthiopienne à Berne aussi. Notre Agent, M. Nicod, a fait et fait tout ce qu'il peut, il se dévoue sans compter. Mais c'est sur un plan supérieur qu'il faudrait maintenant agir et défendre nos intérêts. La protection serait alors plus efficace; notre influence, plus grande; le courant désirable, plus puissant et plus méthodiquement organisé.

Des expositions suisses, de livres et de produits, des journaux suisses avec des chroniques appropriées, un peu de propagande, culturelle (pour nos hautes écoles et nos universités), touristique, économique, industrielle (pour nos industries d'exportation, des machines), serait très recommandable et pourrait avoir de très bons effets pratiques.

L'heure est favorable. La cote de la Suisse, pays pacifique, avancé dans le progrès et les institutions sociales, dont personne n'a rien à redouter mais tout à attendre, et qui ne peut être suspect de «colonialisme» et porter ombre à la légitime susceptibilité nationale éthiopienne, – cette cote est enviable. Un développement des relations, une meilleure connaissance réciproque, sont désirés. Non seulement j'en ai reçu directement l'assurance en très haut lieu, mais j'ai pu me convaincre des possibilités existantes, et recevoir un témoignage de ce désir. On souhaite une législation, une organisation, des institutions analogues, dans la mesure du possible, à celles de notre pays. Nos universités sont estimées, et je crois avoir obtenu déjà que la prochaine promotion juridique du Collège universitaire, destinée à fournir les ministres, chefs de cabinet, juges et avocats de demain et à appliquer la nouvelle législation que nous élaborons, soit envoyée non pas à Paris ou à Montréal (comme il en était question), mais en Suisse, à Genève. Ce serait une amorce et une promesse dont le sens ne saurait tromper.

Enfin, M. le Conseiller fédéral, puis-je me permettre d'exprimer une dernière impression, qui répond à ma conviction. Le sujet est délicat, mais j'espère, à cause de son actualité et de son importance, que vous me pardonneriez d'y faire allusion.

Tout le monde parle naturellement ici du prochain voyage de S. M. l'Empereur aux Etats-Unis et en Europe. Je sais que le Ministère des Affaires étrangères le prépare activement. Et je crois savoir que, alors que S. M. Hailé Sélassié doit voir la France, la Suède, la Grèce et la Yougoslavie, s'arrêter notamment à Paris et y être reçue officiellement, il paraîtrait un peu étrange qu'aucun geste, aucune invitation de courtoisie ne vienne de Berne, et que S. M. l'Empereur traverse peut-être la Suisse (où il possédait une propriété et a vécu), sans s'y arrêter pour une brève visite officielle.

Je vous avouerai que, spontanément et sans nous être consultés, notre Agent consulaire et moi-même, au vu de l'intérêt que suscitent ici les prochains déplacements de l'Empereur, et de l'importance qu'on leur donne dans la presse, le public et les ministères, nous sommes arrivés à la même conviction, qu'un vœu exprimé dans le sens d'une visite dans notre pays aurait les plus heureux échos et ne pourrait que servir notre prestige et nos intérêts<sup>6</sup>.

Je vous demande encore la permission, M. le Conseiller fédéral, de vous parler aussi librement, sans avoir, pour le faire, d'autre qualité que mon patriotisme, mon poste d'observateur bien placé, et la situation que j'occupe ici. Je ne le fais, encore une fois, que faute d'avoir pu suivre la filière normale et m'en ouvrir à M. de Fischer comme j'espérais être en mesure de le faire prochainement, et le fais pour votre seule information sûre et directe. Vous ferez naturellement de ces observations ce que bon vous semblera. Je serais heureux qu'elles corroborent les rapports officiels de notre Agence consulaire et de notre Légation, qu'elles ne soient pas inutiles, et qu'elles appuient et facilitent les efforts et la tâche de nos hautes autorités fédérales dans le domaine de notre politique extérieure.

PS. Cette communication étant personnelle et directe et ne vous étant pas transmise par la voie officielle, je l'adresse, pour des raisons de discrétion et de sûreté naturelles, par pli fermé à mon frère, M. Fernand Graven, à Bâle, qui vous la transmettra.

---

6. La suggestion de J. Graven conduit le Département politique à faire des démarches pour inviter l'Empereur. La visite a lieu du 25 au 28 novembre 1954, E 2001(E)1970/217/79.

E 2300(-)/9001/410  
[DoDiS-9016]

*Le Ministre de Suisse à Rome, E. Celio,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

COMMENTAIRES SUR LE PRÊT BANCAIRE ITALO-SUISSE<sup>1</sup>

RP N° 11 Confidentiel

Rome, 18 mars 1954

La nouvelle des négociations bancaires qui eurent lieu à Bâle entre le Gouverneur de la Banque d'Italie<sup>2</sup> et le groupe du Bankverein<sup>3</sup>, du Crédit Suisse et de l'Union de Banques Suisses est mise en grand relief dans la presse italienne. Quelques journaux parlent même de prêts faits «de la Suisse à l'Italie». D'autres, par contre, plus précis parlent «d'un prêt de banques suisses effectué à l'Institut central italien pour le crédit aux moyennes entreprises».

Ces nouvelles ont eu partout un écho très favorable, mais spécialement dans les *milieux américains* de la capitale, à commencer par l'Ambassade des Etats-Unis. On a voulu reconnaître dans cette opération bancaire un acte de confiance accompli vis-à-vis de l'Italie de la part des milieux suisses qu'on se plaît à définir «posés et réalistes». Le fait que notre pays voisine avec l'Italie confère, dit-on, une signification et une autorité particulière à l'opinion qu'a la Suisse à l'égard de l'Italie. Quelqu'un me faisait même observer que le crédit accordé par le cartel des trois banques suisses à l'Institut central du crédit moyen aura pour effet de rétablir un jugement plus serein et objectif dans les milieux politiques et bancaires américains en faveur de l'Italie. Dans ces milieux américains, on avait fait courir des bruits exagérés et non désintéressés d'une probable prise de pouvoir communiste en Italie: ce qui avait créé de sérieuses appréhensions à l'égard de la Péninsule.

Au Palais Chigi, on a salué l'opération avec beaucoup de satisfaction, et pour les raisons politiques exposées ci-dessus, et parce qu'elle permettra à l'Italie – me disait le Ministre Magistrati – de continuer sa politique économique de libéralisation. A cette occasion, il est prévu, en effet, que le transfert du montant total du prêt sera effectué directement à l'Union européenne de paiements en réduction de la dette italienne qui, au lieu de diminuer ces derniers temps, a augmenté. Par ce versement de 100 millions de francs suisses, la dette italienne envers l'Union européenne de paiements sera proportion-

---

1. Il s'agit d'un prêt de 100 millions de francs accordé à l'Institut central italien pour le crédit aux moyennes entreprises (*Mediocredito*) par un consortium de banques suisses regroupant la Société de Banque Suisse, le Crédit Suisse et l'Union de Banques Suisses. Le prêt est garanti par l'Etat italien dans le cadre d'un accord de consolidation des créances suisses envers l'UEP. Sur cette opération, cf. E 2001(E)1969/121/293 et E 2001(E)1970/217/474. Sur les conditions du prêt, cf. la Notice sur un entretien du 26 février 1954 entre MM. Türler et Schweizer de la Société de banque suisse et MM. Rossey et de Graffenried relative à l'opération de crédit bancaire à l'Italie par l'UEP du 27 février 1954, E 6100(B)1972/96/19 (DoDiS-9496).

2. D. Menichella.

3. La Société de Banque Suisse.



nellement réduite: ce qui signifie que l'Italie commercera sous le régime de la pleine ou presque pleine libéralisation, sur les marchés internationaux, à son propre avantage (*mais aussi pour notre profit*).

En ce qui concerne les impressions fournies par la presse italienne, je me limite à extraire deux passages de deux journaux, l'un, politique, l'autre, spécialisé dans l'information industrielle, commerciale et financière: «*Il Tempo*», de Rome, publie ce qui suit: «Cet emprunt est le premier que l'Italie a effectué en dehors de la sphère nord-américaine, ce qui démontre que quelques fruits ont été recueillis dans la poursuite d'une politique monétaire honnête, de devises en ordre, du respect des contrats. Notre pays n'a qu'à continuer dans la voie du bon sens et de l'honnêteté qu'il s'est tracée.»

«*Il Sole*», de Milan, après avoir posé diverses questions en ce qui concerne la garantie partielle en or du prêt, le taux de l'intérêt que l'on ne connaît pas encore et d'autres problèmes de nature technico-financière, écrit ceci en manière de conclusion: «Outre à démontrer une certaine solidarité européenne, l'opération dont il s'agit, selon l'avis de certains financiers, tout en faisant son chemin à travers mille difficultés, prouve indubitablement que la menace de bouleversements sociaux dans notre pays n'est pas à prévoir pour le moment. Ces techniciens ont même confiance dans notre capacité de développement, de réorganisation et d'équilibre politique. Nous en prenons acte non sans quelque satisfaction.»

[...]⁴

---

4. La suite du rapport aborde certains aspects de la politique intérieure italienne liés à la constitution d'un nouveau gouvernement par M. Scelba.

### 93

E 2001(E)1969/121/229  
[DoDiS-9435]

*Le Ministre de Suisse à Londres, H. de Torrenté,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

#### CONFÉRENCE DE GENÈVE

R

Londres, 25 mars 1954

C'est à nouveau sur Genève qu'a porté mon entretien de ce jour avec Mr. Denis Allen, Sous-Secrétaire d'Etat adjoint au Foreign Office, qui accompagnera Mr. Eden à la Conférence asiatique<sup>1</sup>. J'ai l'honneur de vous communiquer ci-après les informations que j'ai recueillies à cette occasion.

---

1. La Conférence asiatique de Genève a lieu du 26 avril au 21 juillet 1954. Sur le déroulement de la Conférence, cf. les entretiens à Berne de M. Petitpierre avec les différents représentants des pays participants. Avec J. Luns, Ministre hollandais des Affaires étrangères le 12 mai 1954, E 2800(-)1967/59/20 (DoDiS-9521); avec W. Molotov, Ministre russe des Affaires étrangères le 28 mai 1954, N° 104 dans le présent volume; avec W. Smith, Sous-Secrétaire

### 1. Organisation de la Conférence.

a) Vu la difficulté de régler par correspondance les questions d'organisation et d'administration, le Foreign Office a jugé préférable que les pays intéressés envoient sur place des représentants qui doivent s'entendre entre eux et avec les autorités fédérales et genevoises. Londres a donc délégué à Genève un expert, le lieutenant-colonel A. H. Virgin, «Assistant of the Conference and Supply Department» au Foreign Office, qui a déjà collaboré à l'organisation de la conférence de Berlin<sup>2</sup>.

Le Foreign Office a suggéré aux Américains d'envoyer également un agent à Genève. Washington a accepté cette suggestion, ainsi qu'une proposition d'inviter les Russes à faire de même. Une demande identique a été adressée à Paris.

b) Dans un échange de notes entre l'ambassadeur Bohlen et Kuznetsov, Moscou a accepté que la conférence ait lieu au Palais des Nations et que l'on use de l'équipement technique existant. En ce qui concerne le recours au personnel qualifié du Palais, les Russes ont simplement ignoré la question qui leur était posée. Selon A., il est néanmoins évident qu'ils ne veulent pas utiliser ce personnel. Ce refus peut être inspiré par les Chinois, ainsi qu'on l'a suggéré, mais il vient également des Russes qui, en principe, ne veulent pas de secrétariat commun. A. me rappelle en effet qu'à Berlin, deux secrétariats ont fonctionné parallèlement, les Russes ayant amené leurs propres agents. A Genève, il faudra donc envisager également deux secrétariats: l'un pour les pays non communistes, c'est-à-dire pour tous ceux qui acceptent un secrétariat commun, l'autre organisé par les Soviets. A Berlin, ces derniers ont pratiquement utilisé, après contrôle, les traductions rédigées par le secrétariat des Occidentaux. Mais, théoriquement, les travaux auraient dû être faits à double.

En bref, l'accord n'existe aujourd'hui entre les puissances invitantes que sur le choix du Palais et sur la «simultaneous interpretation», c'est-à-dire la traduction libre en trois langues qui suit immédiatement chaque discours.

c) Au cours d'une réunion qui a eu lieu à Washington le 22 mars, les représentants des trois puissances occidentales ont discuté des questions d'administration et de procédure. Une nouvelle réunion groupe aujourd'hui les représentants des seize puissances intéressées à la Corée.

### 2. Les Participants.

Un seul pays, l'Afrique du Sud, a décliné l'invitation qui lui avait été adressée. Le Luxembourg et l'Éthiopie n'ont pas encore répondu.

### 3. Attitude de la Corée du Sud.

a) Selon A., le Président Rhee n'a pas encore décidé de prendre part à la Conférence. A défaut d'une solution pacifique, il s'obstine à envisager l'uni-

---

*d'Etat américain le 18 juin 1954, ibid. (DoDiS-9530); avec le Prince Wan, Ministre thaïlandais des Affaires étrangères le 24 juin 1954, ibid. (DoDiS-9531); avec J. Chauvel, Ambassadeur de France à Berne, le 1<sup>er</sup> juillet 1954, ibid. (DoDiS-8616).*

*2. La Conférence de Berlin à lieu du 25 janvier au 18 février 1954.*

fication du pays par la force et argumente encore avec les Etats-Unis, exigeant que ceux-ci s'engagent à l'aider à unifier la Corée par les armes ou dotent la République de Corée d'une armée qui pourrait se passer d'aide «if peaceful efforts fail». Ce n'est, affirme Rhee, que si l'une de ces conditions est remplie que la Corée du Sud sera présentée à Genève. Cette conclusion ne serait pas aussi certaine et définitive qu'il y paraît; A. reste convaincu que le Président participera à la conférence.

b) Les Américains font preuve en l'occurrence d'une grande prudence et évitent de contracter de nouveaux engagements envers la Corée du Sud. Rhee affirme qu'il a reçu l'assurance du State Department «that the U. S. will walk out with South Corea after 90 days if the Communists appear to be using it solely as a propaganda sounding board». Cette promesse, que les Etats-Unis avaient faite en vue de la Conférence politique de Panmunjom, a en effet été renouvelée à propos de celle de Genève. Mais les Américains n'y attachent guère d'importance, car ils se réservent de décider eux-mêmes de l'opportunité de quitter la conférence.

c) D'autre part, Washington n'admet pas à l'encontre de Rhee que la conférence soit «of two sides rather than a round table conference». Il estime comme le Foreign Office que Genève doit être une «round table conference».

d) Rhee redoute surtout les conversations de couloir où la question coréenne, mêlée à d'autres problèmes qui lui sont étrangers, servirait de monnaie d'échange en vue de la conclusion d'un «general bargain»; ou que Washington fasse subrepticement des concessions aux frais de la Corée en échange de certaines assurances concernant l'Indochine par exemple.

e) En bref, les Coréens du Sud sont persuadés que la conférence de Genève ne leur vaudra aucun avantage. A les entendre, l'unification pacifique de la péninsule est irréalisable; ils cherchent donc à obtenir dès maintenant des Américains de nouvelles garanties. Ceux-ci se bornent à répondre qu'ils se refuseront à Genève à tout marchandage. Mais A., rendu prudent par le précédent de Berlin, préfère réserver son jugement sur ce point<sup>3</sup>.

#### 4. *L'Indochine.*

a) Il est très difficile de se représenter comment le conflit indochinois pourrait, à Genève, être résolu d'une manière favorable pour la France<sup>4</sup>. Selon le Foreign Office, ce problème ne peut être avantageusement réglé que par une victoire militaire des Français. Il y a quelques semaines, lorsque le Général Navarre exposa ses plans, l'on nourrissait encore quelque espoir à ce sujet. Aujourd'hui, Paris semble lui-même admettre qu'un succès spécifiquement militaire n'est guère possible.

b) Mon interlocuteur envisage donc deux possibilités:

1) négocier uniquement avec la Chine et chercher à obtenir qu'elle cesse d'aider le Viet Minh en payant son abstention d'un siège à l'ONU, par exemple.

3. Sur les résultats de la Conférence, cf. la lettre de A. Lindt à P. Micheli du 7 décembre 1954, E 2001(E)1969/121/229 (DoDiS-9534).

4. Cf. l'entretien entre M. Petitpierre et J. Chauvel du 23 juillet 1954, E 2800(-)1967/59/20 (DoDiS-9533).

Les Chinois chercheront sans doute à minimiser leur participation à la guerre en la comparant à l'intervention massive, financière et technique, de l'Amérique.

2) Si cette voie se révélait impraticable, à cause de l'opinion publique américaine et du refus des Etats-Unis de faire à la Chine une quelconque concession, la France devra négocier avec Ho Chi Minh. Dans ce cas, elle sera sans doute confrontée avec la nécessité d'abandonner au Viet Minh une grande partie de l'Indochine.

En résumé, toute négociation comportera d'importantes concessions à la Chine ou au Viet Minh, ou à tous les deux.

La Grande-Bretagne souhaite tout naturellement que l'on s'en tire avec un minimum de sacrifices. Mais si des sacrifices sont inévitables, elle préférerait la première éventualité, c'est-à-dire que l'on négociait avec la Chine. Londres ne saurait en effet perdre de vue ses propres intérêts en Malaisie.

c) Les Trois Grands échangeront leurs vues sur ces problèmes avant la conférence, dès que Paris ne sera plus absorbé par ses négociations avec le Viet Nam.

Des décisions qui interviendront sur la tactique à suivre dépendront les invitations à prendre part aux discussions de Genève sur l'Indochine.

Si l'on recherche un accord avec Pékin, il ne serait en sommes pas indispensable d'inviter tous les pays intéressés, bien qu'il soit difficile d'ignorer le désir des «pays associés» de prendre part à la Conférence.

Mais comment invitera-t-on Ho Chi Minh et Bao Dai? Cette question devra également faire l'objet d'un examen attentif.

d) Il n'y a guère de chances que les Etats-Unis acceptent de reconnaître la Chine communiste. Dans l'esprit des Américains, la reconnaissance du gouvernement de Pékin est liée sur le plan sentimental à l'affaire de Corée; elle ne peut donc être envisagée que si cette dernière est effectivement réglée. Au surplus, l'Amérique ne peut guère renier ses engagements à l'égard du Président Rhee.

Resterait encore, comme monnaie d'échange, la question de Formose. Les Américains pourraient dire: «Nous refusons d'abandonner Formose à la Chine communiste; en revanche, nous sommes prêts à garantir que l'île ne servira pas de base d'attaque contre le <main land>.»

«Tout cela serait fort bien», conclut A., «mais les Communistes refuseront de se fier aux assurances américaines tout comme ils refusent de croire au caractère exclusivement défensif du NATO.»

Quoi qu'il en soit, la Grande-Bretagne serait heureuse de voir les USA reconnaître la Chine de Pékin, surtout si cette reconnaissance devait avoir pour contrepartie des avantages réels.

e) Si Nehru n'a pas exprimé le désir de venir à Genève, il n'en porte pas moins un intérêt aux préliminaires de la conférence. Selon mon interlocuteur, il y aurait en outre quelque chose de troublant dans le «timing» de ses attaques contre la France et le Portugal à propos de leurs comptoirs indiens. Peut-être Nehru se dit-il que, si la France est contrainte à abandonner l'Indochine, elle pourrait tout aussi bien se retirer de l'Inde.

5. *Relations anglo-chinoises.*

Mr. H. Trevelyan, Chargé d'Affaires britanniques en Chine communiste, participera à la conférence de Genève. Le Foreign Office compte que sa présence à ces négociations renforcera sa situation à l'égard des membres du gouvernement de Pékin qui l'ont traité jusqu'à présent avec la même désinvolture que son prédécesseur Sir Lionel Lamb.

94

E 2001(E)1969/121/66

[DoDiS-9042]

*Der schweizerische Gesandte in London, H. de Torrenté,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

DEUTSCHLAND

S

London, 31. März 1954

Mein erster Mitarbeiter<sup>1</sup> hatte heute Gelegenheit, sich mit Mr. Warner, Assistant Head of the Central Department im Foreign Office, über die Gewährung der vollen Souveränität an die Deutsche Demokratische Republik durch die Sowjetunion zu unterhalten. Unser Gewährsmann zeigte sich in seinen Äusserungen zurückhaltend. Er wies darauf hin, dass die neue Situation von den Westmächten gegenwärtig noch geprüft werde, und dass er sich darum darauf beschränken müsse, mehr einen allgemein gehaltenen ersten Eindruck als eine abgewogene Beurteilung der Lage zu vermitteln.

W. sagte, dass der russische Schritt für das Foreign Office nicht besonders überraschend kam. Die Sowjetregierung verfolgt die Politik, der Ostdeutschen Regierung soviel wie möglich den Rücken zu stärken. Sie versucht gleichzeitig, die öffentliche Meinung in Westdeutschland propagandistisch zu beeinflussen und sie beabsichtigt ferner, den Westmächten durch Schaffung neuer Situationen Schwierigkeiten zu bereiten.

Zum ersten Punkt ist zu sagen, dass der Kreml durch seinen Entscheidenden Menschen kaum Sand in die Augen zu streuen vermag. Auch die Verleihung der Souveränität kann nicht darüber hinweg täuschen, dass sich für die Regierung Grotewohl – Ulbricht in Tat und Wahrheit wenig ändert. Ihr neuer Status befreit sie nicht vom russischen Einfluss. Sie hat nicht mehr Handlungsfreiheit als sie bisher besass.

Wenn man sich dies vor Augen hält, so findet man, meint unser Gesprächspartner, die westdeutsche Reaktion auf den russischen Schritt zunächst recht erstaunlich. Es macht bei oberflächlicher Analyse in der Tat den Anschein, als ob die öffentliche Meinung in Deutschland dadurch stark beeindruckt worden wäre. Man tut so, als ob die Sowjetregierung den Westmächten einmal mehr die Initiative entrissen hat, indem sie der Regierung der DDR gewährte, was die Westmächte der Regierung Adenauers noch immer vor-

1. E. Bernath.

enthalten. In Wirklichkeit ist es aber nicht die russische Geste an sich, die den Westdeutschen imponiert. Sie hat vielmehr nur den Anstoss dafür gegeben, dass eine längst bestehende Unzufriedenheit sich jetzt durch scharfe Kritik bemerkbar macht, die bisher mit erstaunlicher Geduld zurückgehalten wurde. Es ist die Unzufriedenheit darüber, dass die Verträge von Bonn und Paris wegen der französischen Unfähigkeit, ihre Bedenken gegen die Europäische Verteidigungsgemeinschaft zu überwinden, noch immer nicht in Kraft gesetzt werden konnten.

Der Amerikanische Hochkommissar in Bonn hat auf diesen Punkt in seiner Rede vom letzten Samstag hingewiesen, in der er andeutete, dass das Junktim zwischen der westdeutschen Souveränität und der EVG unter Umständen fallen gelassen werden muss, wenn die Ratifizierung durch Paris und Rom noch lange auf sich warten lässt. Mr. Conant ist nicht der einzige, der die Berechtigung der deutschen Ungeduld erkannt hat. Unser Gesprächspartner betont dies, ist im übrigen aber sehr zurückhaltend mit seinem Kommentar zu dieser Rede, die offenbar ohne vorherige Fühlungnahme mit dem Britischen Hochkommissar gehalten wurde. Er weist lediglich darauf hin, dass die Verträge von Bonn und Paris nach wie vor als ein Ganzes betrachtet werden müssen, und dass die Chancen für eine Ratifizierung durch das Französische Parlament sicher nicht steigen, wenn man im gegenwärtigen Augenblick mit dem Gedanken einer eventuellen Trennung der Verträge spiele.

Man ist sich in London im übrigen darüber im klaren, dass die Verleihung der Souveränität an die DDR alle möglichen praktischen Auswirkungen haben wird, die neue Komplikationen für die Westmächte in sich schliessen. Welcher Art sie sein werden, wie man ihnen begegnen muss, ist gemäss unserem Gesprächspartner noch zu wenig abgeklärt. Die alliierten Hochkommissare sowie die zivilen und militärischen Amtsstellen der Westmächte in Deutschland verfolgen die Entwicklung mit aller Aufmerksamkeit. Das vorläufig an alle Behörden ausgegebene «mot d'ordre» lautet: Nichts unternehmen, was die Haltung der westlichen Regierungen zu präjudizieren geeignet ist.

Eine erste Auswirkung zeigt sich hinsichtlich der Erteilung der Visa zur Durchquerung der ostdeutschen Zone, um Berlin zu erreichen. Unser Gewährsmann bemerkt hierzu, dass die rechtliche Basis für die Beamten der westlichen Besatzungsmächte absolut klar sei. Der freie Zugang zu den westlichen Zonen Berlins müsse aufrecht erhalten werden und es könne nicht davon die Rede sein, für diese Beamten oder Militärpersonen Visa von den ostdeutschen Behörden zu verlangen. Man habe lediglich deshalb bisher davon abgesehen, bei der sowjetischen Besatzungsmacht zu protestieren, weil die russische Haltung in dieser Angelegenheit noch keineswegs festzustehen scheint. Wenn sich zeigen sollte, dass die Sowjetbehörden auf die Einholung ostdeutscher Visa bestehen, um die Westmächte zu zwingen, wenigstens für diesen Zweck Beziehungen zu den Behörden der DDR aufzunehmen, so werde man mit aller Schärfe darauf reagieren.

W.[arner] fügte hinzu, dass die britischen Behörden in Berlin auch mit unserer Delegation in ständigem Kontakt stehen. Man gebe sich in London

aber Rechenschaft, dass die Lage für uns nicht die gleiche sei wie für die ehemaligen Gegner Deutschlands<sup>2</sup>.

*2. Zur schweizerischen Haltung gegenüber der Souveränität der DDR vgl. Nr. 96 in diesem Band.*

## 95

E 2001(E)1970/217/407

[DoDiS-9344]

*Le Chargé d'affaires de Suisse à Pretoria, J. de Rham,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

L

Ville du Cap, 5 avril 1954

Un concours de circonstances, fortuites je crois, nous a valu une sorte de semaine suisse à la Ville du Cap. Ce fut tout d'abord la visite de MM. Aschinger et Hafter, correspondants de la «Neue Zürcher Zeitung», suivie de près par celle de M. A. C. Nussbaumer<sup>1</sup>, directeur général de la Société de Banque Suisse, qui provoquèrent une publicité, fort bienveillante dans l'ensemble et qui ne manquera pas, j'en suis certain, d'avoir des conséquences heureuses en ce qui concerne les relations entre les deux pays.

Ces visites, en effet, venant aussitôt après l'annonce dans la presse d'un nouvel emprunt que le gouvernement sud-africain avait conclu en Suisse<sup>2</sup>, ont suscité un intérêt tout particulier et M. Nussbaumer a su profiter au maximum de cette atmosphère, avant tout certainement pour l'accomplissement du mandat dont il est chargé de la part des banques suisses qu'il représente et sur lequel je n'ai pas à me prononcer ici, mais également pour discuter d'autres questions d'importance générale qui nous intéressent tout spécialement.

Je dois dire d'emblée que M. Nussbaumer, que je connaissais personnellement depuis bien des années, s'est montré tout ce qu'il y a de plus loyal à l'égard de la légation et m'a tenu au courant des conversations extrêmement intéressantes qu'il a eues tant avec le Dr Malan, qu'avec différents ministres d'Etat, nombre de personnalités sud-africaines: financiers et économistes etc. De mon côté, je me suis bien entendu efforcé de lui faciliter la tâche dans la mesure du possible et à l'occasion d'une réception que nous avons organisée lors de son passage, M. Nussbaumer a eu loisir de rencontrer nombre de personnalités de premier plan, ce dont il se montra fort satisfait. Il pensa également à prendre contact avec la colonie suisse en invitant à un déjeuner une quinzaine de nos compatriotes hommes d'affaires, à qui il exposa brièvement l'objet de son voyage en Afrique du Sud, tout en leur fournissant nombre de renseignements très intéressants sur des points qui l'intéressaient spécialement.

1. Cf. N° 99 dans le présent volume.

2. Cf. DDS, vol. 18, N°s 14 (DoDiS-8771), 15 (DoDiS-7361), 78 (DoDiS-8773) et 129 (DoDiS-8770), ainsi que la lettre de la Banque nationale suisse au Département des Finances et des Douanes du 17 octobre 1952, E 6100(B)1972/96/19 (DoDiS-9455).

Bref, la visite de M. Nussbaumer a incontestablement été un grand succès pour la Suisse. Il est clair que la presse afrikaans a cherché à démontrer que si les milieux financiers suisses avaient aujourd'hui confiance dans l'Afrique du Sud, c'était grâce à la politique actuelle du gouvernement! C'est de bonne guerre, mais je ne serais nullement surpris que la presse d'influence anglaise réagisse contre l'accueil réservé à M. Nussbaumer du côté nationaliste, ceci d'autant plus que les capitalistes anglais sont un peu jaloux de l'influence que la Suisse pourrait exercer sur le marché des capitaux sud-africains, et que d'autre part, M. Nussbaumer a ici ou là fait quelques remarques au sujet de certaines méthodes anachroniques encore en usage et qui favorisent nettement les fournisseurs britanniques.

Les diverses questions examinées par M. Nussbaumer feront sans doute l'objet de rapports spéciaux adressés aux services compétents. Je crois cependant utile de mentionner brièvement quelques points qui, considérés dans leur ensemble, donnent une idée des problèmes qui nous préoccupent actuellement.

### *1. Aviation et transport*

M. Nussbaumer a eu à ce sujet des entretiens avec le ministre des Transports, M. Sauer, et le secrétaire du Département des Transports, M. Gibson, en ce qui concerne la possibilité de conclure un accord de ligne entre la Suisse et l'Union Sud-Africaine<sup>3</sup>. Ces messieurs ont confirmé à M. Nussbaumer que c'est le sincère désir du gouvernement d'arriver à une entente. Il semblerait que les conditions minima posées par la Swissair, et dont les autorités sud-africaines ont aujourd'hui connaissance, pourraient être acceptées, à l'exception toutefois du privilège de la cinquième liberté de l'air pour les villes intermédiaires. Sur ce point, les Sud-Africains ont très peur de la concurrence étrangère et il n'est pas certain qu'ils puissent faire des concessions.

D'autres conversations ont porté sur la possibilité pour la Suisse de livrer des locomotives et du matériel roulant à l'Afrique du Sud, questions que j'avais déjà eu l'occasion de suivre de près<sup>4</sup> et qui deviennent actuelles puisque le directeur général des chemins de fer sud-africains, M. du Plessis, se rendra au mois de mai prochain en Suisse avec mission d'étudier sur place les possibilités de livraisons.

Puis-je mentionner que suivant une suggestion que je lui avais faite, M. Nussbaumer a offert un séjour en Suisse au ministre des transports, M. Sauer, et à sa femme qui ont paru enchantés de cette nouvelle. Si j'en juge par les expériences que les Français ont faites récemment, M. Sauer et sa femme ayant séjourné plus de trois semaines en France d'où ils sont rentrés enthousiastes, je crois que la visite du ministre des transports aura plus d'influence sur les intérêts qui nous concernent que toutes les discussions du monde.

3. Cf. *l'accord entre la Suisse et l'Union Sud-Africaine relatif aux services aériens, signé le 26 août 1954, cf. FF, 1954, N° 106, II, pp. 1310-1314. Sur la négociation de l'accord, cf. E 2001(E)1970/1/134.*

4. Cf. *DDS, vol. 18, N° 129 (DoDiS-8770) et note 8.*



## 2. *Relations commerciales*

M. Nussbaumer a examiné de près la possibilité de financer des nouvelles affaires en Afrique du Sud et s'est longuement entretenu de cette question tant avec la trésorerie qu'avec le ministre du Commerce et des Industries, M. Louw. Etant donné la politique du Gouvernement sud-africain de ne jamais se lier à l'avance, mais d'inviter tous les fournisseurs à soumettre leurs offres et à choisir ensuite celles qui paraissent les plus avantageuses, M. Nussbaumer pense que les possibilités dans ce domaine sont limitées. Il a émis l'avis toutefois que ces offres de soumission devraient être liées à des facilités de paiement, ce qui mettrait alors la Suisse dans une position privilégiée. Il a également souhaité que la forme des contrats de soumission soit modifiée, car la rédaction actuelle ne correspond plus aux conditions d'aujourd'hui et favorise certainement les fournisseurs britanniques.

Il a fait valoir enfin que l'absence d'un attaché commercial sud-africain en Suisse rendait difficile le contact entre Sud-Africains et les exportateurs suisses.

## 3. *Questions raciales<sup>5</sup> ou de nature politique*

Les questions raciales étant nécessairement liées aux questions financières et industrielles, M. Nussbaumer a eu à ce sujet des conversations très franches avec un certain nombre de ministres d'Etat et d'autres personnalités. Il a paru étonné de la divergence d'opinions fondamentales qui paraissait exister en Afrique du Sud dans ce domaine, ce qui le rendit quelque peu perplexe. Comme tous les visiteurs étrangers, M. Nussbaumer a fait lui-même l'expérience de la complexité de cette question, d'autant plus difficile à résoudre qu'elle joue un rôle considérable dans la politique interne du pays et qu'il faut être très au courant de cette dernière pour discerner ce qui n'est qu'un «slogan» employé par les politiciens de l'un et de l'autre parti, des divergences véritables qui existent, mais sont beaucoup moins fondamentales qu'on pourrait se l'imaginer au premier abord. Il est certes difficile de savoir qui des optimistes – de beaucoup plus nombreux – ou des pessimistes, en minorité, mais qui comptent quelques personnes très intelligentes – a raison. La vérité est que contrairement à ce que le gouvernement nationaliste assure à ses électeurs, le parti nationaliste n'a pas une politique aussi arrêtée et rigide qu'il le proclame. Dans l'intimité, le Dr Malan lui-même est bien obligé de reconnaître que nul ne peut prévoir quelles seront les conditions d'ici 50 ans et qu'il y a des circonstances auxquelles le Gouvernement, quel qu'il soit, sera bien obligé de s'adapter.

La sagesse est d'ailleurs de ne pas vouloir émettre des conclusions définitives, mais de réaliser que la situation est fluide et demande à être ré-estimée à des périodes régulières, puisque le fait qu'elle est actuellement satisfaisante ne saurait exclure certains dangers pour l'avenir, même si ces dangers ne sont encore que théoriques pour le moment.

M. Nussbaumer a dit avoir touché un mot de la question d'une représentation diplomatique sud-africaine en Suisse et avoir reçu du Dr Malan

---

5. Cf. aussi la lettre de J. de Rahm à M. Petitpierre, E 2001-04(-)1970/346/173 (DoDiS-9454).

l'assurance que ce problème avait, après un long retard, été dernièrement tranché en principe par un conseil de cabinet, autorisant le Gouvernement à accréditer son ambassadeur à Paris, en Suisse, où le Gouvernement sud-africain créerait une chancellerie diplomatique dirigée par un diplomate sud-africain<sup>6</sup>. Je n'ai pas encore confirmation officielle de cette décision et me renseignerai à la première occasion pour savoir si cette information peut être considérée comme absolument sûre.

Je m'excuse de la nature hétéroclite de ces notes, mais j'ai pensé qu'elles vous donneraient cependant une idée du climat qui régit actuellement les rapports entre l'Union de l'Afrique du Sud et la Suisse et de l'heureuse influence que la visite de M. Nussbaumer me paraît avoir eue à ce sujet.

---

6. Le 2 novembre suivant, l'Ambassadeur d'Afrique du Sud à Paris, H. T. Andrews, présente ses lettres de créance à Berne en tant que Ministre. A partir de la même date, une Légation sud-africaine sera ouverte à Berne, gérée par un Chargé d'Affaires a. i., W. C. Naudé. Cf. E 2001(E)1970/217/87.

## 96

E 2800(-)1990/106/19  
[DoDiS-9041]

### *Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre*

ENTRETIEN AVEC M. HOLZAPFEL, MINISTRE D'ALLEMAGNE, LE 9 AVRIL 1954,  
À 12 HEURES

[Berne, 9 avril 1954]

Le Ministre d'Allemagne m'a demandé un entretien. Il a été chargé par son Gouvernement de m'exposer sa position à l'égard de la décision de l'URSS de restituer à la République démocratique allemande sa pleine ou quasi pleine souveraineté. Le Ministre a en particulier attiré mon attention sur les déclarations faites à cet égard par le Chancelier Adenauer devant le Bundestag. Il a exprimé le désir de son Gouvernement que les autres pays, comme la Suisse, ne reconnaissent pas le Gouvernement de l'Allemagne orientale et n'établissent pas avec lui des relations diplomatiques. M. Holzapfel a souligné qu'il connaissait les exigences de notre neutralité, mais qu'il espérait néanmoins que le Conseil fédéral ne prendrait pas de décision ayant pour effet de reconnaître la division de l'Allemagne en deux<sup>1</sup>.

J'ai répondu à M. Holzapfel que nous n'avions pas l'intention pour le moment d'établir des relations diplomatiques avec l'Allemagne orientale, mais qu'éventuellement nous devrions envisager la création de représentations commerciales à Zurich et à Berlin, et cela d'ailleurs moins pour des raisons d'ordre commercial qu'à cause des 3200 Suisses qui habitent encore l'Alle-

---

1. Concernant les préoccupations allemandes, cf. la lettre de A. Huber à A. Zehnder du 7 avril 1954, E 2001(E)1969/121/66 (DoDiS-9053) et la notice d'E. von Graffenried à A. Zehnder et S. Stiner du 21 avril 1954, *ibid.* (DoDiS-9059).

magne orientale et dont nous ne pouvons pas nous désintéresser<sup>2</sup>. J'ai précisé que M. Holzapfel serait tenu au courant des décisions que nous pourrions être amenés à prendre.

M. Holzapfel m'a parlé ensuite du bâtiment occupé actuellement par l'Ambassade de Grande-Bretagne. Il est au bénéfice d'une option pour un immeuble Rüfenacht et aimerait que nous attirions l'attention de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne sur l'intérêt qu'il y aurait pour son Gouvernement à acquérir cet immeuble, qui conviendrait pour une ambassade. J'ai répondu à M. Holzapfel que je n'étais pas renseigné.

---

2. Cf. la proposition du DPF au Conseil fédéral du 3 avril 1954, *ibid.* (DoDiS-9047) et la notice de S. Stiner du 26 avril 1954, *ibid.* (DoDiS-9058).

## 97

E 2802(-)1967/78/9  
[DoDiS-9691]

*Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique,  
A. Zehnder, au Ministre de Suisse à Mexico, Ch.-E. de Bavier*

*Copie*

L Personnelle. Confidentielle

Berne, 10 avril 1954

En date du 22 mars vous me demandez si vous pourriez donner suite à l'invitation britannique à contribuer au livre de M. Jones<sup>1</sup> sur la vie et les exploits du Colonel Macaskie<sup>2</sup>.

Ainsi que vous le relevez vous-même, il y aurait deux espèces de documents dont vous seriez amené à vous servir:

- 1) vos papiers et souvenirs personnels,
- 2) les documents officiels de la Légation de Suisse en Grèce et notamment la dernière lettre<sup>3</sup> de M. Macaskie contenant les conditions que les Alliés faisaient aux Allemands pour la reddition d'Athènes sans effusion de sang.

C'est précisément cette seconde catégorie de documents dont, à notre avis, la publication présente des inconvénients. Lors de votre activité officielle en Grèce vous étiez chargé de la représentation des intérêts étrangers. En cette qualité vous n'aviez qu'à vous occuper, par définition, des affaires qui entrent dans le cadre de l'activité normale de ce genre de représentation. Or, les négociations avec le maquis, la transmission de conditions de reddition

---

1. *Il s'agit très vraisemblablement du physicien R. V. Jones, membre haut placé des services secrets britanniques.*

2. *Aucun autre document relatif à cette affaire n'a été retrouvé. Le livre en question n'a, semble-t-il, jamais été publié.*

3. *Non retrouvée, malgré d'importantes recherches, menées notamment dans les fonds de la Division des intérêts étrangers du Département politique.*

etc. dépassent sensiblement ce cadre habituel. Nous ne vous faisons aucun reproche et nous approuvons même vos efforts tendant à sauver une ville aussi importante au point de vue tant de la culture que de l'histoire<sup>4</sup>. Toute autre chose est de rendre publique cette activité particulière d'une de nos missions à l'étranger. C'est attirer l'attention des puissances intéressées sur le fait que, pendant la guerre, nos missions chargées de représenter les intérêts étrangers avaient largement dépassé leur compétence. Nous ne voulons pas qu'il s'ensuive une perte de confiance en la correction de la Suisse.

C'est la raison pour laquelle nous ne voudrions pas que vous fissiez état de documents officiels dans les renseignements que vous donnerez à M. Jones. En revanche, nous n'avons pas d'objection à ce que vous racontiez vos souvenirs personnels sur une personnalité aussi intéressante que M. Macaskie sans donner de détails sur le rôle que vous avez joué dans cette affaire<sup>5</sup>.

---

4. Sur le rôle de la Légation de Suisse à Athènes en automne 1944, cf. la lettre de A. Escher à M. Pilet-Golaz du 11 novembre 1944, E 2300(-)/9001/21.

5. On sait notamment que F. Macaskie, condamné à mort le 10 juillet 1943 par un tribunal militaire italien, a pu trouver refuge au domicile de Ch. De Bavier à Athènes, après qu'il se soit évadé de prison en septembre 1943 (suite à la proclamation de l'armistice entre l'Italie et les Alliés). Cf. E 2200.28(-)1968/176/1.

## 98

E 2300(-)/9001/307

[DoDiS-9572]

*Der schweizerische Beobachter bei der Organisation der Vereinten Nationen in New York, A. Lindt, an den Vorsteher des Politischen Departements,  
M. Petitpierre*

S Vertraulich und geheim

New York, 23. April 1954

Ich beehre mich, Ihnen über mein heutiges Gespräch mit dem Generalsekretär der Vereinten Nationen zu berichten.

H.<sup>1</sup> ist zur Auffassung gelangt, dass die westlichen Grossmächte gegenwärtig Russland in der UN falsch behandeln. Diese treten nie auf russische Vorschläge ein, sondern beeilen sich, dem sowjetischen Standpunkt in der Abstimmung eine Niederlage zu bereiten. Dadurch wird jede Aufnahme einer westöstlichen Diskussion ausgeschlossen.

Dieses starre westliche Verhalten hat nach H. häufig zur Folge, dass der russische Standpunkt für einen objektiven Beobachter einigermaßen gerechtfertigt erscheint. Dies aber kann nicht im Interesse einer wohlverstandenen westlichen Politik liegen. Der Generalsekretär bemüht sich seit längerer Zeit, den Delegationen der drei westlichen Grossmächte eine Änderung in der Behandlungsweise nahezulegen, die sie der Sowjet-Union angedeihen lassen.

---

1. D. Hammarskjöld.

Während er bei Sir Pierson Dixon und bei Hoppenot auf Verständnis gestossen ist, verteidigt Lodge hartnäckig die westliche Hammertaktik, die darauf abzielt, jeden russischen Vorschlag möglichst rasch tot zu schlagen.

H. gründet seine Auffassung, wonach heute, wenn wohl auch nur in beschränktem Rahmen, eine Diskussion mit der Sowjet-Union möglich wäre, auf den Eindruck, den er aus häufigen persönlichen Gesprächen mit Vyshinsky erhalten hat. Es ist ihm allmählich gelungen, mit dem russischen Chefdelegierten politische Fragen in einer Weise besprechen zu können, die den üblichen bolschewistischen «double Talk» ausschliesst. H. erwähnte mir gegenüber dafür drei Beispiele:

1. *Palästinafrage.* An einem Lunch unter vier Augen machte H. Vyshinsky darauf aufmerksam, dass die russische Haltung in einem Widerspruch zur arabischen Auffassung zu stehen scheine. Die Araber weigern sich, zu direkten Verhandlungen mit Israel Hand zu bieten. Vyshinsky jedoch hätte jeden westlichen Vorschlag im Sicherheitsrat mit dem Argumente bekämpft, dass eine israeli-arabische Entspannung nicht durch Mehrheitsbeschlüsse des Sicherheitsrates, sondern nur durch direkte Verhandlungen zwischen den beiden Parteien erzielt werden könnte.

Vyshinsky legte darauf den russischen Standpunkt auseinander: Es sei irrig anzunehmen, dass die Sowjet-Union gegen Israel eingestellt sei. Infolge der starken finanziellen Abhängigkeit dieses Staates von amerikanischen Geldmitteln sei aber Moskau zu einer beträchtlichen Wachsamkeit gegenüber den Vorgängen in Israel gezwungen. Ebenso falsch sei es zu glauben, Moskau treibe heute eine pro-arabische Politik. Wenn die westliche Missachtung aller sowjetischen Vorschläge oder Einwände Russland zur Einlegung des Vetos im Sicherheitsrat zwingt, so profitieren allerdings davon die Araber. Dies sei aber nicht das Hauptziel, sondern nur eine Nebenwirkung der russischen Haltung, die darauf gerichtet sei, eine für den Weltfrieden gefährliche Verschärfung des Palästina-Konfliktes zu vermeiden. Nur direkte Verhandlungen könnten dies erreichen, wobei er, Vyshinsky, den von H. vorgeschlagenen Weg, unter dem Vorsitz des Generalsekretärs bilaterale Konferenzen zwischen Israel und dem einen oder andern arabischen Staate zusammenzubringen, als den richtigen betrachte.

H. schliesst daraus, dass heute ostwestliche Gespräche über eine Entspannung des israeli-arabischen Verhältnisses nicht ohne weiteres ausgeschlossen werden können. Er diskutierte diese Möglichkeit mit dem amerikanischen Botschafter Lodge, der sie jedoch mit dem Einwand verwarf, es sei nicht angängig, die Sowjet-Union an den Geschehnissen des Mittleren Ostens zu beteiligen. H. antwortete: Ob man es wolle oder nicht, Russland sei schon heute im Mittleren Osten eine mitbeteiligte Macht. Stecke man dieser Tatsache gegenüber den Kopf in den Sand, könne die russische Rolle in diesem Gebiet nur verhängnisvoll sein. Es wäre also der Mühe Wert abzuklären, ob vielleicht nicht im Mittleren Osten auf beschränktem Gebiete gemeinsame westöstliche Interessen bestünden.

2. *Die Vorgänge in der Abrüstungskommission.* In der Abrüstungskommission hatte Vyshinsky den Antrag gestellt, dass der Unterausschuss, für dessen Mitgliedschaft die Westmächte die Sowjet-Union, die drei westlichen

Grossmächte und Kanada vorgeschlagen hatten, durch China, die Tschechoslowakei und Indien erweitert würde<sup>2</sup>. H. glaubt aus seiner Unterhaltung mit Vyshinsky schliessen zu können, dass die Sowjet-Union bereit gewesen wäre, auf die Kandidatur Chinas und der Tschechoslowakei zu verzichten, wenn ein westöstlicher Kompromiss über Indien möglich gewesen wäre.

Ich füge hier bei, dass Hoppenot mir sagte, dass Sir Pierson Dixon kurz vor der Abstimmung, in welcher der russische Vorschlag verworfen wurde, ebenfalls den Eindruck hatte, dass eine Verständigung über Indien möglich sein könnte. In einer Geheimkonferenz der Delegierten der westlichen Grossmächte schlug Dixon vor, die Abstimmung zu vertagen und bei Vyshinsky Sondierungen vorzunehmen. Hoppenot unterstützte dieses Begehren. Lodge aber widersetzte sich dem Plane, da eine Verschiebung der Abstimmung nichts anderes sei als ein Nachgeben gegenüber russischer Erpressung.

Vyshinsky beklagte sich H. gegenüber auch darüber, dass die drei Westmächte nicht versucht hätten, ihn vor der Einreichung ihrer Resolution über die Zusammensetzung des Unterausschusses zu konsultieren.

3. *Die Zulassung Chinas.* H. erläuterte Vyshinsky seinen Standpunkt, den er bezüglich der Zulassung Chinas eingenommen hat<sup>3</sup>. Darnach ist heute der Generalsekretär der Auffassung, dass das Universalitätsprinzip der Vereinigten Nationen die Vertretung Chinas in der UN verlange; dass aber eine solche Zulassung mehr Schaden als Nutzen anrichten würde, solange sie gegen den ausdrücklichen Willen eines wichtigen Mitgliedstaates erfolge. Wenn, auf lange Sicht betrachtet, der Ausschluss Chinas schliesslich zum Untergang der Vereinigten Nationen führen könnte, so sei doch gegenwärtig noch beträchtliche Zeit vorhanden, um diese Frage zu lösen. Brüskiert werden könne sie nicht. H. fragte Vyshinsky, was er von diesem Standpunkt halte. Dieser antwortete, dass diese Auffassung für den Generalsekretär der Vereinigten Nationen durchaus richtig sei. H. schliesst daraus, dass die Russen heute beginnen, einen objektiven Standpunkt anerkennen zu können.

Der Generalsekretär betonte zum Schluss, dass er sich von östlich-westlichen Diskussionen keine Wunder verspreche, dass er aber überzeugt sei, sie seien heute möglich geworden.

---

2. Im April 1954 bildete die UNO einen Ausschuss zur Ausarbeitung umfassender Abrüstungspläne.

3. Die Volksrepublik China wurde am 25. Oktober 1971 als Vertreterin Chinas in die UNO aufgenommen. Gleichzeitig verliessen die Vertreter der National-Regierung von Taiwan die Weltorganisation.

E 2001(E)1970/217/407

[DoDiS-9345]

*Bericht des Generaldirektors des Schweizerischen Bankvereins,  
A. C. Nussbaumer*

AFRIKAREISE VON HERRN GENERALDIREKTOR A. C. NUSSBAUMER UND  
DR. R. E. AMSTAD VOM 18. MÄRZ–7. MAI 1954. SCHLUSSBERICHT<sup>1</sup>

R

8. Mai 1954

*Zusammenfassung und Schlussfolgerungen.*

Die Reise galt in erster Linie Südafrika, mit dem Zweck, an Ort und Stelle zu prüfen, ob unsere bedeutenden Anlehens-Investitionen gerechtfertigt sind und ob eventuell weitere langfristige Anleihen und Kredite gewährt werden können. In zweiter Linie sollte ein erster kurzer Besuch in Süd- und Nord-Rhodesien abgestattet werden, um vorbereitend zu prüfen, ob die neue Federation als kreditfähiger Schuldner angesehen werden kann und ob dort eventuelle Anleihen oder Kredite studiert werden können. Zum Schluss sollte, falls die Zeit es erlaubte, Elisabethville und Leopoldville ein kurzer Besuch abgestattet werden, um sich ebenfalls von den dortigen Verhältnissen ein Bild machen zu können.

Wir waren uns schon vor unserer Abreise darüber klar, dass die wirtschaftlichen Verhältnisse in der Union sich in den letzten Jahren ausserordentlich günstig entwickelt haben, so dass von diesem Gesichtspunkte aus keine unliebsamen Überraschungen zu erwarten waren; wir wussten auch, dass in Nord-Rhodesien eine sehr stark ausgebaute Kupfer-, Zinn- und Blei-Industrie bestand und dass in Süd-Rhodesien bedeutende Anstrengungen gemacht werden, die «secondary industries» so rasch als möglich auszubauen. Über den Kongo besaßen wir seit jeher ausreichendes wirtschaftliches und statistisches Material, so dass wir auch dort nicht mit einem negativen Befund rechneten.

In Hinsicht auf die besonders seit dem 2. Weltkrieg in vielen Ländern aufgetretenen nationalistischen Tendenzen stellten wir uns die spezielle Aufgabe, die Rassenprobleme in der Union eingehend zu studieren, dies um so mehr als in der Nachkriegszeit tiefgreifende Unruhen, zum Teil vom Ausland geschürt, vom Fernen Osten her (Indonesien, Malaya, Indochina, Burma, Indien) sich nach dem Mittleren Osten und nach dem Norden Afrikas (Ägypten, Sudan, Marokko, Algier, Tunesien) ausgedehnt hatten. Ich konnte mich der

---

1. Der Bericht wurde am 6. Juli 1954 von A. C. Nussbaumer an M. Petitpierre zusammen mit zwei andern Berichten übergeben: Reise nach Südafrika vom 18. März – 16. April 1954. Zwischenbericht vom 24. April 1954 (DoDiS-10600), und Reisebericht von Herrn A. C. Nussbaumer über Tanganjika, Uganda, Kenya, Mai 1954 vom 21. Mai 1954 (DoDiS-9453). Am 8. Juli bedankt sich M. Petitpierre bei A. C. Nussbaumer für dessen Bericht und fügte bei: Vos conclusions concordent avec celles auxquelles les renseignements que nous possédons sur l'évolution en Afrique nous permettent d'arriver. Il m'intéressait vivement de connaître vos impressions sur notre représentation diplomatique et consulaire dans les différents pays que vous avez visités. E 2001(E)1970/217/407. Für die Antwort von A. C. Nussbaumer vom 15. Juli 1954 vgl. E 2004(B)1971/13/7-8 (DoDiS-10679).

Einsicht nicht erwehren, dass zwischen diesen Unruhen in so zahlreichen Ländern ein gewisser Zusammenhang bestehen müsse und dass die Gefahr nahe liegt, dass Afrika als Gesamtkontinent davon in absehbarer Zeit oder in fernerer Zukunft in Mitleidenschaft gezogen werden wird. Ich habe mich während dieser leider für dieses Studium etwas zu kurzen Reise überzeugt, dass dem tatsächlich so ist und dass alle Gebiete Afrikas Gefahren entgegengehen, die nicht ohne weiteres übersehen werden dürfen.

Über die Rassenverhältnisse und die Politik der Regierung in der süd-afrikanischen Union ist das meiste in unseren Separatberichten<sup>2</sup> gesagt worden; was aber zu erwähnen ist, ist, dass alle von uns konsultierten Persönlichkeiten der Bank-, Industrie- und Geschäftswelt und auch die Privatpersonen, mit denen wir in Kontakt kamen, von einer ausgesprochenen Unruhe besessen sind, dass Entwicklungen in Vorbereitung sind, die das öffentliche Leben und den sozialen Frieden im Inneren schweren Prüfungen unterwerfen werden. Es ist schon richtig, dass die farbige Bevölkerung in der Union unbewaffnet ist und im Gegensatz zu anderen zahlreichen afrikanischen Ländern, zum Beispiel dem Kongo, Moçambique und Rhodesien, nie zu bewaffneten Militärdiensten oder zur Handhabe von irgend welchen Waffen herangezogen worden ist, doch wird diese Tatsache die Führung der Neger, der Mischlinge und der Inder nicht davon abhalten, durch Massendemonstrationen und Aktionen das Interesse der Welt auf ihr Problem zu lenken und die Regierung zu zwingen, in irgend einer Form ihren Ansprüchen entgegen zu kommen.

Die organisierte Opposition bezweckt denn auch nicht in erster Linie mit Gewalt ihre Rechte zu erlangen, sondern stützt sich hauptsächlich auf ihre Macht, das Wirtschaftsleben des Landes durch ständige Unruhen, Streiks, Sabotage und passive Resistenz zu stören. Trotzdem der Streik illegal ist und jeder Fehlbare unzweifelhaft der Verhaftung entgegengeht, kann man sich vorstellen, welche Folgen die passive Resistenz in erster Linie auf das sehr schwache Transportgebiet, aber auch in der Elektrizitäts- und Versorgungs-Industrie haben muss und schliesslich zu einer vollen, wenn auch nur zeitbedingten Lähmung des Wirtschaftslebens führen kann.

Dem kann entgegengehalten werden, dass die farbige Opposition nicht über genügend finanzielle Mittel verfügt, um solche Aktionen durchzuhalten; die Tatsache aber, dass die Opposition unzweifelhaft entschlossen ist, alle Mittel anzuwenden, um zu ihrem Recht zu gelangen, lässt mit Sicherheit erwarten, dass eine lange Periode von Unruhen, Demonstrationen, Zusammenstößen und wohl auch von Blutvergiessen bevorsteht, die naturgemäss zu einer Beschränkung des ausländischen Vertrauens, speziell des Anlagepublikums, führen muss. Im weiteren sind in absehbarer Zeit akute Unruhen und Gewalttätigkeiten im Zusammenhang mit dem Programm der Regierung, hunderttausende von Schwarzen mit Gewalt aus der Umgebung der grossen Städte zu entfernen, zu erwarten. Die von uns getroffenen Vertreter der farbigen Opposition haben auch durchblicken lassen, dass, falls die Regierung ihre Zwangsausbürgerungs-Massnahme in die Tat umsetzen sollte, gewisse Mass-

---

2. Vgl. Anm. 1.



nahmen der schwarzen Opposition gegenüber den weissen Siedlern auf dem Lande nicht ausgeschlossen sind.

Es ist die übereinstimmende Auffassung der Industrie, der Banken und des Handels, dass die Regierung es in der Hand hätte, gegenüber der farbigen Bevölkerung gewisse Konzessionen hinsichtlich der wirtschaftlichen Integration und der allmählichen direkten Vertretung der Farbigen im Parlament zu machen, die wenigstens den internen Frieden sicherstellen würden; im Gegenteil aber scheint die Regierung nichts zu unterlassen, um die farbige Opposition vor den Kopf zu stossen, zu irritieren und mit ständigen Nadelstichen aufzureizen, fast als ob sie wünschte offene Unruhen zu provozieren, um alsdann mit jeder Schärfe gegen die schwarzen Führer einzuschreiten und die Hauptverantwortlichen auf Jahre hinaus hinter Schloss und Riegel zu bringen.

Für ausländische Beobachter wie wir es waren, war es trotz eingehenden Prüfungen an vielen Orten des Landes nicht möglich, sich ein abschliessendes Urteil über die den Europäern fremde Politik der Nationalen Regierung zu bilden. Unsere Zweifel an der Zweckmässigkeit dieser Politik wurden durch die ebenfalls unverständliche Haltung der Regierung gegen die von England abstammenden Weissen Staatsbürger sowie durch die äusserst zurückhaltende Immigrationspolitik vertieft, um so mehr als die Handhabe der Immigrationsgesetze sich deutlich gegen die Katholiken und Juden richtet.

Endlich beschloss die Regierung vor kurzer Zeit die Errichtung von getrennten Schulen für die englischen und Afrikaner-Kinder, so dass das letzte bindende Glied für eine Zusammenarbeit zwischen den beiden Hauptrassen der weissen Bevölkerung absichtlich ausgemerzt wird. Es ist unter diesen Umständen nicht erstaunlich, dass einer der Negerführer uns fragte, wie man sich überhaupt eine loyale Zusammenarbeit zwischen den Weissen und Schwarzen vorstelle, solange sich die beiden Hauptgruppen der weissen Bevölkerung bis aufs Messer bekämpfen.

Diese etwas pessimistische Darstellung der Sachlage darf nicht zum Schlusse führen, dass nun keine weiteren öffentlichen Anleihen oder Kredite nach Südafrika gewährt werden dürfen. Die Tatsache, dass einer farbigen Bevölkerung von 10 Millionen Menschen immerhin 2,5 Millionen Weisse gegenüberstehen, die nicht nur über eine ausgezeichnete Organisation, sondern über alle militärischen, polizeilichen und wirtschaftlichen Machtmittel verfügen, dürfte den Bestand der Union als weisses Gebiet auf verschiedene Jahrzehnte hinaus sicherstellen. Ich glaube deshalb, dass wohl-ausgewählte Anleihen und Kredite, die hauptsächlich im direkten Wirtschaftsinteresse der Schweiz stehen, auch in Zukunft gewährt werden können, wenn der Debitor der Staat ist oder eine erstklassige Industriegesellschaft mit Währungsgarantie der ausgezeichnet funktionierenden Zentralbank. Andererseits sollten meines Erachtens zukünftige Anleihen an Goldminen-Gesellschaften, speziell im Orange Free State, die nur dem Zweck des Ausbaus von bestehenden oder neuen Minen dienen, ohne dass grosse schweizerische Lieferungen in Frage kommen, nicht mehr getätigt werden. Aber auch in jenen Fällen, in welchen wir auf Grund von besonderen Umständen bereit sein sollten, langfristige Anleihen zu

gewähren, sollte die Laufzeit möglichst kurz gehalten werden und auf jeden Fall in Zukunft 15 Jahre nicht übersteigen. Was immer wir auf dem Anleihe-Sektor tun werden, müssen wir darauf gefasst sein, dass die Kurse der ausgegebenen Anleihen unzweifelhaft unter dem Einfluss von Unruhen und Gewalttätigkeiten im Lande leiden werden, und wir haben deshalb meines Erachtens die Pflicht, unser Anlage-Publikum nicht unnötigerweise der Gefahr von grossen Kursverlusten auszusetzen.

Es ist wahrscheinlich, dass die Regierung in absehbarer Zeit für eine Anleihe an uns gelangen wird, für die Finanzierung von Eisenbahn- und Waggon-Material, währenddem die nächstes Jahr zu erwartenden grossen Bestellungen an elektrischen Lokomotiven durch kurz oder mittelfristige Kredite finanziert werden können; im weiteren ist zu erwarten, dass die Electricity Supply Commission in den nächsten 3 Jahren für ihre Bedürfnisse an Kapitalgütern mit einem Anleihengesuch an uns herantreten wird; endlich bestehen eine Reihe von Elektrizitäts-Projekten der Städte Johannesburg, Capetown, Port Elizabeth, East London und Durban, doch sind wir weiterhin der festen Meinung, dass langfristige Anleihen an Städte nicht gewährt werden sollen und dass auch bei Lieferungskrediten mit grösster Vorsicht vorgegangen werden muss.

Die spezielle Prüfung der Rassenfrage hat uns auf alle Fälle gezeigt, dass der Schwerpunkt in der Entwicklung Südafrikas nicht auf dem Wirtschaftssektor, sondern auf demjenigen des Rassenproblems liegt, so dass dem letzteren in Zukunft ständige und vermehrte Aufmerksamkeit gewidmet werden muss.

In Hinsicht auf die negative Weltmeinung betreffend die radikale Rassenpolitik Dr. Malans war es ein guter Rat der südafrikanischen Regierung, dass wir die Rassenprobleme in anderen Gebieten Afrikas studieren sollten, um abschliessend zu einer Meinung zu gelangen, die den tatsächlichen Verhältnissen näher kommt.

#### *Moçambique.* (Portugiesisch Ost-Afrika)

Die Rassenfrage scheint dort überhaupt kein Problem zu sein, indem die schwarze Bevölkerung genau die gleichen Rechte geniessst wie die weisse; abgesehen davon besteht praktisch keine Industrie, so dass der grösste Teil der Bevölkerung auf dem Lande beschäftigt ist und schon aus diesem Grund keine akute Gefahr für die Regierung bildet.

Inbezug auf eventuelle Finanzierungen kann es sich natürlich nur um solche handeln, welche Kapitalgüter-Lieferungen aus der Schweiz zur Grundlage haben oder sonst von der portugiesischen Regierung vollgültig garantiert werden, soweit wir überhaupt bereit sind, dem Mutterland Kredite einzuräumen.

#### *Rhodesien.*

Die neue Federation steht noch in ihren Kinderschuhen und man muss auf alle Fälle einige Jahre abwarten, wie sich das neue Gebilde entwickelt, bevor an direkte Kredite oder Anleihen gedacht werden kann.

Der Zusammenschluss der drei Länder, Süd-Rhodesien, Nord-Rhodesien und Njassaland, mag auf Grund der wirtschaftlichen Situation der Länder als unverständlich erscheinen, indem Njassaland ein äusserst armes Protektorat ist, das gänzlich von England abhängt und unter grosser Arbeitslosigkeit leidet. Süd-Rhodesien andererseits ist ein scharf nach oben strebendes Land mit starker Verschuldung und einem ungeheuren Kapitalbedürfnis, um wenigstens einen Teil des Landes urbar zu machen, moderne Verkehrswege zu schaffen und eine einheimische Industrie auf breiter Basis zu entwickeln. Im Gegensatz dazu ist Nord-Rhodesien mit seinem ungeheuren Kupferreichtum ein wirtschaftlich unabhängiges Land, das nicht das geringste wirtschaftliche Interesse hatte, seine Überschüsse zur Deckung der Defizite und Importüberschüsse Süd-Rhodesiens zur Verfügung zu stellen. Der Zusammenschluss erfolgte in aller erster Linie, um im Zentrum Afrikas ein starkes Staatsgebilde zu schaffen, um wirtschaftlich, finanziell und hauptsächlich rassenspolitisch zu einem Bollwerk zu werden, das allen politischen Gefahren von aussen und von innen in Zukunft mit Kraft und Erfolg begegnen kann.

Die bisherige Rassenpolitik ist aber so verschieden in den drei Gebieten, dass es viele Anstrengungen brauchen wird, um ein einheitliches System zu schaffen, das ein friedliches Auskommen mit den Schwarzen auf lange Sicht sicherstellt, wobei naturgemäss in erster Linie für die soziale und wirtschaftliche Besserstellung der schwarzen Bevölkerung alle Anstrengungen gemacht werden müssen.

Nachdem die neue Federation noch über keine Zentralbank verfügt und die Bank of England es ablehnt, ihre Devisengarantie für Anleihen oder Kredite zu geben, die an die Federation oder an private Gesellschaften in Rhodesien gewährt werden könnten, ist schon von diesem Standpunkte aus gesehen die Gewährung von Anleihen und Krediten meines Erachtens ausgeschlossen, es sei denn, dass der Debitor oder Garant in England oder Amerika domiziliert ist, wie dies bei einigen grösseren Gesellschaften der Kupfer und Asbest-Industrie der Fall ist.

#### *Belgischer Kongo.*

Die Eingeborenen-Verhältnisse scheinen dort, soweit dies überhaupt möglich ist, ideal zu liegen, indem die einheimische Bevölkerung zu allen Ämtern und Arbeiten genau so zugezogen wird, wie dies für die Weissen der Fall ist, so dass bei den Banken, in der Regierung und auch bei der Industrie zum allergrössten Teil Einheimische beschäftigt werden, die sich im übrigen über grosse Kenntnisse und Anpassungsfähigkeiten ausweisen. Immerhin gibt sich auch dort die Regierung davon Rechenschaft, dass die weisse Herrschaft zeitlich beschränkt ist und dass die beste Lösung, die erwartet werden kann, in einer friedlichen Nebeneinanderarbeit besteht; wie man sich das praktisch vorstellt, war unergründlich, indem bei einer Gleichstellung der einheimischen Bevölkerung mit den Weissen eine derart grosse zahlenmässige Überlegenheit der Neger zutage tritt, dass ein Bestehen auf lange Sicht der weissen Bevölkerung in dominierender Stellung (z. B. auf dem Industrie-Sektor, in der Technik und Wissenschaft) nicht ohne weiteres als gesichert erscheint. Immerhin verfolgt Belgien eine ausserordentlich kluge Kolonial-Politik, die

von der Kirche und von den Stammeshäuptlingen stark unterstützt wird, während alles vermieden wird, was der schwarzen Oberschicht den Eindruck der Zurücksetzung oder der Inferiorität geben könnte. Es ist deshalb sehr wohl möglich, dass sich der Kongo am längsten als weisse Kolonialmacht halten wird, auch weil der Lebensstandard der einheimischen Bevölkerung in ständiger Verbesserung begriffen ist und die Einheimischen selbst einsehen, dass sie in wirtschaftlicher und industrieller Hinsicht noch gänzlich von den Weissen abhängig sind.

*Tanganjika, Uganda und Kenya.*

Ich beziehe mich auf meinen Separatbericht, so dass sich eine Zusammenfassung erübrigt.

*Konklusion.*

Es ist ganz unzweifelhaft, dass Afrika mit Ausnahme von wenigen Gebieten ein akuter Unruheherd geworden ist, der sich kaum definitiv wieder ganz beruhigen wird. Im Gegenteil befürchte ich, dass die Sowjets alles versuchen werden, um in Afrika Fuss zu fassen und ihre Macht auszudehnen; dass dies in Hinsicht auf die relativ sehr niedrige Bildungsstufe und den bescheidenen Lebensstandard der Negerbevölkerung nicht allzu schwer sein dürfte, liegt auf der Hand.

Andererseits ist zu bedenken, dass die Südafrikanische Union, wie bereits erwähnt, vor keiner Massnahme zurückschrecken wird, um den Bestand der weissen Kontrolle in Südafrika auf unbestimmte Zeit sicherzustellen. Im weitem ist die Kolonialpolitik der Portugiesen und Belgier eine so verständnisvolle und den Ansprüchen der Einheimischen entgegenkommende, dass dort kaum mit akuten Gefahren in absehbarer Zeit gerechnet werden muss, wenn auch dort der kommunistische Einfluss alles versuchen wird, um Fuss zu fassen und sich auszubreiten.

Als wichtiger Punkt ist im weiteren zu erwähnen, dass in Hinsicht auf die drohende Gefahr in allen Ländern besonders auch im Kongo, in Moçambique und Angola die Regierungen ein ausgedehntes Polizei- und Informations-Netz aufgebaut haben, das ihnen gestattet, von den kleinsten Anzeichen von Unzufriedenheit, Unruhen oder fremden Einflüssen Kenntnis zu erhalten und prompt die nötigen Massnahmen ergreifen. Dass die portugiesische und belgische Regierung ihr Handwerk auch in dieser Hinsicht verstehen und bei gefährlichen Elementen die schärfsten Massnahmen ergreifen, zeigen die Verhältnisse an Ort und Stelle.

Endlich darf nicht unerwähnt bleiben, dass der allergrösste Teil der Neger in allen Ländern Afrikas die weisse Herrschaft der schwarzen vorzieht, und es besteht meines Erachtens nicht der geringste Zweifel, dass bei der Eliminierung von weissen Regierungen in einzelnen Gebieten sofort die alten Kämpfe zwischen den zahlreichen Negerstämmen ausbrechen werden, indem kein Negerstamm die Autorität eines andern anerkennen wird. Die Eliminierung der weissen Rasse in Afrika müsste deshalb zwangsmässig zu einem totalen Chaos auf diesem Kontinent führen, und es ist vielleicht die Erkennung dieser Gefahr, die auch die schwarze Opposition warnt, in ihren An-

sprüchen mit Vorsicht aufzutreten und die Lösung in einer allmählichen Ausbildung und Vorbereitung der einheimischen Bevölkerung zu höheren Aufgaben zu suchen.

Abschliessend ist es meine Überzeugung, dass wir inskünftig in bezug auf Afrika in allen unseren Anleihsen- und Kredit-Hingaben vermehrte Vorsicht und Zurückhaltung beobachten müssen, und dass es wichtig ist, auch in Zukunft regelmässige Reisen nach diesem Kontinent zu unternehmen, um die Entwicklung der Verhältnisse, besonders auf dem Rassensektor, an Ort und Stelle verfolgen zu können.

## 100

E 2300(-)/9001/351

[DoDiS-9401]

*Le Ministre de Suisse à Paris, P. A. von Salis, au Département politique*

### VOYAGE AU MAROC

RP

Paris, 11 mai 1954

#### *I. Colonie suisse du Maroc.*

Conformément aux instructions que vous m'aviez données, j'ai effectué un voyage au Maroc du 20 avril au 7 mai<sup>1</sup> pour rendre visite aux colonies suisses du Protectorat et notamment pour inaugurer la maison des Suisses à Casablanca. Ce circuit a été retardé jusqu'après Pâques, l'immeuble de Casablanca n'ayant pas pu être achevé plus tôt comme on l'avait prévu.

C'est ainsi que l'inauguration dont il s'agit a eu lieu à la fin de mon séjour et après le bref voyage que j'ai fait à Rabat, Meknès, Fez et Marrakech pour y rencontrer nos compatriotes qui, comme vous le savez, avaient été visités en 1948 par mon prédécesseur, M. le Ministre Burckhardt<sup>2</sup>, et en 1950 par le Général Guisan<sup>3</sup>. Jusqu'aux récents événements politiques du Maroc, notre colonie de ce protectorat français était en progression et j'y ai rencontré encore un assez grand nombre de jeunes compatriotes qui venaient d'y arriver et qui y avaient trouvé un gagne-pain. Dans tout le Maroc, la composition de nos colonies est très diverse; beaucoup de colons, dont le plus important est certainement M. Koechlin, fils de l'ancien président du conseil de la Banque Commerciale de Bâle, qui exploite une très grande propriété près de Meknès avec des moyens des plus modernes, beaucoup de représentants des professions libérales et des artisans, comme partout des pâtisseries qui sont parmi les premiers du pays, comme la maison Angst à Casablanca et la maison Altenburger à Meknès.

1. *Sur ce voyage, cf. E 2200.275(A)1967/81/5.*

2. *Le voyage au Maroc du Ministre J. Burckhardt se déroule du 9 au 19 mars 1948, ibid.*

3. *La visite en Afrique du Nord du Général Guisan se déroule du 26 avril au 15 mai 1950, ibid.*

Au début de ma tournée, une conférence au consulat à Rabat a réuni les porte-paroles des principales colonies, sauf celle de Marrakech. On percevait une certaine inquiétude au sujet de la situation politique, qui bien entendu a déjà eu des répercussions assez graves sur la situation économique, notamment sur le marché immobilier, où la demande a cédé la place à des offres très importantes de gens qui préfèrent quitter le Maroc. Nos compatriotes ont demandé ce que ferait la Confédération en cas de troubles ou d'expulsions de ressortissants suisses par les autorités marocaines devenues indépendantes, mais bien entendu, je n'ai pas pu leur donner des apaisements à ce sujet devant une situation dont le développement est encore imprévisible aujourd'hui. Du point de vue financier, la possibilité existe encore de procéder à des exportations de capitaux, ce qui est quand même un avantage par rapport aux pays de derrière le rideau de fer. Le Résident général<sup>4</sup>, dans l'entretien qu'il a bien voulu m'accorder, a souligné que tous les Blancs ou roumis (chrétiens) étaient solidaires, ce qui est exact en ce qui concerne l'attitude des indigènes en cas d'émeute ou d'insurrection, alors qu'il n'est pas exclu qu'un Etat marocain indépendant pourrait accorder un traitement spécial aux étrangers que l'on ne peut pas assimiler pleinement aux ressortissants français. Le consul d'Angleterre à Rabat qui, lui aussi, a plusieurs milliers d'administrés, notamment des ressortissants de Gibraltar et de Malte, m'a dit qu'aucune mesure n'était prévue pour leur évacuation en cas de guerre civile ou d'insurrection.

Il est certain que cette question préoccupe nos compatriotes, et plus encore à la fin de mon séjour, après les nombreux attentats terroristes qui ont eu lieu notamment à Casablanca et dans d'autres villes du protectorat.

J'ai trouvé dans notre colonie du Maroc un très grand patriotisme, même auprès de ceux qui y sont établis depuis bientôt trente ou quarante ans. Beaucoup de nos compatriotes y sont venus sans un sou et y ont fait carrière et fortune. Bien qu'attachés au Maroc, les liens avec la mère patrie, pour des raisons évidentes, sont restés beaucoup plus intenses qu'en France.

La plus nombreuse colonie se trouve à Casablanca où, comme vous le savez, une société immobilière suisse a conçu et réalisé avec ses propres moyens, sans subside de la Confédération, la Maison des Suisses, où tout un étage est réservé à un club suisse qui sera géré par la femme d'un directeur d'hôtel suisse de Casablanca et où nos compatriotes pourront prendre leurs repas et se réunir. C'est une belle œuvre de solidarité, notamment envers les jeunes qui fraîchement débarqués de la Suisse, y trouveront un lieu de ralliement et pourront s'y faire les relations nécessaires s'ils se trouvent un peu dépaysés. La location de bureaux et de magasins devrait suffire pour maintenir le restaurant pour les Suisses, et pour le moment tout au moins sont établis à Casablanca des Suisses fortunés qui certainement seront disposés à aider financièrement en cas de nécessité. La réussite de cette entreprise dépendra en quelque sorte de la question de savoir si le Maroc, dans les prochaines années, pourra ou non offrir des possibilités de travail à des compatriotes venus de Suisse.

---

4. A. Guillaume.

J'ai pu constater dans tout le Maroc que M. le consul général de Tschudi est très aimé et estimé par ses administrés. Né lui-même en Egypte et parlant tant soit peu l'arabe, il est spécialement bien outillé pour comprendre le pays et ses problèmes et a su se faire une situation très remarquable, tant auprès de ses compatriotes qu'auprès des autorités du protectorat et marocaines. Il en est de même de notre agent consulaire à Marrakech, M. Wachsmuth, qui défend avec beaucoup de sollicitude et de dévouement les intérêts de nos compatriotes dans la contrée de Marrakech.

## *II. Situation politique du Maroc.*

Il n'est pas dans mon intention d'émettre après un voyage d'à peine quinze jours un avis sur la situation marocaine. J'avais dit à M. de Tschudi que l'objet principal de ma visite au Maroc était de prendre des contacts avec les colonies. Je l'avais prié de réduire à un minimum les visites de courtoisie auprès des autorités du protectorat, voulant éviter dans la mesure du possible que l'on puisse attribuer mon voyage à des raisons politiques. A la Résidence générale à Rabat, on semble avoir été au début un peu embarrassé de mon arrivée, qui coïncidait avec celle de l'Ambassadeur Hausenstein, chef de la représentation diplomatique allemande à Paris, qui, aux environs de Pâques, avait fait un bref voyage d'agrément au Maroc, accompagné d'un conseiller de légation. Il semble que ce dernier ait à tout prix voulu arracher de la Résidence générale une audience auprès du Sultan<sup>5</sup>, ce que, pour des raisons qui se comprennent fort bien, la Résidence générale ne voulait pas accorder. Aussi n'était-ce que quelques jours plus tard et en dérogation à mon programme que la Résidence générale me demanda de me rendre en audience auprès du Sultan, audience qui, aux dires des participants français, s'est fort bien passée, le Sultan ayant eu des mots très aimables pour la Suisse, alors que deux jours avant il avait assez froidement reçu le Ministre français du Commerce, M. Louvel.

Le Général Guillaume, Résident général, avait, comme vous le savez, fait une chute de mulet à une chasse au sanglier quelques jours avant – la selle ayant été mal sanglée et s'étant retournée avec lui, ce qu'il faut ajouter pour sauver l'honneur de cavalier du Général –. Il avait été assez sérieusement blessé à l'épine dorsale et les médecins lui imposaient, en vain d'ailleurs, un repos total. Il m'a reçu avec M. de Tschudi couché dans un fauteuil et a parlé assez ouvertement de la situation politique du Maroc. Certainement plus conciliant que le Maréchal Juin, il cherche des solutions pour assainir la situation. A son avis, tout le mal vient des déracinés nombreux qui, quittant, comme s'il s'est exprimé, le douar ou l'agglomération de tentes ou de huttes, se rendent dans les villes pour y chercher du travail et qui s'y trouvent déracinés et sans moyens. Son projet était d'augmenter les contacts entre l'administration et cette population flottante. C'est ainsi qu'il prévoyait qu'à la place de cinq arrondissements pour une population de 600'000 habitants à Casablanca, il fallait en constituer quinze, dont chacun aurait donc à peu près 40'000 personnes à surveiller. Le principe est sans doute juste, mais une réforme de

---

5. Mohammed ben Moulay Arafa.

ce genre nécessite, pour devenir efficace, un délai de plusieurs années, alors que la situation exige d'urgence des décisions. Le Général Guillaume estimait que le Maroc était surpeuplé et a fait une allusion aux moyens pharmaceutiques modernes qui ne laissent plus à la nature le moyen de veiller elle-même à régler cette question de population. Il n'a pas caché que beaucoup de mécontents sortaient des écoles françaises et qu'on n'avait pas su dans le passé suivre les élèves qui, après leur éducation, étaient trop laissés à eux-mêmes dans la lutte pour leur existence.

En ce qui concerne l'Espagne, le Général Guillaume a fait valoir que celle-ci n'avait d'aucune façon développé la zone espagnole du Maroc et que de ce fait on n'y constatait ni surpopulation, ni discordance entre la situation des indigènes et un développement à outrance de la vie moderne dans des villes comme Casablanca. Les mêmes contrastes n'y existent donc pas et le Général estimait que dans ces circonstances, l'administration espagnole avait beau jeu pour dire que tout était au mieux dans le meilleur des mondes dans sa zone du protectorat.

Tout cela est probablement vrai, mais n'apporte pas un remède à la situation actuelle. La grande majorité des personnes que j'ai rencontrées, Français et Suisses, estiment que c'est seulement avec la manière forte qu'on arrivera à lutter contre le terrorisme qui s'est fait jour au Maroc depuis l'hiver, d'ailleurs dans des formes encore assez inoffensives puisque, jusqu'à maintenant, on a pu constater qu'il s'agissait d'engins explosifs très rudimentaires et qui ne provenaient certainement pas de l'étranger. De l'avis de beaucoup de personnes, nombre de ces attentats seraient en fait des règlements de comptes personnels.

J'ai rencontré un seul Suisse qui défendait la thèse que le moment pour la méthode forte était passé et qu'il fallait faire des concessions aux indigènes. Les avis étaient divisés sur les effets de la destitution de l'ancien Sultan<sup>6</sup>. Les uns prétendent que son remplacement était devenu nécessaire, du moment qu'il refusait de signer les réformes que lui proposait le gouvernement du protectorat, mais il ne semble pas faire de doute que les indigènes ont très mal pris cette destitution, provoquée et mise en scène par les autorités du protectorat, alors qu'ils conçoivent fort bien qu'eux-mêmes pourraient procéder s'il y a lieu à un changement de sultan. Pour beaucoup d'indigènes, le nouveau Sultan est considéré comme un Quisling. Il semble établi que le Gouvernement français aurait préféré ne pas arriver à cette mesure, qui était préconisée par un ou deux Français de la Résidence générale (on m'a cité les noms d'un préfet, Boniface, atteint depuis lors par la limite d'âge, et du conseiller diplomatique Jacques de Blesson, devenu entre-temps directeur d'Amérique au Quai d'Orsay), mais qu'il s'est laissé dépasser par les événements et par l'initiative prise dans cette affaire par le pacha de Marrakech, le glaoui<sup>7</sup>. Maintenant encore, ce dernier est le chaud partisan de mesures énergiques et spectaculaires pour réprimer la révolte, alors que dans son propre entourage on estime que les mesures qu'il préconise sont trop brutales.

---

6. *Mohammed ben Youssef.*

7. *Si Thami El Glaoui.*



Le flottement de la politique française est manifeste. L'on a bien obtenu de l'ancien Sultan une déclaration selon laquelle il s'abstiendrait de toute activité ou ingérence politique, sans abdiquer toutefois, comme on l'espérait. La politique du moment est à présent à la répression énergique du terrorisme, mais à longue vue, cela ne semble pas être une solution. Beaucoup dépendra de l'influence de l'étranger et l'on paraît admettre que du côté des Etats-Unis d'Amérique on était revenu à des opinions plus saines sur le problème. La seule solution semble être d'accorder progressivement des réformes et de préparer le terrain pour donner au Maroc son indépendance. Mais c'est un travail de longue haleine et il n'est pas certain que dans les circonstances actuelles on dispose encore du temps nécessaire pour une émancipation saine et raisonnable. Même si en raison des événements d'Indochine, les problèmes d'Afrique du Nord semblent avoir passé à l'arrière-plan, leur importance pour la France est infiniment plus grande que celle d'Extrême-Orient, et les autorités françaises devront, qu'elles le veuillent ou non, dans un assez proche avenir se pencher sur ces problèmes et se décider pour une politique déterminée. Ce n'est pas en changeant par à-coups les résidents généraux, en passant d'une grande dureté à une grande compréhension, que l'on arrivera à trouver une solution aux questions.

Les Français du protectorat sont très montés contre François Mauriac, qui a critiqué et critique encore la déposition de l'ancien Sultan. S'il a peut-être tort d'insister toujours de nouveau sur ce point, il est certain que du point de vue religieux, cette déposition donnait un argument très puissant aux thèses des indigènes. La seule question est de savoir si cet acte d'autorité était devenu indispensable ou non. A entendre les gens au Maroc, la grande majorité l'estimait inéluctable si l'on ne voulait pas en arriver à des vêpres marocaines. Reste à savoir si avec la politique actuelle on arrivera à mieux se tirer de l'impasse.

J'ai profité du dernier jour de mon voyage pour aller visiter la base aérienne américaine de Nouasseur et la foire internationale de Casablanca, à l'insistante demande de nos compatriotes.

La base aérienne de Nouasseur se trouve à 35 km. de Casablanca dans une plaine sans arbres et comprend environ 6000 hectares et 30 km. de pourtour. Il s'agit moins d'une base d'exercice que d'un vaste camp d'approvisionnement pour toutes les bases aériennes américaines en Europe et dans le bassin méditerranéen jusque dans le Proche Orient. C'est vous dire les quantités immenses de pièces de rechange, de matériel et de provisions qui s'y trouvent. Il y a seize grands hangars, que l'on ne songe pas à pénétrer à pied, mais qu'on traverse en automobile. Le jour où j'y étais, l'on m'a montré des avions à réaction dont l'un a pour nous franchi le mur du son, puis des avions-citernes destinés à réapprovisionner en plein air les autres avions. Les Américains entretiennent à peu près 2000 hommes, auxquels s'ajoutent encore au moins autant de personnes indigènes et françaises. Il y a une école pour 540 enfants américains et un hôpital en construction qui est prévu pour 1000 personnes. Tout est à l'échelle gigantesque, comme bien on peut le penser.

Juridiquement et pour sauver les apparences, le terrain a été acheté ou exproprié par l'armée de l'air française et le chef du camp est un colonel de

l'air français, qui a sous ses ordres notamment les questions de sécurité, qui jouent un grand rôle dans une agglomération aussi nombreuse d'indigènes, comprenant une assez grande proportion d'Israélites qui sont venus au Maroc. Le commandant français me disait qu'après de grandes difficultés au début, les relations entre autorités françaises et américaines étaient aussi bonnes que possible et permettaient une collaboration utile. Au nord de Rabat il y a encore une plus grande base, Sidi Slimane, servant comme base à des escadrilles d'avions, alors que Nouasseur n'a que périodiquement des avions.

Soit dit en passant que le chef de l'escadrille<sup>8</sup> des avions à réaction a été appelé pendant ma visite au téléphone et en est revenu rayonnant pour raconter à son chef que le Grand Quartier de Wiesbaden venait de l'appeler pour le convoquer en vue de lui remettre une décoration, son escadrille ayant été déclarée la meilleure de toutes les bases européennes dans les derniers six mois. Pour un oui ou non on se rend du Maroc en Europe et en Proche Orient, sans que l'on puisse encore dire qu'il y a des distances.

Pour faire plaisir aux Suisses de Casablanca, j'ai visité la foire internationale où il y avait plusieurs stands avec des marchandises suisses. Malgré les événements, les exposants étaient contents des résultats, même si le nombre des visiteurs était minime. En effet, les badauds avaient renoncé à s'y rendre et avaient cédé la place aux clients sérieux. Cela n'a rien d'étonnant quand on a pu constater que toute la foire était encerclée par un réseau de police et de militaires avec un homme tous les 20 à 30 m., ce qui prouve combien on avait peur d'un attentat. Cela n'invite pas beaucoup à des visites, aussi peu qu'en Roumanie, en 1949, on appréciait les concerts où il fallait passer, pour arriver dans la salle, par deux cordons de militaires armés de fusils et de mitraillettes.

---

8. *Non identifié.*

## 101

E 2001(E)1970/1/131  
[DoDiS-9014]

### *Notice interne de la Division des Organisations internationales du Département politique<sup>1</sup>*

EB

Berne, 17 mai 1954

A l'occasion de son passage à Lausanne, où il devait participer à la réunion interne de la délégation suisse pour l'aménagement du Rhône, M. Merminod m'avait demandé de lui fixer un rendez-vous avec M. Belet, secrétaire de la Chambre de commerce vaudoise, en vue d'obtenir quelques renseignements sur le projet de percement d'un tunnel dans le massif du Grand Saint-Bernard<sup>2</sup>. M. Merminod désirait en effet recevoir ces informations, afin d'être en

---

1. *Cette notice est rédigée et signée par B. Turrettini.*

2. *Sur le projet du tunnel, cf. la notice de P. Micheli à M. Petitpierre du 16 avril 1952,*

mesure, le cas échéant, de les transmettre aux autorités françaises qui s'intéressent, paraît-il, beaucoup à la question, et craignent de voir s'établir prochainement une liaison directe entre l'Italie et la Suisse. Une telle éventualité stimulerait peut-être le Gouvernement français à hâter la ratification de la Convention franco-italienne pour le percement du Mont-Blanc et à commencer les travaux. En effet, l'une des raisons invoquées par le Conseil économique français, lorsqu'il demanda l'ajournement du percement du Mont-Blanc, était qu'une percée du Grand Saint-Bernard doit tenir compte de conditions techniques et économiques telles que la menace de cette percée ne doit pas brusquer une décision du côté français.

M. Belet reçut M. Merminod que j'accompagnais, en présence de M. le Conseiller national Troillet et de M. Campiche, secrétaire général de l'OSEC<sup>3</sup>.

Il ressort de cet entretien que l'étude entreprise par les milieux intéressés pour le percement d'un tunnel dans le massif du Grand Saint-Bernard n'est pas encore terminée. On estime qu'elle pourra l'être à la fin de cette année. A ce moment-là, le Département politique sera saisi officiellement du projet par le syndicat<sup>4</sup>, qui lui demandera d'engager des négociations avec l'Italie par la voie diplomatique. M. Troillet est persuadé que la création d'un premier tunnel routier amènera le percement d'autres tunnels. Aussi n'est-il pas du tout opposé au projet du tunnel sous le Mont-Blanc. Il croit en effet que vu le développement intense du trafic et du tourisme en Europe d'ici quelques années, les tunnels du Grand Saint-Bernard et du Mont-Blanc se complèteront parfaitement, comme plus tard celui du Gothard et éventuellement celui du Simplon.

En ce qui concerne le percement dans le massif du Grand Saint-Bernard, il y a deux projets: 1. le projet du Grand Saint-Bernard proprement dit; 2. le projet du Val Ferret. Les Italiens préféreraient le second, qui permettrait un développement plus grand de la vallée italienne conduisant à l'entrée du côté italien. Les Suisses voient un avantage dans le premier, qui est plus direct. Si le percement du Mont-Blanc avait lieu, le projet du Val Ferret tomberait automatiquement, étant donné que sa sortie du côté italien débouche dans la même vallée que la sortie italienne du tunnel du Mont-Blanc. C'est la raison pour laquelle M. Troillet estime que son syndicat a un intérêt à voir le percement du tunnel du Mont-Blanc s'effectuer rapidement.

La question des voies d'accès est réglée malgré l'altitude. On a l'intention de construire une route semi-couverte à partir de St. Rémy. Le seul problème qui reste encore à étudier, vu son coût très élevé, est celui de la ventilation. M. Troillet estime que 30 millions de francs suisses suffiront à couvrir les frais du percement du tunnel, soit 15 millions à la charge de la Suisse et 15 millions à la charge de l'Italie. Cet argent serait, paraît-il, déjà trouvé. En Italie, la

---

E 2001(E)1970/1/131 (DoDiS-8947), ainsi que la notice de la Légation de Suisse à Rome au Ministère italien des Affaires étrangères du 27 avril 1953, *ibid.* (DoDiS-8966). Cf. aussi la lettre de E. Celio à M. Petitpierre du 13 janvier 1954, non reproduite.

3. Office suisse d'expansion commerciale.

4. Il s'agit du Syndicat suisse pour la réalisation du tunnel du Grand Saint-Bernard, présidé par M. Troillet.

région de Turin et particulièrement l'industrie automobile semblerait très intéressée à ce projet<sup>5</sup>. Les fonds privés qui seraient avancés du côté suisse seraient couverts par des garanties des cantons.

M. Merminod donna à ses interlocuteurs certains renseignements sur la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui à Paris, et analysa les chances de ratification de la convention franco-italienne pour le percement du Mont-Blanc. Il souligna en particulier les difficultés d'ordre financier qui ont surgi ces derniers temps, vu la réticence de la Banque de France. Il semble quasi impossible de prédire aujourd'hui si le Parlement français, dans sa composition actuelle, ratifiera cette convention, mais, à son avis, les choses pourraient traîner encore longtemps.

---

5. Sur cette question, cf. la lettre d'A. Cuendet à E. Celio du 21 avril 1953, non reproduite.

## 102

E 2001(E)1970/217/73

[DoDiS-9043]

### *Interne Notiz des Politischen Departements<sup>1</sup>*

NOTIZ ZUM BRIEF VON HERRN MINISTER DAENIKER VOM 14. MAI 1954  
BETREFFEND DIE FRAGE DER BEZIEHUNGEN ZU DER REGIERUNG DER DDR.

Bern, 17. Mai 1954

1. Die schweizerischen Behörden haben sich in den vergangenen Jahren auf den Standpunkt gestellt, dass es sich bei der Frage der Beziehungen zu der Regierung der DDR nicht um eine grundsätzliche politische Frage sondern um eine praktische Frage der auf dem Spiele stehenden schweizerischen Interessen und der Bereitschaft der DDR handle, diese Interessen zu respektieren. (Die Schweizerische Delegation war deshalb ermächtigt, zur Behandlung praktischer Fragen mit der Regierung der DDR den Verkehr zu pflegen, der dann allerdings von dieser Regierung unmöglich gemacht worden ist<sup>2</sup>.)

2. Im Sinne dieser These bot die Schweiz vor zwei Jahren Hand zu Verhandlungen mit der DDR<sup>3</sup>, bei welchen der Abschluss eines Handelsabkommens auf Regierungsbasis in Aussicht genommen wurde, unter der Voraussetzung, dass gleichzeitig auch für die Wahrung der schweizerischen Interessen in der DDR und die Betreuung der ca. 4500 damals noch in der DDR lebenden Schweizerbürger ein «modus vivendi» gefunden werden könnte.

---

1. Diese Notiz zum Brief von Herrn Minister Daeniker vom 14. Mai 1954 betreffend die Frage der Beziehungen zu der Regierung der DDR wurde von F. Schnyder verfasst, der zu dieser Zeit als Legationsrat im Politischen Departement und nicht mehr als Chef der Schweizer Delegation amtierte.

2. Zur Frage der Schliessung des Ostberliner-Büros der Schweizer Delegation vgl. Nr. 42 in diesem Band sowie das Schreiben von F. Schnyder an A. Zehnder vom 3. Februar 1953, E 2001(E)1969/121/174 (DoDiS-9054).

3. Vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 133 (DoDiS-7984).

Auf dem Sektor des Handelsverkehrs schien der Abschluss eines Vertrages durchaus möglich. Dagegen führten die gleichzeitigen Besprechungen über die Wahrung der schweizerischen Interessen nicht zum Ziel. Diese Besprechungen wurden vielmehr von seiten der DDR mit einer Stellungnahme beendet, die darauf schliessen liess, dass eine Wahrung der schweizerischen Interessen nur auf normalen diplomatischen Wege d. h. nach einem Austausch von diplomatischen Missionen möglich sein würde, der für die schweizerische Regierung nicht in Frage kam.

3. Aus Äusserungen führender Leute des Aussenhandelsministeriums der DDR gegenüber dem damaligen Chef der Schweizerischen Delegation in Berlin, kurz vor und nach Ende des vergangenen Jahres<sup>4</sup>, war zu entnehmen, dass die Regierung der DDR in der Frage der formellen Gestaltung der Beziehungen zu den Staaten, die nicht zum Ostblock gehören, nun eine elastischere Haltung einnahm. Diese Leute wiesen darauf hin, dass es im Interesse der Förderung der Handelsvertretung wünschbar wäre, wenn die DDR in der Schweiz eine offizielle Handelsvertretung errichten könnte. Sie liessen weiter eine gewisse Bereitschaft der DDR erkennen, einen «modus vivendi» zu akzeptieren, der eine Wahrung der schweizerischen Interessen und eine Betreuung der Schweizerbürger in der DDR ohne formelle diplomatische Beziehungen ermöglicht hätte.

Es schien allerdings, dass die Regierung der DDR die in Westberlin bestehende schweizerische Delegation (deren Bureau im Ostsektor die ostdeutschen Behörden zu Beginn des vergangenen Jahres zur Schliessung gezwungen hatten) nicht als geeignetes Instrument zu diesem Zweck betrachteten. Sie waren der Meinung, dass eine im Austausch gegen die ostdeutsche Handelsvertretung in der Schweiz bei der DDR zu errichtende schweizerische Handelsvertretung auch die nichthandelsmässigen Obliegenheiten erfüllen sollte, an welchen die Schweiz besonderes Interesse hat.

Ferner verlangte die DDR die Zulassung ihrer Handelsvertretung in Bern, während man schweizerischerseits eher an die Errichtung einer solchen Vertretung in Zürich gedacht hatte<sup>5</sup>.

4. Es machte den Anschein, als ob eine praktische Lösung, ein «modus vivendi», wie er nach der bisherigen schweizerischen Einstellung zu dieser Frage als annehmbar hätte betrachtet werden können, realisierbar war.

Eine gewisse Opposition machte sich aber von seiten der Kreise geltend, die für die Gestaltung unseres zwischenstaatlichen Handelsverkehrs zuständig sind. Sie hielten die Zulassung einer offiziellen ostdeutschen Handelsvertretung in der Schweiz aus praktischen Gründen nicht für sehr erwünscht<sup>6</sup>.

---

4. Vgl. das Schreiben von E. Thalmann an A. Zehnder vom 9. November 1953, E 2001(E)1969/121/66 (DoDiS-9050), das Schreiben von H. Lacher an A. Zehnder vom 30. März 1954, *ibid.* (DoDiS-9057) sowie die Notiz von S. Stiner vom 26. April 1954, *ibid.* (DoDiS-9058).

5. Für Bern war der Standort Zürich insofern von Bedeutung, als sich so die Botschaft der Bundesrepublik Deutschland in Bern nicht durch eine ostdeutsche Handelsvertretung konkurrenziert fühlen konnte. Vgl. die Notiz von F. Schnyder vom 23. März 1954, *ibid.*

6. Vgl. die Notiz von A. Zehnder an M. Petitpierre vom 29. November 1954, E 2001(E)1970/217/73.

Von schweizerischer Seite hatte man bei den Kontakten mit den Beauftragten der DDR darauf hingewiesen, dass es sich bei der Verwirklichung eines «modus vivendi», wie er in Betracht gezogen wurde, um eine rein praktische Massnahme handeln würde, der keine spektakuläre politische Bedeutung gegeben werden solle. – Nach dem ergebnislosen Verlauf der Berliner Viermächte-Konferenz hat die Sowjetmacht eine Erklärung abgegeben, derzufolge die Ausübung der Souveränität ganz der Regierung der DDR überlassen werde (eingeschränkt nur noch durch das Verbleiben der russischen Besetzungstruppen in der DDR). Im Zusammenhang mit dieser Erklärung und der Reaktion der Westmächte sowie von Bundeskanzler Adenauer erhielt die Frage der Beziehungen der DDR zu den Staaten ausserhalb des Ostblocks eine neue akute Bedeutung. Unter diesen Umständen schien es momentan unmöglich, einen «modus vivendi» zu verwirklichen und ihm dabei, wie das die Absicht der Schweiz war, den Charakter einer unpolitischen praktischen Lösung zu geben<sup>7</sup>.

Die bereits eingeleiteten Besprechungen, die zuletzt bei Anlass der Ost-Westhandelskonferenz in Genf geführt worden waren, wurden deshalb schweizerischerseits vorläufig nicht weitergeführt.

5. Zur Sachlage selbst ist grundsätzlich im übrigen folgendes zu sagen:

Vom Westen aus kann die praktische Pflege des Handelsverkehrs mit der DDR nicht als illegitim betrachtet werden. Die Bundesrepublik selbst hat einen Handelsverkehr mit der DDR, der durch ein grosses Vertragswerk geregelt ist. Frankreich hat mit der DDR ein Zahlungs- und Handelsabkommen abgeschlossen.

Das geschah allerdings, um der DDR politisch nicht entgegenkommen zu müssen, auf dem Wege von praktischen Lösungen, bei welchen die beiderseitigen Regierungen nicht direkt in Erscheinung traten. Für den Vertrag zwischen Frankreich und der DDR zum Beispiel wurden die beiderseitigen Notenbanken vorgeschoben.

Auch die Schweiz hat nicht an eine Lösung der Frage der Beziehungen auf diplomatischer Ebene gedacht. Für sie ist das Problem aber deshalb etwas schwieriger zu lösen als für andere Regierungen, weil ihr gar nicht in erster Linie an der Pflege des Handelsverkehrs sondern an der Interessenwahrung der Betreuung der Landsleute gelegen ist. Dieses Anliegen kann nicht so leicht in einem getarnten Procedere befriedigt werden, sondern setzt den Einsatz offizieller schweizerischer Beauftragter voraus, welche mit den Behörden der DDR verkehren können.

Wenn die Schweiz sich dazu entschliessen sollte, mit der DDR Handelsvertretungen auszutauschen, in der Meinung, dass die schweizerische Handelsvertretung in Ostberlin gleichzeitig auch andere als nur handelsmässige Belange wahren soll, so könnte in diesem Vorgehen nicht eine völkerrechtliche Anerkennung der DDR erblickt werden. Es würde durch die Wahl der Form vielmehr sehr klar zum Ausdruck gebracht, dass es sich um eine

---

7. Vgl. Nrn. 94 und 96 in diesem Band, das Schreiben von A. Huber an A. Zehnder vom 7. April 1954, E 2001(E)1969/121/66 (DoDiS-9053) sowie die Notiz von E. Graffenried an A. Zehnder und S. Stiner vom 21. April 1954, *ibid.* (DoDiS-9059).

praktische und nicht um eine politische Lösung handelt. Das könnte den Westmächten und der Regierung der Bundesrepublik später – wenn die Auseinandersetzung über die «Souveränität» der DDR etwas von ihrer Aktualität verloren hat – vielleicht doch klar gemacht werden.

Gleichzeitig könnten sie darauf aufmerksam gemacht werden, dass sie, ebenso wie sie gegen die praktische Lösung der Franzosen keinen Einspruch erhoben haben, auch kein Interesse haben, gegen unsere praktische Lösung zu protestieren und ihr damit eine politische Bedeutung zu geben, die sie nicht hat und die ihr die schweizerische Regierung auch gar nicht zu geben wünscht.

### 103

E 2001(E)1979/28/2

[DoDiS-9017]

*Der Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten  
des Politischen Departements, A. Zehnder,  
an den Schweizerischen Gesandten in Washington, K. Bruggmann<sup>1</sup>*

S FS Persönlich. Vertraulich

Bern, 20. Mai 1954

Im Nachgang zu unserem Brief vom 13. Mai<sup>2</sup> betreffend Dokumente aus italienischem Geheimarchiv beehren wir uns, Ihnen mitzuteilen, dass Herr Prof. Kern gemeinsam mit uns die Aufstellung zum Brief Ihres Mitarbeiters R. Hunziker geprüft hat.

Es ist für uns sehr peinlich, dass die von Ihnen zitierten Dokumente in die Hände einer Privatperson gefallen sind. Wir wissen nicht, was Herr Rudolf von Albertini damit anfangen will. Er ist Privatdozent für neuere Geschichte an der Universität Zürich und hätte seine Vorlesungen im laufenden Semester beginnen sollen. Er hat sie wegen Landesabwesenheit noch nicht angefangen. Die Vermutung liegt jedoch nahe, dass er aktuelles und vielleicht sensationelles Material sucht, um seine Vorlesungen interessant zu gestalten. Ist die Vermutung richtig, so würden Herr von Albertini und somit auch Herr Hunziker uns einen sehr schlechten Dienst erwiesen haben. In der Tat sind die italienischen Archive weder vollständig noch historisch stichhaltig; nur ein Teil befindet sich in Washington, ein anderer wird in Italien und in der Schweiz von Plünderern feilgeboten. Es befinden sich darunter Aktenstücke, die Namen von prominenten schweizerischen Persönlichkeiten und ihre angeblichen Äusserungen zu politischen Tagesfragen enthalten, wobei deren

---

1. *Diesem Dokument wurde eine nicht unterzeichnete Notiz an A. Zehnder vom 20. Mai 1954 beigelegt. Die Notiz lautet: Le chef du département est d'accord avec la signature et l'envoi de cette lettre. Mais il aimerait que vous ajoutiez en post-scriptum qu'il se réserve d'examiner cette affaire plus à fond, d'ouvrir une enquête contre M. Hunziker et de prendre à son égard des mesures disciplinaires et administratives. Auf der Notiz steht eine handschriftliche Anmerkung von A. Zehnder: Privatbrief handgeschrieben vom 21. Mai.*

2. *Nicht abgedruckt.*

Richtigkeit oder richtige Wiedergabe erst noch nachzuprüfen wäre. Eine wahllose Publikation derselben durch einen schweizerischen Dozenten könnte innerpolitische Folgen haben, die uns im jetzigen Augenblick nicht passen.

Aus früherer Korrespondenz wissen Sie mit welchem Geschick Herr Prof. Kern die Veröffentlichung gewisser sensationeller Aktenstücke aus deutschen Archiven verhindern konnte<sup>3</sup>. Wir fragen uns deshalb, ob es nicht angezeigt wäre, dass Herr Prof. Kern auf einen Sprung nach Washington käme, um das sich in amerikanischen Händen befindliche Material zu sichten. Wir sind aber auf Ihre Beurteilung der Chancen einer solchen Sichtung angewiesen. Besteht überhaupt die geringste Hoffnung, dass die massgebenden amerikanischen Herren Herr Prof. Kern das gesamte die Schweiz betreffende Material<sup>4</sup> zwecks Prüfung zur Verfügung stellen in der Hoffnung, dass einzeln besonders kompromittierende Stücke wie die Rolle 414, Nrn. 7<sup>5</sup>, 11<sup>6</sup>, Rolle 439, Nrn. 17, 4<sup>8</sup>, Rolle 455, Nrn. 2<sup>9</sup>, 3<sup>10</sup>, Rolle 1357, Nr. 2<sup>11</sup>, allenfalls nicht zur Veröffentlichung gelangen würden? Die vorstehende Aufzählung ist keinesfalls vollständig, sondern soll nur zur Illustration dienen. Sollten Sie der Auffassung sein, dass Herr Prof. Kern in Washington willkommen und seine Reise nützlich sein könnte, so würden wir nicht zögern, dem Bundesrat die Reise zu beantragen. Wir müssen es Ihnen überlassen zu sehen, wie Sie die uns interessierende Auskunft beschaffen können. Eines möchten wir Sie aber bitten: die Sache selber an die Hand zu nehmen. Herrn Hunziker wäre einzuschärfen, sich nicht mehr zu exponieren und jede Bemühung, Drittpersonen in dieser Sache behilflich zu sein, sofort einzustellen.

Was nun Herrn Dr. von Albertini anbetrifft, so haben wir vergeblich versucht, ihn in Zürich zu erreichen. Er ist, wie gesagt, immer noch landesabwesend. Sollte er noch in Washington sein, so bitten wir Sie, ihm zu sagen, dass die Hilfe der Gesandtschaft ihm solange verwehrt sein wird, bis Bern neue

3. Vgl. E 2800(-)1967/60/9.

4. Zu einer detaillierten Liste der Mikrofilme betreffend die Schweiz vgl. die Notiz von R. Hunziker an das Politische Departement vom 19. April 1954, E 2001(E)1978/28/2 (DoDiS-9018).

5. Gemäss der von R. Hunziker erstellten Liste handelt es sich um das Dossier mit dem Titel: Februar/März 1945, Dokumente betreffend deutsch-italienischen Eisenbahnverkehr durch die Schweiz. Vgl. Anm. 3.

6. Es handelt sich um folgendes Dokument: 5. Oktober 1943, Notiz für den Duce über das Asylrecht in der Schweiz (Unterredung Graf Mazzolinis mit schweizerischem Geschäftsträger, Legationsrat Pierre von Salis). *Ibid.*

7. Es handelt sich um das Dossier mit dem Titel: Korrespondenz und Telegrammwechsel zwischen italienischer Gesandtschaft in Bern und Aussenministerium. *Ibid.*

8. In seiner Liste gab R. Hunziker die folgenden Bemerkungen, die das fragliche Dokument betreffen: In dieser Korrespondenz erscheint wiederum der Name Dr. Martignonis, und es wird erwähnt, dass er der italienischen Gesandtschaft in Bern seine Dienste für faschistischen Propaganda in der Schweiz angeboten habe. Geldanweisung von Lire 10'000 vom Aussenministerium für Propagandazwecke. *Ibid.*

9. Dossier: Beziehungen der Schweiz zu den Achsenmächten. *Ibid.*

10. Dossier: Transitverkehr Deutschland/Italien durch die Schweiz. *Ibid.*

11. Dossier: Beziehungen des italienischen faschistischen Regimes zur Schweiz, August 1944 bis März 1945. *Ibid.*



Instruktionen schickt. Diese werden erst dann erteilt werden, wenn wir Gelegenheit gehabt haben, mit Herrn von Albertini zu sprechen und zu sehen, wes Geistes Kind er ist und was er im Schilde führt. Wir sind immer noch tief beunruhigt darüber, dass Ihr Mitarbeiter sich so leichtfertig zur nachgesuchten Hilfe bereit erklärt hat, ohne zu bedenken, dass die Übergabe so wichtiger Aktenstücke an einen Privaten für uns sehr unangenehme Folgen haben könnte<sup>12</sup>.

---

12. *Die Anfragen von A. von Albertini wurden schliesslich von der schweizerischen Gesandtschaft in Washington abgewiesen, so dass dieser keinen Zugang zu den amerikanischen Mikrofilmen der italienischen Dokumente betreffend die Schweiz bekam. Vgl. das Schreiben von K. Bruggmann an A. Zehnder vom 3. Juni 1954, nicht abgedruckt. Kopien der fraglichen Mikrofilme wurden jedoch von der schweizerischen Gesandtschaft in Washington hergestellt. Diese wurden dem Bundesarchiv in Bern abgegeben. Vgl. das Schreiben von A. Zehnder an L. Kern vom 17. Juni 1954, nicht abgedruckt.*

## 104

E 2800(-)1967/59/20  
[DoDiS-9023]

### *Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre*

ENTRETIEN AVEC M. MOLOTOV, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE L'URSS, LE VENDREDI 28 MAI 1954<sup>1</sup>

[Berne, 28 mai 1954]

M. Molotov est entré dans mon bureau à 11 h. 40. Il était accompagné de son interprète, M. Starikov, du Ministre de l'URSS à Berne, M. Molotchkov, et du Ministre Zehnder. L'entretien a duré jusqu'à 12 h. 05. Il a été très cordial et animé. Nous avons échangé debout quelques compliments. J'ai souhaité la bienvenue et remercié M. Molotov d'avoir consacré une journée à un voyage à Berne. Il m'a dit son plaisir d'être en Suisse, d'avoir fait le voyage de Genève à Berne par un très beau temps et en traversant de belles régions.

M. M. m'a demandé ce que je pensais de la Conférence de Genève, si j'étais optimiste ou pessimiste. Je lui ai répondu que c'était plutôt à moi à lui poser cette question, puisqu'il était mieux renseigné que je ne l'étais sur ce qui se passait, – mais j'ai ajouté que je lui répondrais, et lui m'a dit qu'il me donnerait aussi son avis. Je me suis exprimé en substance ainsi: Au moment où la conférence a été décidée et où Genève a été choisie comme son siège, nous avons eu l'espoir en Suisse qu'elle donnerait des résultats positifs; c'est pourquoi nous avons accepté et nous avons été heureux qu'elle se tînt en Suisse. Au début de la conférence, on pouvait hésiter entre l'optimisme et le pessimisme et avoir des doutes sur les chances de succès. Mais depuis plusieurs jours on peut être optimiste. Il semble que personne ne veuille courir le

---

1. *Au sujet de la visite de W. Molotov en Suisse cf. aussi la notice de A. Zehnder du 28 mai 1954, non reproduite (DoDiS-9031).*

risque d'une guerre générale. On fera son possible pour arriver à un compromis. Sans doute un règlement définitif des problèmes en suspens n'est pas à envisager, mais si l'on peut mettre fin aux hostilités, ce serait déjà beaucoup: celles-ci arrêtées, les belligérants n'ont en général pas envie de les recommencer. Il faut de la patience. J'émetts deux éventualités: celle où la conférence aboutirait à des résultats positifs, et celle où il faudrait envisager une nouvelle conférence pour reprendre des questions qui n'auraient pas été réglées à Genève. J'ajoute qu'à Genève, deux hommes d'Etat me paraissent pouvoir et avoir la volonté de jouer le rôle de conciliateurs et par leurs efforts pouvoir faciliter un compromis: «Vous-même, M. le Ministre, et M. Eden, Ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne.» Je précise encore que les opérations militaires actuelles en Indochine compliquent les choses, parce que les belligérants (je ne précise pas le Vietminh) ont tendance à s'assurer le maximum d'avantages sur le terrain pour améliorer leur position à la conférence.

M. M. estime que les points de vue que j'ai exprimés sont justes, et il déclare les partager. Aussi longtemps que les discussions continuent, les chances de réaliser un compromis subsistent. Une nouvelle conférence après celle de Genève n'est pas exclue. Le devoir de lui, Molotov, et de M. Eden en tant que présidents de la conférence, est de chercher à concilier les points de vue. Mais les difficultés sont très grandes et on ne peut encore dire si elles pourront toutes êtres surmontées. M. M. n'est pas sûr que tout le monde veuille éviter la guerre (allusion sans doute aux USA, qu'il ne nomme pas).

La discussion se poursuit sur ce thème, puis M. M. me dit que les gouvernants suisses ont su faire une habile politique, puisqu'ils ont évité que la Suisse ne soit entraînée dans les dernières guerres. Je relève que notre position géographique et nos montagnes nous ont facilité cette politique et la préparation de notre défense. M. M. insiste sur le fait que c'est surtout la sage politique pratiquée par les gouvernants suisses qui a préservé notre pays. Je réplique alors que depuis des siècles les Suisses se sont efforcés de rester en dehors des conflits et des oppositions entre les grandes Puissances, notamment celles qui nous entouraient naguère. J'ajoute aussi que notre armée nous a toujours protégés, en particulier pendant la dernière guerre, et que, si elle avait dû ou devait à l'avenir se battre, nous pensons qu'elle se battrait bien. Sur une question de M. M. concernant l'armée, j'ai précisé que c'était une armée de milices, que chaque citoyen était soldat, qu'il n'y avait pas de troupes de métier, hormis les officiers instructeurs, et que le peuple et l'armée formaient une entité.

## 105

E 2001(E)1969/121/351

[DoDiS-9070]

*Le Ministre de Suisse à Buenos Aires, M. Fumasoli, au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique, A. Zehnder*

VISITE AU PRÉSIDENT PERON. PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ARGENTINO-SUISSES

L Confidentielle

Buenos Aires, 28 mai 1954

Avant de partir en congé pour la Suisse, jeudi prochain, j'ai demandé au président Perón de me recevoir, désirant prendre congé de lui. Aimable comme toujours et bien que je l'aie rencontré ces derniers jours, occasionnellement, à plusieurs reprises, le général Perón me reçut immédiatement. Le sachant très occupé par la visite du président libanais<sup>1</sup> qui est ici depuis quelques jours et auquel M. Perón voue un intérêt très marqué (les Syro-libanais en Argentine, sont près d'un demi million et ils représentent un nombre important de voix à l'occasion des élections), sans compter les problèmes économiques graves qui se posent ces jours-ci à M. Perón (presque tous les travailleurs sont en grève à cause de leurs réclamations en matière de salaires), j'avais décidé de l'entretenir seulement de deux questions importantes pour nous: l'accord aéronautique<sup>2</sup> et les perspectives pour la conclusion d'un accord commercial normal, grâce à la reprise, par l'Argentine, des transferts financiers, sans lesquels un accord ne semble guère possible<sup>3</sup>. Il n'est pas très facile d'entretenir le président de problèmes précis, car il aime les monologues et les digressions et lorsqu'il est lancé dans un long développement, il ne se laisse pas facilement ramener au noyau des questions qu'on vient lui soumettre.

Je fais part à «Organisations Internationales», dans un rapport spécial<sup>4</sup>, de l'attitude favorable observée par le président Perón en ce qui concerne nos efforts en vue de la conclusion d'un accord aéronautique.

Pour ce qui a trait aux problèmes se rapportant à un arrangement économique normal (comportant donc des échanges de marchandises normaux, ainsi que les transferts financiers en général) le président s'est montré théoriquement très positif, sans cependant vouloir aller au fond de certaines questions qui ne sont pas de détail. Il a, comme d'habitude, fait un grand éloge de notre pays et de son gouvernement et il a déclaré qu'il désire vivement que les rapports commerciaux réciproques soient normalisés par la conclusion d'un accord général auquel ne s'oppose, dit-il, aucune difficulté. Comme je

---

1. C. Chamoun.

2. Sur les négociations concernant la conclusion d'un accord aéronautique entre la Suisse et l'Argentine, cf. E 2001(E)1970/1/134.

3. Sur le problème des transferts financiers, cf. N° 6 dans le présent volume, ainsi que le rapport de M. Fumasoli au Département politique du 5 octobre 1953, E 2001(E)1969/121/351 (DoDiS-9069), et la lettre de M. Fumasoli à J. Hotz du 14 novembre 1954, E 7110(-)1967/32/670 (DoDiS-9072).

4. Cf. la lettre de M. Fumasoli à la Division des Organisations internationales du Département politique du 28 mai 1954, E 2001(E)1970/1/134.

répondis que certaines difficultés subsistaient toujours, du côté argentin, le général Perón m'interrompit pour me dire qu'il avait fort bien compris l'importance des montres dans le cadre de l'exportation suisse<sup>5</sup>; qu'il avait expliqué aux ministères compétents que s'ils ne donnaient pas les permis d'importation, les montres seraient quand même importées en contrebande et qu'elles reviendraient plus chères au pays, de sorte que ce problème devait être réglé. J'ai répondu en soulignant à quel point il avait raison et en relevant que la contrebande ne renchérisait pas seulement les montres, mais qu'elle ruinait les importateurs réguliers, honnêtes et responsables, tout en favorisant l'immoralité. J'ai ajouté que jusqu'ici nous n'avions toutefois pas obtenu les permis d'importation sollicités, mais que j'espérais, vu son intervention, que le problème pourrait être réglé bientôt sur un plan général. M. Perón me rappela – pour justifier la position des ministères compétents – les difficultés que l'Argentine avait dû supporter de 1950 à fin 1952 et la politique de sélection sévère en matière d'importations qu'il avait dû inaugurer. Il a observé qu'il se rendait compte à quel point cette politique était dure pour certains importateurs, mais qu'il n'avait réellement pas eu la possibilité d'agir autrement.

Il affirma que la situation économique s'était beaucoup améliorée, mais qu'il était obligé, malheureusement, de continuer à maintenir le contrôle sur les importations, vu les difficultés que l'Argentine rencontre dans le domaine des exportations. En répondant à ma question tendant à savoir si la plus grave des difficultés auxquelles il doit faire face en matière d'exportation, était celle de la baisse des prix, M. Perón me répondit que ce problème pouvait être résolu par l'Argentine grâce à sa souplesse et à la possibilité pour elle de s'aligner en matière de prix, quitte à se rattraper par certaines opérations déterminées et que la difficulté la plus grave résidait pour lui dans la conquête de marchés suffisants pour le placement des récoltes. Comme vous le voyez et ainsi que je l'ai toujours relevé, l'Argentine ne peut pas se permettre de négliger les marchés étrangers, si petits soient-ils. Evidemment, les sacrifices auxquels elle consentira pour se les assurer seront en proportion avec l'importance des marchés et, à ce point de vue, la Suisse (qui n'absorbe qu'un tonnage restreint de céréales argentines) aura de la peine à obtenir d'importantes concessions de Buenos Aires, pour l'exportation des articles dénommés non essentiels. Toutefois, nous ne sommes pas indifférents à l'Argentine.

Ayant conduit la conversation sur l'objet principal de ma visite au président, à savoir sur ses intentions concernant les transferts financiers afférents aux investissements que l'on appelle anciens, c'est-à-dire antérieurs à la Loi du 26 août 1953, n° 14222, M. Perón me réaffirma sa volonté nette et précise de reprendre les transferts en question et il souligna que l'Argentine ne les avait suspendus qu'en 1951, au moment où la crise économique provoquée par la sécheresse allait rapidement atteindre son zénith. Il me démontra, plume à la main, pourquoi il lui avait paru absolument nécessaire de nationaliser les transports, bien que l'exploitation en coûte très cher à l'Etat, à cause des tarifs très bas qu'il doit maintenir. Il affirma que l'enquête en cours devait révéler

---

5. Sur la question des montres, cf. la lettre d'A. Dominicé à A. Zehnder du 27 janvier 1954, E 2001(E)1969/121/352.

l'origine précise des investissements anciens, mais qu'une fois ce travail fait, le transfert des revenus légitimes devait être repris sans hésitation: «je vous donne ma parole – dit-il – et vous savez que je tiens mes promesses, que les transferts financiers, ceux qui intéressent la Suisse en premier lieu, seront recommencés et qu'en cinq ans, en tout cas, l'Argentine ne devra plus un sous à qui que ce soit.» Quant à la définition «revenus légitimes» employée par M. Perón, à ma demande d'explication, il ne me donna que l'exemple suivant: une entreprise anglaise importa, en son temps, en Argentine, un capital de dix millions de pesos et obtint en même temps, d'une banque argentine, un emprunt de cent millions de pesos. Avec ce capital argentin, elle travailla fortement et transféra à Londres les bénéfices entiers de l'exploitation, c'est-à-dire les revenus de cent dix millions. Il est clair que cette entreprise a ainsi rapatrié plusieurs fois les dix millions investis en Argentine, ce qui est injuste et ce que l'Argentine ne tolérera plus jamais.

La conversation tomba sur les entreprises électriques. M. Perón déclara que le Gouvernement n'avait aucune intention de nationaliser ni la «Cade»<sup>6</sup> ni la «Italo»<sup>7</sup> et que, bien au contraire, il faisait tout le possible pour résoudre les problèmes auxquels ces compagnies étaient obligées de faire face. En faisant allusion à la question des tarifs (qui constitue le problème central des deux compagnies précitées), M. Perón observa qu'il s'agissait d'un problème très ardu vu qu'il est très difficile d'augmenter les coûts de production, sans créer au pays une chaîne de conséquences graves, mais qu'il avait déjà dit aux intéressés qu'il était prêt à faire un effort, s'ils augmentaient, de leur côté, la production d'énergie, ce qui allait probablement être le cas puisque M. Brosens (président de la «Cade») semblait avoir obtenu des crédits aux Etats-Unis (le Crédit Suisse doit être au courant des buts du récent voyage de M. Brosens à New York). M. Perón se moqua du parti radical argentin qui, dans ses campagnes électorales n'a jamais cessé de l'appeler «cadiste» parce que lui, Perón, favorise la «Cade», comme la «Italo», alors que les Radicaux en réclament l'expropriation (ce qui est d'ailleurs exact).

Je n'ai pas pu obtenir du président une déclaration formelle quant au moment précis de la reprise des transferts financiers: comme toute l'Administration, il attend aussi les résultats du recensement des «capitaux anciens» (dont il a été si souvent question dans les rapports de la Légation de ces derniers mois<sup>8</sup>), pour pouvoir prendre une décision. Je crois réellement que M. Perón désire sincèrement résoudre ce problème dont dépend le prestige financier (s'il y en a encore) de l'Argentine à l'étranger, mais que sachant combien il est dangereux de faire des promesses et de ne pas les tenir, il sait que pour prendre une décision il doit:

1) voir si, et à quelles conditions, l'Argentine pourra vendre sa récolte et quelle sera ensuite sa situation au point de vue de la balance commerciale et de celle des paiements; 2) résoudre le problème très grave qui se pose à elle, en ce moment, à cause des grèves persistantes organisées par les divers

---

6. *Compañía Argentina de Electricidad. Sur cette société, cf. E 2200.60(-)1968/231/10. Cf. aussi DDS, vol. 15, N° 163.*

7. *Compañía Italo-Argentina de Electricidad.*

syndicats, dans toutes les branches de l'industrie et qui semblent devoir fatalement conduire le Gouvernement à élever considérablement les salaires, puis certains prix, avec, comme conséquence, une reprise de l'inflation; 3) attendre le résultat de l'enquête relative aux «capitaux anciens» afin de connaître quel serait le montant de devises exigé par la reprise des services financiers.

A tout cela, on pourrait faire suivre bien des commentaires sur l'incertitude du futur immédiat de l'économie argentine. Je m'en abstiens car les pronostics sont très difficiles à faire et parce que si je voulais invoquer ceux d'un grand nombre d'hommes d'affaires, je devrais ouvrir peut-être trop largement les portes du pessimisme.

Il est certain que M. Perón ne pouvait guère, s'il voulait rester sérieux, me faire des promesses et des déclarations précises à l'heure actuelle, car – comme déjà dit – la situation économique générale accuse une instabilité presque exceptionnelle. Le redressement dépend de quelques facteurs aux conséquences absolument imprévisibles aujourd'hui. Je n'ai donc rapporté de ma visite au président, qu'une promesse formelle d'appui en ce qui concerne l'accord aéronautique; une déclaration précise quant à sa ferme volonté de reprendre les transferts financiers, mais sans engagement quant à la date de la reprise; une déclaration de bonne volonté pour ce qui a trait à la conclusion d'un accord commercial et à l'importation des «non essentiels» tels que les montres. C'est dommage que la normalisation de nos échanges commerciaux avec l'Argentine soit si étroitement liée aux transferts financiers (liaison que je comprends d'ailleurs fort bien) car si nous avions les mains plus libres de ce côté-là, nous pourrions peut-être conclure actuellement, sans des difficultés excessives, un accord commercial, surtout si l'Angleterre et l'Allemagne – à la suite des conversations générales qui viennent d'avoir lieu à Londres et à Bonn – obtenaient de Buenos Aires partiellement au moins, la libéralisation qu'elles réclament. Les conséquences de ces conversations, surtout celles qui ont eu lieu à Londres (où il existe, comme chez nous, un grand intérêt pour les services financiers) devront être surveillées par nous avec la plus grande attention.

Ce n'est donc décidément que d'ici quelques mois, dans le meilleur des cas, que nous connaissons les décisions argentines au sujet de la reprise des services financiers afférents aux capitaux anciens<sup>9</sup>.

---

8. Cf. E 2300(-)/9001/99.

9. *Quelques mois plus tard, M. Fumasoli avertit le Département politique que le Ministre argentin pour les Affaires économiques lui a communiqué une réponse entièrement négative pour ce qui a trait à la reprise des services financiers. Cf. la lettre de M. Fumasoli à A. Zehnder du 14 novembre 1954, non reproduite.*

E 2200.161(-)1968/134/23

[DoDiS-9457]

*Interne Notiz der schweizerischen Gesandtschaft in Köln*<sup>1</sup>

## WIEDERGUTMACHUNG NATIONALSOZIALISTISCHEN UNRECHTS

PY

[Köln], 31. Mai 1954

1. Das Naziunrecht stellt die letzte schwerwiegende Hypothek im schweizerisch-deutschen Verhältnis dar. Durch das Londoner Abkommen wurden die Auslandsschulden geregelt<sup>2</sup>, durch das Abkommen über die Clearing-Milliarde die Forderung der Eidgenossenschaft berücksichtigt<sup>3</sup>, durch den Lastenausgleich die Kriegsschädenfrage einigermaßen geregelt. Die Wirtschafts- und Finanzbeziehungen sind normalisiert.

2. Die Schweiz hatte für das Nachkriegsdeutschland stets besonderes Verständnis. Liebesgaben-Aktionen<sup>4</sup>, Anknüpfung kultureller Beziehungen<sup>5</sup>. Die Schweiz hat das private deutsche Vermögen in der Schweiz nicht liquidiert<sup>6</sup>, sie hat die gewerblichen Schutzrechte<sup>7</sup> wieder hergestellt, sie hat insbesondere das Vermögen des Reiches und der Reichsbank, insgesamt 42 Mio. Schweizerfranken, ausschliesslich zu Gunsten deutscher Interessen verwendet<sup>8</sup>. Lauter Tatsachen, die von der Bundesregierung und vom Bundestag ausdrücklich gewürdigt wurden. Die Schweiz hat auch das Vermögen der nationalsozialistischen Parteiorganisationen in der Schweiz (ca. SFr. 1 Mio.) im Jahre 1953 für Kolonierzwecke zur Verfügung gestellt<sup>9</sup>.

3. Bezüglich der Wiedergutmachung der Nazischäden haben wir zunächst abgewartet, ob und inwieweit die Bundesrepublik Entschädigungsgesetze erlässt<sup>10</sup>. Als klar wurde, dass das BEG nur einen Teil der erlittenen Schäden

---

1. Die Notiz wurde von A. Janner verfasst.

2. Vgl. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung zum Londoner Abkommen über Deutsche Auslandsschulden (vom 5. Mai 1953), *BBl*, 1953, Bd. 105, II, 177–351.

3. Vgl. Nr. 28 in diesem Band.

4. Vgl. *DDS*, Bd. 16, Nr. 19 (DoDiS-1711).

5. Vgl. das Schreiben von A. Greutert an G. Keel vom 2. Mai 1949, E 2001(E)1967/113/356 (DoDiS-8049). Vgl. *DDS*, Bd. 17, Nr. 48 (DoDiS-4360).

6. Vgl. *DDS*, Bd. 16, thematisches Verzeichnis: Allgemeine Finanzbeziehungen und *DDS*, Bd. 17 und 18, thematisches Verzeichnis: Fortsetzung des Washingtoner Abkommens.

7. Vgl. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend das Abkommen der Schweiz mit der Bundesrepublik Deutschland über die Wiederherstellung gewerblicher Schutzrechte (vom 5. September 1952), *BBl*, 1952, Bd. 104, III, S. 45–63.

8. Vgl. *DDS*, Bd. 17, Nr. 56 (DoDiS-4421).

9. Die deutsche Interessenvertretung in der Schweiz wurde 1953 geschlossen; die Aufgaben übernahm die deutsche Gesandtschaft in Bern. Vgl. den Rechenschaftsbericht der DIV über ihre Geschäftstätigkeit im Jahre 1952 bis zu ihrer Schliessung am 30. 4. 1953, E 2001-03(-)/7/4. Vgl. auch *BR-Prot. Nr. 315 vom 24. Februar 1953*, E 1004.1(-)/1/550 (DoDiS-9099).

10. Das Bundesergänzungsgesetz zur Entschädigung für Opfer der nationalsozialistischen Verfolgung (BEG) wurde am 18. September 1953 vom deutschen Parlament genehmigt und trat am 1. Oktober 1953 in Kraft. Am 29. Juni 1956 folgte das Bundesgesetz zur Entschädigung für Opfer der nationalsozialistischen Verfolgung, welches das Gesetz von 1953 ergänzte.

berücksichtigen würde, haben wir Besprechungen mit dem Bundesfinanzministerium aufgenommen. Es wurden uns zwei Möglichkeiten angeboten:

- a) Berücksichtigung im Härteausgleich des BEG oder
- b) Pauschalabgeltung.

Es wurde von Herrn Kuschnitzky im Juni 1953 noch als möglich erachtet, anlässlich der parlamentarischen Beratung eine Formulierung zu finden, welche die Schweizerschäden irgendwie berücksichtigt hätte<sup>11</sup>. Aus Zeit-, optischen und psychologischen Gründen zogen wir die Pauschallösung vor<sup>12</sup>.

Es wurde uns in der Folge Art. 5 des Londoner Abkommens entgegengehalten. Wir verzichteten auf die Abgeltung der Schäden, baten aber um eine tatbeständliche Erörterung zum Zwecke der Beweissicherung<sup>13</sup>. Deutscherseits wurde auch die Prüfung der Fälle als unzulässig zurückgewiesen und dafür eine Erklärung über die Glaubwürdigkeit und Angemessenheit unserer Ansprüche aus der Kriegszeit angeboten. Wir verlangten daraufhin Prüfung und Abgeltung der Vorkriegsfälle. Nach anfänglicher Zusage wurde nicht nur deren Abgeltung, sondern auch die Prüfung unter Hinweis auf das Kriegsfolgenschlussgesetz abgelehnt.

4. Bern ist nicht bereit, die Vertagung, auch wenn es sich nicht um eine solche *ad calendas grecas*<sup>14</sup> handelt, hinzunehmen<sup>15</sup>. Gerade der Hinweis auf das Kriegsfolgenschlussgesetz, von dem wir bisher nicht annahmen, dass es noch Bestimmungen enthalten könnte, die Verfolgungstatbestände einschliessen, macht Verhandlungen nötig, damit gegebenenfalls vor Verabschiedung durch das Kabinett die schweizerischen Begehren berücksichtigt werden können. Die Erörterung der Vorkriegsfälle kann auch im Hinblick auf die Novelle zum BEG nur nützlich sein. Wenn es der Bundesregierung wirklich darum geht, das Wiedergutmachungskapitel mit der Schweiz abzuschliessen, so kann sie ihren guten Willen dadurch beweisen, dass sie sich zu Verhandlungen am 11. Juni bereit erklärt. Zweck der Verhandlungen: Feststellung der noch wiedergutzumachenden Nazischäden aus der Vorkriegszeit, wodurch der Bundesregierung die Möglichkeit gegeben wird, zu klären, inwieweit gewisse Tatbestände durch das Kriegsfolgenschlussgesetz geregelt werden können. Sämtliche offene Fragen völkerrechtlicher und finanzieller Natur sollen ebenfalls anlässlich der Verhandlungen diskutiert werden.

5. Bern wünscht eine rasche Durchführung des Notenwechsels<sup>16</sup>. Der von Herrn Wolff gewünschte Zusatz «während der Zeit des zweiten Weltkrieges»

---

11. Vgl. das Schreiben von A. Huber an A. Zehnder vom 20. Mai 1953, E 2001-08(-)1978/107/2.

12. Die handschriftlichen Randnotizen zu diesem Absatz konnten nicht entziffert werden.

13. Die handschriftlichen Randnotizen zu diesem Absatz konnten nicht entziffert werden.

14. Gemeint ist hier: auch wenn die deutsche Seite nicht beabsichtigt, gar nicht auf die Angelegenheit einzutreten.

15. Vgl. den Antrag des EPD an den Bundesrat vom 12. April 1954, E 1004.1(-)/1/565 (DoDiS-9137).

16. Zum Überblick über die an Leib und Leben geschädigten Schweizer vgl. die Statistik des EPD vom 31. Mai 1954, E 2001-08(-)1978/107/3. Vgl. auch die Verbalnote des deutschen Auswärtigen Amtes vom 23. Juni 1954, *ibid.* Zu den Verhandlungen vom 28. bis 30. Juni 1954 vgl. das Protokoll der schweizerisch-deutschen Verhandlungen über die Wiedergutmachung der «Nazi-Schäden», *ibid.*



sollte nicht in Satz 1 des deutschen Notenentwurfes eingebaut werden, sondern im zweiten Satz, der folglich lauten müsste: «Wir sind mit Rücksicht auf die in Art. 5 des Londoner Schuldenabkommens eingegangenen Verpflichtungen zurzeit leider nicht in der Lage, in eine Prüfung des Materials und der darauf gegründeten Ansprüche, soweit sie während der Zeit des zweiten Weltkrieges entstanden sind, einzutreten.» Eine Erwähnung dieses Zusatzes in der schweizerischen Antwort ist nicht erforderlich.

Satz 1 des letzten Absatzes des schweizerischen Antwortentwurfes müsste lauten: «Soweit die in Frage stehenden Schäden auf die Zeit *vor* dem zweiten Weltkrieg zurückgehen, erfolgt deren Erörterung in besondern Besprechungen.»

6. Bis Ende April sind ungefähr 50 Zahlungsaufträge für Wiedergutmachungen bei der Schweizerischen Verrechnungsstelle eingetroffen, die mit rund 160'000 Schweizerfranken honoriert wurden. Unter den Empfängern befindet sich jedoch lediglich ein einziger Schweizer mit 2000 Franken.

## 107

E 2001(E)1988/16/662/5

[DoDiS-9675]

*Der Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre,  
an den Chef der schweizerischen Delegation  
bei der Neutral Nations Supervisory Commission, E. Gross*

S GA Vertraulich

Bern, 31. Mai 1954<sup>1</sup>

Wir haben am 26. d. M. auf telegraphischem Wege eine Mitteilung an Sie gerichtet<sup>2</sup>, womit wir unserer Besorgnis über die jüngste Entwicklung der Verhältnisse im Schosse der Neutralen Überwachungskommission ausgesprochen und Ihnen einige Aufschlüsse über die Haltung gegeben haben, welche Sie als schweizerisches Mitglied dieser Kommission unseres Erachtens einnehmen sollten<sup>3</sup>. Diese Hinweise waren naturgemäss summarisch gehalten, und wir möchten unsere Auffassung deshalb brieflich noch etwas näher erläutern.

1. Die Neutrale Überwachungskommission wird jetzt, während der Dauer der Genfer Konferenz<sup>4</sup>, die sich u. a. mit dem Korea-Problem zu befassen hat, von der Weltöffentlichkeit mit besonderer Aufmerksamkeit beobachtet. Das, was im Rahmen der Tätigkeit dieser Kommission momentan geschieht, wird

1. *Das Schreiben wurde orientierungshalber an die schweizerischen Gesandten in Washington, London, Peking, New Delhi, Stockholm, Moskau und an den schweizerischen Beobachter bei der UNO gesandt.*

2. *Vgl. das Telegramm Nr. 84 vom 26. Mai 1954, nicht abgedruckt.*

3. *Zum Bericht von Oberstbrigadier E. Gross über seine Tätigkeit als Chef der Schweizerischen Delegation der Neutralen Überwachungskommission für den Waffenstillstand in Korea. Mai bis Oktober 1954 vom 16. Dezember 1954 und den Schlussberichten seiner Vorgänger F. Rihner und P. Wacker vgl. E 2001(E)1988/16/662/11.*

4. *Die Konferenz dauerte vom 26. April bis zum 21. Juli 1954.*

zwangsläufig mit den Verhandlungen in Genf in Zusammenhang gebracht und kann sich auch auf diese Verhandlungen auswirken. Das Verhalten der Kommissionsmitglieder erhält damit eine über ihren praktischen Aufgabebereich hinausgehende aktuelle politische Tragweite.

Das ist eine Tatsache, an der wir nichts ändern können und die selbstverständlich auch das schweizerische Mitglied der Kommission nicht hindern darf, uneingeschränkt seine Pflicht zu erfüllen. Im übrigen ist aber eine gewisse Vorsicht und Zurückhaltung doch am Platz. Auf jeden Fall sollten Sie möglichst vermeiden, durch Ihre Haltung den Problemen und Schwierigkeiten, mit welchen die Kommission von allem Anfang an zu rechnen hatte, gerade jetzt einen andern Charakter zu geben. In diesem Sinne haben wir Ihrem Vorgänger schon mit einem Telegramm vom 24. v. M. mitgeteilt,<sup>5</sup> dass er sich während der Dauer der Genfer Konferenz darum bemühen sollte, seiner Tätigkeit den Charakter einer unveränderten Routine zu geben.

2. Wir waren uns selbstverständlich der Tatsache bewusst, dass ein Befolgen dieser Richtlinie nicht immer leicht sein und nicht nur von Ihrem Willen abhängen würde.

Aus ihren Berichten vom 8. und 15. d. M.<sup>6</sup> zu schliessen und aus den Schreiben, die Sie am 4. (?)<sup>7</sup> und 7. d. M.<sup>8</sup> zusammen mit dem schwedischen Kommissionsmitglied<sup>9</sup> an die Waffenstillstandskommission gerichtet haben, scheint uns aber, dass Sie diese Richtlinie doch etwas aus den Augen verloren haben. Wir haben jedenfalls den Eindruck, dass die Schreiben an die Waffenstillstandskommission, namentlich dasjenige vom 7. d. M., unnötig scharf und generell gehalten waren und fast den Sinn einer Abrechnung mit den Kommunisten – dem sino-koreanischen Kommando und dem polnischen und dem tschechoslowakischen Kommissionsmitglied – gehabt haben. War eine solche Haltung gerade jetzt wirklich geboten und wird aus der Tatsache, dass sie in diesem Zeitpunkte zum Ausdruck kam, nicht auf ein Zusammenspiel mit den Amerikanern und auf Absichten geschlossen, die Ihnen selbstverständlich fernlagen?

3. Wie Sie wissen, ist das erwähnte Schreiben vom 7. d. M. von der amerikanischen Delegation an der Genfer Konferenz dort am 16. d. M. veröffentlicht worden<sup>10</sup>. Das hat der nordkoreanischen und der chinesischen Delegation in

---

5. Vgl. das Telegramm Nr. 80 des Politischen Departements an P. Wacker vom 24. April 1954, E 2800(-)1967/59/74.

6. Vgl. die Berichte von E. Gross an M. Petitpierre Nr. 46 vom 8. und Nr. 47 vom 15. Mai 1954, E 2001(E)1988/16/662/11.

7. Es handelt sich um ein gemeinsames Schreiben der schweizerischen und schwedischen Delegation bei der neutralen Überwachungskommission des Waffenstillstandes in Korea an den ersten Delegierten der Streitkräfte der UNO bei der Military Armistice Commission vom 4. Mai 1954 vgl. E 2001(E)1988/16/662/11. Für eine französische Übersetzung, nicht abgedruckt.

8. Vgl. das Telegramm Nr. 128 der schweizerischen Delegation in Korea an das Politische Departement vom 22. Mai 1954. Nicht abgedruckt. Für eine französische Übersetzung vgl. *ibid.*

9. Es handelt sich um P. Mohr.

10. Vgl. das Presse-Communiqué der amerikanischen Delegation. Nicht abgedruckt.

Genf Anlass gegeben, mit Verlautbarungen an die Presse Stellung zu nehmen, die Richtigkeit der im Schreiben vom 7. d. M. gemachten Angaben zu bestreiten und gleichzeitig das UN-Kommando seinerseits der wiederholten Verletzung der Bestimmungen des Waffenstillstandsabkommens zu bezichtigen.

Auf die Zwischenfrage, die ein Korrespondent an einer Pressekonferenz der nordkoreanischen Delegation am 18. d. M. in Genf stellte, ob mit dieser Stellungnahme das schweizerische und das schwedische Mitglied der NNSC der Unwahrheit bezichtigt werden sollen, wurde geantwortet, dass der Brief vom 7. d. M. unter amerikanischem Druck geschrieben worden sei.

Eine weitere Presseverlautbarung der nordkoreanischen Delegation vom 25. d. M. bringt auch die Schritte, die die schweizerische Regierung – gleichzeitig mit der schwedischen Regierung – Mitte April in Washington und Peking unternommen hat<sup>11</sup>, mit der Politik der Gegenseite in Verbindung und behauptet, diese Schritte seien unter dem Druck der Vereinigten Staaten erfolgt.

Diese Diskussion ist deshalb im Moment von besonderer Bedeutung, weil an der Genfer Konferenz über die Frage verhandelt wird, ob und in welcher Weise ein Waffenstillstand in Indochina zustande gebracht und mittels einer neutralen Kommission gesichert werden könnte. Die Erfahrungen, welche mit der Tätigkeit der NNSC in Korea gemacht worden sind, spielen dabei eine wesentliche Rolle.

4. Wir können die politischen Kombinationen und Auseinandersetzungen, in welchen auch die Äusserungen der schweizerischen Regierung und des schweizerischen Mitglieds der NNSC zur Sprache gebracht werden, selbstverständlich nicht verhindern. Wir haben aber ein Interesse daran, alles zu vermeiden, was der kommunistischen Tendenz Vorschub leisten könnte, solche Äusserungen als Unterstützung des politischen Spiels der Gegenseite zu bezeichnen.

Der Bundesrat hielt es zwar für unbedingt notwendig, die interessierten Mächte vor Beginn der Genfer Konferenz über sein Anliegen, die schweizerische Mitwirkung in Korea in absehbarer Zeit beendet zu wissen, zu unterrichten. Er musste das tun, um gegebenenfalls nach der Konferenz von sich aus die nötigen Entschlüsse fassen zu können. Bei der Begründung seines Anliegens wurde aber zur Beleuchtung der Schwierigkeiten, denen die NNSC bei ihrer Tätigkeit begegnet ist, nur auf die Mängel und Lücken im Waffenstillstandsabkommen hingewiesen und auf jede Kritik des mangelnden guten Willens der Kommunisten verzichtet.

5. Wir nehmen an, dass der Brief, den das amerikanische Mitglied der Waffenstillstandskommission, General Lacey, am 15. v. M. an die Überwachungskommission gerichtet hat, diese Kommission zwangsläufig dazu geführt hat, die Frage der Wirksamkeit ihrer Tätigkeit einlässlich zu erörtern und

---

11. Vgl. die diplomatische Note vom 12. April, die am 14. April dem amerikanischen und am 15. April dem chinesischen Aussenministerium übergeben wurde, nicht abgedruckt (DoDiS-10673).

dazu Stellung zu nehmen, und es ist selbstverständlich, dass Sie zusammen mit Ihrem schwedischen Kollegen mit aller Festigkeit der einseitigen Betrachtungsweise des polnischen und des tschechoslowakischen Kommissionsmitglieds entgegengetreten sind.

Das heisst aber nicht, dass Sie sich durch die einseitige Polemik der kommunistischen Mitglieder der Kommission dazu bewegen lassen müssen, in gleicher Weise zu antworten. Wir glauben vielmehr, dass Sie immer versuchen sollten, der Polemik der kommunistischen Mitglieder der Kommission nur einfache Tatsachen entgegenzuhalten und auf jede unnötige Verallgemeinerung oder Schlussfolgerung zu verzichten.

Eine Frage, die im Zusammenhang mit der Tätigkeit der Kommission zum Beispiel eine wesentliche Rolle spielt, ist offenbar die Wirksamkeit der «spot check»-Kontrollen durch die im Norden stationierten Kontroll-Equipen. Anstatt zu erklären, dass diese Überraschungskontrollen im Norden nur eine illusorische Fassade seien, hätten vielleicht ein paar konkrete Beispiele zitiert werden können, Fälle in welchen die schweizerischen und schwedischen Mitglieder der Equipen solche Kontrollen beantragt, aber wegen der ablehnenden Haltung der kommunistischen Mitglieder nicht durchsetzen konnten.

Es würde uns auch durchaus nicht abwegig erscheinen, wenn Sie gelegentlich auf eine *tatsächliche* schriftliche Äusserung des sino-koreanischen Mitglieds der Waffenstillstandkommission vom 12. Februar hinweisen würden, womit erklärt wurde, dass das sino-koreanische Kommando in seinem territorialen Bereich keine Untersuchungen auf Grund verleumderischer Anklagen des UN-Kommandos zulasse. Dabei ist es doch offensichtlich, dass es zu einer wirksamen Gestaltung der Kontrolltätigkeit der NNSC ihre Sache sein muss, die behaupteten Verletzungen des Waffenstillstandsabkommens zu prüfen und festzustellen, ob die betreffenden Anschuldigungen zutreffend sind oder nicht.

Auch die Tatsache, dass an drei Kontrollpunkten in Nordkorea, wo ständige Equipen der NNSC eingesetzt sind, überhaupt keine Kontrollen stattfinden, ist allein durchaus eindrucklich genug und es ist zur Beleuchtung der Verhältnisse und zur Begründung des Antrags, den Sie zusammen mit Ihrem schwedischen Kollegen gemacht haben, des Antrags nämlich, diese Kontrollpunkte durch andere Posten zu ersetzen, durchaus nicht nötig, die ganze Problematik der Kommissionstätigkeit zu schildern.

Wir sind vielmehr überzeugt, dass, je mehr Sie sich an die nackten konkreten Tatsachen halten, um so mehr Gewicht Sie Ihren Äusserungen geben werden und gleichzeitig jedem Anschein einer Parteilichkeit ausweichen können.

Da alles, was sich im Moment im Rahmen der NNSC ereignet, starke politische Nebenwirkungen haben könnte, bitten wir Sie, uns laufend – nötigenfalls auf telegraphische Wege – einlässlich unterrichtet zu halten und uns vor allem Entscheidungen, welche ausserhalb der normalen Routine-Arbeit der Kommission liegen sollten, zu konsultieren, damit wir Sie nötigenfalls über die Gesichtspunkte, die sich aus der Perspektive von Bern ergeben, informieren können.

## 108

E 2001(E)1969/121/164

[DoDiS-9325]

*Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique,  
A. Zehnder, au Chef du Département politique, M. Petitpierre<sup>1</sup>*

VISITE DE MISS WILLIS, AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,  
DU 24 MAI 1954

No FS Personnelle. Confidentielle

[Berne,] 3 juin 1954

*1.) Exportation d'armes au Guatemala*

Miss Willis est très triste d'apprendre que la Suisse a accordé, le 11 mai dernier, une autorisation pour l'exportation de munition au Guatemala<sup>2</sup>. Elle m'avait pourtant prévenu que le gouvernement américain ne désirait pas que l'on fournisse du matériel de guerre à ce pays qui est un foyer du communisme sur le continent américain<sup>3</sup>.

Je réplique que nous sommes seuls juges de nos exportations et qu'en l'occurrence il ne s'agit pas de matériel de guerre à l'usage destructif mais de grenades d'exercice. M. de Graffenried, appelé à donner les précisions techniques, confirme que ces grenades sont dépourvues de matières explosives.

*2.) Israel*

Miss Willis aimerait bien savoir de quelle façon M. Hegg a présenté ses lettres de créance à Jérusalem<sup>4</sup>.

J'explique et ajoute que nous avons ainsi respecté la résolution des Nations Unies et ménagé les susceptibilités arabes et israéliennes.

---

1. Cette notice est aussi adressée à l'adjoint de A. Zehnder, E. von Graffenried.

2. Selon la lettre du Département militaire au Département politique du 4 mai 1954, non reproduite, il s'agit de 24'400 blinde Patronen 20mm DCA Oerlikon (aus dem Liquidationsmaterial der Armee).

3. Cf. table méthodique du présent volume: Guatemala.

4. La Suisse a ouvert une Légation suisse à Tel-Aviv en 1951. F. Hegg est nommé Ministre de Suisse à Tel-Aviv par le Conseil fédéral en février. Cf. N° 66 dans le présent volume.

## 109

E 2001(E)1979/28/1

[DoDiS-9024]

*Le Ministre de Suisse à Rome, E. Celio, au Chef de la Division des Affaires  
politiques du Département politique, A. Zehnder*

L

Rome, le 10 juin 1954

J'ai l'honneur de me référer à votre communication du 2 de ce mois<sup>1</sup> concernant la visite du 31 mai dernier de l'ambassadeur Reale et plus parti-

---

1. Non retrouvée.

culièrement ses réflexions sur la visite de Molotov au Conseil fédéral<sup>2</sup>. Il vous intéressera donc d'apprendre comment l'ambassadeur de l'URSS juge et apprécie notre neutralité.

M. Bogomolov est venu me trouver il y a deux jours à la Légation. Parlant de la pluie et du beau temps, nous nous sommes arrêtés sur l'éventualité d'un conflit mondial et sur les destructions irrémédiables qui en dériveraient. Avec la façon de s'exprimer catégorique et presque hautaine qui lui est propre, il me dit à un moment donné: «Mais personne ne veut la guerre, si ce n'est pas le capitalisme américain; la Russie de toutes façons pas et, certes, la Suisse non plus.» Puis, comme pour répondre à des objections nées de la conversation, il ajouta: *«Que la Suisse continue d'être neutre comme elle l'a été jusqu'ici, comme elle le fut durant la première et la deuxième guerre mondiale, comme elle l'est aujourd'hui. Personne, aucune grande puissance ne peut s'étonner ou élever des objections sérieuses à propos de la neutralité suisse.»*

Il y avait, dans ses affirmations, le désir, voire la volonté de faire comprendre au ministre de Suisse que la Russie officielle approuve sans conditions la politique de neutralité professée et pratiquée par notre pays. J'y ai même vu l'explication psychologique de la visite de Molotov à Berne.

Je cultive, bien entendu, la politique de neutralité du Conseil fédéral comme il se doit à un Ministre de Suisse, c'est-à-dire que j'accepte toutes les invitations que les chefs des missions d'«outre-rideau» adressent à leurs collègues accrédités à Rome et non seulement à l'occasion des fêtes nationales. Ce qui leur fait un immense plaisir: plaisir d'autant plus grand que le nombre des chefs de missions occidentales qui acceptent ces invitations est relativement peu élevé, comme ce fut, par exemple, le cas hier soir.

L'Ambassadeur soviétique avait, en effet, invité toutes les ambassades et légations accréditées auprès du Quirinal (à l'exception, bien entendu, de celles qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec l'URSS) à la projection privée d'un documentaire soviétique, dans une magnifique villa que la Russie possède à Via Nomentana. La séance de cinéma était suivie d'une réception dans le parc de cet immeuble. Eh bien, on ne comptait presque que des diplomates d'«outre-rideau», des pays asiatiques, de la Turquie, d'Israël, de quelques républiques de l'Amérique latine, de l'Iran, de l'Italie, ainsi que votre serviteur. La France, l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique en tous cas n'étaient pas représentés. Cette énumération vous démontrera la réserve du monde diplomatique occidental à l'égard de l'URSS.

Il faut à ce propos relever que les journalistes n'avaient guère contribué à arranger les choses en dépeignant M. Bogomolov, lors de son entrée en fonctions, comme un être malin, voire rusé, qui, à Paris et plus encore en Tchécoslovaquie, s'était montré moins diplomate qu'agent politique et tenait à «épater le bourgeois» par des réceptions grandioses. Or, pour le moment du moins, le monde diplomatique romain ne semble guère disposé à se laisser prendre dans les filets de la diplomatie russe.

Je vous ai dit plus haut qu'il s'agissait hier de la présentation d'un film documentaire, à vrai dire très intéressant et significatif; l'histoire récente du

2. Cf. N° 104 dans le présent volume.

pétrole de la Caspienne et de la construction, dans la première moitié de 1949, d'un établissement pétrolifère dans les eaux de la mer Caspienne. L'écran faisait revivre les étapes les plus importantes de la grande entreprise qui a permis qu'après 105 jours seulement le pétrole jaillît impétueux du fond de la mer; ce pétrole est conduit dans des réservoirs d'une contenance de 10'000 tonnes chacun. Le caractère propagandiste de ce documentaire ne vous échappera pas. «La Russie», ai-je dit à l'ambassadeur d'Iran, «n'a plus besoin de votre pétrole.»

## 110

E 2800(-)1967/60/7

[DoDiS-8175]

### *Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre*

ENTRETIEN AVEC M. CHOU-EN-LAI, PREMIER MINISTRE  
DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE,  
LE SAMEDI 12 JUIN 1954, À 11 H. 40

*Copie*

Berne, 12 juin 1954

L'entretien a duré environ 35 minutes. M. Chou-en-Lai était accompagné de M. Feng, Ministre de Chine à Berne, et d'un interprète. M. Bernoulli, Ministre de Suisse à Peking, assistait à l'entretien. Celui-ci s'est déroulé très courtoisement. Compliments d'usage. M. Chou-en-Lai a déclaré qu'il se sentait bien en Suisse et qu'il remerciait les autorités de la manière dont la Conférence de Genève avait été organisée<sup>1</sup>. Il se trouve bien dans la maison qu'il habite et la délégation chinoise est satisfaite des hôtels dans lesquels logent ses membres.

Sur la conférence elle-même, M. Chou-en-Lai souligne que c'est une conférence pour la paix et en vue de la paix, dans un pays attaché à la paix. Il est convaincu qu'elle doit aboutir à un résultat positif, mais cela prendra beaucoup de temps. Les peuples sont las de la guerre. Le peuple français comme le peuple indochinois sont désireux de mettre fin aux hostilités<sup>2</sup>. Un accord doit donc pouvoir intervenir si l'on sait résister aux pressions extérieures.

Je relève que pour la Corée une stabilisation paraît possible, mais que pour l'Indochine il y a une situation dangereuse en ce sens que, d'une part, les hostilités continuent en même temps que, d'autre part, les négociations se poursuivent.

Je demande ensuite à M. Chou-en-Lai s'il ne voit pas d'inconvénient à ce que je l'entretienne d'une question qui n'a pas une très grande importance pour lui, étant donnés les problèmes qu'il a à discuter et à résoudre, mais qui préoccupe le Gouvernement et le peuple suisses. Il s'agit du désir que nous avons d'être déchargés du mandat que nous accomplissons dans la Commis-

1. *A propos de la Conférence de Genève cf. N° 93 dans le présent volume.*

2. *A propos de la Guerre d'Indochine cf. le rapport sur la Situation des Etats associés de J. Studer du 1<sup>er</sup> décembre 1953, E 2300(-)-/415 (DoDiS-9500).*

sion neutre de surveillance de l'armistice<sup>3</sup>. Nous avons plusieurs raisons de vouloir être déchargés de ce mandat. La première est que la convention d'armistice contient des lacunes au sujet du contrôle. Nos délégués ont le sentiment qu'ils font un travail inefficace, les possibilités de contrôle n'étant pas suffisantes. Ensuite, notre politique de neutralité ne nous permet pas d'accepter un mandat en faveur d'une partie (pays ou belligérant), en ce sens que nous défendons les intérêts de cette partie contre ceux d'une autre partie. Nous avons précisé, au moment où nous avons accepté ce mandat, que nous le remplirions dans l'intérêt des deux parties<sup>4</sup>. Or, en fait, aujourd'hui la Commission neutre est formée plutôt de représentants des belligérants. Des reproches sont adressés à notre délégation auxquels nous sommes très sensibles. Si nous avons accepté ce mandat, qui allait plutôt à l'encontre de nos habitudes, c'est uniquement pour servir les intérêts de la paix. Enfin, j'ai relevé que notre système de milices, nous privant de troupes de métier à l'exception de quelques officiers instructeurs, nous obligeait à n'envisager l'envoi en Corée que de volontaires. Il devient difficile d'en trouver, étant donné précisément le peu de satisfaction que donne l'accomplissement du mandat confié à la Commission. Je relève que beaucoup de pays, même en Europe, ont de la peine à comprendre notre neutralité et la politique qui en découle, mais que le Gouvernement et le peuple suisses y sont profondément attachés. J'ajoute que nous ne voulons rien faire qui puisse compromettre l'armistice en Corée, mais que je serais reconnaissant à M. Chou-en-Lai s'il voulait bien, le moment venu, vouer son attention à cette affaire, malgré le peu d'intérêt qu'elle peut présenter pour lui.

M. Chou-en-Lai me répond que, s'exprimant au nom du Gouvernement de la République populaire de Chine, il tient à remercier la Suisse d'avoir accepté ce mandat et de l'avoir rempli jusqu'à présent comme elle l'a fait. Il est convaincu que l'activité de la Commission neutre est nécessaire et qu'elle doit continuer malgré les difficultés qui se sont produites entre les différentes délégations. Il pense que le système actuel peut être amélioré et devenir plus satisfaisant. Il relève que les Etats-Unis considèrent l'activité de cette Commission neutre comme inutile et qu'ils aimeraient qu'elle disparaisse. Sur une question de ma part, M. Chou-en-Lai précise que la proposition de dissoudre la Commission n'a pas été faite à Genève, mais que le délégué américain<sup>5</sup> à la Conférence a fait des déclarations qui ont cette signification.

Je précise, pour dissiper toute équivoque, que la démarche que nous avons faite en remettant notre aide-mémoire au mois d'avril au Gouvernement chinois et au Gouvernement américain est absolument indépendante des démarches qui ont pu être faites par les Etats-Unis. Les motifs qui nous ont engagés à faire cette démarche sont tirés exclusivement de notre politique et n'ont pas de rapport avec les motifs qui peuvent inspirer aux Américains le désir de supprimer la Commission. Aucune démarche n'a été faite, ni à

3. Cf. N° 107 dans le présent volume, ainsi que l'aide-mémoire du DPF du 7 mai 1954, E 2001(E)1988/16/662/12 (DoDiS-9636).

4. Cf. PVCF N° 968 du 9 juin 1953, E 1004.1(-)/1554 (DoDiS-9442).

5. W. Bedell-Smith.



Washington auprès de notre Légation, ni à Berne par l'Ambassade des Etats-Unis, pour nous demander de chercher à obtenir qu'il soit mis fin à l'activité de la Commission.

Quand j'ai fait allusion à notre aide-mémoire du mois d'avril<sup>6</sup> au cours de la conversation, M. Chou-en-Lai a relevé qu'il n'en avait pas encore eu connaissance.

Je lui ai posé la question si l'on n'avait pas envisagé à Genève la création de commissions neutres également pour l'Indochine. M. Chou-en-Lai m'a répondu affirmativement, mais sans me donner de détails.

Nous nous sommes rendus ensuite chez le Président de la Confédération<sup>7</sup>, où nous sommes restés dix à quinze minutes.

Au cours du déjeuner, la conversation que j'ai eue avec M. Chou-en-Lai a été très bigarrée. Nous avons parlé de l'effort industriel fait par la Chine: construction de barrages pour régulariser le cours des fleuves, développement d'une industrie lourde, production de pétrole, fabrication d'automobiles, industrialisation de l'agriculture (la propriété agricole est très morcelée: il y a une masse de petits propriétaires cultivant leur terre suivant les principes artisanaux), etc. La Chine est trop peu avancée pour s'occuper de l'énergie atomique. Elle cherche à développer la médecine et la fabrication des médicaments chimiques (actuellement les médecines sont essentiellement végétales). La philosophie de Confucius et, dans une moindre mesure, celle de Lao-Tseu, qui s'expriment sous forme de sentences, sont toujours en faveur dans le peuple et se sont transmises de génération en génération. Le bouddhisme en tant que religion n'est plus pratiqué que par des milieux restreints. Il a perdu de son importance et de son influence.

M. Chou-en-Lai et ses collaborateurs ont été parfaitement courtois et aimables et la visite s'est déroulée dans une très bonne atmosphère.

De l'entretien du matin, je tire la conclusion que nous aurons de la peine à nous libérer de notre mandat dans la Commission neutre de surveillance en Corée.

Je n'ai pas fait allusion aux problèmes qui nous préoccupent en Chine (il n'y a aujourd'hui plus guère que les conditions dans lesquelles la CIBA et Volkart pourraient être liquidés à Shanghai), ni aux relations économiques<sup>8</sup> entre les deux pays.

Dans le discours qu'il a lu à la fin du repas, en réponse à l'allocution du Président de la Confédération, M. Chou-en-Lai a exprimé le désir que les relations économiques entre les deux pays se développent pour le plus grand bien de l'un et de l'autre.

---

6. Cf. note 3.

7. R. Rubattel.

8. Cf. N° 114 dans le présent volume.

## 111

E 2300(-)/9001/307  
[DoDiS-9583]

*Der Schweizerische Beobachter bei der Organisation der Vereinten Nationen in New York, A. Lindt, an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, A. Zehnder<sup>1</sup>*

## ZENTRALAMERIKA

S Vertraulich

New York, 15. Juni 1954

Die zehntägige Reise durch San Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua und Costa Rica, die das Programmkomitee UNICEF's auf Einladung der Regierung dieser Staaten unternahm, vermittelte mir auch einige politische Eindrücke<sup>2</sup>. Ich bin mir bewusst, wie unvollständig diese sein müssen. Da sie sich aber auf Gespräche mit Staatspräsidenten, Kabinettsangehörigen, Diplomaten und Leute aus dem Volke stützen, mag die folgende Darstellung einen Beitrag zur Beurteilung der politischen Entwicklung eines geographischen Gebietes bilden, die in den Vereinigten Staaten einer regen Diskussion gerufen hat.

Die historische Basis für die politische Entwicklung Zentralamerikas wird gebildet durch:

a) eine chronische politische Unstabilität. Die Regierungsmacht stützt sich nicht auf eigentliche Parteien, sondern auf Interessentengruppen. Alle diese Regierungen sind wacklig und jederzeit einem Staatsstreich ausgesetzt. In jedem dieser Länder plant im Schutze des Asylrechtes der Oppositionsführer des Nachbarlandes seinen Putsch [*sic*].

b) die schärfsten sozialen Gegensätze. Die Mehrheit der Bevölkerung lebt in einer Armut, wie ich sie elender in Asien nicht vorgefunden habe. Von Costa Rica, dem sozial entwickeltsten Lande, abgesehen, fehlt überall ein eigentlicher Mittelstand. Reichtum und Armut, Cadillac und verhungertes Esel, stehen sich unvermittelt gegenüber.

c) einen Nationalismus, der sich hauptsächlich in einer etwas ohnmächtigen anti-amerikanischen Einstellung äussert.

Alle diese Elemente schienen unverrückbare Gegebenheiten. Ein Wandel scheint erst während des zweiten Weltkrieges eingesetzt zu haben, als das Bedürfnis nach sozialen Reformen sich geltend machte. Die Interessentengruppen, die sich gerade an der Macht befanden, begannen einzusehen, dass ein gewisser Rückhalt im Volke die Dauer ihres Régimes verlängern könnte. Das allgemeine Bestreben geht deshalb darauf aus, durch die Durchführung eines Minimums sozialer Reformen die Aufrechterhaltung eines Maximums der bisherigen Besitzverhältnisse zu gewährleisten. Jeder Nachbarstaat, der weitergehende Sozialmassnahmen trifft, bedroht in ganz Zentralamerika das prekäre Gleichgewicht.

1. Handschriftliche Anmerkung von M. Petitpierre: En circulation.

2. A. Lindt war neben seiner Aufgabe als schweizerischer Beobachter bei der UNO, Präsident des Exekutivkomitees des UNICEF. Zuvor war er Präsident des Programmkomitees des UNICEF gewesen.

Diese Sünde beging die Regierung in Guatemala. Als erste packte sie das soziale Kernproblem in Zentralamerika an, die Landreform. Da diese vornehmlich den grössten Grundbesitzer, die amerikanische «United Fruit Company» traf, erschlug sie zwei Fliegen auf einen Schlag: sie erfüllte das Bedürfnis nach sozialen Reformen und den nationalistischen Wunsch nach einer Befreiung vom amerikanischen Einfluss. Wurde diese Massnahme, die einen so wirksamen Hebel zur Gewinnung der Massen darstellt, unter kommunistischem Einfluss getroffen?<sup>3</sup> Meine Informationen darüber widersprechen sich. Sicher ist, dass die meisten liberalen Politiker Zentralamerikas die Landreform befürworteten. Die Wirkung der Landreform in Guatemala war diese:

1. Die südlichen Nachbarstaaten, ausnahmslos von Grossgrundbesitzern regiert, fürchteten für ihren Vermögensstand und begannen die Umsturzpläne der guatemalteckischen Oppositionsführer zu fördern.

2. Die «United Fruit Company», aus Angst, das Beispiel Guatemalas würde Schule machen, begann eine starke Propagandakampagne gegen die Regierung Arbenz.

3. Die USA, als offizielle Vertreterin der Interessen der «United Fruit Company», begann einen energischen Druck auf Guatemala auszuüben.

Es scheint, dass erst im Laufe dieser Entwicklung die Regierung Arbenz sich stärker an die Kommunisten anzulehnen begann, die, eine kleine, straff organisierte Gruppe, für die von allen Seiten bedrohte Regierung einen willkommenen Alliierten bildeten. Gründlichere und fleissigere Arbeiter als die Mitglieder der Regierungspartei, verstanden sie es, Jugendverbände und Arbeitergewerkschaften zu organisieren. Formell aber besetzten sie auch heute nur zweitrangige Posten in der Regierung. Die Armee dagegen scheint von kommunistischer Penetration bis heute freigeblieben zu sein. Wenn die Regierungspartei behauptet, dass sie keine Gefahr läuft, von ihren kommunistischen Alliierten überspielt zu werden, so begründet sie dies mit der Zuverlässigkeit der Armee und mit dem Umstand, dass Russland mit Guatemala keine gemeinsame Grenze besitzt. Die historischen Beispiele der europäischen Volksdemokratien seien deshalb für Guatemala fehl am Platz.

Ich bin nicht in der Lage, die Frage nach dem Ausmass des kommunistischen Einflusses in Guatemala zu beantworten, wenn mir auch die amerikanischen Zeitungen dieses Ausmass zu übertreiben scheinen. Sicher aber ist Guatemala heute offen und eindeutig anti-amerikanisch. Dies muss in Zusammenhang mit der Einfuhr russischer Waffen gebracht werden. Mangels ausgebildeter Truppen hat diese Einfuhr das militärische Potential Guatemalas jedoch nicht wesentlich verändert. Der interamerikanische Sicherheitspakt<sup>4</sup> würde zudem im Fall eines Angriffs Guatemalas auf seine schwachen südlichen Nachbarn eine Kollektiv-Aktion auslösen, in der die ganze militärische Überlegenheit der Vereinigten Staaten zum Einsatz kommen könnte. Wahrschein-

3. Vgl. den politischen Bericht Nr. 1 von P. F. Brügger an M. Petitpierre vom 15. Mai 1954, E 2300(-)/-114 (DoDiS-9332).

4. Es handelt sich um den interamerikanischen Verteidigungspakt von Rio de Janeiro vom 30. August 1947. Vgl. DDS, Bd. 16, Nr. 69 (DoDiS-294), Anm. 4. Zur Organisation amerikanischer Staaten (OAS) vgl. DDS, Bd. 17, Nr. 72 (DoDiS-4185), Anm. 1.

licher ist es, dass diese Waffen in die Nachbarstaaten geschmuggelt werden sollen, um dort den Oppositionsgruppen eine Machtergreifung zu ermöglichen. Dass auf diese Weise eine Zentralamerikanische Staatengruppe unter der Führung Guatemalas geschaffen werden könnte, lässt sich nicht vollständig ausschliessen. Eine militärische Bedrohung des Panamakanals<sup>5</sup>, die Dulles an die Wand malte, lässt sich aber auch in diesem hypothetischen Falle nicht vorstellen. Denn auch dieses Mächtegefüge wäre militärisch ein jämmerlicher Zwerg, mit dem im Kriegsfall die Vereinigten Staaten in wenigen Stunden fertig werden könnten.

Politisch aber hätte eine derartige Entwicklung zur Folge, dass die Vereinigten Staaten auf die Zentralamerikanischen Stimmen in den panamerikanischen Kongressen und in den Vereinigten Nationen nicht mehr zählen könnten.

Washington hat bis jetzt seine übliche «diplomatische» Taktik angewendet, mit Worten energisch zu drohen, aber nichts zu unternehmen. Gelingt – von einem der südlichen Nachbarländer aus – die Organisation eines Staatsstreiches, und führt dieser zum Sturz Arbenz<sup>6</sup> und zur Annullierung der Sozialreformen, werden zahlreiche wertvolle Elemente Zentralamerikas zur Überzeugung gelangen, dass nur der Kommunismus Abhilfe schaffen kann. Denn in der dünn-schichtigen öffentlichen Meinung dieser Länder gilt die Regierung Arbenz nicht als kommunistisch, sondern lediglich als sozial fortschrittlich. Amerika läuft auch hier – wie in Asien – Gefahr, als Verteidiger des reaktionären status quo zu gelten.

Bleibt die Frage nach der Zielsetzung der kommunistischen Parteien. Ob verboten oder nicht, sie bestehen in allen diesen Ländern, geführt von jungen, fähigen Intellektuellen, die in Amerika oder Europa studiert haben. Moskau muss wissen, dass eine offene kommunistische Machtergreifung in jedem dieser Staaten nicht von Dauer sein kann. Deshalb macht es den Anschein, als ob die Parole der zentralamerikanischen Kommunisten darin besteht, im Hintergrunde zu bleiben und alle politischen Gruppierungen tatkräftig zu unterstützen, die durch die eine oder andere Massnahme in Gegensatz zum Hegemonie-Anspruch Washingtons getreten sind<sup>7</sup>.

---

5. Vgl. Anm. 3.

6. J. Arbenz Guzman wurde am 18. Juni 1954 durch einen Rechtsputsch des Exilpolitikers Oberst Carlos Castillo Armas mit massiver Unterstützung der USA gestürzt.

7. Zur Beschlagnahmung einer Lieferung von schweizerischer Übungsmunition für Guatemala durch die amerikanische Besatzungsmacht im Hafen von Hamburg vgl. Nr. 108 in diesem Band.

## 112

E 2001-04(-)1970/346/175

[DoDiS-9377]

*Der Schweizerische Beobachter bei der Organisation der Vereinten Nationen in New York, A. Lindt, an den Chef der Abteilung für Internationale Organisationen des Politischen Departements, P. Micheli*

## GUATEMALA

Kopie

S Vertraulich

New York, 22. Juni 1954

In der Beilage sende ich Ihnen eine Darstellung der Vorgänge im Sicherheitsrate, der sich am 20. Juni mit dem Appell Guatemalas zu befassen hatte<sup>1</sup>. Nachstehende Ausführungen betreffen die prinzipielle Bedeutung dieser Vorgänge.

Wie mir Hammarskjöld während der Debatte mitteilte, war er erst kurz vor der Sitzung von Botschafter Lodge über den amerikanischen Plan informiert worden, die Behandlung des Appells Guatemalas an die Organisation der amerikanischen Staaten abzuschieben<sup>2</sup>. «You can't do that», sagte H. «It is the only thing to do», antwortete Lodge. H. hoffte, dass die Engländer seine Einwände teilen würden, stellte aber fest, dass sie Instruktion erhalten hatten, in dieser Frage dem amerikanischen Willen zu folgen. Alles sei dem Bestreben unterzuordnen, die Kluft zu schliessen, die anlässlich Indochinas zwischen London und Washington entstanden war. Mit der selbstverständlichen Ausnahme der Sowjetunion fügten sich die übrigen Mitglieder des Rates dieser anglo-amerikanischen Führung. Nach H. gefährdet dies das Ansehen des Sicherheitsrates.

Das amerikanische Vorgehen, auf die Klage eines Kleinstaates nicht eintreten zu wollen und sie an eine regionale Organisation zu verweisen, in der Washington dominiert, hat in den Vereinigten Nationen Befremden ausgelöst. Folgende Fragen werden aufgeworfen:

1. Verliert ein Staat, der einer regionalen Organisation angehört, das Recht, seine Klage direkt vom Sicherheitsrat behandeln zu lassen? Ist dies der Fall, schrumpft die Kompetenz des Sicherheitsrates auf ein bescheidenes Mass zusammen. Staaten, die aus irgend einem Grunde im Gegensatz zu ihrer regionalen Organisation geraten, sind dieser rettungslos ausgeliefert. Dies könnte sich zu Ungunsten des Westens auswirken, wenn ein östlicher Satellitenstaat sich in Opposition zur Kominform stellte und darauf von seinen kommunistischen Nachbarn angegriffen würde.

Nach dem Generalsekretär kann rechtlich nicht bezweifelt werden, dass diese Auslegung dem Sinne der Charta der Vereinten Nationen widerspricht. Artikel 52, Paragraph 4, sagt ausdrücklich, dass durch die Anerkennung der

1. Vgl. Nr. 111 in diesem Band und das Schreiben von A. Lindt an M. Petitpierre vom 15. Juni 1954, nicht abgedruckt (DoDiS-9583).

2. Vgl. den politischen Bericht Nr. 3 von M. Fumasoli an M. Petitpierre vom 23. März 1954, E 2300(-)/9001/99 (DoDiS-9379). Vgl. auch DDS, Bd. 17, Nr. 72 (DoDiS-4185), Anm. 1.

regionalen Organisationen die Befugnisse des Sicherheitsrates nicht beschnitten werden. Washington hat einmal mehr die Sowjetunion in eine Lage manövriert, in der sie die Wahrheit sagen konnte.

2. Widerspricht die amerikanische Forderung «Hände weg von der westlichen Hemispähre» nicht der amerikanischen Grundauffassung, dass eine Teilung der Welt in Interessensphären unannehmbar sei? Amerika provoziert damit den russischen Ruf «Hände weg von der östlichen Hemispähre».

3. Noch am 18. Juni hatte Amerika im Sicherheitsrat mit Entschiedenheit das Recht des asiatischen Kleinstaates Thailand verteidigt, die Entsendung einer «Peace Observation Commission» zu verlangen. Dabei war Thailand nicht angegriffen, sondern fühlte sich nur bedroht. Dem amerikanischen Kleinstaat Guatemala aber, der nicht nur bedroht, sondern angegriffen ist, spricht Washington dieses Recht ab, das nur eine Feststellung der Tatsachen anstrebt. Warum misst Washington mit so verschiedenen Ellen?

Die Delegationschefs, die sich einen gesunden Zynismus angewöhnt haben, stossen sich nicht daran, dass Washington in dieser Frage Machtpolitik betreibt. Sie werfen Washington aber vor, dass es mitten im kalten Kriege nicht geschickter operiert habe und es offensichtlich übersah, dass es auf lange Sicht der kommunistischen Propaganda wertvolle Munition in die Hand spielt. Einige Auswirkungen sind aber schon heute eingetreten. Die Asiaten, wie Inder und Indonesier, sehen sich in ihrer Skepsis gegenüber den Motiven der amerikanischen Politik bestärkt. Die Latein-Amerikaner sind durch die amerikanische Haltung in zwei feindliche Gruppen aufgespalten worden, wobei die eine – darunter auch Mexiko – etwas unlustig Washington verteidigt, die andere – hauptsächlich Uruguay, Chile und Argentinien – von amerikanischem Kolonialismus spricht.

Heute, da Guatemala von neuem an den Sicherheitsrat gelangt ist, scheint es wahrscheinlich, dass Amerika sich über seine Taktik klar zu werden hat. Hoppenot sagte mir heute Abend: «Wenn der russische Vertreter den formellen Antrag nach Entsendung einer Beobachungskommission nach Guatemala stellt, wird es für die Westmächte beinahe unmöglich sein, sich dem zu widersetzen. Wäre es nicht klüger, wenn wir selbst den Antrag stellen würden?»

### 113

E 2800(-)1990/106/19

[DoDiS-8954]

#### *Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre*

ENTRETIEN AVEC M. MENDÈS-FRANCE,  
PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS, LE MERCREDI 23 JUIN 1954

[Berne, 23 juin 1954]

Ce matin, je suis allé attendre M. Mendès-France à la gare. Il venait de Paris par le train qui arrive à Berne à 7 h. 51. M. Chauvel, Ambassadeur de France, était présent. Je l'ai félicité de la manière ingénieuse dont il avait combiné cette visite du Chef du Gouvernement français au Conseil fédéral et

un entretien entre M. Mendès-France et M. Chou En-lai. M. Chauvel n'a pas contesté être l'artisan de cette double opération.

M. Mendès-France est venu me voir ensuite à mon bureau. L'entretien a duré de 11 h. 35 à 12 h. 25.

Nous nous sommes rendus ensuite avec M. Chauvel à la Maison de Watteville, où avait lieu un déjeuner. M. Etter présidait celui-ci, auquel assistait également M. Streuli.

M. Mendès-France m'a dit qu'il était assez fatigué par ces dernières journées. Il m'a remercié pour la manière dont les autorités suisses avaient organisé la Conférence de Genève<sup>1</sup>. Nous avons parlé de celle-ci. J'ai relevé que les prévisions de M. Chauvel, faites il y a une dizaine de jours, au cours du dernier entretien que j'avais eu avec lui<sup>2</sup>, s'étaient réalisées et que des possibilités d'accord paraissaient exister. M. Mendès-France ne peut pas prévoir ce qui ressortira de l'entretien qu'il aura cet après-midi avec M. Chou En-lai. Il espère qu'un résultat positif pourra être atteint. Il ne sait rien des intentions soviétiques, chinoises et du Vietminh. Du côté français, on ignore quelle est l'influence respective de Ho Chi Minh et du Général Giap. Le chef de la délégation du Vietminh à Genève paraît être, selon M. Chauvel, un personnage influent. Sur les conditions auxquelles un arrangement pourrait intervenir, M. Mendès-France ne s'est pas prononcé.

Nous avons parlé ensuite de l'OECE, de l'UEP, de la convertibilité des monnaies. M. Mendès-France estime que la situation économique et financière s'est améliorée en France au cours de ces derniers mois, quoique l'amélioration soit lente. Il est de l'avis que, sur le terrain de la convertibilité, la France est moins avancée que l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Si des progrès sont réalisés, il aimerait qu'ils puissent l'être progressivement par les trois pays, même si la France devait être en retard sur l'Allemagne et la Grande-Bretagne. M. Mendès-France admire l'effort accompli par les Allemands. Ceux-ci ont des charges moins lourdes que la France au point de vue social. Ils doivent supporter les frais d'occupation, mais ces derniers sont moins élevés que ne le seraient des dépenses militaires. L'Allemagne est un concurrent redoutable sur la plupart des marchés. Elle accorde des crédits de très longue durée et a proposé à certains pays, comme l'Égypte, le Brésil, l'Uruguay, etc., d'acheter toute la production dont ils ne savent que faire. Elle revend ensuite les produits qui lui ont été livrés, éventuellement à des prix inférieurs à ceux pratiqués sur le marché international par les pays qui les lui ont vendus: ainsi le coton égyptien.

M. Mendès-France est reconnaissant à la Suisse des prêts qu'elle a consentis à des entreprises françaises, comme Péchiney, ou à la SNCF<sup>3</sup>. Ces opérations présentent des avantages pour la France, à laquelle elles procurent des devises.

Nous parlons encore des échanges commerciaux entre l'Ouest et l'Est<sup>4</sup>. M. Mendès-France pense qu'il ne faut pas se faire d'illusions. Pour un pays comme

---

1. *Sur la conférence asiatique de Genève (du 26 avril au 21 juillet 1954), cf. N° 93 dans le présent volume.*

2. *Entretien du vendredi 13 juin 1952.*

3. *Sur ces différents emprunts, cf. Nos 19 et 22 dans le présent volume.*

4. *Sur cette question, cf. table méthodique du présent volume: Commerce Est-Ouest.*

l'URSS, les échanges internationaux n'ont qu'une importance marginale. Elle peut à un moment donné désirer vendre une petite partie de sa production ou faire des achats à l'étranger. Mais elle peut interrompre brusquement ses échanges et ne deviendra jamais un client régulier. Pour la Chine, la situation est peut-être un peu différente, les besoins de ce pays étant considérables.

M. Mendès-France est reconnaissant à la Suisse du refuge qu'il y a trouvé pendant la guerre. Il a vécu quelques mois à Genève, où il avait été recueilli par M. Rosselet, ancien Conseiller d'Etat et Conseiller national. Il a quitté notre pays en 1942 pour se rendre à Londres.

Après le déjeuner, M. Mendès-France m'a déclaré que le repas que nous lui avions offert était particulièrement délicieux.

## 114

E 7110(-)1967/32/805

[DoDiS-8176]

*Der Präsident der Kommission für Nationalisierungsentschädigungen, M. Troendle, an den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, R. Rubattel, den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre, den Direktor der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements, J. Hotz, und an den Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, A. Zehnder*

### WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN MIT DER CHINESISCHEN VOLKSREPUBLIK

Kopie

No

[Bern,] 30. Juni 1954

Ich hatte heute zusammen mit Herrn Minister Bernoulli in Genf ein Gespräch mit dem chinesischen Vize-Aussenhandelsminister Lei Min. Es wurden folgende Punkte behandelt:

- I. Abschluss eines Handelsvertrages;
- II. Abmachungen über den Warenaustausch;
- III. Regelung des Zahlungsverkehrs;
- IV. Errichtung einer chinesischen Handelsvertretung in der Schweiz.

I.

Einleitend stellte der chinesische Gesprächspartner fest, dass sich der Warenaustausch zwischen China und der Schweiz in den vergangenen Jahren relativ günstig entwickelt hat. Er bestätigte, dass die chinesische Regierung grosses Interesse an einem weiteren Ausbau der wirtschaftlichen Beziehungen mit der Schweiz habe. Man sei auf chinesischer Seite auch bereit, zur Förderung der gegenseitigen wirtschaftlichen Beziehungen staatsvertragliche Vereinbarungen zu treffen. China kenne verschiedene Typen solcher Vereinbarungen, die es bereits mit verschiedenen Staaten abgeschlossen hat, nicht nur mit Staaten des Sowjetblocks, sondern u. a. auch mit Finnland, Indonesien und Burma.

Ich stellte meinerseits fest, dass auch auf schweizerischer Seite grundsätzlich Bereitschaft besteht, gewisse Fragen vertraglich zu regeln, wobei aller-



dings zu berücksichtigen sei, dass sich die beiden Aussenhandelssysteme grundsätzlich voneinander unterscheiden; in der Schweiz werde das Hauptgewicht auf die private Initiative gelegt, sodass eigentlich nur dann ein Bedürfnis bestehe für Abmachungen zwischen den Regierungen, wenn sich bei der privaten Import- und Exporttätigkeit irgendwelche Schwierigkeiten ergeben, welche durch zwischenstaatliche Abkommen aus der Welt geschafft werden könnten. Von diesem Gesichtspunkte aus stehe eigentlich nur der Abschluss eines einfachen Meistbegünstigungsabkommens im Vordergrund, welches dazu dienen könnte, den auf schweizerischer Seite bereits bestehenden Zustand der uneingeschränkten Gewährung der Meistbegünstigung in allen Zollfragen bilateral zu sanktionieren. Die Schweiz hat in letzter Zeit mit verschiedenen Staaten, die ebenfalls das Aussenhandelsmonopol kennen, solche Meistbegünstigungsabkommen abgeschlossen. Vizeminister Lei Min ist grundsätzlich einverstanden, den Abschluss eines Meistbegünstigungsabkommens zu prüfen, wobei er in erster Linie an gewisse Wohlwollenserklärungen denkt und nicht in Aussicht nehmen kann, bei der Gewährung der Meistbegünstigung über reine Zollfragen hinauszugehen. Dies wird auch unserseits nicht gewünscht.

## II.

Der chinesische Gesprächspartner würde die Aufstellung von Warenlisten begrüßen im Sinne eines Programms zur Ermunterung der beidseitigen Importeure und Exporteure. Ich glaube jedoch, ihn davon überzeugt zu haben, dass im Verkehr zwischen der Schweiz und China solch Warenlisten keine praktische Bedeutung hätten, indem vielfach chinesische Waren auf verschiedenen Welthandelsplätzen gekauft werden. Bei den schweizerischen Exporten steht nicht immer fest, ob die Endbestimmung China ist, insbesondere bei den Lieferungen nach Hongkong<sup>1</sup>.

## III.

Wegen des Zahlungsverkehrs kann ich Vizeminister Lei Min darlegen, dass die Schweiz keinerlei Einschränkungen im Zahlungsverkehr mit dem Ausland kennt. Im Verkehr mit China haben sich bis jetzt keinerlei Schwierigkeiten ergeben und es liegt im Interesse beider Parteien, den Zahlungsverkehr nicht bilateral einzuschränken. Der chinesische Vize-Aussenhandelsminister sieht dies ein, regt jedoch an, gegebenenfalls zweckentsprechende Vereinbarungen zwischen den beiden Staatsbanken zu treffen. Ich ziehe es vor, nicht näher auf dieses Problem einzutreten, weil sonst unter Umständen die Frage der Gewährung einer Kreditmarge bei gegenseitigen Verrechnungen zur Sprache gekommen wäre. Herr Lei Min ist nicht auf die Schwierigkeiten zu sprechen gekommen, die sich aus der Blockierung chinesischer Dollarguthaben bei schweizerischen Banken ergeben haben. Er hat nur der Hoffnung Ausdruck verliehen, dass die Abwicklung finanzieller Operationen über schweizerische Banken ohne weiteres möglich sei, was ich ihm bestätigt habe mit der Einschränkung, dass Dollaroperationen nicht in Frage kommen können. Er hat

---

1. Die schweizerische Zollstatistik erfasste die schweizerischen Ausfuhren in die Volksrepublik China, in die Republik China und nach Hongkong zusammen unter den Begriff China.

hierauf spontan erklärt, die chinesische Regierung habe nicht mehr die Absicht, Dollargeschäfte zu tätigen.

#### IV.

Zur Frage einer chinesischen kommerziellen Vertretung in der Schweiz äussert sich Vizeminister Lei Min dahingehend, dass die Absicht bestehe, in der Schweiz eine Vertretung zu errichten, um dadurch den direkten Kontakt mit den schweizerischen Import- und Exportkreisen zu ermöglichen. Er sieht dabei drei verschiedene Wege, entweder

Zustellung eines Handelsattachés zur hiesigen Chinesischen Gesandtschaft mit entsprechendem Hilfspersonal;

Errichtung einer offiziellen Handelsvertretung nach sowjetrussischem Muster oder

Gründung von Firmen auf privatrechtlicher Basis in der Schweiz.

Ich erkläre ihm, dass wir grundsätzlich die letztere Variante vorziehen würden, ohne jedoch hieraus eine formelle Frage zu machen. Die Errichtung einer offiziellen Handelsvertretung müsste gegebenenfalls vertraglich geregelt werden, während der Ausbau des Handelsdienstes der Chinesischen Gesandtschaft nach den allgemein völkerrechtlichen Regeln vor sich gehen könnte.

Das Gespräch, das 1 1/2 Stunden dauerte, wickelte sich in verständnisvoller Weise ab. Chinesischerseits wurden keinerlei Andeutungen betreffend schweizerische Exportbeschränkungen für strategisch wichtige Güter gemacht. Ich habe meinerseits darauf verzichtet, die Frage der Liquidation schweizerischer Unternehmen<sup>2</sup> in China zur Sprache zu bringen, um nicht die Diskussion zu belasten.

Wir sind übereingekommen, dass auf Grund des stattgefundenen Meinungsaustausches beide Parteien die Lage prüfen, worauf dann das angeknüpfte Gespräch weitergeführt werden könnte, sei es in Genf, wenn zum gegebenen Zeitpunkte sich Herr Lei Min noch dort befindet (was wenig wahrscheinlich ist) oder aber über den üblichen diplomatischen Weg, insbesondere über unsere Gesandtschaft in Peking. Herr Lei Min hat mir dafür gedankt, dass ich die Gelegenheit benutzte, um unseren neuen Gesandten bei der Chinesischen Volksrepublik bei ihm einzuführen.

Aus dem Verlauf des Gespräches lassen sich folgende Schlussfolgerungen ziehen:

Es besteht auf chinesischer Seite offensichtlich Bereitschaft, mit der Schweiz zwischenstaatliche wirtschaftliche Vereinbarungen zu treffen. Es wird deshalb zweckmässig sein, im Einvernehmen mit den interessierten Kreisen so rasch als möglich einen Entwurf für einen Handelsvertrag in Gestalt eines einfachen Wohlwollens- und Meistbegünstigungsabkommens auszuarbeiten. Dieser Entwurf könnte dann der chinesischen Regierung zur Stellungnahme unterbreitet werden, wobei die Wahl des Zeitpunktes selbstverständlich auch von politischen Überlegungen (West/Ost-Problem) abhängig sein wird.

2. Vgl. E 2001(E)1969/121/95 (DoDiS-8174).

## 115

E 2800(-)1990/106/20

[DoDiS-9094]

*Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre*

ENTRETIEN AVEC MISS WILLIS, AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS,  
LE MERCREDI 30 JUIN 1954, À 17 H. 30

No

[Berne, 30 juin 1954]

J'ai prié Miss Willis de venir me voir. Je lui ai exposé que, suivant une information parue dans la presse, le Gouvernement américain avait l'intention d'envoyer dans différents pays d'Europe, parmi lesquels la Suisse, une commission pour enquêter sur les fonctionnaires américains d'organisations internationales<sup>1</sup>. Cette enquête a lieu dans le cadre de la lutte entreprise par les autorités américaines contre le communisme. J'ai rappelé à Miss Willis que nous avons déjà eu l'occasion de faire connaître notre point de vue et je lui ai confirmé les raisons juridiques et politiques qui engageaient le Conseil fédéral à s'opposer à la présence et à l'activité de telles commissions sur territoire suisse. Cette activité a un caractère, non seulement administratif, mais judiciaire, et porterait atteinte à notre souveraineté. Par ailleurs, nous ne voulons pas créer un précédent. Un jour, un gouvernement communiste pourrait envoyer chez nous une commission pour enquêter sur les sentiments anticommunistes de ses fonctionnaires auprès d'organisations internationales. J'ai dit à Miss Willis que je ne lui remettais ni note ni aide-mémoire et que je ne chargerais pas notre Légation de faire une démarche auprès du Département d'Etat, et enfin que j'espérais que cette affaire pourrait se liquider le plus simplement possible. J'ai encore relevé que les autorités suisses ne discutaient pas la légitimité de semblables enquêtes, mais que celles-ci devraient être faites sans l'envoi d'une commission en Suisse.

Miss Willis m'a répondu en exposant le point de vue américain et en soulignant, en particulier, que les fonctionnaires visés étaient libres de répondre ou de ne pas répondre à la convocation qui leur était adressée. Elle m'a déclaré qu'elle télégraphierait immédiatement au Département d'Etat pour lui faire part de notre entretien.

Cette question réglée, Miss Willis m'a parlé de l'affaire du Guatemala<sup>2</sup>. Elle m'a dit que les Etats-Unis avaient mauvaise presse à ce propos. Elle a fait allusion aux communications adressées au Conseil fédéral par le Gouvernement guatémaltèque<sup>3</sup> et se demandait quelle serait la réaction des autorités suisses. J'ai répondu à Miss Willis que le Conseil fédéral n'avait aucune

1. Cf. aussi N° 45 dans le présent volume. Cf. aussi la lettre de K. Bruggmann à la Division des Organisations internationales du DPF du 8 décembre 1953, E 2210.5(-)1970/17/9 (DoDiS-9092).

2. Cf. le N° 112 dans le présent volume, ainsi que la lettre de A. Lindt à A. Zehnder du 22 juin 1954, E 2001(E)1970/217/302 (DoDiS-9380) et la lettre de R. Fischer à A. Zehnder du 27 mai 1954, *ibid.* (DoDiS-9384).

3. *Ibid.*

raison d'intervenir dans cette affaire, la Suisse n'étant pas membre des Nations Unies ni représentée au Conseil de sécurité. Nous n'avions pas l'intention de répondre aux communications qui nous avaient été faites, le Gouvernement guatémaltèque qui nous les avait adressées ayant d'ailleurs été remplacé entre temps par un nouveau gouvernement. A propos des critiques émises à l'égard des Etats-Unis, j'ai répondu qu'on voyait une contradiction entre les deux attitudes prises par la Délégation américaine auprès des Nations Unies sur la requête de la Thaïlande qui avait été en principe admise, bien que ce pays ne se fût plaint que d'une menace, et dans l'affaire du Guatemala où la plainte avait été rejetée, bien que ce pays eût été l'objet d'une agression et envahi. Miss Willis m'a dit que le point de vue de son Gouvernement était que l'affaire du Guatemala devait être réglée dans le cadre de l'organisation régionale pan-américaine<sup>4</sup>, de telles organisations internationales étant d'ailleurs admises par la Charte des Nations Unies.

Au cours de la conversation, j'ai encore souligné d'une manière tout à fait générale que, si le communisme s'était développé dans certains continents: Amérique, Asie, Afrique, c'est que les Blancs qui s'étaient installés dans ces pays en avaient tiré des richesses et exploité la population sans chercher à élever le niveau de vie de celle-ci, et qu'il y avait peut-être là la source des difficultés qui opposaient les Blancs et les Occidentaux aux autres races.

A la fin de l'entretien, Miss Willis m'a encore dit qu'à son avis, il ne devait pas y avoir de difficultés entre la Suisse et les Etats-Unis, les deux pays étant attachés aux mêmes principes fondamentaux.

---

4. Sur le rôle de l'Organisation des Etats américains dans l'affaire du Guatemala, cf. la lettre de M. Fumasoli à M. Petitpierre du 23 mars 1954, E 2300(-)/9001/99 (DoDiS-9379).

## 116

E 4300(B)1969/122/9  
[DoDiS-9491]

### *Notice interne du Département de Justice et Police<sup>1</sup>*

No

Berne, 6 juillet 1954

Ci-joint, vous voudrez bien trouver un bref rapport<sup>2</sup> de M. Solari concernant les délibérations de la commission consultative italo-suisse du 28 juin au 1<sup>er</sup> juillet 1954<sup>3</sup>. J'ajoute, pour votre information, les quelques remarques qui suivent:

---

1. Cette notice est adressée à H. Rothmund par P. Baechtold.

2. Non reproduit.

3. Pour plus de détails sur ces délibérations, cf. le Compte rendu des séances de la Commission consultative mixte prévue par l'arrangement entre la Suisse et l'Italie, du 22 juin 1948, relatif à l'immigration de travailleurs italiens en Suisse du 7 juillet 1954, non reproduit (DoDiS-8944).

Les Italiens, qui étaient demandeurs, sont partis dès le début assez fort à l'attaque dans la question du contrat de travail. M. Reale a énuméré en détail tous les inconvénients qui résultent de l'absence de ce contrat. Sa conclusion à été que si chaque employeur suisse peut choisir lui-même ses ouvriers ou employés sans que ceux-ci aient de contrat de travail, l'arrangement de 1948<sup>4</sup> ne sert en somme plus à rien. Je ne dirais cependant pas que l'atmosphère ait été en aucun moment vraiment tendue parce que, chaque fois qu'elle aurait pu le devenir, soit M. le Ministre Zehnder soit M. Reale lui-même ont provoqué la détente. J'ai d'ailleurs l'impression très nette que du côté italien, on ne désirait surtout pas une rupture.

Sur ce premier point qui nous intéressait spécialement, nous avons répondu tout d'abord en affirmant le principe que l'arrangement de 1948 ne nous oblige pas à exiger la présentation du contrat de travail. Nous avons relevé ensuite que techniquement, on pouvait trouver un système qui nous permettrait de veiller à ce que les travailleurs italiens n'obtiennent pas d'autorisation sans la présentation du contrat visé par l'ambassade ou un consulat d'Italie; mais que pratiquement, ce serait très difficile et que d'ailleurs ce n'était pas notre affaire, mais bien celle des autorités italiennes. Nous avons ajouté que si l'absence du contrat de travail donnait lieu à certains abus, ceux-ci n'étaient pas si nombreux ni aussi graves qu'on nous le disait; que d'ailleurs l'existence du contrat de travail n'empêchait pas nécessairement ces abus et qu'enfin, le contrat de travail donnait lieu à d'autres abus par le fait, en particulier, qu'il tendait à assurer aux travailleurs italiens une situation meilleure que celle des travailleurs suisses et à faire monter les salaires. M. Reale a tenté une dernière offensive dans cette question en relevant que les représentations italiennes se verraient amenées à refuser, comme elles l'avaient déjà fait parfois, de renouveler les passeports des travailleurs italiens qui n'auraient pas le contrat de travail; mais il a assez promptement battu en retraite quand il a vu que cette éventualité ne nous impressionnait pas.

Sur le second point qui nous intéressait directement, celui du séjour des membres des familles de travailleurs italiens, les discussions ont été beaucoup plus tranquilles. La délégation italienne, comme on peut le voir au procès-verbal, a présenté sa demande sous une forme assez modérée et elle a accepté notre réponse, qui est celle dont j'avais convenu avec vous lorsque je vous ai téléphoné à Lucerne. Cette réponse nous amènera à adresser aux cantons des recommandations qui devront tendre, je pense, à introduire une pratique plus uniforme. Actuellement en effet, certains cantons se montrent très larges et même trop larges tandis que d'autres refusent tout ou presque tout, même si l'octroi d'une autorisation ne présente pas d'inconvénients et que l'on devrait tenir compte de raisons d'humanité.

Par la force des choses, c'est moi qui ai dû jouer en général le rôle du «méchant». Je ne crois pas l'avoir été trop et je ne pouvais d'ailleurs pas pous-

---

4. Sur l'arrangement du 22 juin 1948, cf. PVCF N° 1361 du 4 juin 1948, E 1004.1(-)/1494 (DoDiS-2864), ainsi que la notice intitulée *Schweizerisch-italienische Verhandlungen über die italienischen Arbeitskräfte in der Schweiz, Visums- und Passfragen, sowie der Statut der Schweizer in Italien du 2 juillet 1948, non reproduite* (DoDiS-2717).

ser les choses trop loin pour ne pas me mettre en contradiction avec M. Zehnder qui était nettement guidé par le désir de mener les discussions dans une atmosphère de bienveillance, ce qui l'a d'ailleurs amené parfois à intervenir fermement pour faire comprendre à nos interlocuteurs qu'ils n'avaient rien à gagner à vouloir pousser les choses trop loin.

Finalement, la délégation italienne a présenté ses revendications sous une forme fortement atténuée. Il apparaissait clairement qu'elle voulait éviter de la part de la délégation suisse des fins de non recevoir trop catégoriques qui auraient figuré au protocole et qui auraient sans doute provoqué à Rome des réactions peu agréables à l'adresse de la délégation italienne et de l'ambassade. J'en conclus que la plupart des revendications italiennes ne venaient pas de Rome, mais de l'ambassade elle-même, exception faite cependant pour la question des conditions de travail dans l'agriculture, qui a été soulevée par une interpellation au Parlement italien de M. Danzi, ancien conseiller pour l'immigration à Berne, et actuellement député.

## 117

E 1004.1(-)/1/567

[DoDiS-9225]

### BUNDESRAT

#### *Beschlussprotokoll der Sitzung vom 20. Juli 1954*

#### 1241. AMERIKANISCHE MILITÄRDienstPFLICHT FÜR SCHWEIZERBÜRGER. FOLGEN DER DIENSTBEFREIUNG.

Politisches Departement. Antrag vom 6. April 1954 (Beilage)<sup>1</sup>.

Militärdepartement. Mitbericht vom 26. April 1954 (Beilage)<sup>2</sup>.

Justiz- und Polizeidepartement. Mitbericht vom 2. Juli 1954 (Beilage)<sup>3</sup>. Politisches Departement. Vernehmlassung vom 14. Juli 1954

(Einverstanden mit den Mitberichten des Justiz- und Polizeidepartement und des Militärdepartementes).

Gestützt auf die Ausführungen des Politischen Departementes und in Berücksichtigung der Mitberichte des Justiz- und Polizeidepartementes und des Militärdepartementes, denen das Politische Departement zustimmt, wird beschlossen:

1. Von vorstehendem Bericht wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen<sup>4</sup>.

2. Das Politische Departement wird beauftragt, mit der amerikanischen Regierung in der Frage der Befreiung der Schweizerbürger vom amerikanischen Militärdienst<sup>5</sup> eine Verständigungslösung im Sinne der vorstehenden

1. Vgl. E 1001(-)/1/97 (DoDiS-9226).

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. *Die Frage der Befreiung von Schweizer Bürgern vom amerikanischen Militärdienst wurde*

Erwägungen anzustreben. Danach sollten Schweizerbürger, die nicht Amerikaner werden wollen, die Möglichkeit haben, mit Unterbrüchen längere Zeit in den Vereinigten Staaten zu bleiben, ohne dass sie aktiven Militärdienst zu leisten hätten; ausserdem sollte unseren Landsleuten amerikanischerseits gestattet werden, den Entscheid hinsichtlich der für die Einbürgerung erforderlichen Militärdienstleistung um eine gewisse Zeit hinauszuschieben. Schliesslich wäre nach Möglichkeit zu erwirken, dass die vor dem Inkrafttreten des McCarran Act<sup>6</sup> vom Militärdienst befreiten Mitbürger nicht von den Bestimmungen über das Wiedereinwanderungsvisum und die Naturalisierung betroffen werden<sup>7</sup>.

3. Das Politische Departement wird beauftragt, mit den zuständigen Bundesstellen (vor allem BIGA, Militärverwaltung, Polizeiabteilung) geeignete Vorkehren für die Orientierung junger nach den USA auswandernder Schweizerbürger zu treffen.

4. Das Militärdepartement wird beauftragt, die Organe der Militärjustiz über die militärische und bürgerliche Situation der Schweizerbürger in den USA zu orientieren.

---

*bereits 1863 während des amerikanischen Sezessionskriegs aufgeworfen vgl. DDS, Bd. 1, Nr. 481. Für die Situation im Ersten und Zweiten Weltkrieg vgl. den Antrag des EPD an den Bundesrat vom 6. April 1954 (DoDiS-9226).*

*6. Das Einwanderungs- und Einbürgerungsgesetz, der so genannte «McCarran Act», trat im Dezember 1952 in Kraft.*

*7. Handhabung für die Befreiung von Schweizer Bürgern von der aktiven Dienstleistung in der amerikanischen Armee bot der schweizerisch-amerikanischen Niederlassungs- und Freundschaftsvertrag von 1850, Art. II, Abs. 1. Zur Entstehung dieses Vertrags vgl. DDS, Bd. 1, Nrn. 82, 103, 127, 145 und 221.*

## 118

E 2800(-)1990/106/20

[DoDiS-9215]

*Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre*

ENTRETIEN AVEC MISS WILLIS, AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS,  
LE MERCREDI 28 JUILLET 1954, À 11 HEURES

*[Berne, 28 juillet 1954]*

J'ai prié ce matin Miss Willis de venir me voir au sujet de la décision du Président Eisenhower de majorer les droits de douane sur les produits de l'industrie horlogère<sup>1</sup>.

Je déclare d'emblée à Miss Willis que le Conseil fédéral s'élève avec vigueur contre la décision du Gouvernement américain de majorer les droits de douane sur les montres, et qu'il considère cette mesure comme «injustifiée et injusti-

---

1. Cf. le télégramme strictement confidentiel de K. Bruggmann à M. Petitpierre du 14 juillet 1954, E 2800(-)1967/61/68.

fiable»<sup>2</sup>. Je précise qu'elle est en contradiction avec l'accord intervenu entre la Suisse et les Etats-Unis le 13 octobre 1950 sur la clause échappatoire<sup>3</sup>. Celle-ci obligeait le Gouvernement américain à aviser le Gouvernement suisse par écrit de la mesure qu'il envisageait de prendre et à lui donner ainsi la possibilité d'examiner avec lui cette mesure ainsi que les compensations qui pourraient être accordées à la Suisse.

En outre, la clause échappatoire ne peut être appliquée qu'au cas où les importations d'un pays dans l'autre portent ou menacent de porter un préjudice sérieux à l'industrie nationale de ce dernier pays. Les bénéfices réalisés par les fabriques d'horlogerie américaines démontrent que cette condition n'est pas remplie. Le Gouvernement américain explique sa décision par les nécessités de la défense nationale. Cette explication est en réalité un «prétexte»<sup>4</sup> invoqué pour essayer de justifier une décision dont les motifs sont de pure politique intérieure. J'ajoute que, comme je l'ai dit récemment à Londres à M. Stassen<sup>5</sup>, notre opinion publique considérera la décision prise comme un geste inamical des Etats-Unis à l'égard de la Suisse. Les Etats-Unis ont peut-être dans notre pays leurs meilleurs amis, des amis qui ne sont pas en même temps des obligés. Il peut être indifférent aux Etats-Unis de perdre l'amitié de la Suisse (Miss Willis proteste), mais indépendamment des conséquences graves entre nos deux pays, elle risque d'avoir des répercussions encore beaucoup plus sérieuses sur un plan plus général. Elle est en évidente contradiction avec les principes de liberté dont le Gouvernement et les représentants des Etats-Unis dans les conférences internationales se sont toujours faits les champions. Il est décevant de constater que le jour où l'application de ces principes présente des inconvénients pour les Etats-Unis, le Gouvernement américain y déroge. Cette décision est au surplus difficilement conciliable avec la lutte que les Etats-Unis déclarent vouloir mener pour le relèvement du niveau social des peuples et contre l'extension du communisme<sup>6</sup>. Ce n'est pas par des mesures militaires qu'on peut lutter efficacement contre ce dernier. Je rappelle qu'en 1952 les conditions n'étaient guère différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui, lorsque le Président Truman s'est opposé à une majoration des droits de douane bien que celle-ci lui fût recommandée par la Commission des tarifs<sup>7</sup>. Je souligne enfin que l'opinion publique et la presse suisses s'en prendront vivement à la décision du Gouvernement américain. Le Conseil fédéral pense que le mal qui a été fait par cette décision sera difficilement réparable.

Je demande à Miss Willis de prier son Gouvernement d'examiner si la décision prise ne peut pas être reconsidérée ou, à défaut, s'il ne peut pas être

2. Cf. les PVCF-D du 23 et 30 juillet 1954, E 1003(-)1970/344/R 3106.

3. Sur l'«escape clause» cf. DDS, vol. 18, N° 63 (DoDiS-7803).

4. Pour une analyse de l'argument de la défense nationale, cf. le rapport confidentiel Die Frage der Gefährdung der Wehrbereitschaft der USA durch die Uhrenimporte du 18 mars 1954, E 5001(F)-113/10 (DoDiS-9212).

5. Sur cette conversation cf. la lettre de M. Petitpierre à H. E. Stassen du 14 juin 1954, E 2800(-)1967/61/68.

6. Sur l'anticommunisme et le maccarthysme cf. Nos 45 et 115 dans le présent volume.

7. Cf. Nos 10 et 18 dans le présent volume. Cf. aussi E 2200.36(-)1967/16/2 et E 7004(-)1971/39/13.



prévu que cette décision a un caractère temporaire et sera rapportée à brève échéance. La question des compensations devra faire l'objet de négociations<sup>8</sup>. Sauf erreur, des contacts ont déjà été pris à cet égard entre l'Ambassade des Etats-Unis et la Division du commerce<sup>9</sup>. Enfin, dans la question des «adjustments»<sup>10</sup>, le Gouvernement américain aurait la possibilité de provoquer un certain apaisement en faisant une déclaration claire selon laquelle les dispositions actuelles en matière d'«adjustments» ne seront pas modifiées. Il serait utile de faire de cette manière la démonstration que les Etats-Unis n'entendent pas continuer à nuire par tous les moyens à l'industrie horlogère suisse pour la seule raison que ses produits sont peut-être préférés dans les Etats-Unis aux produits américains.

Miss Willis essaye de justifier la décision du Président Eisenhower. Elle invoque en particulier le fait que depuis 1938 les ventes de montres américaines aux Etats-Unis, qui représentaient alors le 88% du total des ventes de montres, se sont abaissées à environ 40%. Dans le même temps, le nombre des ouvriers de fabriques d'horlogerie américaines, qui était de plus de 8000, est tombé à 4500. (Je ne garantis pas que les chiffres indiqués ici soient ceux qui aient été donnés par Miss Willis.) Le Président avait à examiner si les conditions prévues dans la clause échappatoire étaient remplies. Une commission spéciale était compétente pour trancher cette question. Le Président s'est rallié à son avis.

A propos de l'obligation qu'avait le Gouvernement américain d'informer préalablement le Gouvernement suisse, Miss Willis souligne que notre Légation à Washington a été renseignée par le Département d'Etat. Je relève qu'il s'agissait de renseignements donnés verbalement, d'une manière confidentielle et secrète, et que cette manière de nous renseigner ne correspondait pas à ce qui était expressément prévu par la clause échappatoire<sup>11</sup>.

Miss Willis a souligné que la décision prise n'implique pas un changement de la politique américaine en matière de liberté des échanges. Le Gouvernement des Etats-Unis reste fidèle à cette politique et aux principes de liberté. La décision prise comporte seulement une exception justifiée par des circonstances particulières. A quoi j'ai répondu que, si chaque fois que l'application d'un principe présente un inconvénient pour les Etats-Unis le Gouvernement américain décide de ne pas appliquer ce principe, il est difficile d'admettre qu'il y est réellement attaché.

Miss Willis, à laquelle j'ai remis le communiqué donné ce matin à la presse par le Conseil fédéral, m'a promis qu'elle ferait part de notre conversation à son Gouvernement et en particulier de mes suggestions précises.

---

8. Ces négociations ont lieu à Genève du 28 avril au 28 mai 1955, cf. la proposition du Département de l'Economie publique du 2 juin 1955, E 1001(-)/1/649 (DoDiS-9224).

9. Cf. le télégramme de K. Bruggmann à M. Petitpierre du 15 juillet 1954, E 2800(-)1967/61/68. Cf. aussi la note de l'Ambassade des Etats-Unis à Berne du 3 août 1954, *ibid.* et E 2200.36 (-)1970/71/2.

10. Sur la question des «adjustments» cf. N° 136 dans le présent volume. Cf. aussi E 7004(-)1971/39/13.

11. Cf. les notes 1 et 9.

## 119

E 2001-04(-)1970/346/167

[DoDiS-10171]

*Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Chef de la Division des Organisations internationales du Département politique, P. Micheli*

CR

[Berne,] 28 juillet 1954

Comme prévu, j'ai déjeuné lundi dernier, 26 juillet, à Genève avec M. Raymond Scheyven, député belge et ancien président du Conseil économique et social des Nations Unies.

M. Scheyven m'a exposé ses vues sur la création d'un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique<sup>1</sup>. Son désir secret est d'obtenir l'adhésion d'un nombre de pays aussi grand que possible à la création de ce fonds, en vue de faire pression sur les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui jusqu'à présent ont pris une attitude négative.

Je déclare à M. Scheyven qu'il ne m'est pas possible de prendre d'engagement au nom du Conseil fédéral, mais qu'en principe, je partage ses vues sur la nécessité d'établir de nouvelles relations entre les pays occidentaux et les pays sous-développés, sur des bases autres que le lien colonial. C'est la meilleure méthode pour essayer de lutter contre le développement du communisme dans ces pays. Pour établir cette collaboration, des fonds considérables sont nécessaires. La somme de 250 millions de dollars serait insuffisante. En revanche, la participation de la Suisse se heurterait à des objections. Les Chambres et l'opinion publique réclament des économies. Il serait par conséquent difficile pour le Conseil fédéral d'obtenir des crédits. Les milieux qui s'intéressent à l'aide aux pays sous-développés se sont prononcés jusqu'ici négativement. Je suis néanmoins prêt à revoir tout le problème dans un sens plutôt positif et je ferai connaître à M. Scheyven le point de vue des autorités suisses dans le courant du mois de septembre ou au début d'octobre.

Il ne nous est pas possible de prendre maintenant de nouveaux engagements financiers. En revanche, il me semble que nous devons adopter une attitude plutôt positive à l'égard du principe d'un développement de l'aide aux pays arriérés. Il y a là un problème vital pour l'Occident, dont l'importance politique et aussi économique ne doit pas nous échapper. Le système américain d'une aide bilatérale ou l'abandon de ce problème à l'initiative privée a fait ses preuves, qui sont négatives. Les pays faibles économiquement et dont la situation politique n'est pas très solide, se méfient de plus en plus de l'aide de leur est accordée par une grande puissance, à laquelle, à tort ou à raison, ils prêtent des arrière-pensées politiques. C'est donc plutôt sur le plan multilatéral que le problème de l'aide aux pays sous-développés doit être résolu. Nous devrions nous efforcer, pour montrer l'intérêt que nous portons à cette question, de procéder à une critique constructive des idées et des plans de M. Scheyven et éventuellement présenter nous-mêmes des propo-

---

1. Sur la création de ce fonds spécial, cf. E 2001-04(-)1970/346/164.

sitions ou des suggestions pratiques. Nous pourrions le faire sans prendre encore des engagements d'ordre financier.

Je vous prie d'examiner ce problème avec la commission présidée par le Professeur Pallmann<sup>2</sup>, qui s'occupe de l'aide aux pays sous-développés.

---

*2. Il s'agit de la Commission pour l'assistance technique aux pays sous-développés. Sur l'activité de cette commission, cf. la lettre de A. Daeniker à Ph. Zutter du 23 décembre 1950, E 2001-04(-)/6/10 (DoDiS-8153), et la lettre de H. Pallmann à la Division des Organisations internationales du Département politique du 20 octobre 1951, ibid. (DoDiS-8152).*

## 120

E 2001(E)1969/121/239

[DoDiS-10267]

### *Das Politische Departement<sup>1</sup> an den Bundesrat<sup>2</sup>*

*Kopie*

S Vertraulich

Bern, 10. August 1954

Im Auftrage von Herrn Bundesrat Petitpierre, zurzeit in Zermatt, beehren wir uns, Sie über folgende Angelegenheiten zu unterrichten:

I. Portugal: Der neue Gesandte Portugals<sup>3</sup> hat verschiedentlich wegen des Konfliktes mit Delhi über die portugiesischen Besitzungen in Indien vorgeprochen. Er wurde alsdann Sonntag 8. dies von Herrn Bundesrat Petitpierre in Zermatt empfangen.

Portugal ist mit folgenden zwei Ansuchen an uns herangetreten:

- a. Portugal würde es begrüessen, wenn die Schweiz offiziell in Delhi zur Vermeidung einer weiteren Verschärfung des Konfliktes vorstellig werden könnte. So hätten bereits verschiedene Länder in diesem Sinne gehandelt, u. a. der Vatikan, Grossbritannien, U. S. A., Belgien, Indonesien, Brasilien, Spanien etc. (im Einzelnen mit etwelchen Nuancen).

Im Vordergrund steht offenbar für die nächste Zukunft, wobei der 15. dies genannt wird, die angekündigte «Befreiung» von Goa durch eine «Befreiungs-Bewegung». Goa gilt dabei als Teil des nationalen Territoriums Portugals, und nicht als Kolonie. Portugal hat seit längerer Zeit jegliche Verhandlungen über eine Abtretung an Indien abgelehnt, worauf die Indische Gesandtschaft in Lissabon vor etwa 6 Monaten geschlossen wurde.

Dem Portugiesischen Gesandten wurde vorläufig geantwortet, es bestehen keine Präzedenzfälle für eine derartige Intervention unsererseits. Der Chef des EPD glaubt persönlich, dass der Bundesrat angesichts unserer grundsätzlichen Neutralitätspolitik nicht darauf eintreten könnte. Er werde je-

---

1. Dieser Brief wurde von E. von Graffenried verfasst.

2. Die Bundesratsmitglieder weilten zu diesem Zeitpunkt in den Ferien; die nächste Sitzung fand am 27. August 1954 statt vgl. E 1004.1(-)/1/568.

3. J. L. Archer.

doch für alle Fälle die übrigen Mitglieder des Bundesrates sogleich verständigen.

Angesichts unserer konstanten Praxis glaubte Herr Bundesrat Petitpierre von einer Einberufung des Bundesrates absehen zu können. Sollte Ihnen diese Sache zu Bemerkungen Anlass geben, so bittet Herr Petitpierre um Bericht<sup>4</sup>.

- b. Portugal wird (soll) eine längere Proklamation erlassen, worin der Vorschlag der Entsendung neutraler Beobachter gemacht wird. Jede Seite würde drei Länder bezeichnen.

Der Portugiesische Gesandte war beauftragt, abzuklären, ob die Schweiz ein solches Mandat übernehmen würde.

Herr Bundesrat Petitpierre antwortete, dass er hiezu nicht von sich aus Stellung nehmen, sondern die Angelegenheit gegebenenfalls dem Bundesrat unterbreiten müsste. Vorerst sei jedoch die Reaktion Delhi's auf diesen Vorschlag abzuwarten.

(Gegenüber der separaten Bezeichnung von je drei Mächten durch jede Partei wäre zweifellos eine gemeinsame Bezeichnung vorzuziehen.)

Wir werden somit die weitere Entwicklung aufmerksam verfolgen und den Bundesrat unterrichtet halten<sup>5</sup>.

II. Frankreich: In Genf wurden zwei als Privatdetektive tätige Schweizerbürger verhaftet, die im Begriffe waren den früheren tunesischen Justizminister Ben Youssef<sup>6</sup> zu überwachen. Die beiden erklärten, im Auftrag des französischen Vizekonsuls Lhotte gehandelt zu haben. Dieser wie schon sein Vorgänger hätten ihnen seit 1950 zahlreiche «Aufträge» gegen Bezahlung erteilt; neben an und für sich harmlosen Aufträgen (Auszüge aus schweiz. Handelsregister, Auskünfte über Visa-Gesuchsteller etc.) finden sich darunter solche die seitens der Bundespolizei als verbotener Nachrichtendienst angesehen werden.

Nach näherer Prüfung und Rücksprache mit Herrn Bundesrat Petitpierre wurde der französischen Botschaft am 9. dies mitgeteilt<sup>7</sup>, dass sich die Abberufung des Vizekonsuls Lhotte aufdränge. Die Reaktion der Botschaft steht noch aus.

P. S. Botschaft antwortet soeben, dass L[hotte] sogleich in Urlaub gehen und nicht mehr auf seinen Posten zurückkehren wird.

4. Vgl. das Telegramm der schweizerischen Gesandtschaft in Lissabon an das Politische Departement vom 9. August 1954. Nicht abgedruckt.

5. Nachdem M. Petitpierre die Frage dem Bundesrat vorgelegt hatte, schrieb er am 27. August dem portugiesischen Gesandten in Bern, J. L. Archer, la Suisse, en raison de son statut de neutralité, est tenue d'observer une très grande réserve à l'égard des problèmes qui intéressent d'autres pays avec lesquels elle entretient des relations également amicales. C'est pour ce motif qu'une démarche officielle n'a pas été faite auprès du Gouvernement indien pour l'engager à accepter les propositions du Gouvernement portugais. E 2001 (E)1969/121/239.

6. Zum Entscheid des Bundesrates vom 7. Januar 1955, S. Ben Youssef auszuweisen vgl. BR-Prot. Nr. 25 vom 7. Januar 1955 E 1004.1(-)/1573 und den Antrag des Polizei- und Justizdepartements vom 5. Januar 1955, E 4001(D)1973/125/52 (DoDiS-9736). Zur Präsenz und Aktivität von Ben Youssef in der Schweiz, *ibid.*

7. Nicht ermittelt.

## 121

E 2802(-)1967/78/8

[DoDiS-10210]

*Notice du Chef de la Division des Affaires politiques  
du Département politique, A. Zehnder*

VISITE DE M. LAMB, AMBASSADEUR DE GRANDE-BRETAGNE EN SUISSE,  
DU 17 AOÛT 1954

Copie

FS Personelle. Confidentielle

[Berne,] 19 août 1954

Le but de sa visite est d'appuyer auprès de nous la demande américaine relative au commerce ouest-est<sup>1</sup>. Miss Willis nous a déjà remis les nouvelles listes allégées préparées par le Cocom<sup>2</sup>. La Grande-Bretagne s'est engagée d'appliquer les nouvelles listes très strictement. Londres attend donc que nous en fassions de même, bien que nous ne fassions pas partie du Cocom.

Je réponds que nos services techniques sont en train d'étudier les nouvelles listes. Toutefois, nous sommes d'avis que le moment est venu pour nous de refuser notre collaboration. Les prémisses à l'accord Hotz-Linder<sup>3</sup> (guerre et pénurie de matières premières) n'existent plus. Les Anglais eux-mêmes envoient Attlee et des délégations industrielles importantes à Moscou et à Pékin pour réactiver le commerce avec les pays de l'Est. Mais de la Suisse l'on exige qu'elle se tienne tranquille et ne fasse rien. C'est plus qu'anormal.

Maintenant les Américains secondés des Britanniques nous demandent d'appliquer avec plus de rigidité encore les nouvelles listes et de mieux surveiller le transit.

En ce qui concerne ce dernier point, nous avons créé les premiers le certificat à l'importation<sup>4</sup> qui suffit. Un contrôle du transit n'est pas nécessaire à partir du moment où les autres pays voudraient bien exiger ce certificat qui leur donne toutes les garanties désirées.

M. Lamb répond que le Gouvernement britannique est conscient des difficultés suisses. Londres voudrait également se débarrasser du contrôle américain, mais il vaut mieux ne pas brusquer les choses. Que la Suisse fasse confiance à son gouvernement qui continuera à vider le blocus de sa substance. Il faut encore un peu de temps.

---

1. Cf. *table méthodique du présent volume*: Commerce Est-Ouest. Cf. aussi *DDS*, vol. 18, *table méthodique*: Commerce Est-Ouest.

2. Cf. E 2001(E)1969/121/4.

3. *Sur ce gentlemen's agreement de juillet 1951 cf. DDS*, vol. 18, Nos 105 (DoDiS-8820) et 106 (DoDiS-7230).

4. *Sur le certificat à l'importation décrété par décision du Conseil fédéral du 30 janvier 1951, RO*, 1951, pp. 44-45. Cf. aussi *DDS*, vol. 18, N° 84, *Annex* (DoDiS-8911), note 7 et 8.

## 122

E 7110(-)1967/ 32/1202  
[DoDiS-9433]

*L'Attaché de la Légation de Suisse à Tel-Aviv, P. Cuénoud,  
au Chef de la Division du Commerce du Département  
de l'Economie publique, J. Hotz*

L Confidentielle

Tel-Aviv, 23 août 1954

Pour faire suite à ma lettre du 16 de ce mois<sup>1</sup>, j'ai l'honneur de vous faire savoir que M. Bartur, Chef de la Division économique du Ministère des Affaires étrangères, m'a dépêché, cette semaine, à Tel-Aviv, celui de ses adjoints s'occupant du secteur suisse, M. Yanai, pour me confirmer ses intentions au sujet de la conclusion d'un accord commercial avec notre pays<sup>2</sup>.

Au cours de notre entretien, mon interlocuteur m'a déclaré qu'il déplorait que les exportations suisses à destination d'Israël aient baissé cette année aussi sensiblement, mais que le gouvernement israélien était contraint de n'acheter que dans les pays avec lesquels il est lié par un traité de commerce ou qui sont eux-mêmes des preneurs importants de produits israéliens. Il a ajouté qu'il craignait que la Suisse n'ait à pâtir de cette situation.

Après avoir souligné l'importance des crédits consentis par divers milieux suisses, des investissements suisses, la compréhension de nos autorités pour les problèmes de ce jeune Etat, j'ai relevé, entre autre, que la légation avait été également surprise que le Gouvernement israélien n'ait pas donné son consentement à l'importation de certains produits suisses, en particulier les spécialités pharmaceutiques, la Suisse étant ici un fournisseur connu et apprécié depuis de nombreuses années, ou les livres; que cette attitude n'était guère encourageante et que nous nous attendions à plus de compréhension.

M. Yanai a précisé que si les autorités suisses ne voyaient pas la possibilité de conclure un accord, il serait toutefois souhaitable de s'entendre d'une manière ou d'une autre afin de développer les relations économiques entre nos deux pays.

Si l'an dernier, le montant de nos exportations a été satisfaisant (36 millions), les chiffres pour les 6 premiers mois de cette année sont notablement plus faibles (10 1/2 millions). Les livraisons de produits israéliens ont par contre augmenté sensiblement, puisqu'ils sont pour le 1<sup>er</sup> semestre 1954 de FS 5'180'000.-, contre FS 5'250'000.- pour l'année 1953 entière. Cela est dû à l'augmentation de nos importations d'agrumes (FS 3'200'000.- pour mars, avril et mai 1954, contre FS 1'600'000.- pour les mêmes mois de l'année 1953). Les agrumes occupent donc une place prépondérante dans nos relations commerciales avec Israël. De l'avis des experts, la récolte de la saison prochaine sera médiocre; de surcroît, les exportateurs israéliens auront à subir en 1955

1. Non reproduite.

2. Annotation en marge d'E. Stopper: scheint mir auch.

la concurrence espagnole. La situation n'est donc pas très favorable sur le plan des exportations israéliennes.

En ce qui concerne nos exportations à destination de ce pays, l'accord des réparations avec l'Allemagne constituera toujours un obstacle majeur, particulièrement pour ce qui a trait à nos machines et à notre équipement industriel et électrique. La France, pourtant liée à Israël par un accord commercial, en a ressenti les effets de nombreuses fois (fourniture de matériel ferroviaire).

La situation économique et financière d'Israël est toujours mauvaise; il est encore dépendant dans une très forte mesure de l'aide de l'étranger (Etats-Unis, ONU et, principalement, communautés juives de la Diaspora).

Le Moyen-Orient ne connaît pas encore la paix et rien n'indique qu'elle soit proche. L'attitude des pays arabes n'a pas varié; l'hostilité subsiste.

Sans être pessimiste, je pense qu'avec ou sans traité, nous devons compter, comme tous les autres fournisseurs d'Israël, avec une baisse de nos exportations. Ce pays est trop jeune, a pour l'instant de trop graves préoccupations politiques pour songer à une politique économique à longue échéance et, partant, se constituer des fournisseurs et des clients pour l'avenir. Le commerce d'Israël, et cela est symptomatique, est presque entièrement axé sur des pays pauvres en monnaie forte ou débiteurs dans le cadre de l'UEP (Grande-Bretagne, Turquie, Finlande, Norvège, France, Italie).

J'ajoute que, d'une manière générale, les prix israéliens sont plus élevés que les prix mondiaux; cela est dû, en partie, à son manque de matières premières et au rendement assez faible de sa main-d'œuvre industrielle. N'oublions pas qu'il s'agit d'un pays gouverné par une majorité socialiste qui a imposé, dès la fondation de l'Etat, une politique sociale coûteuse, sans avoir eu le bénéfice de quelques siècles de «travail bon marché».

Israël entend certainement, par un accord de commerce et un accord de paiement, pouvoir surveiller, mieux que par le passé, les importations venant directement ou indirectement de notre pays. Je l'ai entendu dire par plusieurs de mes interlocuteurs du Ministère des Affaires étrangères. Cette tendance ne me paraît pas propre à développer le commerce entre nos deux pays.

Les débouchés naturels d'Israël sont les pays arabes, la Turquie, peut-être une partie du continent africain. Seuls ces pays, insuffisamment développés, peuvent absorber les produits industriels israéliens, dont la qualité ne saurait généralement convenir à un pays européen. Israël est un Etat médio-oriental; sa population, qui tend à se stabiliser aux environs de 1'700'000 âmes, va certainement devenir levantine sous l'influence du climat et des peuples qui l'entourent. Je ne pense pas qu'il restera une marche de l'Europe dans le Moyen-Orient.

En conclusion, il ne me semble pas que pour l'instant, un accord commercial avec Israël soit de nature à fortifier notre position ici. Pour mon compte, j'y vois plus d'inconvénients que d'avantages<sup>3</sup>.

Je vous saurais gré de bien vouloir me faire tenir vos instructions<sup>4</sup>.

3. *Annotation en marge d'E. Stopper*: d'accord.

4. *Cf. la lettre de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, signée par F. Halm, à P. Cuénoud du 24 août 1954, non reproduite.*

## 123

E 2001(E)1969/121/181  
[DoDiS-10342]

*Das Finanz- und Zolldepartement an den Bundesrat*

HILFELEISTUNG AN DIE KRIEGSGESCHÄDIGTEN AUSLANDSCHWEIZER.  
MITBERICHT DES FINANZ- UND ZOLLDEPARTEMENTS ZUM ANTRAG  
DES JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENTS VOM 24. JULI 1954

*Kopie*

Bern, 23. August 1954

Gemäss dem Antrag des Justiz- und Polizeidepartements<sup>1</sup> stellt sich nach dem negativen Ausgang der Volksabstimmung vom 20. Juni 1954<sup>2</sup> in erster Linie die Frage, ob damit das Projekt einer weitem Hilfe an die kriegsgeschädigten Auslandschweizer unter Verwendung der Summe von 121,5 Millionen Franken als endgültig erledigt zu gelten habe<sup>3</sup>.

Mit dieser Fragestellung werden zwei verschiedene Probleme vermengt, die nach Auffassung des Finanzdepartements getrennt zu betrachten sind. Nach seiner Ansicht stellt sich zunächst die grundsätzliche Frage, ob die Auslandschweizerhilfe weitergeführt werden soll; davon zu unterscheiden ist die Frage nach dem Ausmass einer allfälligen weitem Hilfsaktion.

*1) Frage der Weiterführung der Hilfe*

Es dürfte unbestritten sein, dass ein Teil der durch den zweiten Weltkrieg geschädigten Auslandschweizer auch nach Ablauf dieses Jahres der öffentlichen Hilfe bedarf. Da der Bund von jeher anerkannt hat, dass diese Hilfe nicht allein den Kantonen obliegen kann, dass vielmehr auch er moralisch zu einer Hilfeleistung im Bedürfnisfall verpflichtet sei, wäre der Bundesrat nur dann von der Ausarbeitung einer neuen Vorlage entbunden, wenn der Abstimmung vom 20. Juni 1954 die Bedeutung einer grundsätzlichen Ablehnung jeder weitem Hilfeleistung zukäme. Diese Auffassung wäre indessen – darin gehen wir mit dem Justiz- und Polizeidepartement einig – kaum begründet.

Da dem Volk die Vorlagen lediglich zur Annahme oder Verwerfung vorgelegt werden, ohne dass es die Möglichkeit hat, Abänderungsanträge zu stellen oder Weisungen für das künftige Vorgehen zu erteilen, lässt sich nie mit Sicherheit feststellen, aus welchem Grunde eine Vorlage verworfen worden ist<sup>4</sup>. So wird die Abstimmung auch im vorliegenden Falle verschieden gedeutet. Während die Kreise, die das Referendum ergriffen haben, behaupten, das

1. Vgl. den Antrag des EJPD vom 24. Juli 1954. Nicht abgedruckt. Neben dem Finanz- und Zolldepartement hat am 24. August 1954 auch das Politische Departement einen Mitbericht verfasst. Nicht abgedruckt (DoDiS-10667). Vgl. auch E 4001(D)1973/125/36.

2. Zur Interpretation des Abstimmungsergebnisses durch das Politische Departement vgl. den Bericht von M. Jaccard Comment juger la situation créée par le rejet de l'arrêté fédéral du 23 décembre 1953 sur une aide extraordinaire aux Suisses victimes de la guerre vom 13. August 1954. Nicht abgedruckt (DoDiS-10666).

3. Vgl. DDS, Bd. 17, Nr. 117 (DoDiS-5440).

4. Vgl. Anm. 2.



Volk habe die *Art* der vorgesehenen Hilfe abgelehnt, sind andere der Auffassung, der Souverän habe sich *gegen die Hilfe an sich* oder zum mindesten gegen das vorgesehene *Ausmass* ausgesprochen. Wenn wir auch überzeugt sind, dass sich bei der zur Zeit gegenüber der Ausgabenpolitik der öffentlichen Hand herrschenden Stimmung ein grosser Teil der Opposition gegen die Höhe der Hilfe gewendet hat, so kann doch nicht ganz so weit gegangen werden, den Entscheid als völlige Ablehnung der Auslandschweizerhilfe zu interpretieren. Dagegen wird dieses Moment, wie wir weiter unten ausführen werden, bei der Frage des Ausmasses zu berücksichtigen sein.

Es ist somit davon auszugehen, dass eine neue Vorlage für die Weiterführung der Auslandschweizerhilfe auszuarbeiten ist<sup>5</sup>. Dabei dürfte schon heute feststehen, dass es für den Bundesrat nach wie vor nicht in Frage kommen kann, ein Projekt, das auf der Idee des Kriegsschadenersatzes beruht, zu unterbreiten. Er wird demnach neuerdings eine Fürsorgeaktion ins Auge fassen und die von den Kreisen um Herrn Nationalrat Duttweiler vertretenen Ideen ablehnen müssen.

Wenn die Art dieser Hilfe im einzelnen geregelt und dem kriegsgeschädigten Auslandschweizer unter bestimmten Voraussetzungen ein Anspruch auf Hilfe eingeräumt werden soll, so bedarf es hiezu eines *allgemein verbindlichen* Bundesbeschlusses. Der Bundesbeschluss vom 17. Oktober 1947<sup>6</sup> ist seinerzeit – wie das Finanz- und Zolldepartement schon damals ausgeführt hat – zu Unrecht dem Referendum entzogen worden<sup>7</sup>. Wir könnten uns auch heute nicht damit einverstanden erklären, die Weiterführung der Hilfe durch einen einfachen Bundesbeschluss, und wäre es auch nur in der Form einer Verlängerung des zur Zeit noch laufenden Beschlusses, regeln zu lassen. Wenn sich die Bundesbehörden auf diesem Gebiete nicht streng an die unserem Staate wesentlichen demokratischen Grundsätze halten, wird es ihnen kaum gelingen, das Vertrauen des Volkes wieder zu gewinnen.

## II) Frage des Ausmasses der Hilfe

Nachdem feststeht, dass die Hilfe grundsätzlich weitergeführt werden soll, stellt sich die Frage, welches Ausmass hierfür in Aussicht zu nehmen ist. Das Justiz- und Polizeidepartement möchte zwar vorerst eine Übergangsperiode einschalten und die Frage, wie die neue Vorlage auszugestalten ist, erst später entscheiden. Mit Bezug auf den Rahmen dieser Aktion will es indessen schon jetzt feststellen lassen, dass dieser gleich wie bei der letzten Vorlage<sup>8</sup> wieder

5. Vgl. die Botschaft zum Entwurf eines Bundesbeschlusses über die Fortführung der ausserordentlichen Leistung an Auslandschweizer (vom 2. November 1954), *BBl*, 1954, Bd. 106, II, S. 836–841 und *AS*, 1955, S. 431 f.

6. Der Bundesbeschluss datiert nicht von 1947, sondern vom 17. Oktober 1946, *AS*, 1946, Bd. 62, S. 888–891.

7. Die neue Vorlage (vgl. Anm. 5) wurde schliesslich dem fakultativen Referendum unterstellt. Vgl. das Schreiben von M. Feldmann an M. Petitpierre vom 19. Oktober 1954. Nicht abgedruckt.

8. Vgl. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über ausserordentliche Zuwendungen an kriegsgeschädigte Auslandschweizer (vom 27. März 1953), *BBl*, 1953, Bd. 105, I, S. 721–745.

auf 121,5 Millionen Franken festzusetzen sei. Es geht daher offenbar von der Voraussetzung aus, dass dieser Betrag für die Auslandschweizerhilfe zu reservieren ist, gleichgültig wie diese Hilfe auch immer ausgestaltet werden mag.

Das Finanz- und Zolldepartement bedauert, dass es dieser Auffassung nicht beipflichten kann. Es kann sich nicht damit einverstanden erklären, dass das Problem einer Fortsetzung der Auslandschweizerhilfe auch heute noch in erster Linie unter dem Gesichtspunkt einer Verwendung dieser 121,5 Millionen Franken betrachtet wird.

Wir sind uns dabei des Zusammenhanges zwischen dieser Summe und dem Washingtoner Abkommen bzw. der Clearingmilliarde durchaus bewusst<sup>9</sup>. Einmal mehr muss aber darauf hingewiesen werden, dass dieser Betrag dem Bund nicht in den Schoss gefallen ist, sondern die Rückzahlung einer Schuld darstellt. Es handelt sich somit nicht um eine Zuwendung von dritter Seite, über deren Verwendung Beschluss zu fassen ist, sondern um Bundesgeld, das in Wirklichkeit vom schweizerischen Steuerzahler aufgebracht werden muss, wenn es wieder ausgegeben wird. Nach dem Washingtoner Abkommen war der Bund weder den Alliierten, noch den Auslandschweizern gegenüber rechtlich verpflichtet, den auf die Schweiz entfallenden Anteil aus der Liquidation der deutschen Guthaben für einen bestimmten Zweck zu verwenden. An dieser Rechtslage ist durch den viel zitierten Passus über die Durchführung dieses Abkommens und die andern bundesrätlichen Erklärungen nichts geändert worden. Abgesehen davon, dass solche Erklärungen keine rechtlichen Ansprüche zu begründen vermögen, wäre der Bundesrat auch nicht ermächtigt gewesen, Verpflichtungen in diesem Umfange einzugehen. Nachdem den Auslandschweizern schon auf diesen Liquidationsanteil kein Rechtsanspruch zustand, kann ein solcher noch viel weniger auf die 121,5 Millionen Franken, die später an dessen Stelle getreten sind, geltend gemacht werden. Auch die 121,5 Millionen Franken stellen somit keine zweckgebundene Zuwendung dar, über die nicht anders als zugunsten der Auslandschweizer verfügt werden kann.

Wenn bei der Ausarbeitung der letzten Vorlage noch gesagt werden konnte, der Bundesrat habe sich, wenn nicht rechtlich, so doch politisch verpflichtet, einen Antrag auf Verwendung dieser 121,5 Millionen zu stellen, so hat sich dies seit der Volksabstimmung vom 20. Juni verändert. Bei der heutigen Betrachtung des Problems kann nicht übersehen werden, dass ein beträchtlicher Teil der Opposition sich, wie wir bereits ausgeführt haben, nicht gegen die vorgesehene Verwendung der 121,5 Millionen, sondern gegen die Höhe des genannten Betrages gerichtet hat. Der Bundesrat darf sich deshalb als

---

9. Zum Washingtoner Abkommen vgl. Nr. 28 in diesem Band. Vgl. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die deutschen Vermögenswerte in der Schweiz (vom 29. August 1952), *BBl*, 1952, Bd. 104, III, S. 1–32. Das Abkommen über die Regelung der Forderungen der Schweizerischen Eidgenossenschaft gegenüber dem ehemaligen Deutschen Reich vom 29. August 1952 zur «Clearingmilliarde» wurde den Eidgenössischen Räten nicht vorgelegt. Zu den Auseinandersetzungen dieses Entscheids vgl. Nr. 26 in diesem Band.

von den früher eingegangenen Engagements entbunden betrachten und muss die ganze Angelegenheit im Lichte der neuen Situation betrachten. Dabei gilt es in erster Linie, eine Vorlage auszuarbeiten, die eine Chance hat, in einer neuen Volksabstimmung angenommen zu werden. Es kann deshalb nicht nur auf die Begehren der Auslandschweizer abgestellt werden, weil diese ja – selbst wenn sie eine in sich geschlossene Gruppe darstellen würden – nie in der Lage sein werden, eine Vorlage allein durchzubringen. So wie wir die Lage beurteilen, hat bei der gegenwärtigen ablehnenden Einstellung der Öffentlichkeit ein neues Hilfsprojekt in der Höhe von über 100 Millionen Franken kaum eine Chance, angenommen zu werden. Nach unserer Auffassung muss deshalb in Zukunft die Verbindung mit den 121,5 Millionen Franken aufgegeben werden.

### *III) Einzuschlagendes Vorgehen*

Da für die Weiterführung der Hilfe nur die Form eines allgemein verbindlichen Erlasses in Frage kommt, erachten wir es als richtiger, an Stelle einer Übergangsordnung schon jetzt die definitive Vorlage auszuarbeiten. Dürfte doch mit weiterem Zeitablauf die Aussicht, eine solche Vorlage durchzubringen, eher geringer werden. Ausserdem ist der Sache vermutlich mehr gedient, wenn die angefangene Auseinandersetzung heute zu Ende geführt wird und nicht in verhältnismässig kurzer Zeit neu aufgegriffen werden muss.

Was das Ausmass der neuen Aktion anbelangt, so sind zwei Möglichkeiten denkbar. Entweder wird zur Durchführung der im Erlass näher zu umschreibenden Hilfe, wie in der Vorlage von 1946<sup>10</sup>, ein Rahmenkredit festgesetzt, der entsprechend den heute noch vorhandenen Bedürfnissen zu bemessen ist. Eine andere Lösung, die wir vorziehen würden, bestünde darin, im neuen Beschluss nur Art und Höhe der einzelnen Leistungen festzusetzen, den erforderlichen Kredit jedoch von Jahr zu Jahr mit dem Voranschlag zur Verfügung zu stellen.

Um zu verhindern, dass nach der Beschlussfassung in den eidg. Räten, die zweifellos erst in der Dezembersession möglich sein wird, wegen der Referendumsfrist ein Unterbruch in der Fortführung der Hilfe eintritt, müsste der neue Erlass dringlich erklärt werden. Dadurch wäre die sofortige Inkraftsetzung gewährleistet, ohne dass dem Volk die Möglichkeit der Ergreifung des Referendums genommen würde<sup>11</sup>.

Gegen die beantragte Unterstellung der Zentralstelle für Auslandschweizerfragen unter das Eidg. Politische Departement haben wir nichts einzuwenden<sup>12</sup>.

Demgemäss beehren wir uns, Ihnen zu

10. Vgl. Anm. 7.

11. Der bis Ende 1957 befristete Bundesbeschluss passierte am 22. Dezember 1954 die Eidgenössischen Räte und ist am 1. Januar 1955 in Kraft getreten.

12. Zur Frage der Unterstellung der Eidgenössischen Zentralstelle für Auslandschweizerfragen vgl. die Notiz von M. Jaccard vom 5. August 1954. Nicht abgedruckt (DoDiS-10668). Im März 1955 schuf der Bundesrat den Dienst für Auslandschweizerfragen und unterstellte ihn dem Politischen Departement. Vgl. BR-Prot. Nr. 544 vom 25. März 1955, E 1004.1(-)/1/575 (DoDiS-10669).

## 124

E 2001(E)1969/121/5  
[DoDiS-10152]

*Der Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten  
des Politischen Departements, A. Zehnder, an den Direktor  
der Handelsabteilung des Volkswirtschaftlichen Departements, H. Schaffner<sup>1</sup>*

## WEST-OST HANDEL

Kopie  
S FS

[Bern,] 26. August 1954

1. Die massgebende politische Überlegung, die es uns erlaubte, einem Gentlemen's-Agreement über den West-Ost Handel<sup>2</sup> zuzustimmen, war der Wunsch, der Schweiz international den Ruf eines Kriegsgewinners oder «Profiteur de la guerre» zu ersparen. Die Schweiz wollte dementsprechend nicht von einer Lage profitieren, die andere aus uns ferne stehenden Gründen geschaffen hatten.

So war es denn auch nicht an der Schweiz, zu polemisieren oder andere Staaten zu belehren, vielmehr hatte sie autonom eine Schlussfolgerung für sich aus der nun einmal geschaffenen Lage zu ziehen.

Diese Stellungnahme der Schweiz war solange logisch und international vertretbar als die Voraussetzungen bestanden, welche zu Blockadenmassnahmen des Westens gegen den Osten führten. Diese Voraussetzungen waren: Bestehen eines Krieges und Knappheit der Rohstoffe.

Seit dem Waffenstillstand in Korea (Juli 1953)<sup>3</sup> und der Einstellung des Feuers in Indochina (Juli 1954)<sup>4</sup> besteht jetzt kein mit Waffen ausgetragener Krieg zwischen dem Westen und dem Osten. Die Warenknappheit und insbesondere die Rohstoffknappheit sind ebenfalls verschwunden. Die beiden Voraussetzungen für die Rechtfertigung der Blockade sind damit weggefallen. Somit ist auch die wichtigste Voraussetzung für eine Rücksichtnahme der Schweiz auf eine angebliche Zwangslage des Westens dahingefallen.

Die Schweiz wäre also heute grundsätzlich frei, zu erklären, das Gentlemen's-Agreement Hotz-Linder sei obsolet geworden. Selbst die taktische Überlegung, nicht vorzuprellen solange der Präsident der USA<sup>5</sup> in der Uhrenzollfrage keinen Entscheid getroffen hat, ist überholt<sup>6</sup>.

1. Das Schreiben wurde ebenfalls an den Delegierten des Vorortes des schweizerischen Handels- und Industrievereins, H. Homberger, und an den Stellvertreter des Chefs der Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements, E. von Graffenried, gerichtet.

2. Vgl. DDS, Bd. 18, Nrn. 105 (DoDiS-8820) und 106 (DoDiS-7230). Vgl. auch den Bericht von Hotz an die Wirtschafts- und Finanzdelegation des Bundesrates, vom 24. April 1953 (DoDiS-10700).

3. Vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band: Gute Dienste.

4. Vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band: Indochina.

5. Dwight D. Eisenhower.

6. Zur Frage des Uhrenzolls vgl. Nrn. 118, 130, 136 in diesem Band.

2. Dies gesagt, ist die tatbeständliche Lage international so, dass der Westen (resp. CoCom<sup>7</sup>) völkerrechtlich mutwillig eine im Umfang wesentlich reduzierte, aber in der Striktheit der Anwendung verschärfte Blockade gegen den Osten fortsetzt. Die Frage der Haltung der Schweiz gegenüber diesem neuen Tatbestand ist also jetzt unter dem Gesichtspunkte der sauberen neutralen Haltung neu zu definieren<sup>8</sup>. Das Problem der Sauberkeit ist dabei offenbar dasselbe wie zur Zeit des Abschlusses des Gentlemen's-Agreements, also: nicht profitieren von einer Selbstbeschränkung, die andere sich im Export nach dem Osten auferlegen, ohne uns in eine Polemik über die völkerrechtliche Zuverlässigkeit einer Blockade im Frieden einzulassen.

Wir stehen also vor einer Frage der Neutralitätspolitik und nicht des Neutralitätsrechts<sup>9</sup>. Obgleich auch ein neutraler Staat in Friedenszeiten grundsätzlich vollständig frei ist, seine Politik zu gestalten, so wie es ihm beliebt, hat ein dauernd neutraler Staat diese doch so einzurichten, dass er aus seiner Haltung im Frieden nicht automatisch im Kriegsfall von anderen Staaten in einen der Staatenblöcke eingereiht wird. Für unseren Entscheid stehen somit die Grundsätze der Unparteilichkeit und Gleichbehandlung im Vordergrund.

3. Um diesen Grundsätzen nachzuleben, wird es notwendig sein, wiederum vom «courant normal» auszugehen. Im Gegensatz zu bisher sollte dieser nicht im Einvernehmen oder auf Grund der Wünsche der Amerikaner, sondern autonom festgelegt werden. Es ist also notwendig, das Vertragsverhältnis (Agreement Hotz-Linder) zu lösen und es durch eine autonome schweizerische Massnahme zu ersetzen. Sowohl die Stichjahre, wie die Positionen sollten von uns allein ausgewählt und berechnet werden, wobei wir uns vorbehalten sollten, einige traditionelle Artikel, wie etwa gewisse Typen der Werkzeugmaschinen oder Elektroausrüstungen, von uns aus von der heute geltenden CoCom-Liste zu streichen.

Eine Verschärfung der zur Zeit geltenden schweizerischen Überwachungsbestimmungen kommt überhaupt nicht in Frage. Das Einfuhrzertifikat gibt international die gewünschte Garantie gegen Missbräuche<sup>10</sup>. Dieses sollte den CoCom-Ländern ausdrücklich in Erinnerung gerufen werden.

Endgültig abzustellen ist die Kontrolle unserer Praxis durch Beamte der amerikanischen Botschaft. Nach Festlegung unserer autonomen Linie sind wir niemandem mehr Auskunft schuldig über bewilligte oder abgelehnte Einzelgeschäfte. Um unsere Beziehungen zu den USA und den CoCom-Ländern nicht abrupt einer zu starken Belastung auszusetzen, scheint es uns taktisch richtig, während einer Übergangszeit die amerikanischen Behörden im Wege der schweizerischen Gesandtschaft in Washington über die Ausfuhren nach den Oststaaten, summarisch detailliert, zu orientieren.

---

7. *Coordinating Committee for Multilateral Export Controls.*

8. *Vgl. Thematisches Verzeichnis in diesem Band: Grundlagen der Aussen- und Neutralitätspolitik.*

9. *Vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 113 (DoDiS-8743).*

10. *Vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 84, Annex (DoDiS-8911), Anm. 7 und 8.*

China soll inskünftig von uns genau so behandelt werden wie alle übrigen Oststaaten<sup>11</sup>.

4. Was das taktische Vorgehen anbetrifft, so kann man sich fragen, ob einer einseitig verfügten Massnahme der Schweiz nicht eine Erklärung unseres Standpunktes vorgängig der Inkraftsetzung auf diplomatischem Wege vorangehen sollte, etwa in dem Sinne, dass wir unsere Doktrin und das Mass der Überwachung und der Kontingentierung bekanntgeben mit der ausdrücklichen Mitteilung, dass es das Maximum dessen sei, was wir zu tun bereit seien; sollten uns Vorhalte und Schwierigkeiten gemacht werden, müssten wir unsere volle Freiheit zurücknehmen<sup>12</sup>.

11. *Zur Frage des Abschlusses eines Handelsvertrages mit China vgl. Nr. 114 in diesem Band.*

12. *Vgl. BR-Prot. Nr. 1614 vom 27. September 1954, E 1004.1(-)/1569 (DoDiS-10369). Dem Entscheid des Bundesrates gingen zwei Sitzungen der Ständigen Delegation für Wirtschaftsverhandlungen mit dem Ausland vom 26. August bzw. 15. September und eine Sitzung der bundesrätlichen Wirtschafts- und Finanzdelegation voraus. Nicht abgedruckt.*

## 125

E 2001(E)1970/1/224

[DoDiS-10161]

### *Notice interne du Département politique<sup>1</sup>*

SÉANCE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CONSEIL NATIONAL:  
RELATIONS CULTURELLES DE LA SUISSE AVEC L'ÉTRANGER<sup>2</sup>

*Copie*

EF/EN

[Berne, septembre 1954]

En avril dernier, lors d'une réunion de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national, M. Oprecht, Conseiller national, a exprimé le désir de recevoir à l'intention de ladite commission des informations sur les relations culturelles de la Suisse avec l'étranger<sup>3</sup>. Quelques jours plus tard, MM. Spühler et Rohr, conseiller nationaux, membres de la Commission de gestion, ont émis un même vœu.

Nous avons alors établi un rapport qui donne un aperçu de l'organisation actuelle de nos relations culturelles avec l'étranger, du fonctionnement, du

1. *Cette notice est rédigée par K. Vannini et E. Vuilleumier.*

2. *Il s'agit de la séance du 15/16 septembre 1954. Lors de cette séance, J. R. von Salis, président de la fondation Pro Helvetia, présenta un exposé sur [D]ie kulturellen Beziehungen der Schweiz mit dem Ausland. Cf. E 2800(-)1967/59/6. Une sous-commission a été constituée; elle s'est réunie le 5 et le 19 octobre 1954 et proposa ensuite une augmentation des subsides pour Pro Helvetia, ibid. Cf. aussi le procès-verbal de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national du 5 novembre 1954, E 2800(-)1967/60/2.*

3. *Cf. E 2800(-)1967/59/6.*

développement et des réalisations de cette activité particulière, comme aussi quelques projets à l'étude<sup>4</sup>.

Ce rapport a été remis aux membres de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national et à MM. Spühler et Rohr. Le Département fédéral de l'Intérieur, la Fondation Pro Helvetia, la Bibliothèque nationale, le Secrétariat des Suisses à l'étranger et d'autres organismes intéressés, ainsi que nos légations et consulats l'ont également reçu pour information.

Quelques échos de nos postes à l'étranger nous sont parvenus<sup>5</sup>. D'une manière générale – relevant l'effort accompli par les missions étrangères de leur pays de résidence – nos représentants souhaitent une plus large expansion de nos valeurs spirituelles. Ils se plaisent à reconnaître les bons offices de la Fondation Pro Helvetia et recommandent une augmentation des crédits dont cette institution dispose. Comme vous le savez du crédit annuel de FS 600'000 accordé par les Chambres fédérales à Pro Helvetia, FS 200'000 seulement sont disponibles pour l'action à l'étranger. On envisage de porter ce crédit à FS 500'000.

Quelques réflexions de nos chefs de poste:

Dans certains pays, une exposition du livre suisse pourrait avoir des échos intéressants. Cependant, à deux reprises, les milieux intéressés en Suisse ont suspendu les démarches entreprises, estimant que les avantages ne compenseraient pas les frais. Ce problème reste donc à considérer sous l'aspect du rayonnement culturel de notre pays<sup>6</sup>.

Plusieurs représentations proposent des expositions d'art appliqué et relèvent la bonne presse de l'affiche suisse; des concerts de musique suisse, d'œuvres de nos compositeurs pourraient avoir lieu en plus grand nombre. D'autre part, des remarques touchant la qualité de nos films documentaires nous parviennent: on souhaite vivement une amélioration permettant de mieux soutenir la comparaison avec les films étrangers. Dans l'ordre de la propagande culturelle, notre attention est attirée sur le rôle de premier plan que jouent, à l'étranger, nos écoles suisses<sup>7</sup>.

En ce moment, une attention particulière est accordée aux possibilités de création d'une «Maison suisse» à Paris<sup>8</sup>. Deux projets nous ont été soumis; le plus modeste, mis au point par MM. Payot et Hauser, éditeurs, sert actuellement de base de discussion: la maison suisse devrait disposer de locaux convenables, suffisamment spacieux pour permettre l'installation d'une librairie et pour organiser<sup>9</sup> des manifestations de caractère culturel.

Dans le domaine de l'Unesco, la Commission nationale suisse a inauguré la deuxième période de son activité et s'est réunie en assemblée constitutive sous la présidence de M. Pierre Bourgeois<sup>10</sup>. Elle a adopté son règlement,

4. Cf. le rapport *Die kulturellen Beziehungen der Schweiz mit dem Ausland du 18 mai 1954. Non reproduit.*

5. *Non reproduit.*

6. *La phrase suivante a été biffée:* Un soin particulier doit être voué à la question des langues.

7. Cf. E 2001(E)1970/1/233.

8. Cf. E 2001(E)1970/1/230.

9. de différentes a été biffée.

10. Cf. le procès-verbal de l'assemblée générale du 31 août 1954 de la Commission nationale

constitué les différentes sections et élu les deux vice-présidents (M. le professeur Portmann, Bâle, M. le Conseiller d'Etat Lepori, Bellinzone).

La Commission<sup>11</sup> a ensuite chargé les sections d'étudier les questions à l'ordre du jour de la conférence générale de l'Unesco, à Montevideo, de novembre prochain, en particulier le programme d'activité qui sera adopté pour les années 1955 et 1956<sup>12</sup>. Il convient également de relever que la cotisation de la Suisse à l'Unesco s'est élevée, en 1954, à 565'000 francs; en revanche, l'Unesco a demandé l'autorisation de convertir en francs suisses un montant équivalant à plus de deux millions de francs par an, en raison de ses dépenses en Suisse. Ces dépenses englobent le remboursement de bons de livres et de matériel scientifique, des indemnités de voyage et de séjour, des salaires et honoraires divers, des bourses d'études, des subventions, des achats de matériel, des travaux d'impression etc<sup>13</sup>.

La Suisse entretient trois conseillers de presse: à Paris, Londres et Washington<sup>14</sup>. Les tâches de ces conseillers dépassent largement le cadre restreint des questions de presse proprement dites et englobent l'ensemble des affaires culturelles. A Paris, le conseiller de presse assume, en outre, la liaison avec l'Unesco en sa qualité de Délégué du Conseil fédéral auprès de cette institution<sup>15</sup>; il est d'ailleurs assisté par deux collaborateurs de la légation occupés uniquement de questions culturelles et de presse. L'utilité des services de ces conseillers est incontestable. Pour les légations, dont les affaires culturelles n'atteignent pas la même ampleur qu'à Paris, Londres et Washington, ces tâches sont confiées à des collaborateurs diplomatiques.

*suisse pour l'UNESCO*, E 9500.1(-)1970/221/10. Cf. *PVCF N° 431 du 9 mars et PVCF N° 1183 du 13 juillet 1954*, E 1004.1(-)/1/563 resp. E 1004.1(-)/1/567.

11. *Dans le texte initial figurait Elle au lieu de La Commission.*

12. Cf. *le procès-verbal de l'assemblée générale du 18 octobre 1954 de la Commission nationale suisse pour l'UNESCO, ibid.*

13. *Note en marge: event. streichen.*

14. *Sur les activités des attachés de presse, cf. la proposition du Département politique au Conseil fédéral du 14 juillet 1953*, E 1004.1(-)/1/556 (DoDiS-9515).

15. *Il s'agit de Bernard Barbey.*



E 2001(E)1969/121/2

[DoDiS-9340]

*Das Politische Departement an den Bundesrat<sup>1</sup>*

## KAUF VON URANIUM IN BELGIEN

*Kopie*

At GN Nicht für die Presse

Bern, 9. September 1954

## I.

Wie aus den Unterlagen zum Bundesratsbeschluss vom 13. Juli 1954 betreffend Bau und Betrieb eines Atomreaktors<sup>2</sup> hervorgeht, wird es die Sache des Bundes sein, der Studiengesellschaft die zum Bau eines Reaktors notwendige Menge Uran (5 Tonnen) leihweise zur Verfügung zu stellen<sup>3</sup>. Die in dieser Sache zuständigen Departemente haben gemeinsam mit dem Präsidenten der Eidgenössischen Studienkommission für Atomenergie<sup>4</sup> schon vor einiger Zeit in Belgien und England Sondierungen unternommen und einen Plan entworfen, wonach Belgien die erforderliche Menge des Rohstoffes liefern und England dessen Aufbereitung vornehmen würde.

Mit Note vom 15. Juni hat das belgische Aussenministerium<sup>5</sup> der Schweizerischen Gesandtschaft in Brüssel als Antwort auf deren Anfrage vom 14. Mai 1954<sup>6</sup> mitgeteilt, die belgische Regierung sie mit der Lieferung von 13,1 Tonnen Uraniumkonzentrat an die schweizerische Regierung einverstanden, wobei die Bedingungen in der Form eines kommerziellen Abschlusses direkt mit der Union Minière du Haut Katanga in Brüssel festzulegen seien, welche die Ermächtigung zum Vertragsabschluss erhalten habe.

Eine schweizerische Delegation – bestehend aus den Herren Prof. Scherrer, Präsident der Eidgenössischen Kommission für Atomenergie, Dr. Roesch, 1. Sektionschef der Handelsabteilung, Halm, Sektionschef der Handelsabteilung, und Deslex, Legationssekretär bei der Schweizerischen Gesandtschaft in Brüssel – hat am 5. August mit der Union Minière du Haut Katanga verhandelt. Das Ergebnis liegt im Entwurf eines Vertrages zwischen der schweizerischen Eidgenossenschaft und dem genannten Bergwerksunternehmen vor, der diesem Antrag beigefügt ist<sup>7</sup>.

---

1. Vgl. *BR-Prot. Nr. 1514 vom 10. September 1954*, E 1004.1(-)/1569 (DoDiS-10451).

2. Vgl. *BR-Prot. Nr. 1197 vom 13. Juli 1954*, E 1004.1(-)/1567 (DoDiS-10446). Vgl. auch die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung zum Entwurf eines Bundesbeschlusses über die Förderung des Baues und Betriebes eines Atomreaktors (vom 2. November 1954), *BBl*, 1954, Bd. 106, II, S. 883–895.

3. *Zur Frage der Beschaffung von Uran vgl. DDS, Bd. 17, Nr. 25* (DoDiS-163).

4. *P. Scherrer*.

5. Vgl. den Anhang zum Schreiben von H. Vallotton an M. Petitpierre vom 2. Juli 1954. Nicht abgedruckt.

6. Die betreffenden Dossiers der schweizerischen Gesandtschaft in Brüssel wurden kassiert. Vgl. E 2200.44(-)1969/167/4.

7. Nicht abgedruckt.

## II.

Der Vertragsentwurf gibt zu folgenden Bemerkungen Anlass:

1) Die zu liefernde Ware besteht nicht aus reinem Uranium, sondern aus einem Erzkonzentrat, das zur Gewinnung der für den Reaktor benötigten Uraniumstäbe erst noch aufbereitet werden muss.

2) Die zu liefernde Menge Erzkonzentrat soll nach dem Vertragsentwurf rund 13'100 kg. Uranoxyd enthalten. Indessen hat sich die Union Minière du Haut Katanga in einem an den interimistischen schweizerischen Geschäftsträger<sup>8</sup> gerichteten Brief vom 3. September<sup>9</sup> verpflichtet, zu den gleichen Bedingungen eine oder zwei zusätzliche Tonnen Uranoxyd zu liefern, falls sich dies als nötig herausstellen sollte, um die vorgesehene Menge Reinmetall zu gewinnen.

Von dem gewonnenen Reinmetall sollen 5 Tonnen unmittelbar für den Bau des Reaktors verwendet, der Rest (ungefähr 4 Tonnen) als Reserve in der Schweiz aufbewahrt werden.

3) Als Preis ist für englisches Pfund im Erzkonzentrat enthaltenes Uraniumoxyd der Betrag von 850 belgischen Franken in Aussicht genommen, was bei Zugrundelegung des offiziellen Kurses für ein Kilo Uranoxyd den Betrag von Schweizerfranken 163,90 ausmacht. Da für Uran kein Markt existiert, ist es schwierig, sich über die Angemessenheit des Preises ein Urteil zu bilden. Nach den uns zur Verfügung stehenden spärlichen Informationen scheint sich der von der Union Minière du Haut Katanga geforderte Preis an der oberen Grenze des Annehmbaren zu befinden. Das Kilo Reinmetall wird demnach unter Berücksichtigung der Aufbereitungskosten auf schätzungsweise Fr. 330.—, die 10 Tonnen also auf etwa 3,3 Millionen Franken, zu stehen kommen.

4) Die belgische Bergwerksgesellschaft liefert das Rohmaterial cif. Liverpool, wo es die britische Atomenergiebehörde zur Aufbereitung abnehmen wird.

5) Die Klausel des Vertrages über die Zahlungsmodalitäten – Barzahlung gegen Verschiffungsdokumente für 90% des von der Gesellschaft provisorisch bestimmten Gehaltes an Uranoxyd des gelieferten Konzentrats und für den Rest sofort nach endgültiger Bestimmung des Gewichts und Gehalts – scheint angemessen.

6) Die Vertragsklausel über die Gewichtsbestimmung, die Bemusterung und die Analyse des Rohstoffes bieten – nach dem Urteil von Herrn Prof. Scherrer – die wünschenswerte Garantie für die korrekte Vertragserfüllung durch die belgische Bergwerksgesellschaft.

7) Was die Vereinbarung über die Bestellung eines privaten Schiedsgerichtes bei Streitigkeiten zwischen den Parteien wegen der Ausführung oder Interpretation des Vertrages anbelangt, scheint es angezeigt, eine solche Lösung zu wählen, da ein staatliches schweizerisches oder belgisches Gericht für die eine der beiden Parteien kaum annehmbar wäre.

---

8. A. Fischli.

9. Nicht abgedruckt.

8) Die besonderen Bestimmungen, wonach sich die Eidgenossenschaft verpflichtet, Technikern der Union Minière den Besuch der Installation des Reaktors zu gestatten, Personal der Gesellschaft zu Studienaufenthalten zuzulassen und der Gesellschaft oder ihren ausgewiesenen Vertretern alle gewünschten technischen Auskünfte über den Reaktor zu erteilen, bedeuten allerdings den Verzicht auf Geheimhaltung der mit dem Bau des Reaktors zusammenhängenden Fragen. Dieses Zugeständnis ist unvermeidlich, da die belgische Regierung der Lieferung von Uran an die Schweiz nur unter dieser Bedingung glaubt zustimmen zu können. Auf Anfrage der Schweizerischen Gesandtschaft in Brüssel hat sich die Union Minière bereit erklärt, diese Sonderbestimmung aus dem Vertrag herauszunehmen und sie zum Gegenstand eines Briefwechsels anlässlich der Vertragsunterzeichnung zu machen. Dabei wird sie die Auskunftspflicht der Schweiz dahingehend präzisieren, dass sie auf 5 Jahre begrenzt sein soll und sich nur auf den Bau und die Inbetriebnahme des Reaktors bezieht. Ausserdem wird die Union Minière die Zustimmung der belgischen Regierung zu einer Gegenseitigkeitserklärung im Sinne eines Erfahrungsaustausches zu erwirken suchen, der allerdings wegen des Rückstandes der belgischen Wissenschaft auf dem Gebiete der Atomenergie keine grosse Bedeutung zukommen würde. Die umschriebene Auskunftspflicht der Schweiz gibt weder Herrn Professor Scherrer noch dem für die Verhandlungen mit der Eidgenossenschaft zuständigen Vertreter der Industrie zu Bedenken Anlass, da sie sich nicht auf die Erkenntnisse erstreckt, welche die schweizerischen Wissenschaftler aus den Betriebsergebnissen allenfalls abzuleiten in der Lage sein werden.

9) Das im Vertragsentwurf erwähnte Erfordernis der Zustimmung durch die belgische Regierung ist durch die Note des Aussenministeriums vom 15. Juni erfüllt<sup>10</sup>. Immerhin könnte sie bis zur Ausführung der Lieferung darauf zurückkommen.

### III.

Als das belgische Aussenministerium dem schweizerischen Gesandten die obenerwähnte Note überreichte, machte es ihn darauf aufmerksam, dass die Zustimmung unter der Voraussetzung strengster Vertraulichkeit erteilt werde. Nachdem bedauerlicherweise die schweizerische Presse über die bevorstehende Uranlieferung schon berichtet und die belgische Presse das Thema ebenfalls aufgegriffen hat, scheint es wünschenswert, dass der Vertragsabschluss zustandekommt, bevor für die belgische Regierung Komplikationen entstehen. Es scheint somit geboten, die Unterzeichnung durch den schweizerischen Gesandten in Brüssel – oder im Falle seiner Abwesenheit durch seinen Stellvertreter – und die Union Minière du Haut Katanga zu beschleunigen, trotzdem der Entwurf zu einem Vertrag mit der britischen Regierung über die Aufbereitung des Uranerzes, an dessen Zustandekommen übrigens nicht zu zweifeln ist, wegen neu aufgetauchter technischer Fragen noch nicht vorliegt.

---

10. *Anm.* 6.

Soll die Gefahr nicht akut verschärft werden, dass die belgische Regierung auf ihre Zusage zu dem Uranlieferungsgeschäft zurückkommt, so ist – worauf die Schweizerische Gesandtschaft in Brüssel besonders hinweist – unter allen Umständen der Preis und die Menge des zu liefernden Urans geheimzuhalten. Das Volkswirtschaftsdepartement und das Finanz- und Zolldepartement sollten daher geeignete Vorkehren treffen, damit das Urangeschäft weder in den Ausweisen über den Zahlungsverkehr mit Belgien noch in der Zollstatistik enthüllt wird.

Die Bezahlung des Kaufpreises wird über die Europäische Zahlungsunion erfolgen.

Da die Bezahlung des Urankonzentrates gemäss den Vertragsbestimmungen auf die letzten beiden Monate des laufenden Jahres zu erwarten ist, soll der dem Kaufpreis entsprechende Kredit durch die Nachtragskreditbegehren II. Teil 1954 von den Räten angebeht werden. Je nach der Fälligkeit der Kaufsumme wäre hierauf gegebenenfalls ein Vorschuss durch den Bundesrat oder die Finanzdelegation zu bewilligen.

Unter Berücksichtigung der geschilderten Umstände beehrt sich das Politische Departement im Einverständnis mit dem Finanz- und Zolldepartement und dem Volkswirtschaftsdepartement, folgendes *zu beantragen*<sup>11</sup>:

1) Der Bundesrat nimmt von dem Entwurf eines Vertrages zwischen der schweizerischen Eidgenossenschaft und der Union Minière du Haut Katanga und den vorgeschlagenen Änderungen in zustimmendem Sinne Kenntnis.

2) Der schweizerische Gesandte in Belgien, Herr Minister Vallotton, oder im Falle seiner Abwesenheit sein erster Mitarbeiter, Herr Legationsrat A. Fischli, wird zur Unterzeichnung des Vertrages im Namen der Eidgenossenschaft sowie zur Vornahme des in der Begründung zu diesem Antrag erwähnten Briefwechsels ermächtigt<sup>12</sup>.

3) Die Bundeskanzlei wird beauftragt, die nötige Vollmacht für Herrn Minister Vallotton oder Herrn Legationsrat Fischli auszufertigen.

4) Der dem Kaufpreis entsprechende Kredit wird in die Nachtragskreditbegehren II. Teil 1954 aufgenommen werden; gegebenenfalls ist hiefür in einem späteren Zeitpunkt ein Vorschuss zu bewilligen.

5) Das Volkswirtschaftsdepartement und das Finanz- und Zolldepartement werden beauftragt, geeignete Massnahmen zu ergreifen, damit das Uranlieferungsgeschäft, das Gegenstand des unter 1) erwähnten Vertrages bildet, weder durch die Ausweise über den Zahlungsverkehr noch durch die Zollstatistik bekannt wird.

---

11. *Anm. 1.*

12. *Die Unterzeichnung erfolgte am 18. September 1953 durch A. Fischli.*

## 127

E 2001(E)1970/217/206  
[DoDiS-10261]

*Le Chargé d'Affaires de Suisse a. i. à Londres, E. Bernath,  
au Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique,  
A. Zehnder*

L Express. Confidentiel

Londres, 29 septembre 1954

Le Professeur Carl Ludwig, Bâle, m'a adressé deux lettres datées des 22 et 24 septembre, dont je vous adresse ci-joint la copie<sup>1</sup>. Ainsi que vous le constaterez, le Professeur Ludwig me demande de chercher à obtenir du Foreign Office la communication de documents de la Wilhelmstrasse, dont il soupçonne l'existence, et qui lui seraient précieux pour rédiger le rapport sur notre politique à l'égard des réfugiés depuis 1933, dont le Conseil fédéral l'aurait chargé<sup>2</sup>.

Avant de déférer à cette requête, j'ai tenu à vous pressentir. En effet, la consultation des archives allemandes par M. Léon Kern, ancien directeur des archives fédérales, a été menée avec le souci constant de ne pas divulguer les secrets d'une matière aussi inflammable. A la date du 23 juin 1952, M. le Conseiller fédéral Petitpierre avait prié M. le Ministre de Torrenté d'informer officiellement le Foreign Office que le Conseil fédéral ne faisait pas procéder à ces recherches dans l'intention de publier ou de faire un usage public des documents qui pourraient être communiqués et qui pourraient intéresser la Suisse<sup>3</sup>. La requête du Professeur Ludwig n'est-elle pas contraire à cet engagement?

Aussi jugerez-vous peut-être utile de consulter M. Kern, qui a d'ailleurs pu avoir connaissance des documents, quant à l'opportunité de la démarche<sup>4</sup>.

Vous m'obligeriez en me mettant le plus rapidement possible en mesure de répondre aux lettres de M. le Professeur Ludwig<sup>5</sup>.

---

1. Non reproduite.

2. Par décision du 23 juillet 1954. Cf. le communiqué du Département de Justice et Police, daté du même jour, non reproduit. Sur les circonstances ayant conduit à cette décision, cf. notamment la notice de H. Rothmund du 1<sup>er</sup> avril 1954, E 2800(-)1967/59/43 (DoDiS-10376).

3. Cf. E 2800(-)1967/60/9.

4. Cf. effectivement la lettre de A. Zehnder à L. Kern, du 30 septembre 1954. Non reproduite.

5. Cf. la lettre de réponse de A. Zehnder à E. Bernath, du 4 octobre 1954, E 2001(E)1970/217/206 (DoDiS-10375).

## 128

E 2210.5(-)1970/17/5

[DoDiS-9337]

*Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, à l'Observateur suisse  
auprès de l'Organisation des Nations Unies, A. Lindt*

L Personnelle et confidentielle

Berne, 6 octobre 1954

J'ai bien reçu votre lettre du 25 septembre<sup>1</sup>, dans laquelle vous me rap-  
portez l'entretien que vous avez eu avec M. Undén, Ministre des Affaires  
étrangères de Suède. Je vous prie de remercier M. Undén de nous tenir au  
courant de ses intentions. La manière dont il envisage la question de son inter-  
vention éventuelle à l'Assemblée générale au sujet de la Corée correspond  
exactement à mes vues personnelles<sup>2</sup>. Si j'étais à sa place, je crois que je me  
poserais les mêmes questions et que je leur donnerais les mêmes solutions.  
Une déclaration très modérée de M. Undén à la Commission politique, ex-  
posant le point de vue suédois et le désir de la Suède de mettre un terme au  
mandat qu'elle a accepté dans la Commission neutre de contrôle de l'armistice  
en Corée, paraît tout à fait opportune<sup>3</sup>. Faite en termes prudents, elle ne risque  
pas, me semble-t-il, de provoquer une discussion désagréable. Il faut natu-  
rellement toujours tenir compte de l'imprévu et en particulier du désir de  
M. Krishna Menon de jouer un rôle actif dans l'affaire de Corée. Ce qu'il  
conviendrait surtout d'éviter, à mon avis, c'est une décision d'un organe des  
Nations Unies relative au maintien de la Commission neutre de contrôle de  
l'armistice pour une période indéterminée.

Je ne voudrais pas donner à M. Undén le sentiment que nous désirons une  
intervention qui peut présenter certains risques. Je vous laisse donc juge de  
décider si vous voulez lui faire connaître mon point de vue<sup>4</sup>.

---

1. *Non reproduite.*

2. *Cf. table méthodique dans le présent volume: Bons offices.*

3. *Cf. N° 131 dans le présent volume.*

4. *Cf. la lettre d'A. Lindt à M. Petitpierre du 15 octobre 1954. Non reproduite.*

## 129

E 2001(E)1988/16/662/5

[DoDiS-9603]

*Le Chef de la Division des Affaires politiques du Département politique,  
A. Zehnder, au Chef du Département politique, M. Petitpierre<sup>1</sup>*

VISITE DE M. KEITH MACLELLAN, CHARGÉ D'AFFAIRES DU CANADA EN SUISSE,  
DU 9. 10. 1954

No FS Personnelle. Confidentielle

Berne, 11 octobre 1954

Son gouvernement l'a chargé de s'enquérir auprès du Département politique sur les intentions du Conseil fédéral de retirer la Délégation suisse de la Commission neutre de surveillance en Corée<sup>2</sup>. Ottawa craint qu'un geste prématuré de la Suisse ne constitue un précédent fâcheux tant pour la Commission neutre en Indochine<sup>3</sup> que pour les commissions neutres de contrôle du désarmement que l'on est en train de monter aux Nations Unies. La constatation de la Suisse que les communistes ont saboté les travaux de la Commission neutre conduirait les Nations Unies à renoncer à l'appel de commissions neutres. Or, on n'a pas de politique de rechange.

Je lui explique la situation dans laquelle nous nous trouvons:

1. Le mandat est insatisfaisant sur plusieurs points parce qu'il n'est qu'un compromis entre les deux parties à l'armistice.

2. Les nordistes ont donné des interprétations exagérées et unilatérales en faveur de la Corée du Nord et au détriment des Nations Unies.

3. Pour rétablir le déséquilibre ainsi créée, la Suisse et la Suède se sont trouvées devant l'obligation de s'opposer, d'où l'apparence d'un rôle que la Suisse n'aime pas jouer, à savoir celui de l'avocat d'une partie.

4. La position de la Suisse en tant que pays neutre est donc en jeu. Notre dignité et notre politique de neutralité nous obligent donc de revoir notre participation<sup>4</sup>.

5. D'autre part, le fait que la commission est composée du même nombre de délégations représentant les deux parties au conflit rend tout travail pratique illusoire. En effet, depuis bientôt une année on n'arrive pas à établir des rapports communs. Les deux parties au conflit pourraient faire le même travail avec le même résultat.

---

1. Cette notice est adressée au Chef du Département et aux Ministres de Suisse à Téhéran, Stockholm, Pékin, Washington, Londres, New Dehli, Ottawa, Moscou et à la mission permanente suisse auprès de l'ONU.

2. Sur les commentaires du Conseil fédéral sur les deux délégations suisses en Corée, cf. le Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la participation de délégués suisses à l'exécution de la convention d'armistice conclue en Corée le 27 juillet 1953 (du 26 avril 1955), FF, 1955, vol. 107, I, pp. 685-757. Sur la préparation de ce rapport, cf. E 2001(E)1988/16/662/12.

3. Cette commission neutre comprend l'Inde, le Canada et la Pologne, l'Inde assurant la présidence.

4. Cf. l'exposé d'A. Daeniker lors de la conférence annuelle des ministres suisses, à Berne, le 10 septembre 1954, E 2001(E)1968/217/2-5 (DoDiS-9594).

6. Nous nous rendons compte que sur le plan politique général le retrait de la Suisse pourrait avoir des répercussions sur d'autres institutions analogues, par exemple sur la commission neutre en Indochine.

7. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas encore retiré notre délégation de la commission, mais nous ne saurions attendre indéfiniment. D'ailleurs le mandat n'a pas été conçu sans délai aucun.

8. La dernière difficulté est l'effet de notre système de milice, d'où le volontariat. Mais la relève est assurée jusqu'en avril 1955.

9. Quelle que soit la décision de la Suisse, nous nous garderons de porter des accusations contre qui que ce soit. Les faits parleront d'eux-mêmes et les Nations Unies, si elles devaient s'occuper de ce problème à la suite de certaines explications que la Suède donnerait dans la commission politique, pourraient facilement élaborer une résolution mettant fin à la commission en Corée sans compromettre pour autant le travail d'autres commissions de la même nature<sup>5</sup>. Il suffirait de constater que s'agissant d'une première expérience, le mandat de compromis hâtif n'a pas permis à cette commission de s'exécuter de sa tâche.

---

5. Cf. Nos 128 et 131 dans le présent volume.

### 130

E 2800(-)1990/106/20

[DoDiS-9217]

#### *Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre*

ENTRETIEN AVEC MISS WILLIS, AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS,  
LE MERCREDI 20 OCTOBRE 1954, À 12 H. 15

[Berne, 20 octobre 1954]

J'ai prié Miss Willis, Ambassadeur des Etats-Unis, de venir me voir à propos de la décision prise par le Ministère de la Justice d'ouvrir des enquêtes civiles, fondées sur la législation antitrust, contre les importateurs de montres suisses aux Etats-Unis et contre des entreprises et associations suisses ayant leur siège en Suisse<sup>1</sup>.

Je déclare à Miss Willis que je ne suis pas chargé de protester ou de faire une démarche au nom du Conseil fédéral, mais que je tiens à lui faire connaître immédiatement mon point de vue personnel. Je souligne que l'ouverture de ces enquêtes est une nouvelle étape de la lutte engagée par les autorités américaines contre l'industrie horlogère suisse au profit de quelques entreprises

---

1. Sur la question de l'«antitrust» cf. Nos 130 et 136 dans le présent volume. Cf. aussi la notice de H. Schaffner à R. Rubattel du 11 novembre 1954, E 7004(-)1971/39/1 (DoDiS-9218). Le 4 novembre 1954 a lieu une conférence sur les Relations avec les Etats-Unis. Action antitrust avec la participation de R. Rubattel, E. Péquignot, A. Rais, A. Zehnder, H. Schaffner, H. Homberger, P. Dupont, F. Halm, P. Jolles et les représentants de l'industrie horlogère suisse, cf. le PV de la séance du 4 novembre 1954, E 7004(-)1971/39/2.



américaines<sup>2</sup>, qu'on ne pourra s'empêcher en Suisse d'établir un rapprochement entre la date de l'ouverture de ces enquêtes et celle des élections. Je relève le passage du communiqué du Département de Justice<sup>3</sup> exprimant l'espoir que les relations amicales entre les Etats-Unis et la Suisse ne seront pas affectées par ces nouvelles mesures, et déclare qu'au contraire ces mesures unilatérales et hostiles à une des industries les plus importantes de la Suisse ne peuvent que compromettre l'amitié entre deux pays qui jusqu'à présent paraissaient être attachés aux mêmes conceptions. Cette attitude donne un certain fondement au reproche d'impérialisme fait aux Etats-Unis. Ceux-ci prétendent vouloir lutter contre le communisme<sup>4</sup> sur tous les plans et dans toutes les régions du monde. Les mesures qu'ils prennent à l'égard de l'industrie horlogère suisse ne peuvent que donner des armes aux communistes, non seulement en Suisse, mais également à l'étranger. Je m'étonne aussi que les enquêtes soient ouvertes contre des entreprises et des associations ayant leur siège en Suisse, qui ne sont pas soumises à la juridiction américaine.

Miss Willis me déclare que d'habitude elle a beaucoup de choses à dire, mais aujourd'hui elle n'a à peu près rien à me répondre. Elle exprime le vœu que les négociations en cours pourront continuer et aboutir à un résultat. Elle souligne aussi que la législation américaine et la législation suisse réglementent d'une manière différente les problèmes qui nous intéressent et qu'il faut chercher des solutions qui tiennent compte de cette circonstance. Cela me permet de répondre à Miss Willis qu'entre Gouvernements qui entretiennent des relations amicales, lorsqu'il y a des divergences de cette nature, on commence par négocier pour chercher à les surmonter, mais non, comme l'a fait le Gouvernement des Etats-Unis, en citant la contrepartie devant le juge avant les négociations.

En prenant congé, Miss Willis a encore relevé qu'elle faisait son possible pour le maintien de bonnes relations entre les Etats-Unis et la Suisse et qu'à l'avenir, elle chercherait à faire encore davantage dans ce sens.

2. Cf. Nos 10, 82 et 118 dans le présent volume.

3. Pour le communiqué du «Department of Justice» du 19 octobre 1954, cf. E 2200.36(-)1967/17/5.

4. Sur l'anticommunisme et le maccarthysme cf. Nos 45 et 115 dans le présent volume.

## 131

E 2300(-)/9001/447

[DoDiS-9339]

*Der schweizerische Gesandte in Stockholm, A. Daeniker,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

S

Stockholm, 30. Oktober 1954

Gestern hatte ich die Gelegenheit, mit dem Ende der vergangenen Woche aus New York zurückgekehrten *Aussenminister Undén* eine längere Unterredung zu führen. Dem Aussenminister war es namentlich daran gelegen, seine

Stellungnahme zu der Frage der weiteren *Mitwirkung Schwedens in der Überwachungskommission in Korea* darzutun, worüber er bereits Herrn Legationsrat Lindt in New York laufend unterrichtet habe<sup>1</sup>. Es wäre nach Ansicht des Herrn Undén höchst inopportun, wenn die Schweiz und Schweden eine Entscheidung hierüber schon in nächster Zeit anstreben oder auch nur unsere prinzipiellen Bedenken gegen eine weitere Mitwirkung in den Vordergrund gestellt würden. Er erachtet es als gefährlich, wenn eine solche Krise gerade in dem Zeitpunkt veranlasst werden sollte, wo die Kommission im Zusammenhang mit dem Rückzug von vier amerikanischen Divisionen aus Südkorea und sieben chinesischen Divisionen aus Nordkorea mit wichtigen Kontrollfunktionen betraut und endlich in die Lage versetzt worden sei, positive Arbeit zu leisten. Dabei darf vermerkt werden, dass sich die internen Verhältnisse in der Kommission zweifelsohne gebessert haben. Schliesslich scheint auch die anlässlich des kürzlich mit der Sowjetunion abgeschlossenen Abkommens chinesischerseits abgegebene Erklärung, wonach eine neue politische Konferenz über Korea angestrebt werde, nicht ohne Einfluss auf die Haltung des Ausenministers zu sein.

Wenn wir demnach die Frage eines Rücktritts aus der Kommission weiter in der Schwebe zu halten haben, schliesst dies nicht aus, dass Schweden bei nächster Gelegenheit deutlich seinen Standpunkt klarlege, wonach es nicht die Absicht habe, seine Teilnahme an der NNSC in Korea auf unbestimmte Zeit fortzusetzen. Die schwedische Delegation in der UNO-Versammlung hat deshalb den Auftrag, im Schosse der politischen Kommission eine Erklärung in diesem Sinne abzugeben, sobald dieselbe sich mit dem Koreaproblem befassen wird. Wann allerdings die Kommission dazu Gelegenheit finde, bleibt weiter noch ungewiss. Die in der Behandlung dieses Traktandums eingetretene Verzögerung erklärt Herr Undén damit, dass unter den sechzehn in Korea ehemals kriegführenden Staaten starke Meinungsverschiedenheiten darüber bestehen, in welcher Weise das Postulat einer Einigung Koreas durch allgemeine Wahlen zu verwirklichen sei. Während die amerikanische Regierung auf einer Kontrolle solcher Wahlen durch eine Kommission der UNO bestehe, neige Kanada, unterstützt von Grossbritannien, eher dazu, ein solches Kontrollorgan ausserhalb der UNO in der Form einer von beiden kriegführenden Parteien als neutral anerkannten Kommission zu schaffen. Solange zwischen den beteiligten Regierungen eine Einigung über diese Frage nicht erzielt sei, wäre es inopportun, das Koreaproblem auf die Tagesordnung der politischen Konferenz setzen zu lassen und werde somit auch die schwedische Delegation sich zur Frage der Teilnahme Schwedens an der Überwachungskommission nicht äussern können.

Herr Undén hat betont, dass er in der Beurteilung dieser Frage sich in engstem Einvernehmen mit dem britischen Delegierten Mr. Selwyn Lloyd befunden habe, welcher seinerseits grossen Wert darauf gelegt habe, dass die Frage des Fortbestands der NNSC ausser Diskussion gehalten werde.

Die schwedische Regierung hat soeben beschlossen, als Ersatz für den ausgeschiedenen Chef der schwedischen Delegation, Gesandten Jödahl, den

---

1. Vgl. Nr. 128 in diesem Band. Vgl. thematisches Verzeichnis in diesem Band: Gute Dienste.

schwedischen Gesandten in Athen, Herm Tage Grönwall, zu ernennen, während das Interim in der Leitung der Delegation bis zur Ankunft des letzteren von Generalkonsul Jernstedt wahrgenommen wird.

Der Aussenminister äusserte sich ferner über die heute auf dem *Landsitz Harpsund* des schwedischen Ministerpräsidenten<sup>2</sup> *zusammentretende Konferenz* der Staatsminister, Aussenminister, Finanzminister, Handels- und Verkehrsminister der skandinavischen Staaten zur Behandlung der Frage einer *engeren nordischen Zusammenarbeit*<sup>3</sup>. Seine Auskünfte entsprechen im wesentlichen den Bemerkungen, welche mir hierüber bereits der norwegische Botschafter Schive abgegeben hatte. Demnach sei eine feste Tagesordnung für die Konferenz nicht aufgestellt worden und es handle sich in der Hauptsache um eine freie Aussprache über schwebende Probleme speziell betreffend die Schaffung eines gemeinsamen nordischen Warenmarktes. Die Verwirklichung des Postulats einer Zollunion zwischen Schweden, Dänemark und Norwegen, wie sie im Monat August vom nordischen Rat mehrheitlich empfohlen worden ist, bedingt, auch wenn sie auf einzelne industrielle Branchen beschränkt bleibt, einen vorherigen Ausgleich der Voraussetzungen auf lohn- und sozialpolitischen sowie zoll- und steuertechnischem Gebiet, welcher weitgehende Untersuchungen und Verhandlungen zwischen den beteiligten Regierungen erforderlich macht. Auch das Verhältnis einer solchen Zollunion zum GATT wird noch gründlich abzuklären sein. Man hofft an der Konferenz in Harpsund wenigstens ein Arbeitsprogramm für die nahe Zukunft aufstellen zu können. Während noch in den letzten Tagen eine Parlamentsdebatte darüber in Oslo und Besprechungen mit den Parteiführern in Kopenhagen stattgefunden hatten, wird dem Problem in Schweden weniger Aufmerksamkeit geschenkt und auch das Parlament hat sich damit noch nicht zu befassen gehabt. In Dänemark scheint die Stellungnahme zu einem engeren wirtschaftlichen Zusammenschluss allgemein sehr positiv zu sein, während die seit langem angekündigte Debatte im norwegischen Parlament eine heftige Gegnerschaft der bürgerlichen Oppositionsparteien gegenüber der von der sozialdemokratischen Regierungspartei eingenommenen Haltung hat an den Tag treten lassen. Bekanntlich hatten an der letzten Tagung des Nordischen Rates nur die sozialdemokratischen Mitglieder aus Norwegen sich grundsätzlich für die Schaffung einer nordischen Zollunion erklärt, wobei gleichzeitig auch der Wunsch nach vermehrtem Zufluss von Investitionskapital aus den Nachbarländern und der gemeinsamen Anhandnahme gewisser industrieller Projekte in den Vordergrund gerückt worden ist. Der im norwegischen Parlament bekundete Widerstand bezieht sich jedoch nicht nur auf das Postulat des gemeinsamen Warenmarktes sondern ebenso auf die von der Regierung geför-

---

2. Es handelt sich um Tage Erlander.

3. Im November 1951 gründete Schweden gemeinsam mit Dänemark und Norwegen den Nordischen Rat, dem sich im Dezember 1952 Island und im Oktober 1955 Finnland anschlossen. Der Nordische Rat konnte Empfehlungen zur Vereinheitlichung des Rechts Sozial- und Wirtschaftswesens an die Regierungen aussprechen. Vgl. E 2001(E)1970/217/317. Zum Verhältnis der Sowjetunion zu Skandinavien und dem Nordischen Rat vgl. E 2001(E) 1970/217/311 und 312.

dernten Pläne für die Ausfuhr elektrischer Energie nach Schweden und Dänemark. Die norwegische Delegation an der Konferenz von Harpsund wird demnach in ihrer Aktionsfreiheit stark beschränkt sein. Die Behandlung des Problems der Schaffung verbesserter Verkehrsverbindungen zwischen Schweden und Trondheim soll übrigens an der Konferenz nicht zur Sprache kommen, da sie bereits Gegenstand der Behandlung durch eine zwischenstaatliche Kommission bildet. Wohl aber dürfte ein Projekt betreffend Energieerzeugung und Stromübertragung aus Trondheim für die Versorgung der Stadt Stockholm, das mit starker schwedischer finanzieller Beteiligung der Verwirklichung nahegebracht worden ist, an der Konferenz behandelt werden.

Schliesslich kam der Aussenminister auch auf die *Beschlüsse der Londoner Konferenz* betreffend die Gründung der westeuropäischen Union, den Anschluss Westdeutschlands an den Brüsseler Pakt und dessen Aufnahme in die NATO zu sprechen<sup>4</sup>. Herr Undén, dessen Beurteilung der Frage sich stark den Gesichtspunkten der deutschen Sozialdemokratie annähert, schien es zu bedauern, dass durch die Konferenzbeschlüsse nunmehr ein Weg eingeschlagen worden sei, der die Lösung der Frage der deutschen Einigung in weitere Ferne rücke. Im übrigen hat er seiner Verwunderung darüber Ausdruck gegeben, dass von sowjetrussischer Seite noch nicht eine schärfere Reaktion erfolgt sei. Für die wehrpolitische Stellung Schwedens werde allerdings die Schaffung einer westeuropäischen Union ohne praktischen Einfluss bleiben; Herr Undén glaubt nicht, dass mit einem Anschluss Norwegens und Dänemarks an die Union zu rechnen sei.

---

4. Die Londoner Neun-Mächte-Konferenz fällte diese Entscheide am 28. September 1954.

## 132

E 2200.161(-)1968/134/14

[DoDiS-9507]

### *Interner Bericht des Justiz- und Polizeidepartements<sup>1</sup>*

#### BERICHT ÜBER DIE VERHANDLUNGEN MIT EINER DEUTSCHEN DELEGATION ÜBER DIE ÜBERNAHME VON PERSONEN AN DER GRENZE

Bern, 6. November 1954

Der Bundesrat hat in seiner Sitzung vom 19. Oktober 1954 auf Antrag des Justiz- und Polizeidepartementes<sup>2</sup> beschlossen, es seien Verhandlungen mit Deutschland über die Übernahme von Personen an der Grenze zu führen.

[...] <sup>3</sup>

---

1. Der Bericht wurde vom schweizerischen Delegationschef, H. Rothmund, verfasst.

2. Vgl. BR-Prot. Nr. 1730 vom 19. Oktober 1954, E 1004.1(-)/1/570.

3. Anwesend waren: Die schweizerische Delegation bestand aus H. Rothmund, Chef der Polizeiabteilung, F. Brechbühl, Polizeidirektor des Kantons Basel-Stadt, O. Schürch, Polizeiabteilung, E. Haudenschild, Polizeikommandant des Kantons Thurgau, R. Tschäppät, Polizeiabteilung, P. A. Nussbaumer, EPD, Marthaler, Polizeikommando des Kantons Zürich.

Die Verhandlungen fanden vom 21. bis 23. Oktober 1954 in Basel und am 25. Oktober 1954 in Bern statt<sup>4</sup>.

Um die Stellungnahme der an Deutschland grenzenden Kantone kennen zu lernen, fand am 18. Oktober 1954 in Basel eine Vorbesprechung mit Vertretern der Kantone Zürich, Basel-Stadt, Baselland, Schaffhausen, Aargau und Thurgau statt. Die Vertreter dieser Kantone begrüßten ausnahmslos die Verhandlungen und den Abschluss eines Vertrages mit Deutschland. Die bestehende Praxis gebe zwar zu keinen besonderen Klagen Anlass. Die Beziehungen zwischen den schweizerisch-deutschen Grenzbehörden seien gut, doch bedürfe diese Praxis einer vertraglichen Abmachung.

Das Justiz- und Polizeidepartement legte von Anfang an grossen Wert auf die Teilnahme von Vertretern aus den Grenzgebieten, da es sich weitgehend auch um praktische Fragen handelt. Als deutsche Vertreter waren nur zwei Herren aus Bonn gemeldet worden. Durch wiederholte Interventionen des schweizerischen Delegationschefs bei der Gesandtschaft der Bundesrepublik Deutschland in Bern und direkt beim Vertreter des Bundesministeriums des Innern in Bonn wurde die deutsche Delegation durch Vertreter aus den Grenzgebieten ergänzt. Es kann gesagt werden, dass sich diese Zusammensetzung der Delegationen für dieses Sachgebiet als vorteilhaft erwiesen hat. Die gleiche Erfahrung war bereits bei den Verhandlungen mit Österreich vom Sommer dieses Jahres gemacht worden.

Für die schweizerische Delegation galt als Verhandlungsgrundlage das am 2. Juli 1954 in Luzern mit Österreich abgeschlossene Übereinkommen über die Übernahme von Personen an der Grenze, das der Bundesrat am 16. Juli 1954 genehmigt hat<sup>5</sup>. Dieses Abkommen regelt

- 1) Die Übernahme von Angehörigen der vertragsschliessenden Staaten,
- 2) Die Ausschaffung und Rückübernahme von Drittausländern,
- 3) Die Durchbeförderung von Drittausländern.

In diesem Übereinkommen sind zwei Grundsätze enthalten. Jeder Staat verpflichtet sich, keine Ausschaffungen ausserhalb der offiziellen Grenzübergangsstellen vorzunehmen. Jeder Staat verpflichtet sich weiter, innert einer gewissen Frist Drittausländer, die rechtswidrig aus seinem Gebiet in dasjenige des andern Teiles eingereist sind, zurückzunehmen.

Für die deutsche Delegation galten als Grundlage die Verträge mit Belgien (10. Februar 1953), Dänemark, Norwegen und Schweden (15. Mai/22. Juni

---

*Die deutsche Delegation setzte sich zusammen aus: A. Török vom Auswärtigen Amt, Delegationsleiter, Ministerialrat K. Breull vom Bundesministerium des Innern, Konsul Dr. W. v. Borries, Generalkonsulat der Bundesrepublik Deutschland in Basel, Regierungsdirektor Schütz, Leiter der Passkontrolldirektion in Koblenz, Regierungsrat Wöhrle, Landratsamt Konstanz, Regierungsamtmann E. Weidner, Vorsteher des Passkontrollamtes in Lörrach, R. Gruchalla, Vorsteher des Passkontrollamtes in Konstanz.*

4. Vgl. das Abkommen zwischen dem Schweizerischen Bundesrat und der Regierung der Bundesrepublik Deutschland über die Übernahme von Personen an der Grenze, AS, 1955, S. 25–28.

5. Vgl. BR-Prot. Nr. 1219 vom 16. Juli 1954, E 1004.1(-)/1/567. Vgl. auch E 2001(E)1970/217/68.

1954). In diesen Verträgen wurde die Übernahme von Angehörigen der vertragschliessenden Staaten, sowie die Ausschaffung und Rückübernahme von Drittausländern geregelt. Über die Durchbeförderung von Drittausländern ist nichts gesagt. Auch in diesen Verträgen ist der Grundsatz enthalten, dass Ausschaffungen nur an bestimmten Grenzübergangsstellen vorgenommen werden dürfen. Dagegen besteht nicht eine unbedingte Rücknahmepflicht für Drittausländer, die rechtswidrig aus dem einen Gebiet in das andere eingereist sind. Solche Ausländer müssen nur dann zurückgenommen werden, wenn

- a) Der Antrag innert sechs Monaten seit Grenzübertritt gestellt wird,
- b) Der Ausländer sich mehr als vierzehn Tage in dem Staat, aus welchem er illegal in den anderen Staat reiste, aufgehalten hat.

Die unter b) erwähnte Bedingung erfährt insoweit eine Einschränkung, als die Rückgabe möglich ist, wenn der Ausländer innerhalb von sieben Tagen nach dem Grenzübertritt aufgegriffen wird, auch wenn er sich im anderen Staat nicht vierzehn Tage aufgehalten hat.

Der schweizerische Delegationschef gab bereits bei der ersten Sitzung mit aller Deutlichkeit bekannt, dass die Schweiz auf einer unbedingten Rücknahmepflicht für Drittausländer, die widerrechtlich aus Deutschland in die Schweiz eingereist sind, beharren müsse, auch in den Fällen, bei denen der Drittausländer sich weniger als vierzehn Tage auf Bundesgebiet aufgehalten habe. Die Vertreter der deutschen Delegation lehnten eine solche allgemeine Pflicht ab. Sie wiesen darauf hin, dass nach Völkerrecht kein Staat verpflichtet sei, einen Drittausländer, der widerrechtlich in das Gebiet des anderen Staates gereist sei, zurückzunehmen; es gelte vielmehr der Grundsatz «Wer hat, der hat». Deutschland habe nicht die Absicht, alle Drittausländer, die nicht mehr in ihre Heimat abgeschoben werden könnten, in die Schweiz zu schicken. Deutschland könne aber nicht verpflichtet werden, alles Oststaatsangehörigen, die Deutschland nur transitierten, weil sie eben in die Schweiz kommen wollten, zurückzunehmen<sup>6</sup>. Es könne Deutschland nicht zugemutet werden, alle Flüchtlinge Europas bei sich aufzunehmen.

Der schweizerische Delegationschef gab zur Antwort, es könne noch viel weniger die Aufgabe eines kleinen Landes ohne Zugang zum Meer sein, das Sammelbecken von Flüchtlingen aus allen Ländern, auch aus «westeuropäischen», zu werden. Die Schweiz habe ihre Erfahrungen während des letzten Krieges gemacht, als durch die deutsche Politik zehntausende und zehntausende von Flüchtlingen in unser Land kamen und bis nach Kriegsschluss nicht weiterwandern konnten. Die Schweiz müsse von ihren Nachbarn grundsätzlich verlangen, dass sie Drittausländer, die widerrechtlich eingereist seien, wieder zurücknehmen. Dies bedeute nicht, dass die Schweiz jeden illegal eingereisten Ausländer zurückstellen werde. Wenn ein solcher in die Schweiz komme und als Flüchtling anerkannt werde, so stelle sich die Frage der Rückschaffung überhaupt nicht. Weiter sei die Schweiz bereit, auf die Rückschaffung illegal eingereister Ausländer, die sich mehr als sechs Monate seit Grenzüber-

---

6. Zu den Ostflüchtlingen vgl. Nr. 64 in diesem Band.

tritt im Lande aufhalten würden, zu verzichten. Die schweizerische Delegation sei sogar bereit, über diese Frist zu diskutieren und die im Abkommen mit Österreich vorgesehenen kürzeren Fristen zu übernehmen. Ebenfalls sei sie bereit, wie im Abkommen mit Österreich, eine Bestimmung aufzunehmen, die Deutschland in jedem Fall das Recht gebe, vor einer Rückschaffung Gründe geltend zu machen, die geeignet sein könnten, den Entscheid in einem anderen Sinne zu beeinflussen. Die schweizerische Delegation müsse es aber ablehnen, über das grundsätzliche Recht der Schweiz zu diskutieren, illegal eingereiste Drittausländer wieder ausschaffen zu dürfen.

Die deutsche Delegation versuchte hartnäckig, unsere Delegation von diesem Standpunkt abzubringen. Es wurde immer wieder darauf hingewiesen, dass es sich nur um eine kleine Anzahl von Fällen handle, bei denen das Recht zur Rückschaffung von deutscher Seite nicht anerkannt werde. Es seien nämlich wenige, die sich weniger als vierzehn Tage in Deutschland aufgehalten hätten. Mit wenigen Ausnahmen würden solche Leute zudem in der Schweiz innert sieben Tagen aufgegriffen werden können, sodass die Voraussetzung für die Rückschaffung auch hier gegeben sei. Da die schweizerische Bevölkerung mit der Polizei und nicht, wie in Deutschland, gegen diese arbeite, dürfte es in der Regel möglich sein, die Anwesenheit eines illegal eingereisten Ausländers innert sieben Tagen festzustellen. Dies werde durch die Erfahrungen der letzten Jahre bestätigt.

Von der schweizerischen Delegation wurde darauf erklärt, dass heute allerdings die meisten illegal eingereisten Ausländer innert sieben Tagen seit Grenzübertritt polizeilich einvernommen werden könnten, aber nicht wegen der Mitwirkung der eigenen Bevölkerung, sondern weil sich diese Ausländer selber bei der Polizei meldeten. Sie wüssten eben, dass dies für sie die beste Lösung sei. Wenn aber bekannt würde, dass die Rückschaffung nach sieben Tagen nicht ohne weiteres möglich wäre, dann würden sich verhältnismässig viele während sieben Tagen verstecken und erst am achten Tag der Polizei stellen. Wenn auch zuzugeben sei, dass es sich heute um eine verhältnismässig kleine Anzahl von Personen handle, die nach dem deutschen Vorschlag nicht mehr zurückgeschafft werden könnten, so gehe es doch um den Grundsatz, dass sich jeder Staat, aus dessen Gebiet ein Ausländer widerrechtlich in das Gebiet eines anderen Staates gereist sei, zur Rücknahme verpflichten müsse. Diese verhältnismässig kleine Zahl könne übrigens je nach der politischen Entwicklung sehr gross werden. Es sei nicht die Schuld der Schweiz, wenn es verhältnismässig oft möglich sei, dass Drittausländer durch Deutschland reisen können, ohne von der Polizei festgestellt zu werden. Für diese Unvollkommenheit der deutschen Polizei könne die Schweiz nichts. Würde die deutsche Polizei diese Leute besser kontrollieren, dann wäre ein einfacher Transit in verhältnismässig kurzer Zeit überhaupt nicht möglich. Wenn übrigens einer der beiden Staaten durch die heutigen politischen Verhältnisse in eine unangenehme Lage gekommen sei, so sei es an Deutschland, die unbequemen Konsequenzen daraus zu tragen, nicht an der Schweiz. Wir hätten während des Dritten Reiches die schwersten Unzukömmlichkeiten auf uns nehmen müssen, weil uns Flüchtlinge sogar rechtswidrig zugeschoben worden seien durch die Gestapo.

Der deutschen Delegation blieb zum Schluss nur noch das Argument, sie könne mit der Schweiz nicht einen weniger vorteilhaften Vertrag abschliessen als mit Belgien, Dänemark, Norwegen und Schweden.

Wenn die deutsche Delegation auch nicht dazu gebracht werden konnte, den schweizerischen Standpunkt voll anzuerkennen, so gelang es nach langwierigen Verhandlungen doch, einen Abschluss herbeizuführen, der als Grundsatz die schweizerische These übernimmt. Die in Abschnitt A, Ziff. 2, al. 2, vorgesehene Fassung des Textes des schweizerisch/deutschen Abkommens wird es Deutschland jedoch ermöglichen, den anderen Staaten gegenüber hervorzuheben, dass mit der Schweiz ein etwas umständlicheres Verfahren vereinbart worden sei als mit ihnen.

Danach ist die Bundesrepublik Deutschland verpflichtet, Drittausländer, die rechtswidrig aus ihrem Gebiet in die Schweiz eingereist sind, zurückzunehmen, wenn die schweizerischen Behörden dies innerhalb von sechs Monaten seit Grenzübertritt verlangen. Personen, die innerhalb von sieben Tagen nach dem Grenzübertritt in der Schweiz aufgegriffen werden, können den deutschen Grenzbehörden sofort übergeben werden. Für andere Personen ist dem deutschen Passkontrollamt vor der Rückstellung Gelegenheit zur Stellungnahme zu geben. Wenn dieses begründete Bedenken gegen die Übernahme geltend macht, wird der Fall der Polizeiabteilung unterbreitet, die mit dem Bundesministerium des Innern die Frage der Übernahme endgültig abklärt.

Die schlussendlich getroffene Regelung des heikelsten Punktes des Abkommens darf als befriedigend für die Schweiz bezeichnet werden. Die schweizerische Delegation hat trotzdem ein deutsches Begehren auf Vereinbarung einer verlängerten Kündigungsfrist abgelehnt, sodass das Abkommen jederzeit mit einer Frist von drei Monaten wird gekündigt werden können. Es wollte damit der deutschen Delegation zu verstehen gegeben werden, dass wir fest entschlossen sind, den dargelegten schweizerischen Grundsatz in der künftigen Praxis anzuwenden. Für die übrigen Bestimmungen verweisen wir auf den Text des Abkommens. Es ist nur noch auf Ziff. 2 des Abschnitts C hinzuweisen, der die Schlussbestimmungen enthält. Dort sind die Verpflichtungen aus den zwischenstaatlichen Verträgen über die Auslieferung und Durchlieferung sowie über die Niederlassung vorbehalten. Diese Bestimmung ist besonders wichtig im Hinblick auf Art. 7, Abs. 2, des schweizerisch/deutschen Niederlassungsvertrages, wonach auch frühere Angehörige eines Teiles im Falle der Ausweisung durch den anderen Teil zurückgenommen werden müssen, solange sie nicht Angehörige des anderen Teiles oder eines dritten Staates geworden sind (siehe Abschnitte A und B, je Ziff. 1, Abs. 4, des Abkommens)<sup>7</sup>.

---

7. Am 26. Januar 1954 genehmigte der Bundesrat folgende drei mit der Bundesrepublik Deutschland abgeschlossenen Abkommen vgl. BR-Prot. Nr. 162 vom 26. Januar 1954, E 1004.1(-)/1/561: Abkommen über die Aufhebung des Visumszwanges vom 19. November 1953, Niederschrift des Ergebnisses der schweizerisch-deutschen Besprechungen über Niederlassungsfragen vom 19. Dezember 1953 und Vereinbarung vom 15. Dezember 1953 zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Bundesrepublik Deutschland über die Verlängerung der Vereinbarung vom 14. Juli 1952 über die Fürsorge für Hilfsbedürftige, wobei nur das letzte Abkommen der Genehmigung der eidgenössischen Räte



Zum Schluss sei noch darauf hingewiesen, dass verschiedene Einladungen nicht unwesentlich zur Entspannung der zum Teil etwas hart verlaufenen Verhandlungen beigetragen haben. Die schweizerische Delegation hat im Zunfthaus zum Schlüssel ein Abendessen geboten, bei dem der Chef der Delegation die Grüsse des Bundesrates überbrachte. Die deutsche Delegation hat diese Einladung mit einer solchen zum Mittagessen im Kasino beantwortet. Herr Regierungsrat Brechbühl hat die Delegationen im Auftrag der Basler Regierung zweimal zum Mittagessen eingeladen. Ferner lud er die deutschen Delegierten an einem Abend zu einer Aufführung in der «Komödie» ein und zugleich die schweizerischen Delegierten zu einem Nachtessen in seinem Hause. Die Beziehung von Vertretern von drei Grenzkantonen in die schweizerische Delegation wird sich bei der Durchführung des Abkommens sehr nützlich auswirken.

---

*bedurfte. Vgl. die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Verlängerung der Fürsorgevereinbarung zwischen der schweizerischen Eidgenossenschaft und der Bundesrepublik Deutschland (vom 26. Januar 1954), BBl, 1954, Bd. 106, I, S. 201–205. Zum Bericht über die Verhandlungen mit der Bundesrepublik Deutschland über die gegenseitigen Niederlassungsverhältnisse und Verlängerung des Fürsorgevertrages von H. Rothmund vom 13. Januar 1954 vgl. E 2001(E)1969/121/136 (DoDiS-7900).*

### 133

E 2200.41(-)/39/10

[DoDiS-9399]

*Le Consul de Suisse à Alger, J. Arber,  
au Ministre de Suisse à Paris, P. A. von Salis*

- 1) LE TERRORISME EN ALGÉRIE
- 2) PROTECTION DES SUISSES

R Secret

Alger, 12 novembre 1954

Dans mon premier rapport du 2 écoulé<sup>1</sup> portant le même titre que celui-ci – et dont vous avez bien voulu m'accuser la réception par vos lignes du 6<sup>2</sup>, reçues ce matin – j'ai eu l'honneur de souligner que la thèse gubernatoriale que m'a exposée le directeur de cabinet f. f.<sup>3</sup> d'informateur, me paraissait être par trop parsemée d'ignorances et de suppositions sinon de propos diplomatiques. Il est aujourd'hui de notoriété que, si le Gouvernement général de l'Algérie ne fut peut-être pas autant surpris que le grand public algérien de la soudaineté et de la simultanité des tragiques événements insurrectionnels qui se sont déroulés dans la nuit de la Toussaint sur de nombreux points du territoire, il l'a tout de même été dans une large mesure. Les services de renseignements, parallèles ou superposés, qui, depuis des mois, devaient suivre

---

1. Non reproduit.

2. Cf. la lettre de P. A. von Salis à J. Arber du 6 novembre 1954, E 2200.73(-)1977/80/1.

3. Lire: faisant fonction.

les infiltrations des fellaghas, n'ont pas été à la hauteur de leur tâche. En effet, le Gouvernement général déclara d'emblée que les auteurs de ces coups de banditisme n'étaient qu'au nombre de quelques centaines et qu'il n'y avait point ou fort peu de fellaghas algériens. On a reconnu depuis lors que le nombre indiqué d'environ trois cents est sensiblement plus élevé, qu'il est composé, en majeure partie, de Musulmans nationalistes et communistes d'Algérie et que le parti MTLD a prêté son concours à l'organisation et à l'exécution du plan révolutionnaire. Depuis les premiers actes de terrorisme (sur 70 au lieu de 30 points indiqués d'abord par le GG), le recrutement forcé de nouveaux éléments opéra, mais le ralliement spontané en procura tout autant sinon plus.

Je vous ai envoyé, les 3 et 4 novembre<sup>4</sup>, quelques pages et coupures de presse d'Alger relatant l'évolution de la situation. J'en ai aussi adressé directement – une fois – à la DAP du DPF. Par la suite, j'y ai renoncé parce que j'ai pu me rendre compte que la presse métropolitaine reproduisait d'abondantes dépêches d'Algérie corroborant, avec un peu moins de détails peut-être, les faits relatés par les journaux algérois au sujet de l'évolution insurrectionnelle dont il s'agit.

Cette évolution, vous le savez, est assez satisfaisante. Les renforts de France et la rapidité de leur envoi ont fortement contribué à calmer les esprits. Policiers et militaires firent généralement l'objet de réceptions correctes, sinon sympathiques et même encourageantes; de nombreux indigènes des confins des territoires menacés ont offert leur concours, notamment comme guides et informateurs. Comme quoi la force – et sans doute aussi la certitude de manger à satiété – est toujours attirante chez les Arabes, non seulement chez les sympathisants, mais aussi parmi les hésitants.

On craignait beaucoup que, durant la fête légale du Mouloud (1424<sup>e</sup> anniversaire de la naissance du Prophète Mahomet) – le 8 novembre – les insurgés ne réitérent leurs incursions. Ils ne bougèrent pas. La même crainte régnait pour la fête d'hier de l'Armistice. Il y eut quelques accrochages provoqués plutôt par les troupes de répression que par les hors-la-loi.

Il y en eut de plus dramatiques entre temps: quelques tués et blessés des deux côtés. Mais la simultanéité chez les fellaghas paraît être rompue et l'organisation désaxée partiellement par la dissolution du MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, ex- PPA, Parti Populaire Algérien supprimé en 1939) et l'interdiction de sa presse, notamment l'«Algérie Libre» (Messali) et «La Nation algérienne» (Lahouel). Ce dernier réussit à s'enfuir, tandis que les sièges du parti et les domiciles et bureaux des principaux dirigeants et journalistes firent l'objet de perquisitions et de saisies, suivies de près de 200 arrestations et d'actions judiciaires. Les réactions furent rares et vaines. La presse communiste tempêta. Le Préfet d'Alger<sup>5</sup> saisit deux numéros du quotidien «Alger Républicain» et deux numéros également de l'hebdomadaire «Liberté».

---

4. Non retrouvées.

5. J. Vaujour.

La grande majorité de l'opinion européenne et la presse bourgeoise réclament avidement la fin d'une «intolérable provocation» (Echo d'Alger), la suppression du parti et de ses organes moscoutaires, l'arrestation des traîtres qui s'obstinent à encourager les rebelles et à prôner que tout le mal vient de l'égoïsme «colonialiste» et des moyens militaires de la répression.

Hier, dans chaque lieu de garnison, les troupes défilèrent. On saisit évidemment cette occasion pour en imposer le plus possible sur les masses et surtout les velléitaires d'actes terroristes. A Alger, ce fut tout particulièrement imposant: 3'000 hommes de toutes troupes, avec un bataillon de parachutistes en leur pittoresque uniforme, et un matériel formidable comprenant toute la gamme des armes, de la mitrailleuse aux plus gros des canons et des tanks. La foule applaudit avec plus d'enthousiasme qu'en d'autres occasions similaires. Il est vrai que l'application des soldats à faire du défilé une très belle parade – incités en cela par les récentes actions terroristes, qui animèrent aussi les spectateurs – provoqua le contentement de ces derniers.

Hélas! La criminalité collective ou individuelle, qui a déjà fait tant de victimes en Tunisie et au Maroc, est désormais déclenchée en Algérie. Il est même étonnant qu'elle surgisse avec un retard aussi considérable, après tout ce qui s'est passé dans les protectorats voisins. Etonnant aussi que ce soit sous un Ministère énergique et prêt à instaurer des réformes d'envergure souvent promises auparavant et fort mal tenues. Il semble bien que les organisateurs d'Alger, du Caire et de Moscou aient craint que la mise en application des réformes en question les privât pour longtemps de la chance d'arriver à leurs fins révolutionnaires.

Armée et police viendront-elles à bout de cette criminalité? Les dispositifs sont en place, les étaux se resserrent, les fellaghas seront, la plupart, exterminés ou capturés. L'ordre sera rétabli en grande partie, sauf complication extérieure. Néanmoins, il faut s'attendre à ce que le calme complet ne revienne pas avant qu'une solution d'entente ait pu être trouvée entre la France et les meneurs musulmans avides d'indépendance totale ou, pour le moins, de participation au pouvoir, d'ascension au pinacle de toutes les hiérarchies et d'amélioration accélérée des conditions économiques et sociales des masses indigènes.

La France, c'est à répéter une fois de plus, a fait en Algérie des efforts considérables pour l'équiper et la développer. Mais, il faut aussi le réitérer, elle est restée bien en retard sur le plan humain, en excipant de ses engagements de ne pas contrecarrer la religion, les mœurs et coutumes des Musulmans. Beaucoup trop d'illettrés, de chômeurs, de parias, de mendiants, de malades, de sans-métier, etc., constituent un fort pourcentage des masses fatalistes et fanatiques. Le salaire-horaire du manœuvre est actuellement de 91 frs.; le salaire de l'ouvrier agricole varie entre 300 et 406 frs par journée de besogne, du lever au coucher du soleil (avec une heure d'interruption), sans nourriture, sans logement et sans aucune autre indemnité patronale – sauf les allocations familiales et de sécurité sociale (maternité, chirurgie, invalidité, décès) versées par les Caisses de compensation. Plus d'un tiers des enfants ne peut être instruit, faute d'écoles suffisantes; l'apprentissage rationnel n'est pas organisé; le gourbi, les haillons, et la paresse aussi, il faut le dire, subsistent toujours sur

une grande échelle. Aussi les sans-travail, les miséreux et les crève-la-faim sont-ils encore en nombre excessif, qui côtoient des fortunes nombreuses et parfois démesurément immenses. C'est pourquoi le problème général algérien – comme le problème nord-africain français – est réellement plus économique et social que politique. C'est pourquoi encore on ne pourra tuer complètement l'insurrection qui s'est déclenchée dans la nuit de la Toussaint sans que, pour l'anéantir, la France ajoute à la force punitive l'exécution immédiate des réformes audacieuses qu'elle a envisagée, sinon la régression économique, les grèves, les troubles et l'insécurité se multiplieront en Algérie – avec les aboiements et les agissements de dirigeants musulmans et communistes d'ailleurs.

L'Algérie, devenue jadis le prolongement de la Métropole par la création de trois départements préfectoraux – coiffés d'un énorme Gouvernement général – alors que ses habitants autochtones n'étaient que des «sujets» ou, beaucoup plus rarement, des «naturalisés» français, l'Algérie s'échappe pratiquement et de plus en plus de cette structure par les mesures d'autonomie en maints domaines qui lui furent successivement concédées depuis le début du siècle. Et c'est d'autant plus surprenant que le statut du 20 septembre 1947 reconnaît à chaque indigène algérien la nationalité française au même titre que le Métropolitain. Mais, en matière d'élections, les élus autochtones, dont les électeurs du 2<sup>e</sup> collège sont considérablement plus nombreux que les Français d'ici, ne peuvent jamais dépasser le nombre d'élus européens en chaque conseil; très souvent, ce nombre est inférieur. D'ailleurs, le statut précité reconnaît aux mauresques le même droit de vote qu'aux Françaises; néanmoins, les femmes indigènes n'ont pas encore accès aux urnes.

A propos d'élections, il me paraît indiqué de signaler un fait récent, qui se renouvelle presque à l'occasion de chaque votation du 2<sup>e</sup> collège, et qui témoigne de similitude entre les résultats hitlériens de naguère ou de dictatures communistes actuels et ceux des scrutins de ce 2<sup>e</sup> collège. Dimanche 7 octobre, la région de Bir-Rabalou élisait un délégué à l'Assemblée Algérienne pour remplacer M. Laktar Brahimi, décédé. Inscrits: 20'210; votants: 16'222; exprimés: 16'216. C'est le fils du défunt, candidat administratif, qui l'emporta par 16'206 voix, contre 10 à son concurrent non persona grata auprès du Gouvernement général. Le bourrage des urnes n'est pas encore aboli, mais cela ne prouve pas que sans truquage l'élu n'eût pas été victorieux. Tout de même, le résultat et le système sont pitoyables pour ne pas dire plus. Naturellement, les électeurs intéressés crient à la fraude et au scandale. Et le temps arrange tout, sauf la méfiance et l'iniquité qui persistent...

Les événements du 1<sup>er</sup> novembre m'ont incité à examiner le problème de la protection de nos administrés qui se trouvent dans les régions plus ou moins isolées, parcourues ou frôlées par les insurgés, et celui de la défense du poste consulaire. J'ai demandé<sup>6</sup> à mes deux collègues de Tunis et de Rabat de me faire connaître les mesures qu'ils avaient prises et les expériences faites à ce sujet.

---

6. Cf. la lettre de J. Arber à C. A. de Tschudi et à H. Voirier du 4 novembre 1954, E 2200.73 (-)1977/80/1.

MM. de Tschudi et Voirier m'ont répondu en substance<sup>7</sup>:

- 1) qu'ils ne sont pas partisans de l'organisation d'une défense armée du Consulat, qui risquerait de provoquer et de renforcer les attaques des insurgés;
- 2) que l'armement des populations menacées est du domaine gouvernemental;
- 3) que la délivrance du port d'arme à des Suisses est à recommander par le Consulat lorsque la moralité des requérants est favorablement connue et que ou que les circonstances l'exigent;
- 4) que la question très délicate des lettres de protection est encore à l'étude au Département politique.

Je me rallie aux conclusions de mes collègues quant aux trois premiers points, en me réservant d'y revenir après entretiens avec mes collègues d'Alger et le Cabinet gubernatorial.

En ce qui concerne les lettres de protection, il serait indiqué d'en posséder quelques dizaines d'exemplaires en textes français et arabe, quitte à ne les délivrer qu'à bon escient.

D'ailleurs, aucun de nos administrés ne paraît avoir été molesté, ni aucune propriété endommagée ou pillée; aucun d'eux ne nous a écrit pour se plaindre. Au demeurant, ceux qui sont fixés dans les contrées et montagnes menacées sont peu nombreux. Maintenant que nous possédons des données un peu plus précises sur les théâtres d'opération, je fais établir une liste des compatriotes exposés et je vous en reparlerai après avoir pris contact avec eux.

7. Cf. les lettres de C. A. de Tschudi et de H. Voirier du 10 novembre 1954 à J. Arber, *ibid.*

## 134

E 2800(-)1967/59/19

[DoDiS-9025]

### *Sitzungsprotokoll der national- und ständerätlichen Kommissionen für auswärtige Angelegenheiten*

YR Vertraulich

[Bern, 23. November 1954]

[...]¹

*Tagesordnung*: Orientierung über die Note der Sowjetregierung vom 13. November 1954 und über die Antwort des Bundesrates.

*Ordre du jour*: Orientation sur la note du Gouvernement soviétique du 13 novembre 1954 et sur la réponse du Conseil fédéral.

*Monsieur Petitpierre* renseigne les deux commissions sur la note soviétique du 13 novembre 1954 (dont une traduction en français est distribuée aux

1. Dieses Protokoll wurde von M. Jaccard erstellt und unterzeichnet. An der Sitzung waren folgende Personen anwesend: E. Speiser, W. Bretscher, D. Auf der Maur, A. Clausen, H. Fricker, E. Klöti, L. von Moos, A. Picot, M. Quartenoud, R. Weber, D. Buri, P. de Courten, U. Dietschi, E. Frei, J. Gressot, R. Grimm, H. Oprecht, J. Peitrequin, J. Schmid, A. de Senarclens, M. Petitpierre, A. Zehnder.

membres des commissions) et sur la réponse que le Conseil fédéral a arrêtée aujourd'hui-même<sup>2</sup>.

*Herr Zehnder* liest die deutsche Übersetzung der Antwortnote des Bundesrates. Authentischer Text ist indessen die französische Version<sup>3</sup>.

*Herr Bretscher*: Mit der ablehnenden Antwort des Bundesrates kann man nur einverstanden sein. Die Sowjetnote muss als ein Schachzug der Russen angesehen werden. Die Aussichten auf ein positives Konferenzergebnis sind sehr gering. Allerdings kann man sich fragen, ob nicht die Gelegenheit benützt werden sollte, um den Russen unsere Neutralitätspolitik zu erklären. Es ist daran zu erinnern, dass Litwinov 1938 vor dem Völkerbund der Rückkehr der Schweiz zur integralen Neutralität zustimmte<sup>4</sup>. Wäre es unter Umständen möglich, die Anerkennung unserer Neutralität durch die Sowjetunion zu provozieren? Wenn wir mit einem Begehren solcher Art an die Russen gelangen, so wäre ein schroffes Nein kaum zu erwarten. Sollte dagegen die Antwort wirklich negativ sein, dann wäre es für uns durchaus nützlich, sie zu kennen.

*Herr Speiser*: Es wäre unmöglich, die Einladung zur Teilnahme an der Konferenz anzunehmen. Ebenso wäre es verführerisch, auf diesem Umweg unsere Neutralität anerkennen lassen zu wollen. Immerhin kann man sich fragen, welcher Wert einer solchen Anerkennung heute überhaupt noch zukäme. Hitler hat bekanntlich unsere Neutralität auch anerkannt, sogar diejenige der Nordstaaten. Wenn Russland unsere Neutralität formell anerkennt, dann ist ihm die Möglichkeit immer gegeben, irgendeinen Vorwand zu finden, um zu behaupten, wir selbst hätten unsere Neutralitätspflichten verletzt. Wenn wir der Einladung der Sowjetregierung nicht Folge leisten, so heisst das nicht, dass wir sie immer ablehnen müssen. Bekanntlich hat die Schweiz ihre Mitwirkung an der OECF sofort zugesagt. Allerdings ging es damals um wirtschaftliche Problemen. Jetzt ist die Fragestellung anders. Wäre es unter Umständen möglich, dass die Schweiz lediglich einen Beobachter entsenden würde? In der russischen Einladung ist von einer Teilnahme der Vereinigten Staaten und Chinas in der Eigenschaft von Beobachtern die Rede. Auf diesen Punkt ist der Bundesrat in seiner Antwort nicht eingetreten.

*Herr Buri*: Es wäre interessant zu erfahren, wie der Antwort-Entwurf, der positiv hätte lauten sollen, aussieht<sup>5</sup>.

2. Vgl. die Note der sowjetischen Regierung an den Bundesrat vom 13. November 1954, E 2200.157(-)1970/256/10 (DoDiS-9064), das Verhandlungsprotokoll des Bundesrates der 73. Sitzung vom 19. November 1954, E 1003(-)1970/344/R 3106 sowie das Verhandlungsprotokoll des Bundesrates der 74. Sitzung vom 23. November 1954, *ibid.*

3. Vgl. die verschiedenen Notenenwürfe, nicht abgedruckt.

4. Litwinow widersetzte sich 1938 der schweizerischen Anfrage, enthielt sich aber in der Abstimmung der Stimme. Vgl. DDS, Bd. 12, Nr. 293, Annex 2.

5. Es handelte sich hier um anfängliche Entwürfe acceptant sous certaines réserves l'invitation du Gouvernement soviétique, vgl. das Schreiben von M. Petitpierre an die Mitglieder des Bundesrates vom 20. November 1954, nicht abgedruckt. Vgl. hierzu den nicht abgedruckten Notenenwurf vom 11. November 1954: Unter diesen Vorbehalten ist die Schweiz grundsätzlich bereit, an einer europäischen Konferenz über die kollektive Sicherheit teilzunehmen.

*Herr Klöti:* Die Konferenz soll am 29. November beginnen. Es wäre wohl kaum möglich, von den Russen irgendeine Antwort bezüglich unserer Neutralität vor Konferenzbeginn zu erhalten.

*Herr Bretscher:* Die Form, in der die Frage unserer Neutralität bei den Russen anhängig gemacht werden könnte, müsste selbstverständlich noch diskutiert werden. Vielleicht wäre unser Gesandter bei der Überreichung unserer Antwortnote in der Lage, etwas von der schweizerischen Neutralität zu sagen.

*Herr Oprecht:* Mit der Antwort, vor allem in ihrem zweiten Teil, bin ich einverstanden. Offenbar hat sich die Sowjetregierung mit der Ratifizierung der Londoner- und Pariser-Verträge, aber auch mit der Teilung Deutschlands abgefunden. Vielleicht wird es im Frühling eine Konferenz geben. Wir haben zu bedenken, dass die russische Regierung sehr wahrscheinlich grossen innenpolitischen Schwierigkeiten gegenübersteht.

*Monsieur Petitrequin:* Il est surprenant que la note soviétique, qui est datée du 13 novembre 1954, ne soit arrivée à Berne qu'avec le courrier du 22 novembre. Quelle a été la seconde version de notre réponse? A-t-on envisagé une position de retrait? Ne pourrait-on pas éventuellement déléguer à la Conférence un observateur?

*Monsieur Picot:* En principe j'approuve la réponse du Conseil fédéral. On aurait pu cependant développer encore plus notre volonté de paix. Il ne s'agit cependant que d'une nuance. Il serait intéressant de savoir comment nous serons classés à Moscou. Sommes-nous simplement rangés dans le groupe de l'Ouest?

*Herr Schmid:* Ich bin mit der Anregung des Herrn Bretscher nicht einverstanden. Riskieren wir nicht mit einer solchen Demarche, dass wir unsere Neutralität in Frage stellen?

*Herr Weber:* Die Antwort des Bundesrates ist zu begrüssen. Vielleicht könnten wir unterstreichen, dass wir im geeigneten Augenblick gerne bereit sind, unsere guten Dienste zur Verfügung zu stellen.

*Herr Speiser:* Was geschieht, wenn die Oststaaten ihre Mitwirkung zusagen?

*Monsieur Petitpierre* répond aux questions soulevées et souligne que nous n'aurions certainement pas un intérêt à provoquer un débat international sur notre neutralité. Depuis 1945, nous avons cherché à éviter une telle discussion.

Die Kommissionen *beschliessen*, es sei in der Pressemitteilung die Zustimmung zur Antwort des Bundesrates auf die Sowjetnote vom 13. November zum Ausdruck zu bringen.

Les commissions *décident*: dans le communiqué de presse il sera déclaré que les commissions ont approuvé l'attitude du Conseil fédéral.

*Herr Bretscher:* Wenn es sich darum handelt, von den Russen in irgendeiner Form eine Anerkennung der schweizerischen Neutralität zu erwirken, so kann es sich – vorläufig wenigstens – nicht um einen offiziellen Schritt handeln. Vielleicht wäre jetzt die Gelegenheit günstig, ins Gespräch zu kommen, z. B. dann, wenn unser Gesandter in Moskau nebenbei dieses Problem bei der Überreichung der Note erwähnt.

*Monsieur Petitrequin:* Il serait intéressant de connaître la réponse suédoise à la note soviétique.

*Monsieur Zehnder*: La note suédoise constate que les informations données par la note soviétique sur le système de sécurité proposé sont incomplètes. Si le Gouvernement suédois avait connaissance des projets que le Gouvernement soviétique a l'intention de soumettre à la conférence, il lui «serait plus facile de juger s'il existe des possibilités pour sa participation active aux délibérations de la conférence». Lorsqu'il sera évident «qu'une adhésion entière ou tout au moins une adhésion très large parmi les Etats invités existe, le Gouvernement suédois donnera une réponse définitive à l'invitation du Gouvernement soviétique»<sup>6</sup>.

---

6. Vgl. die definitive, von der schweizerischen Gesandtschaft in Moskau an das sowjetische Aussenministerium gesandten Note vom 24. November 1954, Nr. 135 in diesem Band. Vgl. auch die sowjetische Antwortnote vom 17. Dezember 1954, *ibid.*

### 135

E 2200.157(-)1970/256/10

[DoDiS-9065]

*Le Ministre de Suisse à Moscou, E. de Haller,  
au Ministère soviétique des Affaires étrangères<sup>1</sup>*

*Copie*

N

Moscou, 24 novembre 1954

La Légation de Suisse à Moscou a été chargée par le Conseil fédéral de remercier le Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes de sa note du 13 novembre 1954<sup>2</sup> et de lui communiquer sa réponse comme suit<sup>3</sup>:

Le Conseil fédéral, Gouvernement d'un pays profondément et traditionnellement attaché à la paix, ne peut que saluer toute initiative tendant à créer dans le monde, et en particulier en Europe, un régime de paix et de sécurité durable. La Confédération suisse s'est toujours efforcée et s'efforce encore aujourd'hui d'apporter sa contribution à la réalisation de ce but en restant attachée à un statut de neutralité permanente qui a été constamment respecté, et en pratiquant une politique strictement inspirée de cette neutralité. La Confédération ne pourrait adhérer à aucun système de sécurité collective incompatible avec ce statut et qui impliquerait sa participation à des mesures coercitives à l'égard d'un autre pays.

La note du Gouvernement soviétique soulève des questions qui constituent précisément une des causes, sinon la cause principale, de la tension et de l'insécurité actuelles. Il existe de profondes divergences entre les Etats intéressés sur la manière de les résoudre. Certaines de ces questions sont nées de la dernière guerre et de l'absence de traités de paix les réglant. Une autre a pour objet les méthodes et les moyens par lesquels la sécurité pourrait être

---

1. Note en marge de E. de Haller: Remise à M. Zorin 24. XI. 54 à 13 h.

2. Non reproduite (DoDiS-9064).

3. Sur la discussion concernant la réponse suisse cf. N° 134 dans le présent volume.



assurée en Europe. Ici encore des vues opposées se manifestent. La Suisse souhaite ardemment que les difficultés auxquelles s'est heurté jusqu'à présent le règlement de ces problèmes, qui l'intéressent comme tous les autres pays européens, pourront être surmontées. Mais, demeurée à l'écart de la dernière guerre et des systèmes d'alliances déjà créés ou dont la formation est en cours, elle est d'avis qu'il appartient d'abord aux Gouvernements des pays qui ont la compétence de résoudre ces problèmes de les examiner et de les discuter entre eux de la manière qu'ils jugeront opportune. Le Conseil fédéral ne pense d'ailleurs pas que la participation de la Confédération à ces discussions puisse, au stade actuel, contribuer à la solution de ces problèmes. Il entend cependant ne pas se soustraire aux responsabilités qui incombent à tout Etat épris de paix. S'il estime ne pas pouvoir accepter l'invitation qui lui a été faite par la note du 13 novembre, il est prêt à examiner – soit lorsque les problèmes à la discussion desquels la Suisse ne peut prendre part auront trouvé une solution, soit si les pays directement intéressés à ces problèmes se mettent d'accord sur la convocation d'une conférence ayant pour objet la création d'un système de sécurité européenne – la participation de la Suisse à une conférence à laquelle seraient représentés l'ensemble des pays d'Europe, ainsi que la collaboration de la Suisse, dans les limites de sa neutralité permanente, à l'établissement d'un régime de paix et de sécurité internationales auquel adhéreraient tous les pays du continent.

## 136

E 2800(-)1967/61/68

[DoDiS-9219]

*Der schweizerische Gesandte in Washington, K. Bruggmann,  
an das Politische Departement*

*Empfangskopie*

T Nr. 125

Washington, 1. Dezember 1954, 23.30

*Erhalten:* 2. Dezember 1954, 10.00

Dulles beteuerte in Besprechung zunächst seine Hochachtung für die Schweiz, um dann hervorzuheben, dass auch USA im ganzen das Richtige wolle<sup>1</sup>. Unfehlbar sei keines der Länder, man müsse deswegen etwaige Abweichungen von Grundsätzen, womit er ohne Zweifel die Uhrenzollerhöhung<sup>2</sup> meinte, nachsehen. Vermutlich werde die Erhöhung den schweizerischen Export nicht ernstlich schädigen. Auf jeden Fall sei die schweiz. Reaktion auf die Erhöhung übertrieben gewesen. Ich antwortete, wahrscheinlich würden gewisse Uhren umso eher getroffen, als der Detailverkaufspreis um das Dreifache der Zollerhöhung höher sein müsse. Dulles wusste merkwürdigerweise darum und sagte, es sollte versucht werden, diese Verdreifachung zu

1. Die Instruktionen für diese Besprechung übermittelte das Politische Departement mit Telegramm vom 29. November 1954, nicht abgedruckt.

2. Vgl. Nrn. 10, 18, 82, 118 und 130 in diesem Band.

verhindern, was, wie ich entgegnete, sicher nicht von schweizerischer Seite erfolgen könne. Ich führte aus, wieso Erhöhung vermitteltst *escape clause*<sup>3</sup> uns erschreckte und Reaktion des Volkes gegen dieselbe. Gab sodann der Befürchtung Ausdruck, USA versuche planmässig Schwächung und Drosselung der Uhreneinfuhr.

Diese Befürchtung werde durch die Absicht, Begriff *Adjustment*<sup>4</sup> zu definieren, verstärkt. Ich erklärte, dass die bis jetzt so freundlichen Gesamtbeziehungen ernstlich gefährdet seien und fragte, ob Zollerhöhung nicht unverzüglich rückgängig gemacht werden könne, was früheres Vertrauen wieder herstellen könnte.

Darauf entgegnete Dulles:

1. Bevor an Rückgängigmachung zu denken sei, müsse auf jeden Fall Wirkung der Zollerhöhung auf schweiz. Einfuhr und amerik. Produktion abgewartet werden.

2. Wegen der Antitrustinvestigation<sup>5</sup> soll man sich keine grauen Haare wachsen lassen. Das Justizdepartement pflege seine Forderungen zu überspannen und mische sich häufig in Verhältnisse dritter Länder, die es nichts angehen. Es sei zur Zeit eine vom Kabinett angeordnete Prüfung über die Geltung der Antitrustgesetzgebung im internationalen Geschäftsverkehr anhängig. Er, Dulles, werde die gegen die schweiz. Uhrenindustrie gerichtete Klage untersuchen lassen und sein Möglichstes tun, um eine Einmischung in unsere Rechtssphäre zu verhindern. Wann und in welcher Weise er dies tun könne, werde sich erst nach der Prüfung erweisen.

3. Adjustmentfrage, von welcher er noch nichts wisse, solle geprüft werden.

4. Er, Dulles, werde sich alle Mühe geben, eine Besserung der Beziehungen zwischen den beiden Ländern herbeizuführen. Mit der Zeit werde alles schon gut werden, «die Sonne wird wieder scheinen, schade, dass Sie, Mr. Bruggmann, dann nicht mehr da sind»<sup>6</sup>.

Die Unterredung war überaus freundschaftlich, ja herzlich, obschon ich mir keinerlei Zwang antat und u. a. bemerkte, die Schweiz habe zu fühlen bekommen, dass sie klein sei. Die Mitteilungen Dulles sollen als vertraulich behandelt werden.

Zum Schluss übergab ich die Note sowie *Aide-mémoire*<sup>7</sup>, deren sich Johanas<sup>8</sup> [*sic*] bemächtigte, der bei der Besprechung anwesend war. Meine Mit-

3. Vgl. *DDS*, Bd. 18, Nr. 63 (DoDiS-7803).

4. *Zum Problem des «adjustments», wie zum Stand der Uhrenfrage betreffend Zollerhöhung, Kompensationsbegehren, Antitrust, «surempierrage» («upjewelling»)*, vgl. die Notiz von H. Schaffner an R. Rubattel vom 20. November 1954, E 7004(-)1971/39/1 (DoDiS-9218).

5. Vgl. Nr. 130 in diesem Band. Vgl. auch das Telegramm von K. Bruggmann an das Politische Departement vom 16. September 1954, E 2800(-)1967/61/68 (DoDiS-9216).

6. K. Bruggmann trat am 31. Dezember 1954 in den Ruhestand. Als Nachfolger wählte der Bundesrat H. de Torrenté vgl. *BR-Prot. Nr. 1635 vom 1. Oktober 1954*, E 1004.1(-)/1/570. Zur Abschiedsfeier und zur kritischen Berichterstattung in der Neuen Zürcher Zeitung vgl. das Schreiben von F. Gyax an A. Zehnder vom 30. November 1954, E 2802(-)1967/78/12 (DoDiS-9204).

7. Für die Note und das *Aide-mémoire* vgl. E 2200.36(-)1967/17/5.

8. Übermittlungsfehler: Es handelt sich um Mr. Jones. Vgl. E 2200.36(-)1967/17/5.

arbeiter stehen mit ihm in Verbindung. Morgen werde ich noch eine Unterredung mit Miss Willis haben<sup>9</sup>.

9. Zur Reise von F. E. Willis nach Washington vgl. die Notizen von M. Petitpierre vom 24. November 1954 und vom 13. Januar 1955, E 2800(-)1967/71/68.

### 137

E 2001(E)1972/33/4  
[DoDiS-10205]

*Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,  
au Chef du Département militaire, K. Kobelt*

*Copie*  
L WL

Berne, 7 décembre 1954

Vous m'avez fait tenir le 27 novembre la photocopie de la communication<sup>1</sup> que vous a adressée le 16 du même mois la Division du commerce au sujet de l'achat de chars «Centurion» en Grande-Bretagne.

Dans sa lettre, la Division du commerce fait sien le passage du message du Conseil fédéral aux Chambres du 29 octobre dernier<sup>2</sup> soulignant notre intérêt à acquérir ces chars en Grande-Bretagne en raison de notre position dans l'Union européenne de paiements.

Ayant été malheureusement absent pour raison de maladie lors de la discussion du message au Conseil fédéral, je n'ai pu faire valoir à ce moment-là les observations qu'appelait de ma part le passage en question. Je tiens aujourd'hui à préciser qu'une telle affirmation est en contradiction avec le principe que j'ai toujours défendu et pour lequel nos représentants à Paris tant au Comité de direction de l'UEP qu'ailleurs ont combattu: le refus d'admettre le règlement de commandes d'armements par le canal de l'UEP<sup>3</sup>.

J'ai été en effet toujours de l'avis que l'UEP ne devait sous aucun prétexte être utilisée à des règlements de ce genre, afin d'éviter que notre statut de neutralité ne puisse être mis en cause par notre participation à l'OECE. C'est ainsi que dernièrement les commandes passées à la France pour l'acquisition de chars AMX ont été réglées en devises libres<sup>4</sup>.

1. *Non reproduite.*

2. *Il s'agit du Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'augmentation du nombre des armes antichars et l'acquisition de chars blindés, FF, 1954, vol. 106, II, pp. 857-875.*

3. *Cf. la lettre de G. Bauer à la Division des Affaires politiques du 16 novembre 1954, non reproduite (DoDiS-10208).*

4. *En 1953 l'Administration fédérale des Finances avait l'intention de régler l'achat à travers l'UEP, cf. la lettre de M. Iklé à J. Hotz, A. Zehnder et H. Homberger du 3 novembre 1953, non reproduite (DoDiS-10207). Pour les différences entre le DFFD et le DPF sur cette question, cf. la lettre de A. Zehnder à H. Schaffner du 24 février 1955, E 2802(-)1967/78/8 (DoDiS-10206): Das Politische Departement wird aus grundsätzlichen neutralitätspolitischen Erwägungen an seinem Standpunkt festhalten, selbst wenn es die schweizerische Wirklichkeit ist, dass finanziellen Überlegungen ein grösseres Verständnis entgegengebracht wird als aussenpolitischen.*

Nous ne devons pas perdre de vue que, dans un avenir prochain, en cas de ratification des accords de Londres et de Paris, nos partenaires pourraient en tirer argument afin d'utiliser à des fins semblables l'UEP. Nos délégués se trouveraient donc placés dans une position délicate à ce moment-là.

Je tenais à vous faire part de ce qui précède.

### 138

E 2001(E)1970/217/234  
[DoDiS-9490]

#### *Notice interne du Département politique*<sup>1</sup>

NOTE À L'INTENTION DE MONSIEUR LE MINISTRE DE GRAFFENRIED

NEV

Berne, 10 décembre 1954

Me consacrant entièrement aux dommages de guerre, il m'a été impossible de rédiger la notice annoncée sur le problème des listes noires arabes qui est maintenant sorti de ma compétence.

Ayant cependant, d'entente avec M. Luy, accepté de voir M. Foex, des Ateliers de Construction Oerlikon, qui avait demandé à me parler derechef à son retour d'Orient, j'ai néanmoins dû dicter rapidement ce qui suit à l'intention de mon successeur<sup>2</sup> dans ces questions. Comme l'écrivait l'Ambassadeur Cambon, sauf erreur: «Je m'excuse de ne pas avoir eu le temps d'être bref.»

1. *Visite de M. Foex.* Son long exposé peut être résumé comme suit:

a) En janvier 1954, les autorités égyptiennes ont remis à toutes les missions diplomatiques le communiqué de la Ligue arabe de septembre 1953 dont M. Foex m'a cédé la copie ci-jointe<sup>3</sup> de l'exemplaire qu'on lui a donné au Caire il y a quelques semaines. Ce texte est plus complet que ceux que nous avaient transmis Beyrouth le 22 octobre 1953<sup>4</sup> (communiqué jordanien) et Bagdad le 25 novembre 1953<sup>5</sup>. Il mentionne notamment un délai de trois mois accordé aux sociétés «mises en demeure», pour faire leur choix entre Arabes et Israël. Les «textes de Beyrouth et Bagdad», apparemment simples extraits du communiqué complet, étaient muets sur ce point.

Il n'y a pas trace du communiqué «du Caire, sept. 53–janv. 1954» dans nos dossiers (y compris même le s. B.75.21. Palestine, que j'ai également consulté par acquit de conscience) qui ne contiennent que les textes résumés «de Beyrouth, 22 octobre 1953, et Bagdad, 25 octobre 1953»<sup>6</sup>. Notre Légation au

1. *Cette notice est rédigée et signée par J.-P. Weber et adressée à E. de Graffenried.*

2. *G. Lepori.*

3. *Non reproduite.*

4. *Non reproduit.*

5. *Non reproduit.*

6. *Ces documents se trouvent dans le dossier s.B.75.21.Palästina-Problem, E 2001(E)1969/121/253.*

Caire assuré à M. Foex qu'elle nous avait transmis ce «communiqué de janvier 1954». Cependant, elle n'a pas pu retrouver la copie de sa lettre d'accompagnement ni préciser la date.

Quoi qu'il en soit, nous n'avons apparemment jamais reçu ce communiqué, ne l'avons donc pas transmis à Oerlikon et cette société a de ce fait raté le fameux délai, sauf en Egypte.

S'il en avait eu connaissance plus tôt, me dit M. Foex, il se serait rendu sur place auprès des autorités de boycott dès que la question des relations Oerlikon-«Elco Israël» fut soulevée, et il aurait probablement obtenu un arrangement plus favorable que celui qu'il faut envisager aujourd'hui (cf. litt. b). M. Foex n'exprime cependant pas de plainte ou protestation expresses.

On pourrait du reste relever que, dès juin 1954, M. Humbert, qui a traité ici ces questions avec beaucoup de conscience, a, quoiqu'ignorant le communiqué «Le Caire – IX. 53/I. 54» attiré l'attention d'Oerlikon sur l'opportunité d'avoir sur place, et notamment en Irak où le danger d'inscription sur la liste noire pointait alors, un représentant actif et bien introduit. Je n'ai toutefois pas voulu prolonger la discussion sur un point malgré tout délicat, vu cette affaire de communiqué non reçu.

b) M. Foex nous enverra un rapport<sup>7</sup> sur l'arrangement discuté par lui avec les autorités de boycott pour éviter l'inscription d'Oerlikon sur la liste noire égyptienne et faire radier ce nom des listes irakienne, libanaise et syrienne. Les autorités égyptiennes ont accepté de faire bénéficier Oerlikon d'un délai au 1. 2. 1955 pour se prononcer. M. Foex est d'avis d'accepter l'arrangement malgré ses inconvénients. Je n'ai pas exprimé d'avis.

c) M. Foex, sans se plaindre expressément, regrette que nos Légations soient d'une réserve excessive, à son avis, même au point de vue «contacts personnels» dans ces questions. Il appuie sur le fait que le service économique de celle du Caire ignorait même l'adresse des autorités de boycott.

Je lui confirme que nos Légations ont pour instructions de favoriser de facto autant que possible l'action des représentants des maisons suisses intéressées mais qu'elles sont, comme nous, gênées par le fait que l'examen approfondi du problème en 1953 nous a conduits à la conclusion que, si nous ne pouvons pas admettre le principe des listes noires, une intervention sur le plan général ne pouvait cependant guère être faite. Or des démarches officielles pour telle ou telle maison en particulier impliquent a contrario l'admission tacite du principe général, d'où une certaine circonspection. Il acquiesce.

J'ajoute que la situation actuelle ne nous satisfait pas et que nous sommes profondément conscients de ses inconvénients. Nous cherchons une meilleure solution.

2. *Situation générale à ce jour.* L'avis de droit de M. Fritz Schnyder sur la question générale des listes noires a disparu et ne peut être retrouvé nulle part. Voici les grandes lignes de l'évolution de la question «listes noires arabes» pour faciliter l'examen du problème par autrui.

7. Non retrouvé.

Le 20 avril 1953<sup>8</sup>, nous avons demandé à Beyrouth les réactions des USA et Pays-Bas. Le 12 mai 1953<sup>9</sup>, Beyrouth répond: aucune mission diplomatique n'est intervenue.

12 mai 1953<sup>10</sup>. Notice Humbert (ci-jointe en copie) à M. Decroux. Réaction ressort pas directement du dossier.

22 mai 1953<sup>11</sup>. Lettre «enveloppée» à Paillard (mis sur liste noire de Ligue arabe), signée Decroux après consultation de M. Bindschedler.

17 juin 1953<sup>12</sup>. Lettre, préparée par M. Humbert pour consulter Commerce et proposer entretien, retenue et pas envoyée.

29 juin 1953<sup>13</sup>. Notice Humbert à M. Decroux (ci-jointe en copie). Apparemment gardée pour réflexion pour M. Decroux.

3 juillet 1953<sup>14</sup>. Nouvelle notice Humbert à M. Decroux (pas de copie disponible) proposant contact avec Commerce si envisageons protestation. Pas de réaction.

17 juillet 1953<sup>15</sup>. Lettre de plus en plus «enveloppée» et négative de M. de Tribolet signée par lui à Paillard (M. Foex m'a dit que cette lettre aurait passablement énervé Paillard).

21 octobre 1953. Notice Humbert précitée du 29 juin 1953 mise ad acta sur instructions de M. Decroux.

10 octobre 1953<sup>16</sup>. Lettre du Caire communiquant arrangement proposé à Paillard mise ad acta par M. Decroux.

18 décembre 1953<sup>17</sup>. Lettre d'Humbert signée Graffenried à Bagdad résumant notre attitude fixée en été 1953 au sujet de question posée à Légation par Irak sur une maison de Zurich. (Copies Commerce, Le Caire, Beyrouth, Tel-Aviv):

«...nous ne pouvons admettre officiellement l'existence de la liste noire...»

«Bien que jusqu'à ce jour nous n'ayons pas jugé opportun de protester contre le boycottage dont ces Etats menacent des entreprises suisses, nous ne saurions cependant recommander à ces dernières de suspendre toutes relations avec Israël; des raisons de principe d'ordre politique, économique et juridique nous en empêcheraient.

Donc, si le Ministère des Affaires étrangères vous faisait d'autres communications analogues, nous vous prions de répondre que la Suisse est un Etat traditionnellement neutre et que, par conséquent, elle ne peut prendre position dans le conflit qui subsiste entre les Pays arabes et le nouvel Etat d'Israël. Vous pourriez également exprimer l'espoir que le Gouvernement irakien comprendra la situation particulière de notre pays.»

---

8. *Non retrouvé.*

9. *Non reproduit.*

10. *Non reproduite.*

11. *Non reproduite.*

12. *Non reproduite.*

13. *Non reproduite.*

14. *Non retrouvée.*

15. *Non reproduite.*

16. *Non reproduite.*

17. *Non retrouvée.*

6 janvier 1954<sup>18</sup>. Notice Humbert à M. le Ministre Zehnder exposant divergences de vues Bindschedler (pro intervention) – Decroux (contre), ci-jointe en copie, et accompagnant lettre Humbert à Tel-Aviv, même date (copies Bagdad, Beyrouth, Commerce) rappelant notre position:

«Notre attitude n'a donc pas varié depuis le cas Paillard: si en tant qu'Etat neutre nous ne pouvons approuver le système de liste noire institué par les Etats arabes, nous n'avons jusqu'à maintenant – pour des raisons d'opportunité – pas envisagé de nous élever contre son application. Nous n'en suivons pas moins attentivement le développement de la question.» Signé Zehnder.

15 mai 1954<sup>19</sup>. Lettre Albertini signée Zehnder à Beyrouth (copies Commerce, Bagdad, Le Caire):

«Bien que, comme vous vous en souviendrez, l'examen de la question dans son ensemble nous ait conduits à assumer en ligne générale une attitude réservée dans cette affaire, nous avons estimé ne pas devoir négliger les bonnes dispositions manifestées par le directeur des affaires juridiques du Ministère libanais envers la Société Anonyme Paillard.»

«...Quoi qu'il en soit et vu l'impasse dans laquelle se trouve actuellement l'affaire, il nous semble que l'appui que M. Kouzbari serait prêt à donner à Paillard pourrait avoir quelque chance d'aboutir à un bon résultat. Nous vous prions dès lors de vouloir bien examiner la possibilité d'approcher derechef le fonctionnaire prénommé pour lui recommander, dans l'esprit de votre dernière rencontre avec lui, le cas en question.»

16 juin 1954<sup>20</sup>. Lettre Humbert, signée Zehnder, à Bagdad (copies Commerce, Beyrouth) concernant Sabego et Oerlikon et demande de renseignements par autorités irakiennes sur relations de ces entreprises avec Israël:

«Il est bien clair que notre décision de ne pas répondre aux notes irakiennes demandant des renseignements sur les relations que des maisons suisses entretiennent éventuellement avec Israël est fondée sur le fait que notre pays, dont la neutralité est bien connue, n'entend pas prendre position même de façon indirecte, dans le conflit qui sépare encore les pays arabes et Israël. Nous ne doutons pas que vous parviendrez finalement à faire comprendre notre point de vue aux fonctionnaires compétents du Ministère des Affaires étrangères.»

23 juin 1954<sup>21</sup>. Lettre Humbert signée Zehnder à Bagdad:

«...la voie que le Ministère des Affaires étrangères d'Irak avait choisie pour demander des informations sur nos entreprises traitant avec Israël pré-

18. *Non reproduite.*

19. *Cf. la lettre d'A. Albertini, signée par A. Zehnder, à la Légation de Suisse à Beyrouth du 15 mai 1954, E 2200.14(-)1970/276/1.*

20. *Cf. lettre de J. Humbert, signée par A. Zehnder, à la Chancellerie de la Légation de Suisse en Irak du 16 juin 1954, E 2200.88(-)1968/117/3*

21. *Cf. lettre de J. Humbert, signée par A. Zehnder, à la Chancellerie de la Légation de Suisse en Irak du 23 juin 1954, ibid.*

sente l'avantage que ces dernières, avisées en temps opportun des intentions des autorités irakiennes, peuvent prendre leurs dispositions plus rapidement... nous vous confirmons donc les termes de notre lettre mentionnée au début de ces lignes et vous prions de ne plus inviter les Irakiens à passer à ce sujet par leur représentation diplomatique en Suisse. Il n'est évidemment pas exclu que, ne recevant pas de réponse de votre Légation, ils s'abstiennent à la longue de lui envoyer des notes analogues.»

21 août 1954<sup>22</sup>. Lettre Weber signée Graffenried à Beyrouth (copies Caire, Bagdad, Commerce):

«En ce qui concerne votre attitude générale dans cette question, vous savez que nous n'estimons pas opportune une intervention. En revanche, nous n'avons pas d'objection à ce que, d'entente avec l'Agence de l'OSEC et les représentants des Ateliers de Construction Oerlikon, vous utilisiez discrètement vos contacts personnels pour favoriser dans la mesure du possible l'action de cette entreprise suisse sur la base des renseignements fournis en annexe.»

16 septembre 1954<sup>23</sup>: Lettre Weber signée Graffenried au Commerce (copies Bagdad, Beyrouth, Le Caire):

«D'autre part, notre point de vue dans cette question en l'état actuel des choses est que, si en tant qu'Etat neutre nous ne pouvons approuver le système des listes noires, nous n'avons jusqu'à maintenant, pour des raisons d'opportunité (et à défaut d'une violation d'un principe général du droit des gens), pas envisagé de nous élever contre son application. Selon nos instructions, nos Légations se bornent donc à soutenir officiellement et discrètement les efforts des intéressés pour faire radier leur nom de ces listes ou pour éviter qu'ils y soient couchés.

En outre, nous estimons devoir nous abstenir de tout acte pouvant influencer les maisons concernées dans le choix qu'elles jugent devoir faire en matière commerciale soit à l'égard d'Israël, soit envers les Etats arabes.»

### 3. *Avenir.*

a) En tout premier lieu, informer OSEC via Commerce du communiqué que m'a remis M. Foex «Le Caire sept. 53/I. 54» pour une «Information confidentielle» complétant celles N° 12 de mi-mai 52<sup>24</sup> et N° 4 de mi-janvier 53<sup>25</sup>.

J'ai aussi téléphoné à M. Buclin, de Sabego. Il faudrait lui envoyer une copie en confirmation.

b) Revoir éventuellement notre position générale. Les données n'en ont guère changé et les difficultés d'établir une attitude tout à fait satisfaisante subsistent. M. Foex me signale que l'Organisation des Nations Unies aurait

22. Cf. lettre de J.-P. Weber, signée par E. de Graffenried, à la Légation de Suisse à Beyrouth du 21 août 1954, E 2200.14(-)1970/276/3.

23. Cf. lettre de J.-P. Weber, signée par E. de Graffenried, au Département fédéral de l'Economie publique du 16 septembre 1954, E 7110(-)1967/32/1178.

24. Non reproduit.

25. Non reproduit.



déclaré le boycott contraire aux dispositions de l'armistice israélo-arabe. Il serait bon d'avoir des renseignements frais sur l'attitude des autres gouvernements dont les ressortissants sont touchés.

c) En tout état de cause, nos Légations pourraient, si nous estimons ne pas pouvoir protester sur le plan général, avoir des contacts personnels plus poussés que cela n'a apparemment été le cas jusqu'ici<sup>26</sup> avec les fonctionnaires compétents pour appuyer, tout en réservant la question de principe, plus efficacement l'action des représentants des sociétés visées.

d) La rapidité de l'information dès que des autorités arabes «s'intéressent à une société est évidemment capitale car, tant que l'inscription n'a pas effectivement eu lieu et n'est qu'envisagée, des questions de prestige ne viennent pas rendre un arrangement plus difficile.

---

26. Annotation manuscrite de J.-P. Weber: surtout au Caire, dit M. Foex.

### 139

E 2200.161(-)1968/134/29

[DoDiS-9689]

*Der Chef der Abteilung für Politische Angelegenheiten  
des Politischen Departements, A. Zehnder,  
an den schweizerischen Gesandten in Köln, A. Huber*

S DP

Bern, 15. Dezember 1954

Wir kommen zurück auf die Frage der Überprüfung von Einreisesperren, die von den zuständigen Bundesbehörden gegen gewisse deutsche Staatsbürger wegen ihrer nationalsozialistischen Vergangenheit verfügt worden sind. Die Ihnen seinerzeit – mit Schreiben vom 23. Januar dieses Jahres<sup>1</sup> – angekündigte Lockerung der Einreisepaxis ist seither in weitgehendem Masse durchgeführt worden. Nach Angaben des Polizeidienstes der Bundesanwaltschaft sind bereits im April dieses Jahres insgesamt 507 gegen frühere deutsche Nationalsozialisten erlassene Einreisesperren aufgehoben worden. Ferner wurden von der eidgenössischen Fremdenpolizei auf Antrag der Bundesanwaltschaft 160 von 212 aus politischen Gründen angeordneten Einreisesperren rückgängig gemacht.

Von der Bundesanwaltschaft ist uns ein Exemplar der vom Vorsteher des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements erlassenen Richtlinien<sup>2</sup> übergeben worden, die für die Aufhebung der Einreisesperren massgeblich waren. Wir lassen Ihnen in der Anlage eine Abschrift dieses Schriftstückes

---

1. Nicht abgedruckt.

2. Vgl. die Richtlinien für die Überprüfung von Einreisesperren, die verfügt worden sind gegen Deutsche, die als Nationalsozialisten belastet erschienen vom 2. 3. 1954, E 4300(B) 1969/78/6. Vgl. auch das Kreisschreiben Nr. 692 des EJPD vom 24. Dezember 1953 an die Polizeidirektionen der Kantone, *ibid.*

zugehen in der Meinung, dass es für Sie von Interesse sein dürfte, sich mit den Grundsätzen vertraut zu machen, die zur Aufhebung von total ca. 670 Einreisesperren geführt haben, während ca. 250 derartige Massnahmen in Kraft bleiben; in dieser letzterwähnten Zahl sind übrigens nicht bloss Rechts-extremisten sondern auch eine gewisse Anzahl Kommunisten inbegriffen.

Leider hat sich die Bundesanwaltschaft ausserstande erklärt, uns nebst den genannten Zahlen auch eine vollzählige Liste der Personen zu übergeben, die nach wie vor von der Einreisesperre betroffen sind bzw. neu einer solchen unterstellt wurden (sog. Neonazis, extreme Kommunisten). Eine solche neue Liste wurde scheinbar von ihr nicht ausgearbeitet, und auch die alte Liste mit den vorgenommenen Streichungen wäre nicht vollständig, da auf ihr die Namen der zusätzlich mit Sperre belegten Personen nicht in Erscheinung treten würden. Um eine gültige Zusammenstellung anzufertigen, müsste ein besonderer Auszug aus dem Schweizerischen Polizeianzeiger erstellt werden. Denn aus dem Polizeianzeiger sind natürlich sämtliche von der Einreisesperre immer noch betroffenen Deutschen ersichtlich.

Die Bundesanwaltschaft ist der Meinung, dass sie mit den von ihr befolgten Richtlinien des zuständigen Departementschefs bis zur Grenze des innenpolitisch Tragbaren gegangen sei. Insbesondere ist sie der Ansicht, dass auch solche Personen, die unter der Regierung Adenauer eine neue Prominenz erlangt haben, nicht ohne weiteres lediglich aus diesem Grunde von der Sperre befreit werden konnten, wenn sie im übrigen nach den erwähnten Direktiven auf Grund ihrer früher gegen die Schweiz gerichteten Tätigkeit oder wegen ihrer Notorietät als prominente Nationalsozialisten für die Schweiz als untragbar bezeichnet werden müssen. Wir können uns dieser Auffassung durchaus anschliessen; denn wie Sie in ihrem Schreiben vom 29. September dieses Jahres<sup>3</sup> sehr richtig bemerken, ist es ausschliesslich Sache der Schweiz, über die Kriterien zu entscheiden, die sie für die Fernhaltung unerwünschter Elemente von ihrem Hoheitsgebiet anwenden will.

Die Bundesanwaltschaft betrachtet die von ihr vorgenommene Siebung der erlassenen Einreisesperren als abgeschlossen. Dass sie aber in konkreten Fällen bereit ist, auf eine Neuprüfung einzutreten, hat sie kürzlich in dem von Ihnen aufgeworfenen Fall des Oberregierungsrates Sonnenhol erneut unter Beweis gestellt; sie hat in dieser Angelegenheit von sich aus die Anregung gemacht, der Interessent möge seine auf Grund einer provisorischen Einreisebewilligung ermöglichte Anwesenheit in der Schweiz dazu benützen, um zur Aufhebung der immer noch gegen ihn bestehenden Sperre beizutragen, indem er für gewisse Aufklärungen gegenüber der Bundespolizei Hand bietet. Er hat sich hierzu bereit erklärt, und die Aufhebung der Sperre dürfte voraussichtlich in nächster Zukunft Tatsache werden. In ähnlicher Weise wäre von Fall zu Fall zu verfahren, falls ein deutscher Staatsbürger, der immer noch mit dem Vermerk «Einreisesperre» im Polizeianzeiger figuriert, den Nachweis

---

3. Gemeint ist das Schreiben von A. Huber an A. Zehnder vom 29. September 1954 zur Einreisesperre der Bundesanwaltschaft im Falle A. Sporleder. Nicht abgedruckt. Vgl. auch das Protokoll vom 3. April 1952 der interdepartementalen Konferenz vom 31. März 1952, E 4300(B)1971/4/22 (DoDiS-8892).

erbringen kann, dass er die in den «Richtlinien» umschriebenen Kriterien der Unerwünschtheit objektiv nicht erfüllt.

Die in ihrem Schreiben vom 29. September 1954, in fine, im Zusammenhang mit der Angelegenheit des Arnold Sporleder gestellte Anfrage<sup>4</sup> können wir dahingehend beantworten, dass wir in dieser Sache und hinsichtlich der vom Auswärtigen Amt der BRD aufgeworfenen Frage der Zustellung von Einreisesperren an deutsche Staatsangehörige von der hiesigen deutschen Gesandtschaft nicht begrüsst worden sind.

Wir geben uns der Hoffnung hin, dass Sie auf Grund der obigen Ausführungen in der Lage sein werden, sich über die von den zuständigen Bundesbehörden beschlossene Politik hinsichtlich der ehemaligen prominenten Nationalsozialisten und anderer politisch unerwünschter Elemente ein abschliessendes Bild zu machen und allfällige Anfragen in völliger Sachkenntnis zu beantworten.

---

4. Vgl. Anm. 3.

## 140

E 7110(-)1967/32/1340  
[DoDiS-9181]

*Le Ministre de Suisse à Bogotá, J. Cuttat, au Chef de la Division  
du Commerce du Département de l'Economie publique, H. Schaffner*

L

Berne, 21 décembre 1954

J'ai l'honneur de vous confirmer le télégramme<sup>1</sup> que je vous ai adressé hier, à l'intention de M. Stopper, par l'entremise du Département politique, au sujet de la signature de l'accord de commerce colombo-suisse<sup>2</sup>.

Verbalement, et par plusieurs lettres<sup>3</sup>, vous m'aviez donné instruction de ne rien négliger pour hâter la conclusion de cet accord à laquelle notre industrie est très intéressée. Mes derniers rapports vous ont informé des obstacles qui ont surgi depuis que M. Bonnet est de retour à Bogotá. Ainsi que je vous l'ai écrit, la situation est telle que, en dépit de mes nombreuses interventions auprès des personnalités compétentes, l'on ne peut s'attendre à ce que notre accord soit discuté avant la deuxième quinzaine de janvier, simultanément avec les accords à conclure ou à renouveler avec divers autres pays.

Or, une circonstance aussi nouvelle qu'inattendue vient de surgir. M. Wyss, le représentant actif et capable de Sulzer à Bogotá, a été amené, en vue de

---

1. Cf. le télégramme N° 23<sup>bis</sup> de J.-A. Cuttat à E. Stopper du 21 décembre 1954, E 2001(E)1969/121/362.

2. Il s'agit de l'accord signé à Berne le 21 septembre 1954. Sur cet accord, cf. la proposition du Département fédéral de l'Economie publique au Conseil fédéral du 27 septembre 1954, E 1001(-)/1/646 (DoDiS-9180), ainsi que PVCF N° 1645 du 1<sup>er</sup> octobre 1954, E 1004.1(-)/1/570 (DoDiS-9498).

3. Cf. notamment la lettre d'E. Stopper à J.-A. Cuttat du 21 septembre 1954 et la lettre d'E. Stopper à J.-A. Cuttat du 30 septembre 1954, non reproduites.

préparer le terrain pour d'importantes commandes, à nouer des contacts avec l'entourage du Président de la République<sup>4</sup>. Il n'est pas seul à avoir constaté à cette occasion que les collaborateurs immédiats du Président et le Général Rojas Pinilla lui-même ont organisé tout un système leur permettant de s'enrichir à propos de livraisons industrielles d'une certaine importance. Dans mon dernier rapport politique<sup>5</sup>, j'ai appelé l'attention sur la corruption qui sévit de plus en plus et risque un jour de faire tomber le Président. L'opinion publique s'en alarme d'autant plus que les Colombiens sont fiers du fait qu'à la différence de la plupart des autres pays d'Amérique Latine, aucun de leurs Présidents ne s'est enrichi au pouvoir. Pour battre la concurrence allemande, le représentant de la SLM<sup>6</sup> à Bogotà m'a dit avoir dû verser USA \$ 450'000 au fils du Président.

J'ignorais que l'entourage du Président irait jusqu'à subordonner la conclusion des accords de commerce au versement de commissions secrètes. M. Wyss a appris la chose par un intermédiaire dont les précisions lui ont parues convaincantes. Il semblerait que le ministre des Affaires étrangères<sup>7</sup> lui-même émarge à ce budget secret. Lorsque M. Wyss articula, à titre d'essai, la somme de 10'000 pesos, on lui a répondu qu'un montant plus élevé correspondrait davantage à l'importance des intérêts de notre industrie en Colombie. Le représentant de Sulzer a l'impression qu'une somme de 15 à 20'000 pesos serait jugée suffisante.

Inutile de vous dire combien il me répugne de m'occuper d'affaires si louches et de vous en entretenir. Toutefois, si je me borne à ignorer cet aspect de la question, la signature de notre accord risque d'être différée, en dépit des meilleurs arguments que je m'efforcerais de faire valoir. C'est pourquoi je n'ai pas cru devoir vous cacher la véritable nature de l'obstacle qui retarde la conclusion que vous me pressez d'obtenir.

Il est bien entendu que la somme ne serait versée qu'après avoir obtenu l'assurance que la conclusion ne sera plus qu'une affaire de jours. S'il m'a paru nécessaire de vous télégraphier, c'est que l'on prévoit pour le 6 janvier environ de nouvelles restrictions aux importations qui s'étendraient cette fois sur un nombre beaucoup plus grand de marchandises, y compris les machines. Il serait donc du plus haut intérêt pour nous de pouvoir conclure l'accord avant le mois de janvier; l'intermédiaire susvisé a déclaré à M. Wyss que la signature pourrait avoir lieu avant la fin de l'année si la commission dont il s'agit était versée immédiatement. Le Vorort m'a paru l'organisme indiqué pour procéder éventuellement à la répartition de ce montant au pro rata des intérêts de nos industries en Colombie.

Mon télégramme<sup>8</sup> est rédigé au conditionnel. Ce genre d'affaire comporte nécessairement des impondérables. Il n'est pas exclu que l'intermédiaire dont

---

4. *G. Rojas Pinilla.*

5. *Cf. le rapport politique N° 11 de J. Cattat à M. Petitpierre du 14 décembre 1954, E 2300(-) -/9001/76.*

6. *Schweizerische Lokomotiv- und Maschinenfabrik de Winterthur.*

7. *E. Sourdis.*

8. *Cf. note 1.*

il s'agit se ravise ou qu'il émette des exigences inacceptables. Le but de mon télégramme était de permettre à M. Wyss d'avoir les coudées franches et d'éviter que la conclusion de cet accord n'échoue, faut d'une somme qui, tout bien considéré, est relativement modique en comparaison des avantages qu'elle pourrait nous assurer<sup>9</sup>.

---

9. Dans sa réponse au télégramme mentionné ci-dessus, E. Stopper confirme que des maisons de l'industrie des machines ont accepté la proposition du représentant à Bogotà de la maison Sulzer. Cf. la lettre de E. Stopper à J.-A. Cuttat du 31 décembre 1954, non reproduite. Pour des raisons liées à la chute du prix du café, la Colombie refusera cependant de signer l'accord. Cf. la proposition du Département fédéral des Finances et des Douanes au Conseil fédéral du 31 mars 1955, E 1001(-)-1/648 (DoDiS-9502).

## 141

E 2200.60(-)1968/231/7

[DoDiS-9063]

*Notice du Ministre de Suisse à Buenos Aires, M. Fumasoli<sup>1</sup>*

### MOVIMIENTO PERONISTA DE LOS EXTRANJEROS

Buenos Aires, 27 décembre 1954

J'ai reçu la visite de M. Gustave Müller que j'avais convoqué à la Légation et qui a immédiatement accueilli mon invitation. Je lui ai fait part de ma vive préoccupation en ce qui concerne le Mouvement péroniste des étrangers et je lui ai exposé les raisons pour lesquelles je dois déconseiller d'une façon très nette et très claire à nos compatriotes d'adhérer au Mouvement politique dont il s'agit.

M. Müller qui, d'après ce qu'il affirme, occupe dans le Mouvement la place d'inspecteur général et de délégué national, c'est-à-dire une situation qui vient immédiatement après celle du directeur général du Mouvement<sup>2</sup>, m'a exposé en quelques mots ce qui suit:

A un moment donné, le Mouvement qui a été créé sur l'instigation du Président lui-même<sup>3</sup> et sous la surveillance directe du Vice-président de la République, l'amiral Teisaire, lui a demandé d'entrer dans l'organisation. M. Müller a voulu me consulter, mais, comme j'étais en vacances, il n'a pas voulu approcher mon successeur<sup>4</sup> ou notre vice-consul<sup>5</sup> et il a préféré s'adresser à M. Weidmann. Celui-ci lui a exprimé les plus grandes réserves au sujet du Mouvement en question, mais M. Müller décida quand même d'en faire partie, en se disant que si lui n'acceptait pas, le Mouvement aurait fait appel à

---

1. Cette notice est annexée à la Notice pour M. Fries de M. Fumasoli du 28 décembre 1954, non reproduite.

2. W. Navarra.

3. J. D. Perón.

4. A. Dominicé.

5. J. Fries.

un autre citoyen suisse quelconque qui aurait pu agir dans l'organisation d'une façon nuisible aux intérêts suisses. M. Müller affirme que lui-même s'est immédiatement rendu compte de la nécessité de procéder avec la plus grande prudence, d'éviter toute pression sur nos compatriotes et de faire comprendre aux autorités que l'attitude de la Légation et des Suisses d'Argentine ne pouvait être, d'une façon générale, qu'une attitude d'extrême réserve à l'égard du Mouvement, à cause de la tradition suisse de rester en dehors de toute organisation ayant une couleur politique. M. Müller aurait fait état de tout cela non seulement verbalement, mais aussi par écrit, en répondant à un questionnaire qui a été soumis au Mouvement par le Vice-président et dans lequel figuraient des questions comme celles-ci:

Croyez-vous que les Suisses (les Italiens, les Allemands etc.) s'opposent au Mouvement péroniste des étrangers? Quelle sera l'attitude de leur Ambassade à ce sujet? Avez-vous eu à supporter des difficultés dans ce domaine et de la part de l'Ambassade?

M. Müller n'a pas voulu me mettre au courant de l'origine précise du Mouvement, des raisons pour lesquelles il a été créé, des personnes qui le dirigent, etc. Il m'a dit qu'il est présidé par M. Walter Navarra qui figure comme secrétaire général du Mouvement et que je connais – dit-il – puisqu'il l'avait amené à la Légation lors du séjour de Kübler à Buenos Aires<sup>6</sup>. Il s'agit d'un grand ami à lui; cela me fait penser que M. Müller n'a nullement été sollicité d'entrer dans le Mouvement, mais qu'il est bel et bien un de ceux qui l'ont fondé, ou en tous cas suggéré aux autorités. Au début, M. Perón aurait gardé une grande réserve au sujet de l'avenir du Mouvement: il lui a assuré son appui tout en voulant voir d'abord comment le Mouvement se développerait, avant d'intervenir activement dans l'organisation. D'après M. Müller, les étrangers se seraient précipités dans le bureau primitif du Mouvement pour s'y inscrire, de sorte que lui et M. Navarra ont dû immédiatement engager dix personnes pour les inscriptions et pour dresser le fichier. Le Mouvement aurait aujourd'hui déjà plus de 800'000 personnes; 1'200 Suisses en feraient partie et parmi ceux-là, 500 appartiendraient à la collectivité suisse de la capitale. M. Müller n'a pas voulu citer un seul nom; il a affirmé qu'aucune pression n'avait été faite sur qui que ce soit et que les Suisses ont été tout simplement invités à se rendre au Mouvement, pour que celui-ci puisse leur expliquer ses véritables tendances et ses buts. Le Mouvement aurait pour but non pas d'intervenir dans la politique du régime pour assurer au Président un appui dont il n'a nullement besoin, mais de grouper tous les étrangers en Argentine, afin qu'ils puissent collaborer au redressement économique de la Nation. Le Mouvement (ainsi que les autorités argentines) estime que les étrangers qui gagnent leur vie dans ce pays, ont le devoir de collaborer à son développement. Ils pourront plus facilement accomplir ce devoir et faire preuve de leur bonne volonté en

---

6. En tant que directeur de la «Organización Mundial Sport», W. Navarra a organisé à la fin de 1952 la «Prima Vuelta ciclista al centro de la Nueva Argentina», à laquelle a participé le cycliste suisse F. Kubler. Cf. la Note pour Monsieur le Ministre de M. Fumasoli du 27 novembre 1954, non reproduite.

se groupant et en agissant, en cas de nécessité, comme une organisation nationale.

Le Mouvement s'étend à toutes les Provinces du pays, car il doit collaborer au développement économique de toutes les régions argentines. Le Mouvement pense développer le tourisme dans tous les coins de la République; construire des hôtels; favoriser les relations culturelles par un échange d'étudiants entre l'Argentine et les divers pays; créer des écoles pour que les étrangers qui arrivent en Argentine puissent immédiatement apprendre la langue et se familiariser avec la manière de vivre des Argentins, les possibilités économiques du pays, et, partant, se rendre compte tout de suite de l'activité dans laquelle ils auront à se lancer pour atteindre immédiatement le succès.

M. Müller m'a déclaré que tout ce programme sera réalisé avec l'apport financier des entreprises étrangères qui ont déjà fait preuve de leur bonne volonté en offrant spontanément des donations d'une grande importance.

M. Müller est d'accord avec moi qu'il est absolument impossible que je puisse voir avec sympathie une organisation appelée en tout état de cause à participer d'une façon même minime à la politique du régime. Il regrette qu'il en soit ainsi et il espère que tout frottement pourra être évité entre la Légation et le Mouvement. Il connaît mon attitude et il connaît également les lettres que j'ai adressées à la Fédération<sup>7</sup> et au Consulat à Rosario<sup>8</sup>. Il comprend parfaitement ma conduite et il l'aurait déjà justifiée vis-à-vis des autorités. Il m'a garanti que le Mouvement, pour autant que cela dépendra de lui, M. Müller, ne fera aucune pression sur les Suisses et surtout qu'il n'interviendra jamais auprès de n'importe laquelle des sociétés suisses dans le pays: seulement les individus et les entreprises économiques seront invités à faire partie du Mouvement. Celui-ci est désormais en marche, sa création a été accueillie avec un grand enthousiasme dans plusieurs milieux étrangers et plus personne ne saura l'arrêter. D'après M. Müller, le Mouvement est appelé à se développer chaque jour davantage et à exercer une influence considérable dans le cadre des organisations du pays. Il ne convient nullement aux Suisses, toujours d'après M. Müller, de prendre une attitude hostile vis-à-vis de l'Organisation.

J'ai exposé à ce compatriote encombrant que de toute façon je dois maintenir mon attitude négative à cause de la couleur politique du Mouvement et que je continuerai à déconseiller à nos compatriotes d'adhérer à une organisation dont, malgré tout ce qu'il dit, les buts sont loin d'être clairs. M. Müller affirme qu'au mois de janvier le Mouvement commencera la publication d'un bulletin dans lequel son activité sera clairement décrite à la

7. Cf. la lettre de M. Fumasoli au président de la Fédération des sociétés suisses en Argentine du 6 décembre 1954, non reproduite.

8. Cf. la lettre de M. Fumasoli à P. Born du 9 novembre 1954, non reproduite.

9. Il s'agit d'anciens collaborateurs français et belges (vichystes et rexistes) qui ont fui en Argentine.

10. Dans une lettre de M. Fumasoli à A. Zehnder du 6 décembre 1954, non reproduite, on peut lire: [...] les Français et les Belges qui ont accueilli jusqu'ici l'invitation du «Mouvement», sont tous, ou presque, des personnes condamnées à mort par les autorités de leurs pays respectifs.

lumière du jour et que chacun pourra voir que les fins qu'il poursuit sont nobles et utiles. Il a ajouté que les étrangers indésirables, tels que les fameux citoyens français et belges condamnés à mort par les autorités de leur pays respectif<sup>9</sup>, ont déjà été écartés<sup>10</sup>.

De ma conversation avec M. Müller, je tire les conclusions suivantes:

Le Mouvement est effectivement appuyé par le Gouvernement et surtout par le Vice-président. Les autorités ne voient peut-être pas encore très clairement comment elles l'utiliseront; pour le moment elles surveillent son développement et l'enthousiasme qu'il éveille parmi les étrangers. Il a déjà eu pas mal de succès, surtout parmi les Italiens qui y ont adhéré en bloc. La couleur politique du Mouvement est indéniable; cela est tellement vrai que M. Müller m'a exposé qu'il a cherché par tous les moyens à expliquer aux Suisses et à d'autres étrangers qu'ils ne courent aucun risque en adhérant à l'Organisation, même s'il y avait un jour un changement de gouvernement!

M. Müller me fait l'impression d'être un mégalomane achevé et de vouloir à tout prix jouer un rôle: cela est plus dangereux que s'il s'agissait d'un homme qui désire gagner de l'argent. Il m'a affirmé qu'il ne touche aucun traitement et qu'il a prêté au Mouvement 35'000.– pesos qu'il ne reverra peut-être jamais. Je n'en crois naturellement pas un seul mot. Sa tâche est principalement celle de parcourir le pays pour organiser les cellules du Mouvement dans les Provinces et il parle de cette activité comme s'il était déjà un grand chef politique. Il me rappelle, en petit, son idole Adolf Hitler: il est décidément dangereux.

## 142

E 2200.53(-)1971/145/2  
[DoDiS-10057]

*Der Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre,  
an den schweizerischen Gesandten in Wien, R. Hohl*

S BI Vertraulich

Bern, 17. Januar 1955

Wir beehren uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 5. Januar 1955 betreffend den direkten Korrespondenzverkehr zwischen Ihnen und der Bundesanwaltschaft zu bestätigen<sup>1</sup>.

In diesem Fragenkomplex sind verschiedene Punkte zu berücksichtigen:

1) Sofern es sich darum handelt, Auskünfte direkt, d. h. unter Umgehung von staatlichen Behörden<sup>2</sup> einzuholen, ist grösste Zurückhaltung geboten. Polizeiliche Mitteilungen, die einen politischen Charakter aufweisen, fallen unter den Begriff des Nachrichtendienstes. Es ist hier die gleiche Vorsicht zu beachten wie bei der Beschaffung militärischer Nachrichten. Man braucht

1. Nicht abgedruckt.

2. unter Umgehung von staatlichen Behörden ist unterstrichen und in der Randnotiz mit einem ? versehen.



sich in diesem Zusammenhang nur vor Augen zu führen, wie die schweizerischen Behörden jeweils reagieren, wenn ihnen eine derartige Nachrichtenbeschaffung ausländischer Gesandtschaften bekannt wird. Sie schreiten bekanntlich energisch ein, wenn eine solche Mission in Bern unter Verletzung der schweizerischen Souveränität im Auftrag ihrer Heimatregierung politische Überwachungsaufträge gegenüber einzelnen Staatsangehörigen oder Schweizerbürgern ausführt.

Sollten Sie deshalb Aufträge in diesem Sinne erhalten, so bitten wir Sie, auf jeden Fall vorher unsere Instruktionen einzuholen.

2) Etwas anders verhält es sich, wenn es sich um die Beschaffung von Auskünften bei amtlichen Stellen handelt. In rechtlicher Beziehung ist vorerst festzuhalten, dass sich die Staaten auf politischem Gebiete im allgemeinen keine Rechtshilfe gewähren; genauer gesagt, es besteht keine Pflicht hierfür. Die Schweiz hält sich jedenfalls an diesen Grundsatz und die Gewährung des Gegenrechts, die von ausländischen Staaten meistens verlangt werden wird, könnte nicht in Frage kommen<sup>3</sup>. Dazu kommt, dass eine derartige Auskunftserteilung untergeordneter Behörden, die wohl meist inoffiziell und ohne Kenntnis der vorgesetzten Stellen erfolgt, bei Indiskretionen zu Zwischenfällen und Kritiken führen könnte. Rechtlich ist ferner zu beachten, dass eine Gesandtschaft grundsätzlich in amtlichen Angelegenheiten mit dem Aussenministerium des Empfangsstaates zu verkehren hat und nicht mit andern Amtsstellen, es sei denn, dass das Aussenministerium einem solchen direkten Verkehr ausdrücklich zustimmt. Immerhin sind die Gebräuche hier von Staat zu Staat verschieden.

Sie erwähnen, dass der Nachrichtenaustausch zwischen der Bundesanwaltschaft und dem entsprechenden österreichischen Dienst auf eine direkte Vereinbarung zwischen Herrn Dr. Balsiger und dem Leiter der österreichischen Staatspolizei<sup>4</sup> zurückgehe. Dieser Austausch ist nur zulässig, wenn das österreichische Aussenministerium hierüber orientiert ist und ihm zustimmt oder jedenfalls nichts dagegen einzuwenden hat. Dies wäre gegebenenfalls noch sicherzustellen. Im übrigen sehen wir nicht recht ein, warum nicht in dieser Abmachung der direkte Korrespondenzverkehr zwischen den beiden Polizeibehörden vorgesehen wurde. Bekanntlich stehen die Polizeibehörden der verschiedensten Staaten dauernd in direktem Kontakt, ohne dass der diplomatische Weg eingeschaltet wird.

3) Aus dem direkten Verkehr der Polizeibehörden ergibt sich der Vorteil, dass die oberen Staatsorgane und insbesondere das Aussenministerium und der diplomatische Dienst über die Verbindungen und die ausgetauschten Mitteilungen nicht orientiert sind. Kommt es dann zu irgendeinem Zwischenfall oder werden Rechtsvorschriften eines Staates verletzt, so kann die betreffende Polizeibehörde jederzeit desavouiert werden. Es ist auf diese Weise möglich, solche Zwischenfälle ohne grössere Schwierigkeiten und Rückwirkungen auf die Beziehungen zwischen den betroffenen Staaten zu erledigen. Wenn aber

---

3. Zu einer Anfrage von österreichischer Seite über Auskünfte zu einem Nummernkonto bei einer Schweizer Bank vgl. das Schreiben von P. A. Feldscher an A. Zehnder vom 23. Februar 1951, E 2001(E)1969/121/236 (DoDiS-8599).

der diplomatische Dienst eingeschaltet wird und die Gesandtschaften sich mit dieser Nachrichtenvermittlung beschäftigen, so ist das nicht mehr möglich und allfällige Zwischenfälle können einen schwerwiegenden Charakter annehmen.

4) Bei der Beschaffung von Nachrichten über Schweizerbürger, vor allem wenn sie im Auslande wohnhaft sind, ist zu berücksichtigen, dass hierdurch das Vertrauensverhältnis der Gesandtschaft zu der Schweizerkolonie gestört werden kann. In vielen Fällen erweist es sich als schwierig, die Nachrichtenquellen geheim zu halten, besonders dann, wenn es zu einem Strafverfahren in der Schweiz kommt, wo die Vorlage aller Akten und Beweismittel verlangt wird. Wir erinnern in diesem Zusammenhang an den Ihnen bekannten in St. Gallen hängigen Ehrverletzungsprozess Weder<sup>5</sup>. Hier hat es sich deutlich gezeigt, dass es der Bundesanwaltschaft angesichts ihres engen Kontaktes mit kantonalen Polizeistellen und ihrer eigenen Stellung im Prozessverfahren weit schwerer fällt, die Aktenedition zu verweigern, als dies für uns der Fall wäre. Wenn die Einschaltung der Gesandtschaften bekannt würde, so könnte das dazu führen, dass diese Nachrichtenquellen überhaupt versiegen.

5) Bei der direkten Korrespondenz von Gesandtschaften mit schweizerischen Polizeistellen darf auch nicht die Möglichkeit von Indiskretionen oder unerwarteten Kontrollen des Kurierdienstes ausser acht gelassen werden. Sollte dann eine solche direkte Korrespondenz mit Polizeibehörden bekannt werden, so besteht von vorneherein gegenüber der betreffenden Mission der Verdacht widerrechtlicher Handlungen, vor allem der Spionage.

6) Das hindert nicht daran, dass Sie Nachrichten, die Sie zufällig oder ohne Ihr aktives Zutun bei irgendeiner Gelegenheit erfahren, nach Bern weiterleiten. Solche Berichte sind aber an uns zu richten.

7) Es sind nicht nur Mitteilungen ausländischer Stellen sondern auch Schreiben Ihrer Gesandtschaft direkt an die Bundesanwaltschaft oder einzelne Beamte derselben gesandt worden. Hier entfällt der Grund eines direkten Verkehrs. Diese Berichte hätten an uns adressiert werden sollen.

8) Ganz allgemein ist noch festzustellen, dass, wenn schon ein direkter Verkehr in Betracht gezogen werden sollte, die Korrespondenz sich jedenfalls an die Bundesanwaltschaft als Amtsstelle und nicht an einzelne Beamte zu richten hätte. Wir wiederholen aber unseren Wunsch, diesen Briefverkehr an uns zu leiten. Abgesehen davon, dass die Bundesanwaltschaft rechtlich in Bezug auf das Verhältnis zu unseren Gesandtschaften nicht die gleiche Stellung geniesst wie z. B. die Polizeiabteilung, interessieren Ihre Mitteilungen nicht nur die Bundesanwaltschaft sondern auch uns.

Wir haben das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement bereits vor einiger Zeit in einem längeren Schreiben auf alle diese Umstände aufmerksam gemacht<sup>6</sup>. Eine in Aussicht genommene Konferenz konnte allerdings bis jetzt

---

4. Es handelt sich um Oswald Peterlunger.

5. Vgl. das Schreiben von W. Lüthi an M. Feldmann vom 23. Juli 1954, E 4001(D)1973/125/146.

6. Das Dossier des Politischen Departements zur Korrespondenz zwischen der Bundesanwaltschaft und den schweizerischen Vertretungen im Ausland und ausländischen Amtsstellen wurde kassiert. Vgl. E 2004(B)1971/13/53.

noch nicht stattfinden. Bis zu einer endgültigen Regelung ersuchen wir Sie, grösste Zurückhaltung zu wahren und jedenfalls alle Dokumente und Ihre Berichte an uns und nicht direkt an die Bundesanwaltschaft oder einzelne Beamte derselben zu adressieren. Sollte Ihnen die Bundesanwaltschaft direkt Instruktionen erteilen, so bitten wir Sie, die Angelegenheit vorher uns zu unterbreiten. Wir wären Ihnen ferner dankbar, wenn Sie zu den verschiedenen Punkten unseres Schreibens noch Stellung nehmen wollten<sup>7</sup>.

---

7. Vgl. das Schreiben von P. A. Feldscher an M. Petitpierre vom 16. Februar 1955. Nicht abgedruckt.

### 143

E 2200.41(-)1970/245/30

[DoDiS-9425]

*Le Consul de Suisse à Tunis, L. Guillaume,  
au Ministre de Suisse à Paris, P. A. von Salis*

SÉCURITÉ MATÉRIELLE ET JURIDIQUE DES RESSORTISSANTS SUISSES EN TUNISIE

*Copie*

R

Tunis, 28 janvier 1955

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, conformément à la faculté que m'a conférée le Département politique dans sa lettre du 6 décembre écoulé<sup>1</sup>, j'ai effectué les 26 et 27 de ce mois un voyage de service auprès de deux familles suisses domiciliées dans la région du Kef, voisine de la frontière algérienne.

Selon des rumeurs persistantes en effet, provenant surtout de cette contrée, la population européenne semblait craindre de plus en plus la reprise de l'activité des fellagas. Ainsi, on signalait quelques attaques de fermes et de personnes isolées; on apprenait également que les autorités militaires, sensibles à ces nouvelles, avaient décidé de mettre leurs troupes en état d'alerte. Un de nos compatriotes, M. Lugeon fils qui, l'an dernier, avait été blessé par les dissidents tunisiens, m'a fait part lors de son récent passage au Consulat, qu'un lieutenant français lui avait remis «en cachette» il y a quelques jours des grenades pour lui permettre de se défendre si cela devait être à nouveau nécessaire. Enfin, certains signes dans l'attitude indigène pouvaient, paraît-il, encore renforcer cette inquiétude qui depuis la reddition de décembre avait pourtant cédé le pas à un large sentiment d'apaisement.

En me rendant sur place, j'ai pu constater que les autorités françaises, qui avaient depuis l'été dernier pris un ensemble de mesures propres à parer à certaines éventualités, ont maintenu et même renforcé leurs dispositifs. Tout le village du Kef est actuellement occupé par des militaires. En cours de route, j'ai rencontré une colonne de 6 tanks légers. L'aviation donnerait aussi son

---

1. Non retrouvée.

appui à des actions sur lesquelles le secret est gardé. Toutes les fermes appartenant à des non-indigènes sont militairement protégées.

La propriété de M. Bernasconi et celle de M. Lugeon<sup>2</sup>, isolées au milieu d'une plaine, sont pourvues d'un groupe de soldats armés d'une mitrailleuse et de mitraillettes. Une sentinelle fait constamment le guet, tandis que les autres hommes, qui ont installé de petites fortifications de campagne (sacs de sable, murs en pierre, barbelés), continuent à les perfectionner. Je tiens à préciser que la famille Bernasconi n'habite pas leur ferme, mais a pris domicile dans la maison de famille se trouvant au Kef et où elle se sent parfaitement en sécurité. Par prudence, les frères Bernasconi ont évité de se rendre dans les champs situés dans une région quelque peu éloignée; les travaux y sont exécutés par les indigènes sous la surveillance d'un contre-maître tunisien. Quant à la famille Lugeon, elle évite également de circuler hors des grandes routes; elle est d'ailleurs domiciliée dans le village d'Ebba-Ksour, laissant le domaine sous la garde des soldats français. Il est naturellement difficile de savoir dans quelle mesure les craintes énoncées sont vraiment fondées. Quoi qu'il en soit, le renforcement quasi massif des forces militaires dans cette région, comme du reste dans toute la Régence, fera réfléchir les groupes demeurés insoumis avant qu'ils ne passent à l'attaque soit d'une ferme gardée, soit même d'un village, ainsi que la rumeur leur en avait prêté l'intention.

Il est intéressant de noter que ce sentiment d'insécurité est sujet à des variations assez sensibles d'une semaine à l'autre. Autant les inquiétudes étaient-elles vives il y a une dizaine de jours, autant elles paraissent dissipées depuis cette fin de semaine. La population non-indigène est ainsi soumise à des influences opposées qui, suivant les circonstances, la rendent optimiste ou pessimiste. Beaucoup ne résistent pas à cet état de choses et, en particulier, les colons français commencent à quitter le pays. Nos compatriotes n'échappent pas, il faut le dire, à cette ambiance déprimante. Ils se demandent s'ils doivent rester ou, au contraire, transférer d'ores et déjà tout ou partie de leur patrimoine dans un pays plus sûr. Pour se reconforter, certains se disent volontiers que les Tunisiens feront peut-être une différence entre eux et les colons français. Ils cherchent de cette manière à se donner confiance en constatant qu'ils jouissent auprès des travailleurs indigènes d'une considération fondée sur les égards qu'ils ont toujours eus envers eux. Sans vouloir trop faire fond sur des idées de ce genre, on doit relever que notre pays bénéficie en Tunisie d'une indiscutable popularité. D'autre part, la situation n'est pas compromise au point que ces colons ne puissent pas, en marquant une présence efficace et fructueuse, surmonter les difficultés présentes. Au reste, une constatation semble actuellement dominer la situation: l'action des fellagas a débuté alors qu'il y avait 2000 hommes de troupes en Tunisie, aujourd'hui il y en a 50'000, ce qui a permis à la France d'entreprendre une action de plus en plus pressante et efficace pour maintenir l'ordre et la sécurité.

---

2. Un membre de cette famille, Claude Lugeon a déjà été victime d'une attaque et sérieusement blessé le 13 juin 1954, cf. E 2001(E)1969/121/166. Sur cette affaire ainsi que sur la situation des Suisses en Tunisie, cf. le rapport de H. Voirier à A. Zehnder du 16 juillet 1954, E 2001(E)1973/157/2 (DoDiS-9426).

Notons à ce propos que tant M. Lugeon que M. Bernasconi n'ont formulé aucune plainte, mais au contraire ont exprimé leur reconnaissance envers les autorités françaises qui s'emploient d'une façon très attentive à les protéger. De fait, on ne peut manquer d'être impressionné en voyant sur place ces fermes suisses gardées par des soldats français qui – soit dit en passant – déclarent être heureux de le faire. En comparant ces mesures à celles qui ont été appliquées à des ressortissants français, on ne peut pas s'empêcher de penser que les autorités résidentielles ont désiré marquer un soin particulier pour la protection de nos compatriotes, surtout depuis qu'elles ont à leur disposition les moyens nécessaires. C'est ainsi que M. Bernasconi m'a confirmé que lors des dernières récoltes un détachement de quelque 30 hommes avait été affecté à sa ferme pendant plus de quatre semaines, avec tout le matériel (mitrailleuses montées, etc.), lequel, sur route, faisait avec ses propres machines agricoles une colonne longue de plus de 2 km.

Ces constatations m'ont amené à me demander s'il n'était pas opportun de laisser entendre peut-être au cours d'une démarche de votre Légation auprès du Ministère des Affaires étrangères, la satisfaction ressentie à propos des mesures que les autorités résidentielles ont prises en vue d'assurer la sécurité de nos compatriotes agriculteurs les plus exposés. Il n'est pas exclu qu'une telle démarche aurait éventuellement un écho favorable auprès du Résident Général<sup>3</sup>, ce qui ne laisserait pas de me faciliter mes propres interventions au cas où des circonstances subitement aggravées et toujours encore possibles devaient les rendre très pressantes.

En même temps et pour le cas où cela n'aurait pas encore été fait, ce serait peut-être l'occasion de signaler à ce Ministère, si toutefois vous deviez l'estimer opportun – et sur ce point je me réfère à mon rapport du 17 décembre<sup>4</sup> dernier au sujet de l'opportunité de démarches éventuelles relatives au statut de nos compatriotes en Tunisie –, l'intérêt avec lequel les négociations franco-tunisiennes ont été suivies en tant qu'elles concernent le statut en cause, notamment les problèmes de la justice et de la police, ces deux questions touchant à la sécurité des Suisses dans la Régence. Ces derniers n'ont pas caché leur souci de voir la justice passer en mains tunisiennes. Ils savent combien l'administration indigène est sujette à des influences, ce qui la rendait bien difficilement capable d'assurer l'application des lois avec toutes les garanties de bonne justice. D'autre part, si la police devait être exercée par les gens du pays, nos ressortissants pourraient être exposés à des actes arbitraires et discriminatoires, surtout s'ils devaient entrer en conflit avec les indigènes.

Les autorités britanniques et italiennes auraient récemment entrepris par l'entremise de leur Ambassade à Paris des démarches dans ce sens auprès du Gouvernement français. Toutefois, il faut observer que ces pays avaient peut-être en l'occurrence leurs raisons particulières de le faire. Il s'agissait notamment de donner un argument de plus aux négociateurs français pour

---

3. P. Boyer de Latour du Moulin.

4. Cf. le rapport de L. B. Guillaume à la Légation de Suisse à Paris du 17 décembre 1954, E 2001(E)1973/157/2.

s'opposer à certaines revendications tunisiennes dans les domaines en cause. Il n'est pas certain que la Suisse ait le même intérêt, d'autant plus qu'une démarche très directe jetant une suspicion sur la future administration tunisienne ne manquerait pas d'éveiller une sorte de méfiance dans l'esprit de ces indigènes, méfiance qu'il serait peut-être difficile d'effacer dans ses effets lorsque par la force des choses l'administration du Bey élargira de plus en plus le cercle de ses compétences. Mais d'un autre côté, je pense qu'il pourrait être utile de s'assurer derechef auprès du Gouvernement français que les droits de nos compatriotes soient sauvegardés.

Vous m'obligeriez vivement en me faisant part des remarques que les divers points abordés dans le présent rapport seraient éventuellement à même de vous suggérer<sup>5</sup>.

---

*5. Cf. la lettre de P.A. von Salis au Département politique du 31 janvier 1955, non reproduite. Une copie de cette lettre est envoyée au Consulat de Suisse à Tunis.*

## 144

E 2001(E)1978/84/749

[DoDiS-9378]

### *Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Chef du Département de Justice et Police, M. Feldmann*

*Copie*

L

Berne, 28 février 1955

Par votre lettre du 18 février<sup>1</sup>, vous m'avez informé que M. Jacobo Arbenz, ancien président du Guatemala<sup>2</sup>, avait sollicité du chef de la Police fédérale des étrangers une prolongation de son permis de séjour<sup>3</sup>. Vous m'avez demandé mon opinion sur la suite à donner à cette demande.

L'autorisation que nous avons donnée à M. Arbenz de séjourner temporairement en Suisse<sup>4</sup> a soulevé au Guatemala et dans d'autres pays de l'Amérique centrale de vives protestations<sup>5</sup> et créé une situation embarrassante pour les Suisses établis au Guatemala. Les rapports de notre consulat à Guatemala-City et les lettres et télégrammes que nous ont envoyés nos compatriotes ne laissent pas de doute à cet égard. En accordant à M. et à Mme Ar-

---

1. *Non reproduite.*

2. *Sur le renversement du président Arbenz en juin 1954 et sur le rôle des Etats-Unis d'Amérique, cf. les Nos 115 et 111 dans le présent volume, ainsi que la lettre d'A. Lindt à A. Zehnder du 22 juin 1954, E 2001(E)1970/217/302 (DoDiS-9380).*

3. *Cf. la lettre de J. Arbenz à P. Baechtold du 12 février 1955, non reproduite.*

4. *Par télégramme, le Département politique charge, le 10 décembre 1954, la Légation de Suisse à Mexico d'accorder à J. Arbenz, son épouse Maria et leurs trois enfants, un visa de séjour en Suisse valable 3 mois sans prolongation. Cf. le télégramme N° 5 du Département politique du 10 décembre 1954, E 2001(E)1978/84/749. J. Arbenz est arrivé en Suisse le 5 janvier 1955, venant du Mexique.*

5. *Cf. notamment la lettre de R. Fischer au DPF du 11 janvier 1955, non reproduite.*

benz une nouvelle autorisation de vivre en Suisse, nous risquerions de déclencher derechef de violentes réactions au Guatemala. Cet élément d'appréciation n'est cependant pas décisif.

En revanche, M. Arbenz aurait laissé entendre qu'il n'avait pas renoncé à jouer un rôle politique dans son pays. Or, dans sa lettre du 12 février<sup>6</sup>, il ne demande pas une simple prolongation de son visa pour quelques semaines, mais cherche à obtenir un permis de séjour de longue durée, qui lui permettrait de s'établir en Suisse et de suivre de près l'éducation de ses enfants. On peut donc se demander s'il sera en mesure de respecter l'engagement d'observer pendant son séjour en Suisse une attitude conforme aux engagements qu'il a souscrits à Mexico le 3 décembre 1954<sup>7</sup>.

Il serait désirable de pouvoir donner une réponse négative à M. Arbenz. Toutefois nous refuserions ainsi de permettre à un Suisse qui n'a pas renoncé à sa nationalité de s'établir dans notre pays. Sans doute jusqu'à présent M. Arbenz n'a jamais invoqué sa nationalité suisse<sup>8</sup>. Mais il pourrait le faire. A ce moment-là, il obtiendrait sur le plan légal ce qui lui aurait été refusé par la voie administrative. Comme la législation guatémaltèque ne connaît pas le double indigénat, il cesserait vraisemblablement d'être considéré par le Guatemala comme un de ses ressortissants, ce qui mettrait fin aux ambitions politiques qu'il peut encore avoir.

Si vous estimez que le fait qu'il n'ait pas invoqué jusqu'à présent sa nationalité suisse permet de le considérer comme un étranger, je suis d'avis, toute réflexion faite, qu'il serait préférable de demander à M. Arbenz de s'en tenir à l'engagement qu'il a pris et de renoncer à son projet de s'installer en Suisse<sup>9</sup>.

---

6. Cf. note 3.

7. Cf. la déclaration de J. Arbenz du 3 décembre 1954, non reproduite.

8. Sur la question de la nationalité de J. Arbenz, dont le père, né en 1883 dans le canton de Thurgovie, est originaire de la commune de Gross-Andelfingen dans le canton de Zurich, cf. notamment la notice du Département de Justice et Police du 15 janvier 1955, non reproduite.

9. Par lettre du 16 mars 1955, non reproduite, P. Baechtold communique à J. Arbenz (qui est alors en séjour à Zermatt) que suivant l'avis des autorités fédérales intéressées, il doit quitter la Suisse avant l'expiration de l'autorisation de séjour de 3 mois qui lui a été accordée. Le 5 avril 1955, J. Arbenz, avec sa femme et deux de leurs enfants, quitte la Suisse par l'aéroport de Genève.

## 145

E 2003(A)1970/115/102  
[DoDiS-9196]

*Le Ministre de Suisse à Washington, H. de Torrenté,  
à la Division des Organisations internationales du Département politique*

L

[Washington,] 2 mars 1955

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 18 février<sup>1</sup> concernant la collaboration bilatérale avec les Etats-Unis dans le domaine de l'énergie atomique.

Vous me demandez d'examiner:

1. Si la conclusion d'un accord bilatéral nous assurerait la livraison rapide de matériel enrichi;
2. les conditions auxquelles les Etats-Unis seraient prêts à conclure un accord;
3. si la procédure prévue dans l'Atomic Energy Act de 1954 pourrait être gênante pour notre politique de neutralité.

Je commencerai par traiter les points 2 et 3 qui sont d'ailleurs liés, car ce sont justement les clauses de l'éventuel arrangement qui détermineront s'il doit ou non être considéré comme contraire à notre politique de neutralité.

Comme je l'ai exposé dans ma lettre à M. le Président de la Confédération du 24 janvier<sup>2</sup>, il m'est difficile de me prononcer d'une manière nette sur la portée de ces accords. Ils sont régis par l'article 123 de la loi de 1954. En ce qui concerne ses termes, vus sous l'angle de notre politique de neutralité, je ne puis que me rallier aux conclusions de M. Bindschedler dans son exposé du 21 janvier<sup>3</sup>:

«Zusammenfassend ist festzustellen, dass nicht mit absoluter Sicherheit gesagt werden kann, der Abschluss eines Abkommens über die Hilfeleistung auf dem Gebiete der Atomenergie verstosse nicht gegen die *rechtlichen* Pflichten der ständigen Neutralität. Persönlich bin ich der Auffassung, dass ein solcher Verstoss nicht vorliegt. Grösser sind die Bedenken unter neutralitätspolitischen Gesichtspunkten. Es handelt sich hier aber um eine Frage des politischen Ermessens. Wenn die Vorteile des Abkommens für die Schweiz so gross wären, so müsste ein gewisses Risiko in Kauf genommen werden. Dieses Risiko lässt sich durch verschiedene Vorkehren, wie sie oben erwähnt wurden, einschränken.»

Pour pouvoir apprécier la portée des arrangements que nous serions appelés à signer, il serait nécessaire de connaître très exactement les conditions de l'accord. Or, la loi ne les énumère pas toutes; elle est rédigée d'une manière suffisamment vague pour permettre à l'Atomic Energy Commission (AEC) d'y inclure les stipulations qu'elle estimerait utiles. Dès lors, ce n'est qu'après avoir présenté une demande précise de matériel nucléaire ou d'informations

1. Cf. E 2200.36(-)1970/72/29 (DoDiS-9195).

2. *Non reproduite.*

3. Cf. E 2200.36(-)1970/72/29.



sur l'énergie atomique que nous pourrions examiner les termes exacts d'un éventuel accord.

Un de mes collaborateurs<sup>4</sup> a eu récemment un nouvel entretien avec M. Hamilton, le fonctionnaire compétent du Département d'Etat.

Celui-ci a confirmé les renseignements que j'avais donnés dans ma lettre précitée du 24 janvier. Entre temps, il n'y aurait pas eu de nouveaux développements dans la conclusion d'accords bilatéraux avec l'étranger. Plusieurs pays s'intéressent beaucoup à la question; cependant, jusqu'à maintenant les discussions n'auraient eu que le caractère de sondages (exception faite de certains arrangements purement militaires avec le NATO).

Interrogé sur la manière dont le Département d'Etat envisagerait la conclusion des accords, M. Hamilton a exprimé l'avis qu'il s'agirait plutôt d'accords signés par les deux parties que d'échanges de notes. Il a mentionné le fait que les articles pertinents de la loi de 1954 y seraient peut-être inclus, ou du moins qu'une référence y serait faite.

Mon collaborateur n'a pas cru opportun de discuter cette question en ce moment, mais il est évident qu'il y aura là un point délicat. Sans doute devrons-nous examiner, le moment venu, s'il est possible d'amener les Américains à omettre dans l'accord des allusions à la loi américaine qui pourraient peut-être susciter des difficultés quant à notre politique de neutralité. Je pense notamment à la phrase dans l'article 123 concernant l'utilité de ces accords pour les «common defense and security».

Il ressort aussi de cet entretien que le contenu de l'accord dépendra du genre et de la quantité de matériel et d'informations que nous solliciterions. La rareté du matériel, son intérêt au point de vue militaire, etc. joueront également un rôle à cet égard.

J'ajouterai que, selon M. Hamilton, il n'y a guère eu de discussions sur les conditions posées par l'article 123, au cours des «hearings» tenus par le Comité d'Energie Atomique du Congrès en mai et juin 1954, lorsque l'ancienne loi sur l'énergie atomique fut révisée. Cependant, il y a lieu de noter que seuls les «hearings» publics ont fait l'objet de rapports officiels. Il y eut aussi des séances à huis clos sur lesquelles il n'est naturellement pas possible de recueillir des renseignements.

Je crois pouvoir dire qu'il serait difficile d'obtenir des informations plus détaillées du Département d'Etat sans entrer en matière et lui faire connaître aussi exactement que possible ce que nous désirons. M. Hamilton a précisé en outre qu'un représentant de l'AEC prendrait probablement part, dès le début, à d'éventuelles négociations avec les autres pays. Le cas échéant, il sera peut-être nécessaire qu'un expert en matière nucléaire vienne de Suisse pour discuter les questions techniques avec les spécialistes de l'AEC.

D'un côté, en négociant avec les Américains, il faut envisager la possibilité que les pourparlers échouent parce que les conditions posées nous sembleraient finalement inacceptables. Un tel échec serait naturellement peu agréable. D'autre part, et comme le relève justement M. Boveri<sup>5</sup>, nous aurions

---

4. P. Wurth, *ibid.*

5. Cf. la lettre de P. Micheli à la Légation de Suisse à Washington du 18 février 1955, E 2200.36

un certain avantage à conclure un arrangement dès que possible, afin d'éviter qu'on nous impose une sorte de contrat type qui aurait servi pour les accords conclus par les Etats-Unis avec d'autres pays, dans une situation toute différente de la nôtre. Il est vrai que les Etats-Unis, de leur côté, voudront peut-être justement éviter de faire, comme premier accord dans le domaine de l'énergie atomique, un arrangement avec la Suisse qui contiendrait des clauses spéciales ou omettrait certaines clauses qui devraient en principe y figurer. Cela ne saurait cependant constituer un argument contre l'ouverture de négociations, car le retard dans la conclusion de l'accord incomberait alors aux Américains et nous permettrait peut-être d'obtenir les conditions qui nous conviennent.

Quoi qu'il en soit, il me paraît que si vous vous décidiez à entreprendre des démarches auprès des autorités américaines, en raison de l'importance qu'il y aurait pour la Suisse à acquérir du matériel nucléaire et des informations sur l'énergie atomique, il y aurait lieu de procéder d'une manière très discrète et de donner aux négociations d'abord le caractère de sondages préliminaires. Comme je le disais plus haut, il serait cependant nécessaire de fournir des indications assez précises sur le matériel que nous désirons.

Quant au point 1 indiqué ci-dessus, M. Hamilton déclare qu'il est difficile de prévoir des délais de livraison avant de connaître le genre et les quantités de matériel que nous voulons. En ce qui concerne la conclusion de l'accord, il estime qu'il faudrait compter 4 à 6 semaines pour négocier, préparer le texte et recueillir l'approbation du Président. Selon la loi, l'accord doit être transmis au Comité d'Énergie Atomique du Congrès qui a le droit de s'y opposer pendant un délai d'un mois.

[...] <sup>6</sup>

---

(-)1970/72/29 (DoDiS-9195). *En août 1954, P. Scherrer de l'EPF de Zurich est intervenu pour la construction d'un réacteur ohne Mithilfe des Auslandes, cf. la lettre de P. Scherrer à la Division des Organisations internationales du 24 août 1954, E 2001(E)1969/121/3 (DoDiS-9621).*

6. *Communication d'ordre administratif.*

## 146

E 2001(E)1970/217/42

[DoDiS-9545]

*Rapport de Pierre Cordey<sup>1</sup> pour le service information et presse  
du Département politique<sup>2</sup>*APRÈS LE COUP-DE-MAIN SUR LA LÉGATION DE ROUMANIE À BERNE<sup>3</sup>*Copie*

R

*[Berne, 7 mars 1955]*

Le «drame de la Légation de Roumanie» a suscité tant d'émotion, de rumeurs et de fausses nouvelles aussi, qu'il paraît indiqué de faire le point à son sujet, et de le faire sans passion.

Essayons tout d'abord de rétablir les faits, en n'avancant que ceux dont on peut, aujourd'hui, être certain.

Le mardi 15 février, peu après deux heures du matin, les habitants du quartier de Vilette, à Berne, furent réveillés par une fusillade. Elle s'était déroulée dans le parc où se trouve la Légation de Roumanie. Les premiers détachements de police, aussitôt alertés par les appels des voisins, s'arrêtèrent aux grilles de ce parc: le respect des privilèges diplomatiques leur interdisait en effet strictement de pénétrer sur la propriété qu'occupe la mission roumaine. L'ordre intimé par un inconnu de ne pas approcher du bâtiment de la résidence, l'arrestation d'un individu lourdement armé, qui tentait de s'enfuir, puis, plus tard, les déclarations du Chargé d'Affaires de Roumanie<sup>4</sup> permirent d'établir qu'un coup-de-main avait été tenté, et réussi, sur les locaux de la mission diplomatique. Les agresseurs, se donnant pour des «résistants roumains», devaient avoir pénétré sans coup férir la veille déjà, vers 22 heures, dans le bâtiment de la chancellerie, qu'ils avaient fouillé. Ils l'avaient abandonné pour s'emparer ensuite de la résidence, maintenant prisonniers certains collaborateurs de la mission et leurs familles. Le Chargé d'Affaires, en revanche, avait pu rapidement s'échapper.

A l'approche de l'aube, les forces de police ayant reçu de ce diplomate l'autorisation de pénétrer dans le parc et appris au surplus qu'un blessé devait s'y trouver, établirent un cordon à quelque 15 mètres du bâtiment tenu par les agresseurs et fouillèrent la propriété. On trouva gisant le chauffeur<sup>5</sup> de la Légation, grièvement blessé de plusieurs coups de feu. Le malheureux, aussitôt transporté à l'hôpital, devait y décéder quelques heures plus tard. Entre-temps, les inconnus – qui avaient fait savoir qu'ils se défendraient dans la résidence

---

1. P. Cordey est correspondant parlementaire à Berne de la Tribune de Genève et mandaté par le service Information et presse du Département politique pour rédiger des articles sur des événements en Suisse.

2. Ce rapport est envoyé le 7 mars par le Département politique aux représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse.

3. Sur l'agression contre la Légation de Roumanie à Berne, cf. E 2001(E)1970/217/103–107.

4. E. Stoffel.

5. A. Setu.

jusqu'à la mort – relâchèrent successivement les personnes par eux détenues. Ce n'est qu'au début de la matinée qu'on eut enfin la certitude qu'ils ne gardaient plus d'otage.

On supposait que quatre hommes, bien armés, occupaient le bâtiment, situé dans un quartier animé, à proximité de routes de grande communication, de voies de chemin de fer, d'un asile et de nombreuses maisons d'habitation. Une attaque en force, dans ces conditions difficiles, rendait indispensables certaines précautions, telles que l'évacuation de tout le quartier. L'assaut du bâtiment transformé en forteresse n'aurait pu, d'autre part, se faire sans risquer la vie des policiers; il aurait probablement entraîné la perte dudit bâtiment, sans permettre de prendre vivants ceux qui s'y étaient retranchés. Aussi, tout en préparant cet assaut avec le concours de spécialistes de l'armée, la police bernoise entra-t-elle en contact avec les assiégés, afin d'obtenir leur reddition, qu'elle estimait probable.

L'événement finit par confirmer cette vue des choses. Le mercredi 16 février, peu après 16 heures, soit après un blocus de 38 heures environ, les occupants, qui n'étaient en réalité que trois, se rendirent à merci. Tôt après, le bâtiment était restitué au Chargé d'Affaires.

Quatre des agresseurs sont de la sorte détenus. Au moment où nous rédigeons ces lignes, le ou les complices prétendus de la bande, qui seraient parvenus à s'enfuir avant l'arrivée des premiers policiers sur les lieux, n'ont pu être rejoints. L'enquête, confiée d'abord à la police municipale bernoise, a passé à la police fédérale. Les seules indications données jusqu'ici quant à ses résultats portent sur la nationalité des auteurs du coup-de-main, des Roumains, venus selon toute apparence de l'étranger.

Appréciant d'emblée la gravité de l'incident, le Conseil fédéral s'était réuni en séance extraordinaire le matin même de l'agression, à 7 heures 30, et avait conféré avec les autorités de police bernoises. Il devait tenir par la suite deux nouvelles séances semblables<sup>6</sup>. C'est dire qu'il intervint avec la plus grande célérité et suivit les événements de très près. Il fut saisi un peu plus tard d'une note du Gouvernement roumain<sup>7</sup>, extrêmement vive de ton, contenant de manifestes erreurs de fait et avançant des accusations aussi hâtives qu'injustifiées au sujet du retard qu'auraient mis les autorités suisses à secourir le chauffeur blessé et à agir contre les «bandits fascistes». Dans l'après-midi du mardi, le chef du Département politique eut un long entretien avec M. Stoffel, Chargé d'Affaires de Roumanie, qui s'exprima dans le sens de la note du Gouvernement roumain<sup>8</sup>. Le chef du Département politique, à cette occasion, s'éleva énergiquement contre les allégations contraires à la réalité et contre les reproches injustifiés formulés par le Gouvernement roumain à l'égard des autorités suisses.

6. *Les séances extraordinaires du Conseil fédéral ont eu lieu le 15 février 1955 à 7h30 et 16h et le 16 février 1955 à 8h30*, E 1003(-)1970/344/R 3106.

7. *Cf. la note N° 657 du Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Roumanie à la Légation de Suisse à Bucarest du 15 février 1955*, E 2200.15(-)1969/182/6.

8. *Cf. la notice d'entretien de M. Petitpierre avec E. Stoffel du 15 février 1955*, E 2800(-)1990/106/13.

Le même soir, une note du Conseil fédéral<sup>9</sup>, contenant sa réponse à l'intervention du Gouvernement roumain, était remise à Bucarest: elle affirmait que toutes les mesures requises avaient été prises. Voici au surplus quelques passages de cette note suisse du 15 février: «Le Conseil fédéral a appris avec regret l'agression dont la Légation de la République populaire de Roumanie a été l'objet cette nuit de la part d'inconnus qui paraissent être de nationalité roumaine. Il déplore la mort du chauffeur de la Légation. Toutes les mesures ont été et, s'il y a lieu, seront encore prises en vue de l'arrestation des agresseurs et de la restitution de l'immeuble au Chargé d'Affaires de Roumanie.» Un peu plus loin, le Conseil fédéral ajoutait: «Le Gouvernement roumain paraît mal informé. Les autorités de police ont en effet agi avec un maximum de rapidité et des soins ont été apportés au chauffeur aussitôt qu'il fut possible de pénétrer dans l'enceinte de la Légation sans risquer d'autres vies. Le personnel de la Légation, les femmes et les enfants, retenus pendant plusieurs heures par les agresseurs, ont été libérés. Il appartient aux autorités suisses de police seules de décider les méthodes à employer pour amener l'arrestation des coupables.»

Le mercredi, une nouvelle note roumaine<sup>10</sup>, tout aussi vive, comportant les mêmes erreurs et les mêmes accusations, fut adressée à Berne. Comme la première, elle demandait l'extradition des agresseurs. Le Conseil fédéral répondit à cette seconde note le 18 février<sup>11</sup>. Il repoussait avec la plus grande fermeté les accusations de Bucarest et refusait l'extradition<sup>12</sup>, constatant qu'il n'existait aucun traité d'extradition entre la Roumanie et la Confédération et qu'au surplus la loi suisse s'opposait expressément à la livraison à l'étranger des auteurs d'un délit commis sur le territoire suisse<sup>13</sup>. «Le Conseil fédéral», ajoutait la note, «ne pourra donc donner suite à la demande du Gouvernement roumain. En effet, l'immeuble occupé par la Légation de Roumanie à Berne fait partie du territoire suisse. Les immunités et privilèges diplomatiques commandent seulement le respect de l'inviolabilité de la Légation, ce qui signifie que des agents ne peuvent y pénétrer sans l'autorisation expresse du chef de la mission. En revanche, le Gouvernement suisse donne au Gouvernement roumain l'assurance qu'il remplira comme il l'a fait jusqu'à présent les obligations qui lui incombent selon les dispositions du droit suisse et les règles du droit des gens et, en particulier, que les agresseurs seront poursuivis.» La note suisse se terminait comme suit: «Le Conseil fédéral exprime le vœu que, dans cette affaire pénible pour chacun des deux pays, le Gouvernement roumain fasse dorénavant preuve de plus d'objectivité et renonce à recourir à des procédés qui ne pourraient que rendre plus difficile le règlement de cette affaire.»

---

9. Cf. la note de la Légation de Suisse à Bucarest au Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Roumanie du 15 février 1955, E 2200.15(-)1969/182/6.

10. Cf. la note N° 666 du Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Roumanie à la Légation de Suisse à Bucarest du 16 février 1955, *ibid.*

11. Cf. la note du Département politique à la Légation de la République populaire de Roumanie à Berne du 18 février 1955, *ibid.*

12. Cf. le communiqué du DFJP du 17 février 1955, E 4001(D)1973/125/44 (DoDiS-9612).

13. Cf. le rapport de R. Bindschedler du 28 février 1955, E 2800(-)1967/60/8 (DoDiS-9617).

Cette seconde réponse suisse n'avait pas quitté Berne qu'une troisième note roumaine<sup>14</sup> y parvenait. Elle portait sur des points de détail. Elle fut suivie le 28 février d'une quatrième<sup>15</sup>, avançant de nouveaux griefs, tout aussi peu fondés que les précédents, reprenant la demande d'extradition et avançant une série de requêtes difficilement conciliables avec cette demande, ce qui pourrait donner à penser qu'en fait le Gouvernement roumain y a renoncé.

L'enquête, secrète, se révèle difficile. Les détenus, qui avaient monté leur coup avec le plus grand soin, usant du bluff avec raffinement, ne se soucient pas de la faciliter. Un épais mystère plane encore sur l'affaire. Le prétexte avancé d'emblée par les auteurs du coup-de-main, obtenir la libération à Bucarest de détenus politiques<sup>16</sup>, apparaît peu vraisemblable. Leur mobile réel n'est pas connu. Tout au plus, la fouille qu'ils firent de la chancellerie, puis de la résidence, comme les papiers volés saisis sur le fuyard et aussitôt restitués au Chargé d'Affaires, permettent-ils de supposer qu'ils cherchaient à mettre la main sur des documents ou bien à en détruire. Le nombre véritable des participants à cette entreprise désespérée n'est pas connu non plus.

L'affaire de Berne avait fait grand bruit. Des journalistes accoururent de partout dans la ville fédérale. Le mystère qui couvrait cette dramatique aventure, son caractère sensationnel, son aspect politique devaient donner lieu à une prodigieuse multiplication de bobards. Le malheur a voulu que certains de ces bobards trouvent place dans la presse suisse. Bien plus, de Zurich une agence de presse<sup>17</sup> improvisée se chargea, dès les premiers jours, de répandre de fausses nouvelles qui trouvèrent malheureusement accueil dans un certain nombre de journaux suisses, dont quelques-uns importants et considérés. La police a réussi, très rapidement, à mettre un terme à l'activité de cette officine de fausses nouvelles. Il s'agissait d'une agence de publicité étrangère, dirigée par un citoyen suisse<sup>18</sup>, qui se mêla soudain de répandre des informations. Celles touchant l'affaire de Berne lui étaient fournies par un réfugié tchécoslovaque<sup>19</sup>, lequel finit par avouer qu'il les imaginait de toutes pièces au fur et à mesure des événements, et même en devançant ces événements. Le réfugié en question a été arrêté, car il semble bien s'être rendu coupable du délit de service de renseignements politiques prévu par la loi suisse<sup>20</sup>. Il demeure regrettable qu'une partie de la presse suisse ait accordé son crédit à des dépêches inventées de toutes pièces, au risque d'envenimer une affaire déjà détestable en soi. La liberté de la presse étant totale en Suisse, les autorités fédérales ne portent cependant aucune responsabilité de ce fait.

14. Cf. la note N° 678 du Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Roumanie à la Légation de Suisse à Bucarest du 18 février 1955, E 2200.15(-)1969/182/6.

15. Cf. la note N° 832 du Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Roumanie à la Légation de Suisse à Bucarest du 28 février 1955, *ibid.*

16. Une lettre, que les assaillants de la Légation de Roumanie à Berne ont adressée à la police de Berne, demande la libération du Général A. Aldea, de l'Evêque I. Suciù, de A. J. Mirescanu, I. Lazar et B. Brateanu, E 2800(-)1967/60/8.

17. *Globe-Press.*

18. *H. von Graffenried.*

19. *J. C. Sibrava.*

20. *Sur la question de Globe-Press cf. E 4001(D)1973/125/44.*

On l'a vu: il est, de bonne foi, également impossible d'affirmer qu'elles en porteraient une à la suite de l'affaire elle-même ou de la manière dont elle fut traitée. Mais cet acte de banditisme politique, auquel les tribunaux suisses mettront un jour le point final<sup>21</sup>, est apparu comme un signe des temps. Il n'est plus un pays, si pacifique, si soucieux de sa neutralité soit-il, qui ne puisse, sans qu'il y ait le moins du monde de sa faute, se trouver impliqué dans une affaire où le recours à la violence risque d'entraîner des complications internationales.

---

21. *Les quatre agresseurs, O. Beldeanu, J. Chirila, St. Codrescu et D. Ochiu ont été traduits en justice en juin 1956 et condamnés à des peines de prison et à l'expulsion*, E 2200.15(-) 1969/182/6 et E 4320(B)1990/133/175-189.

## 147

E 2003(A)1970/115/71

[DoDiS-10160]

*Le Chef de la Division des Organisations internationales  
du Département politique, P. Micheli,  
au Directeur de l'Administration des Finances, M. Iklé*

*Copie*

R

Berne, 9 mars 1955

Nous avons l'honneur de vous soumettre ci-joint<sup>1</sup>, pour examen, le programme des actions que l'Aide suisse à l'Europe se propose d'exécuter en 1955 avec les fonds de la Confédération.

Vous vous souviendrez que lors de nos entretiens précédant la remise au Conseil fédéral du message<sup>2</sup> concernant la poursuite des œuvres d'entraide internationale en 1954/55, nous avons prévu un montant de 766'500 francs en faveur de l'Aide suisse à l'Europe en 1955. La participation de la Confédération aux frais d'administration ayant été abaissée en 1954, le montant total figurant dans le programme a été réduit à 762'500 francs.

Un élément nouveau est intervenu depuis la remise de ce programme à notre Département; il s'agit de l'aide immédiate de 200'000 francs apportée aux réfugiés de la colonie de Guarapuava<sup>3</sup>. Comme exposé dans notre proposition au Conseil fédéral du 5 mars 1955<sup>4</sup> concernant cette affaire, une somme de 70'000 francs sera déduite du montant non nécessaire à Berlin (150'000 francs) et qui avait été réservé à une intensification de l'activité de l'Aide suisse à l'Europe en Grèce.

---

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la poursuite des œuvres d'entraide internationale (du 15 janvier 1954), FF, 1954, vol. 106, I, pp. 53-69.*

3. *Sur la situation de la colonie de réfugiés souabes de Guarapuava au Brésil, cf. l'aide-mémoire de la Division des Organisations internationales du Département politique du 11 novembre 1954*, E 2001(E)1970/1/18 (DoDiS-9172).

4. *Cf. la proposition du Département politique au Conseil fédéral du 5 mars 1955*, E 1001 (-)/1/99, non reproduite.

Le montant total qui devrait dès lors être alloué à l'Aide suisse à l'Europe pour 1955 – indépendamment de l'action à Guarapuava – se réduirait ainsi à 692'500 francs.

En ce qui concerne le détail des différentes actions prévues, nous ajoutons les commentaires que voici:

*Yougoslavie:*

Dans le programme qui accompagnait notre lettre du 20 mai 1954<sup>5</sup> à votre Administration, il était déjà fait mention d'un projet d'équipement médical d'un hôpital pour enfants au Monténégro par l'intermédiaire de l'Entraide protestante. La construction de cet hôpital a été décidée entre temps par les autorités yougoslaves et les travaux doivent commencer ce printemps. Notre Ministre à Belgrade, M. Wagnière, qui avait déjà eu l'occasion de recommander ce projet en décembre 1953, vient de nous déclarer à nouveau qu'il s'agit-là d'une œuvre des plus méritoires. Une somme de 70'000 francs ayant été accordée à l'Entraide ouvrière, des 100'000 francs alloués à l'Aide suisse à l'Europe en 1954, pour l'exécution de ses trois projets d'équipement d'écoles professionnelles et d'organisation de cours techniques, il reste un solde de 30'000 francs en faveur de l'Entraide protestante. Celle-ci disposerait donc au total, avec les 100'000 francs réservés à l'aide à la Yougoslavie en 1955, d'une somme de 130'000 francs pour l'équipement médical projeté. Nous sommes d'avis que l'exécution de cette œuvre serait souhaitable.

*Grèce:*

La Grèce souffre d'une grande misère qui est la conséquence de la deuxième guerre mondiale, de la guerre civile et des tremblements de terre. Aussi l'Aide suisse à l'Europe, conformément d'ailleurs à un vœu exprimé par de nombreux donateurs lors de la collecte de 1954, a-t-elle l'intention d'intensifier son aide aux réfugiés dans ce pays au moyen des fonds de la Confédération et de ceux recueillis par la collecte. M. Schnellmann, secrétaire général adjoint, a entrepris récemment une enquête en Grèce; il est arrivé à la conclusion, d'entente avec notre Légation à Athènes, qu'une aide aux réfugiés, effectuée de la même façon que celle appliquée avec succès en Autriche, serait la meilleure solution<sup>6</sup>. Vous trouverez le détail de ces projets dans le programme annexé<sup>7</sup>.

En ce qui concerne l'aspect financier de la question, les 100'000 francs restant à disposition pour la Grèce en 1955 seraient insuffisants pour remplir ce programme. L'Aide suisse à l'Europe envisageait d'y ajouter 150'000 francs prélevés de la somme réservée en 1955 à des actions à Berlin. En effet, l'amélioration de la situation des réfugiés dans l'ancienne capitale du Reich permet une réduction de l'aide prévue primitivement. La somme destinée à

5. Cf. la lettre de P. Micheli à M. Iklé du 20 mai 1954, E 2001(E)1970/1/11.

6. Sur la mission d'E. Schnellmann en Grèce, cf. la notice de H. Béglé à P. Micheli du 1<sup>er</sup> novembre 1954, E 2001(E)1970/1/12. Sur la position de la Légation de Suisse à Athènes, cf. la lettre de C. Stucki à P. Micheli du 19 décembre 1953, E 2001(E)1970/1/5.

7. Non reproduit.



cette dernière œuvre serait ainsi ramenée de 250'000 francs à 100'000 francs, alors que le montant affecté à la Grèce aurait passé de 100'000 francs à 250'000 francs. Toutefois, à la suite du prélèvement de 70'000 francs en faveur des réfugiés de la colonie de Guarapuava, cette somme ne s'élève plus qu'à 180'000 francs.

Nous approuvons sans réserve cette proposition de l'Aide suisse à l'Europe qui nous paraît refléter une conception très juste de l'utilisation des fonds de la Confédération. Le fait que notre Légation à Athènes – qui a toujours pris un vif intérêt aux problèmes d'ordre humanitaire qui nous préoccupent en Grèce – appuie ces projets est un garant du bien-fondé des propositions faites par l'Aide suisse à l'Europe.

*Berlin:*

Tel qu'il ressort du programme de l'Aide suisse à l'Europe, les secours seront essentiellement apportés, comme l'an passé, aux jeunes réfugiés non reconnus, en provenance de l'Est. Toutefois, étant donnée l'amélioration de la situation enregistrée ces derniers temps à Berlin, l'aide à ces réfugiés sera réduite à 100'000 francs. Notre délégation en cette ville partage entièrement les vues de l'Aide suisse à l'Europe.

*Autriche:*

Comme déjà prévu dans le programme général de l'Aide suisse à l'Europe figurant dans le message du Conseil fédéral aux Chambres fédérales du 15 janvier 1954<sup>8</sup>, l'organisation charitable suisse précitée se propose de poursuivre son œuvre en faveur des nombreux réfugiés se trouvant encore dans ce pays sous la forme d'octroi de prêts remboursables et de participation à la formation professionnelle des jeunes réfugiés. L'utilité de ce genre d'aide est unanimement reconnue; cet exemple a été suivi par d'autres organisations bénévoles étrangères. Notre Ministre à Vienne nous recommande vivement la poursuite de l'œuvre si appréciée de l'Aide suisse à l'Europe<sup>9</sup>. Le montant réservé à ces actions en 1955 reste celui fixé à l'origine, soit 150'000 francs.

*Italie:*

Conformément à la décision du Conseil fédéral<sup>10</sup>, le solde des fonds mis à la disposition de l'Aide suisse à l'Europe pour son œuvre en Italie sera uniquement réservé à l'aide aux réfugiés. Vous remarquerez que le projet n° 3, soit l'installation de familles de réfugiés en provenance de Lybie, comporte une participation de 66'000 francs au total, dont seulement 41'000 francs relèvent de l'exercice 1955. Les 25'000 francs supplémentaires sont prélevés du crédit de l'an passé; ils devaient servir à l'installation en Sardaigne de 100 familles de réfugiés provenant de la Vénétie Julienne; mais ce projet n'a pas pu être réalisé.

8. Cf. note 2.

9. Cf. la lettre de P. A. Feldscher à P. Micheli du 23 novembre 1953, E 2001(E)1970/1/5.

10. Cf. PVCF N° 1246 du 20 juillet 1954, E 1004.1(-)/1/567.

Nous avons soumis les propositions de l'Aide suisse à l'Europe à notre Ministre à Rome qui les appuie pleinement.

*Frais administratifs:*

Les frais administratifs sont budgétés pour 1955 à 129'500 francs. Lors de nos entretiens précédant la remise du message du 15 janvier 1954 concernant la poursuite des œuvres d'entraide internationale<sup>11</sup>, vous vous étiez déclarés d'accord, en principe, d'admettre une participation de la Confédération aux frais administratifs pour un montant s'élevant à 50%. En effectuant ce calcul, on obtient pour 1955 64'750 francs. Comme vous aviez fixé, l'an passé, cette participation à 62'500 francs, l'Aide suisse à l'Europe renonce à demander la moitié des frais budgétés. Elle a donc inscrit le même montant qu'en 1954.

En conclusion, nous croyons pouvoir affirmer que les projets élaborés par l'Aide suisse à l'Europe pour 1955 sont tous conformes au programme soumis aux Chambres fédérales et approuvé par celles-ci en date du 17 mars 1954<sup>12</sup>. Ils ont tous obtenu l'approbation de nos légations. Nous vous saurions gré d'examiner à votre tour ce programme. Nous serions très heureux si vous pouviez nous donner votre réponse le plus rapidement possible, de façon que nous puissions soumettre sans tarder une proposition au Conseil fédéral<sup>13</sup>. Il est temps que l'Aide suisse à l'Europe puisse passer à l'exécution de son programme de cette année retardée par l'affaire de Guarapuava<sup>14</sup>. D'avance nous vous remercions de votre obligeante réponse.

11. Cf. note 2.

12. Cf. l'Arrêté fédéral concernant la poursuite des œuvres d'entraide internationale du 17 mars 1954, FF, 1954, vol. 106, I, pp. 514 f.

13. La proposition du Département politique concernant le programme de l'Aide suisse à l'Europe est soumise au Conseil fédéral le 28 mars 1955. Elle est approuvée par le Conseil fédéral dans sa séance du 1<sup>er</sup> avril 1955. Cf. PVCF N° 589 du 1<sup>er</sup> avril 1955, E 1004.1(-)/1/576.

14. Cf. note 3.

148

E 2300(-)/9001/27

[DoDiS-9456]

*Der schweizerische Gesandte in Bagdad, F. Kappeler,  
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre*

DER IRAKO-TÜRKISCHE PAKT VON BAGDAD GESEHEN

PB

Bagdad, 10. März 1955

Hier sind alle Stellen davon überzeugt, mit dem Abschluss des irako-türkischen Paktes den richtigen Weg gegangen zu sein. Nuri Said hat in diesem Punkt die volle Unterstützung des Königs, seiner Minister-Kollegen, der früheren Ministerpräsidenten aus allen Lagern, wie Jamali, Omari, Ayoubi, Suwaidi, Jabr, Madfai und auch des Aussenministeriums, wo man hofft, dass

sich die andern arabischen Staaten mit der Zeit doch anschliessen werden. Der König sagte mir spontan, er sei sehr befriedigt vom Besuch des türkischen Staatspräsidenten Bayar, der eine gute Atmosphäre für die von beiden Seiten gewünschte und unter den heutigen Umständen nötige Zusammenarbeit geschaffen habe. Dies ist um so nötiger, als der Türkenpakt alles andere als populär ist bei der Bevölkerung.

Nuri Said drängt aber auch auf den raschen Beitritt Englands. Die Hoffnung Iraks, dass der Besuch Edens erlauben werde, diesen Beitritt sofort zu erreichen, hat sich nicht erfüllt, wie von vornherein zu erwarten war. Immerhin hat der britische Aussenminister die grundsätzliche Bereitschaft hierzu angekündigt. Beabsichtigt ist gleichzeitig die Unterzeichnung des Paktes sowie des technischen Zusatzabkommens, das den anglo-irakischen Vertrag ersetzen soll und die Aufhebung des letzteren verkünden. Soviel ich vernehmen konnte, müssen aber diese technischen Abmachungen erst noch verhandelt und formuliert werden. Es dürfte daher noch einige Zeit dauern bis man soweit ist.

Die Eile Nuri Saida ist in diesem Fall verständlicher als bei der Ankündigung und Unterzeichnung des Paktes selbst, die ohne die Zustimmung der übrigen arabischen Staaten erfolgten. Die Ablösung des längst revisionsbedürftigen anglo-irakischen Vertrages durch eine zeitgemässe Lösung ist ein altes Anliegen Iraks. Sie dürfte, wenn sie gelingt, dem irakischen Staatsmann nicht nur die Sympathien mancher jetzt abseits stehenden Kreise bringen, sondern wird geradezu den Pakt mit der Türkei überhaupt erst rechtfertigen. Man scheint zwar hier gewisse Äusserungen eines etwas überspannten türkischen Selbstbewusstseins nicht tragisch zu nehmen, weil unter den heutigen Umständen ein neuer türkischer Expansionsversuch keine Aussichten hätte, die Türkei überdies mit ihren eigenen Problemen genug zu tun hat und von ausländischer Hilfe abhängig ist. Immerhin möchte man nicht gern allein auf die Türkei als einzigen Partner angewiesen sein und das Ziel einer bessern Sicherung gegen eine von Norden kommende Gefahr kann nur im Rahmen eines grösseren Verbandes, der ausser Iran und Pakistan auch England und Amerika umfassen sollte, wirklich erreicht werden. Art. 6 des Paktes lässt dieses Ziel deutlich erkennen. Irak suchte nicht nur Anschluss an die Türkei, sondern über diese hinweg an die NATO. Auch erwartet man von dem neuen Pakt vor allem eine vermehrte militärische und wirtschaftliche Hilfe, insbesondere von Amerika. Die amerikanische Seite äussert sich allerdings einstweilen zur Frage eines Beitritts sehr zurückhaltend.

Während der Beitritt Pakistans als sicher gilt, gehen, was Iran betrifft, die Meinungen auseinander. Der hiesige iranische Botschafter ist äusserst optimistisch, aber wohl etwas durch seine eigenen und die Wünsche der irakischen Regierung beeinflusst. Es dürfte sich jedenfalls erst nach der Rückkehr des Schahs zeigen, wohin die Tendenz geht.

Eine Neuregelung der Beziehungen zu England ist aber auch für die weiteren Auseinandersetzungen mit den andern arabischen Staaten wichtig.

Dadurch, dass Irak trotz den Einwänden Ägyptens und Saudi-Arabiens nach Scheitern der verschiedenen Verständigungs- und Vermittlungsversuchen den Pakt unterschrieb, geriet es zunächst in eine gewisse Isolierung.

Indessen sieht es heute so aus, als ob der Versuch Salah Salems zum Scheitern verurteilt sei, diese Lage zum Abschluss eines neuen arabischen Paktes aller Gegner des Türkenpaktes auszunützen, der Irak zwingen sollte, entweder den Türkenpakt preiszugeben oder von der neuen Kombination ausgeschlossen zu sein. Es ist klar, dass Irak nicht zurück kann. Noch können sich Jordanien und Libanon an einer Verfehlung Iraks beteiligen.

Zunächst wurde aus Damaskus gemeldet, dass mit Syrien eine Einigung über diesen Plan zustande gekommen sei. Jedoch zeigte es sich, dass weder Jordanien noch Libanon mitmachen wollten, weshalb auch Syrien zögerte. Seit Tagen wartet man hier auf eine amtliche Mitteilung über den angeblich geplanten Besuch einer syrischen Delegation, der sich eventuell auch Vertreter Jordaniens und Libanons anschliessen wollten und die zum Zwecke haben würde, erneut eine Einigung der arabischen Staaten zu versuchen. Jedenfalls sind die Dinge noch im Fluss. In beiden Lagern wird die Überzeugung ausgesprochen, dass unter allen Umständen die arabische Einheit das Endziel bleiben müsse und dass die Auseinandersetzungen dazu dienen, die Ansichten zu klären und schliesslich den Weg zu einer Verständigung zu öffnen.

Mein hiesiger libanesischer Kollege ist der Meinung, dass Ägypten nur scheinbar führend ist in der Bekämpfung des Türkenpaktes und dass in Wirklichkeit die treibende Kraft in Saudi-Arabien und in der alten Rivalität zwischen Sauditen und Haschemiten zu suchen sei. Die Saudi-Araber haben die Unerfahrenheit der ägyptischen Regierung missbraucht, um sie für ihre Zwecke einzuspannen. In Wirklichkeit bestehe in Ägypten eine starke Bereitschaft, Hand zur Verständigung mit den nordarabischen Staaten zu bieten. Das arabische Volk werde allmählich dieses Familienstreits müde und werde sich gegen diejenigen wenden, die aus egoistischen Gründen die arabische Einheit verunmöglichen. Die Anhänglichkeit an die Haschemiten in Hedschas bestehe fort und der Nedsch aber sei keine Basis für einen Staat. Man müsse sich auch fragen, wie lange die eigennützige Beanspruchung des Erdölreichtums durch die Mitglieder des Königshauses mit seiner Vielweiberei noch ertragen werde. Es sei bemerkenswert, dass im Gegensatz dazu das irakische Königshaus äusserst bescheiden lebe und keine Ansprüche an die Erdöleinahmen stelle, sodass diese ganz dem Staat und vor allem der wirtschaftlichen Erschliessung des Landes zugute kommen.

Der britische Botschafter<sup>1</sup> bestätigte mir soeben, dass die Frage des Beitritts von England mit Eden hier diskutiert wurde. Die Iraker hatten gewisse Vorschläge für die Ablösung des anglo-irakischen Vertrages, die aber nicht den englischen Bedürfnissen entsprechen. Eden versprach hier, die Frage nach seiner Rückkehr im Kabinett sofort zur Sprache zu bringen und hat inzwischen die grundsätzliche Bereitwilligkeit bekanntgegeben. Bis zum Vollzug des Beitritts dürften aber noch mehrere Monate verstreichen, da die neuen Abmachungen, die einige heikle Punkte zu regeln haben (z. B. die Flugbasen) erst noch zu treffen sind.

---

1. *Sir Michael Wright.*

Mit Bezug auf die übrigen arabischen Staaten hofft der Botschafter, dass mit der Zeit eine Lösung gefunden werden könne. Der erste Anstoss habe einmal gewagt werden müssen, sonst wäre man nie zu einem Ergebnis gekommen. Die Bestimmung des Artikel 6 betreffend den ständigen Rat sei in letzter Stunde auf Antrag von Menderes beigelegt worden, nachdem Engländer und Amerikaner zustimmten. Vermutlich sei aber Menderes von Nuri gebeten worden, an seiner Stelle den Vorschlag zu machen, damit es nicht so aussehe, als ob Nuri dafür verantwortlich sei.

## 149

E 2300(-)/9001/505

[DoDiS-9200]

*Le Ministre de Suisse à Washington, H. de Torrenté,  
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

### L'OPINION PUBLIQUE AMÉRICAINE ET LA SUISSE

L

Washington, 17 mars 1955

Faute de moyens propres à sonder l'opinion publique – telle une enquête de l'institut Gallup –, il est malaisé de déceler les sentiments que l'Américain moyen nourrit aujourd'hui à l'égard de la Suisse<sup>1</sup>.

L'on peut néanmoins tenter d'établir quels sont ces sentiments en se fondant sur les informations et les allusions relatives à la Suisse que diffusent la presse et la radio. L'une et l'autre tirent leur principal revenu des sommes que leur versent des entreprises commerciales pour la réclame et sont, par conséquent, intéressées à atteindre un grand nombre de lecteurs et d'auditeurs. Elles s'efforcent donc à gagner le public en lui présentant les sujets et les thèses susceptibles de flatter sa curiosité et tendent à dépeindre les choses sous leur aspect le plus sensationnel.

Mon collaborateur, M. van Muyden, s'est efforcé de recouper les résultats qu'il a obtenus par cette méthode d'investigations en questionnant diverses catégories de personnes.

Les conclusions auxquelles l'ont [*sic*] conduit cette double recherche ne sont pas sans intérêt.

#### I.

D'une manière générale, l'on peut dire que l'opinion publique américaine semble ramener, fût-ce inconsciemment, toute information sur notre pays à deux thèmes essentiels; a) la neutralité, et b) par voie de conséquence les relations que la Suisse entretient avec les camps opposés.

---

1. *De la nécessité d'une politique d'information sur la Suisse auprès des Américains, le DPF s'en occupe déjà en août 1945, cf. DDS, vol. 16, N° 26 (DoDiS-1763). Pour une liste des questions traitées par la presse suisse en relation avec les rapports entre la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique, cf. la notice interne du Département politique du 15 septembre 1952, E 2802(-)1967/78/12 (DoDiS-9202).*

a) L'Américain, qui n'a guère le sens des abstractions, ne saisit pas le fond de notre politique: il y voit surtout *le refus de la Suisse de participer à ce que veulent les Etats-Unis*. C'est ainsi que pendant la deuxième guerre mondiale, les Américains ne comprirent guère que notre pays s'abstint de participer à ce qu'ils considéraient une croisade contre le fascisme international, opposé à l'«American Way of Life». Dans le même ordre d'idée, on tend à nous reprocher aujourd'hui de ne pas nous associer activement à la croisade que les Etats-Unis ont entrepris[e] contre le communisme.

b) L'Américain voit surtout dans notre neutralité un moyen de rester en dehors des conflits *et de faire des affaires avec les deux camps*, ce qui aujourd'hui s'entend singulièrement de nos échanges avec les pays de l'Est. Toute allusion à nos relations avec l'Est ne peut que nous nuire. On nous les reproche plus facilement qu'à la Grande-Bretagne, alliée et membre de la communauté anglo-saxonne, alors que pour l'Américain moyen il n'existe guère de lien, sauf les institutions démocratiques, entre les Etats-Unis et la Suisse.

c) Dernièrement, un nouveau thème est venu s'ajouter à ces deux constantes: *le désaccord entre les Etats-Unis et la Suisse au sujet des montres*<sup>2</sup>. Depuis 1954, il prend une importance qui va croissant. Au début, l'opinion publique manifestait quelque sympathie pour «la petite Suisse victime des protectionnistes républicains». Mais peu à peu et surtout en raison de la réaction des milieux suisses intéressés, cette sympathie a fait place à un certain ressentiment: une fois de plus la Suisse n'acceptait pas ce que voulaient les Etats-Unis.

Le fait que la question horlogère a glissé sur le plan de la défense nationale ne fait qu'aggraver notre cas<sup>3</sup>.

Quoi qu'il en soit, de l'affaire des montres, le grand public a retenu un certain nombre d'idées qui nous font tort.

## II.

Pour illustrer ces considérations, il est utile d'énumérer un certain nombre d'informations et d'allusions sur la Suisse qui ont retenu l'attention des Américains depuis le début de 1954 et qui n'ont pas favorisé notre réputation:

1. Le fait que des fonds déposés par des nationaux-socialistes dans des banques suisses bénéficiaient du secret des banques et que notre Gouvernement refusa de lever ce secret pour faciliter l'enquête du Gouvernement américain<sup>4</sup>.

---

2. *Sur la question des montres, cf. la table méthodique du présent volume: Etats Unis – relations économiques. Pour un résumé des développements de la question horlogère entre 1950 et 1954, cf. la notice interne du Département politique: Difficultés rencontrées par l'industrie horlogère aux Etats-Unis, E 2800(-)1967/61/68 (DoDiS-9211).*

3. *Cf. le rapport confidentiel du Département militaire du 18 mars 1954: Die Frage der Gefährdung der Wehrbereitschaft der USA durch Uhrenimporte, E 7004(-)1971/39/1 (DoDiS-9212).*

4. *Sur les fonds déposés par des nationaux-socialistes dans des banques suisses, cf. DDS, vol. 16, table méthodique: La place financière suisse, et DDS, vol. 17 et 18, table méthodique: Suite des accords de Washington.*

2. La position suisse en matière de défense des avoirs suisses séquestrés aux Etats-Unis parce que considérés allemands. (Exemple typique pour les Américains: l'affaire Interhandel)<sup>5</sup>

3. La «contrebande» de produits considérés «stratégiques» à travers la Suisse à destination des pays de l'Est<sup>6</sup>.

4. Notre refus de permettre aux autorités américaines de poursuivre en Suisse des enquêtes sur des fonctionnaires internationaux, citoyens des Etats-Unis, suspects d'être communistes<sup>7</sup>.

5. L'exportation d'armes suisses au Guatemala en 1954<sup>8</sup>, peu avant le renversement du régime Arbenz<sup>9</sup>. Ce dernier a été présenté au public américain comme purement communiste. La nouvelle de la réintégration dans la nationalité suisse de l'ex-président<sup>10</sup>, qui fut diffusée – à tort – par certaines agences d'information, a aussi été critiquée.

6. Concernant l'horlogerie, voici les points que le public a retenus:

Le dommage causé à l'industrie américaine par les importations suisses.

Nos salaires inférieurs aux salaires américains permettant une concurrence indue.

Notre statut horloger que les Américains considèrent comme un «trust» suisse de l'horlogerie<sup>11</sup>.

L'«upjeweling» considéré comme une tentative d'é luder l'incidence des tarifs douaniers, donc comme une sorte de trucage<sup>12</sup>.

L'idée, lancée par le Président et immédiatement acceptée parce qu'associée à la notion de la sécurité du pays, que la concurrence suisse, en nuisant à l'industrie horlogère américaine, nuisait aussi à la défense nationale<sup>13</sup>.

5. Sur l'affaire du séquestre d'Interhandel (auparavant I. G. Chemie) par les Américains, cf. DDS, vol. 16, N<sup>os</sup> 65 (DoDiS-5640), en particulier la note 6, et 67 (DoDiS-5640); DDS, vol. 17, N<sup>o</sup> 76 (DoDiS-5640), DDS, vol. 18, N<sup>os</sup> 2 (DoDiS-5640), en particulier la note 9, et 6 (DoDiS-4722); cf. aussi le «Rapport Rees»: Revisions-Bericht Internationale Gesellschaft für Chemische Unternehmungen AG (I. G. Chemie), Basel [bzw. seit 19. 12. 45 Internationale Industrie- und Handelsbeteiligungen A. G., Basel], vom 8. März 1946, E 7160-07(-) 1968/54/1064 (DoDiS-9266).

6. Sur la question du commerce Est-Ouest, notamment des produits dits stratégiques, cf. N<sup>os</sup> 1 et 124 dans le présent volume et DDS, vol. 18, table méthodique: Commerce Est-Ouest.

7. Sur les investigations du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au sujet du personnel américain des organisations internationales, cf. N<sup>os</sup> 45 et 115 dans le présent volume.

8. Sur l'exportation d'armes suisses au Guatemala en 1954, cf. N<sup>o</sup> 108 dans le présent volume.

9. Sur le renversement du régime de J. Arbenz, cf. N<sup>o</sup> 144 dans le présent volume.

10. Cf. N<sup>o</sup> 144 dans le présent volume.

11. Sur la question de la procédure juridique anti-trust aux Etats-Unis d'Amérique contre l'industrie horlogère suisse, cf. N<sup>os</sup> 130 et 136 dans le présent volume. Cf. aussi le télégramme de la Légation de Suisse à Washington au DPF du 16 septembre 1954, E 2800(-)1967/61/68 (DoDiS-9216).

12. Sur la pratique du «upjeweling», dite aussi «surempierrage», cf. la notice de H. Schaffner à R. Rubattel du 20 novembre 1954, E 7004(-)1971/39/1 (DoDiS-9218).

13. Cf. note 3.

## III.

Ces éléments passifs ne sont guère compensés par ceux qui, du point de vue américain, s'inscrivent à notre actif. En effet, les bonnes nouvelles sont rarement sensationnelles. Voici tout de même quelques exemples de ces éléments actifs:

1. Nos institutions démocratiques qui s'apparentent à celles des Etats-Unis, en particulier notre Constitution inspirée de la leur.

2. Le fait que nous n'avons sollicité ni reçu aucune aide financière ou militaire des Etats-Unis.

3. La popularité de notre système de milice qui, en armant notre neutralité, assure notre indépendance. En particulier, le fait que le citoyen-soldat conserve chez lui son équipement, ses armes et même des munitions frappe l'Américain moyen.

4. L'activité humanitaire de la Suisse, berceau de la Croix-Rouge<sup>14</sup>.

5. La défense des intérêts américains pendant la guerre<sup>15</sup>.

6. L'attitude objective des Délégations suisses mêlées à la mise en œuvre de l'armistice en Corée<sup>16</sup>.

7. Et, tout récemment, l'attitude ferme de la Suisse à l'égard de Bucarest dans l'affaire de la Légation de Roumanie à Berne<sup>17</sup>.

## IV.

Enfin, certaines questions pourraient également donner lieu, dans un avenir plus ou moins proche, à des commentaires défavorables pour la Suisse:

1. En matière d'horlogerie, la question des «adjustments», etc.<sup>18</sup>

2. Bien que la tendance actuelle soit de pardonner à l'Allemagne, les questions touchant à la General Aniline<sup>19</sup>, l'Interhandel<sup>20</sup>, etc. (avoirs suisses séquestrés aux Etats-Unis comme étant allemands) restent névralgiques.

3. Notre politique de neutralité et certaines conséquences qu'elle comporte:

a) Relations diplomatiques et commerciales avec Pékin<sup>21</sup>;

14. *Sur les débuts de la Croix-Rouge et la Conférence internationale pour examiner les moyens de pourvoir à l'insuffisance du service sanitaire dans les armées en campagnes en 1863, cf. DDS, vol. 1, N<sup>os</sup> 487, 492, 502 et 510. Sur les activités du CICR cf. la table méthodique des différents volumes DDS: Activités humanitaires.*

15. *Sur la défense des intérêts américains par la Suisse, cf. DDS, vol. 17, N<sup>o</sup> 77 (DoDiS-4350) et le Rechenschaftsbericht der Abteilung für Fremden Interessen des Eidgenössischen Politischen Departementes für die Zeit von September 1939 bis Anfang 1946, E 2001(D)-/3/97 (DoDiS-2340).*

16. *Sur l'engagement de la Suisse en Corée, cf. N<sup>os</sup> 110, 128 et 131 dans le présent volume. Cf. aussi DDS, vol. 18, table méthodique: Corée.*

17. *Sur l'affaire de la Légation de Roumanie à Berne, cf. N<sup>o</sup> 146 dans le présent volume.*

18. *Sur la question des «adjustments» cf. N<sup>o</sup> 136 dans le présent volume. Cf. aussi note 11.*

19. *Sur l'affaire du séquestre de la General Aniline & Film Corporation (GAF), cf. DDS, vol. 17, N<sup>o</sup> 76 (DoDiS-4680) et DDS, vol. 18, N<sup>o</sup> 2.*

20. *Cf. note 5.*

21. *Sur la reconnaissance de la Chine communiste, cf. le télégramme de M. Petitpierre à Mao Zedong du 17 janvier 1950, E 2001(E)1967/113/154 (DoDiS-8016); cf. aussi DDS, vol. 18, table méthodique: Chine – relations politiques.*



- b) Commerce avec les pays de l'Est<sup>22</sup> ;  
 c) Notre absence des Nations Unies, du NATO, de l'UEW [*sic*]<sup>23</sup> et de l'organisation défensive de l'Europe.

En ce qui concerne la notion de neutralité – qui tend à être automatiquement associée à la Suisse – il convient encore de relever qu'elle a subi un nouveau discrédit, ces derniers temps, par suite de la confusion entre la «neutralité» et le «neutralisme», résultant:

- a) De la publicité donnée aux déclarations de MM. Nehru et Tito contre la neutralité<sup>24</sup> ;  
 b) Des déclarations – également critiques – de M. Eisenhower concernant le «neutralisme» des Etats asiatiques qui hésitent à s'associer à la SEATO<sup>25</sup>.

La Gazette de Lausanne du 3 mars contient, par une coïncidence imprévue, un article de Fernand Auberjonois intitulé «La Suisse dans le miroir américain». Encore que cet article soit fondé en partie sur les mêmes prémisses que le présent rapport, je constate néanmoins que M. Auberjonois arrive à des conclusions plus optimistes quant au prestige dont la Suisse jouit aux yeux des Américains.

22. Sur le commerce Est-Ouest, cf. note 6.

23. Il doit s'agir de la WEU (Western European Union), c. à. d. de l'UEO (Union de l'Europe Occidentale), créée par quatre traités internationaux signés à Paris le 23 octobre 1954 comme alternative à la Communauté européenne de Défense (CED) que l'Assemblée nationale française avait refusé de ratifier le 30 août 1954.

24. Sur le débat concernant la neutralité et le neutralisme, cf. la notice MM. Eisenhower, Tito et Nehru et la neutralité de C. van Muyden du 29 décembre 1954, E 2300(-)/-/504 (DoDiS-9079).

25. *Ibid.*

## 150

E 5560(C)1975/46181

[DoDiS-9080]

*Der Militär- und Luftattaché der schweizerischen Gesandtschaft in Washington, H. Rieser, an die Generalstabsabteilung im Militärdepartement*

US-ARMEE UND SCHWEIZERISCHE NEUTRALITÄT. GESPRÄCH MIT  
 MAJOR GENERAL WILLEMS<sup>1</sup> VOM NACHRICHTENDIENST DER US ARMY

MB Nr. 5

Washington, 22. März 1955

Anlässlich eines Nachtessens in unserem Haus, an dem u. a. auch Herr Minister de Torrenté teilnahm, brachte General Willems, als die Herren unter sich waren, das Gespräch auf die schweizerische Neutralität. Aus dieser Diskussion möchte ich Ihnen folgende von General Willems vorgebrachten Punkte mitteilen:

1. *Fussnote im Originaltext*: Angaben über Major General John M. Willems: geb. 1901 in Leavenworth. Geht aus der Feldartillerie hervor. Nahm 1942 als Art. Chef des 1. Tankkorps

1. Willems ist der Meinung, dass viele Schweizer jetzt der Auffassung seien, man solle die Neutralität aufgeben.

2. Wenn es sich um die Verteidigung Westeuropas gegen einen kommunistischen Angriff handle, so stehe doch die Schweiz auf Seite der Westmächte und nicht der Kommunisten.

Für den Aufbau eines Verteidigungssystems in Europa und um die Rheinlinie gegen einen eventuellen Angriff der Sowjets halten zu können, sei aber die Zusammenarbeit mit der schweizerischen Armee sehr wünschbar und wichtig.

3. Willems legte dar, dass die Schweiz, ob sie nun neutral sei oder nicht, bei einem russischen Vormarsch gegen Westen vorerst nicht angegriffen, sondern umgangen würde. Ein russischer Angriff werde sich gegen Westdeutschland – Belgien – *Frankreich* und im Süden gegen *Italien* richten und nicht gegen die militärisch starke Schweiz.

4. Dann werde eine ähnliche Situation eintreten wie im letzten Weltkrieg, nur dass wir dann von den Kommunisten eingeschlossen wären, und wir könnten doch sicher nicht damit rechnen, mit den Sowjets oder von ihnen besetzten Staaten Handel treiben zu können, wie dies im letzten Krieg mit den Nazis der Fall gewesen sei. Worin läge dann der Vorteil der Neutralität?

5. In der Konversation betreffend die Zusammenarbeit mit den Deutschen während des letzten Krieges brachte Willems auch das Argument: die Schweiz habe im letzten Krieg nicht nur Material, sondern auch Truppen in versiegelten Wagen durch ihr Land transportiert<sup>2</sup>. Auf alle Fälle hätte die Schweiz Deutschland Güter geliefert<sup>3</sup>.

6. Willems ist überzeugt, dass die Sowjets nur durch militärische Stärke davon abgehalten würden, einen Krieg zu beginnen. Eine Aufrüstung und Zusammenarbeit aller nicht kommunistischen Staaten sei daher dringend notwendig.

Zusammenfassend kann die von General Willems geäußerte Auffassung wie folgt wiedergegeben werden:

---

am nordafrikanischen Feldzug teil. 1943 war er mit der 7. Armee und wurde Stabschef des «provis. Corps» der 7. Armee. Nach dem sizilianischen Feldzug wurde er Stabschef im 2. Korps. Im September 1945 kam er als Stabschef nach Heidelberg, bis er im April 1946 zum Nachrichtendienst des Generalstabes des War Department nach Washington versetzt wurde. Von Juni 1946 bis Juli 1947 war er als Militärattaché in Rom (sein Sohn war in dieser Zeit im Institut Rosey in Gstaad), um dann in die Operationssektion im Armee HQ nach Washington versetzt zu werden. Nov. 1950 Art. Chef der 2. Pz. Div. im Fort Hood (Texas) und 1951 mit dieser Division nach Deutschland. August 1952 wurde er auf den gegenwärtigen Posten als Deputy Assistant Chief of Staff for Intelligence nach Washington berufen. Auf Anfang Mai 1955 wird er das Kdo. der 3. Pz. Div. «Spearhead» (vergleiche Rapport militaire No. 4/55) in Fort Knox (Kentucky) übernehmen.

2. *Über den Transport deutscher Truppen durch die Schweiz gibt es keine Belege in den Akten; über den Transit italienischer Arbeiter nach Deutschland vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 138.*

3. *Für schweizerische Güterlieferungen nach Deutschland vgl. DDS, Bd. 13, Thematisches Verzeichnis: II.A.1.2. Allemagne – Affaires économiques; DDS, Bd. 14, Thematisches Verzeichnis: 2.1.1. Allemagne – Relations économiques; DDS, Bd. 15, Thematisches Verzeichnis: III.1.1. Allemagne – Relations économiques.*

Bei der heutigen Situation bringt die Neutralität der Schweiz keine Vorteile. Sie wird so oder so im Fall eines Krieges mit hinein gezogen werden. Ein Zusammenarbeiten in der Vorarbeit für eine Verteidigung von Westeuropa und die Festlegung eines übereinstimmenden Verteidigungsdispositivs wäre dagegen nicht nur für die Westmächte, sondern auch für die Verteidigung der Schweiz selbst von grosser Wichtigkeit.

## 151

E 7110(-)1967/ 32/1125

[DoDiS-9511]

*Le Vice-Consul à Saigon, J. Studer, au Chef de la Division du Commerce  
du Département de l'Economie publique, H. Schaffner*

Copie

L

[Saigon,] 29 mars 1955

Mercredi je recevais un téléphone de M. Tràn-van-Loan, Chef du Service des programmes économiques au Ministère de l'Economie nationale du Viêt-Nam me demandant de passer le voir dès que possible afin de discuter de l'avenir des relations commerciales entre le Viêt-Nam et la Suisse, l'arrangement franco-suisse arrivant à expiration le 31 mars<sup>1</sup> et le Viêt-Nam en tant que nation indépendante, étant habilité maintenant à conclure ses propres accords commerciaux<sup>2</sup>.

Au début de notre entrevue qui eut lieu jeudi, je lui ai bien spécifié que je n'avais absolument aucune compétence pour discuter, même de manière préliminaire la question de la conclusion éventuelle d'un accord commercial, seules les autorités suisses, qu'il ne m'avait pas été possible de consulter, pouvant prendre une décision en la matière, et que je ne pouvais exprimer que des opinions purement personnelles qui ne sauraient en aucune façon engager les autorités suisses. Il m'assura qu'il s'en rendait parfaitement compte et que, de son côté également, ses paroles n'engageait nullement la responsabilité de son gouvernement. Ce qu'il désirait, était simplement d'avoir un entretien tout à fait officieux sur cette question<sup>3</sup>.

Ceci dit, il me décrivit comme suit l'attitude de son gouvernement:

a) il réalise que l'Aide économique américaine est forcément temporaire et qu'elle ne peut que servir à couvrir la période intérimaire nécessaire au Viêt-Nam pour consolider ses courants commerciaux normaux.

---

1. Il s'agit de l'arrangement franco-suisse signé le 3 mai 1954 réglant les échanges commerciaux entre la Suisse et la France du 1<sup>er</sup> avril 1954 au 30 septembre 1954, prorogé le 14 octobre 1954 jusqu'au 31 mars 1955. Tous les échanges sont réglés sur la base de l'accord commercial du 8 décembre 1951. Cf. FF, 1954, II, p. 260 et FF, 1955, I, p. 220.

2. Note en marge dans le texte original d'E. Moser: Attendre ce que dit Paris en ce qui concerne la prolongation de notre accord pour l'Indochine.

3. Note en marge dans le texte original d'E. Moser: Je crois qu'il faudrait également faire remarquer au Consulat le plus vite possible, que nous admettons sans autre que la prolongation de 3 mois des accords franco-suisse s'étend aussi à l'Indochine (Vietnam). Il faut chercher de gagner du temps.

b) La politique actuelle du Gouvernement vietnamien est donc de maintenir ses relations commerciales avec les autres pays en concluant des accords commerciaux. C'est là, pour lui, le seul moyen d'établir des relations internationales saines et durables.

c) Lors de la négociation de ces accords, le Gouvernement vietnamien s'efforcera d'obtenir que ses partenaires achètent une quantité aussi grande que possible de produits vietnamiens. Il ne s'attend naturellement pas à une compensation intégrale mais il souhaite au moins une compensation symbolique.

d) Une différence serait faite entre biens d'équipement qui seraient financés sans autre, par les dollars de l'aide américaine, même en dehors des accords commerciaux, et les produits de consommation qui devraient être compensés dans une mesure aussi large que possible, par des importations vietnamiennes.

Sur ce dernier point, je lui ai posé alors les questions suivantes:

*Question.* – Comment pouvez-vous garantir la couverture du déficit inévitable de ces accords commerciaux? Pourriez-vous et seriez-vous disposés à prélever sur les fonds de l'AEA<sup>4</sup>, la somme nécessaire qui serait bloquée en faveur du pays avec lequel vous traitez?

*Réponse.* – C'est ce que nous pensons faire et je crois que les autorités de l'AEA sont disposées à nous le permettre, car elles doivent se rendre compte que c'est seulement en basant notre commerce extérieur sur des traités de commerce qui assurent un débouché à nos produits, que nous pouvons assainir notre économie.

*Question.* – Vous savez certainement que très souvent l'écoulement de vos produits à l'étranger est handicapé par leur prix trop élevé.

*Réponse.* – C'est exact, mais je puis vous assurer que nos produits seraient cédés à des prix compétitifs. Pour ce faire, ou bien nous prendrions certaines mesures administratives internes, ou bien nous adopterions un système d'aide à l'exportation<sup>5</sup>.

Abandonnant alors les généralités, Monsieur Loan a abordé le cas de la Suisse.

«Les traités antérieurs, négociés par la France, et qui faisaient partie d'un agrément d'ensemble, ne nous ont guère donné satisfaction car ils ne répondaient pas à nos besoins réels. Il est donc à prévoir que tout accord futur devrait subir des modifications assez considérables. Tout en appréciant les denrées de consommation que nous recevons de Suisse, la valeur devra vraisemblablement en être réduite; par contre, celle des biens d'équipement pourrait être appréciablement augmentée.»

En manifestant à Monsieur Loan ma satisfaction de l'entendre exprimer le désir d'augmenter les importations de biens d'équipement suisses, je lui fis remarquer que les denrées de consommation fournies par la Suisse étaient,

4. Aide économique américaine.

5. Note en marge dans le texte original d'E. Moser: !

presque sans exception, des spécialités qui avaient pu prendre pied sur tous les marchés mondiaux et que les contingents fixés pour le Viêt-Nam s'étaient toujours avérés très insuffisants pour couvrir la demande locale.

Je lui fis ensuite remarquer la difficulté qu'il y avait pour la Suisse, petit pays avec un chiffre de population modeste, à acheter des quantités importantes des produits que le Viêt-Nam offre à l'exportation.

Je le réalise, me répondit Monsieur Loan, mais il me semble que la Suisse pourrait nous acheter de la farine de riz pour le bétail et du caoutchouc. Sur la base des statistiques douanières de ces dernières années, il me déclara que le Viêt-Nam pourrait livrer du poivre (qu'il recevra du Cambodge en échange de riz), du kapok, du bambou, du maïs, du tapioca et du manioc.

Je lui répondis que seule une prospection approfondie du marché suisse qui, naturellement ne pouvait être faite que sur place, permettrait de déterminer les possibilités d'écoulement des produits vietnamiens en Suisse.

Parmi les biens d'équipement auxquels le Viêt-Nam s'intéresse, rentrent presque toutes nos exportations traditionnelles, machines de tous genres; équipement hydroélectrique, machines outils, matériel pour chemins de fer, matériel routier, etc.

La question de l'AEA joue évidemment un rôle, tout d'abord sur le prix, qui est un des facteurs essentiels de cette aide. Dans ma lettre du 3 mars<sup>6</sup>, je vous avais rapporté l'attitude de Monsieur Barrows qui n'est pas partisan de l'utilisation des fonds de l'AEA pour le financement de contingents spéciaux et nettement déterminés à d'autres pays.

Monsieur Barrows ne voudrait pas, en effet, que lors de la conclusion d'un accord commercial avec un pays étranger, le Viêt-Nam s'engage ferme à acheter pour disons FS 500'000.- de machines à écrire<sup>7</sup>. Ce qu'il admet, c'est que le Viêt-Nam se déclare prêt à émettre des licences d'importation pour des machines à écrire jusqu'à concurrence de FS 500'000.- si les importateurs locaux en font la demande. (Ceci devrait répondre à la question que vous me posiez à la fin de votre lettre Bo/M. Incha 811 du 24 février 1955<sup>8</sup>). Une certaine divergence de vue paraît donc exister entre autorités vietnamiennes et américaines sur les possibilités d'emploi des fonds de l'AEA. Monsieur Loan paraissait du reste fort soucieux des effets de l'AEA massive sur l'économie du pays. Dès qu'elle fut annoncée, les importateurs traditionnels s'efforcèrent de faire remarquer ce danger. Au début, on dénonça leur attitude «colonialiste et monopolisatrice» destinée à empêcher les firmes vietnamiennes de prendre pied dans le commerce d'importation. Quelques faillites assez retentissantes paraissent avoir soudain amené les autorités à une meilleure appréciation de la situation, et à les avoir engagées à faire ce qu'elles peuvent pour ralentir le rythme des importations de l'AEA.

Un point encore en conclusion. J'ai gagné l'impression durant ma conversation avec Monsieur Loan, que son Gouvernement ne poserait pas la

6. Non retrouvée.

7. Note en marge dans le texte original d'E. Moser: Cela n'a jamais été le cas.

8. Cf. lettre de E. Bonhôte à J. Studer du 24 février 1955. Seule la copie a pu être retrouvée. E 7110(-)1967/32/1122.

question de notre reconnaissance officielle du Viêt-Nam comme condition à la signature d'un traité de commerce. A diverses reprises, Monsieur Loan tout en laissant percer l'espoir que les relations officielles entre le Viêt-Nam et la Suisse soient normalisées, a ajouté en substance que les relations commerciales déjà existantes devraient être continuées même si la question de la reconnaissance n'était pas réglée.

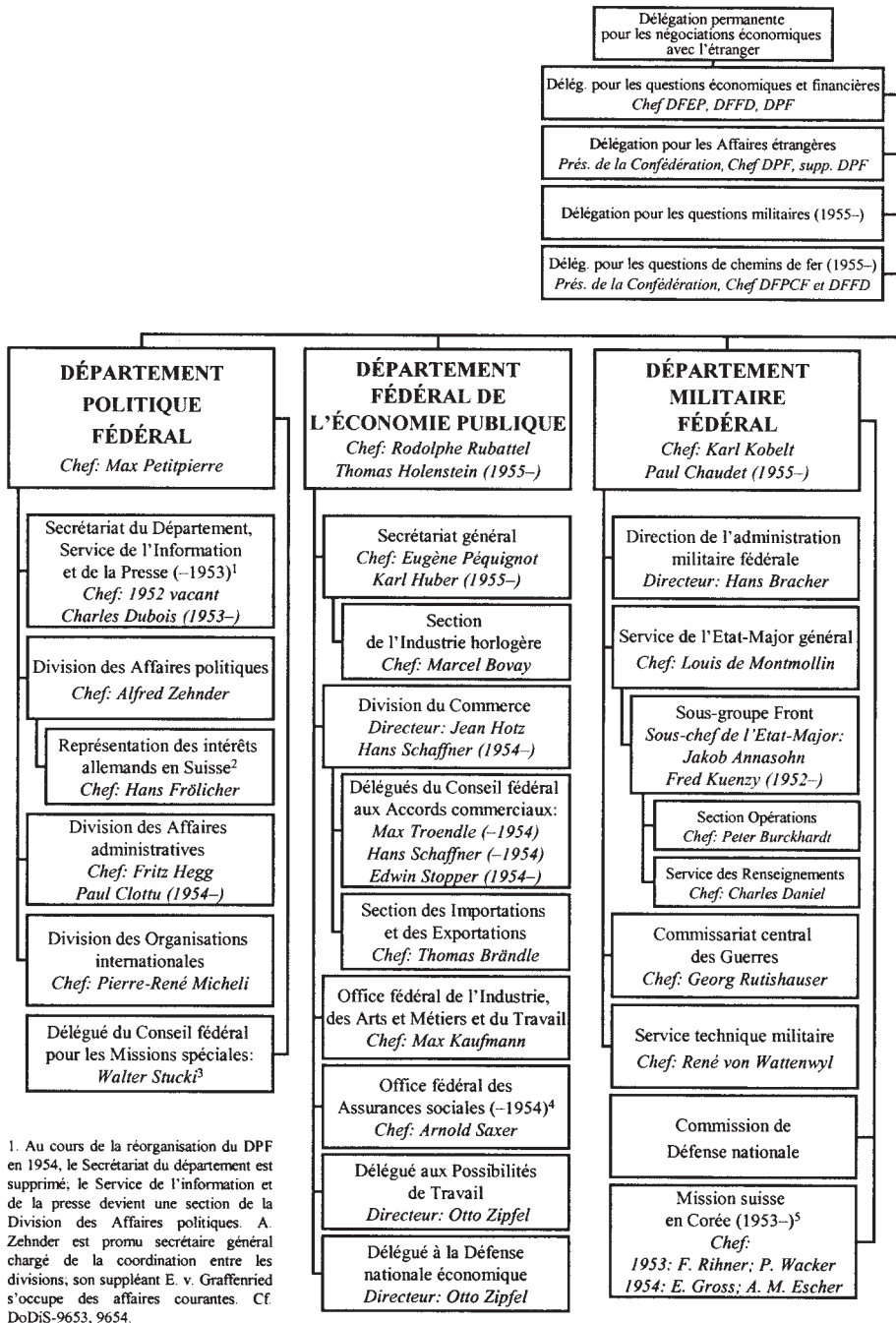
De ce qui précède, il semble bien que le Viêt-Nam, fort des dollars de l'aide américaine, ne se contentera plus de voir ses relations commerciales avec la Suisse réglées par une simple annexe à l'accord franco-suisse mais qu'il insistera pour conclure un accord séparé.



VI. ANNEXES / ANHANG



# VI.1. ORGANIGRAMME DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE CONCERNÉE PAR LES RELATIONS INTERNATIONALES (1<sup>ER</sup> MAI 1952–31 MARS 1955)



## ASSEMBLÉE FÉDÉRALE

### CONSEIL NATIONAL

- Commission des Affaires étrangères
- Commission des Douanes
- Autres commissions

### CONSEIL DES ÉTATS

- Commission des Affaires étrangères
- Commission des Douanes
- Autres commissions

## CONSEIL FÉDÉRAL

*Président 1952: Karl Kobelt*  
*Président 1953: Philipp Etter*  
*Président 1954: Rodolphe Rubattel*  
*Président 1955: Max Petitpierre*

### CHANCELLERIE FÉDÉRALE

*Chancelier: Charles Oser*

### DÉPARTEMENT FÉD. DES FINANCES ET DES DOUANES

*Chef: Max Weber*  
*Hans Streuli (1954-)*

Administration  
des Finances

*Directeur: Max Iklé*

Administration  
des Contributions

*Directeur: Paul Amstutz*  
*Ernst Wyss (1953-)*

Administration des  
Douanes

*Directeur: Ernst Widmer*

Contrôle des Finances  
*Directeur: Frédéric Rüedi*  
*Armin Jeker (1955-)*

Commission fédérale  
des Banques

*Président:*  
*Thomas Holenstein*

Administration des Blés  
*Directeur:*  
*Werner Laesser*  
*Hans-Peter Keller (1953-)*

### DÉPARTEMENT FÉD. DE JUSTICE ET POLICE

*Chef: Markus Feldmann*

Secrétariat  
du Département

*Chef: Friedrich Stierlin*

Division de Justice

*Chef: Emil Alexander*  
*Edgar Mottier (1955-)*

Division de Police

*Chef: Heinrich Rothmund*  
*Robert Jezler (1955-)*

Police fédérale  
des Étrangers

*Chef: Paul Baechtold*

Ministère public

*Procureur de la Confédération:*  
*Werner Lüthi*  
*(1955 vacant)*

Police fédérale

*Chef: Werner Balsiger*

Bureau de la Propriété  
intellectuelle

*Directeur: Hans Morf*

### DÉPARTEMENT FÉD. DES POSTES ET DES CHEMINS DE FER

*Chef: Joseph Escher*  
*Giuseppe Lepori (1955-)*

Division du Contentieux  
et secrétariat

*Chef: Hermann Schlatter*

Office fédéral  
des Transports

*Directeur: Robert Kunz*

Office fédéral de l'Air

*Directeur: Louis Clerc*  
*Markus Burkhard (1954-)*

Office fédéral des Eaux

*Dir.: François Kuntschen*  
*Max Oesterhaus (1954-)*

Administration des  
Chemins de fer fédéraux

*Prés. de la direction gén.:*  
*Hugo Gschwind*

Direction générale des  
Postes, Télégraphes  
et Téléphones

*Dir. Gén.: Eduard Weber*

### DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR

*Chef: Philipp Etter*

Secrétariat  
du Département

*Chef: Georges Droz*

Culture générale,  
Sciences et Arts

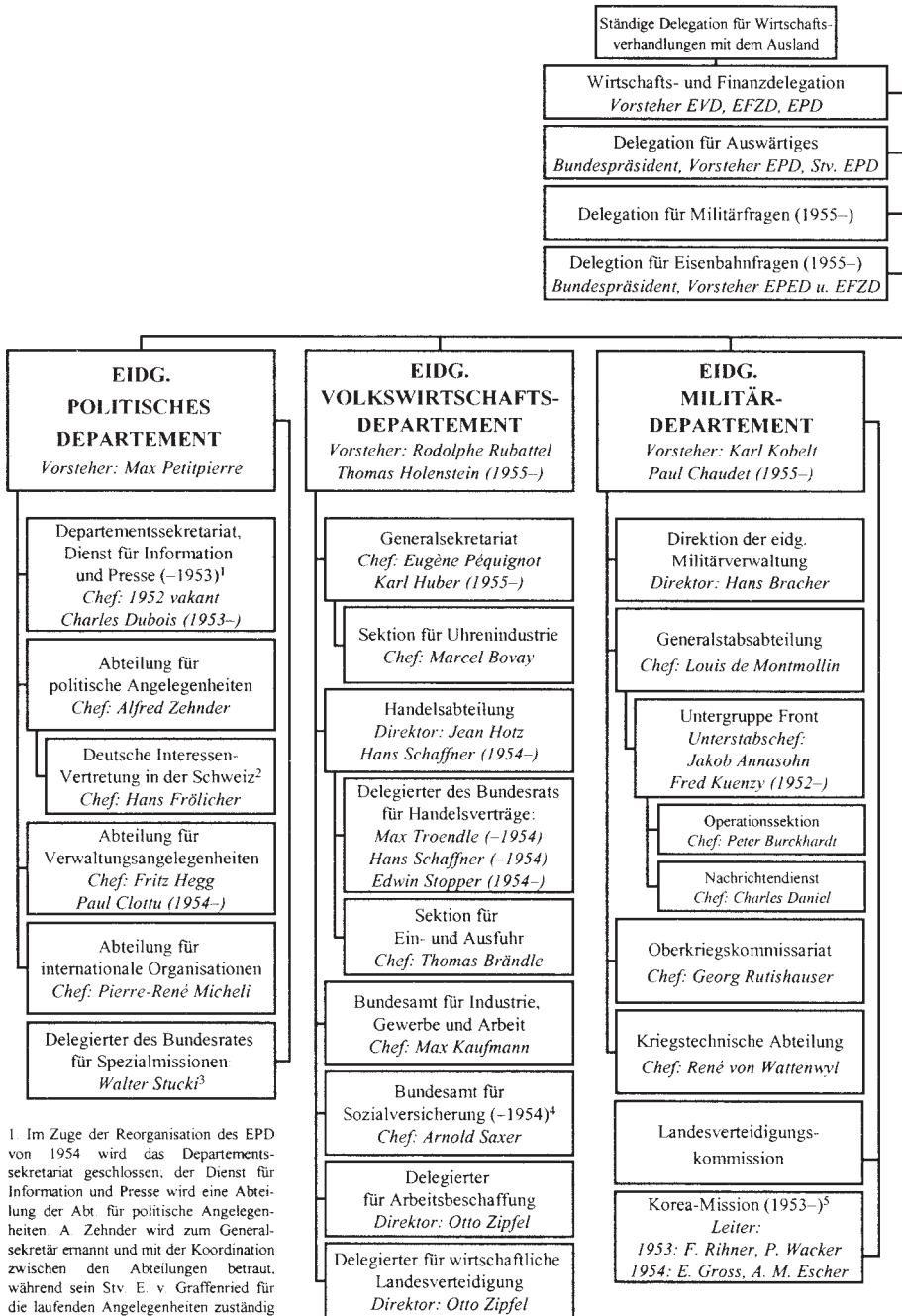
2. En 1953, la représentation des intérêts allemands en Suisse est supprimée, la plupart de ses tâches ayant été conférées à la Légation allemande à Berne. Cf. Rechenschaftsbericht der DIV über ihre Geschäftstätigkeit im Jahre 1952 und bis zu ihrer Schliessung am 30. 4. 1953, E 2001-03(-)/7/4.

3. Le 17. 9. 1954, le Conseil fédéral donne suite à la demande de W. Stucki d'être relevé de ses fonctions. Cf. PVCF N° 1544, E 1004.1(-)/1569. Le poste disparaît par la suite.

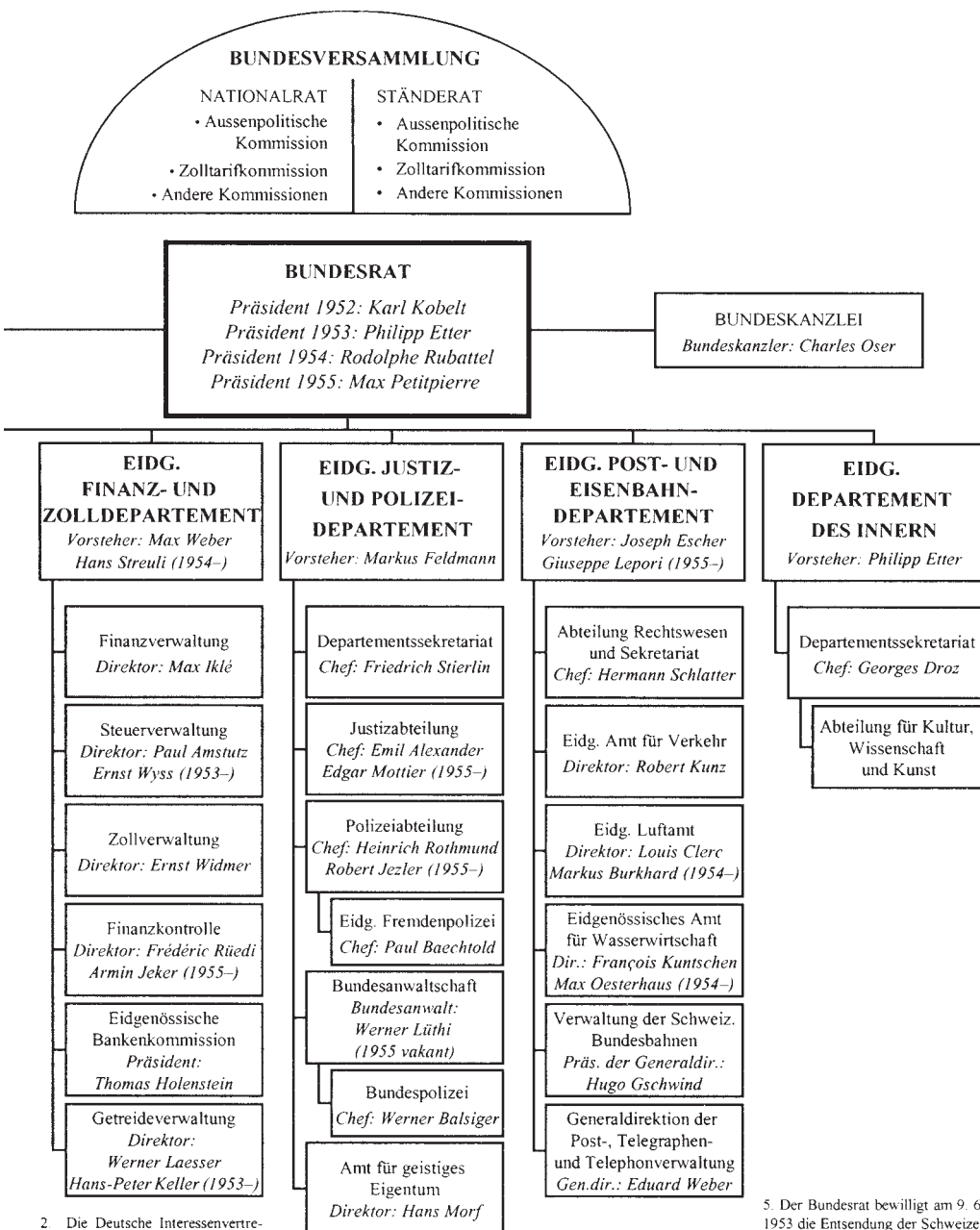
4. L'Office fédéral des Assurances sociales est attribué au DFI par l'arrêté fédéral du 20. 12. 1954 qui entre en vigueur le 1. 1. 1955. Cf. RO 1954 II, p. 1362 f.

5. Le Conseil fédéral donne son accord à l'envoi de la délégation suisse de la commission neutre de surveillance en Corée (NNSC) le 9. 6. 1953. Celle-ci entre en fonction suite à l'armistice du 27. 7. 1953; elle est placée sous la responsabilité du DMF en accord avec le DPF. Cf. DoDiS 9442-9445 et E 2001(E) 1988/16/662.

VI.2. ORGANIGRAMM DER FÜR DIE INTERNATIONALEN BEZIEHUNGEN ZUSTÄNDIGEN STELLEN DES BUNDES (1. MAI 1952–31. MÄRZ 1955)



1. Im Zuge der Reorganisation des EPD von 1954 wird das Departementssekretariat geschlossen, der Dienst für Information und Presse wird eine Abteilung der Abt für politische Angelegenheiten A Zehnder wird zum Generalsekretär ernannt und mit der Koordination zwischen den Abteilungen betraut, während sein Stv. E. v. Graffenried für die laufenden Angelegenheiten zuständig ist. Vgl. DoDIS:9653, 9654.



2. Die Deutsche Interessenvertretung in der Schweiz wird 1953 geschlossen; die Mehrheit ihrer Aufgaben werden an die deutsche Gesandtschaft in Bern übertragen. Vgl. Rechenschaftsbericht der DIV über ihre Geschäftstätigkeit im Jahre 1952 und bis zu ihrer Schliessung am 30. 4. 1953. E 2001-03(-)/7/4

3. Am 17. 9. 1954 gibt der Bundesrat Stücklis Rücktrittsgesuch statt. Vgl. BRB N° 1544, E 1004.1(-)/1/569. In der Folge verschwindet dieser Posten.

4. Das Bundesamt für Sozialversicherungen wird durch den Bundesbeschluss vom 20. 12. 1954, welcher auf den 1. 1. 1955 in Kraft tritt, dem EDI unterstellt. Vgl. AS 1954 II, S. 1328 f.

5. Der Bundesrat bewilligt am 9. 6. 1953 die Entsendung der Schweizerischen Delegation in der neutralen Kommission für die Überwachung des Waffenstillstandes in Korea. (NNSC). Letztere wird nach dem Waffenstillstand vom 27. 7. 1953 aktiv; sie ist dem EMD in Zusammenarbeit mit dem EPD unterstellt. Vgl. DoDiS-9442-9445 und E 2001(E)1988/16/662.

VI.3. LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES SUISSES À L'ÉTRANGER  
(1<sup>ER</sup> MAI 1952–31 MARS 1955)  
DIE DIPLOMATISCHEN UND KONSULARISCHEN VERTRETUNGEN DER SCHWEIZ IM AUSLAND  
(1. MAI 1952–31. MÄRZ 1955)

1 Date de nomination par le Conseil fédéral – Datum der Ernennung durch den Bundesrat.

Etats	Légation (L)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire <sup>1</sup>	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
-------	--------------	---	--	--

EUROPE

1. Allemagne (République fédérale)	Berlin (Délégation suisse)		Felix Schnyder; Hans Lacher (18. 2. 1954)	Francfort s. M. (Cg), Baden-Baden (C, 1954 transféré à Freiburg en Br.), Düsseldorf-Oberkassel (C), Hambourg (C), Hanovre (C), Munich (C), Stuttgart (C), Constance (Ac)
	Cologne (L)	Albert Huber (Ministre)		
2. Andorre				
3. Autriche	Vienne (L)	Peter Anton Feldscher; Reinhard Hohl (1. 10. 1954)		Bregenz (C)
4. Belgique (et possessions belges)	Bruxelles (L)	Henry Vallotton		Anvers (C) <i>Possessions belges: cf. Afrique N° 5</i>
5. Bulgarie	Sofia (L)		Arthur Wegmüller (a. i.); Jean-Jacques de Tribolet (15. 6. 1953)	

6. Danemark	Copenhague (L)	Alexandre Girardet; Camille Gorgé (1. 10. 1854)		
7. Espagne (et possessions espagnoles)	Madrid (L)	Philippe Zutter		Barcelone (C), Séville (C), Bilbao (Ac), Las Palmas de Gran Canaria (Ac), Malaga (Ac)
8. Finlande	Helsinki (L)	Anton Roy Ganz; Friedrich Real (19. 10. 1954)		
9. France (Union française et protectorats)	Paris (L)	Peter Anton von Salis		Lyon (Cg), Annecy (C), Besançon (C), Bordeaux (C), Dijon (C), Le Havre (C), Lille (C), Marseille (C), Mulhouse (C), Nantes (C), Nice (C), Strasbourg (C), Ajaccio (Ac), Belfort (Ac), Vesoul (Ac) <i>Union française: cf. Asie/Océanie N° 20 et Afrique N° 10</i>
10. Grande-Bretagne (et possessions britanniques)	Londres (L)	Henry de Torrenté; Armin Daeniker (22. 10. 1954)		Manchester (C), Balloch (Ac) <i>Possessions britanniques: Europe: La Valette (Ac), Nicosie (Ac); Amérique: cf. Amérique N° 4; Asie/Océanie: cf. Asie/Océanie N° 19; Afrique: cf. Afrique N° 6</i>
11. Grèce	Athènes (L)	Carl Theodor Stucki; Eduard Feer (8. 10. 1954)	Claude Caillat (a. i., 6. 11. 1954)	Salonique (Ac, fermée 1953)
12. Hongrie	Budapest (L)	Max Grässli; Jean Decroux (1. 9. 1953)	Fred Bieri (a. i., 18. 7. 1952)	
13. Irlande	Dublin (L)	Walter Adolf von Burg; Eric Kessler (4. 12. 1953)		

Etats	Légation (L)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire <sup>1</sup>	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
14. Islande	Oslo (L)	cf. N° 19		
15. Italie	Rome (L)	Enrico Celio; Alfred Martin Escher (25. 2. 1955)		Milan (Cg), Catane (C), Florence (C), Gênes (C), Naples (C), Trieste (C, dès 1954), Turin (C), Venise (C), Bari (Ac), Bologna (Ac), Livorno (Ac)
16. Liechtenstein				
17. Luxembourg	Bruxelles (L),	cf. N° 4		Luxembourg (C)
18. Monaco				Nice (C)
19. Norvège	Oslo (L)	Eduard de Haller; Gaston Jaccard (26. 6. 1953)		Bergen (Ac)
20. Pays-Bas (et possessions néerlandaises)	La Haye (L)	Daniel Secrétan		Amsterdam (C), Rotterdam (C) <i>Possessions néerlandaises: cf. Amérique N° 20</i>
21. Pologne	Varsovie (L)	Gaston Jaccard; Werner Fuchss (9. 10. 1953)	Richard Aman (a. i., 13. 7. 1953)	
22. Portugal (et possessions portugaises)	Lisbonne (L)	Alfred Brunner; Beat von Fischer (4. 12. 1953)	Georges Bonnant (a. i., 9. 8. 1953)	Porto (C), Funchal (Ac) <i>Possessions portugaises: cf. Afrique N° 7</i>

23. Roumanie	Bucarest (L)		Eric Kessler; Michael Gelzer (a. i., 10. 12. 1953); André Parodi (15. 3. 1954)	
24. Saint-Marin				
25. Saint-Siège (Vatican)				
26. Suède	Stockholm (L)	Armin Daeniker (14. 12. 1951); Max Grässli (21. 1. 1955)	Jakob Burckhardt (a. i., 1. 1. 1952)	Malmoe (Ac), Norrköping (Ac)
27. Tchécoslovaquie	Prague (L)	Reinhard Hohl; Charles Humbert (1. 9. 1953)	Ernesto A. Thalmann (a. i., 11. 7. 1952)	
28. Trieste (territoire libre, jusqu'en 1954)				Trieste (C)
29. Turquie	Ankara (L)	Julien Rossat		Istanbul (C)
30. URSS	Moscou (L)	Camille Gorgé; Edouard de Haller (18. 8. 1953)		
31. Yougoslavie	Belgrade (L)	Robert Kohli; Jean-Frédéric Wagnière (5. 6. 1953)		Zagreb (C)



Etats	Légation (L)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire <sup>1</sup>	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
-------	--------------	---	--	--

## AMÉRIQUE

1. Argentine	Buenos Aires (L)	Mario Fumasoli		Córdoba (C), Rosario de Santa Fé (C), Concordia (Ac), Mendoza (Ac)
2. Bolivie	Lima (L)	cf. N° 18		La Paz (Cg), Cochabamba (Ac), Riberalta (Ac)
3. Brésil	Rio de Janeiro (L)	Eduard Feer; Robert Maurice (19. 10. 1954)		Bahia (C), Curitiba (C), Porto Alegre (C), Recife-Pernambuco (C), São Paulo (C, dès 1954: Cg), Belo Horizonte (Ac), João Pessoa (Ac, fermée 1953), Santos (Ac)
4. Canada	Ottawa (L)	Viktor Nef		Montréal (Cg), Toronto (C), Vancouver (C), Winnipeg (C)
5. Chili	Santiago du Chili (L)	René Naville (2. 2. 1954)	Charles Humbert	Valparaiso (C), Magallanes-Punta Arenas (VC), Osorno (VC), Traiguén (VC), Valdivia (Ac)
6. Colombie	Bogotá (L)	Jacques-Albert Cuttat (2. 3. 1954)	Jacques-Albert Cuttat	Cali (VC), Barranquilla (Ac), Medellín (Ac)
7. Costa Rica				San José (C)
8. Cuba	La Havane (L)	Franco Brenni (6. 7. 1954)	Ernst Schlatter	
9. Equateur	Bogotá (L)	cf. N° 6		Quito (CL), Guayaquil (C)

10. Etats-Unis d'Amérique	Washington (L)	Karl Bruggmann; Henry de Torrenté (1. 10. 1954)		New York (Cg), Chicago (C), Cincinnati (C), Los Angeles (C), New Orleans (C), Philadelphie (C), Saint-Louis (C), San Francisco (C), Seattle (C), Baltimore (Ac), Boston (Ac), Cleveland (Ac), Denver (Ac), Pittsburgh (Ac), San Juan de Puerto Rico (Ac)
11. Guatemala				Guatemala-City (C)
12. Haïti				Port-au-Prince (C)
13. Honduras				Tegucigalpa (C)
14. Mexique	Mexico (L)	Charles-Edouard de Bavier		Guadalajara (Ac), Chihuahua (Ac), Monterrey (Ac), Tapachula (Ac), Torréon (Ac), Veracruz (Ac)
15. Nicaragua				Managua (C)
16. Panama	Carácas (L)	cf. N° 24		Panama (C)
17. Paraguay	Buenos Aires (L)	cf. N° 1		Asunción (Cg), Encarnación (Ac)
18. Pérou	Lima (L)	Hans-Adolf Berger (2. 3. 1954)	Hans-Adolf Berger	Arequipa (Ac, fermée 1953)
19. Possessions britanniques (Jamaïque, Trinidad et Tobago)				Kingston (Ac), Port d'Espagne (Ac)

Etats	Légation (L)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire <sup>1</sup>	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
20. Possessions néerlandaises (Aruba)				Oranjestad (Ac, dès 1952)
21. République Dominicaine				Ciudad Trujillo (C)
22. Salvador				San Salvador (C)
23. Uruguay	Montevideo (L)	Jean Merminod (16. 7. 1954)	Emile Fontanel	
24. Venezuela	Carácas (L)	Pierre-François Brügger (2. 3. 1954)	Werner Fuchss; Jean Richard (a. i., 13. 12. 1953)	Maracaibo (Ac)
ASIE/OCÉANIE				
1. Afghanistan	Téhéran (L, dès 1953)	cf. N° 10		Kaboul (Ac, dès 1954)
2. Australie	Londres (L)	cf. <i>Europe</i> N° 10		Sydney (Cg), Melbourne (C), Brisbane (Ac)
3. Birmanie				Rangoon (Ac)
4. Ceylan				Colombo (C)
4. Chine (République populaire)	Pékin (L)	Clemente Rezzonico; Fernand Bernoulli (7. 5. 1954)		Shanghai (Cg), Canton (C), Tientsin (C)

6. Inde	La Nouvelle Delhi (L)	Max Grässli; Clemente Rezzonico (3. 12. 1954)	Hans Ulrich Rentsch (a. i., 16. 11. 1954)	Bombay (Cg), Calcutta (C), Cochin (Ac), Madras (Ac)
7. Indonésie	Djakarta (L)	Otto Karl Seiffert (19. 12. 1954)	René Naville	Medan (VC, dès 1953: C), Surabaya (Ac, fermée 1953)
8. Iran (Perse)	Téhéran (L)	Alfred Escher; Anton Roy Ganz (17. 9. 1954)		
9. Iraq	Beyrouth (L)	cf. N° 13		Bagdad (CL)
10. Israël	Tel-Aviv (L)	Otto Karl Seiffert; Fritz Hegg (19. 2. 1954)		
11. Japon	Tokyo (L)	Reinhard Hohl (6. 5. 1952); Max Troendle (17. 9. 1954)	Charly-Maurice Weibel (a. i.)	Kobe (C)
12. Jordanie	Beyrouth (L)	cf. N° 13		
13. Liban	Beyrouth (L)	Franz Kappeler		
14. Nouvelle-Zélande	Londres (L)	cf. <i>Europe</i> N° 10		Wellington (C)
15. Pakistan	Karachi (L)		Walter Hofer; Emile Bisang (21. 5. 1954)	
16. Philippines				Manille (C)
17. Possessions britanniques				Hongkong (C), Singapour (C)
18. Syrie	Beyrouth (L)	cf. N° 13		Damas (CL)

Etats	Légation (L)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire <sup>1</sup>	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
19. Thaïlande	La Nouvelle Delhi (L), Bangkok (L)		Raymond Christinger (a. i.); Adalbert Koch (a. i., 19. 5. 1953)	
20. Union française (Cambodge, Laos, Viet-Nam)				Saïgon (C), Haïphong (Ac)
21. Yémen				
AFRIQUE				
1. Egypte	Le Caire (L)	Beat von Fischer; André Boissier (7. 5. 1954)		Alexandrie (C), Port-Said (Ac)
2. Ethiopie	Le Caire (L)	cf. N° 1		Addis Abeba (Ac)
3. Libéria				Monrovia (A)
4. Libye				
4. Possessions belges: Congo belge				Léopoldville (C)

6. Possessions britanniques: Féd. de Rhodésie et du Nyassaland, Afrique orientale, Afrique occidentale				Salisbury (C, dès 1954)
7. Possessions portugaises: Mozambique				Tanga (C), Nairobi (Ac, fermée 1953)
8. Tanger (Zone d'administration internationale)				Accra (C), Freetown (Ac), Lagos (Ac, réouvert 1952)
9. Union de l'Afrique du Sud	Pretoria (L)	Jean de Rham (25. 2. 1955)	Jean de Rham	Laurenço-Marques (C), Antonio-Enes (Ac), Beira (Ac), Luanda (Ac, dès 1952) Quelimane (Ac)
10. Union française, protectorats et possessions: Afrique équatoriale, Madagascar, Maroc, Tunisie, Afrique occidentale				Tanger (VC)
				Johannesburg (C), Ville du Cap (C)
				Alger (C)
				Brazzaville (C), Doula (Ac) Tananarive (C) Rabat (C), Casablanca (Cc), Marrakech (Ac) Tunis (C) Dakar (C), Abidjan (VC), Cotonou (Ac), Port-Gentil (Ac)

Etats	Légation (L)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire <sup>1</sup>	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
-------	--------------	---	--	--

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

1. Organisation européenne de coopération économique (OECE)	Paris (Délégation)	Gérard Bauer (Délégué)		
2. Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)	Paris (Délégation)	Gérard Bauer (Délégué, 9. 3. 1953)		

VI.4. LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ÉTRANGERS EN SUISSE  
 (1<sup>ER</sup> MAI 1952–31 MARS 1955)  
 DIE DIPLOMATISCHEN UND KONSULARISCHEN VERTRETUNGEN DES AUSLANDES IN DER SCHWEIZ  
 (1. MAI 1952–31. MÄRZ 1955)

1 Les dates correspondent au jour de la remise des lettres de créance. Pour les dates des décisions du Conseil fédéral concernant l'agrément et les lettres de créance cf. notre banque de données électronique: <http://www.dodis.ch> – Datum der Übergabe des Beglaubigungsschreibens. Für das Datum des Beschlusses des Bundesrates betreffend Agrément und Beglaubigungsschreiben vgl. unsere Datenbank: <http://www.dodis.ch>.

Etats	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (A) <sup>1</sup>	Chargé d'Affaires de la Légation / de l'Ambassade (a. i.)	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac)
-------	-------------------------------	---	---	--

EUROPE

1. Allemagne (République fédérale)	Berne (L)	Friedrich Holzapfel (6. 5. 1952)		Bâle (Cg), Genève (Cg, dès 1952), Zurich (Cg), Lugano (C, dès 1954), St-Gall (C)
2. Andorre				
3. Autriche	Berne (L)	Karl Wildmann, Nikolaus Schleinitz-Prokesch (20. 8. 1953)		Zurich (Cg), Lugano (C)
4. Belgique	Berne (L, dès 1953: A)	Théophile de Lantsheere (dès 15. 6. 1953: A)		Bâle (C), Berne (C), Genève (C), Lausanne (C), Lucerne (C), Lugano (C), Neuchâtel (C), Zurich (C)
5. Bulgarie	Berne (L)		Boris Tzvetkov (a. i.) Marin Todorov Ivanov (a. i., 1. 7. 1952)	



6. Danemark	Berne (L)	Hans Jakob Hansen; Carl Adalbert Constantin Brun (17. 11. 1953)	Bâle (C), Berne (C), Genève (C), Zurich (C), Montreux (VC)
7. Espagne	Berne (L, dès 1954: A)	José Ruiz de Arana y Baüer; Alonso Alvarez de Toledo y Mencos (4. 10. 1954)	Zurich (Cg, dès 1953: C), Genève (C, dès 1952: Cg)
8. Finlande	Berne (L)	Ake Henrik Gartz; Helge von Knorring (13. 11. 1953)	Berne (Cg), Bâle (C), Lausanne (C, fermée 1953), Lugano (C), Genève (C), Zurich (C), Lucerne (VC, dès 1952: C)
8. France	Berne (A)	Jean Chauvel (A); Etienne Roland Dennery (A, 19. 10. 1954)	Bâle (Cg), Genève (Cg), Lausanne (Cg), Zurich (Cg), Berne (C), Lugano (C, dès 1954: Ac), Baden (Ac), Davos (Ac), La Chaux-de-Fonds (Ac, fermée 1954), Lucerne (Ac), Porrentruy (Ac), St-Gall (Ac), Schaffhouse (Ac), Sion (Ac)
9. Grande-Bretagne	Berne (L, dès 1953: A)	Patrick Stratford Scrivener; Lionel Henry Lamb (A, 18. 12. 1953)	Genève (Cg), Zurich (Cg), Bâle (C), Lucerne (VC), Montreux (VC)
11. Grèce	Berne (L)	Philon Philon; Dimitri Arghyropoulos (24. 11. 1954)	Davos (C, fermé 1954), Lugano (C)
12. Hongrie	Berne (L)	Pál Korbacsics; Imre Kutas (4. 12. 1953); Béla Némety (1. 10. 1954)	
13. Irlande	Berne (L)	William Warnock; Hugh James McCann (22. 10. 1954)	

Etats <sup>1</sup>	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (A) <sup>1</sup>	Chargé d'Affaires de la Légation / de l'Ambassade (a. i.)	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac)
14. Islande	Paris (L)	Pétur Benediktsson		Genève (C)
15. Italie	Berne (L, dès 1953: A)	Egidio Reale (dès 31. 3. 1953: A)		Genève (Cg), Lugano (Cg), Zurich (Cg), Bâle (C), Coire (C), Lausanne (C), Brigue (VC, dès 1952), Chiasso (VC), Locarno (VC), Lucerne (VC, dès 1954), St-Gall (VC)
16. Liechtenstein	Berne (L)		Heinrich de Lichtenstein	
17. Luxembourg	Berne (L)		Jean Sturm	Berne (C), Genève (C), Lausanne (C)
18. Monaco				Genève (Cg), Bâle (C), Berne (C), Lugano (C), Zurich (C)
19. Norvège	Berne (L)	Peter Martin Anker		Zurich (Cg), Berne (C, dès 1955), Bâle (C), Genève (C), Lausanne (C)
20. Pays-Bas	Berne (L)	Adolph Bentinck		Bâle (C), Berne (C), Davos (C), Genève (C), Lugano (C), Zurich (C)
21. Pologne	Berne (L)	Stanislav Trojanowski		
22. Portugal	Berne (L)	Antonio Ferro; José Luiz Archer (13. 7. 1954)		Berne (C), Davos (C), Genève (C), Zurich (C)
23. Roumanie	Berne (L)		Emeric Stoffel	

24. Saint-Marin	Berne (L)	Emilio del Sera Fiaschi; vacant (dès 1954)	
25. Saint-Siège (Vatican)	Berne (Nonciature)	Philippe Bernardini (Nonce apostolique); Gustavo Testa (Nonce apostolique, 22. 5. 1953)	
26. Suède	Berne (L)	Thorsten Hammarström	Bâle (C), Berne (C), Genève (C), Locarno (C, dès 1955 à Lugano), Zurich (C)
27. Tchécoslovaquie	Berne (L)	Jaromir Lang Arnost Tauber; Ludvik Svoboda (3. 7. 1953)	Zurich (Cg)
28. Trieste (territoire libre, jusqu'en 1954)			
29. Turquie	Berne (L, dès 1953: A)	Yakup Kadri Karaosmanoglu (dès 18. 3. 1953: A); Faik Zihni Akdur (A, 18. 10. 1954)	Genève (Cg)
30. URSS	Berne (L)	Fedor Molotchkov	
31. Yougoslavie	Berne (L)	Zivota Djermanovič; Viktor Repič (5. 2.1954)	Genève (Cg), Zurich (Cg), Bâle (C)

#### AMÉRIQUE

1. Argentine	Berne (L)	Oscar Oneto Astengo; Mario Remorino (4. 2. 1954)	Zurich (Cg), Berne (C, fermée 1952), Genève (VC, dès 1953: C)
2. Bolivie	Berne (L, fermée 1953)	Eduardo Guzman Vila	Bâle (Cg, fermée 1954), Genève (C), Zurich (C, dès 1954: Cg)

Etats <sup>1</sup>	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (A) <sup>1</sup>	Chargé d'Affaires de la Légation / de l'Ambassade (a. i.)	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac)
3. Brésil	Berne (L)	Francisco d'Alamo Lousada; Raul Bopp (25. 6. 1954)		Genève (Cg), Bâle (C, dès 1952), Lausanne (C), Lugano (C, dès 1952), Zurich (C)
4. Canada	Berne (L, dès 1953: A)	Victor Doré (dès 12. 5. 1953: A); George Loranger Magann (A, 13. 4. 1954)		
5. Chili	Berne (L)	Fernando Cisternas Ortiz; Fernando García-Oldini (23. 3. 1953)	Ramón Rodríguez Rivera (a. i., 15. 12. 1952)	Genève (Cg)
6. Colombie	Berne (L)	Max Duque-Gomez; Pedro Nel Rueda Uribe (21. 1. 1955)	José Maria Franco Ortega (a. i., 5. 7. 1953)	Genève (Cg, dès 1954: C)
7. Costa Rica				Genève (Cg), Lugano (VC, dès 1954), Montreux (Cg, fermé 1953), Zurich (C, dès 1953: Cg)
8. Cuba	Berne (L)	Luis E. del Valle Raez; Renato Villaverde Ariza (20. 3. 1953)		Genève (C), Lucerne (Ac, dès 1954)
9. Equateur	Berne (L)	Ramón Vintimilla Ramírez (2. 3. 1954)	Bolívar Paredes-Zarma; vacant (1953)	Genève (Cg), Berne (C, dès 1953, fermé 1954)
10. États-Unis d'Amérique	Berne (L)	Richard C. Patterson jr.; Frances Elisabeth Willis (A, 9. 10. 1953)		Genève (Cg), Zurich (Cg), Bâle (C)

11. Guatemala	Berne (L)	Victor Salomón Pinto-Juárez; vacant (dès 1954)	Genève (C, dès 1952: Cg), Zurich (C)
12. Haïti			Genève (Cg), Zurich (C, dès 1952)
13. Honduras			Berne (Cg), Lugano (C)
14. Mexique	Berne (L)	Waldo Romo Castro; Francisco Vázquez Treserra (7. 10. 1952)	Genève (C)
15. Nicaragua			Genève (C, dès 1952), Zurich (C, dès 1953)
16. Panama	Rome (L), Berne (L, dès 1952)	vacant; José Lefèvre (8. 9. 1952)	Zurich (Cg), Bâle (C, dès 1953), Berne (C), Genève (C, dès 1954: Cg), Lausanne (C), Lugano (C)
17. Paraguay			Berne (Cg)
18. Pérou	Berne (L)	Enrique P. Manchego Herrera; José Vicente Larrabure Price (18. 6. 1954)	Genève (Cg), Bâle (C), Berne (C), Lausanne (C, dès 1955), Neuchâtel (C, dès 1953), Zurich (C)
19. République Dominicaine	Berne (L)	José B. Peynado; Rafael Comprés Pérez (9. 9. 1953)	Genève (Cg), Bâle (C), Berne (C), Zurich (C)
20. Salvador			Genève (Cg), Zurich (Cg), Lugano (C, dès 1953)
21. Uruguay	Berne (L)	Italo Eduardo Perotti; Ramón Piriz Coelho (24. 11. 1954)	Genève (Cg), Bâle (C), Berne (C), Lugano (C), Zurich (C)
22. Venezuela	Berne (L)	Hugo Rojas Moncada	Genève (C, dès 1953 à Zurich), Bâle (C, fermé 1952)

Etats <sup>1</sup>	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (A) <sup>1</sup>	Chargé d'Affaires de la Légation / de l'Ambassade (a. i.)	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac)
--------------------	-------------------------------	---	---	--

## ASIE

1. Afghanistan	Paris (L), Berne (L, fermée 1954)	Mohammed Omer Khan	Haïdar Bammate (a. i.)	
2. Australie				Genève (Cg)
3. Birmanie				
4. Ceylan				
5. Chine (République populaire)	Berne (L)	Hsuan Feng		Genève (Cg, dès 1954)
6. Inde	Berne (L, dès 1953: A)	Nedyam Raghavan; Asaf Ali (7. 7. 1952); Yezdezard Dinshaw Gundevia (22. 5. 1953, dès 9. 9. 1953: A)		Genève (Cg, dès 1953)
7. Indonésie	Berne (L)	Alfian Yusuf Helmi		
8. Iran (Perse)	Berne (L)	Mohammad Ali Homayoundjah; Abolghassem Forouhar (dès 6. 11. 1953)		
9. Iraq				
10. Israël	Berne (L)	Samuel Tolkowsky		Zurich (Cg)

11. Japon	Berne (L)	Toru Hagiwara (27. 6. 1952)		Genève (Cg dès 1952)
12. Jordanie				
13. Liban	Berne (L)	Jamil Mikaoui; Ibrahim El-Ahdab (26. 3. 1954)	Toufic Chatila (a. i., 23. 2. 1953)	
14. Nouvelle-Zélande				
15. Pakistan	Berne (A, dès 1955)		Syed Magbur Murshed (a. i., 15. 2. 1955)	
16. Philippines				
17. Syrie	Berne (L)	Constantin Georges Mégarbané (26. 12. 1952)	Izzet A. Oubari (a. i.); Farid El Lahham (a. i., 8. 12. 1952); Farid El Lahham (a. i., 2. 4. 1954)	
18. Thaïlande	Berne (L)	Luang Dithakar Bhakdi; Luang Vichit Vadakan (7. 5. 1953)	Bhusana Abhorn Krairiksh (a. i., 26. 12. 1952)	
19. Yémen				
AFRIQUE				
1. Egypte	Berne (L, dès 1954: A)	Mohamed Abdel Monem Mostafa Bey; Hassan Zaki (1. 9. 1953); Ahmed Saroi (A, 4. 2. 1955)		
2. Ethiopie				Zurich (Cg)
3. Libéria				Berne (Cg, dès 1954 à Genève)

Etats <sup>1</sup>	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (A) <sup>1</sup>	Chargé d’Affaires de la Légation / de l’Ambassade (a. i.)	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac)
--------------------	-------------------------------	---	---	---

4. Libye

5. Union  
de l’Afrique  
du Sud

Paris (L),  
Berne (L, dès 1954)

Harry Thomson Andrews  
(2. 11. 1954)

Willem Christiaan Naudé  
(a. i., 8. 11. 1954)



## VII. INDEX / REGISTER

VII.1. INDEX DES NOMS DE PERSONNES  
PERSONENREGISTER

Les chiffres de l'index renvoient aux **numéros des documents** dans le volume. Pour des raisons de place, les fonctions n'ont été indiquées qu'en français. Le nom de Max Petitpierre n'a pas été retenu en raison de ses trop nombreuses occurrences. De plus amples informations biographiques sur les personnes mentionnées ci-dessous sont disponibles dans la banque de données des *Documents Diplomatiques Suisses* DoDiS (<http://www.dodis.ch>).

Die Nummern verweisen auf die **Dokumentennummern** im Band. Aus Platzgründen wurden die Funktionen nur auf französisch aufgenommen. Der Name Max Petitpierre wurde im Register nicht berücksichtigt, da er zu häufig erscheint. Ausführliche biografische Informationen zu den nachfolgend erwähnten Personen sind in der Datenbank der *Diplomatischen Dokumente der Schweiz* DoDiS zugänglich (<http://www.dodis.ch>).

- Acheson, Dean** (Secrétaire d'Etat américain), **18**
- Ackermann, Walter** (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), **134**
- Adenauer, Konrad** (Chancelier et ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne), **2, 3, 69, 80, 84, 86, 94, 96, 102, 139**
- Adle, Ahmad Hossein** (Fonctionnaire au Ministère iranien de l'Agriculture), **68**
- Aebi, Peter** (Premier secrétaire au Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), **39**
- Albertini, Alberto** (Vice-consul de Suisse à Trieste, puis économiste au DPF dès septembre 1952, puis secrétaire de légation dès janvier 1955), **138**
- Albertini, Rudolf von** (Professeur à l'Université de Zurich), **103**
- Albisser, Hermann** (Secrétaire aux affaires communales du Canton de Lucerne), **36**
- Aldea, Aurel** (Général roumain), **146**
- Allemann, Werner** (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **48**
- Allen, Denis** (Sous-Secrétaire d'Etat adjoint au Ministère britannique des Affaires étrangères), **93**
- Al-Saoud, Michael** (Ministre saoudien de la Défense nationale), **15**
- Amini, Ali** (Homme politique iranien), **68**
- Amini, Nosratollah** (Ministre iranien de la Plume), **68**
- Amstad, Richard E.** (Collaborateur à la direction générale de la Société de Banque Suisse), **99**
- Andrews, Harry Thomson** (Ministre d'Afrique du Sud à Berne dès novembre 1954), **95**
- Arabi, Achmet** (Officier et homme politique égyptien), **17**
- Arafa, Mohamed ben Moulay** (Sultan du Maroc), **100**
- Arana y Bäuier, José Ruiz de** (Ministre d'Espagne à Berne jusqu'en octobre 1954), **37**
- Arbenz, Jacobo** (Président du Guatemala jusqu'en juin 1954), **111, 144, 149**
- Arbenz, Maria Cristina** (Epouse de Jacobo), **144**
- Arber, Jules** (Consul de Suisse à Alger), **133**
- Archer, José Luiz** (Ministre du Portugal à Berne dès juillet 1954), **120**
- Armas, Carlos Castillo** (Colonel guatémaltèque), **111**
- Arni, Willy** (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), **48**
- Arpesani, Giustino** (Ambassadeur d'Italie à Buenos Aires), **6, 76**
- Aschinger, Franz** (Journaliste suisse, rédacteur à la Neue Zürcher Zeitung), **95**
- Attlee, Clement Richard** (Ancien Premier ministre britannique, député travailliste au Parlement britannique), **121**
- Aubaret, Pierre-Henri** (Chef de section au DPF), **54, 61**
- Auberjonois, Fernand** (Journaliste suisse), **149**
- Auf der Maur, Dominik** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national), **134**

- Badaoui, Bahgat** (Ministre égyptien du Commerce et de l'Industrie), **81**
- Baechtold, Paul** (Chef de la Police fédérale des étrangers du DFJP), **44, 116**
- Balay, Georges** (Ambassadeur de France à Beyrouth), **14**
- Balladore, Cesare** (Membre italien de la Haute-Autorité de la CECA), **49**
- Balsiger, Werner** (Chef de la Police fédérale au Ministère public de la Confédération), **142**
- Bancroft** (Chef du service juridique à l'OIT), **78**
- Bao-Daï** (Ancien empereur, chef de l'Etat sud-vietnamien jusqu'en avril 1955), **38, 73, 93**
- Barbey, Bernard** (Conseiller de presse à la Légation de Suisse à Paris, délégué du Conseil fédéral auprès de l'UNESCO), **125**
- Barrows, Leland** (Représentant de l'AEA en Asie), **151**
- Bartur, Moshe** (Directeur de la Division économique du Ministère israélien des Affaires étrangères), **122**
- Bastian, Maurice** (Conseiller de légation à la Division des organisations internationales du DPF), **35**
- Batista Zaldivar, Fulgencio** (Président de Cuba), **67**
- Bauer, Gérard** (Délégué permanent du Conseil fédéral à l'OECE et à la CECA dès mars 1953), **1, 20, 39, 49, 137**
- Bauermeister, Ernest** (Juriste au DPF), **15**
- Bavier, Charles-Edouard de** (Ministre de Suisse à Mexico), **97**
- Bayar, Celal** (Président de la Turquie), **148**
- Beck, Marcel** (Professeur à l'Université de Zurich), **23**
- Becker, Eric de** (Avocat-conseil auprès de la Légation de Suisse à Tokyo), **60**
- Beeler, Carl** (Président du Comité de liaison des Suisses en Italie), **65**
- Béglé, Henri** (Secrétaire de légation au DPF, puis adjoint dès janvier 1955), **147**
- Beldeanu, Oliviu** (Artiste roumain), **146**
- Belet, Jean** (Secrétaire de la Chambre de commerce vaudoise), **101**
- Ben Yousef, Salah** (Nationaliste tunisien), **120**
- Berger, Hans Adolf** (Chargé d'Affaires, puis Ministre de Suisse à Lima dès mars 1954), **32**
- Beria, Lavrenti** (Ancien ministre soviétique de l'Intérieur), **69**
- Bernasconi, Charles** (Propriétaire terrien suisse en Tunisie), **143**
- Bernasconi, François** (Propriétaire terrien suisse en Tunisie), **143**
- Bernath, Erwin** (Conseiller de légation suisse à Londres), **16, 94, 127**
- Bernoulli, Fernand** (Conseiller de légation suisse à Buenos Aires, puis Ministre de Suisse à Pékin dès mai 1954), **110, 114, 129**
- Bibra, Hans Sigismund von** (Ancien diplomate allemand à Berne, chargé de l'Organisation extérieure du parti nazi en Suisse), **64**
- Bidault, Georges** (Ministre français de la Défense, puis des Affaires étrangères dès janvier 1953), **41, 69**
- Bindschedler, Rudolf** (Chef du Service juridique au DPF), **31, 45, 60, 71, 80, 138, 142, 145, 146**
- Bircher, Eugen** (Colonel divisionnaire, membre du groupe des paysans, artisans et bourgeois au Conseil national), **48**
- Blank, Theodor** (Haut fonctionnaire allemand), **80**
- Blesson, Jacques de** (Diplomate français), **100**
- Böck-Greissau, Josef C.** (Ministre autrichien du Commerce jusqu'en octobre 1952), **27**
- Boghdadi, Abdullatif Mahmud** (Ministre égyptien du Commerce et de l'Industrie), **81**
- Bogomolov, Alexandre Yefremovitch** (Ambassadeur d'URSS à Rome), **23, 109**
- Bohlen, Charles** (Ambassadeur des Etats-Unis à Moscou dès août 1953), **93**
- Boissier, André** (Conseiller de légation suisse à Washington, puis Ministre de Suisse au Caire dès juillet 1954), **47**
- Boissier, Léopold** (Professeur à l'Université de Genève, secrétaire général de l'Union interparlementaire), **45**
- Bollini, Armando** (Conseiller de légation argentin à Berne), **6**
- Boner, Adolf** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national), **83**
- Bonhôte, Eric** (Chef de section à la Division du commerce du DFEP), **151**
- Boniface, Philippe** (Préfet français de Casablanca), **100**
- Bonnet, Arturo** (Chef de l'Office des changes colombien), **140**
- Boothalingam, M. S.** (Secrétaire-adjoint au Ministère indien de l'Industrie et de l'Approvisionnement), **34**
- Boothman, John** (Officier de l'armée de l'air britannique), **5**
- Born, Paul** (Consul de Suisse à Rosario de Santa Fé), **141**

- Borries, Werner von** (Fonctionnaire au Consulat général de la République démocratique allemande à Bâle), **132**
- Bourgeois, Pierre** (Directeur de la Bibliothèque nationale suisse), **125**
- Boveri, Walter E.** (Industriel suisse, membre du Conseil d'administration du Crédit Suisse), **88, 145**
- Boyer de Latour, Pierre** (Ressortissant français en Tunisie), **143**
- Bracher, Hans** (Directeur à la Direction de l'administration militaire fédérale du DMF), **59**
- Brahimi, Laktar** (Homme politique algérien), **133**
- Brateanu, Belsi** (Secrétaire général du parti libéral-national roumain), **146**
- Brechbühl, Fritz** (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **132**
- Bremond, Ludovic de** (Attaché militaire suisse à Washington), **23**
- Bretscher, Willy** (Rédacteur en chef de la Neue Zürcher Zeitung, membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), **26, 134**
- Breull, Kurt** (Fonctionnaire au Ministère de l'Intérieur de la République fédérale d'Allemagne), **132**
- Bringolf, Walter** (Membre du groupe socialiste au Conseil national, Président du Parti socialiste), **26**
- Britt, Bruno** (Président de la Chambre de commerce suisse à Shanghai), **12, 25**
- Brosens, René** (Vice-président et directeur général de la Compañía Argentina de Electricidad), **76, 105**
- Brügger, Pierre François** (Conseiller de légation suisse à Prague, puis Ministre de Suisse à Caracas dès mars 1954), **42, 64, 111**
- Bruggmann, Karl** (Ministre de Suisse à Washington), **1, 18, 20, 23, 32, 40, 45, 63, 82, 85, 103, 107, 115, 118, 129, 136**
- Brunner, Alfred** (Ministre de Suisse à Lisbonne, décédé en août 1953), **50**
- Bucher, Hans** (Secrétaire de légation suisse à New Delhi, puis adjoint au DPF dès janvier 1953), **12, 60, 89**
- Buclin** (Représentant de l'entreprise Sabego), **138**
- Bühler, René** (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), **58**
- Bührle, Emil Georg** (Directeur de la Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon, Bührle & Co.), **13, 30, 59, 79**
- Burckhardt, Carl Jacob** (Ancien Ministre de Suisse à Paris et ancien président du CICR), **100**
- Buri, Dewet** (Membre du groupe des paysans, artisans et bourgeois au Conseil national), **26, 134**
- Burnier** (Président de la Banque franco-italienne pour l'Amérique du Sud), **61**
- Butler, Richard** (Ministre britannique des Finances), **1, 53**
- Cadaval, Fernando Drummond** (Fonctionnaire à la Banque nationale du Brésil), **54**
- Caffery, Jefferson** (Ambassadeur des Etats-Unis au Caire jusqu'en janvier 1955), **17**
- Caffiero, Antonio** (Ministre argentin du Commerce extérieur), **6**
- Cambon, Jules** (Diplomate français), **138**
- Campiche, Robert** (Secrétaire général de l'Office suisse d'expansion commerciale), **101**
- Campiche, Samuel François** (Secrétaire de légation suisse à New Delhi, puis adjoint au DPF dès janvier 1955), **15, 34**
- Carosio, Juan** (Président de la Compañía Italo-Argentina de Electricidad), **76**
- Castro, Fidel** (Révolutionnaire cubain), **67**
- Celio, Enrico** (Ministre de Suisse à Rome), **47, 48, 52, 65, 77, 92, 101, 109**
- Cenerazzo, Walter** (Président du syndicat américain des travailleurs horlogers), **18**
- Chamoun, Camille** (Président du Liban dès septembre 1952), **105**
- Chamsi, Ali** (Homme politique égyptien), **81**
- Chauvel, Jean** (Ambassadeur de France à Berne jusqu'en octobre 1954), **31, 38, 41, 93, 113**
- Chavaz, Georges** (Attaché social suisse à Paris), **44**
- Chiang-Kai-Chek** (Président de la République de Chine), **11**
- Chirila, Jon** (Etudiant roumain), **146**
- Chisholm, Broock** (Directeur de l'OMS), **45**
- Chou En-lai**, voir Zhou Enlai
- Christinger, Raymond** (Chargé d'Affaires suisse à Bangkok), **11, 63**
- Churchill, Winston** (Premier ministre britannique), **69, 84**
- Clarke, Ashley** (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome), **77**
- Clausen, Alfred** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national), **134**
- Clerc, Philippe** (Adjoint à la direction de l'Administration militaire fédérale du DMF), **59**
- Codrescu, Stan** (Citoyen roumain), **146**

- Colonnetti, Gustavo** (Ingénieur et professeur italien), 77
- Conant, James Bryant** (Ambassadeur des Etats-Unis à Bonn), 94
- Condrau, Joseph** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national), 134
- Cordery, Pierre** (Journaliste suisse), 146
- Cordier, Andrew W.** (Chef du bureau exécutif du Secrétariat général de l'ONU), 57
- Coulon, Sydney, de** (Membre du groupe libéral-démocratique au Conseil national), 82
- Courten, Paul de** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national), 26, 134
- Cuendet, Albert** (Consul de Suisse à Turin), 101
- Cuénoud, Pierre** (Attaché de légation suisse à Tel-Aviv), 122
- Cunha, Paulo** (Ministre portugais des Affaires étrangères), 50
- Cuttat, Jacques-Albert** (Chargé d'Affaires suisse à Bogotà, Ministre de Suisse dès mars 1954), 8, 74, 140
- Daeniker, Armin** (Ministre de Suisse à Stockholm, puis à Londres dès octobre 1954), 1, 29, 71, 85, 102, 107, 119, 129, 131
- Daniel, Charles** (Chef de la Section service de renseignements à l'état-major général du DMF), 23
- Danzi, Mario** (Chef de section au Ministère italien du Travail), 116
- Dapcevic, Peko** (Général yougoslave), 91
- Dawes, Charles Gates** (Banquier et homme politique américain), 28
- De Gasperi, Alcide** (Président du Conseil des ministres italien jusqu'en juillet 1953), 65, 69, 77, 86
- Decroux, Jean** (Adjoint à la Division des Affaires politiques du DPF, puis Ministre de Suisse à Budapest dès septembre 1953), 7, 15, 24, 32, 38, 42, 64, 66, 138
- Dequan, Li** (Ministre chinoise de la Santé publique), 16
- Deslex, Edmond Robert** (Secrétaire de légation au DPF, puis adjoint dès janvier 1955), 126
- Dessibourg, Louis** (Juriste à la Police fédérale des étrangers du DFJP), 44
- Dick, Fritz** (Adjoint du chef de la police fédérale au DFJP), 64
- Dietschi, Urs** (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), 26, 134
- Diez, Emanuel** (Juriste au DPF, puis chef de section dès janvier 1955), 48, 65, 71, 78
- Dixon, Pierson John** (Délégué britannique à l'ONU), 98
- Djahanbani, Mohammad Hossein** (Sous-secrétaire au Ministère iranien de l'Intérieur), 68
- Dodd, Norris E.** (Directeur général de la FAO), 45
- Dominicé, André** (Secrétaire de légation détaché à la Division du commerce du DFEP, puis conseiller de légation suisse à Buenos Aires dès janvier 1954), 76, 141, 105
- Donoso, German Vergara** (Ambassadeur du Chili à Buenos Aires), 6
- Dschabr, Sajjid Salih** (Premier ministre irakien), 148
- Dschewdet al-Ajjubi, Ali** (Ancien Premier ministre irakien), 148
- Dubois, Charles Albert** (Secrétaire de légation au DPF, puis chef de section dès décembre 1952, puis conseiller de légation suisse à Ottawa dès mai 1954), 10, 87
- Duboule, Charles** (Chef du Département de justice et police du Canton de Genève), 44
- Duft, Emil** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national), 60
- Dulles, John Foster** (Secrétaire d'Etat américain), 111, 136
- Dunn, James Clement** (Ancien Ambassadeur des Etats-Unis à Rome, Sous-secrétaire d'Etat Américain), 72
- Dupont, Pierre** (Secrétaire de légation suisse à Bruxelles, puis conseiller de légation au DPF dès décembre 1952), 130, 137
- Durrer, Robert** (Directeur général des Usines Von Roll), 61
- Duttweiler, Gottlieb** (Membre du groupe des indépendants au Conseil national), 26, 123
- Eden, Anthony** (Ministre britannique des Affaires étrangères), 5, 53, 75, 77, 93, 104, 148
- Eder, Karl** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national), 26
- Edminster, Lynn Ramsay** (Vice-président de la commission américaine des tarifs douaniers), 18
- Einaudi, Luigi** (Président de l'Italie), 65, 77
- Eisenhower, Dwight David** (Général américain, commandant en chef des forces alliées en Europe, puis Président des Etats-Unis dès janvier 1953), 69, 72, 88, 118, 124, 145, 149
- El Glaoui** (Pacha de Marrakech), 100
- Endelkatschaw, Makonnen** (Premier ministre éthiopien), 91
- Entezam, Nasrollah** (Diplomate iranien), 68, 75

- Erlander, Tage** (Premier ministre de la Suède), **131**
- Escher, Alfred** (Ministre de Suisse à Téhéran, puis chef de la délégation suisse à la Commission des nations neutres pour la surveillance de l'armistice en Corée dès septembre 1954), **15, 68, 75, 97, 129, 147**
- Escher, Joseph** (Conseiller fédéral, chef du DFPCF, décédé en décembre 1954), **9, 30, 58, 70, 120**
- Estenssoro, Victor Paz** (Président de la Bolivie), **32**
- Etter, Philipp** (Conseiller fédéral, chef du DFI, Président de la Confédération en 1953), **9, 23, 27, 30, 33, 65, 70, 86, 113, 120**
- Eytan, Walter** (Directeur général au Ministère israélien des Affaires étrangères), **66**
- Fadil al-Dschamali, Muhammad** (Premier ministre irakien dès novembre 1953), **148**
- Fairless, Benjamin** (Président de la US Steel Corporation), **61**
- Farouk** (Roi d'Égypte jusqu'en juillet 1952), **17, 30**
- Farzanneda** (Général iranien), **68**
- Fatemis, Hossein** (Ministre iranien des Affaires étrangères), **68**
- Fatemis, Mme** (Epouse d'Hossein), **68**
- Favre, Antoine** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national jusqu'en novembre 1952), **26**
- Fawzieh** (Princesse égyptienne, sœur du roi Farouk), **17**
- Fayçal II** (Roi d'Irak dès 1953), **148**
- Feer, Eduard** (Ministre de Suisse à Rio de Janeiro, puis à Athènes dès octobre 1954), **54**
- Feldmann, Markus** (Conseiller fédéral, chef du DFJP), **9, 26, 30, 37, 44, 70, 86, 89, 120, 123, 139, 142, 144**
- Feldscher, Peter Anton** (Ministre de Suisse à Vienne), **27, 142, 147**
- Feng, Hsuan** (Ministre de Chine à Berne), **110**
- Figl, Leopold** (Chancelier autrichien), **27**
- Fischer, Beat von** (Ministre de Suisse au Caire, puis à Lisbonne dès juillet 1954), **15, 17, 81, 91**
- Fischer, Robert** (Consul de Suisse à Guatemala-City), **115**
- Fischli, Alfred** (Secrétaire de légation suisse à Paris, puis à Bruxelles dès janvier 1954, puis conseiller de légation au DPF dès janvier 1955), **126**
- Flandin, Pierre-Etienne** (Homme politique français), **73**
- Flückiger, Hermann** (Ancien Ministre de Suisse à Moscou), **77**
- Foex, Raymond-Claude** (Représentant de la Maschinenfabrik Oerlikon), **138**
- Forouhar, Abolghassem** (Ministre d'Iran à Berne), **68**
- Fouad, Ahmed** (Fils de Farouk et roi d'Égypte de juillet 1952 à juin 1953), **17**
- Franco, Francisco** (Général, chef de l'Etat espagnol), **6, 72**
- Franks, Oliver** (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington), **16**
- Frei, Emil** (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **26, 134**
- Frey, Oscar** (Directeur de la Société Industrielle Suisse), **59**
- Frey, Siegfried** (Directeur de l'ATS), **87**
- Frick, Robert** (Colonel divisionnaire de l'armée suisse), **86**
- Fricker, Hans** (Membre du groupe catholique conservateur au Conseil national), **134**
- Fries, Joseph** (Vice-consul de Suisse à Buenos Aires), **141**
- Fritsche, Andreas** (Physicien suisse), **145**
- Frohne, Edmund** (Professeur et haut fonctionnaire des chemins de fers allemands), **58**
- Frölicher, Hans** (Ancien Ministre de Suisse à Berlin, chef de la Représentation des intérêts allemands en Suisse jusqu'en avril 1953), **4, 36, 60**
- Fuchss, Werner** (Chargé d'Affaires suisse à Caracas, puis Ministre de Suisse à Varsovie dès octobre 1953), **51, 61**
- Fumasoli, Mario** (Ministre de Suisse à Buenos Aires), **6, 76, 105, 115, 141**
- Gadient, Andreas** (Membre du groupe du parti démocrate au Conseil national), **48**
- Gallusser, H.** (Ingénieur genevois), **61**
- Georges-Picot, Guillaume** (Diplomate français, secrétaire général adjoint de l'ONU dès mai 1953), **53**
- Gerber, Alfred** (Représentant de la Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon, Bührle & Co.), **59**
- Geyr von Schweppenburg, Leo Freiherr** (Général allemand), **23**
- Ghouth, Hamzah** (Ministre de l'Arabie saoudite à Téhéran), **15**
- Giap, Vô Nguyễn** (Commandant en chef de l'armée vietnamienne), **113**
- Gibson, Jack** (Haut fonctionnaire sud-africain), **95**
- Gitermann, Valentin** (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **35**

- Goldmann, Nahum** (Président du Congrès juif mondial), **46**
- Gomez Morales, Alfredo** (Ministre argentin des Affaires économiques), **76**
- Gorgé, Camille** (Ministre de Suisse à Moscou, puis à Copenhague dès octobre 1954), **2, 47, 55, 69, 84**
- Gossin, Albert** (Vice-directeur de l'ATS), **87**
- Graedel, Adolphe** (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **18**
- Graffenried, Egbert von** (Conseiller de légation suisse à Londres, puis chef-suppléant à la Division des Affaires étrangères du DPF dès janvier 1954), **28, 39, 54, 60, 92, 108, 121, 124, 138**
- Graffenried, Harry von** (Journaliste), **146**
- Grandjean, Denis** (Vice-consul de Suisse à New York), **14**
- Grässli, Max** (Ministre de Suisse à New Delhi, puis à Stockholm dès janvier 1955), **15, 34, 107, 129**
- Graven, Fernand** (Frère de Jean), **91**
- Graven, Jean** (Professeur à l'Université de Genève), **91**
- Grazzi, Umberto** (Chef de la Direction générale pour les Affaires économiques au Ministère italien des Affaires étrangères), **52**
- Greif, Robert** (Représentant de la EMEG SA), **51, 61**
- Gresham Machen, John** (Théologien américain, fondateur de la Orthodox Presbyterian Church), **74**
- Gressot, Jean** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national), **134**
- Greuter, Albert** (Consul de Suisse à Stuttgart), **106**
- Grimm, Robert** (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **134**
- Gromyko, Andrej Andrejewitsch** (Ambassadeur d'URSS à Londres, premier Vice-ministre soviétique des Affaires étrangères), **55**
- Grönwall, Tage** (Ministre de Suède à Athènes), **131**
- Gross, Ernst** (Chef de la délégation suisse à la Commission des Nations neutres pour la surveillance de l'armistice en Corée dès avril 1954), **107**
- Grotewohl, Otto** (Premier ministre de la République démocratique allemande), **94**
- Gruber, Karl** (Ministre autrichien des Affaires étrangères, puis Ambassadeur d'Autriche à Washington dès novembre 1953), **27**
- Gruchalla, Roj** (Fonctionnaire des douanes allemandes), **132**
- Gugger, Ivo** (Colonel divisionnaire, chef du personnel de l'armée au DMF), **9**
- Guglielmetti, Giulio** (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), **48**
- Guillaume, Augustin** (Général français), **100**
- Guillaume, Lucien** (Secrétaire de légation suisse à Budapest), **143**
- Guillermet, Arthur** (Secrétaire général du Département de justice et police du Canton de Genève), **44**
- Guisan, Henri** (Général, chef de l'armée suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale), **100**
- Gutteridge, J. A. C.** (Juriste au Ministère britannique des Affaires étrangères), **16**
- Gygax, Friedrich** (Consul de Suisse à New York), **136**
- Haas, Walter** (Attaché commercial allemand à Berne), **58**
- Haenni, Joseph** (Vice-directeur de l'Office fédéral des transports du DFPCF), **22**
- Hafter, Rudolph P.** (Journaliste suisse, correspondant de la Neue Zürcher Zeitung), **95**
- Hagiwara, Toru** (Ministre du Japon à Berne), **60**
- Hailé Sélassié** (Empereur d'Ethiopie), **91**
- Haller, Edouard de** (Ministre de Suisse à Oslo, puis à Moscou dès août 1953), **107, 129, 134, 135**
- Halm, Fritz** (Chef de section à la Division du commerce du DFEP), **122, 126, 130**
- Hamilton, Bruce** (Fonctionnaire au Bureau des questions atomiques du Département d'Etat américain), **145**
- Hammarskjöld, Dag** (Délégué permanent suédois à l'OECE, puis secrétaire général de l'ONU dès avril 1953), **1, 29, 62, 69, 98, 112**
- Harriman, Averell** (Ambassadeur américain, directeur de l'ECA), **18**
- Haudenschild, Ernst** (Chef de la police cantonale des étrangers du Canton de Thurgovie), **132**
- Hauri, Max** (Vice-consul de Suisse à La Paz), **32**
- Hausenstein, Wilhelm** (Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne à Paris), **100**
- Hauser, Hermann** (Président de la Société des libraires et éditeurs de Suisse romande), **125**
- Hauswirth, Hermann** (Vice-directeur à la Division du commerce du DFEP jusqu'en novembre 1954), **39, 49**
- He, Cheng** (Vice-ministre chinois de la Santé publique), **16**

- Hegg, Fritz** (Chef de la Division des Affaires administratives du DPF, puis Ministre de Suisse à Tel-Aviv dès février 1954), **15, 32, 108, 122**
- Heineman, Dannie** (Directeur de la Société Financière de Transports et d'Entreprises Industrielles), **76**
- Heinzer, Josef** (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **48**
- Hekmatt, Ali-Asghar** (Ministre d'Etat iranien), **68**
- Herold, Hans** (Secrétaire du Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), **80**
- Hess, Otto** (Membre du groupe des paysans, artisans et bourgeois au Conseil national), **48**
- Heusser, Jacob** (Chef du Département de l'assistance publique du Canton de Zurich), **36**
- Hilali, Ahmad Nagib** (Premier ministre égyptien jusqu'en juillet 1952), **17**
- Hitler, Adolf** (Führer et Chancelier du Troisième Reich allemand), **37, 134, 141**
- Ho-Chi-Minh** (Président du gouvernement nord-vietnamien), **73, 93, 113**
- Hofer, Walter** (Chargé d'Affaires suisse à Karachi), **71**
- Hoffmann, Johannes** (Premier ministre du Territoire de la Sarre), **2**
- Hohl, Reinhard** (Ministre de Suisse à Prague, puis à Tokyo dès mai 1952, puis à Vienne dès octobre 1954), **23, 26, 60, 142, 147**
- Holenstein, Thomas** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national, puis Conseiller fédéral et Chef du DFEP dès janvier 1955), **26**
- Holzappel, Friedrich** (Ministre de la République fédérale d'Allemagne à Berne), **36, 37, 89, 96**
- Holzer, Max** (Vice-directeur de l'OFIAMT du DFEP), **64**
- Homberger, Heinrich** (Délégué du Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), **12, 25, 39, 54, 59, 124, 130, 137**
- Hoppenot, Henri** (Ancien ambassadeur de France à Berne, représentant permanent de la France au Conseil de sécurité de l'ONU), **38, 98, 112**
- Hotz, Jean** (Directeur de la Division du commerce du DFEP jusqu'en octobre 1954), **1, 7, 10, 22, 23, 25, 39, 49, 51, 52, 54, 59, 61, 69, 76, 105, 114, 121, 122, 124, 137**
- Huber, Albert** (Ministre de Suisse à Cologne), **3, 23, 58, 64, 69, 80, 84, 106, 139**
- Humbert, Jean** (Secrétaire de légation suisse à Santiago du Chili, puis adjoint au DPF dès décembre 1952, puis secrétaire de légation à Caracas dès juin 1954), **15, 38, 138**
- Hunziker, Roy** (Conseiller de légation suisse à Washington), **103**
- Iklé, Max** (Directeur de l'Administration des finances du DFFD), **58, 137, 147**
- Ilg, Alfred** (Ingénieur thurgovien, ancien conseiller de l'Empereur éthiopien Ménélik II), **91**
- Jaccard, André** (Chef de service à la Division des télégraphes et des téléphones du DFPCF), **41**
- Jaccard, Maurice** (Chef de section au DPF), **36, 80, 123, 134**
- Jaggi, Max** (Représentant de la Hispano-Suiza), **59**
- Jäggi, Walter** (Secrétaire de légation suisse à Karachi, puis adjoint au DPF dès septembre 1952), **71**
- Janner, Antonino** (Chef de section au DPF, puis secrétaire de légation à Cologne dès janvier 1953), **106**
- Jebb, Gladwyn** (Diplomate britannique, délégué à l'ONU), **16**
- Jen-Min, Lei** (Vice-ministre chinois du Commerce extérieur), **114**
- Jernstedt** (Consul suédois), **131**
- Jobin, Albert** (Chef de section à l'OFIAMT du DFEP), **44, 64**
- Jödahl, Olaf Erik** (Diplomate suédois), **131**
- Johnson, Lyndon Baines** (Chef du groupe démocrate au Sénat américain), **69**
- Jolles, Paul Rudolf** (Juriste au DPF, adjoint à la Division du commerce du DFEP dès janvier 1955), **64, 130**
- Jones, Reginald Victor** (Physicien anglais, membre des services secrets britanniques durant la Seconde Guerre mondiale), **97**
- Jonnes, Lloyd** (Fonctionnaire à la Légation des Etats-Unis à Berne), **136**
- Joukov, Gueorgui** (Maréchal de l'Union soviétique), **69**
- Juin, Alphonse** (Maréchal de France), **100**
- Kachani, Abul Qassem** (Ayatollah iranien), **68**
- Kaestli, Friedrich** (Consul de Suisse à Montréal), **23**
- Kamitz, Reinhard** (Ministre autrichien des Finances), **27**
- Kappeler, Franz** (Ministre de Suisse à Beyrouth), **14, 148**
- Kaufmann, Max** (Directeur de l'OFIAMT du DFEP), **44, 64, 78**

- Kaul, K. N.** (Secrétaire-adjoint au Ministère indien de l'Industrie et du Commerce), **34**
- Keel, Guido** (Conseiller de légation suisse à Rome), **65, 106**
- Kellenberger, Eduard** (Professeur et chef-suppléant au Secrétariat de la commission fédérale des banques du DFFD), **40**
- Keller, Hans** (Adjoint au DPF), **89**
- Kemball, Christopher Gurdon** (Juriste au Ministère britannique des Affaires étrangères), **16**
- Kennan, George** (Ambassadeur des Etats-Unis à Moscou jusqu'en juillet 1953), **47**
- Keenleyside, Hugh Llewellyn** (Directeur-général du Technical Assistance Administration de l'ONU), **57**
- Kenny, John W.** (Chef de la Mutual Security Agency), **18**
- Kern, Léon** (Directeur des Archives fédérales suisses), **103, 127**
- Keyserling, Leon** (Membre du Council of Economic Advisers du gouvernement américain), **18**
- Kilcher, Paul** (Citoyen suisse, membre du conseil d'administration de la Compañia Italo-Argentina de Electricidad), **76**
- Klōti, Emil** (Membre du groupe socialiste au Conseil des Etats), **26, 36, 134**
- Kobelt, Karl** (Conseiller fédéral, chef du DMF, Président de la Confédération en 1952), **7, 9, 30, 24, 70, 88, 120, 137**
- Koch, Adalbert** (Consul général de Suisse à Shanghai, puis conseiller de légation à Bangkok dès mai 1953), **12, 25**
- Koechlin René** (Fils de Rudolf Albert), **100**
- Koechlin, Rudolf Albert** (Ancien président du conseil d'administration de la Banque Commerciale de Bâle), **100**
- König, Max** (Chef de section au DPF, puis conseiller de légation à Bangkok dès octobre 1952), **75, 126**
- Koproulou, Mehmet Fuat** (Ministre turc des Affaires étrangères), **77**
- Kouzbari, Mamum** (Homme d'Etat syrien), **138**
- Kradolfer, Alfred** (Adjoint du chef au Service technique militaire du DMF), **59**
- Krishnamachari, Tiruvallur Thattai** (Ministre indien du Commerce et de l'Industrie), **34**
- Kübler, Ferdinand** (Cycliste suisse), **141**
- Kunz, Alois** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national), **48**
- Kunz, Robert** (Directeur de l'Office fédéral des transports du DFPCF), **22**
- Kurihara, Shō** (Ambassadeur du Japon à Ankara), **60**
- Kurmman, Josef** (Secrétaire de légation aux Affaires administratives du DPF), **42**
- Kuschnitzky** (Fonctionnaire allemand), **106**
- Kuznetsov, Vasily Vasilyevich** (Ambassadeur d'URSS à Pékin en 1953, puis ministre-adjoint des Affaires étrangères), **93**
- Lacey, Julius Kahn** (Général dans l'armée de l'air américaine), **107**
- Lachenal, Adrien** (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil des Etats), **134**
- Lacu, Adolfo Pedro** (Chargé d'Affaires argentin à Berne), **6**
- Lafer, Horácio** (Ministre brésilien des Finances jusqu'en juin 1953), **54**
- Lahoud, Nazih** (Ministre du Liban à Bogotà jusqu'en août 1953), **8**
- Lahouel, Hocine** (Nationaliste algérien), **133**
- Lamb, Lionel Henry** (Chargé d'Affaires britannique à Pékin, puis Ambassadeur à Berne), **93, 96, 121**
- Laniel, Joseph** (Président du Conseil français de juin 1953 à juin 1954), **69**
- Las Alas, Antonio de** (Président de la Chambre de commerce des Philippines), **21**
- Lazar, Illie** (Chef du parti agrarien roumain), **146**
- Lehr, Robert** (Ministre de l'Intérieur de la République fédérale d'Allemagne), **3**
- Lenin, Wladimir Iljitch** (Chef du parti bolchevique, fondateur de l'URSS), **55**
- Lepori, Giuseppe** (Conseiller fédéral, chef du DFPCF dès janvier 1955), **125**
- Lepori, Guido** (Secrétaire de légation au DPF, puis chef de section dès décembre 1954), **138**
- Lessing** (Directeur de la Chambre de commerce de la République démocratique allemande), **42**
- Lhotte, Antoine** (Vice-consul de France à Genève), **120**
- Lie, Trygve** (Secrétaire général de l'ONU jusqu'en avril 1953), **45, 62, 71**
- Linder, Harold** (Secrétaire-adjoint au Bureau des affaires économiques du Département d'Etat américain), **1, 7, 121, 124**
- Lindt, August Rudolf** (Conseiller de légation suisse à Londres, puis à Washington dès décembre 1952, observateur suisse auprès de l'ONU à New York et président du Conseil exécutif de l'UNICEF), **53, 57, 62, 79, 85, 93, 98, 107, 111, 112, 115, 128, 129, 131, 145**
- Litvinoff, Maxime** (Ancien ministre des Affaires étrangères de l'URSS), **134**



- Llambi, Benito Pedro** (Ancien Ministre d'Argentine à Berne), **6**
- Lloyd, Selwyn** (Secrétaire d'Etat au Ministère britannique des Affaires étrangères), **62, 131**
- Locher, Kurt** (Chef de section à l'Administration fédérale des finances du DFFD), **80**
- Lodge, Henry Cabot Jr.** (Représentant permanent des États-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU), **98, 112**
- Louvel, Jean-Marie** (Secrétaire d'Etat au Ministère français de l'Industrie et du Commerce), **100**
- Louw, Eric** (Ministre sud-africain du Commerce et des Industries), **95**
- Lovett, Robert Abercrombie** (Ministre américain de la Défense), **18**
- Ludwig, Carl** (Professeur à l'Université de Bâle), **127**
- Lugeon, Claude** (Propriétaire terrien suisse en Tunisie), **143**
- Luns, Joseph** (Délégué néerlandais à l'ONU, puis ministre des Affaires étrangères néerlandais), **93**
- Lüthi, Werner** (Procureur général au Ministère public de la Confédération), **142**
- Luy, Marcel** (Secrétaire de légation suisse à Pékin, puis adjoint au DPF dès janvier 1955), **15, 138**
- Macaskie, Frank** (Colonel britannique), **97**
- MacLellan, Keith William Howard** (Secrétaire de légation canadien à Berne), **129**
- Mäder, Elmar** (Adjoint à la Police fédérale des étrangers du DFJP), **33**
- Magistrati, Massimo** (Ancien Ministre d'Italie à Berne), **92**
- Mahir, Ali** (Homme politique égyptien), **17**
- Mahomet** (Prophète), **133**
- Maki, Hossein** (Fonctionnaire iranien), **75**
- Malan, Daniel** (Premier ministre sud-africain jusqu'en novembre 1954), **95, 99**
- Malche, Albert** (Ancien membre du groupe radical-démocratique au Conseil des Etats), **71**
- Malenkov, Gueorgui** (Membre du Politburo d'URSS, Premier ministre dès mars 1953), **53, 69**
- Malik, Jakow Aleksandrowitsch** (Ministre adjoint au Ministère soviétique des Affaires étrangères, puis Ambassadeur à Londres dès avril 1953), **23, 55**
- Mansholt, Sicco Leendert** (Ministre néerlandais de l'Agriculture), **86**
- Mao Zedong** (Président de la République populaire de Chine), **69, 149**
- Margueirat, Raúl** (Chef du Protocole du Gouvernement argentin), **6**
- Marthaler** (Officier de police zurichois), **132**
- Marti, Hans** (Chef de section à la Division du commerce du DFEP), **64**
- Martignoni, Angiolo** (Ancien conseiller d'Etat tessinois), **103**
- Masnata, Silvio** (Chef de section au DPF), **33, 43**
- Masset, Charles** (Secrétaire de légation au DPF, puis adjoint dès décembre 1954), **77**
- Matter, Friedrich Alfred** (Secrétaire de légation au DPF), **40, 54**
- Maurer, Ernest** (Industriel suisse), **60**
- Mauriac, François** (Ecrivain français), **100**
- Maurice, Robert** (Conseiller de légation au DPF, puis Ministre de Suisse à Rio de Janeiro dès octobre 1954), **50, 64**
- Mayer, René** (Président du Conseil français jusqu'en mai 1953), **41**
- Mazzel, Oscar** (Ministre vénézuélien des Transports), **51**
- Mazzolini, Serafino** (Secrétaire d'Etat italien dans le gouvernement néo-fasciste de la République de Salò), **103**
- McCloy, John J.** (Représentant américain à la Haute-Commission interalliée en Allemagne jusqu'en juillet 1952), **3**
- Meftah, Abul Hossein** (Sous-Secrétaire d'Etat iranien aux Affaires étrangères), **68**
- Meier, Christian** (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **48**
- Meili, Armin** (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), **48**
- Menderes, Adnan** (Premier ministre turc), **148**
- Mendès France, Pierre** (Président du Conseil français de juin 1954 à février 1955), **73, 113**
- Ménélik II** (Ancien Empereur d'Ethiopie), **91**
- Menichella, Donato** (Gouverneur de la Banque d'Italie), **92**
- Menon, Krishna** (Haut commissaire de l'Inde à Londres, puis Chef de la délégation indienne auprès de l'ONU dès 1952), **16, 85, 128**
- Merlin, Roger** (Adjoint à l'OFIAMT du DFEP), **44**
- Merminod, Jean** (Conseiller de légation suisse à Paris, puis Ministre de Suisse à Montevideo), **101**
- Messali, Hadj** (Nationaliste algérien), **133**
- Meykadeh** (Ministre iranien des Communications), **68**
- Meylan, Carlo E.** (Secrétaire de la Société suisse des constructeurs de machines), **59**

- Micheli, Pierre** (Chef de la Division des organisations internationales du DPF), **33, 35, 45, 57, 75, 78, 85, 88, 90, 93, 101, 112, 119, 145, 147**
- Midfai, Dschamil** (Premier ministre irakien jusqu'en août 1953), **148**
- Mirescanu, Anton Ionel** (Membre du parti agrarien roumain), **146**
- Mofakham, Djamchid** (Ministre iranien de l'Economie nationale), **68**
- Mohammad Reza Pahlavi** (Shah d'Iran), **68, 75, 148**
- Mohammad VIII, Al-Amin** (Prince de Tunisie), **143**
- Mohammed Ben Youssef** (Sultan du Maroc), **100**
- Mohammed, Ali** (Premier ministre pakistanais dès avril 1953), **71**
- Mohn, Paul** (Délégué du Ministère suédois des Affaires étrangères pour les missions internationales), **107**
- Molotchkov, Fedor** (Ministre d'URSS à Berne), **78, 104**
- Molotov, Wjatscheslaw Micháilowitsch** (Ministre soviétique des Affaires étrangères), **55, 93, 104, 109**
- Monnet, Jean** (Président de la Haute-Autorité de la CECA), **49**
- Montgomery, Bernard Law** (Commandant en chef suppléant des forces de l'OTAN), **23**
- Montmollin, Louis de** (Chef de l'état-major général du DMF), **69**
- Moos, Ludwig von** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil des Etats), **36, 134**
- Morison, George H.** (Journaliste américain), **40**
- Morse, David A.** (Directeur du BIT), **45, 78, 151**
- Mossadegh, Gholam** (Fils de Mohammed), **68**
- Mossadegh, Mohammed** (Premier ministre iranien jusqu'en août 1953), **68, 75**
- Mostafa Bey, Mohamed Abdel Monem** (Ministre d'Egypte à Berne), **30**
- Mulatier, Léon** (Secrétaire général de l'UIT), **45**
- Müller, Gustave** (Citoyen suisse, inspecteur général du Mouvement péoniste des étrangers en Argentine), **141**
- Müller, Hans** (Conseiller de légation au DPF), **64**
- Müller-Armack, Alfred** (Professeur allemand et conseiller ministériel), **58**
- Mussolini, Benito** (Ancien chef du gouvernement italien, fondateur du parti fasciste), **103**
- Muyden, Claude van** (Attaché de presse suisse à Washington), **149**
- Najar, Amiel** (Chef de section au Ministère israélien des Affaires étrangères), **66**
- Nasiri, Nematallah** (Commandant de la Garde royale iranienne), **68**
- Naudé, Willem Christiaan** (Ministre d'Afrique du Sud à Berne dès novembre 1954), **95**
- Navarra, Walter** (Secrétaire général du Mouvement péoniste des étrangers en Argentine), **141**
- Navarre, Henri** (Commandant en chef des forces expéditionnaires françaises en Indochine de mai 1953 à juillet 1954), **93**
- Nawab** (Diplomate iranien), **68**
- Nef, Victor** (Ministre de Suisse à Ottawa), **23, 129**
- Néguib, Mohammed** (Général et homme politique égyptien), **17, 30**
- Nehru, Pandit Jawaharlal** (Premier ministre indien), **34, 71, 93, 149**
- Nenni, Pietro** (Ancien ministre italien des Affaires étrangères, secrétaire du parti socialiste), **77**
- Nicod, Albert** (Agent consulaire suisse à Addis-Abeba), **91**
- Nimitz, Chester William** (Amiral américain), **71**
- Nussbaum, Jean** (Citoyen suisse, secrétaire de l'Association internationale pour la liberté religieuse), **74**
- Nussbaumer, Pierre** (Juriste au DPF, puis adjoint dès janvier 1955), **132**
- Nussbaumer, Albert** (Directeur général de la Société de Banque Suisse), **95, 99**
- Ochiu, Dumitru** (Citoyen roumain), **146**
- Oprecht, Hans** (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **26, 86, 125, 134**
- Pajetta, Giancarlo** (Député communiste au Parlement italien), **77**
- Pallmann, Hans** (Président du l'EPFZ, président de la Commission pour l'assistance technique aux Pays sous-développés), **119**
- Panahi, Abol Ghassem** (Ministre iranien du Travail), **68**
- Panikkar, Kavalam Madhava** (Ambassadeur de l'Inde à Pékin), **16**
- Parodi, André** (Conseiller de légation suisse à Rome, puis Chargé d'Affaires à Bucarest dès mars 1954), **47**
- Patterson, Richard C. Jr.** (Ministre des Etats-Unis à Berne jusqu'en octobre 1953), **10**

- Payot, René** (Journaliste suisse), **125**
- Peitrequin, Jean** (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), **134**
- Pella, Giuseppe** (Président du Conseil italien d'août 1953 à janvier 1954), **65, 77**
- Pelt, Adrian** (Directeur général du Bureau de l'ONU à Genève dès septembre 1952), **45**
- Péquignot, Eugène** (Secrétaire général du DFEP jusqu'en décembre 1954), **130**
- Perez Jimenez, Marcos** (Président du Venezuela), **61**
- Perón, Eva** (Epouse de Juan Domingo), **6**
- Perón, Juan Domingo** (Président de l'Argentine), **6, 76, 105, 141**
- Perréard, François** (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national, membre du gouvernement cantonal genevois), **26, 71**
- Perrin, Paul** (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **26**
- Perrin, Tell** (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), **35**
- Pessina, Plinio** (Directeur de la Compagnie suisse de réassurances), **61**
- Peterlunger, Oswald** (Chef de la police d'Etat autrichienne), **142**
- Pflimlin, Pierre** (Ministre français des Colonies jusqu'en décembre 1952, ministre des Finances dès février 1955), **41, 43**
- Picot, Albert** (Membre du groupe libéral-démocratique au Conseil des Etats), **134**
- Pilet-Golaz, Marcel** (Ancien Conseiller fédéral), **71, 97**
- Pinay, Antoine** (Président du Conseil français jusqu'en décembre 1952, ministre des Affaires étrangères dès février 1955), **22, 40**
- Plessis, D. H. C. du** (Directeur général des chemins de fer sud-africains), **95**
- Portmann, Adolf** (Professeur à l'Université de Bâle), **125**
- Prio Socarràs, Carlos** (Ancien Président de Cuba), **67**
- Quartenoud, Maxime** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil des Etats), **134**
- Rais, Albert** (Ancien président de la Chambre suisse de l'horlogerie, membre du Tribunal fédéral), **130**
- Rappard, William** (Professeur à l'Université de Genève, Directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales), **78**
- Real, Friedrich** (Conseiller de légation au DPF, puis Ministre de Suisse à Helsinki dès octobre 1954), **18, 82**
- Reale, Egidio** (Ministre, puis Ambassadeur d'Italie à Berne dès mars 1953), **64, 109, 116**
- Rebsamen, Auguste** (Conseiller de légation suisse à Cologne), **36, 80**
- Remorino, Jeronimo** (Ministre argentin des Affaires étrangères), **6, 76**
- Remorino, Mario** (Ministre d'Argentine à Berne dès août 1953), **6, 76**
- Renold, Karl** (Membre du groupe des paysans, artisans et bourgeois au Conseil national), **26**
- Rezzonico, Clemente** (Ministre de Suisse à Pékin, puis à New Delhi dès juillet 1954), **12, 25, 107**
- Rham, Guy de** (Secrétaire de légation au DPF), **1**
- Rham, Jean de** (Chargé d'Affaires suisse à Pretoria, Ministre de Suisse dès février 1955), **95**
- Rhee, Syngman** (Président de la Corée du Sud), **11, 62, 69, 93**
- Ridgway, Matthew** (Général américain, commandant en chef des forces de l'ONU en Corée), **23, 63**
- Rieser, Hans** (Attaché militaire suisse à Londres, puis à Washington dès janvier 1955), **5, 150**
- Rihner, Friedrich** (chef de la délégation suisse à la Commission des Nations neutres pour la surveillance de l'armistice en Corée dès juillet 1953), **107**
- Rochat, Jean** (Industriel lausannois), **60**
- Rohr, Max Albert** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national), **125**
- Rojas Pinilla, Gustavo** (Président de la Colombie dès juin 1953), **74, 140**
- Rösch, Werner Alfred** (Chef de section à la Division du commerce du DFEP), **126**
- Rosselet, Charles** (Ancien membre du groupe socialiste au Conseil national), **113**
- Rossy, Paul** (Directeur à la Banque nationale suisse), **1, 91, 92**
- Rothmund, Heinrich** (Chef de la Division de police du DFJP jusqu'en décembre 1954), **4, 33, 36, 44, 64, 116, 132**
- Roubaty, Louis** (Ancien fonctionnaire au DFEP, secrétaire général de l'Institut de recherches géographiques pour l'Afrique orientale), **91**
- Rousseau, Charles** (Professeur de droit international français), **65**
- Rubattel, Rodolphe** (Conseiller fédéral, chef du DFEP jusqu'en décembre 1954, Président de la Confédération en 1954), **9, 10, 30,**

- 39, 49, 52, 70, 78, 82, 86, 110, 114, 118, 120, 130, 136, 149
- Ruegger, Paul** (Président du CICR), 23
- Rusca, Giovan-Battista** (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), 134
- Ryder, Oscar B.** (Président de la commission américaine des tarifs douaniers), 18
- Sabsunthorn, Prasert** (Citoyen thaïlandais), 11
- Sadigh, Issa** (Ministre iranien de l'Éducation nationale), 68
- Said, Nuri** (Premier ministre irakien), 148
- Saleh, Djahanchah** (Ministre iranien de la Santé publique), 68
- Salems, Salah** (Homme politique irakien), 148
- Salis, Jean-Rodolphe de** (Président de la fondation Pro Helvetia), 125
- Salis, Peter Anton von** (Ministre de Suisse à Paris), 2, 73, 83, 100, 103, 133
- Sauer, Paul O.** (Ministre sud-africain des Communications), 95
- Scelba, Mario** (Ministre italien de l'Intérieur jusqu'en juin 1953, président du Conseil dès février 1954), 92
- Schäffer, Fritz** (Ministre des Finances de la République fédérale d'Allemagne), 58
- Schaffner, Hans** (Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, puis directeur de la Division du commerce du DFEP dès octobre 1954), 25, 39, 118, 121, 124, 130, 136, 137, 140, 149, 151
- Schaller, Alfred** (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil national), 39
- Scherrer, Paul** (Président de la Commission suisse d'étude pour l'énergie atomique), 35, 88, 126, 145
- Scheyven, Raymond** (Député belge et ancien président du Conseil économique et social de l'ONU), 119
- Schive, Jens** (Ambassadeur norvégien), 131
- Schlatter, Ernest** (Chargé d'Affaires suisse à Cuba), 67
- Schmid, Alfred** (Industriel suisse), 60
- Schmid, Jacques** (Membre du groupe socialiste au Conseil national), 26, 134
- Schneider, Oskar** (Consul de Suisse à Manchester), 15
- Schnellmann, E.** (Secrétaire général de l'Aide suisse à l'Europe), 147
- Schnyder, Felix** (Conseiller de légation suisse à Berlin, puis à Washington dès février 1954), 42, 69, 102, 107
- Schnyder, Fritz** (Juriste au DPF), 138
- Schoch, Hans** (Secrétaire au Département de l'assistance publique du Canton de Zurich), 36
- Schuman, Robert** (Ministre français des Affaires étrangères jusqu'en décembre 1952), 2
- Schümperli, Rudolf** (membre du groupe socialiste au Conseil national), 26
- Schürch, Oscar** (Adjoint à la Division de police du DFJP), 33, 132
- Schütz** (Fonctionnaire allemand), 132
- Schütz, Otto** (Membre du groupe socialiste au Conseil national), 83
- Schweizer, Samuel** (Directeur général de la Société de Banque Suisse), 54, 92
- Scott, Robert Heathlie** (Chef de section au Ministère britannique des Affaires étrangères), 16
- Scrivener, Patrick Stratford** (Ministre de Grande-Bretagne à Berne jusqu'en décembre 1953), 30
- Seifert, Otto Karl** (Ministre de Suisse à Tel-Aviv, puis à Batavia dès février 1954), 60, 66
- Seiler, Theodor** (Représentant de la Société de Banque Suisse à Rio de Janeiro), 54
- Senarclens, Aymon de** (Membre du groupe libéral-démocratique au Conseil national), 134
- Seré, Juncosa** (Directeur général au Ministère argentin de l'Économie), 6
- Serra, Etienne** (Secrétaire de légation au DPF), 44
- Setu, Aurel** (Chauffeur à la Légation de Roumanie à Berne, décédé en février 1955), 146
- Sharett, Moshe** (Ministre israélien des Affaires étrangères, puis Premier ministre dès décembre 1953), 66
- Shirin, Ismail** (Ministre égyptien de la Guerre et de la Marine du 22 au 23 juillet 1952), 17
- Sibrava, Jaroslav Charles** (Citoyen tchécoslovaque, immigré en Suisse), 146
- Sirry, Husain** (Premier ministre égyptien du 2 au 20 juillet 1952), 17
- Smith, Bedell** (Sous-Secrétaire d'État américain), 93
- Solari, Guido** (Adjoint à la Police fédérale des étrangers du DFJP), 116
- Songkhram, Phibon** (Premier ministre thaïlandais), 11
- Sonnenhol, Gustav Adolf** (Diplomate allemand, conseiller ministériel), 139
- Sourdis, Evaristo** (Ministre colombien des Affaires étrangères dès juin 1953), 140
- Sourouri** (Ministre iranien de la Justice), 68

- Speiser, Ernst** (Membre du groupe radical-démocratique au Conseil des Etats), **59, 88, 134**
- Spierenburg, Dirk. P.** (Membre de la Haute-Autorité de la CECA), **49**
- Sporleder, Arnold** (Citoyen allemand), **139**
- Spühler, Willy** (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **125**
- Stackelberg, Fritz Carl Louis** (Ministre de Suède à Caracas), **51**
- Staline, Joseph** (Secrétaire général du comité central du parti communiste de l'URSS, décédé en mars 1953), **2, 55, 69, 84**
- Stanton, Edwin Forward** (Envoyé spécial du Président des Etats-Unis en Thaïlande), **11**
- Starikov** (Interprète russe), **104**
- Stassen, Harold Edward** (Homme politique américain, ministre pour le désarmement dès mars 1955), **118**
- Steelman, John R.** (Assistant du Président des Etats-Unis), **18**
- Steinemann** (Fonctionnaire suisse, collaborateur à la Division du commerce du DFEP), **21**
- Stevenson, Ralph Skrine** (Ambassadeur de Grande-Bretagne au Caire), **17**
- Stikker, Dirk Ulco** (Ministre néerlandais des Affaires étrangères jusqu'en juin 1952), **1**
- Stiner, Sven** (Conseiller de légation suisse à Pékin, puis chef de section au DPF dès mars 1954), **139**
- Stoffel, Emeric** (Chargé d'Affaires roumain à Berne), **146**
- Stopper, Edwin** (Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux dès janvier 1954), **122, 140**
- Stresemann, Gustav** (Ancien ministre allemand des Affaires étrangères), **2**
- Streuli, Hans** (Conseiller fédéral, chef du DFFD dès janvier 1954), **86, 113, 120**
- Stroehlin, Jean** (Secrétaire de légation au DPF), **19**
- Stucki, Carl Theodor** (Ministre de Suisse à Athènes), **147**
- Stucki, Walter Otto** (Délégué du Conseil fédéral pour les missions spéciales jusqu'en décembre 1954), **58, 71**
- Stucky, Alfred** (Directeur de l'Ecole polytechnique de Lausanne), **61**
- Studer, Jean** (Vice-consul de Suisse à Saïgon), **151**
- Suciu, Ioan** (Evêque roumain), **146**
- Suetens, Max** (Directeur général au Ministère belge du Commerce), **39, 49**
- Supsaeng, Charoen** (Citoyen thaïlandais), **11**
- Suwaidi, Taufiq** (Ancien Premier ministre irakien), **148**
- Swoboda, Gustav** (Secrétaire de l'Organisation météorologique mondiale), **45**
- Taylor, John W.** (Directeur intérimaire de l'UNESCO), **45**
- Teisaire, Alberto** (Contre-amiral argentin), **141**
- Tenchio, Ettore** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national), **48**
- Tewfik, Mohamed** (Ancien Roi d'Egypte), **17**
- Thalmann, Ernst** (Chargé d'Affaires suisse à Prague, puis chef de section au DPF), **23**
- Thalmann, Walter** (Sous-directeur de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents), **15**
- Thannarat, Saridhi** (Général thaïlandais), **11**
- Thévenaz, Henri-Louis** (Chef de section au DPF), **35**
- Thomas, Norman** (Leader socialiste américain), **11**
- Thorp, Willard** (Sous-Secrétaire d'Etat américain), **18**
- Tito, Josip Brosz dit** (Maréchal, chef de l'Etat yougoslave), **77, 91**
- Tobin, Maurice Joseph** (Ministre américain du Travail jusqu'en janvier 1953), **18**
- Tolkowsky, Samuel** (Ministre d'Israël à Berne), **46**
- Töndury, Jean-Eugène** (Adjoint à la Division du commerce du DFEP), **21**
- Török, Alexander** (Fonctionnaire au Ministère allemand des Affaires étrangères), **132**
- Torrenté, Henry de** (Ministre de Suisse à Londres, puis à Washington dès octobre 1954), **2, 5, 16, 17, 60, 75, 77, 93, 94, 107, 121, 127, 129, 136, 145, 149, 150**
- Trân-van-Loan** (Chef de section au Ministère vietnamien de l'Economie nationale), **151**
- Trevelyan, Humphrey** (Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne en Chine), **93**
- Tribolet, Jean-Jacques** (Secrétaire de légation au DPF, puis conseiller de légation à Sofia dès septembre 1953), **138**
- Troendle, Max** (Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, puis Ministre de Suisse à Tokyo dès septembre 1954), **12, 25, 27, 114**
- Troillet, Maurice** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil des Etats), **101**
- Truman, Harry S.** (Président des Etats-Unis jusqu'en janvier 1953), **8, 10, 15, 18, 69, 118**

- Tschäppät, Reynold** (Adjoint à la Division de police du DFJP), **132**
- Tschudi, Christophe Albert de** (Consul de Suisse à Rabat), **100, 133**
- Türler, Carl** (Membre de la direction générale de la Société de Banque Suisse, membre du conseil d'administration de l'ASB), **92**
- Turrettini, Bernard** (Chef de section au DPF), **101**
- Tyler, Royall** (Ancien représentant de l'UNRRA en Suisse), **33**
- Tzaut, Henri** (Adjoint à la Police fédérale des étrangers du DFJP), **64**
- Ulbricht, Walter** (Vice-Premier ministre de la République démocratique allemande), **94**
- Umari, Mustafa Mahmud al** (Premier ministre irakien dès juillet 1952), **148**
- Undén, Östen** (Ministre suédois des Affaires étrangères), **128, 131**
- Urquhart, Robert William** (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Caracas), **51**
- Valloetton, Henry** (Ministre de Suisse à Bruxelles), **1, 126**
- Vannini, Curt** (Juriste à la Division des organisations internationales du DPF), **125**
- Vanoni, Ezio** (Ministre italien des Finances), **65**
- Vaucher, Maurice** (Président de la Fédération horlogère suisse), **82**
- Vaujour, Jean** (Préfet de la sûreté générale en Algérie), **133**
- Verdier, Léonce Abel** (Ambassadeur de France à Bogotà), **8**
- Vincent, John Carter** (Ancien Ministre des Etats-Unis à Berne), **45**
- Viola, Ettore** (Député monarchiste italien, président de l'Association des anciens combattants italiens), **77**
- Virgin, Arthur Herbert** (Lieutenant-colonel, assistant au Ministre britannique des Affaires étrangères), **93**
- Vischer, Heinz** (Conseiller de légation suisse à Tokyo), **60**
- Voirier, Henri** (Agent consulaire suisse à Tunis), **133, 143**
- Vossough** (Général iranien), **68**
- Vuilleumier, Emmy** (Fonctionnaire au DPF), **125**
- Vychinski, Andreï Ianouarievitch** (Vice-ministre soviétique des Affaires étrangères), **55, 62, 98**
- Wachsmuth, Louis** (Agent consulaire suisse à Marrakech), **100**
- Wacker, Paul** (chef de la délégation suisse à la Commission des Nations neutres pour la surveillance de l'armistice en Corée dès novembre 1953), **107**
- Wagnière, Jean Frédéric** (Observateur suisse auprès de l'ONU à New York, puis Ministre de Suisse à Belgrade dès juin 1953), **45, 147**
- Walker, David Esdaile** (Journaliste américain), **75**
- Wan Waithayakon** (Prince de Thaïlande), **93**
- Ward, Robert E.** (Chef-adjoint de la délégation des Etats-Unis au Bureau de l'ONU à Genève), **45**
- Warner, George Redston Sir** (Chef de section au Ministère britannique des Affaires étrangères), **94**
- Wattenwyl, René de** (Chef du service technique du DMF, membre de la Commission suisse d'étude pour l'énergie atomique), **24**
- Waynick, Capus M.** (Ambassadeur des Etats-Unis à Bogotà jusqu'en septembre 1953), **74**
- Weber, Felix** (Vice-chancelier de la Confédération), **117**
- Weber, Jean-Pierre** (Chef de section au DPF), **138**
- Weber, Max** (Conseiller fédéral, chef du DFFD jusqu'en janvier 1954), **9, 26, 30, 52, 58, 70, 86**
- Weber, Rudolf** (Membre du groupe des paysans, artisans et bourgeois au Conseil des Etats), **134**
- Weder, Paul** (Citoyen suisse), **142**
- Wehl, Albrecht** (Consul de la République fédérale d'Allemagne à Zurich), **4**
- Weidmann, Walter** (Directeur de l'agence de l'Office suisse d'expansion commerciale à Batavia), **141**
- Weidner, E.** (Fonctionnaire allemand), **132**
- Weingärtner, Werner** (Conseiller de légation au DPF), **60**
- Weitnauer, Albert** (Chef de section à la Division du commerce du DFEP, puis Conseiller de légation à Washington dès juillet 1954), **39**
- Wick, Karl** (Membre du groupe catholique-conservateur au Conseil national), **26**
- Willems, John M.** (Major américain), **150**
- Willis, Frances Elisabeth** (Ministre, puis Ambassadeur des Etats-Unis à Berne dès octobre 1953), **82, 86, 87, 108, 115, 118, 121, 130, 136**
- Winterton, John W.** (Général britannique), **77**
- Wismer, Josef** (Membre du gouvernement cantonal lucernois), **36**

- Wöhrle** (Fonctionnaire allemand de Coblenche), **132**
- Wolff, Bernhard** (Chef de section au Ministère des Finances de la République fédérale d'Allemagne), **58, 106**
- Wright, Michael** (Ambassadeur de Grande-Bretagne en Irak), **148**
- Würth, Paul** (Secrétaire de légation au DPF), **145**
- Wyss** (Représentant de Sulzer Frères SA à Bogotà), **140**
- Wyss, Oswald** (Industriel suisse), **60**
- Yanai, Ya'akov** (Adjoint du chef de la Division économique du Ministère israélien des Affaires étrangères), **122**
- Young, Owen D.** (Financier américain), **28**
- Zahedi, Fazlollah** (Général iranien), **68, 75**
- Zapp, Carl August** (Diplomate allemand), **37**
- Zeeland, Paul van** (Ministre belge des Affaires étrangères jusqu'en avril 1954), **84**
- Zehnder, Alfred** (Chef de la Division des Affaires politiques du DPF, puis secrétaire général du DPF dès janvier 1954), **1, 5, 12, 13, 15, 18, 20, 22, 23, 25, 27, 30, 31, 32, 39, 47, 54, 59, 60, 64, 66, 69, 71, 75, 76, 85, 97, 103, 104, 105, 106, 108, 109, 111, 114, 115, 116, 121, 124, 127, 129, 130, 134, 136, 137, 138, 139, 141, 142, 143**
- Zhou Enlai** (Premier ministre chinois et ministre des Affaires étrangères), **16, 85, 110, 113**
- Zipfel Otto** (Délégué à la Commission de la défense nationale économique du DFEP, membre de la Commission suisse d'étude pour l'énergie atomique), **40**
- Zurbuchen, Walter** (Directeur au Bureau de contrôle des habitants du Canton de Genève), **44**
- Zutter, Philippe** (Ministre de Suisse à Madrid), **72, 119**

## VII.2. INDEX DES ORGANISATIONS ORGANISATIONENREGISTER

Les chiffres de l'index renvoient aux **numéros des documents** dans le volume. Dans l'index publié ont été retenus les noms des entreprises, des organisations internationales, des partis politiques et des journaux. Les structures administratives et les institutions officielles n'ont pas été prises en compte.

Die Nummern verweisen auf die **Dokumentennummern** im Band. Im abgedruckten Index wurden die Namen von Unternehmen, internationalen Organisationen, politischen Parteien und Zeitungen aufgenommen. Verwaltungseinheiten und öffentliche Einrichtungen sind nicht angeführt.

- Agence télégraphique suisse (ATS)**, 86, 87  
**Aide suisse à l'Europe**, 147  
**Albiswerk Zürich AG**, 51, 61  
**Alger Républicain**, 133  
**Algérie Libre**, 133  
**Alliée Dreimächtekommission**, vgl. Commission tripartite alliée  
**Alliée Hohe Kommission in Deutschland**, vgl. Haute Commission interalliée en Allemagne  
**Alliierter Oberkommando**, vgl. Haut-Commandement interallié  
**Altenburger**, 100  
**Angst**, 100  
**American Congress of Industrial Organizations**, 18  
**American Council of Economic Advisers**, 18  
**American Federation of Labor**, 18  
**André & Cie**, 54  
**Association suisse des banquiers (ASB)**, 1, 40, 60, 76  
**Association internationale pour la liberté religieuse**, 74  
**Association italienne des anciens combattants**, 77  
**Association italo-suisse de culture**, 77  
**Ateliers de Construction électriques de Charleroi**, 25  
**Auslandschweizer-Werk der Neuen Helvetischen Gesellschaft**, vgl. Secrétariat des Suisses à l'étranger de la Nouvelle Société Helvétique  
**Bakhtar Emrouz**, 68  
**Banco Minero de Bolivia**, 32  
**Banque commerciale de Bâle**, 100  
**Banque de France**, 101, 102  
**Banque d'Italie**, 92  
**Banque franco-italienne pour l'Amérique du Sud**, 61  
**Banque nationale de Grande-Bretagne**, 99  
**Banque nationale d'Argentine**, 76  
**Banque nationale du Brésil**, 54  
**Banque nationale de la République démocratique allemande**, 102  
**Banque nationale suisse (BNS)**, 1, 19, 22, 40, 91, 95  
**Basler Handelsbank**, vgl. Banque commerciale de Bâle  
**Basler Nachrichten**, 23  
**Bibliothèque nationale suisse**, 125  
**Britisches Commonwealth**, vgl. Commonwealth britannique  
**Bührle & Co**, 13, 30, 59, 138  
**Bureau international du Travail (BIT)**, 45  
**Caisse de compensation allemande**, 28  
**Centre européen de recherche nucléaire (CERN)**, 35, 77  
**Chahed**, 75  
**Chambre de commerce suisse en Egypte**, 81  
**Chambre de commerce suisse à Shanghai**, 12  
**Chambre de commerce du canton de Vaud**, 101  
**Chinesisches Rotes Kreuz**, vgl. Croix-Rouge chinoise  
**Christlich-demokratische Partei Italiens**, vgl. Parti démocrate-chrétien italien  
**Christlich Demokratische Union Deutschlands (CDU)**, vgl. Union démocrate-chrétienne allemande  
**Ciba**, 34, 80, 110  
**CoCom (Coordinating Committee for Multilateral Export Controls)**, 121, 124  
**Collège de l'Europe libre**, 33  
**Collège Universitaire éthiopien**, 91  
**Comité de liaison des Suisses en Italie**, 65  
**Comité international de la Croix-Rouge (CICR)**, 7, 16, 23, 55, 60, 149  
**Comité national pour une Europe libre**, 33  
**Commandement sino-nordcoréen en Corée**, 85, 107, 129  
**Commission de surveillance des nations**



- neutres pour l'armistice en Corée, cf. Neutral Nations Supervisory Commission
- Commission nationale suisse pour l'UNESCO**, 125
- Commission neutre pour le rapatriement des prisonniers de guerre**, cf. Neutral Nations Repatriation Commission for Korea
- Commission pour l'assistance technique aux Pays sous-développés**, 119
- Commission tripartite alliée**, 28
- Commonwealth britannique**, 16, 69
- Communauté européenne de Défense (CED)**, 2, 3, 41, 49, 69, 84, 94, 149
- Communauté européenne de la santé**, 43
- Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)**, 23, 29, 39, 41, 43, 49, 58
- Compagnie Aramayo SA**, 32
- Compagnie des grands travaux de Marseille**, 61
- Compagnie suisse de réassurances**, 61
- Compañía Argentina de Electricidad**, 76, 105
- Compañía Italo-Argentina de Electricidad**, 76, 105
- Congrès juif mondial**, 46
- Conseil de l'Europe**, 1, 23, 36
- Conseil nordique**, 131
- Cooperativa edilizia Castro Pretorio**, 52
- Corporación Minera de Bolivia**, 32
- Corporación venezolana de Fomento**, 61
- Crédit Suisse**, 19, 76, 92, 105
- Croix-Rouge chinoise**, 16
- Das Reich**, 28, 132
- Delphinia SA**, 52
- Deutsche Bundesbahn**, 58
- Deutsche Verrechnungskasse**, vgl. Caisse de compensation allemande
- Directoire de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie**, 9, 12, 15, 22, 25, 80, 124, 140
- Echo d'Alger**, 133
- Ecole polytechnique fédérale (EPF)**, 145
- Ecole suisse de Catane**, 52
- Ecole suisse de Florence**, 52
- Ecole suisse de Gênes**, 52
- Ecole suisse de Milan**, 52
- Ecole suisse de Rome**, 52
- Eglise catholique**, 74
- Eglise protestante suisse**, 74
- Eidgenössische Technische Hochschule (ETH)**, vgl. Ecole polytechnique fédérale (EPF)
- Eisengewerkschaft Venezuelas**, vgl. Syndicat du fer vénézuélien
- Elco Israel**, 138
- Electricité de France**, 22
- Emeg SA**, 51, 61
- Entraide protestante suisse (EPER)**, 147
- Ericsson**, 51
- Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS)**, vgl. Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)
- Europäische Gesundheitsorganisation**, vgl. Communauté européenne de la santé
- Europäische Organisation für Kernforschung**, vgl. Centre européen de recherche nucléaire (CERN)
- Europäische Verteidigungsgemeinschaft (EVG)**, vgl. Communauté européenne de Défense (CED)
- Europäische Zahlungsunion (EZU)**, vgl. Union européenne des paiements (UEP)
- Europarat**, vgl. Conseil de l'Europe
- Eximbank**, 54
- Fédération des sociétés suisses en Argentine**, 141
- Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers (FOMH)**, 18
- Französische Fremdenlegion**, vgl. Légion étrangère française
- Frères musulmans**, 17
- Front populaire de Rex**, 141
- Gazette de Lausanne**, 149
- Geigy AG**, 25
- General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)**, 39, 131
- General Aniline & Film Corporation**, 149
- Gesellschaft der Ludwig von Roll'schen Eisenwerke AG**, 61
- Globe-Press**, 146
- Handelskammer des Kantons Waadt**, vgl. Chambre de commerce du canton de Vaud
- Haut-Commandement interallié**, 3
- Haute Commission interalliée en Allemagne**, 3, 28, 89
- Hilfswerk der evangelischen Kirchen der Schweiz**, vgl. Entraide protestante suisse
- Hispano-Suiza**, 59, 89
- Hochschild SA**, 32
- I. G. Chemie**, 82, 149
- Il Sole**, 92
- Il Tempo**, 92
- Institut de recherches géographiques et géologiques pour l'Afrique orientale**, 91
- Institut Gallup**, 149
- Intelligence Digest**, 67
- Internationale Arbeitsorganisation (ILO)**, vgl. Organisation internationale du Travail (OIT)
- Internationaler Verein für die religiöse Frei-**

- heit**, vgl. Association internationale pour la liberté religieuse
- Internationales Arbeitsamt (IAA)**, vgl. Bureau international du Travail (BIT)
- Internationales Komitee vom Roten Kreuz (IKRK)**, vgl. Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
- Italienische Verein der Veteranen der italienischen Armee**, vgl. Association italienne des anciens combattants
- Italienisch-schweizerischer Verein für Kultur**, vgl. Association italo-suisse de culture
- Journal de Genève**, 23
- Jüdischer Weltkongress**, vgl. Congrès juif mondial
- Kominform**, 112
- Kommission für technische Hilfe an Entwicklungsländer**, vgl. Commission pour l'Assistance technique aux Pays sous-développés
- Kinderhilfsfonds der Vereinten Nationen**, vgl. UNICEF (Fonds international des Nations Unies pour le Secours de l'Enfance)
- Kommunistische Partei der Vereinigten Staaten**, vgl. Parti communiste américain
- Kommunistische Partei Italiens**, vgl. Parti communiste italien
- La Nation algérienne**, 133
- Légion étrangère française**, 83
- Libérale Partei Italiens**, vgl. Parti libéral italien
- Liberté**, 133
- Ligue Arabe**, 138
- Lycée français Chateaubriand**, 52
- Maison suisse à Paris**, 125
- Maison suisse de Casablanca**, 100
- Maison suisse de Milan**, 52
- Mediocredito**, 92
- Military Armistice Commission (MAC)**, 107
- Motor-Columbus SA**, 48
- Mouvement national révolutionnaire bolivien**, 32
- Mouvement péroniste des étrangers**, 141
- Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD)**, 133
- Mouvement suisse de la paix**, 69
- Movimento Sociale Italiano (MSI)**, 77
- Nationalbank Argentinien**, vgl. Banque nationale d'Argentine
- Nationalbank der Deutschen Demokratischen Republik**, vgl. Banque nationale de la République démocratique allemande
- Nationalbank Grossbritannien**, vgl. Banque nationale de Grande-Bretagne
- Nationalbank Italiens**, vgl. Banque d'Italie
- Nationale revolutionäre Bewegung Boliviens**, vgl. Mouvement national révolutionnaire bolivien
- Nationales Komitee für ein freies Europa**, vgl. Comité national pour une Europe libre
- Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei (NSDAP)**, vgl. Parti national socialiste allemand
- National-Zeitung**, 23
- Nautilus SA**, 52
- Neue Helvetische Gesellschaft**, vgl. Nouvelle Société Helvétique
- Neutral Nations Repatriation Commission for Korea (NNRC)**, 63, 69, 85
- Neutral Nations Supervisory Commission (NNSC)**, 23, 69, 107, 128, 129, 131
- Neutrale Heimschaffungskommission in Korea**, vgl. Neutral Nations Repatriation Commission for Korea
- Neutrale Überwachungskommission des Waffenstillstandes in Korea**, vgl. Neutral Nations Supervisory Commission
- New York Times**, 40
- News Chronicle**, 75
- Nouvelle Société Helvétique**, 125
- Nordatlantikpakt**, vgl. OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord)
- Nordischer Rat**, vgl. Conseil nordique
- NZZ**, 95
- Œuvre suisse d'entraide ouvrière**, 147
- Office suisse de compensation (OSC)**, 60, 106
- Office suisse d'expansion commerciale (OSEC)**, 101, 138
- Oktogon-Trust**, 89
- ONU**, 7, 8, 11, 14, 16, 23, 25, 28, 29, 31, 38, 45, 53, 57, 62, 63, 65, 69, 71, 77, 79, 85, 93, 98, 107, 108, 111, 112, 115, 119, 122, 128, 129, 131, 138, 145, 149
- ONU/Assemblée Générale**, 45, 88, 128
- ONU/Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)**, 40
- ONU/Commandement des troupes en Corée**, 63, 85, 107, 129
- ONU/Commission économique pour l'Europe (CEE)**, 90
- ONU/Commission du désarmement**, 16
- ONU/Conseil de Sécurité**, 77, 98, 112, 115
- ONU/Conseil économique et social (ECOSOC)**, 90, 119
- ONU/Cour Internationale de Justice**, 78
- ONU/Organisation météorologique mondiale (OMM)**, 45
- ONU/Organisation Mondiale de la Santé (OMS)**, 41, 43, 45

- ONU/Union internationale des télécommunications (UIT)**, 45
- ONU/Union postale universelle (UPU)**, 46
- Orange Free State Investment Trust**, 40, 99
- Organisation der Vereinten Nationen für Ernährung und Landwirtschaft / Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**, 45
- Organisation der Vereinten Nationen für Erziehung, Wissenschaft und Kultur**, vgl. UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture)
- Organisation européenne de coopération économique (OECE) / Organisation für europäische wirtschaftliche Zusammenarbeit (OEWZ)**, 1, 2, 20, 23, 28, 39, 41, 43, 49, 64, 69, 113, 134, 137
- Organisation internationale du Travail (OIT)**, 78
- OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord)**, 1, 5, 20, 23, 69, 79, 84, 93, 131, 145, 148, 149
- Paillard**, 66, 138
- Panamerikanische Union**, vgl. Union Panaméricaine
- Parti Authentique cubain**, 67
- Parti communiste américain**, 45
- Parti communiste italien**, 65, 77
- Parti démocrate-chrétien italien**, 65, 77
- Parti libéral italien**, 77
- Parti national socialiste allemand**, 139
- Parti radical argentin**, 105
- Parti républicain italien**, 77
- Parti social-démocrate ouest-allemand**, 84
- Parti socialiste italien**, 65, 77
- Parti Toudeh**, 68
- Patíño SA**, 32
- Péchiney**, 19, 113
- Peronistische Bewegung der Ausländer**, vgl. Mouvement péroniste des étrangers
- Parti Populaire Algérien (PPA)**, 133
- Pro Helvetia**, 125
- Radikale Partei Argentinien**, vgl. Parti radical argentin
- Radio Corporation of America**, 63
- Radio Suisse**, 63
- Reichswerke Hermann Göring**, 58
- Reichsbank**, 106
- Reinhart & Cie**, 81
- Republikanische Partei Italiens**, vgl. Parti républicain italien
- Rexbewegung**, vgl. Front populaire de Rex
- Sabego**, 138
- Sandoz SA**, 80
- Schindler-Wagons SA**, 61
- Schweizer Europahilfe**, vgl. Aide suisse à l'Europe
- Schweizer Gewerkschaft für den Bau des Mont-Blanc Tunnels**, vgl. Syndicat suisse pour la réalisation du tunnel du Mont-Blanc
- Schweizer protestantische Kirche**, vgl. Eglise protestante suisse
- Schweizer Haus in Casablanca**, vgl. Maison suisse de Casablanca
- Schweizer Haus in Mailand**, vgl. Maison suisse de Milan
- Schweizer Haus in Paris**, vgl. Maison suisse de Paris
- Schweizer Radio**, vgl. Radio suisse
- Schweizer Schule in Catane**, vgl. Ecole suisse de Catane
- Schweizer Schule in Florenz**, vgl. Ecole suisse de Florence
- Schweizer Schule in Genua**, vgl. Ecole suisse de Gènes
- Schweizer Schule in Mailand**, vgl. Ecole suisse de Milan
- Schweizer Schule in Rom**, vgl. Ecole suisse de Rome
- Schweizerische Bankgesellschaft (SBG)**, vgl. Union de Banques Suisses (UBS)
- Schweizerische Bankiervereinigung**, vgl. Association suisse des banquiers (ASB)
- Schweizerische Bewegung für den Frieden**, vgl. Mouvement suisse de la paix
- Schweizerische Depeschenagentur (SDA)**, vgl. Agence télégraphique Suisse (ATS)
- Schweizerische Handelskammer in Ägypten**, vgl. Chambre de Commerce suisse en Egypte
- Schweizerische Handelskammer in Shanghai**, vgl. Chambre de Commerce suisse à Shanghai
- Schweizerische Industrie-Gesellschaft Neuhausen (SIG)**, vgl. Société industrielle suisse
- Schweizerische Kreditanstalt**, vgl. Crédit Suisse
- Schweizerische Landesbibliothek**, vgl. Bibliothèque nationale suisse
- Schweizerische Lokomotiv- und Maschinenfabrik**, vgl. Société suisse pour la construction de Locomotives et de Machines
- Schweizerische Nationalbank**, vgl. Banque nationale suisse (BNS)
- Schweizerische Rückversicherungs-Gesellschaft**, vgl. Compagnie suisse de réassurances
- Schweizerische UNESCO-Kommission**, vgl.

- Commission nationale suisse pour l'UNESCO
- Schweizerische Verrechnungsstelle (SVSt)**, vgl. Office suisse de compensation (OSC)
- Schweizerische Zentrale für Handelsförderung**, vgl. Office suisse d'expansion commerciale (OSEC)
- Schweizerischer Bankverein (SBV)**, vgl. Société de Banque Suisse (SBS)
- Schweizerischer Metall- und Uhrenarbeiter-Verband (SMUV)**, vgl. Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers (FOMH)
- Schweizerisches Arbeiterhilfswerk (SAH)**, vgl. Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO)
- South East Asia Treaty Organization (SEATO)**, 149
- Siemens**, 61
- Société anonyme des Ateliers de Sécheron**, 21
- Société de Banque Suisse (SBS)**, 54, 92, 95
- Société des Nations (SdN)**, 23, 31, 36
- Société générale pour l'Industrie électrique**, 76
- Société Industrielle Suisse**, 59
- Société nationale des chemins de fer français (SNCF)**, 113
- Société suisse des constructeurs de machines**, 25, 59
- Société suisse pour la construction de locomotives et de machines**, 140
- Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD)**, vgl. Parti social-démocrate ouest-allemand
- Sozialistische Partei Italiens**, vgl. Parti socialiste italien
- Sulzer & Cie – Sulzer Frères SA**, 140
- Swissair**, 95
- Syndicat du fer vénézuélien**, 61
- Syndicat suisse pour la réalisation du tunnel du Mont-Blanc**, 101
- Toudeh Partei**, vgl. Parti Toudeh
- UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture)**, 45, 77
- UNICEF (Fonds international des Nations Unies pour le Secours de l'Enfance)**, 111
- Union de Banques Suisses (UBS)**, 92
- Union démocrate-chrétienne allemande**, 84
- Union européenne des paiements (UEP)**, 1, 19, 22, 23, 25, 28, 40, 52, 84, 92, 113, 122, 126, 137
- Union minière du Haut Katanga**, 126
- Union Panaméricaine**, 111, 115
- United Fruit Company**, 111
- Université de Zurich / Universität Zürich**, 23, 103
- UNO/Abrüstungskommission**, vgl. ONU/Commission du désarmement
- UNO/Generalversammlung**, vgl. ONU/Assemblée générale
- UNO/Internationale Bank für Wiederaufbau und Entwicklung (IBWE)**, vgl. ONU/Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)
- UNO/Internationaler Fernmeldeverein**, vgl. ONU/Union internationale des télécommunications (UIT)
- UNO/Internationaler Gerichtshof**, vgl. ONU/Cour internationale de Justice
- UNO/Kommando der Truppen der Vereinigten Nationen**, vgl. ONU/Commandement des troupes en Corée
- UNO/Sicherheitsrat**, vgl. ONU/Conseil de sécurité
- UNO/Weltgesundheitsorganisation**, vgl. ONU/Organisation Mondiale de la Santé (OMS)
- UNO/Weltorganisation für Meteorologie**, vgl. ONU/Organisation météorologique mondiale (OMM)
- UNO/Weltpostverein**, vgl. ONU/Union postale universelle (UPU)
- UNO/Wirtschaftskommission für Europa**, vgl. ONU/Commission économique pour l'Europe (CEE)
- UNO/Wirtschafts- und Sozialrat**, vgl. ONU/Conseil économique et social (ECOSOC)
- United Nations Relief and Rehabilitation Administration (UNRRA)**, 33
- US Steel Corporation**, 61
- United States Air Force in Europe (USAFE)**, 100
- Verbindungskomitee der Schweizer in Italien**, vgl. Comité de liaison des Suisses en Italie
- Verein Schweizerischer Maschinen-Industrieller (VSM)**, vgl. Société suisse des constructeurs de machines
- Viêt-Minh**, 73, 93, 104, 113
- Volkart AG**, 110
- Völkerbund**, vgl. Société des Nations (SdN)
- Vorort des schweizerischen Handels- und Industrievereins**, vgl. Directoire de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie
- Wagonsfabrik Schlieren**, 61
- Yokohama Specie Bank**, 60

### VII.3. INDEX DES NOMS GÉOGRAPHIQUES REGISTER DER GEOGRAPHISCHEN BEZEICHNUNGEN

Les termes «Berne» et «Suisse» n'ont pas été retenus vu leur fréquence très élevée. Les chiffres de l'index renvoient aux **numéros des documents** dans le volume.

Die Bezeichnungen «Bern» und «Schweiz» werden im Register nicht berücksichtigt, da sie zu häufig vorkommen. Die Nummern verweisen auf die **Dokumentennummern** im Band.

- Aargau (Kanton)**, vgl. Argovie (Canton)  
**Achsenmächte**, vgl. Axe (Puissances de l')  
**Addis-Abeba**, 91  
**Adria (Meer) / Adriatique (Mer)**, 77  
**Afghanistan**, 15  
**Afrika / Afrique**, 15, 50, 84, 99, 115  
**Afrique du Nord**, 14, 99, 100  
**Afrique du Sud**, 40, 88, 93, 95, 99  
**Ägypten**, vgl. Egypte  
**Albanie / Albanien**, 53, 90, 134  
**Alexandria**, vgl. Alexandrie  
**Alexandrie**, 17, 91  
**Alger / Algier**, 99, 133  
**Algérie / Algerien**, 133, 143  
**Allemagne**, 1, 2, 4, 7, 13, 15, 25, 26, 27, 28, 31, 36, 37, 39, 41, 44, 53, 55, 64, 69, 77, 79, 80, 91, 97, 103, 109, 113, 122, 123, 131, 132, 134, 139, 141, 147, 149, 150  
**Allemagne occidentale**, 2, 3, 23, 43, 49, 51, 54, 58, 61, 84, 89, 94, 102, 105, 131, 140, 150  
**Allemagne orientale**, 42, 53, 64, 69, 94, 96, 102, 134  
**Amerika / Amérique**, 74, 115, 121  
**Amérique centrale**, 15, 67, 111, 144  
**Amérique du Nord**, 6, 74  
**Amérique du Sud**, 7, 8, 31, 84  
**Amérique latine**, 8, 61, 109, 140  
**Amman**, 75  
**Anden / Andes**, 61  
**Angola**, 50, 99  
**Ankara**, 77  
**Annemasse**, 2  
**Antilles / Antilles**, 67  
**Aosta (Tal) / Aoste (Val d')**, 65  
**Arabes (Pays)**, 7, 8, 31, 98  
**Arabie Saoudite (ou Arabie Séoudite)**, 15, 148  
**Arabische (Länder)**, vgl. Arabes (Pays)  
**Argentine / Argentinien**, 6, 54, 76, 105, 112, 141  
**Argovie (Canton)**, 132  
**Asie du Sud-Est**, 11, 32  
**Asie / Asien**, 11, 15, 69, 73, 77, 84, 85, 111, 112, 115  
**Athen / Athènes**, 97, 131, 147  
**Äthiopien**, vgl. Ethiopie  
**Atlantik (Ozean) / Atlantique (Océan)**, 40  
**Atlantique (Pacte de 1949)**, 69, 77  
**Australie / Australien**, 16  
**Autriche**, 27, 31, 64, 90, 132, 147  
**Axe (Puissances de l')**, 103  
**Bad Godesberg**, 28  
**Baden (AG)**, 48  
**Baden-Württemberg**, 3  
**Bagdad**, 68, 138, 148  
**Bâle**, 40, 58, 92, 125, 127, 132, 149  
**Bâle-Campagne (Canton)**, 132  
**Bâle-Ville (Canton)**, 132  
**Balkans / Balkan**, 77  
**Baltes (Etats) / Baltische (Staaten)**, 23  
**Bangkok**, 11  
**Basel**, vgl. Bâle  
**Basel-Land (Kanton)**, vgl. Bâle-Campagne (Canton)  
**Basel-Stadt (Kanton)**, vgl. Bâle-Ville (Canton)  
**Bavière / Bayern**, 58  
**Beirut**, vgl. Beyrouth  
**Belgique / Belgien**, 2, 39, 40, 43, 49, 54, 65, 72, 77, 88, 119, 120, 126, 132, 141, 150  
**Belgisch Kongo**, vgl. Congo belge  
**Belgrad / Belgrade**, 77  
**Bellinzona / Bellinzone**, 125  
**Berlin**, 3, 7, 25, 36, 64, 69, 84, 94, 96, 147  
**Berlin (Conférence de 1954)**, 93  
**Berlin (Est) / Berlin (Ost)**, 42, 64, 69, 147  
**Berlin (Ouest) / Berlin (West)**, 42  
**Bermudainseln / Bermudes**, 69  
**Beyrouth**, 8, 138  
**Birmanie**, 11, 15, 99, 114  
**Bir-Rabalou**, 133  
**Bogotà**, 8, 67, 74, 140  
**Bolivie / Bolivien**, 32  
**Bonn**, 3, 28, 36, 58, 64, 80, 84, 89, 94, 105, 132  
**Brasileien / Brésil**, 6, 54, 67, 113, 120  
**Brüssel / Bruxelles**, 54, 68, 76, 126  
**Brüssel (Pakt von) / Bruxelles (Pacte de)**, 131  
**Bucarest**, 146, 149  
**Buenos Aires**, 6, 76, 105, 141  
**Bukarest**, vgl. Bucarest  
**Bulgarie / Bulgarien**, 16, 53, 69, 90, 134

- Burma**, vgl. Birmanie  
**Cachemire**, 71  
**Caire**, cf. Le Caire  
**Cambodge**, 11, 15, 38  
**Campsut**, 48  
**Canada**, 16, 64, 67, 98, 129, 131  
**Cap Town**, 95, 99  
**Caracas**, 51, 61  
**Caroni**, 61  
**Casablanca**, 100  
**Caspienne (Mer)**, 109  
**Castel Gandolfo**, 65  
**Catane**, 52  
**Ceylan / Ceylon**, 11, 15  
**Chicago**, 18  
**Chile / Chili**, 6, 112  
**China / Chine**, 1, 11, 12, 15, 16, 25, 29, 69, 73, 93, 98, 110, 113, 124, 131, 134, 149  
**Coblence**, 89, 132  
**Cologne**, 3, 7, 58, 84, 106, 139  
**Colombie**, 8, 67, 74, 140  
**Congo**, 40, 50, 88, 99  
**Congo belge**, 99  
**Constance**, 132  
**Constantine**, 133  
**Copenhague**, 131  
**Cordoba**, 6  
**Corée**, 8, 11, 16, 29, 47, 53, 62, 63, 69, 85, 86, 107, 110, 124, 128, 129, 131, 149  
**Corée (guerre de)**, 1, 8, 23, 63, 69  
**Corée du Nord**, 69, 107, 129, 131  
**Corée du Sud**, 93, 131  
**Costa Rica**, 15, 111  
**Côte d'or**, 15  
**Cuba**, 67  
**Damas / Damaskus**, 148  
**Danemark / Dänemark**, 77, 91, 131, 132  
**Delaware (Etat / Staat)**, 32  
**Den Haag (Abkommen von 1907)**, vgl. La Haye (Convention de 1907)  
**Durban**, 99  
**Ebba-Ksour**, 143  
**Egypte**, 17, 30, 81, 99, 100, 113, 148  
**El Salvador**, 15  
**Elisabethville**, 99  
**Emirats Arabes Unis**, 108  
**Eritrea / Erythrée**, 15  
**Espagne**, 6, 67, 72, 100, 120  
**Est (Pays de l'Est)**, 1, 23, 25, 33, 46, 69, 111, 124, 149  
**Est-Ouest**, 113  
**Etats-Unis d'Amérique**, 1, 2, 3, 6, 8, 10, 11, 13, 15, 16, 18, 21, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 31, 32, 36, 38, 43, 45, 46, 47, 53, 54, 59, 61, 62, 63, 69, 71, 72, 74, 77, 82, 84, 87, 88, 90, 91, 97, 98, 100, 103, 105, 108, 109, 110, 111, 112, 115, 117, 118, 119, 120, 122, 124, 130, 131, 134, 136, 138, 140, 145, 148, 149, 150, 151  
**Ethiopie**, 15, 91, 93  
**Europa / Europe**, 1, 2, 6, 23, 31, 34, 35, 41, 43, 57, 61, 62, 69, 72, 73, 74, 77, 84, 86, 91, 100, 101, 110, 111, 115, 122, 132, 135, 147, 150  
**Europe occidentale**, 6, 23, 25, 150  
**Europe orientale**, 23, 90  
**Extrême-Orient**, 7, 11, 16, 23, 69, 99, 100  
**Fayid**, 17  
**Ferner Osten**, vgl. Extrême-Orient  
**Fez**, 100  
**Finlande / Finnland**, 27, 90, 114, 122, 131  
**Florence / Florenz**, 52  
**Formosa / Formose**, 69, 93, 98  
**Fort Hood (Texas)**, 150  
**Fort Knox (Kentucky)**, 150  
**France / Frankreich**, 2, 3, 8, 11, 14, 15, 19, 20, 22, 26, 28, 30, 31, 36, 38, 39, 40, 41, 43, 44, 47, 49, 60, 61, 64, 65, 69, 71, 72, 73, 77, 80, 84, 88, 91, 93, 97, 98, 100, 102, 109, 113, 120, 122, 133, 137, 141, 143, 150, 151  
**Französische Union**, vgl. Union française  
**Fribourg / Freiburg**, 33  
**Fribourg en Brisgau / Freiburg im Breisgau**, 36  
**Frutt**, 120  
**Gênes**, 47, 52  
**Genève**, 32, 34, 35, 36, 39, 44, 45, 69, 74, 77, 87, 88, 89, 91, 93, 104, 107, 110, 120, 146  
**Genève (Canton)**, 44, 71  
**Genève (Convention de 1929)**, 16  
**Genève (Conventions de 1949)**, 63, 85  
**Genève (Conférence de 1954)**, 93, 107, 113  
**Genf**, vgl. Genève  
**Genf (Kanton)**, vgl. Genève (Canton)  
**Genf (Abkommen von 1929)**, vgl. Genève (Convention de 1929)  
**Genf (Abkommen von 1949)**, vgl. Genève (Conventions de 1949)  
**Genf (Konferenz von 1954)**, vgl. Genève (Conférence de 1954)  
**Genua**, vgl. Gênes  
**Gerlafingen (SO)**, 61  
**Gibraltar**, 100  
**Goa**, 120  
**Goldküste**, vgl. Côte d'or  
**Gotthard**, 22, 101  
**Grand Saint-Bernard**, 101  
**Grande-Bretagne**, 1, 2, 6, 16, 17, 25, 26, 28, 30, 47, 51, 53, 64, 65, 69, 72, 75, 77, 80, 86, 88, 91, 93, 97, 98, 105, 109, 112, 113, 119, 120, 121, 122, 126, 131, 137, 148, 149

- Graubünden**, vgl. Grisons  
**Grèce / Griechenland**, 64, 69, 77, 91, 97, 147  
**Grisons**, 48  
**Grossbritannien**, vgl. Grande-Bretagne  
**Grosser Sankt-Bernhard**, vgl. Grand Saint-Bernard  
**Gstaad**, 150  
**Guarapuava**, 147  
**Guatemala-City**, 144  
**Guatemala / Guatémala**, 15, 67, 108, 111, 112, 115, 144, 149  
**Haïti**, 15  
**Hambourg / Hamburg**, 84  
**Harpsund**, 131  
**Havanna**, vgl. La Havane  
**Heidelberg**, 150  
**Honduras**, 15, 111  
**Hongkong**, 12, 16, 25, 114  
**Hongrie**, 53, 69, 90, 134  
**Honolulu**, 16  
**Inde / Indien**, 7, 11, 15, 16, 34, 63, 64, 71, 85, 93, 98, 99, 112, 120, 129  
**Indes néerlandaises**, 15, 99, 112, 114, 120  
**Indochina / Indochine**, 11, 15, 38, 50, 53, 69, 73, 93, 99, 100, 104, 107, 110, 112, 124, 129, 151  
**Inn**, 27  
**Iran**, 68, 75, 109, 148  
**Irak / Iraq**, 14, 138, 148  
**Isfahan**, 68  
**Island / Islande**, 131  
**Israel / Israël**, 7, 28, 46, 69, 84, 98, 108, 109, 122, 138  
**Istanbul**, 14  
**Italie / Italien**, 2, 6, 26, 31, 39, 43, 44, 47, 48, 49, 52, 54, 64, 65, 69, 76, 77, 79, 80, 90, 91, 92, 97, 101, 103, 109, 116, 122, 141, 147, 150  
**Japan / Japon**, 15, 16, 25, 55, 60, 69,  
**Jerusalem / Jérusalem**, 66, 108  
**Johannesburg**, 40, 99  
**Jordanie / Jordanien**, 14, 15, 148  
**Jugoslawien**, vgl. Yougoslavie  
**Kambodscha**, vgl. Cambodge  
**Kairo**, vgl. Le Caire  
**Kanada**, vgl. Canada  
**Kapstadt**, vgl. Cape Town  
**Karlsruhe**, 58  
**Kaschmir**, vgl. Cachemire  
**Kaspisches Meer**, vgl. Caspienne (Mer)  
**Katanga**, 126  
**Katmandu**, 15  
**Kef**, 143  
**Kenia / Kenya**, 50, 99  
**Koblenz**, vgl. Coblenz  
**Köln**, vgl. Cologne  
**Kolumbien**, vgl. Colombie  
**Konstanz**, vgl. Constance  
**Kongo**, vgl. Congo  
**Kopenhagen**, vgl. Copenhague  
**Korea**, vgl. Corée  
**Koreakrieg**, Corée (guerre de)  
**Kriegalppass**, 48  
**Kuba**, vgl. Cuba  
**La Havane**, 67  
**La Haye (1907, Convention de)**, 7  
**La Paz**, 32  
**Laos**, 11, 15, 38  
**Lateinamerika**, vgl. Amérique latine  
**Lausanne**, 54, 61, 101  
**Le Caire**, 17, 30, 81, 91, 133  
**Leavenworth**, 150  
**Léopoldville**, 99  
**Liban / Libanon**, 8, 14, 105, 148  
**Libye / Libyen**, 15  
**Lima**, 32  
**Lisbonne / Lissabon**, 50, 120  
**Liverpool**, 126  
**Locarno**, 2, 84  
**Locarno (Conférence de 1925 / Konferenz von 1925)**, 2  
**Lörrach**, 132  
**London / Londres**, 2, 5, 16, 25, 62, 75, 77, 84, 93, 94, 99, 105, 107, 112, 113, 118, 121, 125, 127, 129, 137  
**Londres (Conférence sur les dettes allemandes de 1952) / London (Schuldenkonferenz von 1952)**, 28, 84, 106, 131  
**Londres (Déclaration de Londres de 1920) / London (Londoner Deklaration von 1920)**, 23  
**Lucerne**, 4, 36, 116, 132  
**Lugano**, 52  
**Luxembourg**, 2, 39, 43, 49, 93  
**Luzern**, vgl. Lucerne  
**Libye**, 147  
**Madras**, 34  
**Madrid**, 72  
**Mailand**, vgl. Milan  
**Maison de Wattenwyl**, 113  
**Malaisie / Malaysia**, 11, 32, 53, 93  
**Malaya**, 99  
**Malta / Malte**, 100  
**Mammern**, 120  
**Manila / Manille**, 21  
**Mannheim (Convention de 1868 / Konvention von 1868)**, 49  
**Maroc / Marokko**, 14, 99, 100, 133  
**Maroc (Zone espagnole) / Marokko (Spanische Zone)**, 100

- Marrakech / Marrakesch**, 100  
**Marseille**, 61  
**Meknès**, 100  
**Metz**, 2  
**Mexico / Mexique**, 67, 112  
**Mexico (Ville) / Mexiko (Stadt)**, 97, 144  
**Miami**, 67  
**Milan**, 52, 92  
**Mittlerer Osten**, vgl. Moyen-Orient  
**Moncada**, 67  
**Mont-Blanc**, 101  
**Mont-Blanc (Tunnel)**, 41  
**Montenegro / Monténégro**, 147  
**Montevideo**, 125  
**Montreal / Montréal**, 67, 91  
**Moscou / Moskau**, 55, 69, 72, 73, 78, 79, 98, 107, 111, 121, 129, 133  
**Moscou (Conférence internationale de 1952) / Moskau (Internationale Konferenz von 1952)**, 25  
**Moyen-Orient**, 14, 98, 99, 122  
**Mosambik / Mozambique**, 50, 99  
**Munich / München**, 33, 36  
**Naher Osten**, vgl. Proche-Orient  
**Nepal / Népal**, 15  
**Neuseeland**, vgl. Nouvelle Zélande  
**New Delhi**, 15, 16, 34, 85, 107, 120, 129  
**New York**, 45, 53, 57, 62, 79, 98, 105, 111, 112, 128, 129, 131, 145  
**Nicaragua**, 15, 111  
**Niederlande**, vgl. Pays-Bas  
**Niederländisch-Indien**, vgl. Indes néerlandaises  
**Nigeria**, 15  
**Nil (Vallée du / Tal von)**, 81  
**Nordafrika**, vgl. Afrique du Nord  
**Nordamerika**, vgl. Amérique du Nord  
**Nordatlantik (Pakt von 1949)**, vgl. Atlantique (Pacte de 1949)  
**Nordkorea**, vgl. Corée du Nord  
**Nord-Rhodesien**, vgl. Rhodésie du Nord  
**Norvège / Norwegen**, 122, 131, 132  
**Nouasseur**, 100  
**Nouvelle Zélande**, 16  
**Nyassaland**, 15, 99  
**Occident**, 2, 6, 7, 25, 27, 69, 119  
**Oder-Neisse (Frontière) / Oder-Neisse-Grenze**, 84  
**Oerlikon**, 59, 108  
**Oran**, 133  
**Orénoque (Fleuve / Fluss)**, 61  
**Orient**, 6, 7, 16, 27, 77, 138  
**Oslo**, 131  
**Ostdeutschland**, vgl. Allemagne orientale  
**Osten**, vgl. Orient  
**Osten (Oststaaten)**, vgl. Est (Pays de l'Est)  
**Österreich**, vgl. Autriche  
**Osteuropa**, vgl. Europe orientale  
**Ost-West**, vgl. Est-Ouest  
**Ottawa**, 129  
**Ouganda**, 99  
**Ouest (Pays de l')**, 23  
**Pacifique (Pacte)**, 16  
**Pakistan**, 14, 15, 30, 64, 71, 148  
**Palais Chigi**, 92  
**Palais des Nations**, 93  
**Chigi Palast**, vgl. Palais Chigi  
**Palästina / Palestine**, 17, 98, 138  
**Panama (Canal de / Kanal von)**, 111  
**Panmunjom**, 16, 23, 63, 93, 107  
**Paris**, 2, 3, 14, 19, 20, 45, 60, 68, 73, 83, 84, 91, 93, 94, 100, 101, 109, 113, 12, 133, 137, 143, 149  
**Paris (Traité de 1815 / Vertrag von 1815)**, 23  
**Pays-Bas**, 2, 39, 43, 49, 72, 77, 91, 138  
**Pazifik (Pakt)**, vgl. Pacifique (Pacte)  
**Pékin / Peking**, 11, 12, 16, 62, 93, 107, 110, 114, 121, 129, 149  
**Philadelphia / Philadelphie**, 74  
**Philippinen / Philippines**, 15, 21, 69  
**Pinar del Rio**, 67  
**Pologne / Polen**, 53, 69, 90, 129, 134  
**Port Elizabeth**, 99  
**Port-Saïd**, 91  
**Portugal**, 50, 72, 93, 120  
**Prag / Prague**, 23, 84  
**Pretoria / Prétoria**, 95  
**Proche-Orient**, 14, 15, 64, 74, 100  
**Puerto-Cabello**, 61  
**Quirinal**, 109  
**Rabat**, 100  
**Rangoon**, 11, 15  
**Rayak**, 14  
**Rhein / Rhin**, 27, 41, 49  
**Rhodésie / Rhodesien**, 15, 50, 99  
**Rhodésie du Nord**, 99  
**Rhodésie du Sud**, 99  
**Rhone / Rhône**, 41  
**Rio de Janeiro**, 54  
**Rom / Rome**, 27, 45, 47, 52, 65, 74, 77, 92, 94, 101, 109, 116, 147, 150  
**Rotterdam**, 25  
**Roumanie / Rumänien**, 53, 69, 90, 100, 134, 146, 149  
**Saar**, vgl. Sarre  
**Saas Fee**, 120  
**Saigon**, 151  
**Saint-Domingue**, 15  
**Saint-Gall**, 142  
**Saint-Gingolph**, 2



- Saint-Rémy**, 101  
**Saint-Sébastien**, 72  
**San Francisco**, 60  
**San Francisco (Charte de 1945 / Charta von 1945)**, 7, 31  
**San Salvador**, 111  
**Sankt Gallen**, vgl. Saint-Gall  
**Santiago de Cuba** 67  
**Santo Domingo**, vgl. Saint-Domingue  
**Sardaigne / Sardinien**, 147  
**Sarre**, 2, 64,  
**Saudi-Arabien**, vgl. Arabie Saoudite (ou Arabie Séoudite)  
**Scandinavie**, 131, 134  
**Schaffhausen (Kanton) / Schaffhouse (Canton)**, 132  
**Schaffhausen (Stadt) / Schaffhouse (Ville)**, 132  
**Schiraz**, 68  
**Schwaben**, vgl. Souabe  
**Schweden**, vgl. Suède  
**Shanghai**, 12, 25, 110  
**Sidi Slimane**, 100  
**Simplon**, 101  
**Skandinaviens**, vgl. Scandinavie  
**Souabe**, 147  
**Soudan**, 15, 17, 99  
**Sowjetunion**, vgl. Union soviétique  
**Spanien**, vgl. Espagne  
**Sterlinggebiet**, vgl. Zone Sterling  
**Stockholm**, 1, 107, 129, 131  
**Stuttgart**, 3  
**Südafrika**, vgl. Afrique du Sud  
**Südamerika**, vgl. Amérique du Sud  
**Sudan**, vgl. Soudan  
**Südkorea**, vgl. Corée du Sud  
**Süd-Rhodesien**, vgl. Rhodesie du Sud  
**Südwest-Asien**, vgl. Asie du Sud-Est  
**Suède**, 1, 29, 38, 51, 59, 69, 91, 128, 129, 131, 132  
**Syrie / Syrien**, 14, 105, 148  
**Tanganyika**, 99  
**Taiwan / Taiwan**, cf. Formose  
**Tchécoslovaquie**, 16, 25, 53, 69, 90, 98, 109, 134, 146  
**Teheran / Téhéran**, 15, 68, 75, 129  
**Tel-Aviv**, 66, 108, 122, 138  
**Thailand / Thaïlande**, 11, 69, 112, 115  
**Thurgau (Kanton)**, vgl. Turgovie (Canton)  
**Tokyo / Tokio**, 60  
**Torino**, vgl. Turin  
**Toronto**, 16  
**Toronto (Conférence de la Croix-Rouge internationale de 1952 / Internationale Rotkreuzkonferenz von 1952)**, 16, 23  
**Triest / Trieste**, 77  
**Trondheim**, 131  
**Tschechoslowakei**, vgl. Tchécoslovaquie  
**Tunesien / Tunisie**, 8, 14, 133, 143  
**Tunis**, 99, 143  
**Turgovie (Canton)**, 132  
**Turin**, 101  
**Türkei / Turquie**, 64, 69, 77, 109, 122, 148  
**Uganda**, vgl. Ouganda  
**Ungarn**, vgl. Hongrie  
**Union française**, 38  
**Union soviétique**, 1, 2, 3, 6, 16, 25, 31, 33, 46, 53, 55, 62, 69, 78, 79, 84, 88, 90, 93, 94, 96, 97, 98, 104, 109, 112, 113, 131, 150  
**Uribante (Fleuve / Fluss)**, 61  
**Uruguay**, 54, 112, 113  
**Val di Lei**, 48  
**Val Ferret**, 101  
**Valencia**, 61  
**Varadero**, 67  
**Vatican / Vatikan**, 120  
**Vénétie / Venetien**, 147  
**Venezuela / Vénézuëla**, 30, 51, 61  
**Vereinigte Arabische Emirate**, vgl. Emirats Arabes Unis  
**Vereinigte Staaten von Amerika**, vgl. Etats-Unis d'Amérique  
**Vichy**, 141  
**Vienne**, 27, 142  
**Vietnam**, 15, 38, 93, 151  
**Ville du Cap**, cf. Cap Town,  
**Völkerbundspalast**, vgl. Palais des Nations  
**Von-Wattenwyl-Haus**, vgl. Maison de Wattenwyl  
**Vulpera**, 120  
**Washington**, 10, 11, 16, 18, 23, 24, 29, 32, 40, 61, 63, 68, 77, 82, 90, 93, 103, 107, 110, 111, 112, 118, 124, 125, 129, 136, 145, 149, 150  
**Washington (Accord de 1946 / Abkommen von 1946)**, 26, 28, 123, 149  
**Wengen**, 120  
**Westdeutschland**, vgl. Allemagne occidentale  
**Westmalaysia**, vgl. Malaya  
**Weststaaten**, vgl. Ouest (Pays de l')  
**Westen**, vgl. Occident  
**Westeuropa**, vgl. Europe occidentale  
**Wien**, vgl. Vienne  
**Winterthur**, 140  
**Yougoslavie**, 69, 77, 91, 134, 147  
**Yverdon**, 66  
**Zermatt**, 120  
**Zone Sterling**, 25  
**Zürich / Zürich**, 12, 23, 35, 46, 59, 61, 96, 103, 138, 145, 146  
**Zürich (Canton) / Zürich (Kanton)**, 132

VIII. LISTE DES FONDS UTILISÉS  
DES ARCHIVES FÉDÉRALES  
VERZEICHNIS DER BENUTZTEN BESTÄNDE  
DES BUNDESARCHIVS

FONDS OFFICIELS / AMTLICHE BESTÄNDE

A. FONDS DE PROVENANCE / PROVENIENZBESTÄNDE

*Chancellerie fédérale / Bundeskanzlei*

- E 1001(-) Propositions de la Chancellerie fédérale et des Départements / Anträge der Bundeskanzlei und der Departemente
- E 1003(-) Procès-verbaux des délibérations du Conseil fédéral / Verhandlungsprotokolle des Bundesrats
- E 1004.1(-) Procès-verbaux du Conseil fédéral / Bundesratsprotokolle
- E 1005(-) Procès-verbaux secrets du Conseil fédéral / Geheime Bundesratsprotokolle

*Chambres fédérales / Eidgenössische Räte*

- E 1050.12(-) Commissions des Affaires étrangères / Kommissionen für auswärtige Angelegenheiten
- E 1301(-) Procès-verbaux du Conseil national / Verhandlungsprotokolle des Nationalrats
- E 1401(-) Procès-verbaux du Conseil des Etats / Verhandlungsprotokolle des Ständerats

*Département politique / Politisches Departement*

- E 2001(C) Division des Affaires étrangères (1927–1936) / Abteilung für Auswärtiges (1927–1936)
- E 2001(D) Division des Affaires étrangères (1937–1945) / Abteilung für Auswärtiges (1937–1945)
- E 2001(E) Division des Affaires politiques (1946–1979) / Abteilung für Politische Angelegenheiten (1946–1979)
- E 2001-02(-) Division des intérêts étrangers (1939–1954) / Abteilung für fremde Interessen (1939–1954)
- E 2001-03(-) Représentation des intérêts allemands en Suisse (1945–1953) / Deutsche Interessenvertretungen in der Schweiz (1945–1953)
- E 2001-04(-) Division des Organisations internationales (1946–1954) / Abteilung für internationale Organisationen (1946–1954)
- E 2001-06(-) Commission des indemnités concernant le Japon (1952–1959) / Kommission für Japan-Entschädigungen (1952–1959)
- E 2001-07(-) Secrétariat de la Commission des indemnités de nationalisations au DPF (1951–1980) / Kommissionsekretariat für Nationalisierungsentschädigungen im EPD (1951–1980)

- E 2003(A) Division des Organisations internationales (1955–1979) /  
Abteilung für internationale Organisationen (1955–1979)
- E 2004(B) Division des Affaires administratives (1953–1979) /  
Abteilung für Verwaltungsangelegenheiten (1953–1979)
- E 2200(-) Représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse /  
Diplomatische und konsularische Vertretungen der Schweiz
- E 2210.2(-) Délégation suisse à l'OECE à Paris / Schweizerische  
Delegation bei der OECE in Paris
- E 2210.5(-) Mission suisse auprès des Nations Unies à New York /  
Schweizerische Beobachtermission bei den Vereinten  
Nationen in New York
- E 2300(-) Rapports politiques et consulaires des représentants  
diplomatiques et consulaires de la Suisse / Politische und  
konsularische Berichte der diplomatischen und konsula-  
rischen Vertretungen der Schweiz
- E 2400(-) Rapports de gestion des représentations diplomatiques à  
l'étranger / Geschäftsberichte der Auslandvertretungen
- E 2800(-) Papiers Max Petitpierre / Handakten Max Petitpierre
- E 2801(-) Papiers Walter Stucki / Handakten Walter Stucki
- E 2802(-) Papiers Alfred Zehnder / Handakten Alfred Zehnder

*Département de Justice et Police / Justiz- und Polizeidepartement*

- E 4001(D) Secrétariat du Département de Justice et Police (1952–1971) /  
Departementssekretariat des Justiz- und Polizeidepartements  
(1952–1971)
- E 4110(A) Division de Justice (1915–1963) / Justizabteilung (1915–1963)
- E 4260(C) Division de Police (1931–1956) / Polizeiabteilung (1931–1956)
- E 4265(A) Office central fédéral chargé des questions relatives  
aux Suisses à l'étranger (–1957) / Eidgenössische Zentral-  
stelle für Auslandschweizerfragen (–1957)
- E 4300(B) Office central de la Police fédérale des étrangers  
(1925–1965) / Zentralstelle für Fremdenpolizei (1925–1965)
- E 4320(B) Ministère public (1931–1959) / Bundesanwaltschaft  
(1931–1959)
- E 4800.1(-) Papiers Heinrich Rothmund / Handakten Heinrich  
Rothmund

*Département militaire / Militärdepartement*

- E 5001(F) Direction de l'Administration militaire (1940–1959) /  
Direktion der Militärverwaltung (1940–1959)
- E 5150(B) Secrétariat du Service technique militaire (1949–1955) /  
Sekretariat der Kriegstechnischen Abteilung (1949–1955)
- E 5155(-) Secrétariat du Service technique militaire / Sekretariat  
der Kriegstechnischen Abteilung
- E 5560(-) Etat-Major général/Generalstabsabteilung
- E 5800(-) Papiers Karl Kobelt / Handakten Karl Kobelt

*Département des Finances et des Douanes / Finanz- und Zolldepartement*

E 6100(B) Administration des Finances (1950–1989) / Finanzverwaltung  
(1950–1989)

*Département de l'Economie publique / Volkswirtschaftsdepartement*

E 7001(B) Secrétariat général (1940–1955) / Generalsekretariat  
(1940–1955)

E 7004 Secrétariat général du DFEP, section de l'horlogerie /  
Generalsekretariat des EVD, Uhrensektion

E 7110(-) Division du Commerce / Handelsabteilung

E 7110-01(-) Papiers Willy Kobel / Handakten Willy Kobel

E 7111(A) Section pour l'organisation européenne de coopération  
économique (1951–1954) / Dienst für wirtschaftliche  
Zusammenarbeit in Europa (1951–1954)

E 7160-07(-) Office suisse de compensation – Liquidation des avoirs  
allemands / Schweizerische Verrechnungsstelle –  
Liquidation deutscher Vermögenswerte

E 7170(A) Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et  
du Travail (1928–1948) / Bundesamt für Industrie,  
Gewerbe und Arbeit (1928–1948)

E 7170(B) Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et  
du Travail (1949–) / Bundesamt für Industrie, Gewerbe  
und Arbeit (1949–)

E 7175(B) Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et  
du Travail – Main-d'œuvre et émigration (1942–1977) /  
Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit –  
Arbeitskraft und Auswanderung (1942–1977)

E 7310(A) Délégué à la Défense nationale économique  
(1948–1969) / Delegierter für wirtschaftliche  
Landesverteidigung (1948–1969)

E 7800(-) Papiers Rodolphe Rubattel / Handakten Rodolphe  
Rubattel

*Département des Postes et des Chemins de Fer /**Post- und Eisenbahndepartement*

E 8170(D) Service fédéral des eaux/ Amt für Wasserwirtschaft

*Commissions extra-parlementaires / Ausserparlamentarische Kommissionen*

E 9500.1(-) Commission nationale suisse pour l'UNESCO /  
Nationale Schweizerische UNESCO-Kommission

E 9500.2(-) Commission des indemnités de nationalisation /  
Kommission für Nationalisierungsentschädigungen

E 9500.188(A) Délégation suisse à la Commission des Nations  
neutres pour la surveillance de l'armistice en Corée /  
Schweizerische Delegation in der neutralen  
Kommission für die Überwachung des Waffenstill-  
standes in Korea

E 9500.188-01(A) Déléation suisse à la Commission des Nations  
neutres pour la surveillance de l'armistice en Corée /  
Schweizerische Delegation in der neutralen  
Kommission für die Überwachung des Waffenstill-  
standes in Korea

B. ACTES JURIDIQUES / URKUNDEN

K I(-) Traités internationaux / Staatsverträge

### FONDS PRIVÉS / PRIVATNACHLÄSSE

*Personnes physiques / Natürliche Personen*

J I.223(-) Rudolf Bindschedler

### DOCUMENTS OFFICIELS CONSULTÉS ET CITÉS BERÜCKSICHTIGTE UND ZITIERT E AMTLICHE DRUCKSCHRIFTEN

- Feuille fédérale de la Confédération suisse / Bundesblatt der schweizerischen Eidgenossenschaft.
- Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse / Amtliche Sammlung der Bundesgesetze und Verordnungen der Schweizerischen Eidgenossenschaft.
- Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale / Amtliches stenographisches Bulletin der schweizerischen Bundesversammlung.
- Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion / Bericht des Schweizerischen Bundesrates an die Bundesversammlung über seine Geschäftsführung

### INSTRUMENTS DE TRAVAIL / HILFSMITTEL

- Markus Feldmann, Tagebuch 1923–1958, bearbeitet von Peter Moser, hg. von der Schweizerischen Gesellschaft für Geschichte, 6 Bände und CD-ROM, Basel 2001/02.
- Annuaire de la Confédération suisse / Staatskalender der Schweizerischen Eidgenossenschaft
- Annuaire des autorités fédérales / Jahrbuch der eidgenössischen Räte und Gerichte
- Schweizerisches Bundesarchiv, Systematische Beständeübersicht. Bearbeitet von Niklaus Bütikofer, Hugo Caduff u. a., unter der Leitung von Christoph Graf, Bern 1992

- Etudes et sources / Studien & Quellen / Studi e Fonti. Zeitschrift des Schweizerischen Bundesarchivs
- Die diplomatischen und konsularischen Vertretungen der Schweiz seit 1798, Eidgenössisches Politisches Departement, Bern 1997
- Das Eidgenössische Politische Departement (Zentrale) von 1848 bis 1970 (Amtschronik), Bern 1971
- Liste alphabétique des membres du Conseil national et du Conseil des Etats entrés au Parlement, pour la première fois, à partir de 1920, Service du Parlement, 1996 / Alphabetische Liste der Mitglieder des National- und Ständerates, die zum ersten Mal ab 1920 dem Parlament angehört haben, 1996, Parlamentsdienste

IX. LISTE DES PARAPHES DES CORRESPONDANTS  
DU DÉPARTEMENT POLITIQUE  
PARAPHENLISTE DER KORRESPONDENTEN  
DES POLITISCHEN DEPARTMENTS

Seuls les correspondants figurant dans les documents publiés ont été retenus. Les paraphes des correspondants des autres départements et des représentants diplomatiques n'ont pas été décodés. Les paraphes des correspondants du DPF changent chaque année.

Es sind lediglich die in den abgedruckten Dokumenten erwähnten Korrespondenten aufgeführt. Die Paraphen der Korrespondenten der andern Departemente und der diplomatischen Vertretungen sind nicht aufgeschlüsselt. Die Paraphen der Korrespondenten des EPD wechseln jedes Jahr.

Paraphes Paraphen	Année Jahr	Nom Name
AG	1952	Zehnder Alfred
AM	1954	Micheli Pierre-René
BI	1955	Bindschedler Rudolf
CY	1953	Berthoud Yves
DP	1954	Stiner Sven
DR	1953	Brügger Pierre-François
DT	1953	Bucher Hans
EB	1954	Turrettini Bernard
EF	1954	Vannini Curt
EN	1954	Vuilleumier Emmy
EV	1954	Weber Jean-Pierre
FS	1954	Zehnder Alfred
GA	1954	Schnyder Felix
GN	1954	Koenig Max
JF	1953	Jaccard Maurice
JK	1953	Jaeggi Walter
LB	1953	Masnata Silvio
LM	1953	Micheli Pierre-René
LU	1953	Müller Hans
OC	1953	Stucki Walter
PY	1954	Janner Antonino
RC	1952	Christinger Raymond
RP	1952	Decroux Jean
TN	1952	Von Graffenried Egbert
UG	1952	Humbert Jean
UT	1954	Bucher Hans
VW	1952	Masnata Silvio
WL	1954	Dupont Pierre

Paraphes Paraphen	Année Jahr	Nom Name
XD	1952	Petitpierre Max
YR	1954	Jaccard Maurice
YW	1952	Stroehlin Jean
ZF	1954	Keller Hans
ZC	1952	Thévenaz Henri-Louis